

Définition des sigles, des acronymes, des unités et des termes

Sigles/acronymes	Nom officiel
CIE	Commission Internationale de l'Éclairage
Symbole de l'unité	Nom officiel
K	Kelvin
lx	Lux
cd/m2	Candela par mètre carré
Ra	Indice de rendu des couleurs
m	Mètre
Term	Définition
Expo 2025	Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon
Éclairement	Quotient par unité de surface, défini en un point donné sur une surface, du flux lumineux entrant (de toutes les directions) à une surface minuscule comprenant ledit point. Unité : Lux (lx)
Luminance	Quantité physique (perçue par l'œil humain comme lumière) exprimant la luminosité de toutes les lumières émises par une source dans une direction. Unité : Lumen (lm) Quantité de flux énergétique évaluée sur la base de l'efficacité lumineuse relative spectrale de la CIE et l'efficacité lumineuse spectrale maximale. Unité : Lumen (lm)
Flux lumineux	A measure of psychologically registered physical quantity (perceived power) of light that expresses the brightness of entire light emitted from a light source in a given direction. Unit: lumen (lm) The amount of radiant flux obtained based on the CIE spectral luminous efficiency for photopic vision and maximum luminous efficiency function. Unit: lumen (lm)
Zone publique	Zone en dehors de la Parcelle où se trouve le Pavillon
Température de couleur	Une méthode pour caractériser la couleur de la lumière exprimée en température, basée sur la propriété d'un corps, lorsqu'il est chauffé à une haute température, qui change de couleur en fonction de la température. Température du corps noir émettant un rayonnement dont la chromaticité est égale au stimulus donné.
Propriété (indice) de rendu des couleurs	Propriété d'une source de lumière déterminant l'apparence de la couleur d'un corps éclairé par ladite source.
Éblouissements	Lumière aveuglante pouvant perturber la vision et provoquer une gêne. État visuel caractérisé par une gêne ou un affaiblissement de la capacité de distinguer les détails ou les objets, à cause d'un contraste inapproprié ou aigu de la répartition de la luminance (ou de ses valeurs) dans le champ visuel.
Ligne du mur extérieur du bâtiment	Ligne dessinée par la surface des murs extérieurs (ou à défaut, des piliers) d'un bâtiment.
Angle de faisceau	Indiqué dans les spécifications de l'appareil d'éclairage, l'angle de diffusion ou l'angle de faisceau correspond à la propagation de la lumière émise par un appareil d'éclairage ou une lampe directionnel(le) tels que le spot, le plafonnier intensif, le projecteur, etc. Il existe en général l'angle de demi-faisceau, l'angle de faisceau d'intensité de 1/10, etc., qui correspondent à l'angle formé par deux points dont la luminosité devient respectivement la moitié et un dixième de sa valeur maximale par rapport au centre du faisceau. L'angle de faisceau sans aucune précision signifie généralement celui de demi-faisceau.
Ligne de démarcation	Ligne délimitant physiquement la lumière émise par un appareil d'éclairage.
Lumière directe	Lumière qui atteint directement l'objectif ou qui passe sans aucun obstacle.

Éclairage d'aménagement extérieur	Éclairage destiné aux aires extérieures du bâtiment sur chaque Parcelle et aux ouvrages qui y sont aménagés.
Courte longueur d'onde	La norme JIS Z8120 définit la longueur d'onde électromagnétique correspondant à la lumière visible comme étant environ 360 à 400 nm du côté des longueurs d'onde courtes et environ 760 à 830 nm du côté des longueurs d'onde longues.
Façade	Partie frontale du bâtiment donnant sur la voie publique ou la place. Elle peut comprendre également les faces latérales et arrière lorsque celles-ci jouent un rôle important en termes d'apparence.
Surface verticale	Surface perpendiculaire au plan horizontal.
Luminance maximale moyenne	Valeur maximale moyenne de la luminance d'un plan donné.
Durée du fondu	Durée pendant laquelle la lumière s'intensifie ou s'affaiblit graduellement. Il s'agit d'un laps de temps durant lequel la couleur de la lumière change.
Kuré : coucher du soleil, Yoï : soir	(2) (a) Découpage du temps journalier. De nos jours, on distingue le matin (de minuit (0 h) jusqu'à midi (12 h)) et l'après-midi (de midi jusqu'à minuit) et chacun est divisé en 12 heures (ou l'ensemble en 24 heures). Autrefois, on avait coutume de diviser l'ensemble en 12 heures. Selon ce mode de découpage du temps, on part du minuit appelé « Kokonotsu (9) », en passant par chaque tranche de deux heures appelée respectivement « Yatsu (8) », « Nanatsu (7) », « Mutsu (6) », « Itsutsu (5) », « Yotsu (4) », pour arriver au midi appelé lui aussi « Kokonotsu (9) » et ainsi de suite. Il existait également un autre mode de découpage qui associe chaque tranche aux azimuts représentés par 12 animaux (selon lequel l'heure du Rat, dit Ne no koku, correspond à une plage horaire entre 23 h à 1 h ou entre 0 h et 2 h selon une variante.), chacune étant subdivisée en deux parties (Shokoku et Seikoku) ou en quatre. Plus tard, cette tranche de deux heures sera subdivisée en trois parties (haut, centre, bas). Par ailleurs, le peuple adoptait un autre mode de découpage du temps variable selon la saison, sur la base du lever (« Aké mutsu (6) ») et du coucher du soleil (« Kuré mutsu (6) »), le jour et la nuit étant divisés en 6 parties égales. Heure. Temps fixé. (Source : Kojien, Ver. III, « Toki (temps, heure) »)

1. Introduction

1-1. Objectif des présentes Lignes directrices

Les présentes Lignes directrices ont pour objectif de favoriser l'harmonisation paysagère de l'ensemble du Site même durant la nuit et de proposer ainsi un « nouveau paysage nocturne » dans le cadre de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon tenue sous le thème « Concevoir la société du futur, Imaginer notre vie de demain », qui pourrait être un exemple à suivre au-delà de 2025. En effet, l'éclairage a le pouvoir d'apaiser l'esprit des gens et de les encourager. En 2025, l'éclairage ne sera plus un simple moyen de distribution de la lumière : afin que les hommes, les autres êtres vivants et l'environnement planétaire soient durables, nous devons prendre soin de créer un environnement lumineux, tout en prenant conscience du caractère précieux de l'énergie. Le « nouveau paysage nocturne » que nous souhaitons créer est un environnement lumineux qui donne l'espoir pour une société du futur et témoigne le respect à l'ensemble de l'écosystème y compris les êtres humains, à travers une mise en scène soigneusement orchestrée par la lumière artificielle qui évolue dans le temps comme la lumière naturelle. Pour atteindre cet objectif, les présentes Lignes directrices définissent de manière détaillée des règles faciles à mettre en œuvre relatives aux éléments spécifiques sur l'éclairage.

1-2. Vision de l'éclairage en 2025

L'histoire nous raconte que, pendant des milliers d'années après la naissance de l'humanité, les gens passaient la nuit sous une lumière émise par les feux qu'ils ont allumés. Depuis lors, l'éclairage a évolué au fil du temps, grâce à la découverte de différents combustibles (lampe à huile, bougie, gaz...)

L'intensité de lumière a été augmentée de manière spectaculaire avec l'émergence des sources lumineuses sans combustion telles que la lampe fluorescente présentée lors de l'exposition universelle de New York en 1939 et les lampes à décharge et au xénon présentées lors de la Foire internationale de New York en 1964. Au 21^{ème} siècle, l'introduction massive de l'éclairage à diodes électroluminescentes (LED) a enfin marqué l'histoire récente des techniques d'éclairage.

Parallèlement à l'évolution des sources lumineuses, l'attente est devenue palpable en ce qui concerne la technique d'éclairage indirecte ou la conception d'éclairage architectural permettant de contrôler librement la distribution de la lumière dans un espace. Par ailleurs, l'éclairage joue non seulement un rôle essentiel en matière de sûreté et de sécurité, mais également un rôle d'apaiser l'esprit, de maintenir un bon rythme biologique et d'améliorer ainsi la santé mentale et physique des hommes.

Sur le Site de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon, il est attendu une conception d'éclairage en harmonie avec l'architecture, qui exprime une vie rayonnante et dynamique en écho au thème de l'Expo : « Concevoir la société du futur, Imaginer notre vie de demain ».

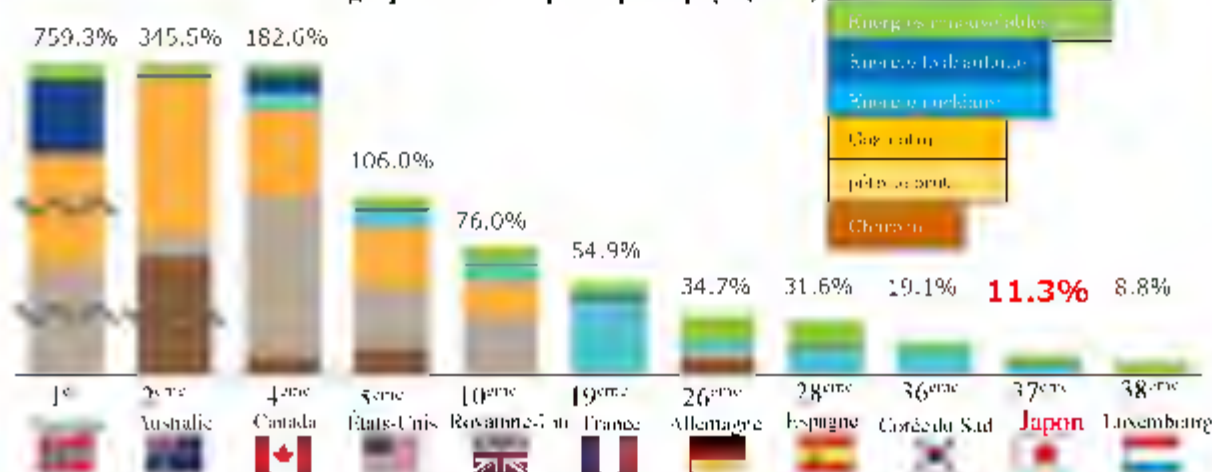
I-3. Aperçu sur l'énergie électrique

Le taux d'autosuffisance énergétique du Japon est relativement bas (11.3% en 2020), ce qui le place au 37^e rang mondial. Sa dépendance aux combustibles fossiles est très forte (83,2%) au cours de l'exercice 2021 et la plupart d'entre eux sont importés.

Q Quel est le taux d'autosuffisance énergétique du Japon ?

A Le taux d'autosuffisance énergétique du Japon est de 11,3% en 2020, soit un niveau relativement faible par rapport aux autres pays OCDE. (Géothermique, éolienne, solaire, etc., excepté hydraulique)

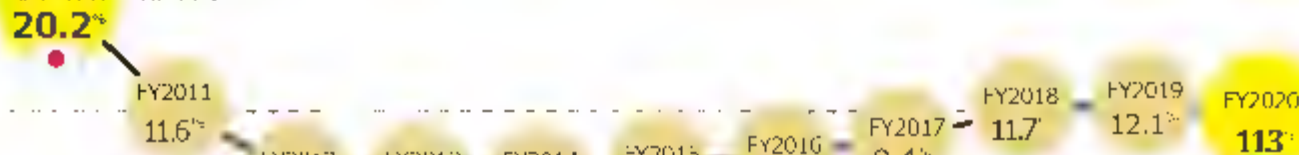
Taux d'autosuffisance en énergie primaire des principaux pays (2020)



Source : pour le Japon, les valeurs définitives (2020) du rapport de l'Agence des ressources naturelles et de l'énergie « Statistique globale de l'énergie » et pour d'autres pays, les valeurs estimées (2020) du rapport de l'AIE « World Energy Outlook 2021 ».

Taux d'autosuffisance énergétique du Japon

Taux d'autosuffisance en 2010



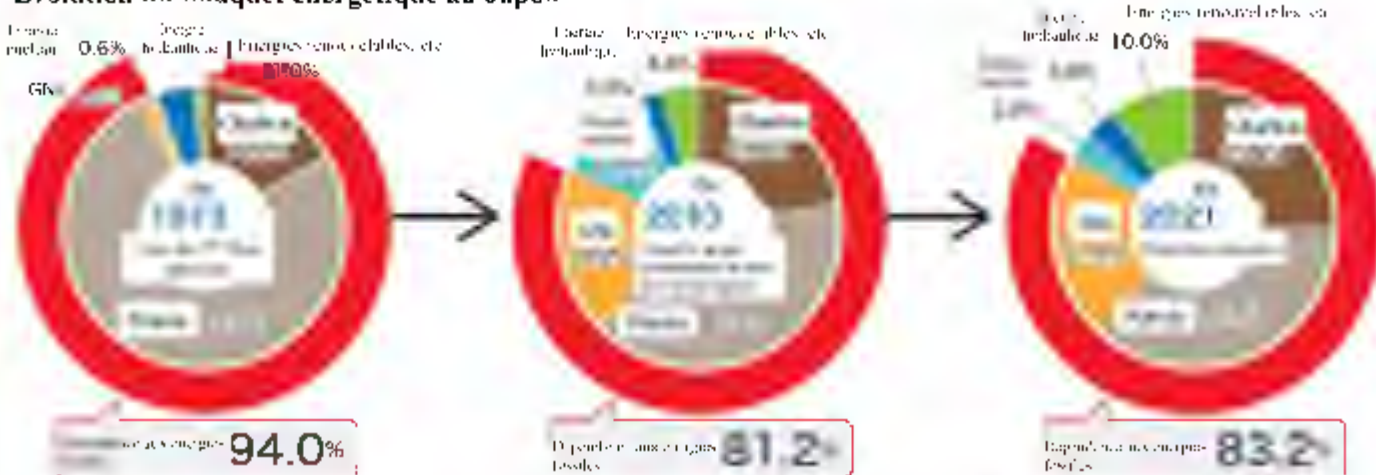
Énergie primaire : produits énergétiques non transformés, tels que le pétrole, le gaz naturel, le charbon, l'énergie nucléaire, le rayonnement solaire, l'énergie éolienne, etc.
Taux d'autosuffisance énergétique : pourcentage d'énergie primaire produite dans le pays, qui est indispensable à la vie quotidienne de la population et aux activités économiques.

Source : « Énergie au Japon : 10 questions pour connaître la situation énergétique actuelle » Agence des ressources naturelles et de l'énergie, Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie

Q Quelles sont les sources d'énergie utilisées au Japon ?

A Le Japon dépend fortement des énergies fossiles importées telles que le pétrole, le charbon, le gaz naturel liquéfié (GNL). Après le grand tremblement de terre de l'est du Japon, la dépendance aux énergies fossiles s'accroît pour atteindre 83.2% en 2021

Evolution du bouquet énergétique au Japon



Source : « Énergie au Japon : 10 questions pour connaître la situation énergétique actuelle » Agence des ressources naturelles et de l'énergie, Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie

Source : données préliminaires (2021) des « Statistiques globales de l'énergie ». Agence des ressources naturelles et de l'énergie
 * Le total peut ne pas correspondre à 100% en raison des arrondis
 * Les « Énergies renouvelables, etc. (Géothermique, éolienne, solaire, etc., excepté hydraulique) » comprennent les énergies non utilisées

Pays et régions ayant affirmé leur engagement



- Pays ayant affirmé leur engagement vers la neutralité carbone d'ici 2050 (144 pays dont le Japon)
- Pays ayant affirmé leur engagement vers la neutralité carbone d'ici 2060
- Pays ayant affirmé leur engagement vers la neutralité carbone d'ici 2070

* 1 Carte réalisée par le Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie sur la base du nombre de : (1) pays adhérents à l'« Alliance pour l'ambition climatique » (2) pays ayant affirmé la NC d'ici 2050 en présentant la stratégie à long terme à l'ONU et pays ayant affirmé la NC d'ici 2050 à l'occasion du Sommet des dirigeants sur le climat tenu en avril 2021, de la COP26, etc. (à la date du 9 novembre 2021)
 * 2 L'émission de CO₂ concerne uniquement celle d'origine énergétique et est estimée sur la base du rapport de l'AIEF « CO₂ EMISSIONS FROM FULL COMBUSTION 2020 EDITION ».

Source : « Énergie au Japon : 10 questions pour connaître la situation énergétique actuelle » Agence des ressources naturelles et de l'énergie, Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie

Actuellement, face au changement climatique et le réchauffement de la planète, 145 pays dont le Japon se sont engagés à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Ce sont donc des sources d'énergie renouvelables (énergie solaire, éolienne, géothermique, biomasse, etc.) qui sont désormais considérées comme incontournables et elles sont en train de se généraliser grâce aux innovations en matière de technologies de stockage de l'énergie. En 2020, la part des sources d'énergie renouvelables dans la production d'électricité au Japon est de 19,8%, laissant une très grande marge de progression par rapport à certains pays affichant déjà un taux beaucoup plus élevé (Allemagne : 43,6%, Espagne : 43,6%, Canada : 67,9%).

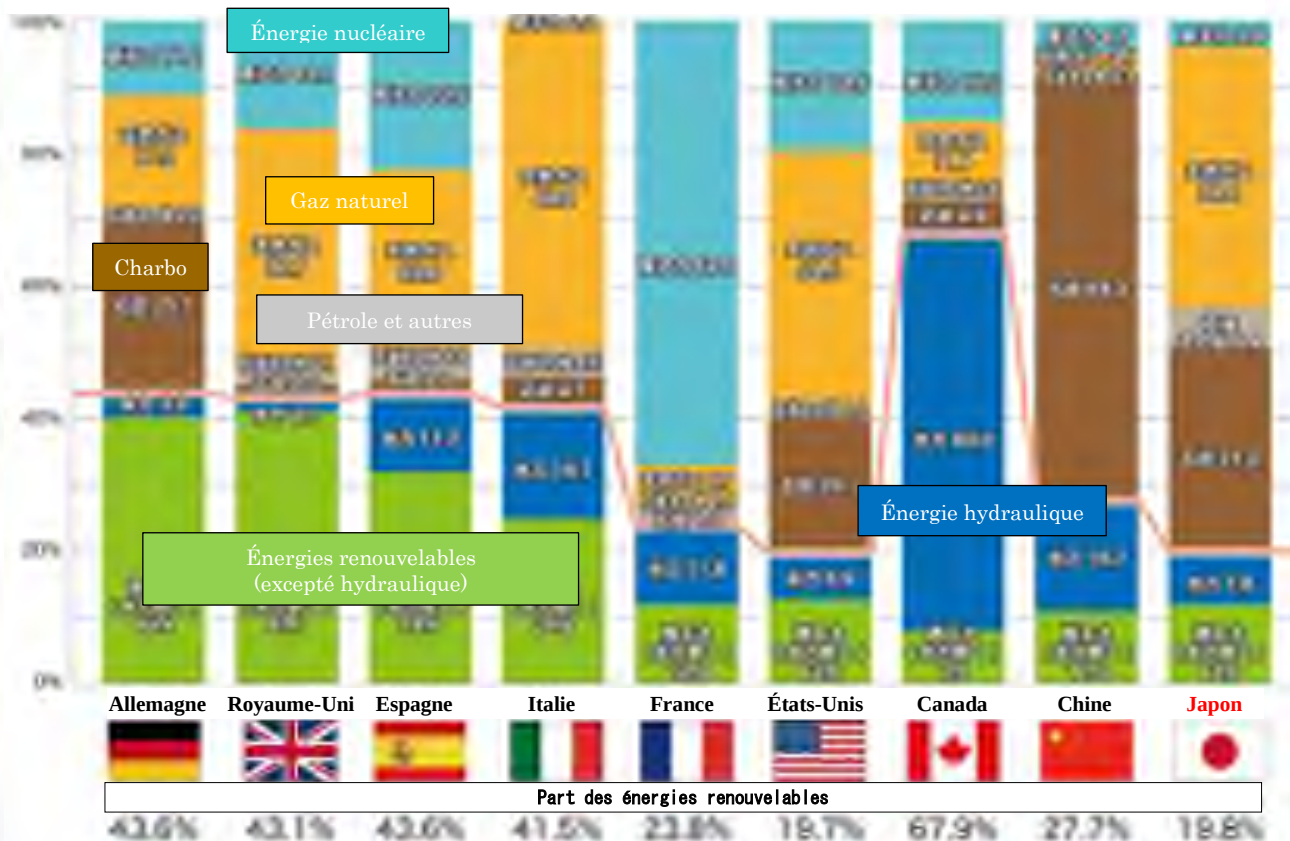
Au Japon, la consommation électrique de l'éclairage correspond à 15 à 20% de l'électricité totale produite. De ce fait, une mise en scène nocturne festive, lumineuse et en grande pompe, très appréciée autrefois par le grand public, ne peut être accueillie à bras ouverts à l'heure actuelle.



L'adoption des énergies renouvelables s'accélère-t-elle au Japon ?

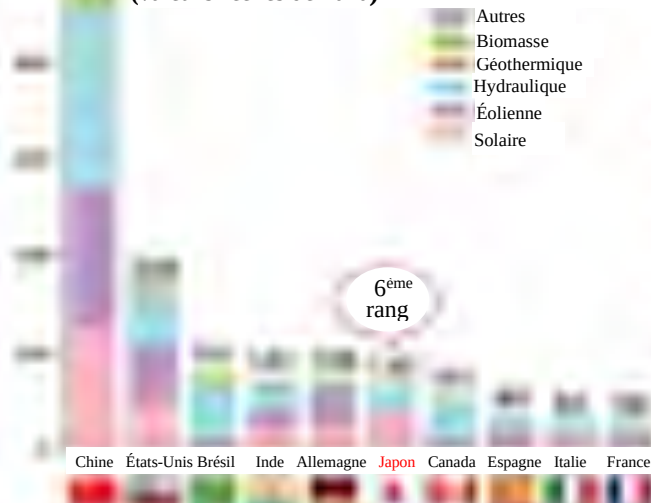
En 2020, la part des énergies renouvelables dans la production électrique du Japon est d'environ 19,8%. En ce qui concerne la puissance installée d'énergie renouvelable, il se positionne au 6^{ème} rang sur le classement mondial et quant à la puissance installée d'énergie solaire, au 3^{ème} rang.

Part des énergies renouvelables dans l'ensemble de l'électricité produite dans les principaux pays
(Part des énergies renouvelables dans l'ensemble de l'électricité produite)

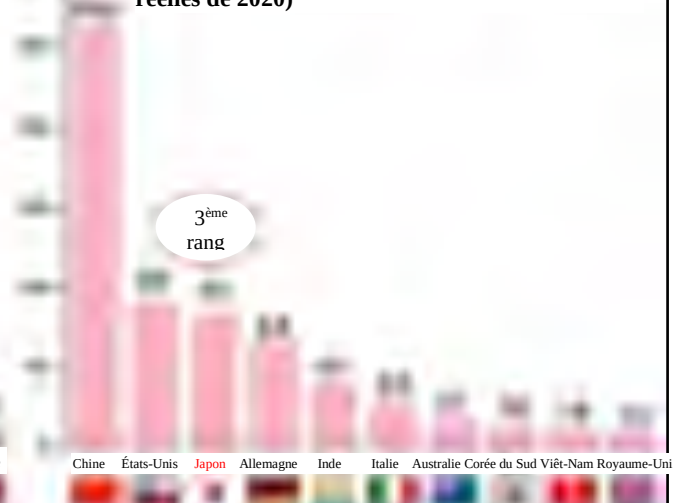


Source : graphique réalisé par l'Agence des ressources naturelles et de l'énergie sur la base du rapport de l'AIE « Renewables 2021 ».

(Unité : GW) **Capacité installée de production d'électricité issue d'énergies renouvelables dans chaque pays (valeurs réelles de 2020)**



(Unité : GW) **Capacité installée de production d'électricité issue de l'énergie solaire dans chaque pays (valeurs réelles de 2020)**



Source : graphique réalisé par l'Agence des ressources naturelles et de l'énergie sur la base du rapport de l'AIE « Renewables 2021 ».

Source : « Énergie au Japon : 10 questions pour connaître la situation énergétique actuelle », Agence des ressources naturelles et de l'énergie, Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie

1-4. Normes internationales et connaissances communes sur l'éclairage

L'éclairage adopté dans les différents pays du monde dépend de leurs infrastructures, mais la plupart des pays développés suivent les directives de la Commission Internationale de l'Eclairage (CIE) et les décisions de la société d'ingénierie en éclairage de l'Amérique du Nord (IES/NA). Par ailleurs, l'ASHRAE Standard établi par American Society of Heating, Refrigerating and Air-Conditioning Engineers (ASHRAE) définit la densité énergétique acceptable pour la climatisation/éclairage et sert de référence pour **le programme de certification de « LEED green building »** qui évalue la performance environnementale d'éclairages exprimée à différents niveaux (platine, or et argent, etc.) sur la base des points attribués en fonction notamment de la densité énergétique réduite par rapport audit Standard. L'International Dark-Sky Association, l'une des organisations internationales de protection de l'environnement, mène des activités de sensibilisation pour restaurer le ciel étoilé sans lumière artificielle et préconise des éclairages artificiels nocturnes dont la température de couleur est relativement basse pour le bien-être de tous les êtres vivants.

2. Structure des présentes Lignes directrices

2-1. « Guide » et « Contrôle »

Ce document a pour objet de donner des lignes directrices concrètes visant à promouvoir des conceptions d'éclairages avec une répartition ingénieuse de la luminance afin de réaliser un Site de l'Expo agréable même sous faible éclairage au sol, proposant ainsi un « nouveau paysage nocturne » avec une belle vue du ciel sans gaspiller une énergie précieuse.

Nous adoptons dans la zone publique une lumière confortable à basse température de couleur, à faible éclairage et sans éblouissement gênant, tout en tenant compte de la propriété de rendu des couleurs. En ce qui concerne la conception d'éclairage sur chaque Parcelle où se trouve le Pavillon, il est recommandé de suivre de manière active les « Guides » indiqués dans les présentes Lignes directrices. Même en cas de difficulté à les suivre, il est impératif de respecter au moins les obligations énoncées dans les « Contrôles ». Pour la Parcelle où se trouve le Pavillon, le champ d'application des présentes Lignes directrices couvre, en plus de la marge de recul (voir « 3-2. Conditions de planning » des « Lignes directrices relatives à la conception du pavillon de type A (à construire par le participant) »), un espace allant jusqu'à 3 mètres vers l'intérieur à partir de la ligne du mur extérieur du bâtiment, s'il y a une ou des ouverture(s).

Cependant, C-01 et dans la section de la « 2-3-1 Lutte contre la pollution lumineuse : réduction des fuites de lumière vers le ciel », toute la Parcelle entre dans le champ d'application des présentes Lignes directrices.

Aucune restriction ne sera imposée à un appareil d'éclairage adoptant le système d'éclairage solaire autonome dont le flux lumineux est inférieur ou égal à 10 lm par ampoule, à condition de respecter l'environnement aux alentours.



Figure 1 : Champ d'application des « Lignes directrices relatives à la conception d'éclairage » (zone marquée en rouge)

Comme indiqués ci-dessous, ces critères du Contrôle et du Guide sont indiqués sous forme de lettre alphabétique accompagnée d'un chiffre.

G-00 Le « Guide » correspond aux éléments souhaitables.

C-00 Le « Contrôle » correspond aux éléments obligatoires.

2-2. Zonage pour la conception d'éclairage sur le Site

Sur le Site de l'Expo, les Parcelles où se trouvent les Pavillons sont classées en quatre zones de conceptions d'éclairage différentes en fonction de leur caractéristique. Les valeurs recommandées d'éclairage sont données par zone dans le but de réaliser un « nouveau paysage nocturne » qui est en mesure de concilier la protection de l'environnement de la planète et le bien-être des hommes qui pourront procurer de l'énergie pour demain.



■ **Zone émotionnelle** : zone délimitée nécessitant de l'animation telle que la place d'entrée.

■ **Zone naturelle** : la majeure partie du Site est classée comme zone dans laquelle seront créées de belles vues tout en optimisant la consommation d'énergie précieuses.

■ **Zone BoH** : zone éclairée de manière efficace dans la mesure du nécessaire avec un minimum d'énergie.

■ **Zone tranquille** : zone nécessitant un environnement lumineux doux et relativement moins agressif, telle que la « Forêt tranquille » ou le « Monde de l'eau ».

Figure 2 : Zonage pour la conception d'éclairage sur le Site

※Attention : la carte de zonage ci-dessus a été partiellement modifiée par rapport à celle utilisée dans les « Lignes directrices relative à la conception d'éclairage dans le cadre de l'aménagement des installations (version extrait) ».

G-01 Il est recommandé de concevoir un éclairage pour chaque zone en tenant compte des valeurs indiquées ci-dessous de la température de couleur, l'éclairement au sol (valeur moyenne), la luminance verticale (valeur maximale moyenne) et la propriété de rendu des couleurs.

Nom de zone	Température de couleur	Éclairement au sol (valeur moyenne)	Luminance verticale (valeur maximale moyenne)	Propriété de rendu des couleurs
Zone émotionnelle	$\leq 3,000$ K	≤ 150 lx	≤ 400 cd/m ²	$\geq$ Ra 80 (excepté l'éclairage solaire autonome* ¹)
Zone naturelle	$\leq 3,000$ K	≤ 30 lx	≤ 400 cd/m ²	
Zone BoH	$\leq 3,000$ K	≤ 20 lx	≤ 50 cd/m ²	
Zone tranquille	$\leq 2,800$ K	≤ 5 lx	≤ 50 cd/m ²	

Figure 3 : Valeur recommandée pour l'éclairage par zone définie pour réaliser un « nouveau paysage nocturne »

(*1) Éclairage solaire autonome : appareil d'éclairage muni des dispositifs de production et de stockage d'énergie solaire qui ne nécessite pas d'alimentation électrique.

2-3. Pour un éclairage extérieur responsable

C-01 Aucune lumière ne doit être émise qui "puisse affecter le vol" d'un aéronef tel que défini dans la "loi sur l'aviation civile (loi n° 231 de 1952)". De plus, aucune lumière nocive pour la santé physique des visiteurs, ou perturbant le bon déroulement de visite, ou encore affectant la présentation dans les Pavillons voisins ne doit être émise. Les valeurs recommandées de luminance et d'éclairement sont indiquées dans la figure 3.

Afin de régler la luminosité des appareils d'éclairage sur demande de l'Organisateur, lorsqu'une fuite de lumière trop importante vers le ciel ou les Parcelles voisines ou une luminance (un éclairement) trop forte est constatée, il est nécessaire de prévoir un appareil doté d'une fonction d'ajustement de la luminance (éclairement) ou une lampe amovible qui peuvent assurer la cohérence lumineuse sur l'ensemble du Site.

G-02 Il est recommandé d'assurer la cohérence lumineuse sur l'ensemble du Site.

2-3-1. Lutte contre la pollution lumineuse : réduction des fuites de lumière vers le ciel

G-02 Les fuites de lumière vers le ciel constituent un gaspillage d'énergie pour l'éclairage et l'éclairage inutile vers le ciel a un impact négatif sur les écosystèmes. Ainsi, il est recommandé de réduire les fuites de lumière directe émise par un appareil d'éclairage vers le ciel. Comme le montre les figures 4 à 6, le choix de l'appareil d'éclairage devrait faire l'objet d'une attention particulière. De plus, il est recommandé d'adopter un mode d'émission de la lumière tenant compte de la ligne de démarcation (Figure 7) de la lumière émise par l'appareil d'éclairage (Figure 8).

Le spot adoptant le système d'éclairage solaire autonome dont le flux lumineux est inférieur à 300 lm par ampoule peut être utilisé même s'il est orienté à la direction vers le haut, notamment lorsqu'il est utilisé pour éclairer les fleurs, etc.



Figure 4 : Usage recommandé/déconseillé d'un appareil d'éclairage selon la répartition angulaire d'intensité lumineuse (éclairage sur poteau)



Figure 5 : Usage recommandé/déconseillé d'un appareil d'éclairage selon la répartition angulaire d'intensité lumineuse (bornes d'éclairage)



Figure 6 : Usage recommandé/déconseillé d'un appareil d'éclairage selon la répartition angulaire d'intensité lumineuse (applique, éclairage au sol)

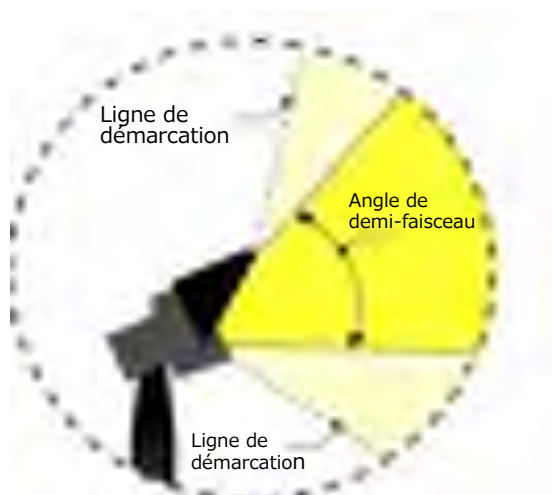


Figure 7 : Aperçu de la ligne de démarcation de la lumière émise par l'appareil d'éclairage

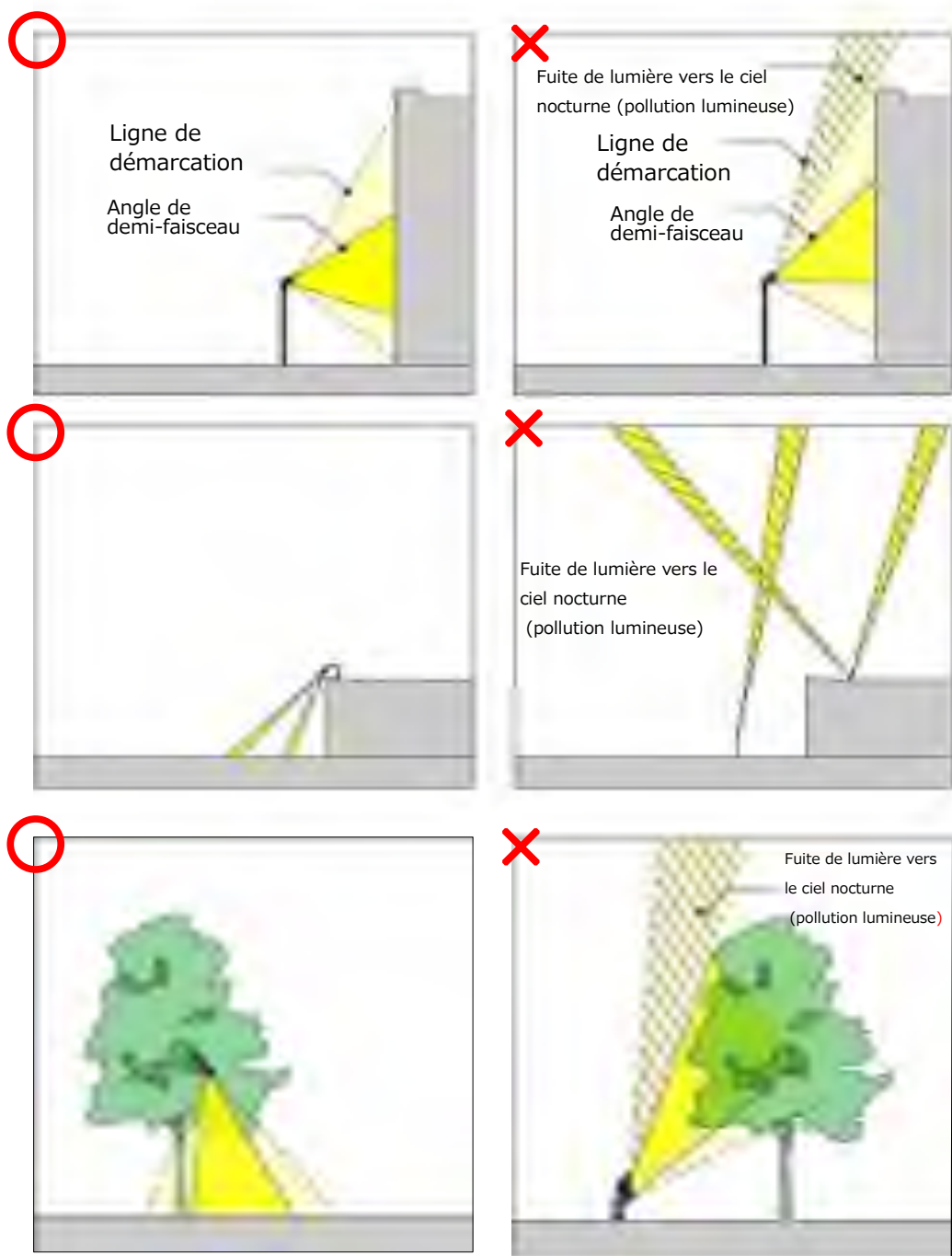


Figure 8 : Absence (gauche) ou présence (droite) de fuites de lumière vers le ciel selon la direction de la lumière

2-3-2. Lutte contre la pollution lumineuse : réduction des fuites de lumière vers les Parcelles voisines

G-04 Il est recommandé de réduire la lumière directe émise par l'appareil d'éclairage, qui dépasse la limite séparative de la Parcelle (Figure 9, 10 et 11).

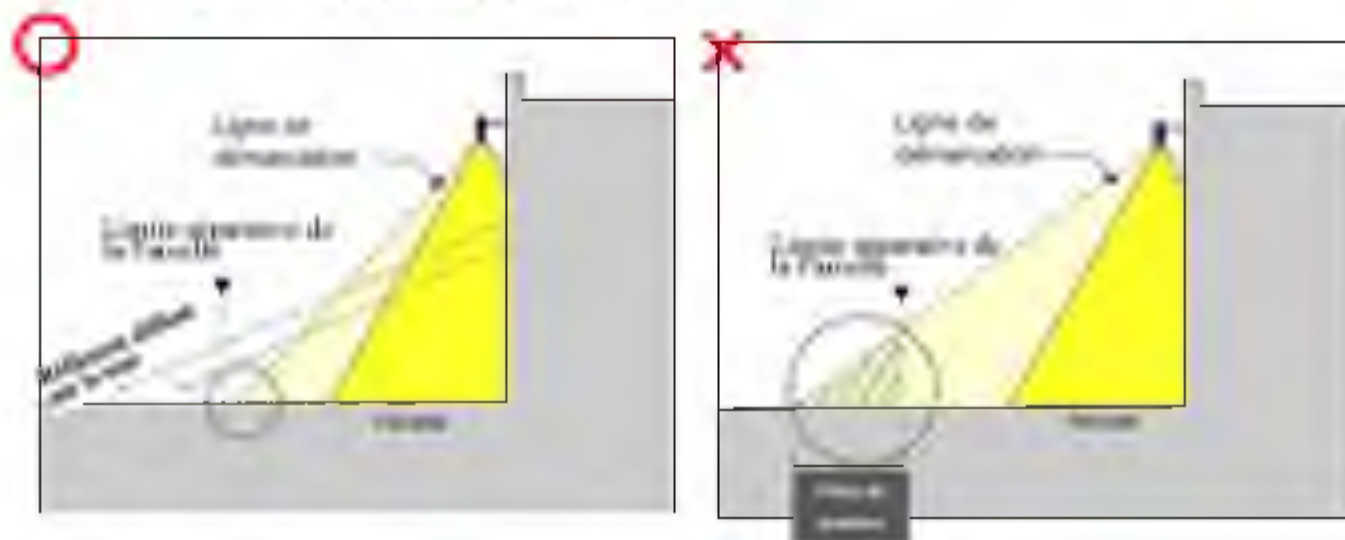


Figure 9 : Réduction de la lumière directe qui dépasse la limite séparative de la Parcelle (éclairage de façade)



Figure 10 : Réduction de la lumière directe qui dépasse la limite séparative de la Parcelle (éclairage d'aménagement extérieur)

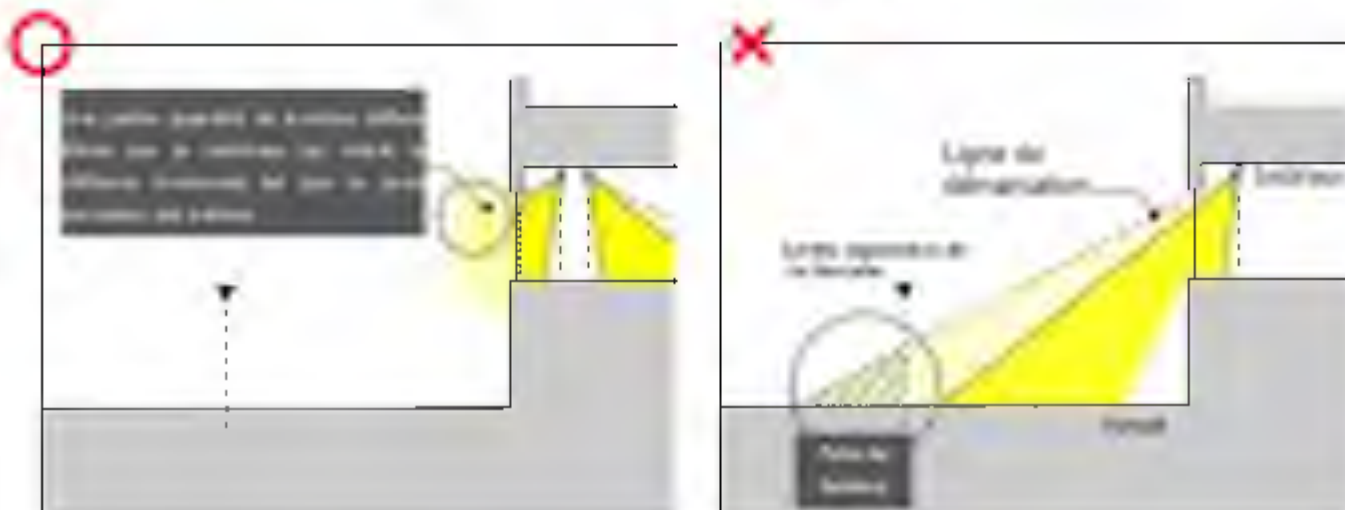


Figure 11 : Réduction de la lumière directe qui dépasse la limite séparative de la Parcelle (éclairage intérieur)

2-3-3. Température de couleur

G-05 Compte tenu de l'impact sur le rythme biologique pendant la nuit et celui sur le ciel nocturne lié à la diffusion de la lumière de courte longueur d'onde, il est recommandé d'utiliser une température de couleur relativement basse.

2-3-4. Réduction des éblouissements gênants

G-06 Il est recommandé de réduire les éblouissements gênants. Les yeux humains sont des organes performants qui peuvent s'adapter à leur environnement même avec un niveau d'éclairement bas, à condition toutefois qu'il n'y ait pas d'éblouissement. Dans un endroit excessivement lumineux ou avec la présence d'une lumière provoquant l'éblouissement, les pupilles se contractent et commencent à chercher une luminosité encore plus accrue, d'où l'impossibilité de réaliser un environnement lumineux respectueux de l'ensemble de l'écosystème y compris les êtres humains, que l'on souhaite créer dans le « nouveau paysage nocturne ».

2-4. Pour un meilleur paysage nocturne

2-4-1. Recommandation : illumination sur les surfaces verticales

G-07 Il est recommandé d'éclairer les façades des bâtiments qui se trouvent sur les Parcelles et sont visibles depuis la zone publique, notamment en valorisant autant que possible la lumière provenant des fenêtres ou en illuminant les surfaces verticales, pour accueillir les visiteurs de manière spectaculaire. Il est préférable d'y apporter suffisamment de lumière qui constitue un élément important de luminosité dont dépend l'impression d'éclairage sur l'ensemble du Site, dans la limite de la valeur maximale moyenne de la luminance verticale définie par zone de conception d'éclairage.



Figure 12 : Il est recommandé d'illuminer autant que possible les surfaces verticales, tout en préservant un beau ciel nocturne.



Figure 13 : Exemple d'illumination projetée sur les surfaces verticales donnant sur une place | Grand-Place (Bruxelles, Belgique)

2-4-2. Conception des spectacles de lumière sur les façades

G-08 En ce qui concerne le spectacle de lumière sur la façade (*2), il est recommandé de le planifier avec une attention particulière de manière à ne pas perturber l'harmonie de l'environnement lumineux aux alentours, en respectant les conditions visées au point « 2-3 Pour un éclairage extérieur responsable ».

(*2) **Spectacle de lumière sur la façade** : mise en scène lumineuse avec des changements dont la durée du fondu est de moins de 10 secondes.

2-4-3. Recommandation : mise en scène orchestrée par la lumière qui évolue dans le temps

G-09 Une mise en scène orchestrée par la lumière qui évolue dans le temps permettra non seulement de créer une variété de paysages nocturnes attrayantes en fonction de l'heure, mais aussi de contrôler de manière appropriée la consommation d'énergie. Quatre types de mise en scène énumérés ci-dessous sont prévus pour la zone publique. Il est souhaitable de s'y conformer également sur les Parcelles où se trouvent les Pavillons.

- « Kuré (coucher du soleil) » : scène lumineuse à partir du coucher du soleil jusqu'à 20 heures, qui marque le début d'une nouvelle nuit.
- « Yoï (soir) » : scène lumineuse entre 20 et 22 heures, pour laquelle la consommation d'énergie sera faible par rapport à la scène de « Kuré ».
- Moment spécial : scène lumineuse réservée au moment spécial approuvé par l'Organisateur, notamment au moment d'un événement.
- Moment d'urgence : éclairage applicable lorsqu'une évacuation d'urgence est requise notamment en cas de catastrophe.



Figure 14 : Exemple de mise en scène lumineuse. De gauche à droite, « Kuré », « Yoï », « Moment spécial » et « Moment d'urgence ».

2-4-3. Recommandation : choix privilégié du système d'éclairage solaire autonome

G-10 Il est recommandé de privilégier le recours à des éclairages solaires autonomes et durables muni d'un dispositif de production d'énergie solaire, qui ne nécessitent pas d'alimentation électrique. Ce type d'éclairage a des avantages non seulement en termes d'économie d'énergie mais aussi de sécurité d'alimentation électrique en cas de coupure d'électricité après une catastrophe. Dans le but d'encourager le choix de ce type d'éclairage sur le Site de l'Expo, des mesures d'allègement énumérées ci-dessous seront appliquées pour ceux qui ont choisi ce système.

[Mesures d'allègement pour ceux qui ont choisi le système d'éclairage solaire autonome]

- 1) Les valeurs recommandées de la propriété de rendu des couleurs ne seront pas appliquées.
- 2) Le spot dont le flux lumineux est inférieur à 300 lm par ampoule ne fait pas l'objet de restriction même s'il est orienté à la direction vers le haut, notamment lorsqu'il est utilisé pour éclairer les fleurs, etc.
- 3) Aucune restriction ne sera imposée à un appareil d'éclairage dont le flux lumineux est inférieur ou égal à 10 lm par ampoule, à condition de respecter l'environnement aux alentours.

2-4-5. Mettre l'accent sur le contraste entre la lumière et l'obscurité

G-11 Les éclairages traditionnels au Japon mettent en valeur une petite lumière allumée avec une énergie limitée, accompagnée d'une mise en scène des jeux d'ombre. Dans le cadre de la création d'un « nouveau paysage nocturne », il est recommandé de mettre l'accent sur le contraste entre la lumière et l'obscurité pour une meilleure création paysagère.

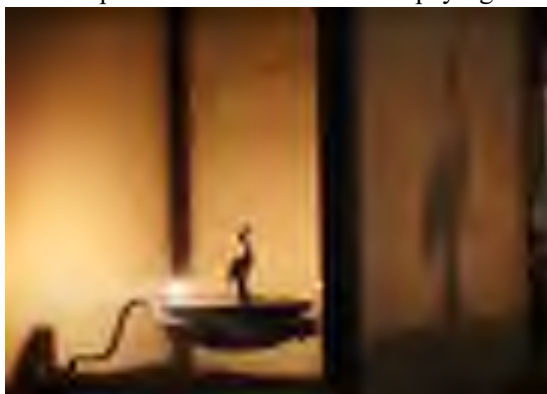


Figure 15 : Porte-mèche de forme d'oiseau | Musée de la lumière de Tokaido Figure 16 : Projection de lumière et d'ombre | GREEN SPRINGS

3. Références et citations

Les références et les documents cités dans les présente Lignes directrices sont les suivantes :

- Lignes directrices relatives à la lutte contre la pollution lumineuse, Ministère de l'environnement (mises à jour en mars 2021)
- Guide relatif à la planification de construction pour la création d'un meilleur paysage nocturne, Gouvernement métropolitain de Tokyo (août 2019)
- Étude sur le paysage nocturne, ville d'Osaka (2018)
- Lignes directrices relatives à la création de paysages nocturnes dans la zone urbaine de front de mer, ville de Yokohama (mars 2022)
- Directives concrètes relatives à la lutte contre la pollution lumineuse, Service de l'environnement aquatique et atmosphérique / Département de l'environnement / Préfecture de Nagano (mars 2022)
- Loi sur l'aviation civile (modifiée et entrée en vigueur le 21 décembre 2016)
- Lignes directrices relatives à la considérations environnementales dans la production d'énergie solaire, Ministère de l'environnement (mars 2020)
- Arrêté préfectoral d'exécution d'Osaka sur la publicité en plein air, Préfecture d'Osaka (entrée en vigueur le 1^{er}

avril 2020)

- LEED v4.1, U.S. Green Building Council
- Cinq principes pour un éclairage extérieur responsable, International Dark sky Association
- CIE (Commission Internationale de l'Éclairage) <http://cie.co.at/> (à la date du 31 août 2022)
- EXPO2025 Lignes directrices relatives à la conception du pavillon de type A (à construire par le participant) (juin 2022)
- EXPO2025 Lignes Directrices de la conception universelle concernant l'aménagement des installations (pour les Participants Officiels), version mise à jour (juin 2022)
- « Énergie au Japon : 10 questions pour connaître la situation énergétique actuelle », Agence des ressources naturelles et de l'énergie, Ministère de l'économie, du commerce (document publié en février 2021) (évolution des taux d'indépendance énergétique / lutte contre le réchauffement climatique (neutre en carbone) / introduction des énergies renouvelables)
- « Sur la politique actuelle en matière d'énergie nucléaire - situation des centrales nucléaires au Japon » (à la date du Fév 2021), Agence des ressources naturelles et de l'énergie, Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie
- Japan international association of lighting designers (Association internationale des concepteurs d'éclairage du Japon <https://ialdjapan.jp/>) (à la date du 31 août 2022)
- International Dark sky Association (Association internationale du ciel étoilé) <https://www.darksky.org/> (à la date du 31 août 2022)
- « Mesures recommandées relatives à l'économie d'énergie et d'électricité en été (destinées aux ménages) », Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie (juin 2022)
- Répartition de la consommation d'électricité des ménages, Japan Center for Climate Change Actions (Centre japonais de l'action contre le changement climatique) (2021)
- « Kojien (3^{ème} édition) », édité par Izuru Shinmura, édition Iwanami (décembre 1983)

Contact :

Pour toute question concernant le contenu de ce guide et pour plus d'informations sur les procédures, les Participants Officiels peuvent contacter l'Organisateur en activant l'option Requêtes du Portail en ligne pour les Participants Officiels.

En cas de difficulté liée à l'utilisation du Portail en ligne pour les Participants Officiels, veuillez envoyer un courriel à l'adresse suivante : participant@expo2025.or.jp.



施設整備に関する 照明デザインガイドライン (公式参加者用)



OSAKA, KANSAI, JAPAN

EXPO
2025

目次

1. はじめに	1
1-1. ガイドラインの目的	1
1-2. 2025年の照明とは.....	1
1-3. 電気エネルギーに関する概要.....	2
1-4. 世界の照明の標準と常識.....	5
2. 具体的なガイドライン.....	5
2-1. 推奨および規制事項について.....	5
2-2. 会場の照明デザインゾーニングと推奨値	6
2-3. 責任ある屋外照明のために	7
2-3-1. 光害対策【空への漏れ光の抑制】	7
2-3-2. 光害対策【隣地への越境光の抑制】	10
2-3-3. 色温度	11
2-3-4. 不快グレアの抑制.....	11
2-4. 夜間景観をより高い次元で完成させるために	11
2-4-1. 鉛直面に明るさを与えることを推奨	11
2-4-2. ファサードにおけるライトショーの考え方.....	12
2-4-3. 時間軸での照明シーン設定の推奨	12
2-4-4. 自己完結型ソーラー式照明システムの積極的な採用推奨.....	13
2-4-5. 光と影を意識する	13
3. 参考文献、引用文献.....	13

略語、略称、単位及び用語の定義

略語/略称	正式名称
CIE	国際照明委員会（Commission Internationale de l'Eclairage）
単位	正式名称
K	ケルビン
lx	ルクス
cd/m ²	カンデラ毎平方メートル
Ra	アールエー
m	メートル
用語	定義
大阪・関西万博	2025 年日本国際博覧会（略称「大阪・関西万博」）
照度	発光面上、受光面上、又は光の伝搬経路の断面上のある点における、その点を含む微小面を通り、ある方向へ向かう光束の、その方向に垂直な面への単位正射影面積当たり、単位立体角当たりの割合。単 位：カンデラ毎平方メートル（cd/m ² ）
光束	光源からある方向に放射されたすべての光の明るさを表す心理的な（人間の眼に光と感じる）物理量。単 位：ルーメン（lm） 放射束を、CIE 標準比視感度と最大視感度とに基づいて評価した量。単 位：ルーメン（lm）
パブリックエリア	パビリオン区画以外のエリア。
色温度	光色を表わすひとつの方法で、物体が高温に熱せられると光を放射し、温度に応じて光の色が変わる事を利用して、光色を温度で表わし、これを色温度と呼ぶ。 与えられた刺激と色度が等しい放射を発する黒体の温度。
演色性	演色性とは、光源によって照らした時、その物体の色の見え方を決める光源の性質のことをいう。
グレア	良好な見え方を阻害するもので、不快感や物の見えづらさを生じさせるような「まぶしさ」のこと。 視野内の輝度分布、若しくはその値の不適切、又は、極端な対比があることによって、不快を生じるか、又は細かいもの、若しくは視対象を見る能力の低下を生じる視覚の状態。
建築外壁線	建築物の外壁または外壁に代わる柱の面を示す線。
ビーム角	照明器具の仕様に示される照射角度（ビーム角）とは、スポットライトやダウンライト、投光器等、指向性のある照明器具やランプからの光の広がりのこと。ビーム角は一般的に 1/2 ビーム角や 1/10 ビーム角等があり、最大光度の 1/2(1/10)の光度になる 2 点の光中心に対する角度をいう。ビーム角のみの表記の場合は一般的には 1/2 ビーム角を指している。
カットオフライン	照明器具から発せられる光を物理的に遮ることで、遮光されるライン。
直射光	じかに照らす光。まともに射る光。
外構照明	建築外部の敷地および、そこに設けられた構造物のための照明のこと。
短波長	JIS Z8120 では、可視光線は可視光線に相当する電磁波の波長を、短波長側がおおよそ 360～400nm、長波長側が 760～830nm と定義している。

ファサード	街路や広場などに面する建築物正面部のこと。外観として重要な場合には、側面あるいは背面もファサードと呼ばれる。	
鉛直面	水平面と垂直をなす面。	
最大平均輝度	ある対象面の輝度の平均値の最大値	
フェードタイム	徐々に光を増していく時間、もしくは反対に徐々に光を減じていく時間。光色が徐々に変化する時間を指す。	
暮・宵	 (『広辞苑』第3版 とき【時】より)	② ① 一昼夜の区分。現在は真夜中（午前零時）から真昼（午後零時）までを午前、真昼から真夜中までを午後とし、そのおのおのを12等分（または午前・午後を通して24等分）する。昔は、12辰刻が広く行われた。これは夜半を九つ、一刻を終わるごとに八つ・七つ・六つ・五つ・四つとし、正午を再び九つとして四つに至る区分である。また、時刻を方位に結びつけ、一日を十二支に配して12等分し（夜半前後一刻を子ねの刻とする。午前零時から午前2時までを子の刻とする説もある）、一刻の前半・後半を初刻と正刻に分け、さらにまた四分などする区分もあった。この区分は、後に一刻を上・中・下に三分するようになった。また民間では、日出・日没を基準に定めて、明六つ・暮六つとし、昼間・夜間をそれぞれ6等分して、四季に応じて適当な分割による時刻をも定めた。時刻。刻限。

1. はじめに

1-1. ガイドラインの目的

本ガイドラインは、夜間においても会場全体の調和を重んじ、「いのち輝く未来社会のデザイン」をテーマとした大阪・関西万博の夜間景観が2025年のその先のビジョンを描く良き実例となるべく、「新しい夜」の創造を目指すものである。

照明には人の心を穏やかにしたり、勇気づけたりする力がある。2025年、照明は単に「明るさ」を得るための役割を超えて、人および生物、地球環境が持続可能であるために、貴重なエネルギーに感謝しながら、丁寧に光環境を創造しなければならない。目指すべき「新しい夜」とは、人工の光もまた、自然界の光のように時間軸を持った変化を伴い、時間帯に応じた光のシーンを丁寧に設定していくことにより、人間だけでなくあらゆる生態系へのリスペクトを示し、未来社会への希望を感じる光環境を創造していくことである。

このゴールに向けて進むために、照明に係る個別の事項についての詳細かつ、実行しやすいルールをガイドラインとして制定する。

1-2. 2025年の照明とは

照明の歴史を紐解けば人類が誕生して以降数千年の間は、火を焚き発せられる光を光源とする照明で夜の時間を過ごしてきた。以降オイルランプ、ろうそく、ガスと燃料を変えながら少しずつ進化した。

19世紀によく電気の照明が登場し、1881年パリ博でエジソン電球が点灯された。1939年ニューヨーク博で蛍光灯、1964年のニューヨーク世界博では、放電灯、キセノンランプなど非燃焼系光源が登場すると一気に光量がアップし、21世紀に入ると発光ダイオードの照明が大いに普及して今日に至るのが照明の技術史である。光源の発展とともに間接照明の技法や、空間での光の分布を自由にデザインする建築照明デザインが期待されてきた。また、照明は安心安全のための明るさをとることに加えて、癒しや、体のリズムを整え心身の健康を高める役割をも担ってきている。

大阪・関西万博会場においては、「いのち輝く未来社会のデザイン」という万博のテーマに重ねて、建築と一体となった照明デザインによって命の輝き・躍動を表現していくことが期待される。

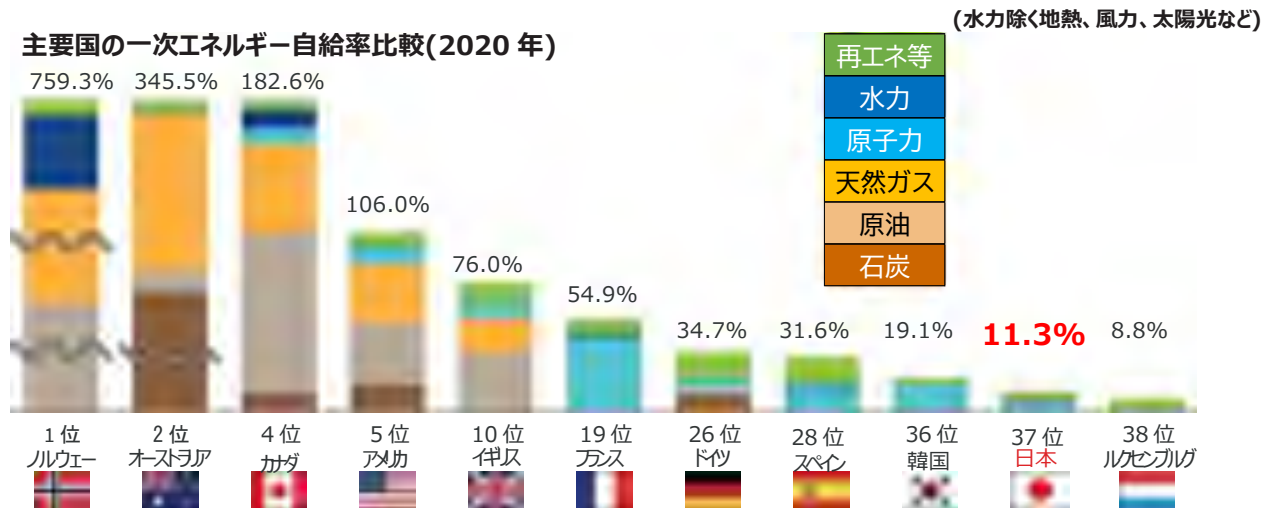
1-3. 電気エネルギーに関する概要

日本のエネルギー自給率は11.3%（2020年）で世界 37 位と低い。一方で、2021 年度化石燃料依存度は83.2%と極めて高く、そのほとんどが輸入による調達となっている。

Q 日本は、国内の資源どのくらいエネルギーを自給できていますか？

A 2020 年度の日本の自給率は 11.3%で、他の OECD 諸国と比べても低い水準です。

主要国の一次エネルギー自給率比較(2020 年)



出典：IEA「World Energy Balances 2021」の2020年推計値、日本のみ資源エネルギー庁「総合エネルギー統計」の2020年度確報値。※表内の順位はOECD38カ国中の順位

我が国のエネルギー自給率



一次エネルギー：石油、天然ガス、石炭、原子力、太陽光、風力などのエネルギーのもとの形態

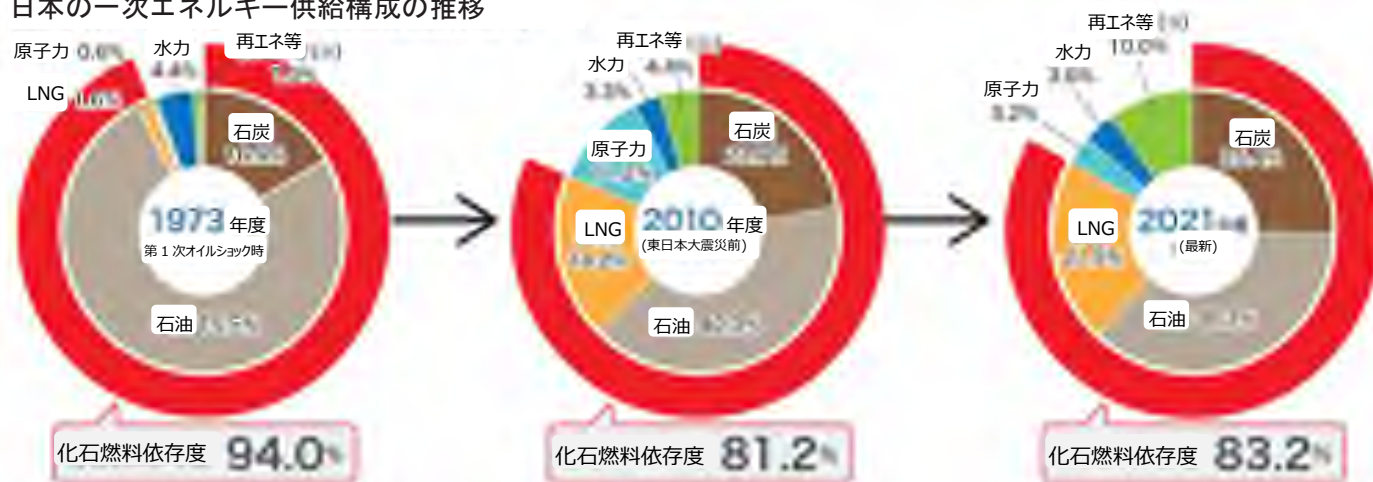
エネルギー自給率：国民生活や経済活動に必要な一次エネルギーのうち、自国内で産出・確保できる比率

出典：経済産業省・資源エネルギー庁『日本のエネルギー・エネルギーの今を知る10の質問』

Q 日本はどのようなエネルギーを利用していますか？

A 海外から輸入される石油・石炭・天然ガス(LNG)など化石燃料に大きく依存しています。
東日本大震災以降、化石燃料への依存度は高まっており、2021年度は83.2%です。

日本の一次エネルギー供給構成の推移



出典：資源エネルギー庁「総合エネルギー統計」の2021年度速報値

※四捨五入の関係で、合計が100%にならない場合がある

※再エネ等（水力除地熱、風力、太陽光など）は未活用エネルギーを含む

出典：経済産業省・資源エネルギー庁『日本のエネルギー・エネルギーの今を知る10の質問』

カーボンニュートラルを表明した国・地域



- 2050年までのカーボンニュートラル表明国（日本含め144か国）
- 2060年までのカーボンニュートラル表明国
- 2070年までのカーボンニュートラル表明国

※1 ①Climate Ambition Allianceへの参加国、②国連への長期戦略の提出による2050年CN表明国、2021年4月の気候サミット・COP26等における2050年CN表明国等をカウントし、経済産業省作成（2021年11月9日時点）

※2 CO₂排出量は、IEA（2020）、CO₂ Emissions from Fuel Combustionを基にカウントし、エネルギー起源CO₂のみ対象。

出典：経済産業省・資源エネルギー庁『日本のエネルギー・エネルギーの今を知る10の質問』

- 2050年までのカーボンニュートラル（CN）に向けて取り組む国・地域※1）：145
- これらの国における世界全体のCO₂排出量に占める割合は40.0%（2018年実績※2）
- 加えて、中国（32.0%）、ロシア（2.5%）、インドネシア（2.2%）、サウジアラビア（2.0%）等は2060年まで、インド（2.7%）等は2070年までのCNを表明するなど、カーボンニュートラル目標を設定する動きが拡大。（これらの国における世界全体のCO₂排出量に占める割合：89.4%）

一方、地球規模での気候変動、温暖化に対して、日本を含む145か国では2050年までにカーボンニュートラル表明しており、今後期待されるエネルギー源は再生可能エネルギー（太陽光・風力・地熱・バイオマス発電など）であり、蓄電技術のイノベーションによって広く定着しようとしている。2020年における日本の再生可能エネルギーの発電比率は19.8%だが、ドイツでは43.6%、スペインでは43.6%、カナダでは67.9%と、まだまだ伸び代が期待されている。

日本における照明用電力の消費量は全発電量の15-20%を占めており、かつてのお祭りのような明るく楽しい夜の演出を手放して歓迎することは、ままならない時代となっている。



日本では、再エネの導入は進んでいますか？



日本の再エネ電力比率は 2020 年度で、約 19.8%です。

再エネ発電設備容量は世界第6位で、太陽光発電は世界第3位です。

主要国の発電電力量に占める再エネ比率の比較

(発電電力量に占める割合)



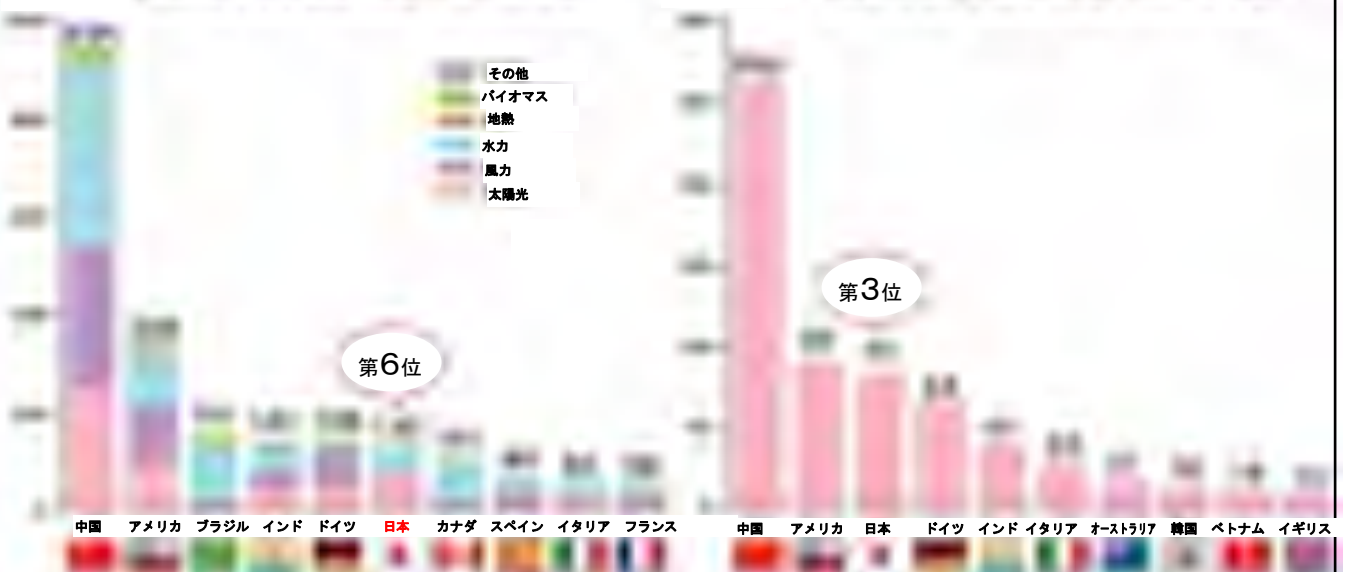
出典：IEA「Renewables 2021」より資源エネルギー庁作成

(単位：GW)

各国の再エネ発電導入容量 (2020 年実績)

(単位：GW)

各国の太陽光発電導入容量 (2020 年実績)



出典：IEA「Renewables 2021」より資源エネルギー庁作成

出典：経済産業省・資源エネルギー庁『日本のエネルギー・エネルギーの今を知る 10 の質問』

1-4. 世界の照明の標準と常識

世界の照明は、各国ごとの社会のインフラの違いなどによるが、おおむね先進国では国際照明委員会 CIE の指針、北米照明学会 IES/NA の定めることが規範となっている。またアメリカ暖房冷凍空調学会 (ASHRAE) が定めた ASHRAE Standard は空調と照明に使用できるエネルギー密度を規定し、LEED グリーンビルディングの認証プログラムでは ASHRAE Standard を基準とし、照明エネルギー密度がどれだけ基準を下回ったか等によってポイントが与えられ、プラチナ、ゴールド、シルバーといった認証レベルによって環境性能への評価をしている。また国際的な環境保護団体のひとつである International Dark-sky Association では夜空へ露光する光を阻止し、星空が見える夜の実現に向けて啓蒙を続けている。夜の人工照明の色温度にも触れ、すべての生物のために低い色温度が好ましいことなどをうたっている。

2. 具体的なガイドライン

2-1. 推奨および規制事項について

限りあるエネルギーを無駄に消費することなく、美しい夜空を眺めることのできる「新しい夜」が実現する場所として、床面の照度を低く設定しても、人が快適に過ごすことができる大阪・関西万博会場が成立するために、輝度分布に工夫をこらした照明デザインを推進する具体的なガイドラインを示す。

パブリックエリアでは、色温度は低く、演色性にも考慮し、低照度かつ不快グレアのない人に優しい光を設計している。パビリオンなどにおける照明デザインでは、このガイドラインで示している推奨事項を積極的に採用することが望ましい。推奨事項を採用することがどうしても困難な場合であっても、少なくとも必須事項を守ることが最低限の要件となる。パビリオンなどにおいて、このガイドラインの対象範囲は、セットバック範囲(『パビリオン タイプ A(敷地渡し方式)』の設計に係るガイドライン(公式参加者用)』3-2 (民間パビリオン用は2-2)計画条件 を参照)に加えて、開口部がある場合、建築外壁線より内部側に 3m の範囲とする。

ただし、C-01 及び 2-3-1 光害対策【空への漏れ光の抑制】の項目においては、パビリオン区画などエリア全体を対象範囲とする。

なお、自己完結型ソーラー式照明を使用する 1 灯あたり 10 lm 以下の出力の照明器具については、周辺環境への配慮を伴う場合、使用方法を制限しない。

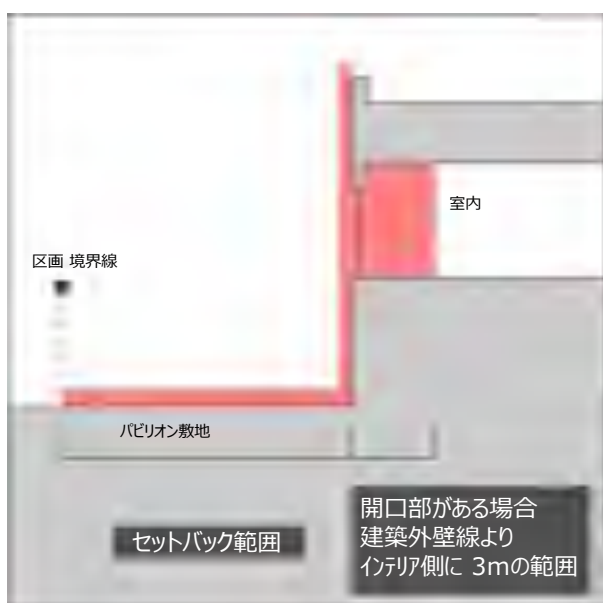


図1 照明デザインガイドライン対象範囲(赤マーク部分)

推奨と規制の基準を、以下のようにそれぞれアルファベットのコードと数字で示す。

G-00 推奨 (Guide) は、「～ことが望ましい。」事項を示す。

C-00 必須 (Control) は、「～すること。」「～しなければならない。」事項を示す。

2-2. 会場の照明デザインゾーニングと推奨値

大阪・関西万博会場では、エリアの特性に応じて照明デザインのゾーンを 4 つに区分けする。地球環境に配慮し、人々の安らぎ・明日への活力を培うバランスを考慮する「新しい夜」の実現に向けて、照明デザインゾーンごとに照明の推奨値を示す。



図2 会場の照明デザイン ゾーニング

※「施設整備に関する 照明デザインガイドライン 概要版」ですでに掲載しているゾーニング図から一部変更されているため、ご注意ください。

G-01 色温度、床面平均照度、鉛直面最大平均輝度、演色性について、各ゾーン以下のとおり計画することが望ましい。

ゾーン名称	色温度	床面平均照度	鉛直面最大平均輝度	演色性
エモーショナルゾーン	3000K 以下	150 lx 以下	400 cd/m ² 以下	Ra80 以上 (自己完結型ソーラー式照明 (*1) を除く)
ナチュラルゾーン	3000K 以下	30 lx 以下	400 cd/m ² 以下	
バックヤードゾーン	3000K 以下	20 lx 以下	50 cd/m ² 以下	
クワイエットゾーン	2800K 以下	5 lx 以下	50 cd/m ² 以下	

図3 「新しい夜」の実現に向けて設定されたゾーンごとの照明推奨値

(*1) 自己完結型ソーラー式照明: 電源の供給がいらない、ソーラー発電・蓄電装置を伴う照明器具。

2-3. 責任ある屋外照明のために

C-01 「航空法(昭和二十七年法律第二百三十一号)」に規定する航空機の「飛行に影響を及ぼすおそれのある」光を発してはならない。また、来場者の身体への配慮、及び、隣接パビリオンにおける円滑な観覧や展示デザインを害する光も発してはならない。

空・隣地への越境光が著しい場合や著しく輝度(照度)が高すぎると認められる場合に開催者の求めに応じて明るさを調整できるよう、照明器具に輝度(照度)調整機器の装備や、着脱可能なランプを用いるなど周辺環境と調和がとれるものとする。

G-02 周辺環境との調和をとることが望ましい。

2-3-1. 光害対策【空への漏れ光の抑制】

G-03 空への漏れ光は、照明用エネルギーの浪費であり、いたずらに空を照らすことで生態系への悪影響を与えるため、照明器具から発せられた直射光の夜空への漏洩を抑制することが望ましい。図4~6のように照明器具の選定に十分留意すること。また、照明器具から放たれる光のカットオフライン(図7)を意識した照射方式を設定することが望ましい。(図8)

なお、自己完結型ソーラー式照明を使用する1灯あたり300lm未満の出力のスポットライトについては、花を照射するなどの目的において、上向きで使用することができる。

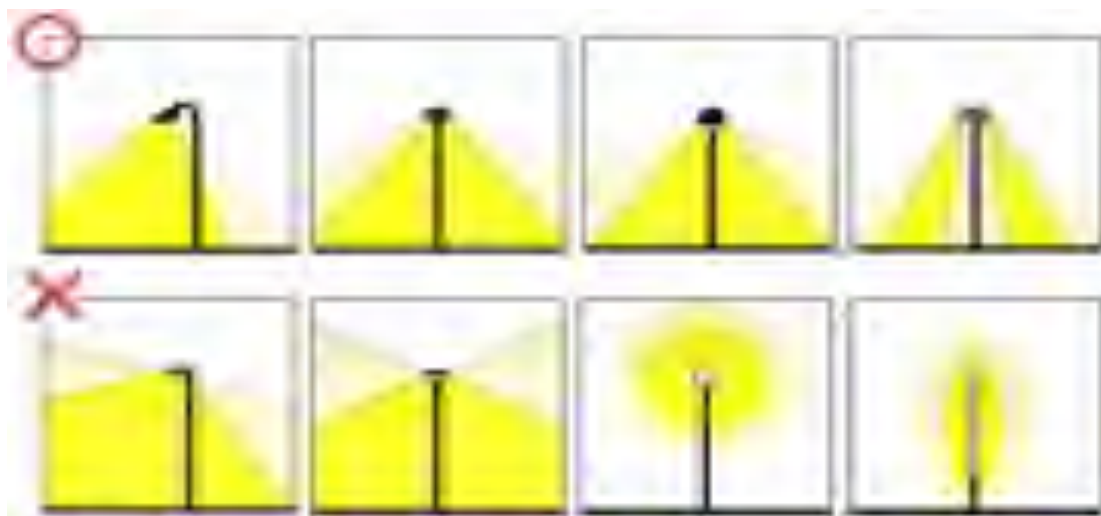


図4 照明器具の配光による使用の推奨と非推奨【ポール照明】



図5 照明器具の配光による使用の推奨と非推奨【ボード照明】



図6 照明器具の配光による使用の推奨と非推奨【ブラケット照明・フットライト】

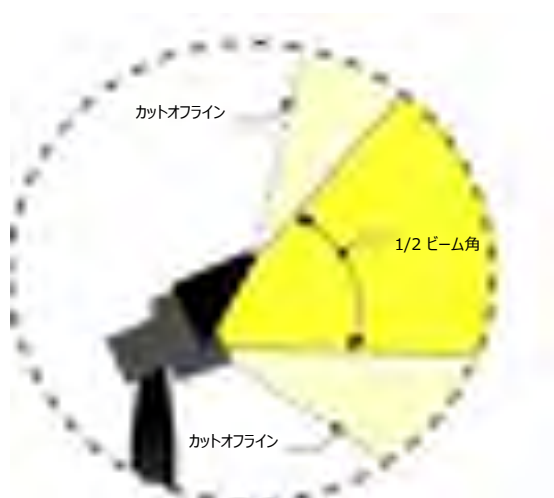


図7 照明器具から放たれる光のカットオフライン概略図

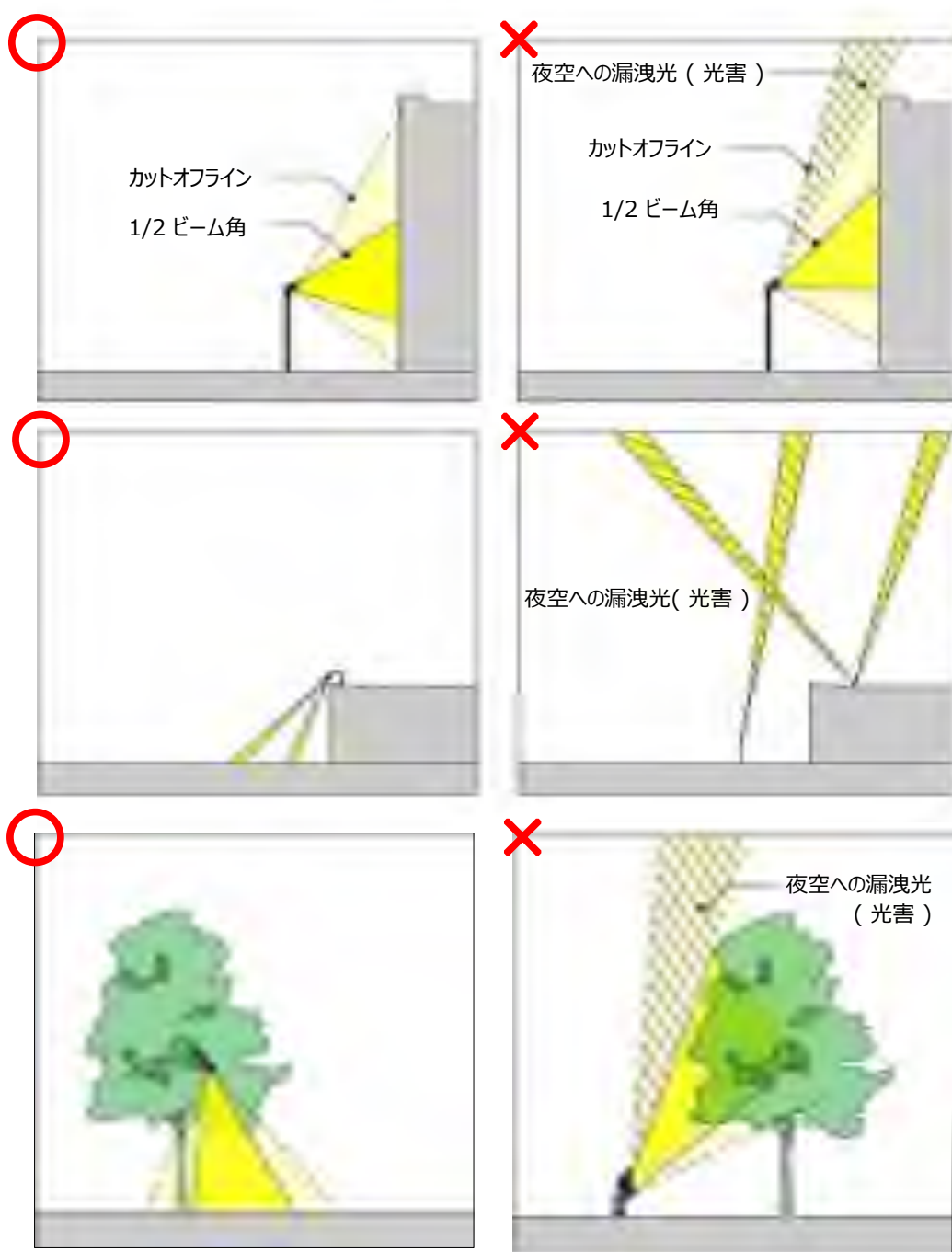


図 8 左) 照射方向によって空への漏れ光が出ない場合と、右) 空への漏れ光が出る場合

2-3-2. 光害対策【隣地への越境光の抑制】

G-04 照明器具から発せられた直射光は、区画境界線の越境を抑制することが望ましい。(図 9.10.11)

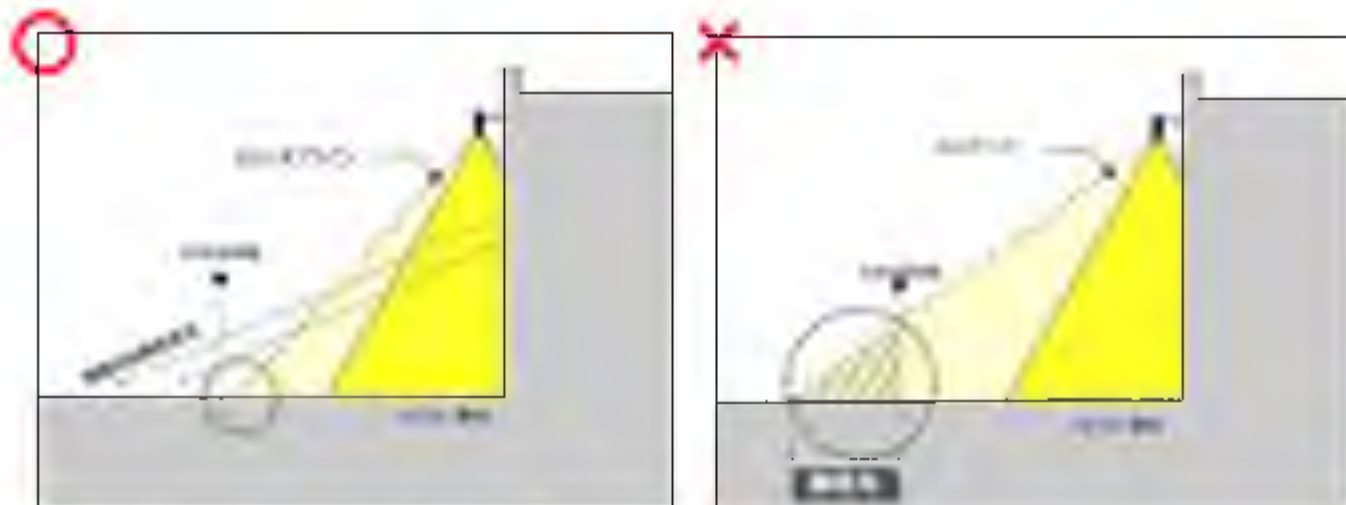


図 9.10.11 (1) 隣地へ越境する直射光の抑制【壁面照明】



図 9.10.11 (2) 隣地へ越境する直射光の抑制【吊下げ照明】

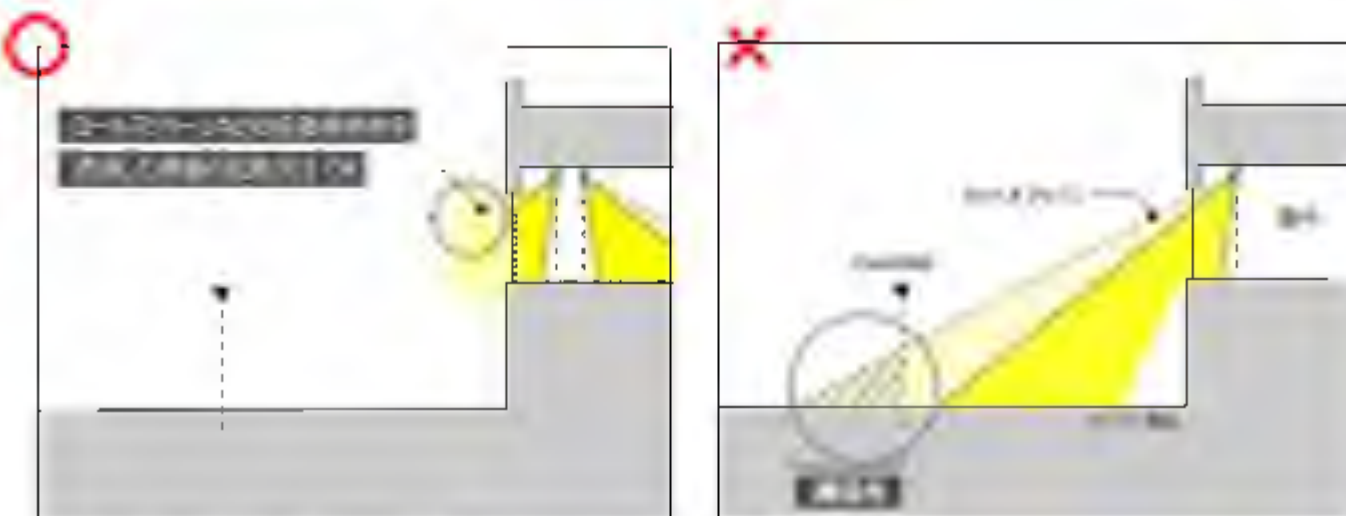


図 9.10.11 (3) 隣地へ越境する直射光の抑制【天井照明】

2-3-3. 色温度

G-05 夜間における体内リズムへの影響および、短波長の光が夜空で散乱する影響を考慮し、低い色温度とすることが望ましい。

2-3-4. 不快グレアの抑制

G-06 不快グレアを抑制することが望ましい。まぶしさが無ければ、照度レベルが低い状態においても、人間の目は、その環境に順応することができる素晴らしい器官である。過度に明るい場所や、まぶしさがあると、瞳孔が収縮し、より明るさを求めることになり、「新しい夜」が目指す人間だけでないあらゆる生態系へのリスペクトを示す光環境の創造は実現できない。

2-4. 夜間景観をより高い次元で完成させるために

2-4-1. 鉛直面に明るさを与えることを推奨

G-07 パブリックエリアから見えるパビリオン区画エリアのファサードにおいては、来場者を華やかに迎え入れるべく、積極的に「窓明り」や「鉛直面の明るさ」を与えることが望ましい。照明デザインゾーンごとに設定された鉛直面最大平均輝度の範囲内において、会場全体の明るさの印象を創る大切な光の構成要素として、積極的な明るさを与えることが望ましい。



図 12 美しい夜空を守りながら鉛直面の明るさを積極的に与えることを推奨



図 13 鉛直面に明るさが与えられた広場の事例のひとつ| グラン・プラス[ベルギー・ブリュッセル]

2-4-2. ファサードにおけるライトショーの考え方

- G-08** ファサードでのライトショー（※2）は周辺の光環境への不調和を生むことが無いよう、十分に考慮することが望ましい。「2-3. 責任ある屋外照明のために」で示す項目も遵守して計画することが望ましい。
 （※2）ファサードでのライトショー：フェードタイム 10 秒未満の変化をとまなう演出

2-4-3. 時間軸での照明シーン設定の推奨

- G-09** 時間軸で照明シーンが変化する設定を行うことにより、時間帯に応じた魅力的な夜間の表情を創出することができるだけでなく、エネルギー消費量も適切にコントロールすることができる。パブリックエリアにおいては、次の 4 つのシーン設定を行う。展示エリアパビリオンなどにおいても、これに準拠することが望ましい。

- 暮：日没時刻から20時までの新しい夜の始まる照明シーン
- 宵：20時から22時までの「暮」シーンよりエネルギーを使わない照明シーン
- 特別な時：イベント開催時など万博協会が認める特別な時の照明シーン
- 緊急時：災害時など、緊急避難を余儀なくされた時に備える照明シーン



図 14 照明シーン設定のイメージ。左から「暮」「宵」「特別な時」「緊急時」

2-4-4. 自己完結型ソーラー式照明システムの積極的な採用推奨

G-10 持続可能な照明として電源の供給がいらない、ソーラー発電装置を伴う自己完結型ソーラー式照明の積極的な導入が望ましい。エネルギーの観点からだけでなく、災害が発生し電源の供給が遮断した後も継続点灯できるなどのメリットがある。大阪・関西万博会場内に積極的な導入を促すことを目的として、自己完結型ソーラー式照明の採用に当たっては、以下の緩和措置を適用する。

〔自己完結型ソーラー式照明使用時の緩和措置〕

その 1. 演色性推奨値の適用を除外する。

その 2. 1 灯あたり 300 lm 未満の出力のスポットライトは、花を照射するなどの目的において、上向きで使用することができる。

その 3. 1 灯あたり 10 lm 以下の出力の照明器具は、周辺環境への配慮を伴う限り、使用方法は問わない。

2-4-5. 光と影を意識する

G-11 日本における照明文化には、限られたエネルギーで灯された小さな灯火に、影による演出を採り入れる工夫により、わずかな光も大切にしてきた背景がある。「新しい夜」の創造においては、光と影を意識し、より高次の夜間景観を創造することが望ましい。



図 15 掻き立て | 東海道あかりの博物館



図 16 光と影のプロジェクション | GREEN SPRINGS

3. 参考文献、引用文献

本ガイドラインの作成にあたって、引用した文献および、参考資料は下記の通り。

- ・環境省 光害対策ガイドライン（令和3年3月改訂版）
- ・東京都 良好な夜間景観形成のための建築計画の手引き（令和元年8月）
- ・大阪市 夜間景観のありかたについて（平成30年）
- ・横浜市 都心臨海部夜間景観形成ガイドライン（令和4年3月）
- ・長野県環境部水待機環境課 光害防止のための具体的な取組指針（令和4年3月）
- ・航空法（改正施行 平成28年12月21日）
- ・環境省 太陽光発電の環境配慮ガイドライン（令和2年3月）
- ・大阪府 大阪府屋外広告物法施行条例（令和2年4月1日施行）
- ・U.S. Green Building Council LEED v4.1
- ・International Dark sky Association 責任ある屋外照明のための5つの原則
- ・CIE 国際照明委員会 <http://cie.co.at/>（2022/08/31 時点）
- ・EXPO2025 パビリオン タイプ A（敷地引き渡し方式）の設計に係るガイドライン（2022年6月）

- ・EXPO2025 施設整備にかかわるユニバーサルデザインガイドライン改訂版(公式参加者用)(2022年6月)
- ・経済産業省・資源エネルギー庁 『日本のエネルギー・エネルギーの今を知る 10 の質問』(2021 年 2 月発行)
(エネルギー自給率の推移・地球温暖化対策～カーボンニュートラル～・再エネの導入)
- ・一般社団法人日本国際照明デザイナーズ協会 <https://ialdjapan.jp/> (2022/08/31 時点)
- ・International Dark sky Association <https://www.darksky.org/> (2022/08/31 時点)
- ・経済産業省 夏季の省エネ・節電メニュー ご家庭の皆様(令和 4 年 6 月)
- ・全国地球温暖化防止活動推進センター 家庭における消費電力量の割合(令和 3 年度)
- ・新村出編 広辞苑(第 3 版)岩波書店(昭和 58 年 12 月)
- ・一般社団法人照明学会 『照明学会誌 第 54 巻第 2 号』(昭和 45 年)

お問合せ

この実施要領の内容に関するお問い合わせや、手続きに関してご不明な点等については、公式参加者は、公式参加者ポータルの Queries 機能をご活用頂いて開催者にお送りください。公式参加者ポータルのご利用について支障のある場合は、participant@expo2025.or.jp にメールにてコンタクト下さい。



Bureau
International
des Expositions

公益社団法人 2025 年日本国際博覧会協会

Guidelines for Noise, Vibration, and Odour (for the opening period)



OSAKA, KANSAI, JAPAN

EXPO
2025

Table of Contents

1. Definitions of abbreviations, contracted names, units, and terms
2. Introduction
 - 2-1 Purpose of this Guideline
 - 2-2 Controls and Guides
 - 2-3 Compliance with Laws and Regulations
3. Relevant laws and regulations
 - 3-1 Basic Act on the Environment
 - 3-2 Act on Noise Regulation
 - 3-3 Act on Vibration Regulation
 - 3-4 Act on Odour Control
4. Standards in the Expo Site
 - 4-1 Standards on noise
 - 4-2 Standards on vibration
 - 4-3 Standards on odour
 - 4-4 Restrictions on use of Audio Equipment

*This Guideline may be revised as needed.

1. Definitions of abbreviations, contracted names, units, and terms

Abbreviation / contracted name	Official name
BIE	Bureau International des Expositions
ESMS	Event Sustainability Management System
Term	Definition
Convention	The 'Convention Relating to International Exhibitions' signed in Paris on the 22nd of November, 1928, and subsequently amended and supplemented.
The Expo	The International Registered Exhibition, Expo 2025 Osaka, Kansai, Japan, which will be held in Osaka, Japan, from the 13th of April to the 13th of October, 2025.
Registration Dossier	The Registration Dossier submitted to and approved at the 167th General Assembly of the BIE.
General Regulations	The General Regulations included in Chapter 8 of the Registration Dossier approved at the 167th General Assembly of the BIE.
Special Regulations	The Special Regulations set out in Article 34 of the General Regulations.
Guidelines	The Guidelines for the Expo issued by the Organiser in relation to items stipulated in the Special Regulations. The guidelines are intended to assist the Official Participants in all aspects of the preparation and operation of the Expo.
Laws and Regulations	The Convention, the General Regulations and Special Regulations; the laws of Japan, government ordinances, ministry ordinances, government notifications and notices; bylaws, regulations and controls of local governments; supplementary directives, instructions, and guidelines issued by the Organiser.
Commissioner General of the Exhibition	The representative of the Government of Japan for the Expo appointed by the Government of Japan in accordance with Article 12 of the Convention.
Organiser	The Japan Association for the 2025 World Exposition, which was designated by the Minister of Economy, Trade and Industry on the 31st of May, 2019 to carry out tasks relating to the preparation and operation of the Expo, in accordance with the 'Act on Special Measures Necessary for Preparing for and Managing of the International Exposition in 2025', and which was authorised as a public interest incorporated association on the 21st of October, 2019.
Official Participants	Foreign governments and international organisations that have accepted the formal invitation from the Government of Japan to participate in the Expo.
Non-official Participants	Those who were authorised by the Commissioner General of the Exhibition to participate in the Expo outside the sections of the Official Participants.
Concessionaires	Those mentioned in Article 35 of the General Regulations and who have been granted by the Organiser rights solely to conduct commercial activities within the Expo Site.

Participants	Official Participants, Non-official Participants, and Concessionaires.
Expo Site	All areas used and administered by the Organiser as the venue for the operation of the Expo.
Audio Equipment	In this Guideline, the following audio equipment. - Playback apparatuses (apparatuses that play sounds using a combination of recording tapes, disks, and other playback equipment, amplifiers, and speakers) - Musical instruments - Reproducers (apparatuses that amplify sounds using a combination of microphones, amplifiers, and speakers)

2. Introduction

This Guideline describes precautions concerning noises, vibration, and odours (offensive odours) (hereinafter these referred to as “noise, etc.”) caused by Participants during the opening period of the Expo.

2-1 Purpose of this Guideline

While Participants who generate noise, etc. shall comply with the various laws and regulations on noise, etc. applied in Japan on the boundaries (perimeter) of the whole Expo site, this Guideline is described to for the purpose of preserving the environment within the Expo site for visitors as well as Participants by applying the provisions of various laws and regulations concerning noise, etc., even within the Expo site, and by ensuring that Participants comply with them.

that Participants comply with various Japanese laws and regulations pertaining to noises, vibration, and odour.

Note that this Guideline accompanies Special Regulations No. 5 and No. 10 and requires compliance not only by the Participants' staff but also by contractors and other associated parties.

2-2 Controls and Guides

This Guideline sets forth two standards, **Control** and **Guide**, since Participants will use the Guideline as reference in planning their operations within the Expo Site.

The Controls and Guides are respectively indicated using an alphabetical code and numerals.

C-00 Control indicates items that need to be complied with and sets forth restrictions and prohibitions in planning and operation.

G-00 Guide indicates items that are preferred and describes methods and proposals on how to meet the targets and purposes of the Expo.

2-3 Compliance with Laws and Regulations

Participants must comply with relevant Japanese laws and Osaka Prefectural ordinances.

Basic Act on the Environment

<https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=405AC0000000091>

Act on Noise Regulation

<https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=343AC0000000098>

Act on Vibration Regulation

<https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=351AC0000000006>

Act on Odour Control

<https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=346AC0000000091>

Basic Osaka Prefectural Ordinance on the Environment

https://www.pref.osaka.lg.jp/houbun/reiki/reiki_honbun/k201RG00000371.html

Osaka Prefectural Ordinance on the Preservation of Living Environments, and
its enforcement regulations

https://www.pref.osaka.lg.jp/houbun/reiki/reiki_honbun/k201RG00000392.html

https://www.pref.osaka.lg.jp/houbun/reiki/reiki_honbun/k201RG00000393.html

Participants should also comply with and refer to other Guidelines, documents, and
standards provided by the Organiser.

3. Relevant laws and regulations

3-1 Basic Act on the Environment

<Basic Act on the Environment>

Article 1 To ensure citizens' healthy and cultural lives now and in the future and contribute to human welfare, this law provides for basic philosophies pertaining to environmental preservation, identifies the responsibilities of the country, local governments, business operators, and citizens in environmental preservation, and stipulates the basics in environmental preservation to promote environmental preservation activities in a comprehensive and planned manner.

The Japanese government stipulates environmental standards in the four areas of air pollution, water pollution, soil contamination, and noise as standards "which are recommended to be kept up, so as to protect human health and conserve the living environments."

3-2 Act on Noise Regulation

<Act on Noise Regulation>

Article 1 To preserve living environments and protect the citizens' health, this law stipulates necessary regulations concerning a considerable range of noises that occur due to business activities and construction work at factories and business locations and stipulates accepted ranges of automobile noise.

It provides for regulations on noises that occur due to business activities and construction work, as well as regulations on automobile and night-time noise, etc.

3-3 Act on Vibration Regulation

<Act on Vibration Regulation>

Article 1 To preserve living environments and protect the citizens' health, this law stipulates necessary regulations concerning a considerable range of vibration that occurs due to business activities and construction work at factories and business locations and stipulates measures for requests pertaining to road traffic vibration.

It provides for regulations on vibration that occurs due to business activities and construction work, as well as regulations on road traffic vibration.

3-4 Act on Odour Control

<Act on Odour Control>

Article 1 To preserve living environments and protect the citizens' health, this law stipulates necessary regulations concerning offensive odours that occur due to business activities at factories and other business locations and promotes other offensive odour prevention measures.

It provides for regulations on offensive odours that occur due to business activities.

4. Standards in the Expo Site

4-1 Standards on noise

C-01 Participants must comply with the following regulation standards at the boundary lines of their Plots.

(The regulation standards apply to all areas at the vertical line extending from the Plot boundary line.)

Period of time	Morning (6:00 a.m.– 8:00 p.m.)	Daytime (8:00 a.m.– 6:00 p.m.)	Evening (6:00 p.m.– 9:00 p.m.)	Night time (9:00 p.m.– 6:00 a.m. of following day)
Regulation standard	60 decibels	65 decibels	60 decibels	55 decibels

However, this does not apply to those stipulated in the Event guidelines.

In the event of a complaint by another Participant, even if it is below the regulatory standard, the Participant shall follow the instructions of the Organiser, consult with the parties concerned, etc. and take measures in order to protect the environment better.

G-01 Participants are advised to comply with the following regulation standards to prevent noise exposure in their Plots.

Noise exposure prevention	Equivalent noise level
Regulation standard	Less than 85 decibels

C-02 If the noise exposure may exceed 85 decibels, Participants should take measures, such as clearly indicating on sign boards that considerable noise occurs at the location.

G-02 If the noise exposure will not be less than 85 decibels, Participants are recommended to select appropriate hearing protection equipment and have subject visitors and associated parties use such equipment.

G-03 Even if the noise exposure is less than 85 decibels, Participants are advised to prepare calm down spaces as such noise exposure may cause stress-related panicking.

◆ Rough measures of noise volume

120 ^{decibels}	Near airplane engines
110	Automobile horns (2 m in front), riveting
100	Under railway overpasses when trains pass
90	Solo singing in loud voice, inside noisy factory
80	Inside metro train cars



70	Phone ring, noisy streets
60	Quiet passenger vehicles, normal conversation
50	Quiet office
40	Late-night hours in the city, quiet residential area (daytime)
30	Suburban area (late at night), whispering voice
20	Sound of tree leaves rustling, sound of second hands of stationary clocks ticking (1 m in front)

*Source: document by Environment Bureau, Osaka City on cooperation in complying with regulation standards to maintain a quiet city

4-2 Standards on vibration

C-03 Participants must comply with the following regulation standards at the boundary lines of their Plots.

Period of time	Morning (6:00 a.m.– 8:00 p.m.)	Daytime (8:00 a.m.– 6:00 p.m.)	Evening (6:00 p.m.– 9:00 p.m.)	Night time (9:00 p.m.– 6:00 a.m. of following day)
Regulation standard	65 decibels			60 decibels

However, this does not apply to those stipulated in the Event guidelines.

In the event of a complaint by another Participant, even if it is below the regulatory standard, the Participant shall follow the instructions of the Organiser, consult with the parties concerned, etc. and take measures in order to protect the environment better.

◆ Rough measures of vibration

100	When cracks occur in house walls, and gravestones fall	
90	When houses shake intensely, and unstable objects fall	
80	When houses shake, and lighting and the surface of water in vessels moves	
70	When felt by general people, and sliding doors slightly move	
60	When felt only by people that are not moving	
50	Degree that cannot be felt by the human body	
40		

*Source: document by Environment Bureau, Osaka City on cooperation in complying with regulation standards to maintain a quiet city

4-3 Standards on odour

C-04 Participants must comply with the following regulation standards at the boundary lines of their Plots.

(The regulation standards apply to all areas at the vertical line extending from the Plot boundary line.)

Odour	Odour index
Regulation standard	Less than 10

In the event of a complaint by another Participant, even if it is below the regulatory standard, the Participant shall follow the instructions of the Organiser, consult with the parties concerned, etc. and take measures in order to protect the environment better.

◆ Odour index

The odour index quantifies the level of offensive odour based on the human sense of smell. The logarithm of the dilution ratio (odour concentration) when an odour sample is diluted with odour-less air to the extent that the odour can no longer be smelled is multiplied by 10.

It is said that there are more than 400,000 substances with odours, and in order to deal with the combined odour of these substances, three bags filled with odourless air are prepared, one of which is filled with a diluted odour sample, which is then selected by the person sensing the presence or absence of the odour. The process of sensing the presence or absence of an odour is then repeated for bags with a further dilution of the odour concentration, and the dilution factor (odour concentration) is measured by determining the stage at which the odour is no longer detectable by the persons.

◆ Relation between odour intensity and odour index

Odour intensity	Definition	Odour index
0	Odourless	
1	Odour that is barely smelled	
2	Weak odour whose source one can identify	
(2.5)	(Between 2 and 3)	10–15
3	Odour that can be easily smelled	12–18
(3.5)	(Between 3 and 4)	14–21

4	Strong odour	
5	Extreme odour	

*Source: leaflet by Osaka City on offensive odour regulation

4-4 Restrictions on use of Audio Equipment

G-04 Participants are recommended to comply with all of the following regulation standards when using audio equipment for commercial advertisement purposes. Note that Participants should comply with the regulation standard pertaining to their Plot boundary line (C-01).

Prohibited location	Locations 10 m or higher above ground
Prohibited time	Between 8:00 p.m. to 9:00 a.m. of the following day
Method of use	When using loudspeakers in the same location, they should be used for 10 minutes or less per time and suspended for 10 minutes or more per time.
Regulation standard	The volume of sounds from loudspeakers should not exceed 70 decibels at 10 m away from the point immediately below the loudspeakers.

Note that the above will not apply in disasters or when the Organiser determines otherwise.

This does not apply to those stipulated in the Event guidelines.

In the event of a complaint by another Participant, even if it is below the regulatory standard, the Participant shall follow the instructions of the Organiser, consult with the parties concerned, etc. and take measures in order to protect the environment better.

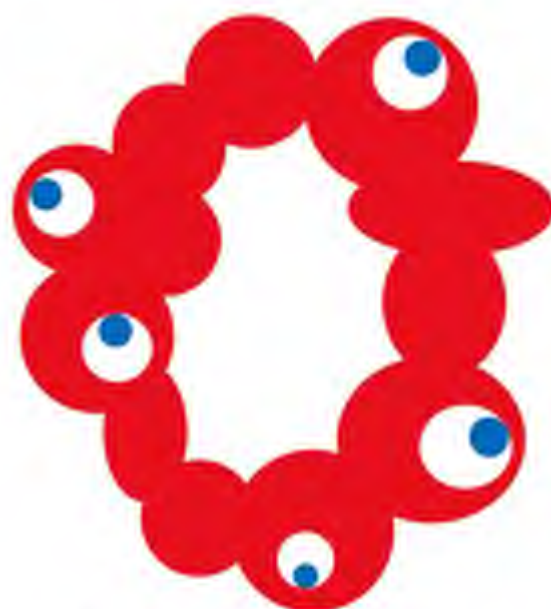
Contact

The Official Participants can send inquiries concerning the content of this Guide or uncertainties concerning procedures to the Organiser using the Queries function in the online portal for the Official Participants.

If you have any trouble using the online portal for the Official Participants, please contact us by email to ; participant@expo2025.or.jp



Lignes directrices sur le bruit, les vibrations et les odeurs (pendant la période d'ouverture de l'Expo)



OSAKA, KANSAI, JAPON

EXPO
2025

Table des matières

1. Définition des abréviations, noms abrégés, unités et termes
2. Avant-propos
 - 2-1. Objet de ces directives
 - 2-2. À propos des règlements et des recommandations
 - 2-3. Conformité aux lois et règlements
3. Lois et règlements connexes
 - 3-1. Qu'est-ce que la loi fondamentale sur l'environnement ?
 - 3-2. Qu'est-ce que la loi sur la réglementation du bruit ?
 - 3-3. Qu'est-ce que la loi sur la réglementation des vibrations ?
 - 3-4. Qu'est-ce que la loi sur la prévention des odeurs nauséabondes ?
4. À propos des normes sur le site de l'Exposition
 - 4-1. Normes relatives au bruit
 - 4-2. Normes relatives aux vibrations
 - 4-3. Normes relatives aux odeurs
 - 4-4. Restrictions sur l'utilisation de l'équipement audio

* Ces directives peuvent être révisées si nécessaire.

1. Définition des abréviations, noms abrégés, unités et termes

Abréviation/nom abrégé	Nom officiel
BIE	Bureau International des Expositions
ESMS	Système de gestion pour soutenir la durabilité de l'événement (Event Sustainability Management System)
Terme	Définition
Convention	« Convention concernant les expositions internationales » signée à Paris le 22 novembre 1928, telle que modifiée et complétée
Expo	l'Exposition Internationale Enregistrée qui se tiendra dans la ville d'Osaka, au Japon du 13 avril au 13 octobre 2025
Dossier d'enregistrement	le document d'enregistrement qui a été déposé et approuvé lors de la 167 ^{ème} session de l'Assemblée Générale du BIE
Règlement Général	le Règlement Général inclus dans le chapitre 8 du Dossier d'enregistrement approuvé lors de la 167 ^{ème} session de l'Assemblée Générale du BIE
Règlements Spéciaux	les Règlements Spéciaux visés à l'article 34 du Règlement Général
Lignes directrices	les lignes directrices publiées par l'Organisateur dans le cadre de l'Expo, relatives aux éléments définis par le Règlement Général et les Règlements Spéciaux. Les lignes directrices ont pour but de venir en aide aux Participants dans tous les aspects de la préparation et de l'opération de l'Expo
Lois et Règlements	la Convention, l'Accord, le Règlement Général et les Règlements Spéciaux ; les lois du Japon, les décrets du gouvernement, les arrêtés ministériels, les notifications et annonces du gouvernement ; les arrêtés, les réglementations et les contrôles des collectivités locales ; les directives, instructions et lignes directrices supplémentaires publiées par l'Organisateur.
Commissaire Général de l'Exposition	le représentant du Gouvernement du Japon pour l'Expo, désigné par le Gouvernement du Japon, conformément à l'article 12 de la Convention
Organisateur	l'Association japonaise pour l'Exposition Universelle de 2025, désignée par le ministre de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie le 31 mai 2019 pour exécuter la préparation et le fonctionnement de l'Expo, conformément à la « Loi sur les mesures spéciales nécessaires pour la préparation et à la tenue de l'Exposition universelle en 2025 », et reconnue d'utilité publique le 21 octobre 2019
Participants Officiels	les gouvernements étrangers et les organisations internationales qui ont accepté l'invitation officielle du Gouvernement du Japon à participer à l'Expo
Participants Non Officiels	Les parties qui ont été autorisées par le Commissaire Général de l'Exposition à exposer en dehors des sections allouées aux Participants Officiels

Concessionnaires	Une personne visée à l'article 35 du Règlement Général à qui l'organisateur a accordé le droit d'exercer des activités commerciales sur le lieu de l'Exposition.
Participants	Participants Officiels, Non Officiels et Concessionnaires
Site de l'Expo	Toute la zone utilisée et contrôlée par l'Organisateur pour l'organisation de l'Expo.
Équipement audio	Les Équipements audio suivants font l'objet de ces lignes directrices : •Équipement de reproduction sonore (désigne un dispositif qui reproduit le son en combinant des équipements liés à la lecture tels que des bandes d'enregistrement et des cartes d'enregistrement, des amplificateurs et des haut-parleurs)) •Instruments de musique •Haut-parleur (fait référence à un appareil qui amplifie le son en combinant un microphone, un amplificateur et un haut-parleur.)

2. Avant-propos

Ces lignes directrices décrivent les précautions à prendre concernant le bruit, les vibrations et les odeurs (odeurs nauséabondes) (ci-après dénommés "bruit, etc.") générés par les Participants pendant la période d'ouverture de l'Expo.

2-1. Objectif de ces lignes directrices

Alors que les Participants qui génèrent du bruit, etc. doivent se conformer aux diverses lois et règlements sur le bruit, etc. appliqués au Japon sur les limites (périmètre) de l'ensemble du site de l'Expo, ces lignes directrices sont décrites dans le but de préserver l'environnement à l'intérieur du site de l'Expo pour les visiteurs ainsi que les Participants en appliquant les dispositions des diverses lois et règlements concernant le bruit, etc. même à l'intérieur du site de l'Expo, et en veillant à ce que les Participants se conforment à ces lois et règlements.

2-2. Règlements et recommandations

Conformément à ces lignes directrices, deux critères ont été établis pour aider les Participants à planifier les opérations sur le site de l'Exposition :

Règlement (Contrôle) et **Recommandation (Guide)**. Elles sont indiquées par des codes alphabétiques et des numéros, respectivement.

C-00 Règlement (Contrôle) indique « ce qui doit être respecté impérativement » et stipule les restrictions et les interdictions en matière de planification et de gestion.

G-00 Recommandation (Guide) indique « ce qui est souhaitable » et présente des méthodes ou des suggestions pour répondre aux buts et objectifs de l'Exposition.

2-3. Respect des lois et règlements, etc.

Se conformer aux lois japonaises et ordonnances préfectorales d'Osaka.

- Loi fondamentale sur l'environnement
<https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=405AC0000000091>
- Loi sur la réglementation du bruit
<https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=343AC0000000098>
- Loi sur la réglementation des vibrations
<https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=351AC0000000006>
- Loi sur la prévention des odeurs nauséabondes
<https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=346AC0000000091>
- Ordonnance préfectorale d'Osaka sur l'environnement
https://www.pref.osaka.lg.jp/houbun/reiki/reiki_honbun/k201RG00000371.html
- Ordonnance préfectorale d'Osaka et règlement d'application sur la préservation du cadre de vie
https://www.pref.osaka.lg.jp/houbun/reiki/reiki_honbun/k201RG00000392.html

https://www.pref.osaka.lg.jp/houbun/reiki/reiki_honbun/k201RG00000393.html

En outre, se conformer et se référer à d'autres lignes directrices, documents, normes, etc. présentés par l'Organisateur.

3. Lois et règlements connexes

3-1. Qu'est-ce que la loi fondamentale sur l'environnement ?

<Loi fondamentale sur l'environnement>

Article 1 L'objectif de cette loi est de promouvoir de manière globale et systématique les mesures relatives à la conservation de l'environnement en établissant une philosophie de base pour la conservation de l'environnement, en clarifiant les responsabilités du gouvernement national, des administrations locales, des acteurs économiques et des citoyens, et en définissant les questions qui constituent la base des mesures liées à la protection de l'environnement, contribuant ainsi à assurer une vie saine et culturelle de la population actuelle et future, et contribuant ainsi au bien-être de l'humanité.

Le gouvernement japonais a établi des normes environnementales pour quatre types de pollution environnementale : la pollution de l'air, la pollution de l'eau, la pollution des sols et le bruit en tant que « normes qu'il est souhaitable de maintenir afin de protéger la santé humaine et de préserver le cadre de vie ».

3-2. Qu'est-ce que la loi sur la réglementation du bruit

<Loi sur la réglementation du bruit>

Article 1 La présente loi a pour objet de préserver le milieu de vie et de contribuer à la protection de la santé publique en imposant les réglementations nécessaires sur une gamme considérable de bruit généré dans le cadre des activités commerciales et des travaux de construction dans les usines et les chantiers de construction commerciale et en fixant des limites admissibles pour le bruit des automobiles.

La loi établie des réglementations sur le bruit généré dans le cadre des activités commerciales et des travaux de construction, ainsi que des réglementations ont été établies sur le bruit automobile et le bruit nocturne, etc.

3-3. Qu'est-ce que la loi sur la réglementation des vibrations ?

<Loi sur la réglementation des vibrations>

Article 1 La présente loi a pour objet de préserver le cadre de vie et de contribuer à la protection de la santé publique en imposant les réglementations nécessaires sur une gamme considérable de vibrations générées dans le cadre des activités commerciales et des travaux de construction dans les usines et les sites commerciaux, en établissant des mesures pour les demandes liées aux vibrations de la circulation routière.

La loi établie des réglementations sur les vibrations générées dans les activités

commerciales et les travaux de construction, ainsi que des réglementations sur les vibrations du trafic routier.

3-4. Qu'est-ce que la loi sur la prévention des odeurs nauséabondes ?

<Loi sur la prévention des odeurs nauséabondes>

Article 1 La présente loi a pour objet de préserver le milieu de vie et de contribuer à la protection de la santé publique en prévoyant des réglementations nécessaires sur les odeurs nauséabondes générées par les activités commerciales dans les usines et autres sites commerciaux et en favorisant d'autres mesures visant à prévenir les odeurs nauséabondes.

La loi établit des réglementations concernant les odeurs nauséabondes générées dans le cadre des activités commerciales.

4. A propos des normes sur le site de l'Exposition

4-1. Normes relatives au bruit

C-01 Les Participants doivent respecter les normes réglementaires suivantes à leurs limites de propriété.

(Les normes réglementaires s'appliquent à toutes les lignes verticales des limites du site.)

Horaires	Le matin (De 6 h à 8 h)	Dans la journée (De 8 h à 18 h)	Le soir (De 18 h à 21 h)	Pendant la nuit (De 21 h à 6 h du lendemain)
Normes réglementaires	60 décibels	65 décibels	60 décibels	55 décibels

Toutefois, cela ne s'applique pas à ceux stipulés dans les Lignes directrices aux Événements.

En cas de plainte d'un autre Participant, même si elle est inférieure à la norme réglementaire, le Participant doit suivre les instructions de l'Organisateur, consulter les parties concernées, etc. et prendre des mesures afin de mieux protéger l'environnement.

G-01 Il est souhaitable que les Participants respecter les normes réglementaires suivantes pour prévenir l'exposition au bruit dans leurs locaux.

Prévention de l'exposition au bruit	Niveau sonore équivalent
Norme réglementaire	Inférieur à 85 décibels

C-02 Lorsque l'exposition au bruit est susceptible d'être 85 décibels ou plus, le Participant doit prendre des mesures telles que des panneaux indiquant clairement que le lieu émet un bruit important.

G-02 Si l'exposition au bruit ne peut pas être inférieure à 85 décibels, le Participant doit choisir une protection auditive appropriée et s'assurer qu'est utilisée par les visiteurs cibles et les parties intéressées.

G-03 Même si l'exposition au bruit est inférieure à 85 décibels, le participant doit disposer d'un espace pour se calmer afin d'éviter la panique due au stress.

◆ Intensité sonore estimée

120 ^{corbel}	A proximité des moteurs d'avion
110	Klaxon de voiture (2 mètres devant) / rivetage
100	Sous le viaduc ferroviaire quand le train passe
90	Chant solo fort / à l'intérieur d'une usine bruyante
80	Dans un wagon du metro



70	Sonnerie de téléphone / rues bruyantes
60	Voiture silencieuse / conversations normale
50	Bureau calme
40	Nuit tardive en ville / quartier résidentiel calme (jour)
30	Zone suburbaine (tard dans la nuit) / Chuchotement
20	Bruissement des feuilles d'arbres / le son de l'aiguille des secondes d'une horloge de table (1 mètre devant)

*Source : « Se conformer aux normes réglementaires et coopérer à la création d'une ville tranquille » - Bureau de l'environnement de la ville d'Osaka -

4-2. Normes relatives aux vibrations

C-03 Les Participants doivent se conformer aux normes réglementaires suivantes sur leurs limites de propriété :

Horaires	Le matin (De 6 h à 8 h)	Dans la journée (De 8 h à 18 h)	Le soir (De 18 h à 21 h)	Pendant la nuit (De 21 h à 6 h du lendemain)
Normes réglementaires	65 décibels			60 décibels

Toutefois, cela ne s'applique pas à ceux stipulés dans les Lignes directrices aux Événements.

En cas de plainte d'un autre Participant, même si elle est inférieure à la norme réglementaire, le Participant doit suivre les instructions de l'Organisateur, consulter les parties concernées, etc. et prendre des mesures afin de mieux protéger l'environnement.

◆ Amplitude approximative de la vibration

décibel		
100	Les murs de la maison se fissurent et les pierres tombales tombent	
90	La maison tremble violemment et les objets mal ajustés tombent	
80	La maison tremble, la lumière électrique et la surface de l'eau dans un contenant bougent	
70	La plupart des citoyens ressentent les secousses, et la porte <i>shoji</i> bouge légèrement	
60	Seulement ressenti par les personnes immobiles	
50	N'est pas ressenti par le corps humain	

40	

*Sources : « Se conformer aux normes réglementaires et coopérer à la création d'une ville tranquille » - Bureau de l'environnement de la ville d'Osaka -

4-3. Normes relatives aux odeurs

C-04 Les Participants doivent respecter les normes réglementaires suivantes à leurs limites de propriété :

(Les normes réglementaires s'appliquent à toutes les lignes verticales des limites de propriété.)

Odeurs	Indice d'odeur
Normes réglementaires	A l'inférieur à 10

En cas de plainte d'un autre Participant, même si elle est inférieure à la norme réglementaire, le Participant doit suivre les instructions de l'Organisateur, consulter les parties concernées, etc. et prendre des mesures afin de mieux protéger l'environnement.

◆Indice d'odeur

L'indice d'odeur est la quantification du degré de mauvaise odeur en utilisant l'odorat humain, et correspond au nombre multiplié par dix de la valeur logarithmique du taux de dilution (concentration d'odeur) lorsque l'échantillon est dilué avec de l'air inodore jusqu'à ce qu'aucune odeur ne soit ressentie.

Il existerait plus de 400 000 substances odorantes et, pour faire face à l'odeur combinée de ces substances, trois sacs remplis d'air inodore sont préparés, dont l'un est rempli d'un échantillon d'odeur dilué, choisi par les personnes qui détectent la présence de l'odeur. Le processus de détection de la présence ou de l'absence d'une odeur est ensuite répété pour les sacs avec une dilution supplémentaire de la concentration d'odeur, et le facteur de dilution (concentration d'odeur) est mesuré en déterminant le stade auquel l'odeur n'est plus détectable par les personnes concernées.

◆Relation entre l'intensité des odeurs et l'indice d'odeur

Intensité de l'odeur	Niveau d'odeur	Indice d'odeur
0	Inodore	
1	Odeur à peine perceptible	
2	Odeur faible qu'on peut identifier ce que c'est	
(2.5)	(Entre 2 et 3)	10~15

3	Odeur facilement détectable	12～18
(3.5)	(Entre 3 et 4)	14～21
4	Odeur forte	
5	Odeur extrêmement forte	

※Source : Brochure “Régulation des mauvaises odeurs” — ville d’Osaka —

4-4. Restrictions à l’utilisation de l’équipement audio

G-04 Il est souhaitable que les Participants srespectent toutes les normes réglementaires suivantes lors d’utilisation d’équipements audios à des fins de publicités commerciales :

De plus, il est demandé d’être conforme aux normes réglementaires (C-01) à la limite de propriété.

Lieux d’utilisation interdits	Zones situées à plus de 10 mètres au-dessus du sol
Heures d’utilisation interdite	Du 20 h au 9 h le jour suivant
Méthode d’utilisation	Lors de l’utilisation d’un équipement sonore au même endroit, la durée d’utilisation du dispositif sonore ne doit pas dépasser 10 minutes, et prendre une pause d’au moins 10 minutes pour chaque utilisation
Normes réglementaires	L’intensité sonore émise par le haut-parleur ne doit pas dépasser 70 décibels à une distance de 10 mètres du point situé directement sous le haut-parleur.

Toutefois, les restrictions ci-dessus ne s’appliquent pas en cas de sinistre ou lorsque l’organisateur le permet.

Cela ne s'applique pas à ceux stipulés dans les Lignes directrices aux Événements.

En cas de plainte d'un autre Participant, même si elle est inférieure à la norme réglementaire, le Participant doit suivre les instructions de l'Organisateur, consulter les parties concernées, etc. et prendre des mesures afin de mieux protéger l'environnement.

Contact :

Pour toute question concernant le contenu de ce guide et pour plus d'informations sur les procédures, les Participants Officiels peuvent contacter l'Organisateur en activant l'option Requêtes du Portail en ligne pour les Participants Officiels.

En cas de difficulté liée à l'utilisation du Portail en ligne pour les Participants Officiels, veuillez envoyer un courriel à l'adresse suivante : participant@expo2025.or.jp.



Association japonaise pour l'Exposition universelle de 2025

パビリオン レストラン厨房を設計する際の指針・注意事項

青文字:今回の改訂箇所

本格的なレストラン仕様

軽食程度までを提供する飲食スペースの仕様

スナックとドリンク類程度を提供する飲食スペースの仕様

2023年10月

GL 5-4-2

Pavilion Handbook and considerations for designing a restaurant kitchen

Blue letters are the revised parts

Full-fledged restaurant specification

Specifications of eating and drinking areas serving only light meals

Specifications for the space where serving snacks and beverages only

Oct 2023

GL 5-4-2

Le manuel et points essentiels à retenir lors de la conception de la cuisine de restaurant aménagée dans le Pavillon

Les lettres bleues sont les parties révisées

Spécifications d'un restaurant à part entière

Spécifications d'un espace de restauration servant uniquement des repas légers

Spécifications d'un espace de restauration servant uniquement des boissons et des en-cas

Octobre 2023

はじめに



当資料は協会で定めるガイドラインではなく 過去の博覧会における記録を参考にした 指針・注意事項です。

当記載事項を参考にいただき、此花消防署、指定確認機関への事前協議、設計指導を受け、計画を進めてください。

■飲食レストランおよび厨房を設置する際、食品衛生法上の許認可、および建築基準法、消防法の協議を諸官庁と行い、施工実施すること。

■厨房熱源にLPGを使用する場合は、防火区画、火気換気設備などの追加、火元からの離隔距離やガス使用計画に係る消防法令の協議が必要となる。

食品衛生法関連の許認可

1, 営業の許可

会場内で食品衛生法で規定する営業許可業種の営業を営もうとする者は、大阪市長の許可を受けなければならない。

2, 営業施設の基準

会場内の営業許可施設は大阪府食品衛生法施行条例で定められた施設の基準に適合しなければならない。

3, 営業施設の衛生保持

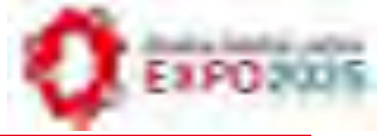
営業活動従事者は、食品衛生法施行規則で定められた基準に従い、公衆衛生上必要な措置を定め、これを遵守しなければならない。

なお、多数の来場者が博覧会会場を訪れることから、食品による危害の発生を未然に防止することを考慮し、開催者及び当該許認可機関で通常より詳細な遵守事項を設ける予定である。

法律:食品衛生法（厚生労働省）

条例:食品衛生に係る営業の基準に関する条例（大阪市食品衛生法施行条例）

First of all,



This document is not a guideline set by Association official, but rather a handbook and precautions based on records of past expositions in Japan. Please refer to this document, consult with the Konohana Fire Department and the designated verification agency in advance, and receive design guidance before proceeding with the planning.

- When setting up food and beverage restaurants and kitchens, permits and approvals under the Food Sanitation Act, as well as consultations with government offices on the Building Standards Act and Act on Fire Service, shall be carried out before construction.
- The kitchen heat source should be based on electricity. If LPG is used as the kitchen heat source, additional fire-rated compartments and fire ventilation equipment, etc., and consultation on fire service related laws and regulations regarding separation distances from fire sources and gas use plans are required.

Permits and approvals regarding Food Sanitation act

1, License for restaurant

Anyone who plans to conduct in the Expo site commercial activities stipulated under the Food Sanitation Act as the categories which require business license shall obtain license from the Osaka City mayor.

2, Standards for commercial facilities

Licensed commercial facilities at the site shall meet standards of facilities specified in Osaka Prefectural Ordinance on the Enforcement of the Food Sanitation Act.

3, Sanitation requirements for commercial facilities

The entities who engage on site in commercial activity shall establish and comply with the necessary measures for public health in accordance with the standards set out in the regulations for enforcement of the Food Sanitation Act.

The Organizer and authorities concerned of license will establish rules and requirements in more detail, taking into consideration a large number of visitors who come to the Expo site and the necessity to prevent occurrence of any harm caused by food.

Law: Food Sanitation Act

Ordinance: Ordinance on Standards for Business related with food sanitation (Osaka Municipal Ordinance on the Enforcement of the Food Sanitation Act).

Ce document n'est pas une ligne directrice établie par l'Association : il s'agit de manuel et des points essentiels à retenir définis sur la base des archives des expositions précédentes.

Veuillez vous référer au présent document, consulter au préalable la caserne de Konohana des sapeurs-pompiers et l'organisme agréé de contrôle et recevoir des conseils en matière de conception avant de procéder à l'exécution de votre plan.

■ Lors de l'installation d'un restaurant ou d'une cuisine, il est nécessaire de consulter les administrations compétentes avant de procéder aux travaux de construction afin d'obtenir les permis et autorisations en vertu de la Loi sur l'hygiène alimentaire et de vérifier les points essentiels de la Loi sur les normes de construction et de la Loi sur la prévention et la protection contre l'incendie.

■ Si le gaz GPL est utilisé comme source de chaleur dans la cuisine, il est nécessaire de prévoir de manière supplémentaire des séparations coupe-feu et un système de ventilation anti-incendie et de consulter les administrations compétentes sur les éléments visés par les lois et règlements relatifs à la prévention d'incendie, notamment en ce qui concerne la distance de séparation des sources de chaleur et le plan d'utilisation du gaz.

Permis et autorisations en vertu de la Loi sur l'hygiène alimentaire

1. Autorisation d'exploitation

Toute personne qui souhaite mener sur le Site des activités de restauration faisant l'objet de l'autorisation d'exploitation visée par la Loi sur l'hygiène alimentaire doit obtenir une autorisation du maire d'Osaka.

2. Normes pour les installations de restauration

Toute installation de restauration sur le Site faisant l'objet de l'autorisation d'exploitation doit être conforme aux normes pour les installations de restauration définies par l'Arrêté préfectoral d'exécution d'Osaka relatif à la Loi sur l'hygiène alimentaire.

3. Maintien de l'hygiène dans l'installation de restauration

Toute personne exerçant des activités de restauration doit prévoir et prendre des mesures nécessaires en matière de santé publique conformément aux normes définies par le règlement d'exécution de la Loi sur l'hygiène alimentaire.

Compte tenu d'un nombre important de visiteurs présents sur le Site de l'Expo, l'Organisateur et les autorités compétentes en matière d'autorisation établiront des prescriptions plus détaillées en vue de prévenir tout risque alimentaire.

Loi : Loi sur l'hygiène alimentaire (Ministère de la santé publique et du travail)

Arrêté : Arrêté sur les normes relatives à l'exploitation liées à l'hygiène alimentaire (Arrêté municipal d'exécution d'Osaka relatif à la Loi sur l'hygiène alimentaire)

パビリオン レストラン厨房を 設計する際の 指針・注意事項 (その1)



1. 本格的なレストラン仕様

○内装仕上げ

- ・**原則として**防火区画を構成するために、火気使用室（ガスコンロ等を使用する室）とその他の部分を準耐火構造（1時間準耐火基準）の床、壁により区画し、壁・天井を準不燃材料で仕上げてください。
- ・出入口扉等の開口部は特定防火設備（常時閉鎖又は煙感知器連動で遮煙性能を有するもの）としてください。
- ・床は防水（ウレタン防水等簡易防水）とし防水立上りは300mm以上確保してください。
- ・側溝・グリストラップを設置した排水処理としてください。

※火気使用室とその他の部分を区画できない場合は、一体となる部分全ての壁・天井を準不燃材料で仕上げてください。

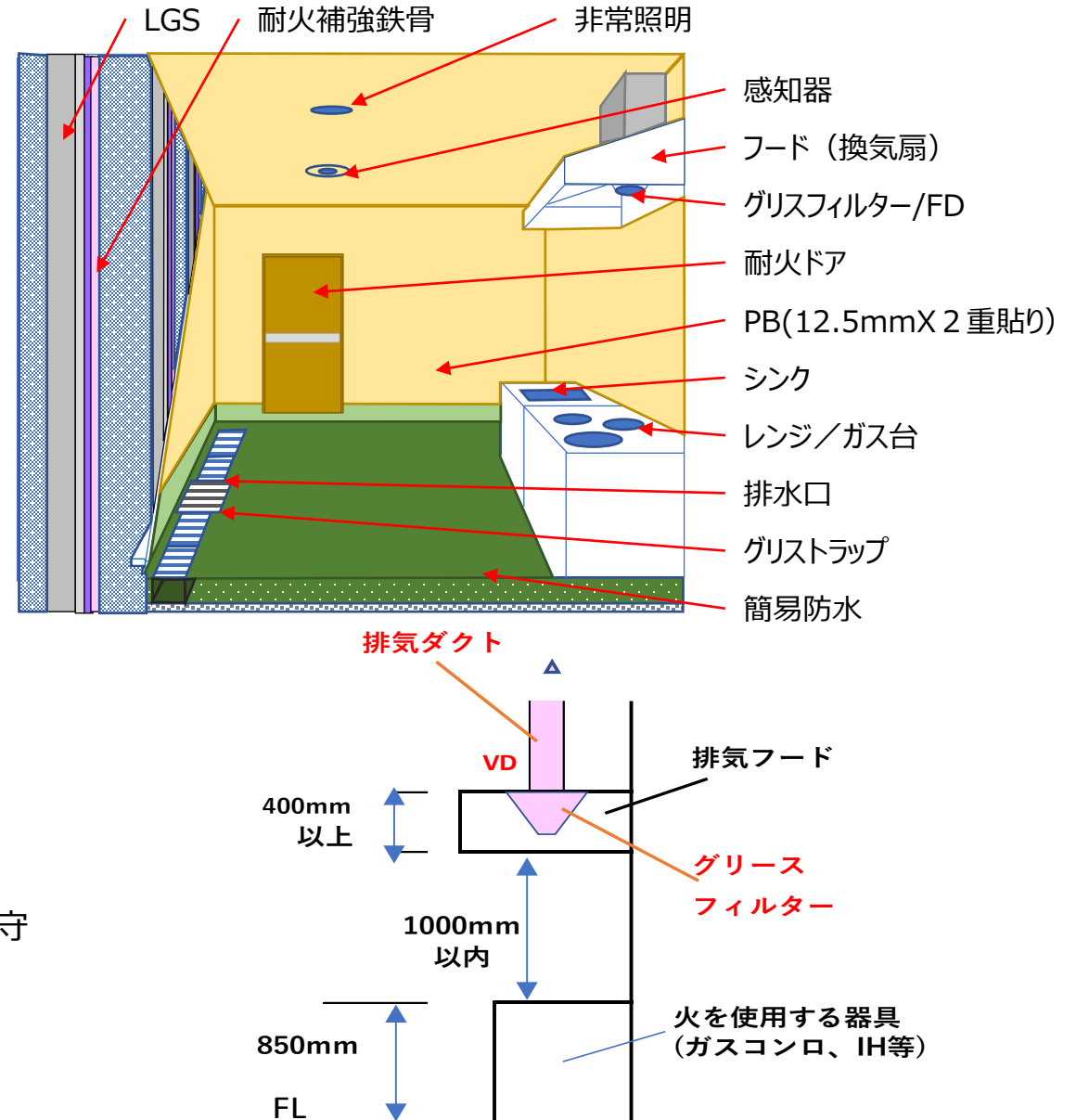
○設備

LPGガス使用量が350kW以上、IH使用に於いても30万キロカロリーを超える調理を超える場合は下記仕様として下さい

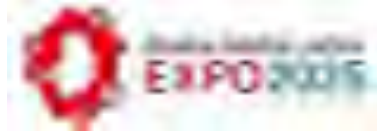
- ・排気フード（油脂成分、蒸気が発生する調理器具等）及びフード・ダクト内消火設備FD又は火災伝送防火装置設置を
設置してください。
- ・フード内には排煙中の油脂分を除去するグリスフィルターを設置してください。

○届出及び指導・法律確認

- ・防火区画等の仕様については建築基準法及び大阪市の仮設許可基準を遵守してください。（ご相談窓口：大阪市建築指導部建築確認課）
- ・食品衛生法に基づく保健所の申請（飲食店営業許可）をしてください。



Pavilion Guidelines and considerations for designing a restaurant kitchen(Part 1)



1. Full-fledged restaurant specification

○Interior finishes

In principal, to constitute a fireproof compartment, fire-rated rooms (rooms where gas stoves, etc. are used) and other areas should be separated by floors and walls of quasi-fireproof construction (1-hour quasi-fireproof standard), and walls and ceilings should be finished with quasi-noncombustible materials.

Openings such as entrance and exit doors should be made of specified fireproofing equipment (always closed or interlocked with smoke detectors and with smoke shielding performance).

Floors should be waterproof (simple waterproofing such as urethane waterproofing) with a waterproof rise of 300 mm or more.

Please install gutters and grease traps for wastewater treatment.

* If the fire-rated rooms and other areas cannot be separated, all walls and ceilings in the combined area should be finished with quasi-noncombustible materials.

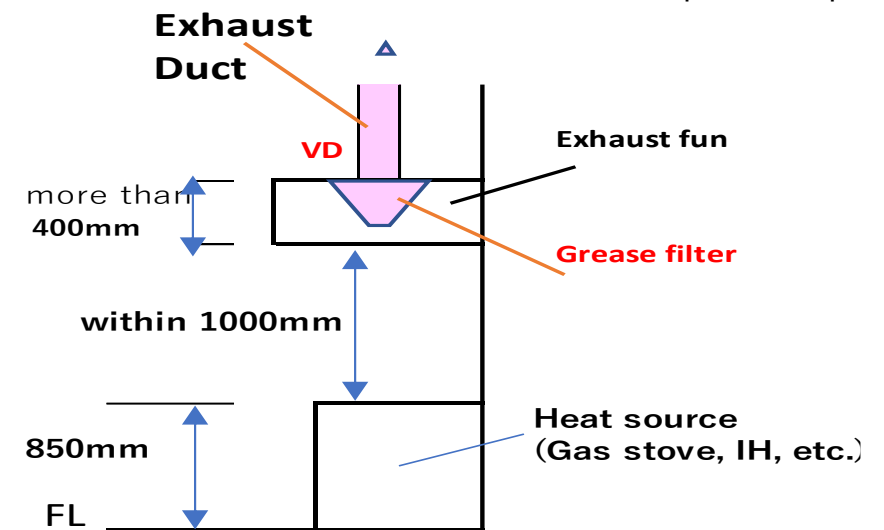
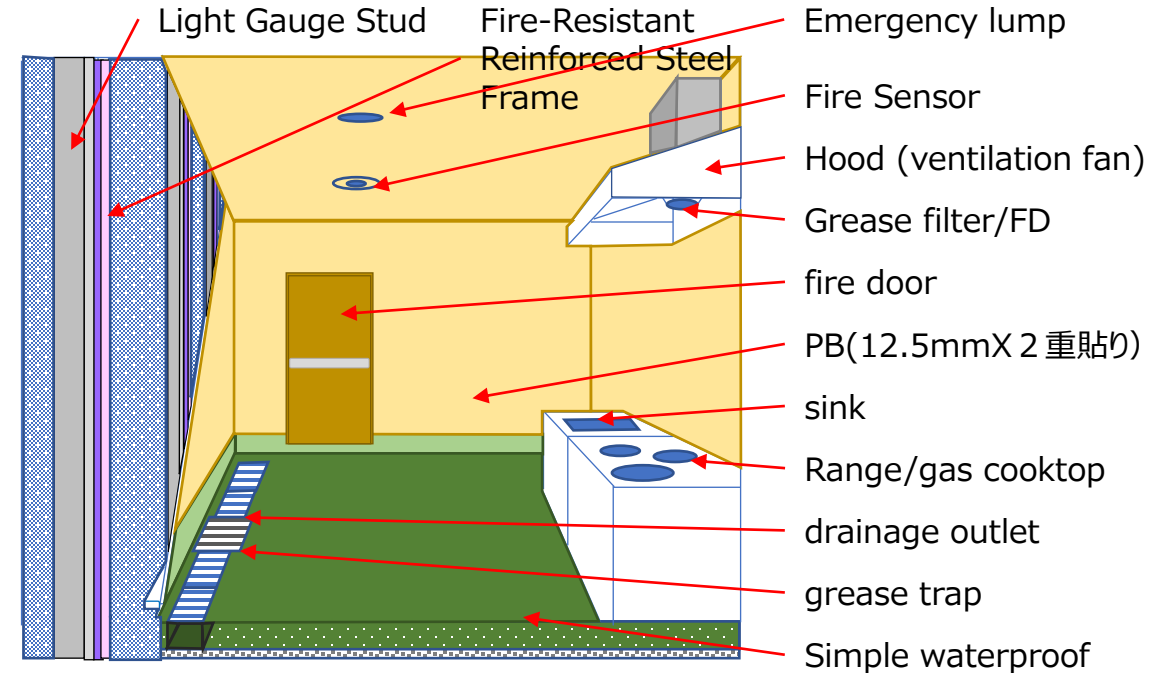
○Equipment

If LPG gas consumption exceeds 350 kW or IH cooking exceeds 300,000 kCals., the following specifications should be used.

- Please install exhaust hoods (cooking utensils, etc. that generate grease components and steam) and fire extinguishing equipment FD(Fire Dumper) in hoods and ducts or fire transmission and fire prevention equipment installation.
- Install a grease filter inside the hood to remove oil and grease in the exhaust smoke.

○Notification and Guidance/Legal Confirmation

- Please comply with the Building Standard Law and Osaka City's temporary construction permit standards for specifications of fire zones, etc. (Contact: Building Inspection Division, Building Guidance Department, Osaka City)
- Please apply to the public health center based on the Food Sanitation Law (restaurant business permit).



Le manuel et points essentiels à retenir lors de la conception de la cuisine de restaurant aménagée dans le Pavillon (point 1)



1. Spécifications d'un restaurant à part entière

○Finition intérieure

- En principe, afin de séparer un local exposé au feu (local où sont utilisées les cuisinières à gaz, etc.) du reste du bâtiment, délimitez ce local avec le plancher et les murs semi-résistants au feu (norme de résistance au feu d'une heure) et recouvrez les murs et les plafonds de matériaux semi-incombustibles.
 - Les ouvertures notamment les portes d'entrée/sortie doivent être des équipements désignés de protection contre l'incendie (fermés en permanence ou ayant une fonction de protection contre les fumées en combinaison avec des détecteurs de fumée).
 - Le plancher doit être imperméable (imperméabilisation simple comme celle à l'uréthane) avec une hauteur d'étanchéité du bas du mur de 300 mm ou plus.
 - Le système d'évacuation des eaux usées doit être muni des caniveaux et des bacs à graisse.
- * Si un local exposé au feu ne peut être séparé du reste du bâtiment, tous les murs et plafonds de la zone combinée doivent être recouverts de matériaux semi-incombustibles.

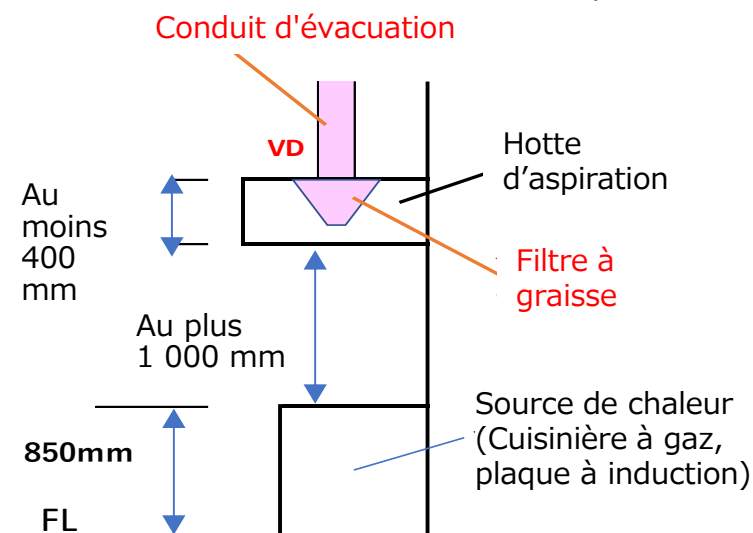
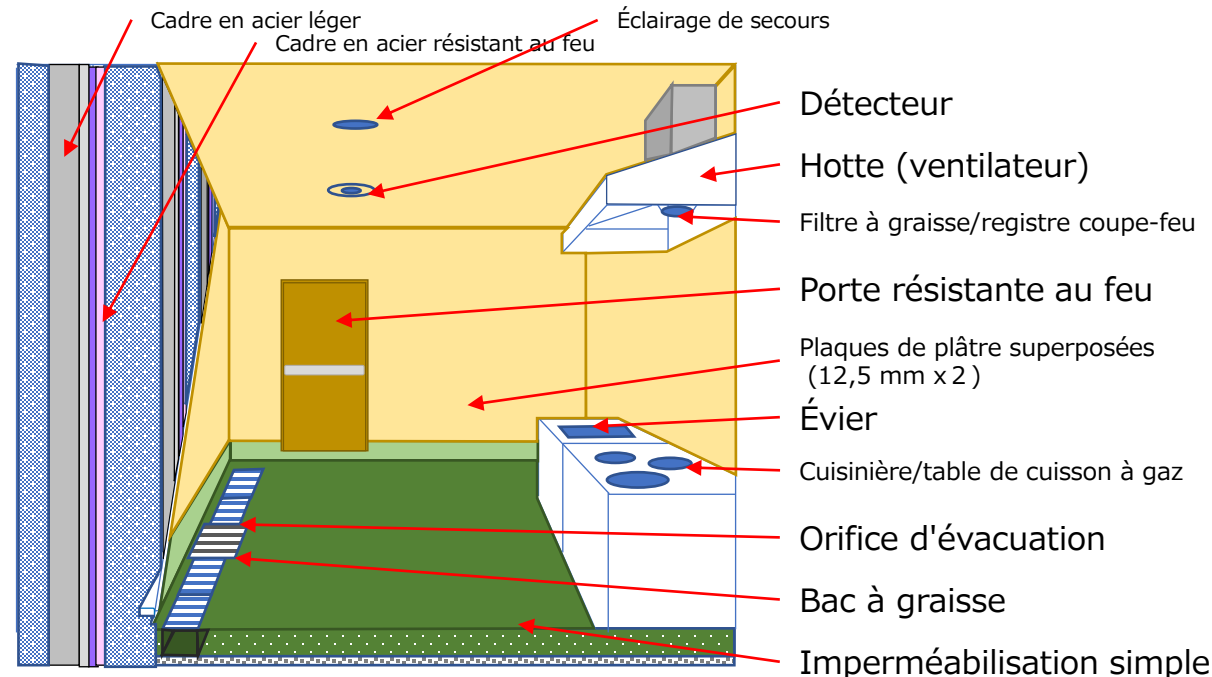
○Équipement

En cas de consommation de gaz GPL dépassant 350 kW ou de puissance de la plaque à induction dépassant 300 000 kcal, les spécifications suivantes sont requises :

- Installez des hottes d'aspiration (notamment pour les ustensiles de cuisine qui génèrent des résidus graisseux et de la vapeur) et des dispositifs d'extinction d'incendie à l'intérieur des hottes et des conduits (registre coupe-feu), ou des équipements contre la transmission du feu.
- Installez des filtres à graisse à l'intérieur des hottes pour éliminer les résidus graisseux dans les fumées d'échappement.

○Déclaration et conseils/respect des lois et règlements

- Toute séparation coupe-feu doit être conforme à la Loi sur les normes de construction et aux normes municipales d'Osaka pour l'autorisation des installations temporaires (Contact : Service de vérification architecturale, Département de contrôle architectural, Mairie d'Osaka).
- La déclaration en vertu de la Loi sur l'hygiène alimentaire (pour obtenir l'autorisation d'exploitation d'un restaurant) doit être déposée au centre de santé publique.



1. 軽食程度までを提供する飲食スペースの仕様

□IHのみでLPGガス使用は禁止

【やむを得ずLPGガスを使用する場合は「厨房を設計する際の指針・注意事項（その1）」を参照してください。

< カウンターバック厨房設計 >

○内装仕上げ

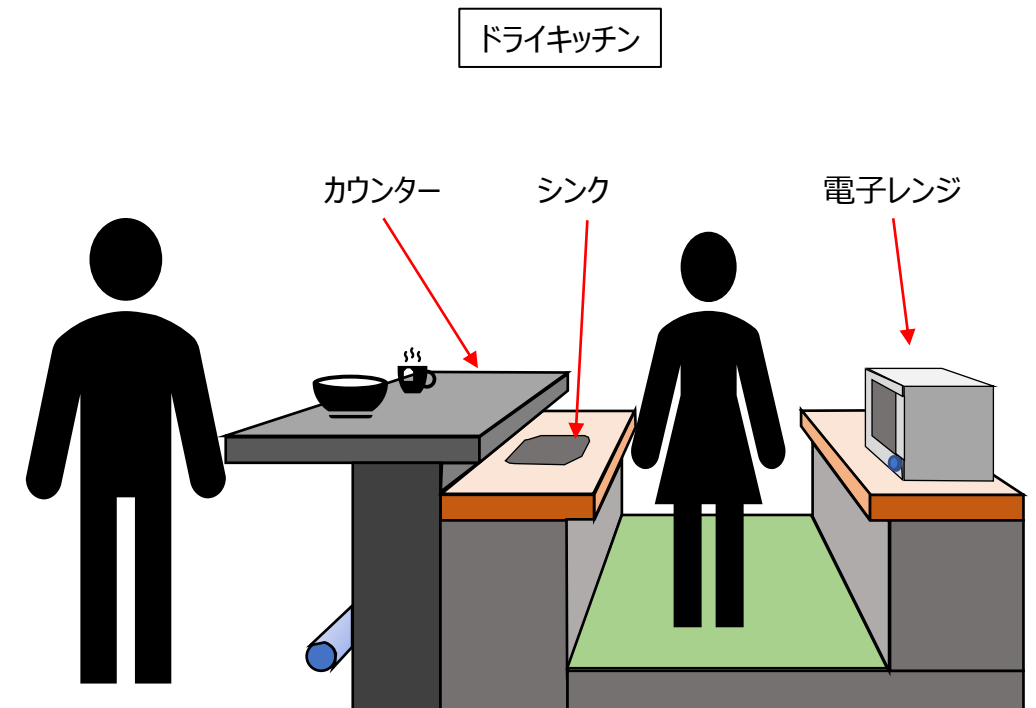
- ・IHの周りの造作は仮設許可基準の難燃材料以とする。
- ・床はドライキッチンとし、清掃時に床を水浸しにして洗わず、常に乾燥した状態で使用。側溝も排水桝も無いため床の傾斜も必要無し。
- ・グリストラップは置き型仕様
- ・床は防水の必要無し。簡易なモルタル防水又はウレタン防水等は任意とする。

○設備

- ・油脂成分、蒸気を発生させないIH調理器具を設定するため排気フードは必要としない。

○届出及び指導・法律確認

- ・IH等の電化製品を使用する場合は消防に相談の上指導を受ける事。
- ・食品衛生法に基づく保健所の許可(喫茶店営業許可)



1. Specifications of eating and drinking areas serving only light meals

☐ Only IH can be used, LPG gas is not allowed.

[If LPG gas is unavoidably used, please refer to "Pavilion Guidelines and considerations for designing a restaurant kitchens. (Part 1)".

< kitchen design behind the counter. >

○fitout

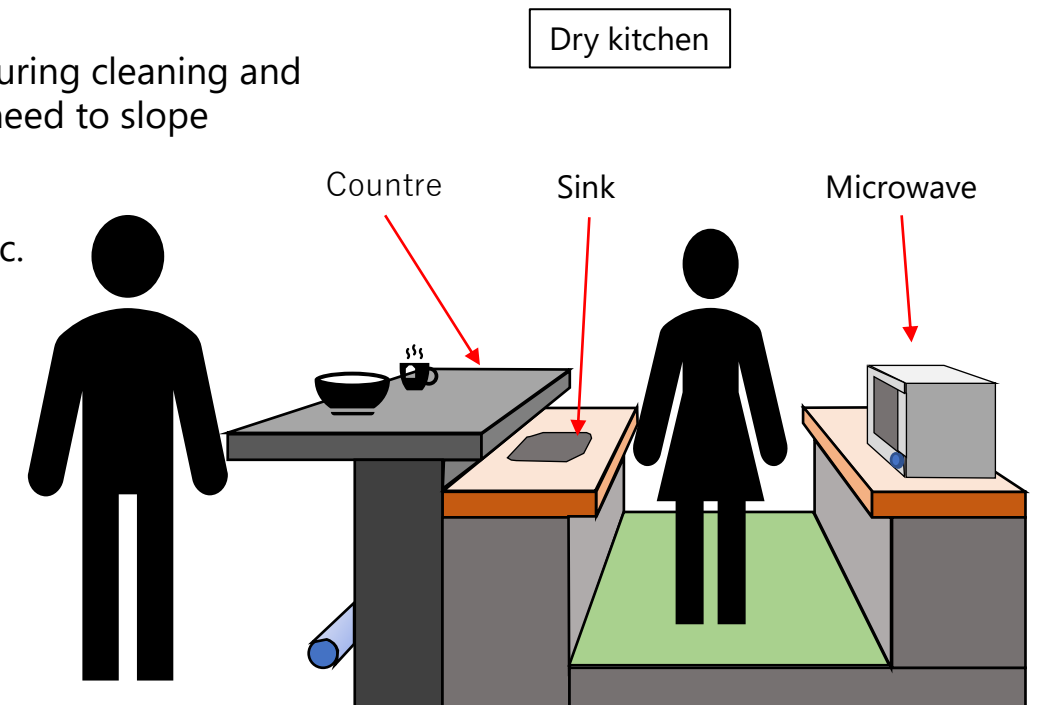
- The construction around IH shall be made of fire-retardant materials or higher than the standards for temporary construction permits
- The floor is a dry kitchen, which means that the floor is not soaked or washed during cleaning and is always dry. There are no gutters or drainage basins required, so there is no need to slope the floor.
Grease traps should be placed on the floor type.
- Floors need not be waterproofed. Simple mortar or urethane water proofing, etc. shall be at the discretion of the participant.

○Equipment

- If the IH cooker has a heat value that does not generate oil components or vapour, an exhaust hood is not required.

○Notification, guidance and legal confirmation

- When using electrical appliances such as IH, etc., consult with the fire department for guidance
- Public health centre permit under the Food Sanitation Act
(coffee shop business permit)



1. Spécifications d'un espace de restauration servant uniquement des repas légers

☐ Uniquement la plaque à induction est autorisée et l'utilisation du gaz GPL est interdite.

En cas d'utilisation inévitable du gaz GPL, voir les « Les lignes directrices et points essentiels à retenir lors de la conception de la cuisine de restaurant aménagée dans le Pavillon (point 1) ».

< Conception de la cuisine derrière le comptoir >

○ Finition intérieure

- L'aménagement autour de la plaque à induction doit être réalisé avec des matériaux difficilement combustibles conformes aux normes pour l'autorisation des installations temporaires ou ceux ayant une qualité supérieure aux normes.

- La cuisine doit être de type sec et le plancher doit être sec en permanence et ne doit pas être nettoyé avec de l'eau abondante. Elle n'est équipée ni de caniveau ni de trappe de puisard et il n'est donc pas nécessaire d'incliner le sol.

- Les bacs à graisse sont de type placé sur le sol.

- L'imperméabilisation du plancher n'est pas nécessaire. Le cas échéant, l'imperméabilisation simple au mortier ou à l'uréthane peut être appliquée.

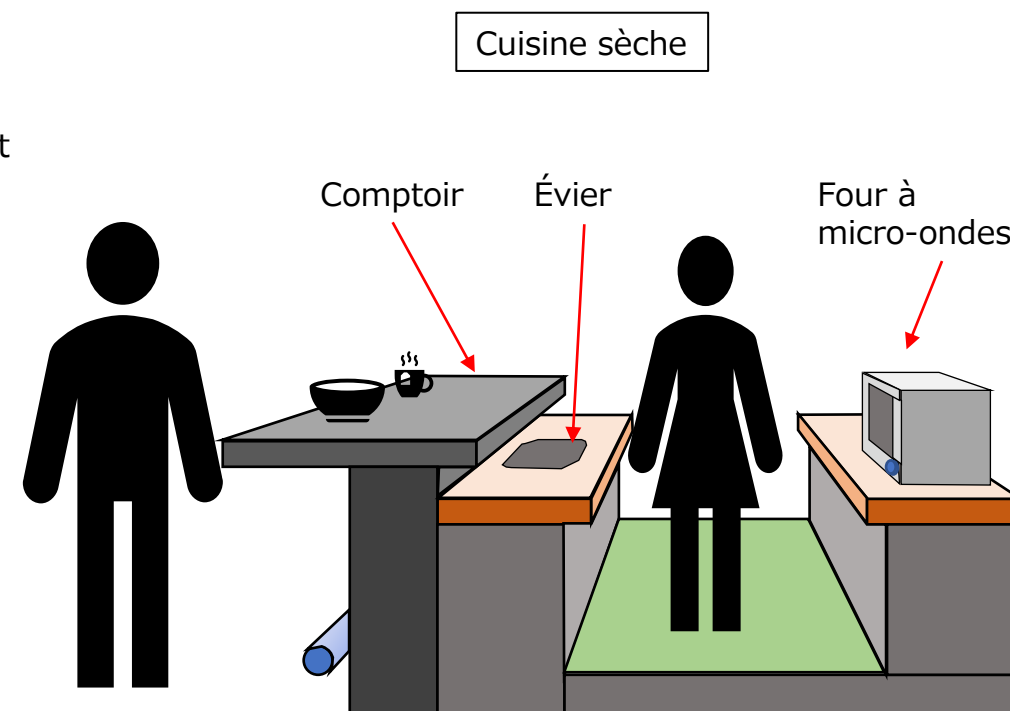
○ Équipement

- Il est envisagé d'utiliser une plaque à induction qui ne génère pas de résidus graisseux et de vapeur, il n'est donc pas nécessaire de mettre en place des hottes d'aspiration.

○ Déclaration et conseils/respect des lois et règlements

- En cas d'utilisation des appareils électriques tels que la plaque à induction, consultez le service d'incendie pour obtenir des conseils.

- L'autorisation du centre de santé publique conforme à la Loi sur l'hygiène alimentaire (autorisation d'exploitation d'un café).



1. スナック及びドリンク類程度を提供する飲食スペースの仕様

営業出展エリアでの飲食サービスは「営業出展許可」の範囲となります。

酒類以外の飲物又は茶菓を客に飲食させる営業のことを指します。基本的に飲物を提供することがメインで、食事は簡単なものの提供に限定されます。簡単な食事とは、トースト程度で、オムライスやパスタなどの軽食を提供することはできません。

□熱源が露出していないトースター・電気式オーブン、IH調理器は熱量を低く設定

厨房施設

< カウンター下にIH等の置台。必要に応じシンク、手洗器 >

○内装仕上げ

- ・IHの周りの造作は仮設許可基準の難燃材料以とする。
- ・床防水の必要無し

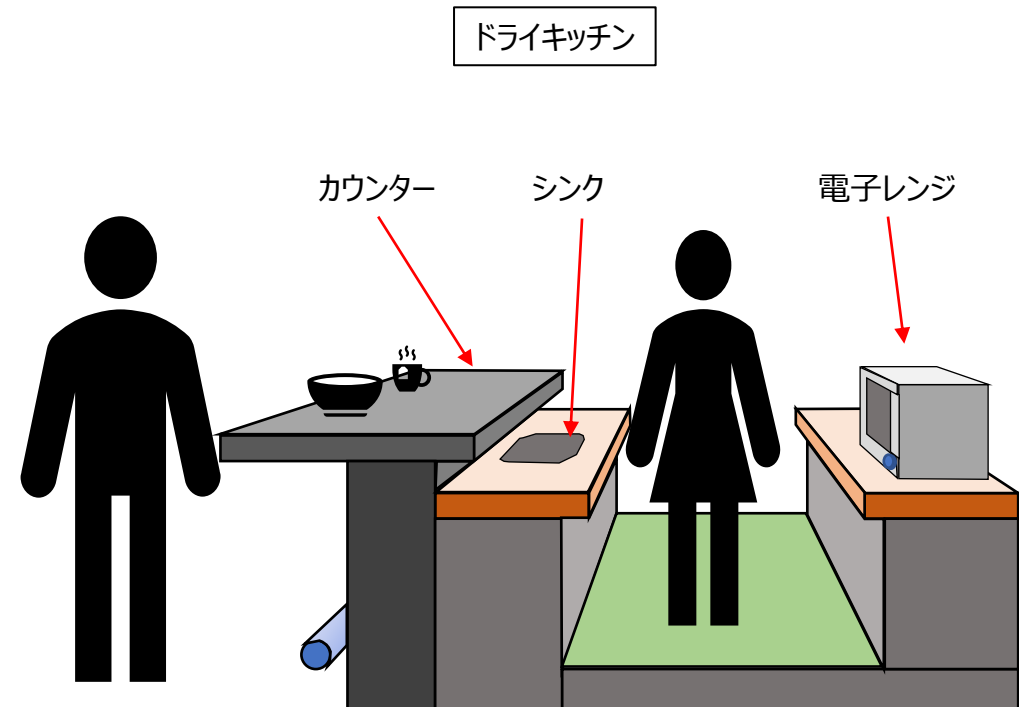
○設備

防火関係の設備必要無し

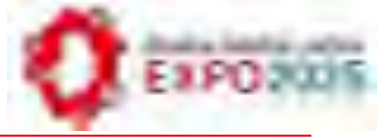
○届出及び指導・法律確認

< 消防予防課への確認 >

- ・IH等の電化製品を使用する場合は消防に相談の上指導を受ける事。
- ・食品衛生法に基づく保健所の許可(喫茶店営業許可)必要



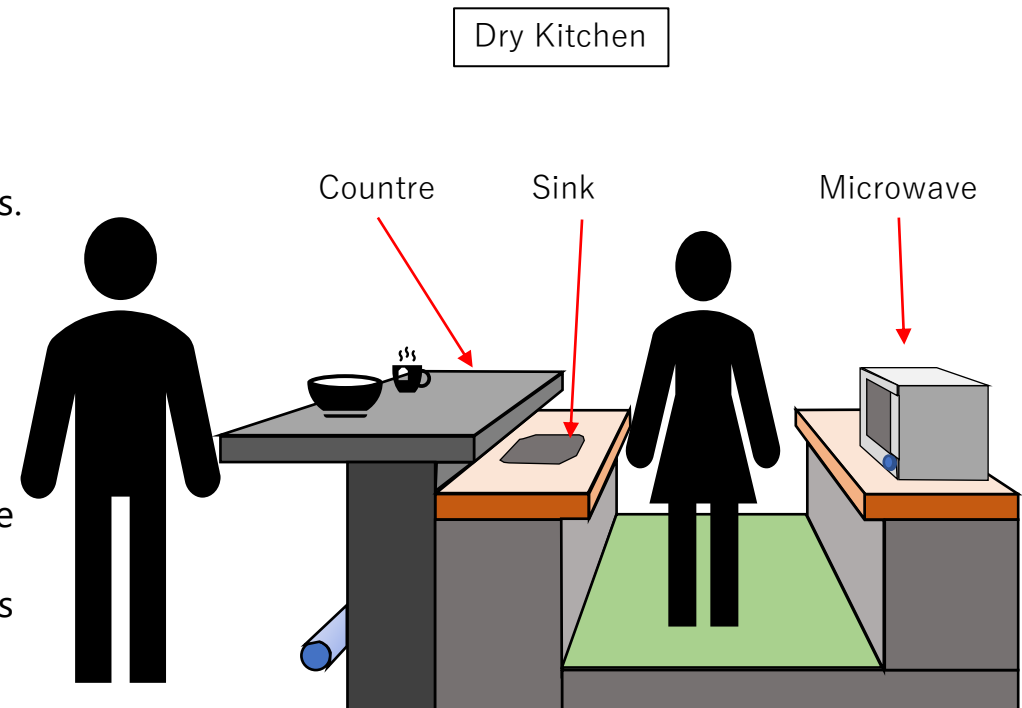
Pavilion Handbook and considerations for designing a restaurant kitchen(part 3)



1. Specifications for the space where serving snacks and beverages only

Food and beverage service in the commercial activities area must be covered by the "Business Permit". This refers to the business of serving beverages other than alcoholic beverages or tea and snacks to visitors. Basically, the main focus is serving beverages and snacks. "A light meal" such as omelet or pasta cannot be served.

- ☐ Toasters, electric ovens, and induction ovens with no heat source outside are set to a lower heat level
- kitchen equipments
 - <IH and other storage units located under counter. Sink and hand wash basin as required. >
 - Fit Out
 - The construction around the IH shall be made of fire retardant materials or higher than the standards for temporary construction permits.
 - No need to waterproof the floor.
 - Equipments
 - No fire protection equipment required
 - Notification and guidance and legal confirmation
- < Advanced consultation with Fire Prevention Division is necessary >
 - When using electrical appliances such as IH, etc., consult with the fire department for guidance.
 - Permission from the public health center (coffee shop business license) based on the Food Sanitation Law is required.



1. Spécifications d'un espace de restauration servant uniquement des boissons et des en-cas

Le service de restauration fourni dans l'espace d'exploitation commerciale fait l'objet d'une « autorisation d'exposition commerciale ».

Ce type de service consiste à servir aux visiteurs des boissons autres que des boissons alcoolisées ou du thé et des en-cas. Il s'agit principalement de servir des boissons et seulement des en-cas simples (des toasts, par exemple). Des repas légers comme une omelette garnie de riz ou des pâtes ne peuvent pas être servis.

- ☐ La puissance du Grille-pain, du four électrique et de la plaque à induction sans source de chaleur extérieure doit être réglé à un niveau relativement bas.

Équipements de cuisine

- < La plaque à induction doit être placée sous le comptoir. Le cas échéant, un évier ou un lave-vaisselle peut être aménagé. >

○Finition intérieure

- L'aménagement autour de la plaque à induction doit être réalisé avec des matériaux difficilement combustibles conformes aux normes pour l'autorisation des installations temporaires ou ceux ayant une qualité supérieure aux normes.
- L'imperméabilisation du plancher n'est pas nécessaire.

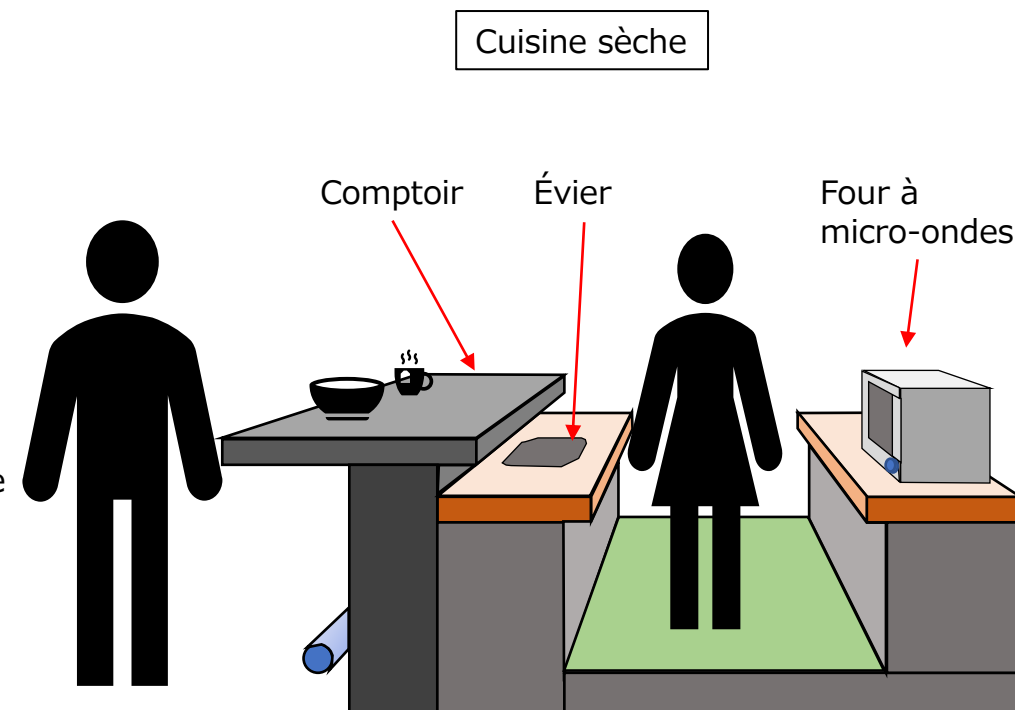
○Équipement

La mise en place des équipements de protection contre l'incendie n'est pas nécessaire

○Déclaration et conseils/respect des lois et règlements

- < Consultation au service de prévention d'incendie >

- En cas d'utilisation des appareils électriques tels que la plaque à induction, consultez le service d'incendie pour obtenir des conseils.
- L'autorisation du centre de santé publique conforme à la Loi sur l'hygiène alimentaire (autorisation d'exploitation d'un café) doit être obtenue.



Guidelines for Sanitation and Public Health (First version)



OSAKA, KANSAI, JAPAN

EXPO
2025

Table of Contents

Definition of Terms

Introduction	1
Controls and Guides	1
Compliance with Laws and Regulations	1
1. Environmental Sanitation Management	3
1-1 Environmental Sanitation Management in the Expo Site	3
1-2 Liaison with Government Bodies	5
2. Food Hygiene Management	5
2-1 Food Hygiene Management in the Expo Site	5
2-2 Liaison with Government Bodies	6
3. Infectious Disease Measures	11

Definition of Terms

Term	Definition
Building Sanitation Act	Act on Maintenance of Sanitation in Buildings
Environmental Sanitation-related Laws and Regulations	The Act on Maintenance of Sanitation in Buildings, Act on Water Supply, Act on Control and Improvement of Amusement Business, Act on Control of Households Products Containing Harmful Substances, and other environmental sanitation-related laws, regulations, and notifications.
Food Hygiene-related Laws and Regulations	Act on Food Sanitation, Act on Food Labeling, and other food hygiene-related laws, regulations, and notifications.
Infectious Disease-related Laws and Regulations	Act on the Prevention of Infectious Diseases and Medical Care for Patients with Infectious Diseases and other infectious disease-related laws, regulations, and notifications.
HACCP	Refers to hazard analysis and critical control point. A food hygiene management method to secure food safety, which identifies the causes of hazards, including contamination by microorganisms and metallic foreign substances, according to each food manufacturing and processing process from acceptance of raw materials to end product, and then manages particularly important processes that remove such causes of hazards or reduce such causes of hazards to levels considered acceptable in terms of food hygiene.
Self-Built Pavilion Method	Method in which the Official Participants and Non-official Participants design and build buildings/structures on the plots assigned to them by the Organiser.
Pavilion Module Method	Method in which buildings are built by the Organiser and rented to the Official Participants, who can make their own interior and exterior arrangements and install their exhibits.
Shared Pavilion Method	Method in which buildings are built by the Organiser and handed over to Official Participants, who can arrange the space allocated to them and install their exhibits therein.
Plot	The area of land allocated by the Organiser to the Official Participants and the Non-official Participants, in accordance with the Participation Contract and kept under their own control to use.
Organiser	The Japan Association for the 2025 World Exposition, which was designated by the Minister of Economy, Trade and Industry on the 31st of May, 2019 to carry out tasks relating to the preparation and operation of the Expo, in accordance with the 'Act on Special Measures Necessary for Preparing for and Managing of the International

	Exposition in 2025,' and which was authorised as a public interest incorporated association on the 21st of October, 2019.
Official Participants	Foreign governments and international organisations that have accepted the formal invitation from the Government of Japan to participate in the Expo.
Non-official Participants	Those who were authorised by the Commissioner General of the Exhibition to participate in the Expo outside the sections of the Official Participants.
Concessionaires	Those mentioned in Article 35 of the General Regulations and who have been granted by the Organiser rights solely to conduct commercial activities within the Expo Site.
Other Expo Participant Business Operators	Participants other than Official Participants, Non-official Participants, and Concessionaires who participate in projects that the Organiser holds, including the Future Society Showcase Project, TEAM EXPO2025, events, and Expo theme projects, in forms such as sponsorship.
Participants	Official Participants, Non-official Participants, Concessionaires and all other business operators participating in the Expo.
Specified Buildings	Buildings whose special-purpose areas, including entertainment facilities, department stores, assembly halls, libraries, museums, art museums, playgrounds, stores, offices, schools (including training centres), and hotels, have a floor area of 3,000 m ² or larger (or 8,000 m ² or larger for schools stipulated in Article 1 of the Act on School Education and nursery-kindergarten schools stipulated in Article 2, Paragraph 7 of the Act on Advancement of Comprehensive Service Related to Education and Child Care of Preschool Children).
Food Business Operators	Among the Organiser and Participants, those who sell food, additives, kitchenware, containers and packages, and toys for infants and small children (hereinafter referred to as "Food and Such") to visitors and staff, or engage in other business activities pertaining to such items. If the Organiser and Participants contract Food and Such businesses to contractors, Food Business Operators refers to such contractors.
Kitchenware	Tableware, cooking utensils, and other machines and tools that are used for collecting, manufacturing, processing, cooking, storing, transporting, displaying, serving, or eating food or additives and directly come in contact with food or additives.
Containers and Packages	Items used to put in or wrap food or additives that are handed as is when serving food or additives.

Toys for Infants and Small Children	The following toys designated by the Minister of Health, Labour and Welfare as items that may harm infants or small children's health when they are in contact with such children. 1. Toys that are essentially designed to come in contact with infants and small children's mouths. 2. Accessory toys (toys used by infants and small children as accessories), copy drawing materials, tumbler toys, masks, origami, rattle toys, cognitive development toys (limited to those that may come in contact with the mouth), building blocks, telephone toys, animal toys, dolls, clay, vehicle toys, balloons, block toys, balls, and play-house toys. 3. Toys played in combination with the above toys.
Small-scale Business Operator	- Business operators manufacturing or processing food that retail all or some of their manufactured or processed food at stores next to or close to the food manufacturing or processing facilities. - Business operators that prepare food through restaurant operations or the use of vending machines with cooking functions and sell the cooked food, and other business operators that cook food. - Business operators that store, transport, or sell only food that is put or wrapped in Containers and Packages. - Business operators that put in or wrap divided food in Containers and Packages and retail such food. - Business operators manufacturing, processing, selling, or preparing food that operate business locations with less than 50 persons handling food.
Government Bodies	Government organisations of Osaka Prefecture, Osaka City, and Japan.

Introduction

The Organiser manages sanitation, including infectious disease measures, in the Expo site. Participants and the Organiser must comply with relevant Laws and Regulations and maintain clean and comfortable environments in managing sanitation of their respective areas of responsibility.

For environmental sanitation management, food hygiene management, and infectious disease measures, they must also comply with items that are separately indicated according to each area. This first-version of the Guideline is intended to describe in advance basic points to note regarding procedures and allocation of qualified persons that Participants and the Organiser are required to perform pursuant to sanitation and public health-related laws. The Guideline will be supplemented going forward on an as-needed basis.

Controls and Guides

This Guideline sets forth two standards, Control and Guide, since Participants will use the Guideline as reference in managing sanitation.

The Controls and Guides are respectively indicated using an alphabetical code and numerals.

C-00 Control indicates items that are required and need to be complied with pursuant to relevant Laws and Regulations.

G-00 Guide indicates items that are preferred and describes efforts that the Organiser expects of Participants or the Organiser's proposes to Participants in order to meet the targets and purposes of the Expo.

Compliance with Laws and Regulations

Comply with relevant Japanese laws and regulations and Osaka Prefecture or Osaka City's ordinances for sanitation management.

> Act on Maintenance of Sanitation in Buildings

(Act) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=345AC1000000020>

(Relevant Laws and Regulations)

<https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/0000132645.html>

> Act on Water Supply

(Act) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=332AC0000000177>

(Relevant Laws and Regulations)

<https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/topics/bukyoku/kenkou/suido/hourei/suidouhou/index.html>

> Act on Control and Improvement of Amusement Business

(Act) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=323AC0000000137>

(Relevant Laws and Regulations)

<https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/0000123847.html>

> Act on Control of Households Products Containing Harmful Substances

(Act) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=348AC0000000112>

(Relevant Laws and Regulations)

<https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/0000114934.html>

> Act on Food Sanitation

(Act) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=322AC0000000233>

(Relevant Laws and Regulations)

https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/kenkou_iryuu/shokuhin/index.html

> Act on Food Labeling

(Act) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=425AC0000000070>

(Relevant Laws and Regulations)

https://www.caa.go.jp/policies/policy/food_labeling/food_labeling_act/

> Osaka Prefectural Ordinance for Enforcement of the Act on Food Sanitation

(Ordinance) https://www.pref.osaka.lg.jp/houbun/reiki/reiki_honbun/k201RG00000575.html

> Act on the Prevention of Infectious Diseases and Medical Care for Patients with Infectious Diseases

(Act) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=410AC0000000114>

> Osaka City Ordinance for Enforcement of the Act on Control and Improvement of Amusement Business

> Osaka City Detailed Regulations for the Act on Control and Improvement of Amusement Business

> Osaka City Ordinance for Enforcement of Act on Food Sanitation

> Osaka City Detailed Regulations for Act on Food Sanitation

*Refer to Osaka City ordinances posted on the Osaka City ordinance and regulation database which can be accessed from the following URLs.

(Reference) <https://www1.g-reiki.net/reiki37e/reiki.html>

> Osaka City prior screening for Specified Buildings

(Reference) <https://www.city.osaka.lg.jp/kenko/page/0000006352.html>

> Osaka City food hygiene-related procedures

(Reference) <https://www.city.osaka.lg.jp/kenko/page/0000537192.html>

> Food and Such import procedures

(Reference) <https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/0000144562.html>

Participants should also comply with and refer to other Guidelines and documents provided by the Organiser, as well as standards related to the contents of their plans.

1. Environmental Sanitation Management

1-1 Environmental Sanitation Management in the Expo Site

- C-01** Participants and the Organiser must comply with Environmental Sanitation-related Laws and Regulations.
- C-02** To secure sanitary environments, the Organiser requires Participants to comply with standards provided for in Environmental Sanitation-related Laws and Regulations, perform necessary prior studies, and take necessary measures.
- C-03** Participants and the Organiser should select structures that prevent the invasion of mice and noxious pests and perform control and cleaning for prevention in areas they are responsible of.
- C-04** Participants and the Organiser should seek to maintain sanitation in areas they are responsible of and perform sanitation management to the extent of their responsibilities indicated in Table 1-1 below.
- C-05** If Participants and the Organiser (or contractors, if their buildings' maintenance and management operations are contracted) manage buildings that fall under Specified Buildings defined in the Building Sanitation Act (Article 1 of the act; buildings whose special-purpose areas have a floor area of 3,000 m² or larger), such Participants and the Organiser are required to manage them as separately indicated in this Guideline and in accordance with standards provided in the act (Article 4 of the act).
- C-06** Participants and the Organiser may not sell or confer or otherwise display for the purpose of selling or conferring any household goods that do not satisfy standards pursuant to the Act on Control of Households Products Containing Harmful Substances.

Table 1-1

		Responsibilities of Self-Built Pavilion Method Participants	Responsibilities of Pavilion Module Method Participants	Responsibilities of Shared Pavilion Method Participants	Responsibilities of the Organiser
Responsible areas		Allocated Plot and self-built facilities	Building area handed over by the Organiser	Area allocated by the Organiser (excluding common areas)	Other than the left
Funding of costs		Participants (Organiser provides list of business operators)	(Under consideration)	(Under consideration)	Organiser
Sanitation management of buildings	Executing party	Participants	(Under consideration)	(Under consideration)	Organiser
	Adjustment in air environment	- Measurement of air environment (Applicable items in the following) - Inspection of cooling tower, humidifier, air conditioning drain line - Cleaning of cooling tower, cooling water pipe, humidifier	- Measurement of air environment - Inspection of air conditioning drain line	- Measurement of air environment - Inspection of air conditioning drain line	- Measurement of air environment - Inspection of cooling tower and air conditioning drain line - Cleaning of cooling tower and cooling water pipe
	Management of water supply and water drainage	(Applicable items in the following) - Management of drinking water ▶ Measurement of residual chlorine ▶ Cleaning of water (hot water) tank ▶ Inspection of water quality - Management of general service water ▶ Measurement of residual chlorine ▶ Inspection and cleaning of general service water tank ▶ Inspection of water quality of sprinkling water, landscaping water, and cleaning water ▶ Inspection of water quality of flush toilet water - Cleaning of drainage equipment	- Management of drinking water ▶ Measurement of residual chlorine ▶ Inspection of water quality - Cleaning of drainage equipment	- Management of drinking water ▶ Measurement of residual chlorine ▶ Inspection of water quality - Cleaning of drainage equipment	- Management of drinking water ▶ Measurement of residual chlorine ▶ Cleaning of water (hot water) tank ▶ Inspection of water quality - Management of general service water ▶ Measurement of residual chlorine ▶ Inspection and cleaning of general service water tank ▶ Inspection of water quality of sprinkling water, landscaping water, and cleaning water ▶ Inspection of water quality of flush toilet water - Cleaning of drainage equipment
Cleaning		Clean all areas including areas in Plots	Clean all areas inside buildings	Clean allocated areas under one's responsibility	Clean common areas and Organiser's facilities
Control of mice and noxious pests		Periodically perform unified inspection and perform appropriate control.	Periodically perform unified inspection and perform appropriate control.	Periodically perform unified inspection and perform appropriate control.	- Periodically inspect and control - Manage focus areas - Monitor

1-2 Liaison with Government Bodies

- C-07** If Participants and the Organiser (or business operators, if there is a separate construction owner applying for building permits) own buildings that fall under Specified Buildings, such Participants and the Organiser need to receive a prior screening on environmental sanitation held at the time of building permit applications by the Osaka City public health centre when applying for building permits for the buildings.
- C-08** If Participants and the Organiser own buildings that fall under Specified Buildings, such Participants and the Organiser need to appoint a building environment sanitation management technician (Article 6, Building Sanitation Act) and submit a notification on the use of Specified Buildings to the Osaka City public health centre (Article 5, Building Sanitation Act) within one month from the start of the use of the Specified Buildings, pursuant to the Building Sanitation Act.
- *If Official Participants are handed over Plots, based on the Self-Built Pavilion Method, and construct and own buildings with special-purpose areas that are 3,000 m² or larger in floor area, such buildings fall under *Specified Buildings* indicated in the “Definition of Terms” at the beginning of this Guideline. Take note of the procedures for such cases.
- C-09** Respective application and notification procedures to the Osaka City public health centre and other relevant Government Bodies provided for in Environmental Sanitation-related Laws and Regulations need to be processed in Japanese.
- C-10** For the period of the Expo as well, Participants and the Organiser must cooperate with environmental sanitation operations performed by Government Bodies, including the site sanitation surveillance centre established in the Expo site, and receive necessary advices and instructions from such bodies.

2. Food Hygiene Management

2-1 Food Hygiene Management in the Expo Site

- C-11** The operation of many Food and Such businesses is expected, and the provision of Food and Such in various business forms is anticipated at the Expo site. Food Business Operators and the Organiser must cooperate with Government Bodies’ surveillance and instructions.
- C-12** The Organiser requires Food Business Operators to comply with the provisions in Food Hygiene-related Laws and Regulations and engage in proper operation so that Food and Such are handled in a sanitary manner.
- C-13** Food Business Operators are to participate in informational meetings that the Organiser establishes and proactively engage in thorough food hygiene management.
- G-01** The participation to the informational meetings indicated in C-13 by those who can understand the Japanese language is preferred. (Details on the operation of the informational meetings will be separately notified by the Organiser.)

2-2 Liaison with Government Bodies

- C-14** Food Business Operators that operate businesses that fall under “Business types subject to operational permit” in Table 2-1 below need to apply for and receive permits from the Osaka City public health centre, pursuant to the Act on Food Sanitation (Article 55 of the act). Details on procedures will be separately described in the Guideline’s supplementary documents going forward.
- C-15** Food Business Operators that operate businesses that fall under “Business types subject to operational notification” in Table 2-1 below need to submit notifications to the Osaka City public health centre, pursuant to the Act on Food Sanitation (Article 57 of the act). Details on procedures will be separately described in the Guideline’s supplementary documents going forward.
- C-16** Food Business Operators that apply to “Business types subject to operational permit” and “Business types subject to operational notification” need to designate a food hygiene administrator as indicated in Table 2-1 below, pursuant to the Regulations for Enforcement of the Act on Food Sanitation (Article 66-2, Paragraph 1, Appendix Table 17 of the regulation).
*Seminars to train food hygiene administrators are held by the Osaka Food Hygiene Association in Osaka Prefecture.
- C-17** To receive the operational permit indicated in C-14, the store facility equipment needs to satisfy the facility standards set forth in the provisions of Article 3, Paragraph 1 of the Osaka City Ordinance for Enforcement of the Act on Food Sanitation (Appendix Table 1 of the ordinance for enforcement).
- G-02** For application procedures of the operational permit indicated in C-14, Participants are advised to consult the Osaka City public health centre regarding the store facility equipment’s satisfaction of the facility standards, bring the store design drawings, before they start store constructions.
- C-18** When importing food, additives, Kitchenware, Containers and Packages, and Toys for Infants and Small Children for sales (including conferring in forms other than sales to unspecified or many people) or operational use, Food Business Operators (or other business operators if import operations are performed by other business operators) are obligated to submit import notifications to the quarantine station in charge of the area such items will enter for customs and process import customs procedures, pursuant to Article 27 of the Act on Food Sanitation, for safety assurance perspectives. (Refer to the Guidelines for Customs Procedures and the Guidelines for Handling of Freight.)
- C-19** Respective application and notification procedures to the Osaka City public health centre and other relevant Government Bodies provided for in Food Hygiene-related Laws and Regulations need to be processed in Japanese.
- C-20** For the period of the Expo as well, Food Business Operators and the Organiser must cooperate with food hygiene operations performed by Government Bodies, including the site sanitation

surveillance centre established in the Expo site, and receive necessary advices and instructions from such bodies.

Table 2-1 (C-14 through C-17)

	Operational types		
	Business types subject to operational permit	Business types subject to operational notification	Business types not subject to operational notification
Business types	32 business types set forth in Article 35 of the Order for Enforcement of the Act on Food Sanitation 1 Restaurant operations (operations that cook food and have customs eat and drink at facilities they establish) 2 Operations that cook food using vending machines with cooking functions and sell the cooked food (excluding vending machines with advanced functions that meet certain requirements, such as indoor installation) 3 Meat sales operations (excluding operations that procure meat put in Containers and Packages and sell the meat as is) 4 Seafood sales operations (excluding operations that procure seafood put in Containers and Packages and sell the seafood as is) 5. Seafood auction-based sales operations 6. Milk collection operations 7. Milk processing operations 8. Special milk milking and processing operations 9. Meat processing operations 10. Food irradiation operations 11. Sweets manufacturing operations 12. Ice cream manufacturing operations 13. Dairy product manufacturing operations 14. Soft drink manufacturing operations 15. Meat product manufacturing operations 16. Seafood product manufacturing operations 17. Ice manufacturing operations 18. Egg mixture manufacturing operations 19. Cooking oil manufacturing operations 20. Miso and soy sauce manufacturing operations 21. Alcoholic product manufacturing operations 22. Tofu manufacturing operations	Business types other than those that require permits and those not applicable to notifications (The following are examples.) ◆ Food manufacturing and processing operations (excluding operations requiring permits) ◆ Cup-based vending machines (vending machines with advanced functions and installed indoors) ◆ Vending machines that sell water according to volume ◆ Dairy product sales operations ◆ Meat sales operations (selling packaged meat only) ◆ Seafood sales operations (selling packaged seafood only) ◆ Vegetable and fruit sales operations ◆ Operations that sell food such as lunch boxes	◆ Food or additive import operations ◆ Operations that only store or transport food or additives (excluding food freezing or refrigerating (storage) operations) ◆ Operations that sell packaged food with no risks of food hygiene damage due to spoiling, deterioration, and other quality-related damage even when stored long-term at room temperature ◆ Operations that manufacture Kitchenware and Containers and Packages other than those made of synthetic resin ◆ Kitchenware or Container and Package import or sales operations

		23. Natto (fermented beans) manufacturing operations 24. Noodle manufacturing operations 25. Delicatessen food manufacturing operations 26. Comprehensive delicatessen food manufacturing operations 27. Frozen food manufacturing operations 28. Comprehensive frozen food manufacturing operations 29. Pickles manufacturing operations 30. Airtight packaged food manufacturing operations 31. Operations that divide food into small portions 32. Additives manufacturing operations		
Facility standards		Article 3, Paragraph 1 of the Osaka Prefectural Ordinance for Enforcement of the Act on Food Sanitation *Mandatory facility standards are set forth according to business type requiring operational permits. *Participants are encouraged to consult in advance whether their facilities' structure and equipment satisfy standards, upon preparing design drawings, before starting facility constructions.	-	-
Pre-operation measures		Submit application forms for operational permit. [Main contents of applications] Information on applicant, location of facility, type and form of operation, information on primarily handled Food and Such, information on food hygiene administrator, and drawings that indicate facility structure and equipment.	Submit operational notification. [Main contents of notification] Information on notifier, location of facility, type and form of operation, information on primarily handled Food and Such, and information on food hygiene administrator.	-
Fees		Yes	-	-
Pre-operation inspection by public health centre		Yes	-	-
Sanitation management standards	Food hygiene administrator	Requires designation of one or more food hygiene administrators per facility. *The food hygiene administrator must apply to one of criteria in 1 through 3 below. 1. Person who fulfils the qualification requirements for food hygiene supervisor or food hygiene manager (e.g., physician, dentist, pharmacist, veterinarian, or a person who has completed and graduated studies in medicine, dentistry, pharmacology, veterinary studies, livestock science, fishery science, or agricultural chemistry) 2. Cook, sweets manufacturing hygienist, nutritionist, vessel cooks, poultry processing hygienist, and hygiene management administrator or operational hygiene administrator set forth in the Act on Abattoir		-

		3. Person who has participated in seminars held by prefectural governors or seminars deemed appropriate by prefectural governors	
	Sanitation management in line with HACCP	1. Create a sanitation management plan based on standards regarding general sanitation management and HACCP-compliant sanitation management, and thoroughly communicate to workers. 2. Create a manual providing for specific methods on cleaning, cleansing, disinfection, and food handling on an as-needed basis. 3. Record and retain records on status of sanitation management. 4. Periodically (and whenever processes are modified) verify (review) the effectiveness of the sanitation management plan and manual, and revise the contents as needed. *For Small-scale Business Operators, sanitation management that incorporates HACCP approaches (sanitation management that is developed in reference to manuals created by respective industrial organisations and uses a simplified approach) are also allowed.	Although general sanitation management expected of Food Business Operators need to be performed, sanitation management plans should be created and the status of sanitation management should be recorded and retained as needed.

[Supplementary information 1] Definition of cooking

- Cooking refers to processing and forming food to make it most optimal for eating or drinking, based on the assumption that the food will be eaten or drunk by customers at the same place or consumed by customers within a short time period. Whether food is consumed within a short time period can be determined based on whether the cooking party directly sells the food to the consumer, or whether the food is sold in-person in a manner that is exempted from food labelling obligations under the Act on Food Labeling.
- Opening ready-made products packed in Containers and Packages (food products that can be eaten or drunk as is) and dividing them in small portions or placing them on dishes may fall under business types requiring operational permits or notifications under the Act on Food Sanitation. If proper procedures are not processed, it may delay commencement of operations. Therefore, consult the Osaka City public health centre in advance.

[Supplementary information 2] Points to note when distributing free food, beverage, and food product samples

- Even if food, beverage, and food product samples are provided for free, if such act is performed repeatedly and continuously and in a scale and form that would be deemed as a business according to social standards, it may fall under an “operation” set forth in the Act on Food Sanitation and be subject to business type requiring operational permit or operational notification. If proper procedures are not processed, it may delay commencement of operations. Therefore, consult the Osaka City public health centre in advance.

3. Infectious Disease Measures

Given that many people will visit the Expo not only from within Japan but also from overseas, the Organiser will take necessary infectious disease preventive measures, in addition to complying with Laws and Regulations relating to environmental sanitation and food hygiene measures.

- C-21** To prevent the spread of infectious diseases, Participants must take comprehensive infectious disease preventive measures for persons involved in the exhibition, commercial activities, and other activities, and manage the health of such persons.
- C-22** The Organiser may monitor for occurrences of infectious diseases in the Expo site, in coordination with Government Bodies. If there are any concerns of infectious diseases spreading, the Organiser may also request Participants to take necessary measures. Note that Participants must comply with such requests.
- C-23** If an event suspected of being caused by an infectious disease occurs, Participants and the Organiser must comply with Infectious Disease-related Laws and Regulations, by, for example, proactively cooperating with Government Bodies' active epidemiological studies and other measures.

Contact

The Official Participants can send inquiries concerning the content of this Guide or uncertainties concerning procedures to the Organiser using the Queries function in the online portal for the Official Participants.

If you have any trouble using the online portal for the Official Participants, please contact us by email to ; participant@expo2025.or.jp



Japan Association for the 2025 World Exposition

Lignes directrices relatives à l'hygiène et la santé (1ère édition)



Sommaire

Définition des termes

Introduction	1
« Contrôle » et « Guide »	1
Respect des lois et règlements	1
1. Contrôle de l'hygiène environnementale	3
1-1. Contrôle de l'hygiène environnementale dans le Site	3
1-2. Coopération avec les Administrations	6
2. Contrôle de l'hygiène alimentaire	6
2-1. Contrôles de l'hygiène alimentaire dans le Site	6
2-2. Coopération avec les Administrations	7
3. Mesures contre la maladie infectieuse	12

Définition des termes

Termes	Définition
Loi relative à l'hygiène des bâtiments	Loi sur le maintien de l'hygiène environnementale dans les bâtiments.
Lois et règlements relatifs à l'hygiène environnementale	Loi sur le maintien de l'hygiène environnementale dans les bâtiments, Loi sur l'approvisionnement en eau, Loi sur les établissements de spectacles, Loi sur le contrôle des produits ménagers contenant des substances nocives, autres lois et notifications pertinentes relatives à l'hygiène environnementale.
Lois et règlements relatifs à l'hygiène alimentaire	Loi sur l'hygiène alimentaire, Loi sur l'étiquetage des produits alimentaires, autres lois et notifications pertinentes relatives à l'hygiène alimentaire.
Lois et règlements relatifs aux maladies infectieuses	Loi relative à la prévention des maladies infectieuses et aux soins médicaux aux patients atteints de maladies infectieuses, autres lois et notifications pertinentes relatives aux maladies infectieuses.
HACCP	Méthode de contrôle de l'hygiène alimentaire établie dans le but de contrôler des étapes de fabrication et transformation particulièrement importantes pour en éliminer les facteurs de risque tels que la contamination par des micro-organismes ou la pénétration de corps étrangers métalliques ou les réduire jusqu'à un niveau suffisamment bas sur le plan de l'hygiène alimentaire, en identifiant ces facteurs par étape depuis la réception de matières premières jusqu'à l'obtention de produits finis.
Pavillon construit par le Participant	Pavillon dont le bâtiment et la structure sont conçus et construits par les Participants Officiels et non officiels sur les Parcelles qui leur sont allouées par l'Organisateur.
Pavillon modulaire	Pavillon dont le bâtiment est construit par l'Organisateur et loué aux Participants Officiels qui peuvent effectuer l'aménagement intérieur/extérieur et y installer leurs expositions.
Pavillon conjoint	Pavillon dont le bâtiment est construit par l'Organisateur et mis à disposition des Participants Officiels qui peuvent aménager les espaces qui leur sont alloués et y installer leurs expositions.
Parcelle	Terrain alloué par l'Organisateur aux Participants Officiels et non officiels conformément au Contrat de participation et utilisé sous leur gestion.
Organisateur	Association japonaise pour l'Exposition Universelle de 2025, désignée par le ministre de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie le 31 mai 2019 pour exécuter la préparation et le fonctionnement de l'Expo,

	conformément à la « Loi sur les mesures spéciales nécessaires pour la préparation et à la tenue de l'Exposition universelle en 2025 », et reconnue d'utilité publique le 21 octobre 2019.
Participants Officiels	Gouvernements étrangers et organisations internationales qui ont accepté l'invitation officielle du Gouvernement du Japon à participer à l'Expo.
Participants non officiels	Parties qui ont été autorisées par le Commissaire Général de l'Exposition à exposer en dehors des sections allouées aux Participants Officiels.
Concessionnaires	Parties qui sont mentionnées dans l'article 35 du Règlement Général et ont été autorisées par l'Organisateur à exercer des activités commerciales sur le Site de l'Expo.
Autres opérateurs participant à l'Expo	Participants autres que les Participants Officiels/non officiels et les Concessionnaires, notamment les participants aux activités relatives à la « Vitrine de la société de demain », à la TEAM EXPO 2025, aux manifestations, aux activités organisées par l'Organisateur (projets thématiques, etc.) dans le cadre d'un parrainage, etc.
Participants	Participants Officiels/non officiels, Concessionnaires et Autres opérateurs participant à l'Expo.
Bâtiments désignés	Bâtiments dont la surface totale du plancher de la partie destinée à un usage spécifique comme établissement de spectacles, grand magasin, salle de réunion, bibliothèque, musée, centre d'attractions, magasin/boutique, bureau, école (y compris centre de formation) ou ryokan (hébergement traditionnel de style japonais) est supérieure ou égale à 3 000 m ² (※ ou supérieure ou égale à 8 000 m ² s'il s'agit d'un établissement scolaire défini à l'article 1 ^{er} de la Loi sur l'enseignement scolaire ou d'un centre agréé d'éducation et d'accueil de la petite enfance jouant un rôle à la fois de l'école maternelle et de la crèche défini à l'alinéa 7 de l'article 2 de la Loi sur la promotion d'un service global lié à l'éducation, à la garde, etc., des enfants d'âge préscolaire)
Opérateurs du secteur alimentaire	Organisateur et Participants qui vendent aux visiteurs et au personnel des produits alimentaires, additifs, appareils, récipients/emballages et jouets pour les nourrissons et les enfants en bas âge (ci-après désignés les « Produits alimentaires, etc. ») et exercent d'autres activités commerciales associées. Opérateur mandaté si l'Organisateur ou les Participants lui confient ces activités relatives aux Produits alimentaires, etc.

Appareils	Vaisselle, ustensiles de cuisine, ainsi qu'autres machines, appareils et objets utilisés en contact direct avec les produits alimentaires ou les additifs pour les saisir, fabriquer, transformer, cuisiner, conserver, transporter, présenter, recevoir ou consommer.
Réipients/emballages	Matériels contenant ou emballant les produits alimentaires ou les additifs, qui sont transmis tels quels lors de la réception des produits alimentaire ou des additifs.
Jouets pour les nourrissons et les enfants en bas âge	Jouets énumérés ci-dessous qui ont été désignés par le ministre de la santé, du travail et de la protection sociale comme présentant un risque sanitaire en contact avec les nourrissons et les enfants en bas âge : i) Jouet utilisé essentiellement en contact avec la bouche du nourrisson ou de l'enfant en bas âge ; ii) Bijou pour les enfants (jouet utilisé par les nourrissons et les enfants en bas âge comme accessoire), autocollant de transfert, culbuto, masque, origami, hochet, jouet éducatif (seulement celui pouvant être en contact avec la bouche), blocs de construction en bois, jouet téléphone, figurine animal, poupée, pâte à modeler, porteur, ballon, blocs de construction, balle, jouet de cuisine ; iii) Tout autre jouet utilisé en association avec ceux cités précédemment.
Petits opérateurs	• Opérateurs qui fabriquent ou transforment des produits alimentaires et qui vendent au détail, dans un magasin attaché ou adjacent aux locaux de fabrication ou de transformation des produits alimentaires, la totalité ou la plupart desdits produits fabriqués ou transformés. • Opérateurs de restauration ou ceux qui préparent les produits alimentaires à l'aide d'un distributeur automatique doté d'une fonction de cuisson et vendent les produits ainsi préparés, ou autres opérateurs qui préparent les produits alimentaires. • Opérateurs qui conservent, transportent ou vendent uniquement des produits alimentaires contenus dans un Réipient/emballage ou emballés par celui-ci. • Opérateurs qui vendent au détail des produits alimentaires divisés en portions et contenus dans un Réipient/emballage ou emballés par celui-ci. • Opérateurs qui fabriquent, transforment, conservent, vendent ou traitent les produits alimentaires, ayant un établissement dont le nombre d'employés qui manipulent des produits alimentaires est moins de 50 personnes.

Administrations	Administrations telles que la préfecture et la ville d'Osaka ou les organismes gouvernementaux, etc.

Introduction

L'Organisateur assure le contrôle de l'hygiène dans le Site de l'Expo y compris la prise des mesures contre la maladie infectieuse.

De plus, les Participants et l'Organisateur doivent, en ce qui concerne le contrôle de l'hygiène dans chaque section relevant de leur compétence, respecter les lois et règlements pertinents et maintenir un environnement propre et confortable.

Par ailleurs, les instructions relatives aux contrôles de l'hygiène environnementale et alimentaire et aux mesures contre la maladie infectieuse, qui seront données séparément par domaine, doivent également être respectées.

Les présentes Lignes directrices (1^{ère} édition) ont pour objet de donner des explications à l'avance sur les points clés à retenir relatifs aux procédures à suivre par les Participants et l'Organisateur conformément aux lois et règlements sur l'hygiène et la santé publique, ainsi qu'à l'affectation du personnel qualifié, etc. Le cas échéant, elles peuvent être complétées ultérieurement.

« Contrôle » et « Guide »

Nous avons défini deux catégories de critère, « Contrôle » et « Guide », pouvant servir de référence aux Participants dans le contrôle de l'hygiène suivant les présentes Lignes directrices.

Ces critères du « Contrôle » et du « Guide » sont indiqués sous forme de lettre alphabétique accompagnée d'un chiffre.

C-00 (Control) : le « Contrôle » correspond aux éléments obligatoires qui doivent être respectés en vertu des lois et règlements pertinents.

G-00 (Guide) : le « Guide » correspond aux éléments souhaitables tels que les actions attendues des Participants ou des propositions faites par l'Organisateur afin qu'ils se conforment aux objectifs et finalités de l'Expo.

Respect des lois et règlements

Le contrôle de l'hygiène est soumis à la législation japonaise concernée, aux arrêtés préfectoraux et municipaux d'Osaka, etc.

> Loi sur le maintien de l'hygiène environnementale dans les bâtiments

(Loi)

<https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=345AC1000000020>

(Lois et règlements pertinents)

<https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/0000132645.html>

> Loi sur l'approvisionnement en eau

(Loi)

<https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=332AC0000000177>

(Lois et règlements pertinents)

<https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/topics/bukyoku/kenkou/suido/hourei/suidouhou/index.html>

> Loi sur les établissements de spectacles

(Loi)

<https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=323AC0000000137>

(Lois et règlements pertinents)

<https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/0000123847.html>

> Loi sur le contrôle des produits ménagers contenant des substances nocives

(Loi)

<https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=348AC0000000112>

(Lois et règlements pertinents)

<https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/0000114934.html>

> Loi sur l'hygiène alimentaire

(Loi)

<https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=322AC0000000233>

(Lois et règlements pertinents)

https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/kenkou_iryuu/shokuhin/index.html

> Loi sur l'étiquetage des produits alimentaires

(Loi)

<https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=425AC0000000070>

(Lois et règlements pertinents)

https://www.caa.go.jp/policies/policy/food_labeling/food_labeling_act/

> Arrêté préfectoral d'exécution d'Osaka relatif à la Loi sur l'hygiène alimentaire

(Arrêté)

https://www.pref.osaka.lg.jp/houbun/reiki/reiki_honbun/k201RG00000575.html

> Loi relative à la prévention des maladies infectieuses et aux soins médicaux aux patients atteints de maladies infectieuses

(Loi) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=410AC0000000114>

> Arrêté municipal d'exécution d'Osaka relatif à la Loi sur les établissements de spectacles

> Règlement municipal d'exécution d'Osaka relatif à la Loi sur les établissements de spectacles

> Arrêté municipal d'exécution d'Osaka relatif à la Loi sur l'hygiène alimentaire

> Règlement municipal d'exécution d'Osaka relatif à la Loi sur l'hygiène alimentaire

※ Pour les informations complémentaires sur les arrêtés municipaux d'Osaka, etc., voir la base de données des règlements municipaux d'Osaka sur les liens suivants :

(Informations complémentaires) <https://www1.g-reiki.net/reiki37e/reiki.html>

> Examen préliminaire des bâtiments désignés de la ville d'Osaka

(Informations complémentaires)

<https://www.city.osaka.lg.jp/kenko/page/0000006352.html>

> Procédures relatives à l'hygiène alimentaire de la ville d'Osaka

(Informations complémentaires)

<https://www.city.osaka.lg.jp/kenko/page/0000537192.html>

> Procédures relatives à l'importation de produits alimentaires, etc.

(Informations complémentaires)

<https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/0000144562.html>

En outre, d'autres lignes directrices et documents communiqués par l'Organisateur, ainsi que les normes, etc., concernées par votre planification doivent être consultés et respectés, en plus des présentes Lignes directrices.

1. Contrôle de l'hygiène environnementale

1-1. Contrôle de l'hygiène environnementale dans le Site

- C-01** Les Participants et l'Organisateur doivent respecter les Lois et règlements relatifs à l'hygiène environnementale.
- C-02** Dans le but d'assurer un environnement hygiénique, l'Organisateur demande aux Participants de respecter les normes définies par les Lois et règlements relatifs à l'hygiène environnementale, de réaliser les contrôles préliminaires et de prendre les mesures nécessaires.
- C-03** Les Participants et l'Organisateur (ou l'opérateur mandaté s'ils lui confient les opérations de maintenance) doivent, dans la section relevant de leur compétence, prévoir une structure permettant d'empêcher toute intrusion de rats ou d'insectes nuisibles, prendre des mesures nécessaires et nettoyer les locaux pour prévenir leur intrusion.
- C-04** Les Participants et l'Organisateur (ou l'opérateur mandaté s'ils lui confient les opérations de maintenance) doivent maintenir l'hygiène dans la section relevant de leur compétence et assurer le contrôle de l'hygiène dans la limite des obligations stipulées dans le tableau 1-1 ci-dessous.
- C-05** Les Participants et l'Organisateur (ou l'opérateur mandaté s'ils lui confient les opérations de maintenance) doivent, si le bâtiment géré sous leur responsabilité entre dans la catégorie des Bâtiments désignés visés par la Loi relative à l'hygiène des bâtiments (l'article 2 de ladite Loi. Les bâtiments dont la surface totale du plancher de la partie destinée à un usage spécifique est supérieure ou égale à 3 000 m²), assurer une gestion conforme à la fois aux prescriptions des présentes Lignes directrices et aux normes définies par ladite Loi (l'article 4).
- C-06** Les Participants et l'Organisateur ne doivent pas vendre, ni offrir, ni exposer dans le but de vendre ou d'offrir les produits ménagers non conformes au Loi sur le contrôle des produits ménagers contenant des substances nocives.

Tableau 1-1

		Obligations des Participants qui ont opté pour le « Pavillon construit par le Participant »	Obligations des Participants qui ont opté pour le « Pavillon modulaire »	Obligations des Participants qui ont opté pour le « Pavillon conjoint »	Obligations de l'Organisateur
Section relevant de leur compétence		Parcelle allouée et installations construites par eux-mêmes	Bâtiment alloué par l'Organisateur	Espace alloué par l'Organisateur (excepté la partie commune)	Sections autres que celles citées dans les colonnes gauches
Prise en charge des frais		Participants (une liste des opérateurs sera fournie par l'Organisateur)	(à déterminer)	(à déterminer)	Organisateur
Contrôle de l'hygiène du bâtiment	Personne chargée de la mise en œuvre	Participants	(à déterminer)	(à déterminer)	Organisateur
	Régulation de la qualité de l'air	• Mesure de la qualité de l'air (Les opérations ci-dessous si elles correspondent à votre cas) • Inspection de la tour de refroidissement, de l'humidificateur et du bac de récupération d'eau du climatiseur, etc. • Nettoyage de la tour et de la conduite d'eau de refroidissement et de l'humidificateur	• Mesure de la qualité de l'air • Inspection du bac de récupération d'eau du climatiseur, etc.	• Mesure de la qualité de l'air • Inspection du bac de récupération d'eau du climatiseur, etc.	• Mesure de la qualité de l'air • Inspection de la tour de refroidissement et du bac de récupération d'eau du climatiseur, etc. • Nettoyage de la tour et de la conduite d'eau de refroidissement
	Gestion de l'approvisionnement en eau et de l'évacuation des eaux usées	(Les opérations ci-dessous si elles correspondent à votre cas) • Gestion de l'eau potable ▸ Mesure du chlore résiduel ▸ Nettoyage de la réserve d'eau (chaude) ▸ Contrôle de la qualité de l'eau	• Gestion de l'eau potable ▸ Mesure du chlore résiduel ▸ Contrôle de la qualité de l'eau • Nettoyage de l'équipement d'évacuation des eaux usées	• Gestion de l'eau potable ▸ Mesure du chlore résiduel ▸ Contrôle de la qualité de l'eau • Nettoyage de l'équipement d'évacuation des eaux usées	• Gestion de l'eau potable ▸ Mesure du chlore résiduel ▸ Nettoyage de la réserve d'eau (chaude) ▸ Contrôle de la qualité de l'eau • Gestion de l'eau non potable ▸ Mesure du chlore résiduel

		• Gestion de l'eau non potable ▸ Mesure du chlore résiduel ▸ Inspection et nettoyage de la réserve d'eau non potable ▸ Contrôle de la qualité de l'eau destinée à l'arrosage, à l'aménagement paysager et au nettoyage ▸ Contrôle de la qualité de l'eau des toilettes • Nettoyage de l'équipement d'évacuation des eaux usées			▸ Inspection et nettoyage de la réserve d'eau non potable ▸ Contrôle de la qualité de l'eau destinée à l'arrosage, à l'aménagement paysager et au nettoyage ▸ Contrôle de la qualité de l'eau des toilettes • Nettoyage de l'équipement d'évacuation des eaux usées
Nettoyage		Nettoyage total y compris à l'intérieur de la Parcelle	Nettoyage total à l'intérieur du bâtiment	Nettoyage de l'espace alloué qui est placé sous leur responsabilité	Nettoyage de la partie commune et des installations de l'Association
Mesures contre l'intrusion de rats ou d'insectes nuisibles, etc.		Réaliser régulièrement une inspection générale pour prendre des mesures adéquates contre l'intrusion de rats ou d'insectes nuisibles	Réaliser régulièrement une inspection générale pour prendre des mesures adéquates contre l'intrusion de rats ou d'insectes nuisibles	Réaliser régulièrement une inspection générale pour prendre des mesures adéquates contre l'intrusion de rats ou d'insectes nuisibles	• Réalisation des inspections régulières et prise des mesures contre l'intrusion de rats ou d'insectes nuisibles • Gestion des éléments prioritaires • Surveillance

1-2. Coopération avec les Administrations

- C-07** Les Participants et l'Organisateur (ou le maître d'ouvrage s'il en existe un qui fait la demande de vérification de la construction) doivent, si le bâtiment leur appartenant entre dans la catégorie des Bâtiments désignés, subir l'« examen préliminaire lors de la demande de vérification de la construction » en matière d'hygiène environnementale réalisé par le centre de santé publique de la ville d'Osaka au moment de la demande de vérification de la construction du bâtiment concerné.
- C-08** Les Participants et l'Organisateur doivent, si le bâtiment leur appartenant entre dans la catégorie des Bâtiments désignés, nommer un technicien en gestion de l'hygiène environnementale du bâtiment conformément à la Loi relative à l'hygiène des bâtiments (l'article 6 de ladite Loi) et déposer la demande d'utilisation du Bâtiment désigné au centre de santé publique de la ville d'Osaka (l'article 5 de ladite Loi) au plus tard 1 mois après le début de son utilisation.
- ※ Le bâtiment construit par un des Participants Officiels (qui ont opté pour le « Pavillon construit par le Participant » et à qui a été allouée une Parcelle) et lui appartenant dont la surface totale du plancher de la partie destinée à un usage spécifique est supérieure ou égale à 3 000 m² entre dans la catégorie des « Bâtiments désignés » visés dans la « Définition des termes » figurant au début des présentes Lignes directrices. Dans ce cas, veuillez suivre les procédures nécessaires relatives aux bâtiments de cette catégorie.
- C-09** Toute demande et déclaration auprès des Administrations compétentes telles que le centre de santé publique de la ville d'Osaka au titre des Lois et règlements relatifs à l'hygiène environnementale doit être rédigée en japonais.
- C-10** Les Participants et l'Organisateur doivent, même pendant la tenue de l'Expo, coopérer aux activités liées à l'hygiène environnementale effectuées par les Administrations telles que le centre de surveillance de l'hygiène du Site mis en place à l'intérieur du Site de l'Expo et suivre leurs conseils et instructions nécessaires.

2. Contrôle de l'hygiène alimentaire

2-1. Contrôles de l'hygiène alimentaire dans le Site

- C-11** De nombreuses activités du secteur alimentaire sont envisagées sur le Site de l'Expo, dans le cadre desquelles les produits alimentaires seront fournis sous différentes formes d'exploitation. Ainsi, les Opérateurs du secteur alimentaire et l'Organisateur doivent coopérer aux contrôles effectués par les Administrations et suivre leurs instructions.
- C-12** L'Organisateur exige, afin que les produits alimentaires soient toujours traités de manière hygiénique, des Opérateurs du secteur alimentaire qu'ils respectent les dispositions des Lois et règlements relatifs à l'hygiène alimentaire et exercent leurs activités correctement.
- C-13** Les Opérateurs du secteur alimentaire doivent participer au conseil de liaison mis en place par l'Organisateur et assumer pleinement leur responsabilité en matière de contrôle de l'hygiène alimentaire.

- G-01** Il est recommandé de sélectionner une personne comprenant le japonais comme participant au conseil de liaison visé à C-13 (Les détails sur le fonctionnement du conseil de liaison seront communiqués ultérieurement par l'Organisateur.).

2-2. Coopération avec les Administrations

- C-14** Les Opérateurs du secteur alimentaire qui exercent l'une des activités mentionnées dans le tableau 2-1 ci-dessous comme « activités soumises à autorisation d'exploitation » telles que la cuisine, la fabrication ou la vente de produits alimentaires doivent, conformément à la Loi sur l'hygiène alimentaire, déposer la demande d'autorisation au centre de santé publique de la ville d'Osaka et obtenir son autorisation (l'article 55 de ladite Loi). Les détails des procédures d'autorisation seront publiés ultérieurement dans le complément des présentes Lignes directrices.
- C-15** Les Opérateurs du secteur alimentaire qui exercent l'une des activités mentionnées dans le tableau 2-1 ci-dessous comme « activités soumises à déclaration d'exploitation » doivent, conformément à la Loi sur l'hygiène alimentaire, déposer la déclaration au centre de santé publique de la ville d'Osaka (l'article 57 de ladite Loi). Les détails des procédures de déclaration seront publiés ultérieurement dans le complément des présentes Lignes directrices.
- C-16** Les Opérateurs du secteur alimentaire qui exercent l'une des « activités soumises à autorisation d'exploitation » ou des « activités soumises à déclaration d'exploitation » doivent, conformément au règlement d'exécution de la Loi sur l'hygiène alimentaire, mettre en place un responsable d'hygiène alimentaire comme indiqué dans le tableau 2-1 ci-dessous (Tableau annexé 17 du 1^{er} alinéa de l'article 66-2 dudit règlement).
✂ Les cours de formation pour former le responsable d'hygiène alimentaire sont organisés, dans la préfecture d'Osaka, par l'Association d'hygiène alimentaire d'Osaka (société de services publics).
- C-17** Pour obtenir l'autorisation d'exploitation visée à C-14, les installations/équipements du magasin doivent être conformes aux normes relatives à l'installation définies par les dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 3 de l'Arrêté préfectoral d'exécution d'Osaka relatif à la Loi sur l'hygiène alimentaire (Tableau annexé 1 dudit Arrêté).
- G-02** Lorsque vous suivez les procédures de demande d'autorisation d'exploitation visées à C-14, il est recommandé de consulter, avant le lancement de travaux de construction du magasin, le centre de santé publique de la ville d'Osaka en y apportant notamment le plan de conception du magasin pour vérifier la conformité de ses installations/équipements aux normes relatives à l'installation.
- C-18** Les Opérateurs du secteur alimentaire (ou l'importateur s'il en existe un qui effectue l'opération d'importation) doivent, lorsqu'ils importent des produits alimentaires, des additifs, des Appareils, des Récipients/emballages ou des Jouets pour les nourrissons et les enfants en bas âge destinés à la vente (y compris la distribution gratuite au grand public) ou à l'utilisation dans le cadre de leur activité commerciale, déposer la déclaration d'importation pour garantir la sécurité de ces produits et suivre les procédures de dédouanement à l'importation conformément à l'article 27 de la Loi sur l'hygiène alimentaire auprès de la station de quarantaine compétente du lieu de dédouanement (voir les « Lignes directrices relatives aux formalités de dédouanement » et les « Lignes directrices relatives à la manutention du fret »).
- C-19** Toute demande et déclaration auprès des Administrations compétentes telles que le centre de santé publique de la ville d'Osaka au titre des Lois et règlements relatifs à l'hygiène alimentaire doit être rédigée en japonais.
- C-20** Les Opérateurs du secteur alimentaire et l'Organisateur doivent, même pendant la tenue de

l'Expo, coopérer aux activités liées à l'hygiène alimentaire effectuées par les Administrations telles que le centre de surveillance de l'hygiène du Site mis en place à l'intérieur du Site de l'Expo et suivre leurs conseils et instructions nécessaires.

Tableau 2-1 (C-14 à 17)

	Type d'activité		
	Activités soumises à autorisation d'exploitation	Activités soumises à déclaration d'exploitation	Activités non soumises à déclaration d'exploitation
Catégorie d'activité	32 activités définies par l'article 35 de l'Ordonnance d'exécution de la Loi sur l'hygiène alimentaire : 1 Restauration (activité qui consiste à cuisiner ou à servir les produits alimentaires aux clients dans une installation aménagée) 2 Activité qui consiste à préparer les produits alimentaires à l'aide du distributeur automatique doté d'une fonction de cuisson et à vendre les produits ainsi préparés (sauf lorsque le distributeur est doté de fonctions avancées et répond à un certain nombre d'exigences telles que la mise en place à l'intérieur du bâtiment, etc.) 3 Commerce de la viande (sauf dans le cas où la viande achetée en gros dans un Récipient/emballage serait vendue telle quelle au détail) 4 Commerce des poissons et des fruits de mer (sauf dans le cas où les poissons ou les fruits de mer achetés en gros dans un Récipient/emballage seraient vendus tels quels) 5 Commissaire-priseur au marché aux poissons 6 Activité de collecte du lait 7 Activité de traitement du lait 8 Activité spéciale de traite et de traitement du lait 9 Activité d'abattage 10 Activité d'irradiation des aliments 11 Activité de pâtisserie 12 Activité de fabrication de glaces/sorbets 13 Activité de fabrication de produits laitiers 14 Activité de fabrication de boissons rafraîchissantes 15 Activité de fabrication de produits à base de viande 16 Activité de fabrication de produits de la pêche 17 Activité de fabrication de glace et de neige 18 Activité de fabrication d'œufs liquides	Activités autres que celles soumises à autorisation d'exploitation et non soumises à déclaration d'exploitation (À titre d'exemple) ◆ Activité de fabrication/transformation de produits alimentaires (sauf celle soumise à autorisation) ◆ Distributeur automatique avec gobelet (doté de fonctions avancées et mis en place à l'intérieur du bâtiment) ◆ Distributeur automatique d'eau au volume ◆ Commerce du lait ◆ Commerce de la viande (uniquement les produits emballés) ◆ Commerce des poissons et des fruits de mer (uniquement les produits emballés) ◆ Commerce des légumes et des fruits ◆ Commerce des produits alimentaires tels que le bento (repas mis dans une boîte à emporter)	◆ Activité d'importation de produits alimentaires ou d'additifs ◆ Activité qui consiste uniquement à conserver ou à transporter des produits alimentaires ou des additifs (sauf les activités de congélation ou de réfrigération des aliments (activité d'entreposage)) ◆ Commerce de produits alimentaires emballés qui ne présentent aucun risque en matière d'hygiène alimentaire (pourriture, altération, baisse de la qualité, etc.) même s'ils sont conservés à long terme à température ambiante ◆ Activité de fabrication d'Appareils, de Récipients/emballages autres que ceux à base de résine synthétique ◆ Activité d'importation ou de commerce d'Appareils ou de Récipients/emballages

	19 Activité de fabrication d'huiles et de graisses alimentaires 20 Activité de fabrication de miso (pâte de soja fermenté) ou de shoyu (sauce de soja fermentée) 21 Activité de fabrication de boissons alcoolisées 22 Activité de fabrication de tofu (caillé de soja) 23 Activité de fabrication de natto (graines de soja fermentées) 24 Activité de fabrication de nouilles 25 Activité de fabrication de plats cuisinés 26 Activité de fabrication de plats cuisinés de type complexe 27 Activité de fabrication de produits alimentaires surgelés 28 Activité de fabrication de produits alimentaires surgelés de type complexe 29 Activité de fabrication de cornichons 30 Activité de fabrication de produits alimentaires emballés hermétiquement 31 Activité de préparation de portions d'aliments 32 Activité de fabrication d'additifs		
Normes relatives à l'installation	1 ^{er} alinéa de l'article 3 de l'Arrêté préfectoral d'exécution d'Osaka relatif à la Loi sur l'hygiène alimentaire ※ Il existe des normes relatives à l'installation spécifiques à chaque activité soumise à autorisation d'exploitation. ※ Il est recommandé de consulter le service compétent avant le lancement de travaux de construction de l'installation, en y apportant notamment le plan de conception pour vérifier la conformité de la structure et des équipements de son installation.	—	—
Procédures à suivre avant l'exploitation	Dépôt de la demande d'autorisation d'exploitation 【Informations principales à fournir】 Informations relatives au demandeur, adresse de l'installation, type et forme d'exploitation, informations relatives aux principaux produits alimentaires utilisés, informations relatives au responsable d'hygiène	Dépôt de la déclaration d'exploitation 【Informations principales à fournir】 Informations relatives au déclarant, adresse de l'installation, type et forme d'exploitation, informations relatives aux principaux produits alimentaires utilisés, informations relatives au	—

		alimentaire, plan montrant la structure et les équipements de l'installation, etc.	responsable d'hygiène alimentaire, etc.	
Frais		À supporter	—	—
Enquête préliminaire menée par le centre de santé publique		Enquête requise	—	—
Normes de contrôle de l'hygiène	Responsable d'hygiène alimentaire	Au moins un responsable doit être affecté à chaque installation. ※ Le responsable d'hygiène alimentaire doit être désigné parmi les personnes appartenant à l'une des catégories suivantes (i) à (iii) : (i) Personne qualifiée comme inspecteur de l'hygiène alimentaire ou contrôleur de l'hygiène alimentaire (médecin, dentiste, pharmacien, vétérinaire ou diplômé en médecine, dentisterie, pharmacie, médecine vétérinaire, zootechnie, sciences de la pêche ou chimie agricole, etc.) (ii) Cuisinier, hygiéniste en pâtisserie, nutritionniste, cuisinier de bord, contrôleur de l'hygiène dans l'abattage des volailles, responsable du contrôle de l'hygiène ou responsable de l'hygiène opérationnelle prévu par la Loi sur les abattoirs. (iii) Personne ayant suivi une formation organisée ou jugée appropriée par le gouverneur de préfecture, etc.		—
	Contrôle de l'hygiène selon HACCP	(i) Élaborer le plan de contrôle de l'hygiène conformément aux normes relatives au « contrôle général de l'hygiène » et au « contrôle de l'hygiène selon HACCP » et veiller à ce que tous les employés sont bien informés en la matière. (ii) Le cas échéant, élaborer le manuel des procédures décrivant les méthodes concrètes de nettoyage, lavage, désinfection et manipulation des aliments, etc. (iii) Consigner les opérations du contrôle de l'hygiène effectivement réalisées et les conserver. (iv) Examiner (mener une réflexion rétrospective) régulièrement (et également lorsqu'une modification est apportée aux procédures, etc.) l'efficacité du plan de contrôle de l'hygiène et du manuel et modifier leur contenu selon la nécessité. ※ Les Petits opérateurs peuvent adopter le « contrôle de l'hygiène intégrant le concept HACCP (procédures de contrôle simplifiées sur la base du guide élaboré par chaque organisme professionnel) ».		L'opérateur concerné doit assurer le « contrôle général de l'hygiène » en tant qu'Opérateur du secteur alimentaire, mais l'élaboration du plan de contrôle de l'hygiène, ainsi que le consigne et la conservation des opérations du contrôle de l'hygiène effectivement réalisées seront effectués seulement au besoin.

【Informations complémentaires 1】 Définition de l'acte de cuisiner/préparer

- Le terme « cuisiner/préparer » désigne toute transformation et mise en forme des aliments pour les rendre les plus aptes à la consommation à condition qu'ils soient consommés par les clients sur place ou à court terme. La consommation à court terme correspond notamment au cas de la vente directe par le cuisinier au consommateur, ou de la vente en face à face exemptée de l'obligation d'étiquetage selon la Loi sur l'étiquetage des produits alimentaires.
- Certain acte qui consiste à ouvrir le Récipient/emballage d'un produit alimentaire préparé (prêt à consommer tel quel), à le diviser en portions et à mettre sur les assiettes, etc., peut être considéré comme activité soumise à autorisation ou à déclaration d'exploitation au sens de la Loi sur l'hygiène alimentaire. Veuillez consulter préalablement le centre de santé publique de la ville d'Osaka pour éviter tout report de l'ouverture du service à cause d'un non-respect éventuel des procédures requises.

【Informations complémentaires 2】 Points à retenir pour la dégustation et la distribution gratuite de produits alimentaires

- La dégustation ou la distribution gratuite de produits alimentaires peut, si elle est organisée de manière continue et répétitive et à une envergure/forme reconnue selon les idées reçues comme activité économique, être considérée comme une « exploitation » au sens de la Loi sur l'hygiène alimentaire et, par conséquent, comme activité soumise à autorisation ou à déclaration d'exploitation. Veuillez consulter préalablement le centre de santé publique de la ville d'Osaka pour éviter tout report de l'ouverture du service à cause d'un non-respect éventuel des procédures requises.

3. Mesures contre la maladie infectieuse

Compte tenu de l'arrivée d'un grand nombre de visiteurs non seulement japonais mais aussi étrangers sur une longue période, l'Organisateur s'engage à respecter les lois et règlements relatifs à l'hygiène environnemental et alimentaire et prendre des mesures nécessaires contre la maladie infectieuse.

- C-21** Les Participants doivent prendre des mesures globales contre la maladie infectieuse pour les personnes impliquées dans l'exposition, les activités commerciales ou d'autres activités et veiller leur état de santé afin de prévenir toute propagation de maladies infectieuses.
- C-22** L'Organisateur surveille l'apparition de maladies infectieuses sur le Site en coopération avec les Administrations et, s'il juge qu'il y a un risque de propagation, peut demander aux Participants de prendre des mesures nécessaires. Les Participants devront se conformer à cette demande.
- C-23** Les Participants et l'Organisateur doivent, en cas de survenance d'un incident susceptible d'être causé par une maladie infectieuse, respecter les Lois et règlements relatifs aux maladies infectieuses tout en coopérant volontairement avec les Administrations qui mènent des enquêtes épidémiologiques actives.

Contact :

Pour toute question concernant le contenu de ce guide et pour plus d'informations sur les procédures, les Participants Officiels peuvent contacter l'Organisateur en activant l'option Requêtes du Portail en ligne pour les Participants Officiels.

En cas de difficulté liée à l'utilisation du Portail en ligne pour les Participants Officiels, veuillez envoyer un courriel à l'adresse suivante : participant@expo2025.or.jp.



**Bureau
International
des Expositions**

Association japonaise pour l'Exposition universelle de 2025

衛生及び保健にかかるガイドライン

(初版)

(公式参加者用)



OSAKA, KANSAI, JAPAN

EXPO
2025

目次

用語の定義

はじめに	1
規制と推奨事項について.....	1
法令遵守	1
1. 環境衛生管理.....	3
1 - 1. 会場内の環境衛生管理について	3
1 - 2. 行政機関との連携	5
2. 食品衛生管理.....	5
2 - 1. 会場内の食品衛生管理について	5
2 - 2. 行政機関との連携	5
3. 感染症対策.....	9

用語の定義

用語	定義
建築物衛生法	建築物における衛生的環境の確保に関する法律
環境衛生関係法令等	建築物における衛生的環境の確保に関する法律、水道法、興行場法、有害物質を含有する家庭用品の規制に関する法律及びその他環境衛生にかかる関係法令及び関連通知等
食品衛生関係法令等	食品衛生法、食品表示法及びその他食品衛生にかかる関係法令及び関連通知等
感染症関係法令等	感染症の予防及び感染症の患者に対する医療に関する法律、その他感染症にかかる関係法令及び関連通知等
HACCP	原材料の受入れから最終製品までの食品の製造・加工の工程ごとに、微生物による汚染、金属異物の混入等の危害要因を把握した上で、それらの危害要因を除去又は食品衛生上問題のないレベルまで低減させるために特に重要な工程を管理し、食品の安全性を確保しようとする衛生管理の手法
敷地渡し方式	開催者により割り当てられた敷地について公式参加者及び非公式参加者が建物及び構造物を設計し建設する方式
建物渡し方式	開催者が建物を建設し公式参加者に賃貸する方式で、公式参加者が内装と外装の造作及び自身の展示品の設置を行うことができるもの
共同館方式	開催者が建物を建設し公式参加者に引き渡す方式で、公式参加者が割り当てられた区域を造作し自身の展示品の設置を行うことができるもの
敷地	参加契約書に基づき、開催者により公式参加者及び非公式参加者に割り当てられ、その者の管理のもと使用される区域
開催者	「令和 7 年に開催される国際博覧会の準備及び運営のために必要な特別措置に関する法律」により 2019 年 5 月 31 日に経済産業大臣から博覧会の準備及び運営に関する業務を行う法人として指定を受け、2019 年 10 月 21 日に公益社団法人として認定を受けた 2025 年日本国際博覧会協会
公式参加者	日本国政府による博覧会への公式参加招請を受諾した外国政府及び国際機関
非公式参加者	博覧会政府代表により公式参加者の陳列区域外で参加することが認められた者
一般営業参加者	一般規則第 35 条に言及され、博覧会会場で商業活動を実施する権利を開催者から付与されている者
その他博覧会に参画する事業者	公式参加者、非公式参加者及び一般営業参加者を除く、未来社会ショーケース事業参加者・TEAM EXPO2025 参加者・催事参加者・テーマ事業など開催者が主催する事業に協賛等で参画する参加者等
参加者	公式参加者、非公式参加者、一般営業参加者及びその他博覧会に参画する事業者

特定建築物	興行場、百貨店、集会場、図書館、博物館、美術館、遊技場、店舗、事務所、学校（研修所を含む）又は旅館といった特定用途に供される部分の延床面積が 3,000 m ² 以上の建築物（※学校教育法第 1 条に規定する学校又は就学前の子どもに関する教育、保育等の総合的な提供の推進に関する法律第 2 条第 7 項に規定する幼保連携型認定こども園の場合は 8,000 m ² 以上）
食品等事業者	開催者及び参加者のうち、来場者や職員に対して、食品、添加物、器具、容器包装及び乳幼児用おもちゃ（以下「食品等」という）の販売その他の事業活動を行う者。開催者及び参加者が食品等事業を委託する場合は当該受託事業者。
器具	飲食器、割ぼう具その他食品又は添加物の採取、製造、加工、調理、貯蔵、運搬、陳列、授受又は摂取の用に供され、かつ、食品又は添加物に直接接触する機械、器具その他の物
容器包装	食品又は添加物を入れ、又は包んでいる物で、食品又は添加物を授受する場合そのまま引き渡すもの
乳幼児用おもちゃ	乳幼児が接触することによりその健康を損なうおそれがあるものとして厚生労働大臣の指定する以下のおもちゃ ①乳幼児が口に接触することをその本質とするおもちゃ ②アクセサリーがん具（乳幼児がアクセサリーとして用いるがん具）、うつし絵、起き上がり、おめん、折り紙、がらがら、知育がん具（口に接触する可能性があるものに限る）、つみき、電話がん具、動物がん具、人形、粘土、乗物がん具、風船、ブロックがん具、ボール、ままごと用具 ③上記のおもちゃと組み合わせて遊ぶおもちゃ
小規模な営業者等	・食品を製造し、又は加工する営業者であって、食品を製造し、又は加工する施設に併設され、又は隣接した店舗においてその施設で製造し、又は加工した食品の全部又は大部分を小売販売する者 ・飲食店営業又は調理の機能を有する自動販売機により食品を調理し、調理された食品を販売する営業を行う者その他の食品を調理する営業者 ・容器包装に入れられ、又は容器包装で包まれた食品のみを貯蔵し、運搬し、又は販売する営業者 ・食品を分割して容器包装に入れ、又は容器包装で包み小売販売する営業者 ・食品を製造し、加工し、貯蔵し、販売し、又は処理する営業を行う者のうち、食品の取扱いに従事する者の数が 50 人未満である事業場を有する営業者
行政機関	大阪府市や国等の行政機関

はじめに

開催者は、会場内における感染症対策を含む衛生管理を担う。

また、参加者及び開催者は、それぞれの管理する区域の衛生管理について、関係法令等を遵守し、清潔で快適な環境を維持しなければならない。

環境衛生管理、食品衛生管理、感染症対策については、分野毎に、別途示す内容についても遵守しなければならない。

今回、初版として示す本ガイドラインは、参加者及び開催者が衛生及び保健に関連する法制度上行うべき手続き及び資格者の配置等について、基本的留意点を事前に説明するためのものである。今後必要に応じて、随時、ガイドラインの追補を行う。

規制と推奨事項について

参加者が本ガイドラインに従って衛生管理を行う際の指標とするため、規制(Control)と推奨(Guide)の2つの基準を設けた。

規制と推奨の基準をそれぞれアルファベットのコードと数字で示している。

C-00 規制 (Control) は「～こと。～しなければならない。」事項を示し、関係法令等により遵守しなければならない事項を定めている。

G-00 推奨 (Guide) は「～ことが望ましい。」事項を示し、博覧会の目標や目的に適合するために、開催者が参加者に期待する取組み又は提案を示している。

法令遵守

衛生管理にあたっては、日本国の関係法令、大阪府や大阪市の条例等を遵守すること。

> 建築物における衛生的環境の確保に関する法律

(法律) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=345AC1000000020>

(関係法令等) <https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/0000132645.html>

> 水道法

(法律) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=332AC0000000177>

(関係法令等) <https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/topics/bukyoku/kenkou/suido/hourei/suidouhou/index.html>

> 興行場法

(法律) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=323AC0000000137>

(関係法令等) <https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/0000123847.html>

> 有害物質を含有する家庭用品の規制に関する法律

(法律) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=348AC0000000112>

(関係法令等) <https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/0000114934.html>

> 食品衛生法

(法律) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=322AC0000000233>

(関係法令等) https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/kenkou_iryuu/shokuhin/index.html

> 食品表示法

(法律) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=425AC0000000070>

(関係法令等) https://www.caa.go.jp/policies/policy/food_labeling/food_labeling_act/

> 大阪府食品衛生法施行条例

(条例) https://www.pref.osaka.lg.jp/houbun/reiki/reiki_honbun/k201RG00000575.html

> 感染症の予防及び感染症の患者に対する医療に関する法律

(法律) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=410AC0000000114>

> 大阪市興行場法施行条例

> 大阪市興行場法施行細則

> 大阪市食品衛生法施行条例

> 大阪市食品衛生法施行細則

※大阪市の条例等は以下リンク先の大阪市例規データベースに掲載されているので参照すること。

(参考) <https://www1.g-reiki.net/reiki37e/reiki.html>

> 大阪市特定建築物事前審査

(参考) <https://www.city.osaka.lg.jp/kenko/page/0000006352.html>

> 大阪市食品衛生関係の手続き

(参考) <https://www.city.osaka.lg.jp/kenko/page/0000537192.html>

> 食品等の輸入手続き

(参考) <https://www.mhlw.go.jp/stf/seisakunitsuite/bunya/0000144562.html>

また本ガイドラインを含む、開催者から提示される他のガイドラインや資料、その他計画内容に応じて関連する基準等についても遵守、参照すること。

1. 環境衛生管理

1-1. 会場内の環境衛生管理について

- C-01** 参加者及び開催者は、環境衛生関係法令等を遵守しなければならない。
- C-02** 開催者は、衛生的な環境を確保するため、参加者に対し、環境衛生関係法令等に定める基準を遵守させ、必要な事前調査及び所要の措置を講ずるように求める。
- C-03** 参加者及び開催者（維持管理業務を委託する場合は当該受託事業者）は、自己の管理する区域において、ねずみ・衛生害虫等の侵入を防止する構造にするとともに、その発生を防ぐための防除及び清掃を行うこと。
- C-04** 参加者及び開催者（維持管理業務を委託する場合は当該受託事業者）は、自己の管理する区域の衛生の保持に努め、下記の表 1-1 に示す責務の範囲において衛生管理を行うこと。
- C-05** 参加者及び開催者（維持管理業務を委託する場合は当該受託事業者）は、自己の管理する建築物が建築物衛生法上の特定建築物（同法第 2 条。特定用途に供される部分の延床面積が 3,000 m²以上のもの。）に該当する場合には、本ガイドラインにより別途示す内容に基づく管理を行うほか、同法に基づく基準により管理を行う必要がある（同法第 4 条）
- C-06** 参加者及び開催者は、有害物質を含有する家庭用品の規制に関する法律に基づき、基準に適合しない家庭用品の販売・授与、又は販売若しくは授与の目的で陳列してはならない。

表 1-1

		敷地渡し方式に該当する参加者の責務	建物渡し方式に該当する参加者の責務	共同館方式に該当する参加者の責務	開催者の責務
管理する区域		割り当てられた敷地と自己建設施設	開催者から引き渡しされた建物区画	開催者から割り当てられた区画（共用部分除く）	左記以外
費用負担		参加者（開催者は事業者一覧を提供）	（検討中）	（検討中）	開催者
建物の衛生 管理	実施者	参加者	（検討中）	（検討中）	開催者
	空気環境の 調整	・空気環境測定 （以下のうち該当するもの） ・冷却塔・加湿装置・空調排水受けの点検等 ・冷却塔・冷却水管・加湿装置の清掃	・空気環境測定 ・空調排水受けの点検等	・空気環境測定 ・空調排水受けの点検等	・空気環境測定 ・冷却塔・空調排水受けの点検等 ・冷却塔・冷却水管の清掃
	給水及び排水の 管理	（以下のうち該当するもの） ・飲料水の管理 ▶残留塩素の測定 ▶貯水（湯）槽の清掃 ▶水質検査 ・雑用水の管理 ▶残留塩素の測定 ▶雑用水槽の点検・清掃 ▶散水、修景、清掃用水の水質検査 ▶水洗便所用水の水質検査 ・排水設備の清掃	・飲料水の管理 ▶残留塩素の測定 ▶水質検査 ・排水設備の清掃	・飲料水の管理 ▶残留塩素の測定 ▶水質検査 ・排水設備の清掃	・飲料水の管理 ▶残留塩素の測定 ▶貯水（湯）槽の清掃 ▶水質検査 ・雑用水の管理 ▶残留塩素の測定 ▶雑用水槽の点検・清掃 ▶散水、修景、清掃用水の水質検査 ▶水洗便所用水の水質検査 ・排水設備の清掃
清掃		敷地内を含め全部の清掃	建物内すべての清掃	割り当てられた管理区画の清掃	共用部分及び協会施設の清掃
ねずみ・衛生害虫等の防除		定期的に統一的な調査を行い、適切な防除作業を行う。	定期的に統一的な調査を行い、適切な防除作業を行う。	定期的に統一的な調査を行い、適切な防除作業を行う。	・定期点検の実施・防除作業 ・重点分野の管理活動 ・モニタリング

1-2. 行政機関との連携

- C-07** 参加者及び開催者（建築確認申請を行う建築主が別にいる場合は当該事業者）は、自己の所有する建築物が特定建築物に該当する場合には、当該建築物に関する建築確認申請の際に、大阪市保健所が環境衛生面について実施する「建築確認申請時における事前審査」を受ける必要がある。
- C-08** 参加者及び開催者は、自己の所有する建築物が特定建築物に該当する場合には、建築物衛生法に基づき、建築物環境衛生管理技術者を選任（同法第6条）のうえ、当該特定建築物の使用開始から1ヶ月以内に特定建築物使用届を大阪市保健所へ提出する必要がある（同法第5条）。
※敷地渡し方式により敷地を引き渡された公式参加者のうち、当該公式参加者が建設し所有する建築物で、特定用途に供される部分の延床面積が3,000㎡以上の場合は、本ガイドライン冒頭の「用語の定義」に記載した「特定建築物」に該当します。その場合の手続きについてご留意をお願いします。
- C-09** 環境衛生関係法令等に規定される大阪市保健所等の関係行政機関に対する各種の申請、届出等の手続きについては日本語により行う必要がある。
- C-10** 開催期間中においても、参加者及び開催者は、会場内に設置された会場衛生監視センター等の行政機関が行う環境衛生に関する業務に協力し、必要な助言・指導を受けるものとする。

2. 食品衛生管理

2-1. 会場内の食品衛生管理について

- C-11** 会場内では多数の食品等事業の営業が見込まれ、様々な業態によって食品等を提供することが想定されることから、食品等事業者及び開催者は行政機関が行う監視・指導に協力すること。
- C-12** 開催者は、食品等が衛生的に取り扱われるよう、食品等事業者に対して食品衛生関係法令等の規定を遵守し、適正に営業するよう求める。
- C-13** 食品等事業者は、開催者が設置する連絡会議に参加し、自主的な食品衛生管理を徹底すること。
- G-01** C-13の連絡会議には、日本語を理解できる者が参加することが望ましい（連絡会議の運営詳細は別途開催者より通知する）。

2-2. 行政機関との連携

- C-14** 食品の調理、製造又は販売など、下記の表2-1に「営業許可業種」として示す事業を行う食品等事業者は、食品衛生法に基づき、大阪市保健所に対し許可申請を行い、許可を受ける必要がある（同法第55条）。手続きの詳細については、今後、ガイドラインの追補で別途説明する。
- C-15** 下記の表2-1に「営業届出業種」として示す事業を行う食品等事業者は、食品衛生法に基づき、大阪市保健所へ届出を行う必要がある（同法第57条）。手続きの詳細については、今後、ガイドラインの追補で別途説明する。

- C-16** 「営業許可業種」及び「営業届出業種」に該当する食品等事業者は、食品衛生法施行規則に基づき、下記の表 2-1 に示すとおり食品衛生責任者を配置しなければならない（同規則第 66 条の 2 第 1 項別表第 17）。
- ※食品衛生責任者を養成するための講習会は、大阪府では公益社団法人大阪食品衛生協会が実施している。
- C-17** C-14 の営業許可を受けるためには、店舗の施設設備が大阪府食品衛生法施行条例第 3 条第 1 項の規定により定められた施設基準（同条例別表第 1）に適合する必要がある。
- G-02** C-14 の営業許可申請手続きにあたっては、店舗の工事を開始する前の段階で、店舗の設計図面等を持参のうえ、店舗の施設設備の施設基準への適合について大阪市保健所に相談することが望ましい。
- C-18** 食品等事業者（輸入業務を行う者が別にいる場合は当該事業者）は、販売（不特定又は多数の者に対する販売以外の授与を含む。）又は営業上使用する食品、添加物、器具、容器包装及び乳幼児用おもちゃを輸入する場合、その安全性確保の観点から食品衛生法第 27 条に基づき、通関する場所を担当区域とする検疫所への輸入届出の義務が課せられているため、届出を行ったうえで輸入通関の手続きを行うこと（参照：通関手続に関するガイドライン、貨物の取扱いに関するガイドライン）。
- C-19** 食品衛生関係法令等に規定される大阪市保健所等の関係行政機関に対する各種の申請、届出等の手続きについては日本語により行う必要がある。
- C-20** 開催期間中においても、食品等事業者及び開催者は、会場内に設置された会場衛生監視センター等の行政機関が行う食品衛生に関する業務に協力し、必要な助言・指導を受けるものとする。

表 2-1 (C-14~17)

	営業種別		
	営業許可業種	営業届出業種	営業届出対象外業種
業種	食品衛生法施行令第 35 条に規定される 32 業種 1 飲食店営業（食品を調理し、又は設備を設けて客に飲食させる営業） 2 調理の機能を有する自動販売機により食品を調理し、調理された食品を販売する営業（高度な機能を有し、屋内設置等一定の要件を満たす場合は除く） 3 食肉販売業（容器包装に入れられた状態で仕入れ、そのままの状態の販売する営業を除く） 4 魚介類販売業（容器包装に入れられた状態で仕入れ、そのままの状態の販売する営業を除く） 5 魚介類競り売り営業 6 集乳業 7 乳処理業 8 特別牛乳搾取処理業 9 食肉処理業 10 食品の放射線照射業 11 菓子製造業 12 アイスcream類製造業 13 乳製品製造業 14 清涼飲料水製造業 15 食肉製品製造業 16 水産製品製造業 17 氷雪製造業 18 液卵製造業 19 食用油脂製造 20 みそ又はしょうゆ製造業 21 酒類製造業 22 豆腐製造業 23 納豆製造業 24 麺類製造業 25 そうざい製造業 26 複合型そうざい製造業 27 冷凍食品製造業 28 複合型冷凍食品製造業 29 漬物製造業 30 密封包装食品製造業 31 食品の小分け業 32 添加物製造業	要許可業種と届出対象外業種以外の業種（以下は例示） ◆食品の製造・加工業（許可を要するものを除く） ◆コップ式自動販売機（高度な機能を有し、屋内に設置されたもの） ◆水の量り売りを行う自動販売機 ◆乳類販売業 ◆食肉販売業（包装品のみの取扱い） ◆魚介類販売業（包装品のみの取扱い） ◆野菜果物販売業 ◆弁当などの食品販売業	◆食品又は添加物の輸入業 ◆食品又は添加物の貯蔵又は運搬のみをする営業（ただし、食品の冷凍又は冷蔵業（倉庫業）は除く） ◆常温で長期間保存しても腐敗、変敗その他品質の劣化による食品衛生上の危害の発生のおそれがない包装食品の販売業 ◆合成樹脂以外の器具・容器包装の製造業 ◆器具・容器包装の輸入又は販売業
施設基準	大阪府食品衛生法施行条例第 3 条第 1 項 ※営業許可業種ごとに必要な施設基準あり ※施設工事を始める前に設計図面等を用意し、施設の構造及び設備が基準に合っているかどうかを事前相談することが望ましい	—	—
営業前の対応	営業許可申請書類の提出 【主な申請内容】 申請者の情報、施設の所在地、営業の種類・形態・主として取り扱う食品等の情報、食品衛生責任者の情報、施設の構造及び設備を示す図面 など	営業届出書の提出 【主な届出内容】 届出者の情報、施設の所在地、営業の種類・形態・主として取り扱う食品等の情報、食品衛生責任者の情報 など	—
手数料	あり	—	—
保健所による営業前調査	あり	—	—

衛生管理 の基準	食品衛生 責任者	施設ごとに1人以上設置が必要 ※食品衛生責任者は次の①～③のいずれかに該当するものでなければならない。 ①食品衛生監視員・食品衛生管理者の資格要件を満たす者（医師、歯科医師、薬剤師、獣医師あるいは医学、歯学、薬学、獣医学、畜産学、水産学又は農芸化学の課程を修めて卒業した者など） ②調理師、製菓衛生師、栄養士、船舶料理士、食鳥処理衛生管理者、と畜場法に規定する衛生管理責任者若しくは作業衛生責任者 ③都道府県知事等が行う講習会又は都道府県知事等が適正と認める講習会を受講した者	—
	HACCP に 沿った衛生 管理	①「一般的な衛生管理」及び「HACCP に沿った衛生管理」に関する基準に基づき衛生管理計画を作成し、従業員に周知徹底を図る。 ②必要に応じて、清掃・洗浄・消毒や食品の取扱い等について具体的な方法を定めた手順書を作成する。 ③衛生管理の実施状況を記録し、保存する。 ④衛生管理計画及び手順書の効果を定期的に（及び工程に変更が生じた際等に）検証し（振り返り）、必要に応じて内容を見直す。 ※小規模な営業者等においては「HACCP の考え方を取り入れた衛生管理（各業界団体が作成する手引き書を参考に、簡略されたアプローチによる衛生管理）」も可能	食品等事業者として「一般的な衛生管理」を実施しなければならないが、衛生管理計画の作成及び衛生管理の実施状況の記録とその保存については必要に応じて行う。

【補足1】調理行為の定義

- 「調理」とは、その場で客に飲食させるか、又は短期間のうちに消費されることを前提として、飲食に最も適するよう食品を加工成形することをいう。短期間のうちに消費されることの判断基準としては、調理した者から消費者に直接販売されるか、又は食品表示法上、表示義務が免除される対面販売であることなどが挙げられる。
- 容器包装に入れられた既製品（そのまま飲食可能な食品）を開封し、食器などに小分け・盛り付けする行為も、食品衛生法上の営業許可業種や営業届出業種に該当する場合がある。適正な手続きが行われていない場合、営業開始の遅れなどのおそれがあるので、事前に大阪市保健所へ相談して下さい。

【補足2】試飲・試食、食品の無料配布する場合の留意点

- 試飲・試食、食品を無料で提供する場合であっても、反復継続して行われ、社会通念上事業として認識される規模、形態の行為は、食品衛生法上の「営業」にあたり、営業許可業種や営業届出業種に該当する場合がある。適正な手続きが行われていない場合、営業開始の遅れなどのおそれがあるので、事前に大阪市保健所へ相談して下さい。

3. 感染症対策

長期間、日本国内のみならず、海外から数多くの人が来場するという観点から、開催者は、環境及び食品衛生対策に関する関係法令等に従うほか、感染症予防に関する必要な対策を講じる。

- C-21** 参加者は、感染症のまん延の予防のため、その出展、商業活動その他の活動に従事する者に対する感染予防に関する包括的な対策を講じるとともに、その健康管理を行うこと。
- C-22** 開催者は、行政機関と連携して会場内における感染症の発生を監視するとともに、感染症のまん延が懸念される場合には、参加者に対して、必要な対策を講じるよう要請することができる。なお、参加者は、その要請に従わなければならない。
- C-23** 参加者及び開催者は、感染症によると考えられる事案が発生した際には、行政機関による積極的疫学調査等の対応に主体的に協力する等、感染症関係法令等を遵守しなければならない。

お問合せ

この実施要領の内容に関するお問い合わせや、手続きに関してご不明な点等については、公式参加者は、公式参加者ポータルの Queries 機能をご活用頂いて開催者にお送りください。公式参加者ポータルのご利用について支障のある場合は、participant@expo2025.or.jp にメールにてコンタクト下さい。



公益社団法人 2025 年日本国際博覧会協会

2025 年日本国際博覧会（大阪・関西万博）のために使用される展示物品等の
税関における取扱いについて

財務省関税局発行

（2022 年 6 月 29 日付、財関第 499 号）

2025 年日本国際博覧会（大阪・関西万博）のために使用される展示物品等の税関における取扱いについて

【目次】

第1章 一般的事項（1～2）

第2章 関税、内国消費税及び地方消費税の取扱い（3～24）

A 展示等の承認（4～8）

B 関税、内国消費税及び地方消費税の免除（9～14）

C 展示等の承認がなされる物品の説明（15～24）

第3章 会場での展示等（25～33）

第4章 会場への運送（34～36）

第5章 展示等の承認の完結の手続（37～45）

A 積戻し（37～40）

B 輸入申告（41）

C 税関の監督下での廃棄（42）

D 関税、内国消費税及び地方消費税の計算（43）

E 国又は地方公共団体への寄贈（44）

F 保税蔵置場、保税工場等他の保税地域への転送（45）

第6章 輸入品に適用される輸入規制（46～67）

第1章 一般的事項

1 全体の構想

国際博覧会の会場は、これまで関税目的上特別の保税地域としており、今回の博覧会においても同様の位置づけとなる場合、博覧会のために使用される建設用機械・器具、建設資材、展示品、展示用具その他の物品で、参加者が外国から博覧会の会場内に持ち込む物品（以下「展示物品等」という。）は、他の法令の規定により会場に入れることができないものを除き、すべて税関長に申告し、承認を受けることによって、関税、内国消費税（消費税、酒税、たばこ税、揮発油税、地方揮発油税、石油ガス税及び石油石炭税をいう。以下同じ。）及び地方消費税を課されることなく会場に持ち込むことができる。これらの展示物品等は、税関の一般的な監督の下に、会場で展示、蔵置、使用等（以下「展示等」という。）をすることができ、また、特別の必要がある場合には、税関の許可を受けて、会場外で使用することもできる。ただし、会場で販売又は消費される展示物品等（有償で観覧又は使用に供される物品を含む。）の特定の物品については、これらの用に供される前にそれぞれ輸入（納税）申告（以下「輸入申告」という。）を行い、関税、内国消費税及び地方消費税を納付し（又はこれらの免除を受け）、輸入許可を受けなければならない。また、物品の一時輸入のための通関手帳に関する通関条約（ATA条約）（以下「ATA条約」という。）の適用を受け、ATAカルネを使用して輸入するものについては、当該カルネによって輸入することができる。

なお、経済上又は衛生上等の理由から日本国の法令により輸入が規制されている物品については、この規定で定められているところにより、会場に搬入する前又は搬入した後、許認可等を受けなければならない。

本通達における展示物品等の取扱いは、国際博覧会に関する条約の適用を受け、博覧会の会場が保税地域とされた場合の取扱いについて定めるものとする。また、現時点における取扱いについて定めるものであり、今後の変更を予断するものではない。

2 用語の意義

この規程中

「博覧会」とは、2025年に大阪府で開催される2025年日本国際博覧会をいう。

「協会」とは、博覧会の準備及び開催並びにその運営に当たる公益社団法人2025年日本国際博覧会協会をいう。

「参加国」とは、博覧会に参加する国及び国際機関をいう。

「参加者」とは、参加国並びに博覧会に参加する企業、グループ及び個人で、

協会又は参加国の陳列区域政府代表によって参加の許可又は承認を受けたものをいう。

「会場」とは、博覧会の開催される場所で、保税地域（保税展示場）として大阪税関長の許可を受けたものをいう。

「陳列区域政府代表」とは、国際博覧会に関する条約第 13 条に基づき各公式参加国が任命する代表をいう。

「積戻し」とは、輸入が許可される前の展示物品等を、外国に向けて送り出すことをいう。

第 2 章 関税、内国消費税及び地方消費税の取扱い

3 関係法規

2025 年日本国際博覧会において展示等される物品に関する関税、内国消費税及び地方消費税の取扱いは、次に掲げる条約及び法令を根拠とする。

- (1) 1928 年 11 月 22 日にパリで署名され、1948 年 5 月 10 日、1966 年 11 月 16 日及び 1972 年 11 月 30 日の議定書並びに 1982 年 6 月 24 日の改正及び 1988 年 5 月 31 日の改正によって改正され、及び補足された国際博覧会に関する条約並びに 2025 年日本国際博覧会に関する特権及び免除に関する日本国政府と博覧会国際事務局との間の協定
- (2) 関税法、関税定率法その他関税に関する法令
- (3) 消費税法その他内国消費税に関する法令
- (4) 地方税法及び地方税法施行令

A 展示等の承認

4 展示等の承認が認められる物品

博覧会において展示等の行為に供されることが想定される次に掲げる物品は、参加者又はその代理人により税関長に申告し、展示等の承認を受けることによって、関税、内国消費税及び地方消費税を課されることなく会場に入れることができる。ただし、運送承認により搬入された物品は搬入後展示等承認を得る必要があり、後記第 6 章に記載する規制に服することを留意しなければならない。

なお、この場合において、税関が必要と認めるときは、当該物品について税関の検査が行われる。

- (1) 建物その他の施設の建設、維持、撤去その他博覧会の運営のために使用される機械、器具及び装置（運搬用機器を含む。）
- (2) 建物その他の施設の建設又は維持のために必要な資材
- (3) 家具、調度品、装飾用品及び展示物品又は販売品に係る陳列用具

- (4) 展示物品及びその保持のための物品
- (5) 宣伝用品
- (6) 展示された機械、装置その他の物品の性能を実演して示すために使用される物品
- (7) 文化、芸術又はスポーツに関する催し物のために使用される物品
- (8) 参加国の陳列区域政府代表に割り当てられる事務所用の家具、調度品、装飾用品及び事務用品
- (9) 販売又は消費の不確かな物品及び販売、消費又は有償で観覧若しくは使用に供される物品で、会場に入れられた後、輸入申告をするもの
- (10) 後記 9 及び 10 に掲げる免税該当物品で、会場に入れた後その免税手続きを行うもの
- (11) 以上に掲げるもののほか、博覧会の施設の建設、維持若しくは撤去又は博覧会の運営のために必要な物品

5 展示等の承認の手続き

上記 4 に掲げる物品について展示等の承認手続をしようとするものは、後記 25 に規定する、通常使用される様式「展示等申告書（運送申告書）」（税関様式 C 第 3340 号）（以下「展示等申告書」という。）を税関に提出しなければならない。

6 展示等の承認の効果

上記 4 に規定する展示等の承認を受けた物品は、輸入申告することなく、会場で展示等を行うことができ、また、税関の許可を受けて会場外の場所で行うことができる。ただし、次に掲げる物品については、その用に供する前に輸入申告を行い、関税、内国消費税及び地方消費税を納付し又はこれらの免税を受け、輸入の許可を受けなければならない。

- (1) 販売品及び消費物品
- (2) 有償で観覧又は使用に供される物品（例えば、映画フィルム、娯楽用具等）
- (3) 以上に掲げるもののほか、後記 9 又は 10 の免税の対象となる物品

なお、建物その他の施設の建設若しくは維持に必要な材料又は展示物品その他の物品（上記(1)又は(2)に該当する物品を除く。）の維持に必要な材料のうち、セメント、釘、ボルト、接着剤、塗料、パテ、ニス、ワックス等は、上記の消費物品のうちに含まれず、展示等の承認を受けていれば使用することができる。

7 展示等の承認を受けた特定の物品についての制限

展示等の承認を受けた物品のうち、販売品、消費物品若しくは原材料等とし

て使用される物品又は販売、使用、消費の見込みがある物品について、貨物の使用責任者は、税関によってその蔵置場所が制限され、性質又は形状に変更が加えられる物品については使用状況の報告を求められることがあり、また、販売品については、担保の提供を求められることがある。

8 展示等の承認を受けた物品の事後措置

展示等の承認を受けた物品（展示等の承認を受けた後、輸入申告を行い輸入許可されたものを除く。）については、博覧会会場の保税展示場許可期間満了までに、次に掲げるいずれかの措置をとらなければならない。当該期間内にこれらの措置がとられないときは、協会が税関から指定された期間内に所要の措置をとることとなり、その措置がなされなければ、直ちにその物品に対する関税、内国消費税及び地方消費税が徴収され、又は当該物品が日本国の法令の規定により輸入を認められないものであるときは、その物品は、税関によって収容される。

- (1) 日本国からの積戻し
- (2) 日本国内で消費し、又は使用するため、関税、内国消費税及び地方消費税の納付を伴う輸入申告（免税規定に適合する場合には、関税、内国消費税及び地方消費税は免除）
- (3) 日本国又は地方公共団体に無償譲渡するための輸入申告
- (4) 日本国内の保税蔵置場、保税工場等他の保税地域への転送

なお、参加者は、税関の監督の下に自己の費用により当該物品を廃棄することができるが、この場合に生じることのある廃品又は屑は、輸入申告をして会場外へ引き取るものとし、その廃品又は屑が課税物品であるときには、その関税、内国消費税及び地方消費税を支払わなければならない。

B 関税、内国消費税及び地方消費税の免除

9 無条件免税

参加国が発行した公式のカタログ、パンフレット、ポスターその他これらに類するもので、参加者又はその代理人によって、展示等の承認を受けて会場に入れられた後、又は会場内に入れられる前に、輸入申告がされるものは、関税、内国消費税及び地方消費税が免除される。

10 特定用途免税

次に掲げる物品で、参加者又はその代理人によって、その物品が展示等の承認を受けて会場に入れられた後、又は会場内に入れられる前に輸入申告がされ、下記の物品がそれぞれの用途のみに使用されるものは、関税、内国消費税及び

地方消費税が免除される。

- (1) 参加者が会場において観覧者に無償で提供するカタログ、パンフレット、ポスター、絵葉書等。ただし、その種類、数量等から見て相当と認められるものに限る。
- (2) 参加者が会場において観覧者に無償で提供する記念品（例：バッジ、メダル等）及び展示物品の見本品。ただし、その種類、数量等から見て相当と認められるものに限る。
- (3) 博覧会の施設の建設、維持若しくは撤去又はその運営のために博覧会の会場において消費される物品（会場に展示される機器の実演の際に消費、損壊される物品、陳列用施設の建設、装備又は装飾のために消費されるペイント、ワニス、壁紙等。）

11 免税の手続き

上記 9 又は 10 の規定による関税、内国消費税及び地方消費税の免除を受けようとするものは、後記 32 に規定する輸入申告書による手続きをしなければならない。

12 免税物品についての制限

上記 10 の規定による関税、内国消費税及び地方消費税の免除を受けた物品は、それぞれの免除を受けた用途以外の用途に使用してはならない。

13 免税物品の事後措置

上記 10 の規定による関税、内国消費税及び地方消費税の免除を受けた物品については、博覧会会場の保税展示場許可期間満了までに、次に掲げるいずれかの措置がとられなければならない。これらの措置がとられないときは、日本国法令の定めるところにより、その免除を受けた関税、内国消費税及び地方消費税が徴収される。

- (1) 日本国からの再輸出
- (2) 税関に届け出て、関税、内国消費税及び地方消費税の納付を伴う他用途への転用を行うこと（当該物品が輸入されたものであって、転用される用途につき免税規定の適用があるときには、関税、内国消費税及び地方消費税は免除）
- (3) 日本国又は地方公共団体への無償譲渡（無償譲渡の目的等を勘案すること。）

なお、参加者は、税関の監督の下に自己の費用により当該物品を廃棄することができるが、この場合に生じることのある廃品又は屑は、会場外へ引き取る

ものとし、また、廃棄後の物品の性状によっては、関税、内国消費税及び地方消費税を支払わなければならないことがある。

14 その他の免税等

以上の展示等の承認及び免税の取扱いのほか、国内法の一般的な規定による関税、内国消費税及び地方消費税の軽減又は免除の規定があり、上記の承認及び免税の取扱いは、これらの一般的な免税規定の適用を妨げるものではない。

一般的な免税規定のうち博覧会関係者の参考となると思われるものは、次のとおりである。

- (1) 次に掲げる物品は、輸入後なんらの条件も付されずに関税、内国消費税及び地方消費税（これらのうち(f)については、内国消費税が免除されない場合がある。）が免除される。
 - (a) 天皇及び内廷にある皇族の用に供される物品
 - (b) 日本国に来遊する外国の元首若しくはその家族又はこれらの者の随員に属する物品
 - (c) 外国若しくはその地方公共団体、国際機関又は財務大臣が指定する団体若しくは基金その他これらに準ずるものから日本国に居住する者に贈与される勲章、賞はいその他これらに準ずる表彰品及び記章
 - (d) 国際連合又はその専門機関から寄贈された教育用又は宣伝用の物品及びこれらの機関によって製作された教育的、科学的又は文化的なフィルム、スライド、録音物その他これらに類する物品
 - (e) 記録文書その他の書類
 - (f) 注文の取り集めのための見本。ただし、見本用にのみ適すると認められるもの又は著しく価額の低いものに限る。
 - (g) 引越し以外の目的で日本国に一時入国する者がその入国の際に携帯して輸入し、又は所定の手続きに従って別送して輸入する物品（自動車、船舶及び航空機を除く。）のうち個人的な使用に供するもの及び職業上必要な器具でその入国の理由、滞在の期間、職業等を勘案して税関で適当と認められるもの
 - (h) 身体障害者用に特に製作された器具その他これに類する物品で、政令で定めるもの
- (2) 次に掲げる物品は、輸入後その免税を受けた用途に引き続き使用することを条件として、関税、内国消費税及び地方消費税（これらのうち(e)及び(f)については、関税のみ）が免除される。
 - (a) 国若しくは地方公共団体が経営する学校、博物館、物品陳列所、研究所、試験所その他これらに類する施設又はこれらの団体以外のものが経営す

るこれらの施設のうち政令で定めるものに陳列する標本若しくは参考品又はこれらの施設において使用する学術研究用品（新規の発明に係るもの又は日本国において製作することが困難と認められるものに限る。）若しくは教育用のフィルム（撮影済みのものに限る。）、スライド、レコード、テープ（録音済みのものに限る。）その他これらに類する物品

- (b) 学術研究又は教育のため(a)に掲げる施設に寄贈された物品
 - (c) 慈善又は救済のため(a)に掲げる施設に寄贈された給与品及び救護施設又は養老施設その他の社会福祉事業を行う施設に寄贈された給与品以外の物品で、これらの施設において直接社会福祉の用に供するものと認められるもの
 - (d) 国際親善のため、国又は地方公共団体にその用に供するものとして寄贈される物品
 - (e) 儀式又は礼拝の用に直接供するため宗教団体に寄贈された物品で財務省令で定めるもの
 - (f) 赤十字国際機関又は外国赤十字社から日本赤十字社に寄贈された機械及び器具で、日本赤十字社が直接医療用に使用するものと認められるもの
- (3) 次に掲げる物品は、輸入の許可の日から1年（やむをえない理由がある場合には、期間の延長が認められる。）以内に再輸出することを条件として、一時免税輸入が認められる。

なお、この場合には、担保の提供を求められることがある。

- (a) 加工される貨物又は加工材料となる貨物で、政令で定めるもの（報道関係者等が大量に輸入する生フィルム等は、これらに該当する。）
- (b) 輸入貨物の容器で政令で定めるもの
- (c) 輸出貨物の容器として使用される貨物で政令で定めるもの
- (d) 学術研究用品
- (e) 試験品
- (f) 貨物を輸出し、又は輸入する者がその輸出又は輸入に係る貨物の性能を試験し、又は当該貨物の品質を検査するため使用する機器
- (g) 注文の取集め若しくは製作のための見本又はこれに代わる用途のみを有する写真、フィルム、模型その他これらに類するもの
- (h) 国際的な運動競技会、国際会議その他これらに類するものにおいて使用される物品
- (i) 日本国に入国する巡回興行者の興行用物品並びに日本国に入国する映画制作者の映画撮影用の機械及び器具
- (j) 博覧会、展覧会、共進会、品評会その他これらに類するものに出品するための物品
- (k) 引越し以外の目的で日本国に一時入国する者がその個人的な使用に供

するため、その入国の際に携帯して輸入し、又は所定の手続きに従って別送して輸入する自動車、船舶、航空機その他当該入国者の日本国における滞在の期間等を勘案して税関が適当と認める物品

- (l) 商品の見本及び広告資料の輸入を容易にするための国際条約第3条（見本の一時的免税輸入）の規定に該当して輸入される見本及び同条約第5条（広告用フィルムの一時的免税輸入）の規定に該当して輸入される広告用フィルム
- (m) 観光旅行のための通関上の便宜供与に関する条約に追加された観光旅行宣伝用の資料の輸入に関する議定書第3条（観光旅行宣伝用の資料の一時的免税輸入）の規定に該当して輸入される観光旅行宣伝用の資料
- (n) 展覧会、見本市、会議その他これらに類する催しにおいて展示され又は使用される物品の輸入に対する便益に関する通関条約第2条（展示物品等の一時輸入）の規定に該当して輸入される物品
- (o) 職業用具の一時輸入に関する通関条約第2条（職業用具の一時輸入）の規定に該当して輸入される職業用具

以上の一般的な免税規定は、上記4の規定による展示等の承認がなされた物品を会場外で使用又は消費するため、輸入申告を行う場合にも、その適用が認められ、上記10の規定により関税、内国消費税及び地方消費税の免除を受けた物品を他の用途に転用する場合にも、その適用を認めることができる。

C 展示等の承認がなされる物品の説明

15 建設用機械、器具及び装置

上記4の(1)に掲げる機械、器具及び装置は、展示等の承認の際に組み立てられたものであることを必要としない。

16 建設その他の施設の建設又は維持のために必要な資材

上記4の(2)に掲げる建設又は維持のための資材は、会場への搬入の際、未加工又は完成品のいずれの形であるかを問わない。

また、上記4の(2)に掲げる建物その他の施設には、参加者の会場内での事務所、倉庫等の建物その他の施設を含む。

なお、建設又は維持のため必要な資材には、例えば、セメント、釘、ボルト、接着剤、塗料、パテ、ニス、ワックス等も含む。

17 家具、調度品、装飾用品及び展示物品又は販売品に係る陳列用具

上記4の(3)に掲げる家具、調度品、装飾用品及び展示物品又は販売品に係る陳列用具には、敷物、日よけ布、生け花等を含む。

18 展示物品及びその保持のための物品

会場に搬入された展示物品については、なんらの手続きを要しないで、その据付け、手入れ、補修、調整その他の行為をすることができる。

19 宣伝用品

上記4の(5)に掲げる宣伝用品には、参加国の国情、製品等の紹介又は宣伝のための映画フィルム、スライド、録音テープ、映写機等も含むものとし、有償で直接に観覧又は使用に供される物品は除く。

なお、この場合において、博覧会の入場料は有償に含めないものとし、直接に観覧又は使用に供される物品とは、例えば、映画フィルム、娯楽用具等をいう。(後記21において同じ。)

20 展示された機械、装置その他の物品の性能を実演して示すために使用される物品

上記4の(6)に掲げる展示物品の実演用品には、それらの機械等を動かすための燃料油、潤滑油、切削油その他の消費物品を除く。

また、使用される物品から生じた製品を販売し、又は会場外に引き取ろうとするときは、輸入申告をして、関税、内国消費税及び地方消費税を納付しなければならない。

21 文化、芸術又はスポーツに関する催し物のために使用される物品

これらの物品のうち、有償で直接に観覧又は使用に供される物品は除く。

22 事務所用の家具、調度品、装飾品及び事務用品

上記4の(8)に掲げる事務用品には、タイプライター、録音機、複写機等を含む。

23 販売又は消費の不確かな物品

これらの物品が販売又は消費されることとなった場合には、直ちに輸入手続きが必要となる。

24 公式レセプション用の物品

公式レセプションの際に消費する目的で輸入される物品については、輸入申告をして、関税、内国消費税及び地方消費税を納付しなければならない。

ただし、当該レセプションがその国の在日本大使館、公使館等(その他大使

館等に準ずるものとして税関が認めた陳列区域政府代表を含む。以下、この項において同じ。）の主催の下に行われる場合には、その大使館、公使館等の輸入するものについては、相当と認められる範囲において、外交公館の公用品に対する免税規定により関税、内国消費税及び地方消費税の免税が認められる。

第3章 会場での展示等

25 展示等の手続きに使用される書類

博覧会で展示等の承認を求める場合には、通常使用される展示等申告書が使用される。

また、第2章、第4章及び第5章に規定する輸入申告をする場合には、通常使用される様式の「輸入申告書」（税関様式C第5020号他）が使用される。

なお、ATA条約に規定する「ATAカルネ」を使用して輸入する場合には、当該「ATAカルネ」が輸入申告書となる。

26 展示等申告書

展示等の承認の対象とされる物品が日本のいずれかの港（空港を含む。以下この章において同じ。）に到着したときは、参加者又はその代理人はその港を管轄する税関に、運送に係る項目を記載した「展示等申告書」3通（税関用、協会用及び申告者用）を提出することで、会場までの保税運送の承認も併せて申請することができる。

これらの承認をしたときは、税関は承認書の写し2通（到着証明用及び税関用）を作成し、申請者に承認書の写し（到着証明用）を交付する。

また、運送承認を受けた物品が会場に到着したときは、申請者は、税関に直ちに展示等申告書（協会用、申告者用及び承認書の写し（到着証明用））を提出しなければならない。

（注1）保税運送の承認にあたっては、必要に応じて担保の提供を求められることがある。

（注2）税関が指定した運送期間内に物品が運送先に到着しなかった場合には、それがやむをえない事故によると認められる場合を除いて、運送承認を受けた者から関税、内国消費税及び地方消費税が徴収される。

27 添付書類

上記の展示等申告に際し、内容物の価格（C I F 価格）の明細及び上記4に掲げる物品の区分を記載した仕入書及び梱包内容の明細を記載した包装明細書をそれぞれ2通（税関用及び協会用）提出しなければならない。また、当該物品を会場に入れることにつき下記第6章の法令の規定により行政機関の許

可、承認等が必要とされている場合には、それらの許可、承認を受けていることを税関に証明しなければならない。

なお、通関手続を円滑かつ迅速に済ませるためには、仕入書及び包装明細書の記載が正確であり、かつ、明瞭であることが大切である。

28 展示等申告書の承認

展示等申告書が税関に提出されたときには、受理番号が入れられ、展示等が承認されたときは、当該申告書（申告者用）に承認印が押なつされ、承認書として申告者に交付される。

29 使用状況報告書

上記 7 により使用状況の報告を求められた物品については、税関によって指定された期間ごとに「販売物品等使用状況報告書」（税関様式 C 第 3370 号）3 通（税関用、協会用及び報告者用）を税関に提出しなければならない。

30 会場外使用許可申請書

上記 4 による展示等の承認がなされた物品を加工、組立て、修繕その他の理由により会場外の場所で使用しようとするときは、あらかじめその使用の目的、期間及び場所等を記載した「保税展示場・総合保税地域外使用許可申請書」（税関様式 C 第 3390 号）3 通（税関用、協会用及び申請者用）を税関に提出し、その許可を受けなければならない。

許可を受けないで会場外に持ち出した場合又は許可を受けた期間を経過してもなお会場外におかれている場合には、関税、内国消費税及び地方消費税が徴収される。

31 輸入申告書

第 2 章、第 4 章及び第 5 章に定められている輸入申告をする場合には、輸入申告書（税関様式 C 第 5020 号）を、A T A 条約に規定する「A T A カルネ」を使用して輸入する場合には、当該「A T A カルネ」を税関に提出しなければならない。輸入申告をする物品が展示等の承認を受けたものであるときは、輸入申告書又は「A T A カルネ」に展示等申告書（申告者用）を添付して行う。

なお、当該物品を輸入することにつき下記第 6 章の法令の規定により行政機関の許可、承認等が必要とされている場合には、それらの許可、承認等を受けていることを税関に証明しなければならない。

32 会場への物品の搬入時期

- (1) 建物その他の施設の建設又は維持のために必要な建設資材その他の施設の建設に必要な機械、器具、装置その他の物品は、日本への到着後直ちに展示等申告書による手続をして会場に持ち込むことができる。
- (2) 次の物品その他これらに類する物品は、建物その他の施設が建設され、又は使用できる状態になった後、展示等申告書による手続をして会場に持ち込むことができる。
 - (a) 家具、調度品及び装飾用品
 - (b) 参加国代表に割り当てられる事務所用の家具、調度品、装飾用品及び事務用品
- (3) 上記に掲げる物品以外の物品は、博覧会の運営上、保税展示場許可期間の開始日以降に展示等申告書による手続をして会場に持ち込むことができる。従って、同日以前に日本国に到着したこれらの物品は、港頭地区の保税地域に蔵置しなければならない。

33 会場に入れる前の加工等

日本国に到着した物品を会場に入れる前に加工し、又はこれを原料として製造を行う場合には、国内法令に基づく通常の手続によって、指定保税地域若しくは保税蔵置場（これらの保税地域においては、簡単な加工が認められる。）又は保税工場若しくは総合保税地域（これらの保税地域においては、加工、製造が認められる。）において作業をしなければならない。

これらの作業の終わった物品を会場に入れる場合には、展示等申告書によって入れることができる。

第4章 会場への運送

34 海路又は空路により到着した物品

日本国のいずれかの海港又は空港において陸揚げ又は取卸しされた物品は、原則として通関手続のための保税地域（指定保税地域、保税蔵置場又は総合保税地域）に入れられる。ただし、その物品が巨大重量物である場合等には、税関の許可を得て保税地域以外の場所に置くことができる。

これらの場所に物品を置くことができる期間は、原則として指定保税地域は1月、保税蔵置場及び総合保税地域は3月（保税地域以外の場所の場合は、税関によって指定された期間）とされているので、この期間内に、当該保税地域を管轄する税関に次のいずれかの手続をして、物品の発送をしなければならない。

- (1) 保税運送手続（会場への運送の場合には、原則として展示等申告書又は外国貨物運送申告書を提出することにより、保税運送を求めることができる。）

- (2) 輸入申告書による輸入手続
- (3) 保税蔵置場への蔵入れ、保税工場への移し入れ又は総合保税地域への総保入りの手続

35 郵便により到着した物品

郵便により輸入される博覧会向けの物品（関税法第 76 条第 1 項に規定する郵便物を除く。）は、当該物品について税関手続を担当する税関官署（郵便局に設置されている税関官署）において、展示等申告書により直接会場に入れる手続又は上記 34 の(1)若しくは(2)の手続をすることが必要である。

36 会場到着時等における税関検査

- (1) 会場に到着した物品について展示等申告書の提出がされたときは、必要に応じて税関の検査が行われる。
- (2) 展示等申告書により会場に入れられた物品のうち内容、数量等の点検を要するものについては、事後所要の税関の検査が行われることがある。
- (3) 展示等の承認がなされた物品を加工、組立て、修繕その他の理由により会場外に持ち出す場合には、上記 30 の手続をしてその許可を受けなければならないが、この場合には、必要に応じ、税関の検査が行われる。

第 5 章 展示等の承認の完結の手続

A 積戻し

37 積戻し

展示等の承認を受けた物品について上記 8 の(1)の積戻しをしようとするときは、「展示等承認貨物積戻し申告書」（税関様式 C 第 3410 号）（以下「積戻し申告書」という。）を税関に提出しなければならない。

なお、A T A 条約に規定する「A T A カルネ」を使用して輸入した物品を輸出しようとするときは、当該「A T A カルネ」が再輸出申告書になる。

38 積戻し申告書

積戻し申告書は、次のとおり、4 通提出しなければならない。すなわち、税関用、協会用、申告者用及び積込港への到着証明書用である。その申告は、通関手続の円滑かつ迅速を期するため、できるだけ展示等申告書に対応して行われることが望ましい。

この申告に対しては、必要に応じ、税関の検査が行われ、積戻しが許可されたときは、許可書（申告者用）が他の 1 通の申告書（積込港への到着証明書用）と共に交付される。この申告書は、当該物品の積込港（空港を含む。以下この

項において同じ。)までの保税運送の承認申請書をも兼ねるものである。

運送によって物品が積込港に到着したときは、当該港に所在する税関に許可書(申告者用)及び他の1通の申告書(積込港への到着証明用)を提出し、これによって船舶又は航空機への積込みが認められる。

これによって、当該物品にかかる展示等の承認は、原則として完結する。

なお、保税運送の際の担保及び運送物品が積込港に到着しなかった場合の取扱いは、上記26の場合と同様である。

39 添付書

上記38の規定による積戻し申告書の提出に際しては、積戻し物品の内容の明細を記載した包装明細書2通(税関用及び協会用)を併せて提出しなければならない。

40 郵便による積戻し

展示等の承認を受けた物品についての上記8の(1)の積戻しは、郵便によってもすることができるが、この場合には、国内法で定めるところにより、通常の外郵便の方法によって発送される。

B 輸入申告

41 展示等の承認を受けた物品について上記8の(2)の輸入申告をする場合には、税関に輸入申告書を提出しなければならない。

C 税関の監督下での廃棄

42 展示等の承認を受けた物品について上記8のなお書の税関の監督の下で廃棄をする場合には、税関に「外国貨物廃棄届」(税関様式C第3080号)2通(税関用及び届出者用)を提出して行わなければならない。この場合において、廃棄の結果生じた廃品及び屑を会場外に引き取るときには、輸入申告書を提出しなければならない。

D 関税、内国消費税及び地方消費税の計算

43 (1) 展示等の承認を受けた物品について輸入申告が行われた場合における関税の税額の計算は、原則として、当該物品の展示等の承認がなされたときの性質及び数量に従って計算される。ただし、例えば、次に掲げる物品については、それぞれ次に掲げる時点における性質及び数量に従って行われる。

(a) 販売の目的を持たない展示品(展示等の承認を受けた原材料を使用

して加工又は製造された製品（政令で定めるものを除く。）を除く。）を輸入することとなったときは、輸入申告がされた時

(b) 会場に入れる前に保税工場において税関長の承認を受けて加工又は製造が行われたものについては、その加工又は製造に使用すること等の承認を受けた時

(2) 展示等の承認を受けた物品について輸入申告が行われた場合における内国消費税及び地方消費税の税額の計算の基礎となる物品の性質及び数量は、原則として関税の場合と同様であるが、そのほか、展示等の承認を受けた原材料を使用して会場内で加工若しくは製造された製品又は会場に入れる前に保税工場において加工若しくは製造された製品については、輸入申告の時の性質及び数量が税額計算の基礎となる。

E 国又は地方公共団体への寄贈

44 展示等の承認を受けた物品が上記 8 の(3)により日本国又は地方公共団体に無償で譲渡される場合には、その譲渡を受ける国若しくは地方公共団体又はその代理人は、輸入申告書を税関に提出しなければならない。

F 保税蔵置場、保税工場等他の保税地域への転送

45 展示等の承認を受けた物品を上記 8 の(4)により保税蔵置場、保税工場等他の保税地域に入れるため会場からそれらの場所に転送する場合には、国内法令に基づく通常の手続によって保税運送の承認を受けなければならない。

第 6 章 輸入品に適用される輸入規制

46 関係法規

2025 年日本国際博覧会において展示等される物品の輸入規制は、主に次に掲げる条約及び法令を根拠とする。

- (1) 1928 年 11 月 22 日にパリで署名され、1948 年 5 月 10 日、1966 年 11 月 16 日及び 1972 年 11 月 30 日の議定書並びに 1982 年 6 月 24 日の改正及び 1988 年 5 月 31 日の改正によって改正され、及び補足された国際博覧会に関する条約並びに 2025 年日本国際博覧会に関する特権及び免除に関する日本国政府と博覧会国際事務局との間の協定
- (2) 絶滅のおそれのある野生動植物の種の国際取引に関する条約
- (3) 外国為替及び外国貿易法（輸入貿易）
- (4) 主要食糧の需給及び価格の安定に関する法律（米麦等の輸入）
- (5) 砂糖及びでん粉の価格調整等に関する法律（砂糖等の輸入）
- (6) 畜産経営の安定に関する法律（乳製品等の輸入）

- (7) アルコール事業法（アルコールの輸入）
- (8) 食品衛生法（食品の輸入）
- (9) 医薬品、医療機器等の品質、有効性及び安全性の確保等に関する法律（医薬品、化粧品等の輸入）
- (10) 麻薬及び向精神薬取締法、大麻取締法、あへん法、覚醒剤取締法（麻薬等の輸入）
- (11) 家畜伝染病予防法、狂犬病予防法、鳥獣の保護及び管理並びに狩猟の適正化に関する法律、感染症の予防及び感染症の患者に対する医療に関する法律、水産資源保護法、特定外来生物による生態系等に係る被害の防止に関する法律、特定水産動植物等の国内流通の適正化等に関する法律、植物防疫法（動植物の輸入）
- (12) 毒物及び劇物取締法、高压ガス保安法、火薬類取締法、銃砲刀剣類所持等取締法（危険物の輸入）
- (13) 肥料の品質の確保等に関する法律（肥料の輸入）
- (14) 農薬取締法（農薬の輸入）
- (15) 労働安全衛生法（労働者の安全）
- (16) 印紙等模造取締法、郵便切手類模造等取締法（印紙及び郵便切手の輸入）
- (17) 化学物質の審査及び製造等の規制に関する法律（化学物質の輸入）
- (18) 石油の備蓄の確保等に関する法律（石油類の輸入）
- (19) 関税法、関税定率法その他関税に関する法令（関税及び税関手続き）

47 輸入規制についての問合せ

輸入品に適用される主な輸入規制は、上記 46 に記載のとおりであるが、詳細についての照会先は、税関又は法律を所管する関係行政機関である。

48 輸入承認等を要する物品（輸入貿易管理令／所管：経済産業省）

次に掲げる物品で、会場内で販売若しくは消費し又は展示終了後日本国内に引き取られるものについては、展示等の承認の時までに輸入の承認又は輸入の確認をそれぞれの機関において受けなければならない。

- (1) 水産物、オゾン層破壊物質等輸入割当を要する輸入公表第 1 に掲げる貨物については、あらかじめ経済産業大臣から輸入割当証明書を取得するとともに、経済産業大臣の輸入割当及び輸入承認を受けなければならない。
- (2) 中華人民共和国、北朝鮮、台湾を原産地とするさけ及びます並びにこれらの調製品、北朝鮮原産の貨物等の特定地域を原産地又は船積地域とする輸入公表第 2 に掲げる貨物については、経済産業大臣の輸入承認を受けなければならない。

- (3) 原子力関連貨物、火薬類、武器類等の輸入公表第 2 の 2 に掲げる貨物については、経済産業大臣の輸入承認を受けなければならない。
- (4) その他、輸入公表第 3 に掲げる貨物については、主務大臣による事前確認又は所定の書類を税関へ提出して通関時確認を受けなければならない。

49 米麦等の輸入（主要食糧の需給及び価格の安定に関する法律／所管：農林水産省）

米又は麦等を輸入する場合には、政府による輸入、政府からの買入れの委託を受けて輸入する場合及び関税定率法第 14 条（無条件免税）等の規定により関税を免除される場合等を除き、政府に納付金を納付しなければならない。従って、米麦等を会場内に搬入した後、販売、消費、又は観覧者に無償で提供するため輸入申告をするときは、「米穀等輸入納付金納付申出書」の写し及び納付金を納付したことを証する「領収証書」等を添付して税関に提出しなければならない。

50 砂糖等の輸入（砂糖及びでん粉の価格調整に関する法律／所管：農林水産省）

砂糖等を輸入する場合で、その平均輸入価格が砂糖調整基準価格等に満たない場合は、輸入者はその砂糖等を独立行政法人農畜産業振興機構（以下「機構」という。）に売り渡さなければならず、機構はその砂糖等を輸入者に売り戻すこととなっている。

税関においては、輸入申告された砂糖等が機構との売買を必要とするものである場合には、売買が終了していることを確認するので、砂糖等を会場内に搬入した後、販売、消費、又は観覧者に無償で提供するため、輸入申告をするときは、「買入れ及び売戻し承諾書」等の書類を添付しなければならない。

51 乳製品等の輸入（畜産経営の安定に関する法律／所管：農林水産省）

バター、脱脂粉乳、れん乳等の乳製品等を輸入する場合には、独立行政法人農畜産業振興機構（以下「機構」という。）の委託を受けた者等が輸入する場合を除き、機構に売り渡さなければならない。従って、これらの乳製品を会場内に搬入した後、販売、消費、又は観覧者に無償で提供するため、輸入申告をするときは、「買入・売戻承諾書」等の書類を添付しなければならない。

52 アルコールの輸入（アルコール事業法／所管：経済産業省）

アルコール（アルコール分 90 度以上含有のもの）を業として輸入する場合は、経済産業大臣の許可を要するので、アルコールを博覧会の会場に搬入しようとするときは、展示等申告書に経済産業大臣の「アルコール輸入事業許可書」

を添付しなければならない。

53 衛生上の理由による食品等の輸入規制（食品衛生法／所管：厚生労働省）

食品（食品に関する添加物、器具、容器、包装を含む。）及びおもちゃ（乳幼児を対象とするもの）のうち、衛生上の危害を防止するため、厚生労働大臣の定める基準に適合しないものは輸入が禁止されている。従って、食品等を会場内で販売、消費又は観覧者に無償で提供するため輸入申告をするときは、厚生労働大臣に都度届け出が必要であり、「食品等輸入届出書」を添付しなければならない。

54 医薬品等の輸入（医薬品、医療機器等の品質、有効性及び安全性の確保等に関する法律／所管：厚生労働省、農林水産省）

医薬品、医薬部外品、化粧品、医療機器、体外診断用医薬品及び再生医療等製品（以下「医療品等」という。）のうち、日本国政府の定める基準に適合しないもの又は保健衛生上支障のあるもの等は、輸入が禁止されている。従って、医薬品等を博覧会の会場に搬入しようとするときは、展示等申告書に、品目ごとの厚生労働大臣の製造販売承認等及び都道府県知事が発行する製造販売業の許可を受けていることを証する書類を添付しなければならない。

また、動物用医薬品について、博覧会の会場に搬入しようとするときは、展示等申告書に、農林水産大臣の品目ごとの製造販売承認及び製造販売業許可を受けたことを証する書類を添付しなければならない。

55 麻薬等の輸入（麻薬及び向精神薬取締法、大麻取締法、あへん法、覚醒剤取締法／所管：厚生労働省）

麻薬及び向精神薬、大麻、あへん及びけしがら並びに覚醒剤については、原則として日本国に持ち込むことが禁止されている。

56 動物等の輸入

(1) 偶蹄類動物、家きん、畜産物等（家畜伝染病予防法／所管：農林水産省）

偶蹄類動物や家きん及びそれらの肉・臓器・乳等、ソーセージ・ハム・ベーコン等の畜産物、穀物のわら、飼料用の乾草等の指定検疫物について、輸出国の政府機関が行なう検査に合格し、当該機関の発行した検査証明書のないものは輸入が禁止されている。従って、これらの指定検疫物を博覧会の会場に搬入しようとするときは、展示等申告書に、「輸入検疫証明書」等を添付しなければならない。

(2) 犬、猫、あらいぐま、きつね、スカンク（狂犬病予防法／所管：農林水産

省)

犬、猫、あらいぐま、きつね及びスカンクについては、検疫を受けたものでなければ輸入してはならないとされている。従って、犬等を博覧会の会場に搬入しようとするときは、展示等申告書に、「輸入検疫証明書」等を添付しなければならない。

- (3) 鳥獣等（鳥獣の保護及び管理並びに狩猟の適正化に関する法律／所管：環境省）

ヤマドリ、オシドリ、オオタカ等の鳥類やタヌキ、キツネ、テン等の哺乳類及びそれらの加工品等については、証明制度を有している国等から規制の対象となる鳥獣等を輸入する場合、展示等申告書に、輸出国の政府機関が発行した「適法捕獲証明書」又は「輸出許可証明書」を添付しなければならない。

- (4) サル、プレーリードッグ、イタチアナグマ、タヌキ、ハクビシン、コウモリ、ヤワゲネズミ等（感染症の予防及び感染症の患者に対する医療に関する法律／所管：農林水産省、厚生労働省）

サル、プレーリードッグ、イタチアナグマ、タヌキ、ハクビシン、コウモリ及びヤワゲネズミについては、原則として輸入が禁止されている。

輸入の禁止されている動物及び動物検疫の対象動物以外の動物のうち、生きた陸生の哺乳類や鳥類等については、検疫所に届け出なければならない。従って、当該陸生の哺乳類等を博覧会の会場に搬入しようとするときは、展示等申告書に、検疫所の「届出受理証」を添付しなければならない。

- (5) 魚類、甲殻類、貝類等の水産動物（水産資源保護法／所管：農林水産省）

さけ科魚類、こい、きんぎょその他のふな属魚類等の魚類、くるまえばい科えび類、てながえび科えび類等の甲殻類、とこぶし、あわび、ほたてがい等の貝類等及びそれらの加工品で養殖用に供するものについては、輸入防疫対象疾病の病原体を広げるおそれがないことの確認を受けなければならないとされている。従って、当該水産動物を博覧会の会場に搬入しようとするときは、展示等申告書に、「輸入許可証」を添付しなければならない。

- (6) イカ、サンマ、サバ、マイワシ（特定水産動植物等の国内流通の適正化等に関する法律／所管：水産庁）

イカ、サンマ、サバ、マイワシ及びそれらの加工品については、博覧会の会場に搬入しようとするときは、展示等申告書に、「適法採捕証明書」等を添付しなければならない。

- 57 植物の輸入（植物防疫法／所管：農林水産省）

植物に有害な動植物のまん延を防止するため、特定の地域の特定植物並びに

その容器、包装、検疫有害動植物（生きた検疫有害動植物そのものが該当）、土又は土の付着する植物は輸入が禁止されている。（農林水産大臣の許可を受けたものは除かれる。）なお、輸入が禁止されている植物でも、農林水産大臣が定める基準に適合していることを条件に輸入が認められているものもある。（植物の種類・品種、生産地、消毒方法、輸送方法等）

また、輸入できる植物及びその容器、包装は、輸入港（空港を含む。）で植物防疫官の検査及び輸出国政府機関の証明書の点検を受け、さらに場合によっては、消毒又は隔離栽培等を行い、異常のないことが認められた場合でなければ、日本国に持ち込むことが許されない。従って、これらの植物等を博覧会の会場に搬入しようとするときは、展示等申告書に農林水産省植物防疫所が発給する「合格証明書」等を添付しなければならない。

58 毒物及び劇物の輸入（毒物及び劇物取締法／所管：厚生労働省）

毒物及び劇物は、輸入業の登録を受けた者でなければ、販売又は授与の目的で輸入できない。従って、毒物及び劇物を博覧会の会場に搬入しようとするときは、展示等申告書に都道府県知事が発給する「毒物劇物輸入業登録票」を添付しなければならない。

59 高圧ガスの輸入（高圧ガス保安法／所管：経済産業省）

高圧ガスを輸入した場合、高圧ガス保安法の適用除外となる場合を除き、輸入した高圧ガス及びその容器につき都道府県知事が行う輸入検査を受け、経済産業省令で定める技術上の基準に適合していると認められなければ、これを移動することができない。従って、高圧ガスを博覧会の会場に搬入しようとするときは、展示等申告書に「輸入検査合格証」又は「適用除外確認証明書」等を添付しなければならない。

60 火薬類の輸入（火薬類取締法／所管：経済産業省）

花火等の火薬類を会場に搬入する場合、展示等申告書に陸揚地を管轄する都道府県知事が交付する「火薬類輸入許可書」を添付しなければならない。

61 銃や刀剣類の輸入（銃砲刀剣類所持等取締法／所管：内閣府）

我が国では、銃や刀剣類はその所持等が規制されている。従って、輸入する物品が、次に掲げるものの場合には、都道府県公安委員会等が交付する書類を輸入申告の際に添付しなければならない。

- (1) 銃砲、けん銃部品、狩猟用銃又は競技用銃である場合は、都道府県公安委員会が交付する「銃砲所持許可証」等

- (2) 刀剣類である場合は、都道府県公安委員会が交付する「刀剣類所持許可証」
- (3) 火なわ式銃砲等の古式銃砲及び美術品としての価値のある刀剣類の場合は、都道府県教育委員会が交付する「銃砲刀剣類登録証」又は「登録可能証明書」

また、銃や刀剣類は輸入貿易管理令により、経済産業大臣の輸入承認を受けなければ輸入できない。

62 肥料の輸入（肥料の品質の確保等に関する法律／所管：農林水産省）

肥料を博覧会の会場に搬入した後、販売、消費、観覧者に無償で提供するため輸入申告をするときは、農林水産大臣の「登録証」等を添付しなければならない。

63 農薬の輸入（農薬取締法／所管：農林水産省）

博覧会の会場に搬入された農薬は、農林水産大臣の登録を受けたものでなければ輸入することができない。従って、農薬を博覧会の会場に搬入した後、販売、消費、観覧者に無償で提供するため輸入申告をするときは、農林水産大臣の「登録証」等を添付しなければならない。

64 労働安全衛生法に係る有害物等の輸入（労働安全衛生法／所管：厚生労働省）

黄りんマッチ、ベンジジンを含有する製剤、石綿（含有が0.1%を超える場合）等の労働者に重度の健康障害を生ずる有害物等については、輸入できない。ただし、試験研究のため有害物等について都道府県労働局長の許可を受けて輸入申告をするときは、「製造等禁止物質輸入許可証」又は「石綿等輸入許可証」を添付しなければならない。

65 化学物質の輸入（化学物質の審査及び製造等の規制に関する法律／所管：厚生労働省、経済産業省、環境省）

新規化学物質を輸入する場合は、厚生労働大臣、経済産業大臣及び環境大臣に届出をしなければならない。従って、新規化学物質について輸入申告するときは、厚生労働大臣、経済産業大臣及び環境大臣の「通知書」の写しを添付しなければならない。

なお、第一種特定化学物質として指定されているポリ塩化ビフィニル（P.C.B）、ポリ塩化ナフタレン、アルドリン、DDT、ディルドリン、クロルデン類、ビス（トリブチルスズ）＝オキシド等を輸入する場合は経済産業大臣の許可を受けなければならない。従って、第一種特定化学物質について輸入申告するときは、経済産業大臣の「許可書」等を添付しなければならない。

また、第一種特定化学物質が使用されている製品（潤滑油・塗料・印刷用インキ等）等の政令で定めるものは輸入することができない。

- 66 石油等の輸入（石油の備蓄の確保等に関する法律／所管：資源エネルギー庁）
揮発油、軽油、灯油等の石油製品を輸入する場合には、経済産業大臣が定める規格に適合することを確認し、その品質、数量等を経済産業大臣に届け出なければならない。

また、原油、揮発油、灯油、軽油及び重油の輸入業を行う場合は、石油輸入業者としての経済産業大臣の登録を受けなければならない。従って、石油輸入業者が原油等の輸入申告するときは、経済産業大臣の「石油輸入業者登録通知書」を添付しなければならない。

67 その他の輸入規制

以上に規定するもののほか、例えば次に掲げる物品は、日本国に持ち込むことが禁止されている。

- (1) あへん吸煙具
- (2) 爆発物取締罰則に規定する爆発物
- (3) 貨幣、紙幣若しくは銀行券、印紙若しくは郵便切手又は有価証券の偽造品、変造品及び模造品並びに不正に作られた代金若しくは料金の支払用又は預貯金の引出用のカードを構成する電磁的記録をその構成部分とするカード（その原料となるべきカードを含む。）
- (4) 公安又は風俗を害すべき書籍、図画、彫刻物その他の物品並びに児童ポルノ
- (5) 特許権、実用新案権、意匠権、商標権、著作権、著作隣接権、回路配置利用権又は育成者権を侵害する物品並びに不正競争防止法違反物品
- (6) 原産地について直接若しくは間接に偽った表示又は誤認を生じさせる表示がされている物品

List of Recommended logistics service providers and their customs clearance services tariff

Name of the service provider	Office	email address
		Telephone
		URL
Nippon Express Company, Limited	Osaka Branch Planning Strategy Division	expo2025@nipponexpress.com
		+81 6-6451-2721
		https://www.nittsu.co.jp/
Joint Venture of Sumitomo Warehouse Group and Maguchi Group	EXPO 2025 Project Department	expo2025@sumitomo-soko.co.jp
		+81 6-6444-1302
		https://www.sumitomo-soko.co.jp https://www.maguchi.co.jp/group/holding/
LOGISTEED, Ltd	Sales Department 2 Business Management Headquarter	expo2025-osaka@logisteed.com
		+ 81 3-6871-7333
		https://www.logisteed.com/jp/profile/information/outline/index.html
HANKYU HANSHIN EXPRESS Co., Ltd. SEINO HOLDINGS CO.,LTD CORPORATION	EASTERN JAPAN IMPORT SALES DIV	hexpos2025@jp.hh-express.com
		+81 3-6745-1231
		https://www.hh-express.com/jp/ https://www.seino.co.jp/seino/shd/
SANKYU INC.	Kansai Area Business Development & Marketing Dept.	osakaexpo2025@sankyu.co.jp
		+81 6-6225-3977
		https://www.sankyu.co.jp/
Nissin Corporation	Osaka Expo Department	osa-expo25@nissin-tw.com
		+81 3-3238-6682
		https://www.nissin-tw.com
Mitsubishi Logistics Corporation	Osaka Branch Sales Dept. 2	MLCosaka2025@mitsubishi-logistics.co.jp
		+81 6-7730-8478
		https://www.mitsubishi-logistics.co.jp
SBS Holdings, Inc.	SBS Global Network Co., Ltd.	expo2025@sbs-group.co.jp
		+81 6-7708-5520
		https://www.sbs-group.co.jp/
Konoike Transport Co., Ltd.	EXPO & IR Office	expo2025@jpa.konoike.net
		+81 6-6227-4620
		https://www.konoike.net/
TATSUMI SHOKAI CONSORTIUM FOR 2025 KANSAI EXPO (TSCKE)	ADMIN OFFICE	Expo2025@tatsumi-cs.co.jp
		+81 6-6576-1822
		https://www.tatsumi-cs.co.jp/

Yusen Logistics Co., Ltd.	Expo2025 Project Team	expo2025@jp.yusen-logistics.com
		+81 6-6233-6209
		https://www.yusen-logistics.com
Kamigumi Co.,Ltd.Osaka Branch	2nd Business Dept	osaka_expo2025@kamigumi.co.jp
		+81 6-6576-4131
		https://www.kamigumi.co.jp/
THE SHIBUSAWA WAREHOUSE CO.,LTD.	OSAKA BRANCH	ml-expo2025osaka@shibusawa.co.jp
		+81 6-6573-9700
		www.shibusawa.co.jp
Kintetsu World Express, Inc.	Import Sales Department	expo2025@kwe.com
		+81 3-5443-9455
		https://www.kwe.com/jp/
NNR GLOBAL LOGISTICS GROUP	Global Logistics Div. Marketing dept.	hnbsmd_k@nnr-g.com
		+ 81 3-4332-5060
		https://www.nnr.co.jp/global_logistics/
Schenker-Seino Co., Ltd.	Fairs & Exhibitions	tyo.messe@schenker-seino.co.jp
		+81 3-5769-7380
		https://www.dbschenker.com/jp-ja/products/special-products/trade-fair-logistics
INTERNATIONAL EXPRESS CO., LTD.	KANSAI BRANCH HOMMACHI SALES OFFICE	iec-expo2025j@iecjp.com
		+81 6-6210-1407
		https://www.iecjp.com/

*This tariff shall not be provided or its contents disclosed to any party other than the Official Participants (including the logistics service providers listed above).

*The tariff is as at 31th of March, 2023.

通関業務料金表

017 年 10 月 8 日実施

1. 基本料金

(単位：円)

通関業務の種類		単位	料金
① 輸出（積戻し）申告		1 件	5,900
	少額貨物簡易通関扱	〃	4,200
② 輸 入 申 告	i. 申告納税、及び賦課課税	〃	11,800
	少額貨物簡易通関扱	〃	8,600
	ii. 保税蔵置場蔵出・総合保税地域総 保出（加工又は製造若しくは展示 されたものを除く。）	〃	7,000
	少額貨物簡易通関扱	〃	5,100
③ 保税蔵置場蔵入申請		〃	7,000
④ 保税工場移入申請		〃	7,000
⑤ 保税展示場蔵置等承認申請		〃	7,000
⑥ 総合保税地域総保入申請		〃	7,000
⑦ 輸入許可前貨物引取申請		〃	5,100
⑧ 船（機）用品積込申告		〃	5,100
⑨ 外国貨物運送申告		〃	5,100
⑩ その他の申告・申請又は届（後記（注）の手 続を除く。）		〃	2,000

2. 割増・割引

通関業務の種類	単位	割増率・割引 率
⑪ 次の輸出入申告等 イ 評価（個別）申告、税額等の補正、及び税額等の是正等 を伴う輸入申告 ロ インボイス記載品目が多いため、関税定率法別表の所属 区分の決定（統計品目番号の分類を含む。）、数量又は価 格の計算等に特別な手数を要する申告・申請（①から⑩ま でのもの。但し、② ii. の申告は除く。） ハ 戻し税手続を伴う輸出（積戻し）申告 ニ 税関の検査・分析等の関係で特別な手数を要する申告・ 申請（①から⑩までのもの。）	1 件	①から⑩まで の額の 5 割増

ホ 1 件の運送状、又は 1 件のインボイスを分割して行う申告・申請（②から⑥のまでのもの。但し、② ii. の申告は除く。）		
⑫ 貨物の特性、依頼の内容、取扱いの規模等において、必要な事務量の多寡等を伴う事情を有する申告・申請又は届		臨時の約束による

（備考）

- (1) ①から⑨までの各種申告、申請の手続料金の対象事務には、これらの申告、申請に先行し、後続し、又はこれを同時に行われる経常的手続（例えば、検査の立会い、免税申告書の作成、予備申告等）の処理を含みます。
- (2) 保税工場移出輸入申告及び総合保税地域総保出輸入申告（加工又は製造若しくは展示又は使用されたものに限る。）については、②の輸入申告の料金を適用します。
- (3) 次に掲げる手続については、少額貨物簡易通関扱の料金を適用します。
 - イ 積卸コンテナ一覧表（コンテナリスト）の提出
 - ロ 通関手帳（ATAカルネ）による輸入申告又は輸出申告
 - ハ 小包、携帯品、託送品及び別送品等の輸入申告又は輸出（積戻し）申告
- (4) 輸出（積戻し）申告書又は外国貨物船（機）用品積込申告書をもって運送申告書を兼用するときは、①又は⑧の料金を⑨の取扱料金を加算しません。
- (5) ⑩の「その他の申告、申請又は届」に関する料金は、当該申請等の手続のみを独立して依頼され行った場合（例えば、倉主から依頼され外国貨物廃棄届出の手続のみを行う場合等）又は主たる手続と経常的には結びつかない場合（例えば、開庁時間外の執務を求める届出手続等）に限り、適用します。
- (6) 輸出（積戻し）申告及び輸入申告（輸入申告には、蔵入申請、蔵出申告、移入申請、移出申告、総保入申請、総保出申告及び輸入許可前貨物引取承認申請を含む。以下(7)において同じ。）において、1 申告が複数の欄からなる場合の通関業務の料金表中「単位」欄の適用については、次によります。
 - イ 輸出（積戻し）申告の場合、3 欄までの申告を 1 件とみなし、3 欄を超える申告については、1 件にその超える欄数 5 欄までごとに 1 件とみなして加算した件数とする。
 - ロ 輸入申告の場合、2 欄までの申告を 1 件とみなし、2 欄を超える申告については、1 件にその超える欄数 4 欄までごとに 1 件とみなして加算した件数とする。
- (7) NACCS を用いずに行った申告・申請又は届、納税時に当社の口座を利用した輸入申告、及び減税手続きを伴う申告は、⑬として割増料金を頂く場合があります。
- (8) 用紙代、通関手続に要した通常交通費等経常的経費は、料金に含まれますが、貨物検査のための開梱運搬に要した労賃、運送料、遠隔地に所在する税関官署への申告、申請、届、遠隔地の検査立会い又は関税法基本通達 67 の 3-2-3 の(1)に規定する特定委託輸出申告に係る貨物の確認に要した交通費等の特別の費用については、実費として収受します。

（注）次に掲げる手続については、表（備考を含む。）に掲げる料金は適用せず、事務に要した費用、及びその他の実費に基づく額を料金とします。

- イ 輸入貨物の評価（包括）申告
- ロ 特例申告（輸入（引取）申告について併せて代理の依頼を受けた場合を除く。）
- ハ 特例輸入者承認申請
- ニ 特定輸出者承認申請
- ホ 修正申告（輸入の許可後に行うものに限る。）
- ヘ 更正の請求（輸入の許可後に行うものに限る。）
- ト 輸入（引取）申告（特例申告について併せて代理の依頼を受けている場合を除く。）
- チ 関税法その他関税に関する法令以外の法令の規定により輸出又は輸入に関して必要とする許可等の申請（例：食品等輸入届、植物等輸入検査申請、輸入畜産物検査申請）
- リ 税関検査の立会い（検査に係わる申告・申請について、検査のみを依頼された場合に限る。）
- ス 事前教示に関する照会

Charges for Customs Clearance Services

As of the 8th of October 2017

1. Standard charges

(Charges in Japanese yen)

Type of customs clearance operation		Unit	Fee
(1) Export (ship-back) declaration		1 case	5,900
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	4,200
(2) Import declaration	i. Self-assessment customs payment. Official-assessment customs payment	1 case	11,800
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	8,600
	ii. Import from bonded warehouse Import from integrated bonded area (excluding items that are processed, manufactured, or displayed)	1 case	7,000
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	5,100
(3) Application to store in bonded warehouse		1 case	7,000
(4) Application to store in bonded manufacturing warehouse		1 case	7,000
(5) Application for approval for use in Customs Display Area		1 case	7,000
(6) Application to store in integrated bonded area		1 case	7,000
(7) Application for withdrawal of cargo prior to import permission		1 case	5,100
(8) Declaration of loading of Ship's (Aircraft's) stores of foreign goods		1 case	5,100
(9) Declaration of foreign freight transport		1 case	5,100
(10) Other declarations, applications, or notifications (except the procedures stated in (Notes) below)		1 case	2,000

2. Surcharges and reductions

Types of customs clearance services	Unit	Rates
(1) The following export/import declarations: a. Value declaration (individual), adjustment of the amount of duty, and import declarations which involve the rectification of amount of duty b. Declaration/application which demands significant extra work, such as the identification of classification (including the classification under the Harmonized System) against the supplement table of the Customs Tariff Act and calculation of volumes or values of numerous items given in an invoice (applicable to above (1) to (6), except (2) ii) c. Re-export declaration which involves procedures for customs duty refund d. Declaration/application which requires significant extra work in relation to the inspections and analyses at the Customs Office (applicable to (1) to (9) above) e. Declarations/applications to be made based on one waybill or one invoice (applicable to (2) to (6), except (2) ii)	1 case	Extra 50% of the values for (1) to (9)

(12) Declaration, application, or notification which involves substantial administrative work and other arrangements in terms of the characteristics of the cargoes, complexity of the request, the volume of the cargoes to be handled, etc.		As per ad-hoc agreement

(Notes)

- (i) The charges for the declaration and application services stated in (1) to (9) cover routine procedures carried out prior to, following, or concurrently with the declaration/application, such as attending customs inspections, preparing the application for customs duty exemption, and making a provisional customs declaration.
- (ii) The charge for (2) Import declarations applies to the declaration of import from manufacturing warehouse and declaration of import from integrated bonded area for consumption (limited to processed/manufactured or displayed/used goods)
- (iii) The following procedures apply to the charges for cargoes of low values or for simplified customs clearance
 - a. Submission of a list of vanned/dervanned containers (Container List)
 - b. Import or export declaration by means of Merchandise Passport (ATA Carnet)
 - c. Import or re-export declaration of parcels, accompanied, consigned, or unaccompanied personal effects
- (iv) Where the form for either export (ship-back) declaration or declaration of loading of ship's (aircraft's) stores of foreign goods is used for the transportation declaration, service charge for (9) is not added to the charges for either (1) or (8).
- (v) The charge for (10) Other declarations, applications, or notifications only applies to cases in which the service in question is either requested and delivered independently (e.g., processing solely the notification of destruction of foreign goods upon request by their custodian) or not customarily associated with the principal procedures (e.g., processing the procedure to apply for the use of customs office out of operating hours services)
- (vi) Regarding re-export declaration and import declarations (including the application to store in bonded warehouse, declaration of import from storage warehouse, application to store in bonded manufacturing warehouse, declaration of import from manufacturing warehouse, application to store in integrated bonded area for warehousing, declaration of import from integrated bonded area for consumption, and application for the approval for withdrawing goods prior to import permit; the same applies to 7) below), the number of cases to be applied to the "unit" column of the Table of Charges for Customs Clearance Services is as follows:
 - a. For export (ship back) declarations, up to 3 items to be declared are considered to comprise 1 case, and the excess after this will be counted as additional 1 case up to 5 items each.
 - b. Import declaration counts 1 case for the first 7 items, and the excess thereafter will be counted as additional 1 case up to 4 items each
- (vii) Declarations, applications, and notifications made without using the NACCS (Nippon Automated Cargo and Port Consolidated System), import declarations made using our account for the payment of customs duty, and declarations which involve the duty reduction procedure may fall under (12) and be subject to surcharges
- (viii) Ordinary cost such as paper and reasonable travel expenses associated with customs clearance procedures is included in the charges listed, but if extraordinary expenses are incurred, such as labour and transportation cost for unpacking and carrying of cargoes for inspections, and travel expenses in relation to the declaration, application, notification, and inspection attendance at a remote customs office, as well as the cargo verification in relation to an authorised delegated export declaration pursuant to Article 3-2-3 (1) of the Fundamental Directives Regarding Customs Act, No. 67, the actual expenses incurred will be charged separately

(Notes) The following procedures do not apply to the charges in the tables above (including those under Remarks). These will be charged based on the cost of administrative work and other expenses incurred.

- a. Consolidated value declaration of imports
- b. Special declaration (except for cases in which an agency arrangement has been made concerning import declarations [withdrawal])
- c. Application for approval of authorised importer
- d. Application for approval of authorised exporter
- e. Amended declaration (exclusively for declaration submitted after import permit)
- f. Request for revision (exclusively for request submitted after import permit)
- g. Import declaration (withdrawal) (except for cases in which an agency arrangement has been made concerning special declarations)
- h. Applications for permits etc. for exportation or importation required by the provisions of laws and regulations other than the Customs Act and other laws and regulations related to customs duty (e.g., notification on importation of food items, application for import inspection of plant products, and application for import inspection of livestock products)
- i. Customs inspection attendance (exclusively for cases in which the request only concerns the inspection and not the associated declaration/application procedures)
- j. Making inquiries for advance ruling

Joint Venture of Sumitomo Warehouse Group and Maguchi Group
(Sumitomo Warehouse Group)

通 関 業 務 訓 全 書

表B.4 表B.1に示す設備		単位:円	
設備名		数量	単価
① 掘削	① 掘削機	1	5,000
	② 掘削機用燃料	1	4,000
	③ 掘削機用燃料	1	11,000
	④ 掘削機用燃料	1	8,000
	⑤ 掘削機用燃料	1	10,000
	⑥ 掘削機用燃料	1	7,000
	⑦ 掘削機用燃料	1	7,000
	⑧ 掘削機用燃料	1	8,000
② 掘削機	1	7,000	
③ 掘削機	1	7,000	
④ 掘削機	1	7,000	
⑤ 掘削機	1	7,000	
⑥ 掘削機	1	7,000	
⑦ 掘削機	1	8,000	
⑧ 掘削機	1	8,000	
⑨ 掘削機	1	8,000	
⑩ 掘削機	1	8,000	
⑪ 掘削機	1	8,000	
⑫ 掘削機	1	8,000	
⑬ 掘削機	1	8,000	
⑭ 掘削機	1	8,000	
⑮ 掘削機	1	8,000	
⑯ 掘削機	1	8,000	
⑰ 掘削機	1	8,000	
⑱ 掘削機	1	8,000	
⑲ 掘削機	1	8,000	
⑳ 掘削機	1	8,000	
㉑ 掘削機	1	8,000	
㉒ 掘削機	1	8,000	
㉓ 掘削機	1	8,000	
㉔ 掘削機	1	8,000	
㉕ 掘削機	1	8,000	
㉖ 掘削機	1	8,000	
㉗ 掘削機	1	8,000	
㉘ 掘削機	1	8,000	
㉙ 掘削機	1	8,000	
㉚ 掘削機	1	8,000	
㉛ 掘削機	1	8,000	
㉜ 掘削機	1	8,000	
㉝ 掘削機	1	8,000	
㉞ 掘削機	1	8,000	
㉟ 掘削機	1	8,000	
㊱ 掘削機	1	8,000	
㊲ 掘削機	1	8,000	
㊳ 掘削機	1	8,000	
㊴ 掘削機	1	8,000	
㊵ 掘削機	1	8,000	
㊶ 掘削機	1	8,000	
㊷ 掘削機	1	8,000	
㊸ 掘削機	1	8,000	
㊹ 掘削機	1	8,000	
㊺ 掘削機	1	8,000	
㊻ 掘削機	1	8,000	
㊼ 掘削機	1	8,000	
㊽ 掘削機	1	8,000	
㊾ 掘削機	1	8,000	
㊿ 掘削機	1	8,000	
㉑ 掘削機	1	8,000	
㉒ 掘削機	1	8,000	
㉓ 掘削機	1	8,000	
㉔ 掘削機	1	8,000	
㉕ 掘削機	1	8,000	
㉖ 掘削機	1	8,000	
㉗ 掘削機	1	8,000	
㉘ 掘削機	1	8,000	
㉙ 掘削機	1	8,000	
㉚ 掘削機	1	8,000	
㉛ 掘削機	1	8,000	
㉜ 掘削機	1	8,000	
㉝ 掘削機	1	8,000	
㉞ 掘削機	1	8,000	
㉟ 掘削機	1	8,000	
㊱ 掘削機	1	8,000	
㊲ 掘削機	1	8,000	
㊳ 掘削機	1	8,000	
㊴ 掘削機	1	8,000	
㊵ 掘削機	1	8,000	
㊶ 掘削機	1	8,000	
㊷ 掘削機	1	8,000	
㊸ 掘削機	1	8,000	
㊹ 掘削機	1	8,000	
㊺ 掘削機	1	8,000	
㊻ 掘削機	1	8,000	
㊼ 掘削機	1	8,000	
㊽ 掘削機	1	8,000	
㊾ 掘削機	1	8,000	
㊿ 掘削機	1	8,000	
㉑ 掘削機	1	8,000	
㉒ 掘削機	1	8,000	
㉓ 掘削機	1	8,000	
㉔ 掘削機	1	8,000	
㉕ 掘削機	1	8,000	
㉖ 掘削機	1	8,000	
㉗ 掘削機	1	8,000	
㉘ 掘削機	1	8,000	
㉙ 掘削機	1	8,000	
㉚ 掘削機	1	8,000	
㉛ 掘削機	1	8,000	
㉜ 掘削機	1	8,000	
㉝ 掘削機	1	8,000	
㉞ 掘削機	1	8,000	
㉟ 掘削機	1	8,000	
㊱ 掘削機	1	8,000	
㊲ 掘削機	1	8,000	
㊳ 掘削機	1	8,000	
㊴ 掘削機	1	8,000	
㊵ 掘削機	1	8,000	
㊶ 掘削機	1	8,000	
㊷ 掘削機	1	8,000	
㊸ 掘削機	1	8,000	
㊹ 掘削機	1	8,000	
㊺ 掘削機	1	8,000	
㊻ 掘削機	1	8,000	
㊼ 掘削機	1	8,000	
㊽ 掘削機	1	8,000	
㊾ 掘削機	1	8,000	
㊿ 掘削機	1	8,000	
㉑ 掘削機	1	8,000	
㉒ 掘削機	1	8,000	
㉓ 掘削機	1	8,000	
㉔ 掘削機	1	8,000	
㉕ 掘削機	1	8,000	
㉖ 掘削機	1	8,000	
㉗ 掘削機	1	8,000	
㉘ 掘削機	1	8,000	
㉙ 掘削機	1	8,000	
㉚ 掘削機	1	8,000	
㉛ 掘削機	1	8,000	
㉜ 掘削機	1	8,000	
㉝ 掘削機	1	8,000	
㉞ 掘削機	1	8,000	
㉟ 掘削機	1	8,000	
㊱ 掘削機	1	8,000	
㊲ 掘削機	1	8,000	
㊳ 掘削機	1	8,000	
㊴ 掘削機	1	8,000	
㊵ 掘削機	1	8,000	
㊶ 掘削機	1	8,000	
㊷ 掘削機	1	8,000	
㊸ 掘削機	1	8,000	
㊹ 掘削機	1	8,000	
㊺ 掘削機	1	8,000	
㊻ 掘削機	1	8,000	
㊼ 掘削機	1	8,000	
㊽ 掘削機	1	8,000	
㊾ 掘削機	1	8,000	
㊿ 掘削機	1	8,000	
㉑ 掘削機	1	8,000	
㉒ 掘削機	1	8,000	
㉓ 掘削機	1	8,000	
㉔ 掘削機	1	8,000	
㉕ 掘削機	1	8,000	
㉖ 掘削機	1	8,000	
㉗ 掘削機	1	8,000	
㉘ 掘削機	1	8,000	
㉙ 掘削機	1	8,000	
㉚ 掘削機	1	8,000	
㉛ 掘削機	1	8,000	
㉜ 掘削機	1	8,000	
㉝ 掘削機	1	8,000	
㉞ 掘削機	1	8,000	
㉟ 掘削機	1	8,000	
㊱ 掘削機	1	8,000	
㊲ 掘削機	1	8,000	
㊳ 掘削機	1	8,000	
㊴ 掘削機	1	8,000	
㊵ 掘削機	1	8,000	
㊶ 掘削機	1	8,000	
㊷ 掘削機	1	8,000	
㊸ 掘削機	1	8,000	
㊹ 掘削機	1	8,000	
㊺ 掘削機	1	8,000	
㊻ 掘削機	1	8,000	
㊼ 掘削機	1	8,000	
㊽ 掘削機	1	8,000	
㊾ 掘削機	1	8,000	
㊿ 掘削機	1	8,000	
㉑ 掘削機	1	8,000	
㉒ 掘削機	1	8,000	
㉓ 掘削機	1	8,000	
㉔ 掘削機	1	8,000	
㉕ 掘削機	1	8,000	
㉖ 掘削機	1	8,000	
㉗ 掘削機	1	8,000	
㉘ 掘削機	1	8,000	
㉙ 掘削機	1	8,000	
㉚ 掘削機	1	8,000	
㉛ 掘削機	1	8,000	
㉜ 掘削機	1	8,000	
㉝ 掘削機	1	8,000	
㉞ 掘削機	1	8,000	
㉟ 掘削機	1	8,000	
㊱ 掘削機	1	8,000	
㊲ 掘削機	1	8,000	
㊳ 掘削機	1	8,000	
㊴ 掘削機	1	8,000	
㊵ 掘削機	1	8,000	
㊶ 掘削機	1	8,000	
㊷ 掘削機	1	8,000	
㊸ 掘削機	1	8,000	
㊹ 掘削機	1	8,000	
㊺ 掘削機	1	8,000	
㊻ 掘削機	1	8,000	
㊼ 掘削機	1	8,000	
㊽ 掘削機	1	8,000	
㊾ 掘削機	1	8,000	
㊿ 掘削機	1	8,000	
㉑ 掘削機	1	8,000	
㉒ 掘削機	1	8,000	
㉓ 掘削機	1	8,000	
㉔ 掘削機	1	8,000	
㉕ 掘削機	1	8,000	
㉖ 掘削機	1	8,000	
㉗ 掘削機	1	8,000	
㉘ 掘削機	1	8,000	
㉙ 掘削機	1	8,000	
㉚ 掘削機	1	8,000	
㉛ 掘削機	1	8,000	
㉜ 掘削機	1	8,000	
㉝ 掘削機	1	8,000	
㉞ 掘削機	1	8,000	
㉟ 掘削機	1	8,000	
㊱ 掘削機	1	8,000	
㊲ 掘削機	1	8,000	
㊳ 掘削機	1	8,000	
㊴ 掘削機	1	8,000	
㊵ 掘削機	1	8,000	
㊶ 掘削機	1	8,000	
㊷ 掘削機	1	8,000	
㊸ 掘削機	1	8,000	
㊹ 掘削機	1	8,000	
㊺ 掘削機	1	8,000	
㊻ 掘削機	1	8,000	
㊼ 掘削機	1	8,000	
㊽ 掘削機	1	8,000	
㊾ 掘削機	1	8,000	
㊿ 掘削機	1	8,000	
㉑ 掘削機	1	8,000	
㉒ 掘削機	1	8,000	
㉓ 掘削機	1	8,000	
㉔ 掘削機	1	8,000	
㉕ 掘削機	1	8,000	
㉖ 掘削機	1	8,000	
㉗ 掘削機	1	8,000	
㉘ 掘削機	1	8,000	
㉙ 掘削機	1	8,000	
㉚ 掘削機	1	8,000	
㉛ 掘削機	1	8,000	
㉜ 掘削機	1	8,000	
㉝ 掘削機	1	8,000	
㉞ 掘削機	1	8,000	
㉟ 掘削機	1	8,000	
㊱ 掘削機	1	8,000	
㊲ 掘削機	1	8,000	
㊳ 掘削機	1	8,000	
㊴ 掘削機	1	8,000	
㊵ 掘削機	1	8,000	
㊶ 掘削機	1	8,000	
㊷ 掘削機	1	8,000	
㊸ 掘削機	1	8,000	
㊹ 掘削機	1	8,000	
㊺ 掘削機	1	8,000	
㊻ 掘削機	1	8,000	
㊼ 掘削機	1	8,000	
㊽ 掘削機	1	8,000	
㊾ 掘削機	1	8,000	
㊿ 掘削機	1	8,000	
㉑ 掘削機	1	8,000	
㉒ 掘削機	1	8,000	
㉓ 掘削機	1	8,000	
㉔ 掘削機	1	8,000	
㉕ 掘削機	1	8,000	
㉖ 掘削機	1	8,000	
㉗ 掘削機	1	8,000	
㉘ 掘削機	1	8,000	
㉙ 掘削機	1	8,000	
㉚ 掘削機	1	8,000	
㉛ 掘削機	1	8,000	
㉜ 掘削機	1	8,000	
㉝ 掘削機	1	8,000	
㉞ 掘削機	1	8,000	
㉟ 掘削機	1	8,000	
㊱ 掘削機	1	8,000	
㊲ 掘削機	1	8,000	
㊳ 掘削機	1	8,000	
㊴ 掘削機	1	8,000	
㊵ 掘削機	1	8,000	
㊶ 掘削機	1	8,000	
㊷ 掘削機	1	8,000	
㊸ 掘削機	1	8,000	
㊹ 掘削機	1	8,000	
㊺ 掘削機	1	8,000	
㊻ 掘削機	1	8,000	
㊼ 掘削機	1	8,000	
㊽ 掘削機	1	8,000	
㊾ 掘削機	1	8,000	
㊿ 掘削機	1	8,000	
㉑ 掘削機	1	8,000	
㉒ 掘削機	1	8,000	
㉓ 掘削機	1	8,000	
㉔ 掘削機	1	8,000	
㉕ 掘削機	1	8,000	
㉖ 掘削機	1	8,000	
㉗ 掘削機	1	8,000	
㉘ 掘削機	1	8,000	
㉙ 掘削機	1	8,000	
㉚ 掘削機	1	8,000	
㉛ 掘削機	1	8,000	
㉜ 掘削機	1	8,000	
㉝ 掘削機	1	8,000	
㉞ 掘削機	1	8,000	
㉟ 掘削機	1	8,000	
㊱ 掘削機	1	8,000	
㊲ 掘削機	1	8,000	
㊳ 掘削機	1	8,000	
㊴ 掘削機	1	8,000	
㊵ 掘削機	1	8,000	
㊶ 掘削機	1	8,000	
㊷ 掘削機	1	8,000	
㊸ 掘削機	1	8,000	
㊹ 掘削機	1	8,000	
㊺ 掘削機	1	8,000	
㊻ 掘削機	1	8,000	
㊼ 掘削機	1	8,000	
㊽ 掘削機	1	8,000	
㊾ 掘削機	1	8,000	
㊿ 掘削機	1	8,000	
㉑ 掘削機	1	8,000	
㉒ 掘削機	1	8,000	
㉓ 掘削機	1	8,000	
㉔ 掘削機	1	8,000	
㉕ 掘削機	1	8,000	
㉖ 掘削機	1	8,000	
㉗ 掘削機	1	8,000	
㉘ 掘削機	1	8,000	
㉙ 掘削機	1	8,000	
㉚ 掘削機	1	8,000	
㉛ 掘削機	1	8,000	
㉜ 掘削機	1	8,000	
㉝ 掘削機	1	8,000	
㉞ 掘削機	1	8,000	
㉟ 掘削機	1	8,000	
㊱ 掘削機	1	8,000	
㊲ 掘削機	1	8,000	
㊳ 掘削機	1	8,000	
㊴ 掘削機	1	8,000	
㊵ 掘削機	1	8,000	
㊶ 掘削機	1	8,000	
㊷ 掘削機	1	8,000	
㊸ 掘削機	1	8,000	
㊹ 掘削機	1	8,000	
㊺ 掘削機	1	8,000	
㊻ 掘削機	1	8,000	
㊼ 掘削機	1	8,000	
㊽ 掘削機	1	8,000	
㊾ 掘削機	1	8,000	
㊿ 掘削機	1	8,000	
㉑ 掘削機	1	8,000	
㉒ 掘削機	1	8,000	
㉓ 掘削機	1	8,000	
㉔ 掘削機	1	8,000	
㉕ 掘削機	1	8,000	
㉖ 掘削機	1	8,000	
㉗ 掘削機	1	8,000	
㉘ 掘削機	1	8,000	
㉙ 掘削機	1	8,000	
㉚ 掘削機	1	8,000	
㉛ 掘削機	1	8,000	
㉜ 掘削機	1	8,000	
㉝ 掘削機	1	8,000	
㉞ 掘削機	1	8,000	
㉟ 掘削機	1	8,000	
㊱ 掘削機	1	8,000	
㊲ 掘削機	1	8,000	
㊳ 掘削機	1	8,000	
㊴ 掘削機	1	8,000	
㊵ 掘削機	1	8,000	
㊶ 掘削機	1	8,000	
㊷ 掘削機	1	8,000	
㊸ 掘削機	1	8,000	
㊹ 掘削機	1	8,000	
㊺ 掘削機	1	8,000	
㊻ 掘削機	1	8,000	
㊼ 掘削機	1	8,000	
㊽ 掘削機	1	8,000	

(注) 表1を用いて算出した。国別の平均、国別標準、国別平均の標準誤差はすべてに基く。国別標準の標準誤差は、国別標準の標準誤差に基く。

11

- [illegible]

通訊處： 郵政信箱第 100 號

Joint Venture of Sumitomo Warehouse Group and Maguchi Group
(Sumitomo Warehouse Group) _ English translation

Charges for Customs Clearance Services

As of the 8th of October 2017

(Charges in Japanese Yen)

Type of customs clearance operation		Unit	Fee
(1) Export (ship-back) declaration		1 case	5,900
(2) Import declaration	Small-freight simplified customs clearance	1 case	4,200
	Self-assessment customs payment (including pre-arrival declarations)	1 case	11,800
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	8,500
	Official-assessment customs payment	1 case	10,500
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	7,800
	Import from bonded warehouse Import from integrated bonded area (excluding items that are processed, manufactured, or displayed)	1 case	7,000
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	5,100
(3) Application to store in bonded warehouse		1 case	7,000
(4) Application to store in bonded manufacturing warehouse		1 case	7,000
(5) Application for approval for use in Customs Display Area		1 case	7,000
(6) Application to store in integrated bonded area		1 case	7,000
(7) Application for withdrawal of cargo prior to import permission		1 case	5,100
(8) Declaration of loading of Ship's (Aircraft's) stores of foreign goods		1 case	5,100
(9) Declaration of foreign freight transport		1 case	5,100
(10) Other procedures		1 case	Upon separate discussion

(Note) Irrespective of the charges indicated in the table, surcharges or reductions may apply with respect to conditions such as characteristics of the cargoes, volume of the cargoes to be handled, involvement of inspections etc., and substantial administrative work for executing requested procedures.

(Further notes)

- (a) The charges for (2) Import declaration apply to the declaration of import from manufacturing warehouse and declaration of import from integrated bonded area for consumption (limited to processed/manufactured or displayed/used goods) according to the classification of either the duty payment by declaration or duty payment by taxation.
- (b) To declarations of import or export by means of Merchandise Passport (ATA Carnet), the charges for goods of low value or for simplified customs clearance will apply.
- (c) Submission of a list of damaged/damaged containers is not charged either as (1) Re-export declaration or (2) Import declaration. The charge for this will be determined upon separate discussion.
- (d) Where the form for either export (ship-back) declaration or declaration of loading of ship's (aircraft's) stores of foreign goods is used for the transportation declaration, this transportation declaration is not treated as specified in (9) Transportation declaration, thus not incurring additional charges.
- (e) Regarding export (ship-back) declaration and import declarations (including the application to store in bonded warehouse, declaration of import from storage warehouse, application to store in bonded manufacturing warehouse, declaration of import from manufacturing warehouse, application to store in integrated bonded area for warehousing, declaration of import from integrated bonded area for consumption, and application for the approval for withdrawing goods prior to import permit), if 1 declaration involves multiple items to be declared, the number of cases to be applied to the "unit" column of the table of charges for customs clearance services is as follows:
 - a. For export (ship-back) declarations, up to 3 items to be declared are considered as comprise 1 case, and the excess after this will be counted as additional 1 case up to 3 items each.
 - b. Import declaration counts 1 case for the first 2 items, and the excess thereafter will be counted as additional 1 case up to 4 items each.
- (f) Ordinary cost associated with customs clearance procedures, such as paper cost, is included in the charges. Should there be extraordinary expenses incurred, the actual amount of such expenses will be charged separately.

(vi) The following procedures are regarded to fall under (10) Other procedures, and charges for them will be determined upon separate discussion:

- a. Value declaration of import goods (exclusively for the consolidated value declaration)
- b. Special declaration (except for cases in which an agency arrangement has been made in conjunction with the import declaration of the same cargoes)
- c. Application for approval of authorised importer
- d. Application for approval of authorised exporter
- e. Amended declaration (exclusively for declaration submitted after import permit)
- f. Request for revision (exclusively for request submitted after import permit)
- g. Import declaration of goods pertaining to a special declaration (except for cases in which an agency arrangement has been made in conjunction with the special declaration of the same goods)
- h. Applications for permits etc. for exportation or importation required by the provisions of laws and regulations other than the Customs Act and other laws and regulations related to customs duty
- i. Other declarations, applications, or notifications
- j. Preparation of duplicates of declaration forms or permits/approval certificates

Name of Customs Broker Sumitomo Warehouse Group

[illegible]

6. 總編輯：陳其南

通 信 費 用 明 細		単 位	額 率
1 郵便 (国定) 手 当		1 冊	5,000
	1 冊 (国定) 手 当	-	4,200
2 郵便 (国定) 手 当	1 冊 (国定) 手 当	-	11,800
	1 冊 (国定) 手 当	-	8,600
	1 冊 (国定) 手 当	-	10,500
	1 冊 (国定) 手 当	-	7,800
	1 冊 (国定) 手 当	-	7,000
3 郵便 (国定) 手 当		-	7,000
4 郵便 (国定) 手 当		-	7,000
5 郵便 (国定) 手 当		-	7,000
6 郵便 (国定) 手 当		-	7,000
7 郵便 (国定) 手 当		-	5,100
8 郵便 (国定) 手 当		-	5,100
9 郵便 (国定) 手 当		-	5,100
10 郵便 (国定) 手 当		-	1,000
11 郵便 (国定) 手 当		-	200
12 郵便 (国定) 手 当		-	

- 10

- (7) ⑩の「諸申告又は許可承認書作成」に係る料金を請求できるのは、荷主等から輸出（積戻し）又は輸入の許可、外国貿易船等の入出港事実に係る証明書の交付を独立して依頼され、税関に届を提出する場合。
- (8) ⑪の割増料を請求できるのは、次のような場合とする。
- イ 輸入申告手続の一環として輸入貨物の評価に関する申告、修正申告、更正の請求等の手続を行う場合等で、それによる多撈量からみて割増料を請求すべき相当の理由があるとき。
 - ロ インボイス記載品目が多いため、輸出又は輸入申告書の作成において、関税定率法別表の所属区分の決定（統計品目番号の分類を含む。）数量又は価格の計算等に特別の手数を要したとき。
 - ハ 戻し税手続のための特別の手数を要したとき。
 - ニ 税関の検査や分析等の関係で特別の手数を要したとき。
 - ホ 1件の委託に係る貨物の申告を分割して申告する場合で特別の手数を要したとき。
 - ヘ その他手続上一般の場合に比較して特別の手数を要したとき。
- (9) 輸出（積戻し）申告及び輸入申告（輸入申告には、蔵入申請、蔵出申告、移入申請、移出申告、総保入申請、総保出申告及び輸入許可前貨物引取申請を含む。以下（9）において同じ。）において、1申告が複数の欄からなる場合の通関業務の料金表中「単位」欄の適用については、次による。
- イ 輸出（積戻し）申告の場合、3欄までの申告を1件とみなし、3欄を超える申告については、1件にその超える欄数5欄までごとに1件とみなして加算した件数とする。
 - ロ 輸入申告の場合、2欄までの申告を1件とみなし、2欄を超える申告については、1件にその超える欄数4欄までごとに1件とみなして加算した件数とする。
- (10) 小包、携帯品、託送品及び別送品等の取扱料金は、輸出は輸出（積戻し）申告料金（大額）の7割、輸入は賦課課税料金（大額）の7割とする。
- (11) 用紙代、通関手続に要した通常の交通費等経常的経費は料金に含まれるものとするが、貨物検査のための開梱運搬に要した労賃、運送料、遠隔地に所在する税関官署への申告、申請、届、税関検査の立会い又は関税法基本通達67の3-2-3の(1)に規定する特定委託輸出申告に係る貨物の確認に要した交通費等の特別の費用については、その実費を別に請求することができる。

(注) 次に掲げる手段については、表（備考を含む。）に掲げる料金は適用しない。

- イ 輸入貨物の評価に関する申告（関税法施行令第4条第3項に基づく申告に限る。）
- ロ 特例申告（特例申告貨物）（関税法第7条の2第2項に規定する特例申告貨物をいう。下記トにおいて同じ。）の輸入申告について併せて代理の依頼を受けた場合を除く。）
- ハ 関税法第7条の2第1項の承認の申請
- ニ 関税法第7条の3第1項の承認の申請
- ホ 修正申告（輸入の許可後に行うものに限る。）
- ヘ 更正の請求（輸入の許可後に行うものに限る。）
- ト 特例申告貨物の輸入申告（当該特例申告貨物に係る特例申告について併せて代理の依頼を受けている場合を除く。）
- チ 関税法その他関税に関する法令以外の法令の規定により輸出又は輸入に関して必要とする許可等の申請

通関業者名 関口運輸株式会社

Charges for Customs Clearance Services

The prices indicated below are **standard charges** for customs clearance services (including related work).

Adopted the 8th of October, 2017

(Unit: Japanese Yen)

Type of customs clearance operation		Unit	Fee
(1) Export (ship-back) declaration		1 case	5,900
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	4,200
(2) Import declaration	Self-assessment customs payment (including pre-arrival declarations)	1 case	11,800
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	8,600
	Official-assessment customs payment	1 case	10,500
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	7,800
	Import from bonded warehouse Import from integrated bonded area (excluding items that are processed, manufactured, or displayed)	1 case	7,000
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	5,100
(3) Application to store in bonded warehouse		1 case	7,000
(4) Application to store in bonded manufacturing warehouse		1 case	7,000
(5) Application for approval for use in Customs Display Area		1 case	7,000
(6) Application to store in integrated bonded area		1 case	7,000
(7) Application for withdrawal of cargo prior to import permission		1 case	5,100
(8) Declaration of loading of Ship's (Kizaiha) stores of foreign goods		1 case	5,100
(9) Declaration of foreign freight transport		1 case	5,100
(10) Other declaration, application, or notification		1 case	1,500
(11) Preparation of copy of respective application and permission approval documents		1 case	200
(12) Surcharge		1 case	According to type of customs clearance operation indicated in (1) through (11). Within fifty percent of the customs clearance fee indicated in (1) through (11).

- (1) As a rule, the declarations and applications specified in (1) to (9) above are charged at the prices indicated in the table. However, surcharges or reductions may apply taking into consideration the details and periods of the agreed services as well as the volume and weight of cargoes to be handled. When this is the case, the charge will be determined upon discussion between relevant parties.
- (2) The handling fees for the declaration and application services stated in (1) to (9) cover routine procedures carried out prior to, following, or concurrently with the declaration/application (including the preparation of the application for customs duty exemption, except the attendance to customs inspection). Note that, concerning (2) Import declaration - Duty payment by declaration, the provisional customs declaration is provided for in "About the Provisional Inspection System" (Notification No.

251, 31 March 2000)

- (iii) The charges for (2) Import declarations apply to the declaration of import from manufacturing warehouse and declaration of import from integrated bonded area for consumption (limited to processed/manufactured or displayed/used goods) according to the classification of either the duty payment by declaration or duty payment by taxation.
- (iv) The following procedures apply to the charges for goods of low values or for simplified customs clearance:
 - a. Submission of a list of vanned/devanned containers pursuant to Article 2 of the Ordinance on the Enforcement of the Act on Special Provisions of the Customs Act, etc. Incidental to Enforcement of the "Customs Convention on Containers" and the "Customs Convention on the International Transport of Goods under Cover of TIR Carnets" (TIR Convention) (1971, Ordinance No. 257)
 - b. Import or export declaration by means of Merchandise Passport (ATA Carnet)
- (v) The charge for handling the transportation declaration specified in (9) cannot be claimed if the form of either export (ship-back) declaration or declaration of loading of ship's (aircraft's) stores of foreign goods is used for this purpose.
- (vi) Charging for (10) Other declarations, applications, or notifications is limited to cases in which the service in question is either requested and delivered independently (e.g., processing solely the notification of destruction of foreign goods upon request by their custodian) or not customarily associated with the principal procedures (e.g., processing the procedure to apply for the use of customs office out of operating hours services).
- (vii) The charge for (11) Preparation of duplicates of declarations or permit/approval certificates applies when independent requests are made, by consignors etc., for the issuance of re-export or import permit, or certificate concerning the fact of a foreign trade ship entering/leaving the port, and relevant documents are submitted to the Japan Customs.
- (viii) Surcharges stated in (12) can be claimed in the following cases:
 - a. Import declaration procedures involve other procedures such as value declaration, amended declaration, and request for revision, where the claim for a surcharge is justified in terms of the amount of administrative work necessary for performing those.
 - b. Many items are listed on a single invoice, which causes significant extra work in preparing the export or import declaration form, such as the identification of classification (including the classification under the Harmonized System) against the supplement table of the Customs Tariff Act, and calculation of volumes or values of those items.
 - c. The procedures for repayment of customs duty necessitate significant extra work
 - d. Significant extra work is required in relation to the inspections and analyses at the Customs Office.
 - e. A single consignment of cargoes is divided for several declaration procedures, causing significant extra work.
 - f. Otherwise, significant extra work is required for handling the procedures compared to general cases of such procedures.
- (ix) Regarding export (ship-back) declaration and import declarations (including the application to store in bonded warehouse, declaration of import from storage warehouse, application to store in integrated bonded area for warehousing, declaration of import from manufacturing warehouse, application to store in integrated bonded area for warehousing, declaration of import from integrated bonded area for consumption, and application for the approval for withdrawing goods prior to import permit: the same applies to (9) below), if 1 declaration involves multiple items to be declared, the number of cases to be applied to the "unit" column of the table of charges for customs clearance services is as follows:
 - a. For export (ship-back) declarations, up to 3 items to be declared are considered to comprise 1 case, and the excess after this will be counted as additional 1 case up to 5 items each.
 - b. Import declaration counts 1 case for the first 2 items, and the excess thereafter will be counted as additional 1 case up to 4 items each.
- (x) Charges for handling parcels and accompanied, consigned, or unaccompanied personal effects are 70% of the charge for re-export declaration (high value goods) for exportation, and 70% of the charge for import declaration with payment by taxation (high value goods)
- (xi) Ordinary cost such as paper cost and reasonable travel expenses associated with customs clearance procedures is included in the charges listed, but if extraordinary expenses are incurred, such as labour and transportation cost for unpacking and carrying of cargoes for inspections, and travel expenses in relation to the declaration, application, notification, and inspection attendance at a remote customs office, as well as the cargo verification in relation to an authorised delegated export declaration pursuant to Article 3-2-3 (1) of the Fundamental Directives Regarding Customs Act, No. 67, the actual expenses incurred can be charged separately.

(Notes) The charges in the table (including those under Remarks) do not apply to the following procedures:

- a. Value declaration of imported goods (exclusively for the declaration based on Article 4 Paragraph 3 of the Order for Enforcement of the Customs Act)
- b. Special declaration (except for cases in which an agency agreement is made for the import declaration of the goods pertaining to a special declaration (as stipulated in Article 7-2 Paragraph 2 of the Customs Act), the same applies in g. below)
- c. Application for approval in relation to Article 7-2 Paragraph 1 of the Customs Act
- d. Application for approval in relation to Article 67-3 Paragraph 1 of the Customs Act
- e. Amended declaration (exclusively for declaration submitted after import permit)
- f. Request for revision (exclusively for request submitted after import permit)
- g. Import declaration of goods pertaining to a special declaration (except for cases in which an agency arrangement has been made in conjunction with the special declaration of the same goods)
- h. Applications for permits etc. for exportation or importation required by the provisions of laws and regulations other than the Customs Act and other laws and regulations related to customs duty

Name of Customs Broker: Maguchi Group

通関業務料金 一覧表

通 関 関 務 の 種 類			
[1]	輸出（横戻し）申告	1 号	5,900 円
	少額貨物又は積荷通関税	- - -	4,200 円
[2]	輸入申告 ・申告明税（申告申告を認む）	- - -	11,600 円
	少額貨物又は積荷通関税	- - -	6,600 円
	・税関課税	- - -	10,500 円
	少額貨物又は積荷通関税	- - -	7,800 円
	・保税庫運出・輸送保税庫運出	- - -	7,000 円
	（下記「13」の申告を附く）	- - -	5,100 円
[3]	保税保庫税 （保税庫運出・輸入申告、保税・保税申告、保税庫・輸送申告・申告及び「申告保税庫税（輸入申告）」）	- - -	7,000 円
[4]	輸入許可前貨物引取申請	- - -	5,100 円
[5]	外国貨物（積）用品輸入申告	- - -	5,100 円
[6]	外国貨物運送申告	- - -	5,100 円
[7]	その他の申告・申告又は届	- - -	1,300 円
[8]	特等又は許可承認書作成	- - -	200 円
[9]	手数料 対象：上記「1」から「8」までに掲げる関務種類に就いた案件		申告に係る税金の5割
[10]	特定業務 下記「10」に掲げる業務		税金に比し2割

响以应大 能事制一 品因主 (内)

項目	円金
3月まで	5,900
4～8月	11,800
9～12月	17,700
1年～1年未満	23,600

輸入の大幅多額赤字の発生（四）

価格	15台
2割まで	11,800
3～6割	23,600
7～10割	35,400
11～14割	47,200

満期還元金について、若手組と年功組の取り交わしは複雑である。金は、その団体に残すものと、まず

- [illegible]

03 April 2023

Table of Charges for Customs Clearance Services

Type of customs clearance operation				
[1]	Export (ship-back) declaration		1 case	JPY 5,900
		Goods of low values or for simplified customs	1 case	JPY 4,200
[2]	Import declaration	Self-assessment customs payment (including pre-arrival declarations)	1 case	JPY 11,800
		Goods of low values or for simplified customs	1 case	JPY 8,600
		Official-assessment customs payment	1 case	JPY 10,500
		Goods of low values or for simplified customs	1 case	JPY 7,800
		Import from bonded warehouse Import from integrated bonded area (Except [3] below)	1 case	JPY 7,000
		Goods of low values or for simplified customs	1 case	JPY 5,100
[3]	Processing in relation to the Customs Bonded System	(Application to store in bonded warehouse, Application to store in bonded manufacturing warehouse, Application for approval for use in Customs Display Area, Application to store in integrated bonded area)	1 case	JPY 7,000
[4]	Application for withdrawal of cargo prior to import permission		1 case	JPY 5,100
[5]	Declaration of loading of Ship's (Aircraft's) stores of foreign goods		1 case	JPY 5,100
[6]	Declaration of foreign freight transport		1 case	JPY 5,100
[7]	Other declaration, application, or notification		1 case	JPY 1,300
[8]	Preparation of copy of respective application and permission approval documents		1 case	JPY 200
[9]	Surcharges: applicable to services rendered in relation to above [1] to [8]		50% of each of the charges	
[10]	Special services: as listed in (10) below		Charges variable by cases	

Charges for multiple-item export declaration of high-value goods (in JPY)

Number of items	Charges
Up to 3	5,900
4-8	11,800
9-13	17,700
14-18	23,600

Charges for multiple-item import declaration of high-value goods (in JPY)

Number of items	Charges
Up to 2	11,800
3-6	23,600
7-10	35,400
11-14	47,200

* Where quotes or other arrangements are made with customers separately, the tariff thereof will take precedence.

- (1) Where one declaration involves multiple items, the table of charges for customs clearance services (hereafter, the "Table") is applied as follows: (For declarations of high-value goods, see above tables on the right)
It is applicable to declarations/applications in relation to [1] Export (ship-back) declaration to [4] Application for the approval for withdrawing goods prior to import permit, in the Table.
 - Export (ship-back) declaration corresponding to [1] of the Table counts the number of units as follows: 1 unit for the first 3 items; 1 unit for every 5 items thereafter. The total number of units is then multiplied by the charge for [1].
 - As for [2] Import declaration to [4] Application for the approval for withdrawing goods prior to import permit in the Table, respective declarations/applications count the number of units as follows: 1 unit for the first 2 items; 1 unit for every 4 items thereafter. The total number of units is then multiplied by the respective charge from [2] to [4].
- (2) The charges for processing various declarations and applications for [1] to [6] in the Table include customary procedures carried out prior to, following, or concurrently with the declaration/application, such as attending to inspections and preparing the application form for customs duty exemption. Note that, concerning [2] Import declaration - Duty payment by declaration, the provisional customs declaration is provided for in "About the Provisional Inspection System" (Notification No. 251, 31 March 2000).
- (3) Regarding services in relation to the customs bonded system, the charges for the declaration of import from manufacturing warehouse and declaration of import from integrated bonded area for consumption (limited to processed/manufactured or displayed/used goods) are applied to the charges for import declaration of the goods in question shown in [2] of the Table, either for the duty payment by declaration or by taxation.
- (4) To the following procedures, charges for goods of low values or for simplified customs clearance under export declaration ([1] of the Table) or import declaration ([2] of the Table) will apply:
 - Submission of a list of vanned/devanned containers pursuant to Article 2 (Procedures concerning importation or exportation of containers) of the Ordinance on the Enforcement of the Act on Special Provisions of the Customs Act, etc. Incidental to Enforcement of the "Customs Convention on Containers" and the "Customs Convention on the International Transport of Goods under Cover of TIR Carnets" (TIR Convention) (1971, Ordinance No. 257)
 - Declaration of import or export by means of Merchandise Passport (ATA Carnet)
- (5) The procedures concerning [6] Notification of overland transportation of foreign goods in the Table are included in the charges of either [1] Export (ship-back) declaration or [5] Declaration of loading of Ship's (Aircraft's) stores of foreign goods if this is declared using a export (ship-back) declaration or declaration of loading of ship's (aircraft's) stores of foreign goods.
- (6) Charges apply in relation to [7] Other declarations, applications, or notifications of the Table in the following cases:
 - the declaration etc. in question is requested independently (e.g., processing solely the notification of destruction of foreign goods upon request by their custodian at a Customs Warehouse)
 - the procedures are not customarily associated with the principal procedures (e.g., application for the use of customs office out of operating hours services, application for vanning of export cargoes, etc.)

- (7) [9] Surcharges in the Table apply in the following cases:
 - import declaration procedures involve other procedures such as value declaration, amended declaration, and request for revision, where claim for the surcharge is justified in terms of the amount of administrative work necessary for performing those.
 - the preparation of export or import declaration forms necessitated significant extra work, such as the identification of classification (including the classification the classification under the Harmonized System) against the supplement table of the Customs Tariff Act and calculation of volumes or values of numerous items given in an invoice
 - the procedures for repayment of customs duty necessitated significant extra work
 - significant extra work was required in relation to the inspections and analyses at the Customs Office
 - a single consignment of cargoes is divided for several declaration procedures, causing significant extra work
 - significant extra work was required for declaration compared to general declaration procedures
- (8) Charges for handling parcels and accompanied, consigned, or unaccompanied personal effects are 70% of the charges either for export or import, indicated respectively under [1] or [2] in the Table.
- (9) Cost associated with standard customs clearance procedures, such as paper and travel expenses, is included in the charges listed, but if extraordinary expenses are incurred, such as labour and transportation cost for unpacking and carrying of cargoes for inspections and travel expenses in relation to the declaration, application, and notification, or inspection attendance, at a remote customs office, the actual expenses are charged separately from the standard charges.
- (10) Charges for the following procedures are determined upon discussion with customers:
 - Value declaration of imported goods (exclusively for the declaration based on Article 4 Paragraph 3 (Consolidated declaration form) of the Order for Enforcement of the Customs Act)
 - Special declaration (except for cases in which an agency agreement is made for the import declaration for the goods pertaining to a special declaration (as stipulated in Article 7-2 Paragraph 2 of the Customs Act))
 - Application for approval in relation to either Article 7-1 Paragraph 1 (Special Provisions for Declaration) of the Customs Act or Article 67-3 Paragraph 1 (Special Provisions for Export Declaration) of the same Act
 - Amended declaration (exclusively for declaration submitted after import permit) or request for revision (exclusively for request submitted after import permit)
 - Cargo inspections concerning the export or import declaration requested by other customs clearance logistics service providers
 - Import declaration for goods pertaining to a special declaration (except for cases in which an agency arrangement has been made in conjunction with the special declaration of the same goods in question)
 - Applications for permits for exportation or importation required by the provisions of laws and regulations other than the Customs Act and other laws and regulations related to customs duty

LOGISTEED, Ltd

2022年10月11日

通関業務料金表

通関業務料金	輸出（積戻し）申告	輸入申告等	輸入申告	※ 少額貨物簡易通関扱 申告納税 （予備申告を含む）	一般	¥5,900	1件		
					少額	¥4,200	"		
					一般	¥11,800	"	1申告が複数場合になる場合は、2項までを1申告と見なし、2項を超える申告については1件にその超える個数4個までを2.7の1件のみとして追加する。	
					少額	¥8,600	"		
					賦課課税	一般	¥10,500	"	
						少額	¥7,800	"	
					保税蔵置場蔵出・報告保税地 域蔵出（加工又は製造おし は表示されたものを除く）	一般	¥7,000	"	
						少額	¥5,100	"	
					保税蔵置場蔵入申請・保税工場移入申請		¥7,000	"	
					保税展示場蔵置等承認申請・総合保税地域蔵入申請				
					輸入許可前貨物引取申請		¥5,100	"	
					その他	外国貨物運送申告		¥5,100	"
	その他の申告・申請又は届		¥1,300	"					
	割増・割引料		上記に掲げる通関業務の処理に際し割増・割引が発生する場合があります						

CUSTOMS CLEARANCE CHARGE TARRIF/BAREME DES FRAIS DEDOUANEMENT

CUSTOMS CLEARANCE CHARGES / Frais de service de dédouanement	Import (Valeur hors taxes dédouanée) (Valeur hors taxes dédouanée) et la déduction				V6,500	1		
			Internal Entry (Déclaration en douane) et la déduction		V6,200	2		
	Import Entrée et Déclaration et Déduction	Duty assessment (including Pre-arrival Examination system) (Déclaration et Examen préalable) (évaluation des droits et déduction des droits) (évaluation des droits et déduction des droits)	Formal (Formel)	V11,800	3	Taux de 10% (Taux de 10% sur la valeur déclarée)		
			Informal (Informel)	V8,600	4			
		Official duty assessment (Tax d'importation officielle)	Formal (Formel)	V10,500	5			
			Informal (Informel)	V7,800	6			
		Bonded Out-From Customs Warehouse (Imported Customs area C) (Zone de non-taxe) (Zone de non-taxe) (Zone de non-taxe) (Zone de non-taxe) (Zone de non-taxe) (Zone de non-taxe)	Formal (Formel)	V7,100	7			
			Informal (Informel)	V5,100	8			
		Application to enter Customs Warehouse Application to transfer Customs Warehousing Warehouse Form Application to transfer all goods to the area and enter them (the Application to transfer of goods to the area of the warehouse)				47,100	9	
		Application to export to duty-free zone, or Customs Warehouse and Application to enter Integrated Customs area (the Application to transfer to the area and transfer to the duty-free zone or Customs Warehouse (the Application to transfer to the area and transfer to the duty-free zone or Customs Warehouse))						
	Application to MTA & P (Demande d'importation pour MTA & P)							
	Export	Bonded transportation (Transportation hors taxes)				V8,100	10	
		Duty assessment, application of tariff rules (évaluation des droits, application des règles de tarif)				V1,100	11	
		Refund of Duty (Remboursement des droits)						
						All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (formal entry)) (All rates are quoted monthly, except monthly rates for all other (for the formal procedure (form		

© 2006 Blackwell Publishing Ltd Journal of Internal Medicine 260: 489–497

© 2004 Blackwell Publishing Ltd *Journal of Internal Medicine* 255: 105–112

© 2005 American Psychological Association or one of its allied publishers. This article is intended solely for the personal use of the individual user and is not to be disseminated broadly.

Read the instructions and use your Internet skills as needed.

Downloaded from <http://ajph.org/> on June 11, 2015

© 2004 Blackwell Publishing Ltd, *Journal of Internal Medicine* 255: 105–112

通 関 業 務 基 本 料 金 表

次に掲げる料金は、依頼を受けた通関業務(関連業務含む)に係る基本料金であり、業務内容に応じて決めさせていただきます。

取 扱 業 務	取扱単位	基本料金
①輸出(積戻し)申告	1葉	¥5,900
②輸入申告	1葉	¥11,800
③保税蔵置場蔵入・工場移入等申請	1件	¥7,000
④保税展示場蔵置等承認申請	1件	¥7,000
⑤輸入許可前貨物引取申請	1件	¥5,100
⑥修正申告・更正請求・包括評価申告等	1件	¥11,800
⑦その他の申告・申請又は届	1件	¥2,000
⑧外国貨物船(機)用品積込申告	1件	¥5,100
⑨外国貨物運送申告	1件	¥5,100
⑩内容点検・税関検査手配等	1件	実費

(備考)

- (1) ①②には、通関手帳(ATAカルネ)による輸入申告又は輸出申告を含みます。
- (2) ⑨の運送は、①輸出(積戻し)申告書又は⑧外国貨物船(機)用品積込申告書をもって運送申告書を兼用するときは、①⑧に含まれます。
- (3) 輸出(積戻し)申告及び輸入申告(輸入申告には、蔵入申請、蔵出申告、移入申請、移出申告、総保入申請、総保出申告及び輸入許可前貨物引取承認申請を含む。)において、1申告が複数の欄からなる場合の通関業務の料金表中「単位」欄(葉)の適用については、次によります。
 - イ 輸出(積戻し)申告の場合、3欄までの申告を1件(葉)とみなし、3欄を超える申告については、1件(葉)にその超える欄数5欄までごとに1件(葉)とみなして加算した件数。
 - ロ 輸入申告の場合、2欄までの申告を1件(葉)とみなし、2欄を超える申告については、1件にその超える欄数4欄までごとに1件(葉)とみなして加算した件数。
- (4) 表の料金については基本的な料金であり、詳細な料金については、業務内容に応じて取決めさせていただきます。

作成：平成29年10月

総括管理部門(通関・保税管理グループ)

Table of Standard Charges for Customs Clearance Services

The prices listed below are standard charges for customs clearance services (including related work).

Actual charges will be determined according to the specifics of the services rendered.

Services available	Applicable units	Standard charges
(1) Export (ship-back) declaration	1 sheet	JPY 5,900
(2) Import declaration	1 sheet	JPY 11,800
(3) Application to store in bonded warehouse / Application to store in bonded manufacturing warehouse	1 case	JPY 7,000
(4) Application for approval for use in Customs Display Area	1 case	JPY 7,000
(5) Application for withdrawal of cargo prior to import permission	1 case	JPY 5,100
(6) Amended declaration, request for revision, and periodical value declaration	1 case	JPY 11,800
(7) Other declaration, application, or notification	1 case	JPY 2,000
(8) Declaration of loading of Ship's (Aircraft's) stores of foreign goods	1 case	JPY 5,100
(9) Declaration of foreign freight transport	1 case	JPY 5,100
(10) Content verification, arrangement of customs inspection, etc.	1 case	As per cost incurred

(Notes)

(i) (1) and (2) include import or export declaration by means of Merchandise Passport (ATA Carnet).

(ii) Transportation applicable to (9) will be included in (1) Re-export declaration or (8) Foreign if the respective freight (aircraft) loading declaration form is used for the notification of overland transportation of foreign goods.

(iii) Regarding export (ship-back) declaration and import declarations (including the application for import for storage, declaration of import from storage warehouse, application for import for manufacturing, declaration of import from manufacturing warehouse, application for import into integrated bonded area for warehousing, declaration of import from integrated bonded area for consumption, and application for the approval for withdrawing goods prior to import permit), where one declaration involves multiple items, the number of copies to be applied to the "unit" column of the Table of Charges for Customs Clearance Services is as follows:

- a. Export (ship-back) declaration counts 1 sheet for the first 3 items;
where the number of items exceeds 3, 1 sheet is added for the excess up to 5 items each.
- b. Import declaration counts 1 sheet for the first 2 items;
where the number of items exceeds 2, 1 sheet is added for the excess up to 4 items each.

(iv) The charges included in the table indicate standard charges. Actual charges will be determined based on the details of the services required.

October 2017

General administration department (customs clearance and Hozei management group)

Charges for Customs Clearance Services

The following fees are standard fees for requested customs clearance operations (including related operations).

(Unit: JPY)

Type of customs clearance operation		Unit	Basic Fee
(1) Export (ship-back) declaration		1 case	JPY 5,900
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	JPY 4,200
(2) Import declaration	Self-assessment customs payment (including pre-arrival declarations)	1 case	JPY 11,800
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	JPY 8,600
	Official-assessment customs payment	1 case	JPY 10,500
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	JPY 7,800
	Import from bonded warehouse Import from integrated bonded area (excluding items that are processed, manufactured, or displayed)	1 case	JPY 7,000
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	JPY 5,100
(3) Application to store in bonded warehouse		1 case	JPY 7,000
(4) Application to store in bonded manufacturing warehouse		1 case	JPY 7,000
(5) Application for approval for use in Customs Display Area		1 case	JPY 7,000
(6) Application to store in integrated bonded area		1 case	JPY 7,000
(7) Application for withdrawal of cargo prior to import permission		1 case	JPY 5,100
(8) Declaration of loading of Ship's (Aircraft's) stores of foreign goods		1 case	JPY 5,100
(9) Declaration of foreign freight transport		1 case	JPY 5,100
(10) Other declaration, application, or notification		1 case	JPY 1,300
(11) Preparation of copy of respective application and permission approval documents		1 case	JPY 200
(12) Surcharge		1 case	Varies according to content of operation (based on fee in quotations or discussions)
(13) Attendance to the Japan Customs inspections		1 case	Varies according to content of operation (based on fee in quotations or discussions)

(Remarks)

(i) "Pre-arrival declaration" in self-assessment customs payment indicated in the import declaration section in (2) above refers to the pre-arrival declaration defined in the notice on the pre-arrival declaration system (Notice 251 of Customs and Tariff Bureau, Ministry of Finance on the 31st of March, 2000).
(ii) For import from manufacturing warehouse declaration and import from comprehensive bonded area declaration (limited to items that are processed, manufactured, exhibited, or used), the import declaration fee in (2) above, according to self-assessment and official-assessment customs payments, shall apply.
(iii) The small-freight simplified customs clearance fee shall be applied to the following procedures.
a. Submission of loading container lists pursuant to the provisions in Article 2 of the Enforcement Order of the Act on Special Provisions of the Customs Act Incidental to Enforcement of the Customs Convention on Containers and Customs Convention on the International Transport of Goods Under Cover of TIR Carnets (TIR Convention) (Act No. 257 of 1971)
b. Import and export declarations using ATA Carnet
(iv) When using an export (ship-back) declaration or foreign freight (aircraft) loading declaration as a transportation declaration, the handling fee for transportation declaration in (9) above may not be charged for the transportation declaration.
(v) The fee for "Other declaration, application, or notification" in (10) above may be charged limited to when the procedure for the application and such is requested and performed independently (e.g., when only processing a foreign freight disposal notification procedure following a warehouse owner's request) or when the procedure is not routinely related to main procedures (e.g., a notification procedure for operations outside

(ix) Discounts from the basic fees may be applied, depending on the content of operations.

Note: The fees indicated in the table (including the remarks) shall not be applied to the following procedures.

- Declarations for import freight assessment (limited to declarations pursuant to Article 4-3 (on comprehensive declaration form) of the Enforcement Order of the Act on Customs)
- Special declarations (unless commission for import declarations pertaining to specially declared cargo (as defined in the provisions of Article 7-2-2 in the Act on Customs; the same shall apply in c. below) is additionally requested)

of regular government office hours).

- The surcharge in (12) above may be charged in the following instances.
 - When processing procedures including declarations, revised declarations, and correction requests for import freight assessment as part of import declaration procedures, and there are reasonable grounds to charge surcharges in terms of the necessary amount of administrative workload
 - When numerous items are indicated in invoices, and extra work is thus required in export or import declaration form preparation in terms of determining applicable categories indicated in the appended table of the Act on Customs Tariff (including sorting of statistical item number) and calculating volume or price
 - When extra work is required for drawback procedures
 - When extra work is required in relation to the Japan Customs inspections and analyses
 - When extra work is required due to the division of freight declarations in a single consignment
 - When a case otherwise requires more procedural work than standard
 - When a single declaration comprise multiple rows
 - Handling fees for small parcels, accompanied items, consigned items, and unaccompanied items shall be subject to 1 and 2 in the fee table.
 - The following irregular costs may be separately charged: 1. labour costs and transportation fees incurred for freight inspection-related unpacking and transportation, and 2. travel costs incurred for declarations, applications, and notifications to distant the Japan Customs offices; attendance to inspections performed at distant locations; and freight confirmation for authorised consignment export declarations pursuant to the provisions in 67-3-2-3-(1) of the Basic Interpretive Regulation of the Act on Customs.

- Import declarations for specially declared cargo (unless commission for special declarations pertaining to such specially declared cargo is additionally requested)
- Applications for approvals set forth in Article 7-2-1 of the Act on Customs

- Applications for approvals set forth in Article 67-3-1 of the Act on Customs
- Revised declarations (limited to those processed after acquisition of import permission)
- Correction requests (limited to those processed after acquisition of import permission)
- Applications for export or import permissions required pursuant to the provisions of laws and regulations other than the Act on Customs and other customs duty-related laws and regulations

通関業務料金標準額表

次に掲げる料金は依頼を受けた通関業務（関連業務を含む。）に係る料金の標準額を表示しています。

平成 29 年 10 月 8 日 実施

(単位：円)

通関業務の種類		単位	料金 (1 件あたり)
①輸出(積戻し)申告		1 件	5,900 円
	少額貨物簡易通関級	1 件	4,200 円
②輸入申告	申告納税(予備申告を含む。)	1 件	11,800 円
	少額貨物簡易通関級	1 件	8,600 円
	賦課課税	1 件	10,500 円
	少額貨物簡易通関級	1 件	7,800 円
	保税蔵置場蔵出・総合保税地域蔵保出 (加工又は製造若しくは展示されたものを除く。)	1 件	7,000 円
	少額貨物簡易通関級	1 件	5,100 円
③保税蔵置場蔵入申請		1 件	7,000 円
④保税工場移入申請		1 件	7,000 円
⑤保税展示場蔵置等承認申請		1 件	7,000 円
⑥総合保税地域蔵保入申請		1 件	7,000 円
⑦輸入許可前貨物引取申請		1 件	5,100 円
⑧外国貨物形(機)用品積込申告		1 件	5,100 円
⑨外国貨物運送申告		1 件	5,100 円
⑩その他の申告・申請又は届		1 件	1,300 円
⑪諸申告又は許可承認書写作成		1 件	200 円
⑫倉庫料		1 件	1 日あたり、1 ㎡あたり 業務の種類に応じ当該通関 業務に係る①から⑪までに 定める料金の 5 割

〔備考〕

- (1) ①から⑨までの各種申告、申請の手續料金の対象事務には、これらの申告、申請に先行し、後続し、又はこれと同時に行為される経常的・手続(例えば、検査の立会い、免税申請書の作成等)の処理を含む。検査の立会いのみを受託した場合も別途申し受けます。なお、②の輸入申告書の申告納税において、予備申告とは、「予備審査制について」(平成12年3月31日付蔵関第251号)における予備申告をいう。
- (2) 保税工場移出輸入申告及び総合保税地域輸出申告(加工又は製造若しくは展示又は使用されたものに限る。)については、申告納税、賦課課税の各区分により②の輸入申告の料金を適用する。
- (3) 次に掲げる手続については、少額貨物物易通関税の料金を適用する。
- イ コンテナに関する通関条約及び国際道路運送手帳による担保の下で行なう貨物の国際運送に関する通関条約(TIR条約)の実施に伴う関税法等の特例に関する法律施行令(昭和46年政令第257号)第2条(コンテナの輸入又は輸出の手続)の規定に基づく積附コンテナ一覧表の提出
- ロ 通関手帳(AT Aカルネ)による輸入申告又は輸出申告
- (4) 輸出(積戻し)申告書又は外国貨物船(機)用品積込申告書をもって運送申告書を兼用するときは、運送申告として⑨の運送申告の取扱料金を請求することができない。
- (5) ⑩の「その他の申告、申請又は届」に関する料金を請求できるのは、当該申請等の手続のみを抽選して依頼され行った場合(例えば、倉主から依頼され外国貨物産番届出の手続のみを行う場合等)又はすたる手続と経常的には結びつかない場合(例えば、開庁時間外の執務を求める届出手続等)に限る。
- (6) ⑩の割増料を請求できるのは、次のような場合とする。
- イ 輸入申告手続の一環として輸入貨物の評価に関する申告、修正申告、更正の請求等の手続を行う場合等で、それに要した事務量からみて割増料を請求すべき相当の理由があるとき。
- ロ インボイス記載品目が多いため、輸出又は輸入申告書の作成において、関税定率法別表の所属区分の決定(該品目番号の分類を含む。)、数量又は価格の計算等に特別の手数を要したとき。
- ハ 戻し税手続のための特別の手数を要したとき。
- ニ 税関の検査・分析等の関係で特別の手数を要したとき。
- ホ 1件の委託に係る貨物の申告を分割するため、特別の手数を要したとき。
- ヘ その他手続上一般の場合に比較して特別の手数を要したとき。
- (7) 貨物の特性、取扱量の規模等の事情により、①～⑩の料金を減額することができる。
- (8) 輸出(積戻し)申告及び輸入申告(輸入申告には、蔵入申請、蔵出申告、移入申請、移出申告、総保入申請、総保出申告及び輸入許可前貨物引取承認申請を含む。以下(7)において同じ。)において、1申告が複数の欄からなる場合の通関業務の料金表中「単位・欄の適用については、次による。
- イ 輸出(積戻し)申告の場合、3欄までの申告を1件とみなし、3欄を超える申告については、1件にその超える欄数5欄までごとに1件とみなして加算した件数とする。
- ロ 輸入申告の場合、2欄までの申告を1件とみなし、2欄を超える申告については、1件にその超える欄数4欄までごとに1件とみなして加算した件数とする。
- (9) 小包、携帯品、托送品及び別送品等の取扱料金の最高額は、料金の7割とする。
- (10) 用紙代、通関手続に要した通常の交通費等経常的経費は、料金に含まれるものとするが、貨物検査のための開梱検査に要した労務、運送料、遠隔地に所在する税関官署への申告、申請、届、減額地の検査立会い又は関税法基本通達67の3-2-3の(1)に規定する特定委託輸出申告に係る貨物の確認に要した交通費等の特別の費用については、その実費を別に請求することができる。

三菱倉庫株式会社

Standard Fee Table for Customs Clearance Operations

The following fees are standard fees for requested customs clearance operations (including related operations).

8th of October, 2017

(Unit: Japanese Yen)

Type of customs clearance operation		Unit	Fee (per 1 case)
(1) Export (ship back) declaration		1 case	JPY 5,900
(2) Import declaration	Small-freight simplified customs clearance	1 case	JPY 4,200
	Self-assessment customs payment (including pre-arrival declarations)	1 case	JPY 11,800
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	JPY 8,600
	Official-assessment customs payment	1 case	JPY 10,500
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	JPY 7,800
	Import from bonded warehouse Import from integrated bonded area (excluding items that are processed, manufactured, or displayed)	1 case	JPY 7,000
Small-freight simplified customs clearance		1 case	JPY 5,100
(3) Application to store in bonded warehouse		1 case	JPY 7,000
(4) Application to store in bonded manufacturing warehouse		1 case	JPY 7,000
(5) Application for approval for use in Customs Display Area		1 case	JPY 7,000
(6) Application to store in integrated bonded area		1 case	JPY 7,000
(7) Application for withdrawal of cargo prior to import permission		1 case	JPY 5,100
(8) Declaration of loading of Ship's (Aircraft's) stores of foreign goods		1 case	JPY 5,100
(9) Declaration of foreign freight transport		1 case	JPY 5,100
(10) Other declaration, application, or notification		1 case	JPY 1,300
(11) Preparation of copy of respective application and permission approval documents		1 case	JPY 200
(12) Surcharge		1 case	According to type of customs clearance operation indicated in (1) through (11). Fifty percent of the customs clearance fees indicated in (1) through (11)

(Remarks)

- (i) Administrative work covered by respective declaration and application procedure fees indicated in (1) through (9) above include the processing of routine procedures that are performed before, after, or at the same time as the declaration or application (e.g., attendance to inspections, preparation of tax exemption application forms). Independently requested attendance to inspections shall also be separately accepted.

Note that "pre-arrival declaration" in self-assessment customs payment indicated in the import declaration section of (2) above refers to the pre-arrival declaration defined in the notice on the pre-arrival declaration system (Notice 251 of Customs and Tariff Bureau, Ministry of Finance on the 31st of March, 2000).

- (ii) For import from manufacturing warehouse declaration and import from integrated bonded area declaration (limited to items that are processed, manufactured, exhibited, or used), the import declaration fee in (2) above, according to self-assessment and official-assessment customs payments, shall apply.
- (iii) The small-freight simplified customs clearance fee shall be applied to the following procedures.
- Submission of loading container lists pursuant to the provisions in Article 2 (on procedures for container import and export) of the Enforcement Order of the Act on Special Provisions of the Customs Act (Incidental to Enforcement of the Customs Convention on Containers and Customs Convention on the International Transport of Goods Under Cover of TIR Carnets (TIR Convention) (Act No. 257 of 1971))
 - Import and export declarations using ATA Carnet
- (iv) When using an export (ship-back) declaration or declaration of loading of ship's (aircraft's) stores of foreign goods as a transportation declaration, the handling fee for transportation declaration in (9) above may not be charged for the transportation declaration.
- (v) The fee for "Other declaration, application, or notification" in (10) above may be charged limited to when a procedure for the application and such is requested and performed independently (e.g., when only processing a foreign freight disposal notification procedure following a warehouse owner's request) or when the procedure is not routinely related to main procedures (e.g., a notification procedure for operations outside of regular government office hours).
- (vi) The surcharge in (12) above may be charged in the following instances.
- When processing procedures including declarations, revised declarations, and correction requests for import freight assessment as part of import declaration procedures, and there are reasonable grounds to charge surcharges in terms of the necessary amount of administrative workload
 - When numerous items are indicated in invoices, and extra work is thus required in export or import declaration form preparation in terms of determining applicable categories indicated in the appended table of the Act on Customs Tariff (including sorting of statistical item number) and calculating volume or price
 - When extra work is required for drawback procedures
 - When extra work is required in relation to the Japan Customs inspections and analyses
 - When extra work is required due to the division of freight declarations in a single consignment
 - When a case otherwise requires more procedural work than standard
- (vii) Fees in (1) through (11) may be reduced depending on the nature of the freight, the scale of the transaction volume, and other circumstances.
- (viii) In export (ship-back) declarations and import declarations (including application to store in bonded warehouse, import from storage warehouse declarations, application to store in bonded manufacturing warehouse, import from manufacturing warehouse declarations, application to store in integrated bonded area, import from integrated bonded area declarations, and application for withdrawal of cargo prior to import permission; the same shall apply in (vii) below), if a single declaration comprise multiple rows, the "Unit" column in the fee table for customs clearance operations shall be applied as follows.
- In an export (ship-back) declaration, declarations of up to three rows shall be deemed as one case, and for declarations of more than three rows, every additional five rows shall be deemed and added as one case.
 - In an import declaration, declarations of up to two rows shall be deemed as one case, and for declarations of more than two rows, every additional four rows shall be deemed and added as one case.
- (ix) The maximum amount of handling fees for small parcels, accompanied items, consigned items, and unaccompanied items shall be 70% of the fees.
- (x) While routine expenses including paper costs and regular travel and other costs required for customs clearance procedures shall be

included in the fees, the following irregular expenses may be separately charged on an actual-expense basis: 1. labour costs and transportation fees incurred for freight inspection-related unpacking and transportation, and 2. travel costs incurred for declarations, applications, and notifications to distant the Japan Customs offices; attendance to inspections performed at distant locations; and freight confirmation for authorised consignment export declarations pursuant to the provisions in 67-3-2-3-(1) of the Basic Interpretive Regulation of the Act on Customs

Mitsubishi Logistics Corporation

[單位： 磅]

Customs brokerage fees

The following fees are the basic charges for Customs brokerage fees and other related charges.
Depending on the actual required scope, the final billed total might differ.

(in yen)

Scope		Unit	Basic charge
① Export (/re-shipment) clearance		per sheet	¥5,900
② Import	Customs declaration (including pre-assessment)	per sheet	¥11,800
	Tax assessment	per declaration	¥10,500
	Import from bonded zone (except product for processing, manufacturing and exhibitions)	per declaration	¥7,000
③ Bonded storage application		per declaration	¥7,000
④ Bonded factory transfer application		per declaration	¥7,000
⑤ Bonded exhibition storage approval request		per declaration	¥7,000
⑥ General bonded area storage request		per declaration	¥7,000
⑦ Pick up before import declaration application		per declaration	¥5,100
⑧ Declaration of Loading of Ship's (Aircraft's) Stores of Foreign Goods		per declaration	¥5,100
⑨ Bonded Overland Transport (OLT) declaration		per declaration	¥5,100
⑩ Other declarations or filings		per declaration	¥1,300
⑪ Copy of the declaration or authorization (Japanese)		per declaration	¥200
⑫ Surcharges		per declaration	at cost depending on content (subject to negotiations)
⑬ Customs inspection witness		1 time	at cost depending on content (subject to negotiations)

Remarks

1. The pre-assessment in ② is the pre-assessment defined in the official notice "About the Pre-arrival Examination system" (Notice n. 251 March 31st 2000).

2. The import declaration for products from a bonded factory or bonded zone (for products produced in manufacturing, or exhibited or used) are subject to the brokerage fees of "Customs declaration" or "Tax assessment" in ② depending on the classification.

3. The tax assessment charge applies to the following.

a. The cost of unloaded containers as defined in the Customs Act ordinance (1871 ordinance n. 237) Article 2 regarding Special Provisions of the Customs Act incidental to Enforcement of the "Customs Convention on Containers" and the "Customs Convention on the International Transport of Goods under Cover of TIR Carnet (TIR Convention)" has been submitted.

b. Import and export declarations of ATA carnets.

4. For Export (re-Ship) or Declaration of Loading of Foreign Goods, when an OLT declaration is combined at the same time, the OLT fee in ⑨ will not be charged.

5. The fee for "other declarations or filings" in ⑩ only applies to standalone declarations (for instance, disposal of bonded cargo only) or declarations outside of the scope of mutual business (for instance, certificate of business hours).

6. Surcharges in ⑫ can be applied in the following cases.

a. when the volume of work required for valued declaration, declaration revision, amendment of tax valuation and other similar declarations as part of import Customs clearance necessitates the application of a surcharge.

b. when due to the large number of items on the invoice, the calculation of the price, number of pieces and/or the determination of the HS Code requires more time and effort than usual.

c. when tax refunding procedures require special handling.

d. when special handling is required due to Customs inspections or testing.

e. when special handling is required due to the necessity to split one shipment into multiple declarations.

f. when special handling is required for all other Customs and related procedures.

g. when one declaration spans multiple columns.

7. Small packages, personal belongings, assignments, unaccompanied goods are subject to the charges in ① and ②.

8. Additional expenses associated with cargo inspections such as unpacking, importation, declarations, inspection witnesses, as well as the traveling expenses associated with the checking of export cargoes defined in the Customs Act regulation 67 article 3-2-3 paragraph (1) will be charged separately.

(continued)

Remark - the above brokerage fees do not apply to the following:

- a. When the declaration for import cargo is valued (for declarations based on Customs Act ordinance article 4 paragraph 3, "comprehensive declarations")
- b. for special Customs declaration (except when designated as agent for the declaration of special cargo regarding the same cargo)
- c. for the import declaration of special cargo (except when designated as agent for the special Customs declaration regarding the same cargo)
- d. for the application for "special cases regarding Customs Declarations" as defined in the Customs Act article 7-2 paragraph 1.
- e. for the application for "special cases regarding Export Customs Declarations" as defined in the Customs Act article 67-3 paragraph 1
- f. in the case of revision of the declaration
(only applicable to import declarations, after release)
- g. in the case of amendment of tax valuation
(only applicable to import declarations, after release).
- h. for the application for authorizations required for import or export by laws other than the Customs Act and other laws related to Customs rules.

通 関 業 務 料 金 基 本 額 表

(2017年10月8日現在)

次に掲げる料金は、通関業務（関連業務を含む。）に係る料金の基本額を表示しています。

(單位：元)

通関業務の概要		単位	料 金
①輸出（積戻し）申告		1件	5,900
	少額貨物積戻し通関費	"	4,200
②輸入申告	申告納税（不備申告を含む。）	"	11,800
	少額貨物積戻し通関費	"	8,600
	船積み税	"	10,500
	少額貨物積戻し通関費	"	7,800
	保税蔵置場蔵出・総合保税地域蔵保出（加工又は製造若しくは表示されたものを除く。）	"	7,000
	物積戻し通関費	"	5,100
③保税蔵置場蔵入申請		"	7,000
④保税工場移入申請		"	7,000
⑤保税展示棚設置等承認申請		"	7,000
⑥総合保税地域蔵保入申請		"	7,000
⑦輸入許可前貨物引取承認申請		"	5,100
⑧外国貨物船（桶）用品積み申告		"	5,100
⑨外国貨物運送申告		"	5,100
⑩その他の申告、申請又は届		"	1,300
⑪所申告又は許可承認書作成		"	200
⑫割増料		"	①から⑩までに掲げる通関業務の標準に於て当該通関業務に係る①から⑩までに定める料金の5割

【注1】（開示額については上記基本額を使用として、申告内容によって増減調整の上、開示されることとします。）

〔注 5〕次に掲げる星線については、第「備考をみる。」に掲げる理由は適用せず、星線の上で発生する場合はあり得る。

- イ 輸入船舶の帰港に随する甲船（当該船舶が航路を各航路3地区に属する甲西に属ります。）
ロ 初等甲丙（係船中船隻（船型および長さ）と見出し欄に規定する船舶中内国船舶を除く。以下において同じ。）の輸入中丙について初めて代理の登録を受けた場合を除きます。
ハ 関係区長7条の2第1項の承認の申請
ニ 関係区長67条の3第1項の承認の申請
ホ 修正申請（輸入の許可届に付するものに限ります。）
ヘ 更正の届附（輸入の許可届に付するものに限ります。）
ト 変更申請（船舶の輸入申請（当該船舶が甲西に属する船舶甲丙）に対して初めて代理の登録を受けている専売に準じます。）
チ 船舶は、その帰港地へ到る途中以外の沿岸の航行の変更により輸出又は輸入に関与する必要とする許可可符の申請

1482

- [illegible]

通關單名稱 大阪市港區藏港2丁目1番23号
海池運輸株式会社 五條物流園西支店

Konoike Transport Co., Ltd. _ English translation

Table on Basic Fees for Customs Clearance Operations

(As of 8th October 2017)

The following fees are **basic fees** for customs clearance operations (including related operations).

(Unit: JPY)

Type of customs clearance operation		Unit	Fee (per 1 case)
(1) Export (ship-back) declaration		1 case	5,900
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	4,200
(2) Import declaration	Self-assessment customs payment (including pre-arrival declarations)	1 case	11,800
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	8,600
	Official-assessment customs payment	1 case	10,500
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	7,800
	Import from bonded warehouse Import from integrated bonded area (excluding items that are processed, manufactured, or displayed)	1 case	7,000
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	5,100
(3) Application to store in bonded warehouse		1 case	7,000
(4) Application to store in bonded manufacturing warehouse		1 case	7,000
(5) Application for approval for use in Customs Display Area		1 case	7,000
(6) Application to store in integrated bonded area		1 case	7,000
(7) Application for withdrawal of cargo prior to import permission		1 case	5,100
(8) Declaration of loading of Ship's (Aircraft's) stores of foreign goods		1 case	5,100
(9) Declaration of foreign freight transport		1 case	5,100
(10) Other declaration, application, or notification		1 case	1,300
(11) Preparation of copy of respective application and permission approval documents		1 case	200
(12) Surcharge		1 case	According to type of customs clearance operation indicated in (1) through (11). Fifty percent of the customs clearance fees indicated in (1) through (11).

Note 1: (Charged amounts shall be determined in reference to the above basic fee amounts and, depending on the content of declarations, based on separate discussions.)

Note 2: The following procedures may not applicable to the fees indicated in the table (including the remarks) and may be charged based on discussions.

- Declarations for import freight assessment (limited to declarations pursuant to Article 4-3 of the Enforcement Order of the Act on Customs)
- Special declarations (unless commission for import declarations pertaining to specially declared cargo (as defined in the provisions of Article 7-2-2 in the Act on Customs; the same shall apply below) is additionally requested)
- Applications for approvals set forth in Article 7-2-1 of the Act on Customs
- Applications for approvals set forth in Article 67-3-1 of the Act on Customs
- Revised declarations (limited to those processed after acquisition of import permission)
- Correction requests (limited to those processed after acquisition of import permission)
- Import declarations for specially declared cargo (unless commission for special declarations pertaining to such specially declared cargo is additionally requested)
- Applications for export or import permissions required pursuant to the provisions of laws and regulations other than the Act on Customs and other customs duty-related laws and regulations

(Remarks)

- The fee for "Other declaration, application, or notification" in (10) above shall be charged limited to when the procedure for the application and such is requested and performed independently (e.g., when only processing a foreign freight disposal notification procedure following a warehouse owner's request) or when the procedure is not routinely related to main procedures (e.g., a notification procedure for operations outside of regular government office hours).
- In export (ship-back) declarations and import declarations (including import for storage applications, import from storage warehouse declarations, import for manufacturing applications, import from manufacturing warehouse declarations, import for comprehensive bonded area applications, import from comprehensive bonded area declarations, and before permit applications; the same shall apply in (vii) below), if a single declaration comprise multiple rows, the "Unit" column in the fee table for customs clearance operations shall be applied as follows.
 - In an export (ship-back) declaration, declarations of up to three rows shall be deemed as one case, and for declarations of more than three rows, every additional five rows shall be deemed and added as one case.
 - In an import declaration, declarations of up to two rows shall be deemed as one case, and for declarations of more than two rows, every additional four rows shall be deemed and added as one case.

(iii) The surcharge in (12) above may be charged in the following instances.

- a. When processing procedures including declarations, revised declarations, and correction requests for import freight assessment as part of import declaration procedures, and there are reasonable grounds to charge surcharges in terms of the necessary amount of administrative workload
- b. When numerous items are indicated in invoices, and extra work is thus required in export or import declaration form preparation in terms of determining applicable categories indicated in the appended table of the Act on Customs Tariff (including sorting of statistical item number) and calculating volume or price
- c. When extra work is required for tax reduction, exemption, and drawback procedures
- d. When extra work is required in relation to the Japan Customs inspections and analyses
- e. When extra work is required due to the division of freight declarations in a single consignment
- f. When a case otherwise requires more procedural work than standard

(iv) While routine expenses including paper costs and regular travel and other costs required for customs clearance procedures shall be included in the fees, the following irregular expenses may be separately charged on an actual-expense basis based on discussions: 1. labour costs and transportation fees incurred for freight inspection-related unpacking and transportation and for on-site attendance to or confirmation of disposal operations after foreign freight disposal notifications, and 2. travel costs incurred for declarations, applications, and notifications to distant the Japan Customs offices, and attendance to inspections and freight confirmation for authorised consignment export declarations at distant locations.

Name of Customs Broker Konoike Transport Co., Ltd. International Logistics Kansai Branch
2-1-23 Chikko, Minato-ku, Osaka, Japan

通関業務基本料金表

平成29年10月8日

(単位:円)

通関業務の種類		単位	料金
(1) 輸出(積戻し)申告		1件	5,900
	少額貨物簡易通関扱	+	4,200
(2) 輸入申告	申告納税(予備申告を含む。)	+	11,800
	少額貨物簡易通関扱	+	8,600
	賦課課税	+	10,500
	少額貨物簡易通関扱	+	7,800
	保税蔵置場蔵出・総合保税地域総保出(加工又は製造若しくは展示されたものを除く。)	+	7,000
	少額貨物簡易通関扱	+	5,100
(3) 保税蔵置場蔵入申請		"	7,000
(4) 保税工場移入申請		+	7,000
(5) 保税展示場蔵置場等承認申請		+	7,000
(6) 総合保税地域総保入申請		+	7,000
(7) 輸入許可前貨物引取申請		+	5,100
(8) 外国貨物船(機)用品積込申告		+	5,100
(9) 外国貨物運送申告		"	5,100

(備考)

- 1 申告が複数の欄からなる場合の通関業務の料金表の「単位」欄の適用について
 - イ 輸出(積戻し)申告の場合、3欄までの申告を1件とみなし、3欄を超える申告については1件にその超える欄数5欄までごとに1件とみなして加算した件数とさせていただきます。
 - ロ 輸入申告の場合、2欄までの申告を1件とみなし、2欄を超える申告については1件にその超える欄数4欄までごとに1件とみなして加算した件数とさせていただきます。
- 2 税関検査立会料等の実費が発生した場合は別途請求させていただくことがあります。
- 3 上記料金は内容により、割増もしくは割引が発生する可能性があります。
- 4 上記料金表に記載していないその他の申告・申請・届については、ご相談に応じます。

通関業者名: 旭扇海運株式会社

Table on Basic Fees for Customs Clearance Operations

As of 8th October 2017

(Unit: JPY)

Type of customs clearance operation		Unit	Fee
(1) Export (ship-back) declaration		1 case	5,900
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	4,200
(2) Import declaration	Self-assessment customs payment (including pre-arrival declarations)	1 case	11,800
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	8,600
	Official-assessment customs payment	1 case	10,500
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	7,800
	Import from bonded warehouse Import from integrated bonded area (excluding items that are processed, manufactured, or displayed)	1 case	7,000
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	5,100
(3) Application to store in bonded warehouse		1 case	7,000
(4) Application to store in bonded manufacturing warehouse		1 case	7,000
(5) Application for approval for use in Customs Display Area		1 case	7,000
(6) Application to store in integrated bonded area		1 case	7,000
(7) Application for withdrawal of cargo prior to import permission		1 case	5,100
(8) Declaration of loading of Ship's (Aircraft's) stores of foreign goods		1 case	5,100
(9) Declaration of foreign freight transport		1 case	5,100

(Remarks)

1. Application of the "Unit" column in the fee table for customs clearance operations when a single declaration comprises multiple rows:
 - a. In an export (ship-back) declaration, declarations of up to three rows shall be deemed as one case, and for declarations of more than three rows, every additional five rows shall be deemed and added as one case.
 - b. In an import declaration, declarations of up to two rows shall be deemed as one case, and for declarations of more than two rows, every additional four rows shall be deemed and added as one case.
2. If any actual expenses, such as fees for attendance to the Japan Customs inspections, are incurred, they may be separately charged.
3. Surcharge or discounts may apply to the above fees, depending on the content of operations.
4. The company will consider requests for other declarations, applications, and notifications that are not indicated in the fee table above.

Name of Customs Broker: Kyokusen Kaiun Co., Ltd.

通関業務取扱料金表

当社では、通関業務取扱料金として次の料金を申し受けます。
なお、貨物の特性や取扱規模等により、割増・割引が生じる場合があります。

郵船ロジスティクス株式会社
2018年10月1日

通 関 業 務 の 種 別		単 位	料 金
① 輸出(積戻し)申告		1件	5,900
少額貨物簡易通関級			4,200
② 輸入申告	申告納税(予備申告を含む。)	"	11,800
	少額貨物簡易通関級	"	8,600
	賦 課 課 税	"	10,500
	少額貨物簡易通関級		7,800
	保税蔵置場蔵出・総合保税地域輸出 (加工又は製造若しくは展示されたものを除く。)	"	7,000
少額貨物簡易通関級			5,100
③ 保税蔵置場蔵入申請		"	7,000
④ 保税工場移入申請			7,000
⑤ 保税展示場蔵置等承認申請		"	7,000
⑥ 総合保税地域輸入申請			7,000
⑦ 輸入許可前貨物引取申請			5,100
⑧ 外国貨物船(機)用品積込申告			5,100
⑨ 外国貨物運送申告			5,100
⑩ その他の申告・申請又は届			1,300
⑪ 随申告又は許可承認書作成		"	200
⑫次に掲げる手続及び作業については、事前に相談の上、割増料を請求させていただきます。 ■ 輸入貨物の評価に関する申告(関税法施行令第4条第3項(包括申告書)に基づく申告に限ります。)及び評価に関する申告で、それに要した事務量から勘案し割増料を請求すべき相当の理由があるとき。 ■ 特例申告(特例申告貨物(関税法第7条の2第2項に規定する特例申告貨物といふ。下記αにおいて同じ。))の輸入申告について併せて代理の依頼を受けた場合を除きます。] ■ 関税法第7条の2第4項(申告の特例)の承認の申請 ■ 関税法第67条の3第1項(輸出申告の特例)の承認の申請 ■ 修正申告(輸入の許可後に行うものに限ります。)及び修正申告の手続きを行う場合で、それに要した事務量からみて割増料を請求すべき相当の理由があるとき。 ■ 更正の請求(輸入の許可後に行うものに限ります。)及び更正の請求手続きを行う場合で、それに要した事務量からみて割増料を請求すべき相当の理由があるとき。 ■ 特例申告貨物の輸入申告(当該特例申告貨物に係る特例申告について併せて代理の依頼を受けている場合を除きます。) ■ 関税法その他関税に関する法令以外の法令の規定により輸出又は輸入に関して必要とする許可等の申請 ■ インボイス記載品目が多いため、輸出又は輸入申告書作成において、簡税定率法別表の所属区分の決定(統計品目の分類を含みます)、数量又は価格の計算等に特別の手数を要したとき。 ■ 戻し税手続のための特別の手数を要したとき。 ■ 税関の検査・分析等の関係で特別の手数を要したとき。 ■ 1件の委託に係る貨物の申告を分割するため、特別の手数を要したとき。 ■ その他手続き上一般の場合に比較して特別の手数を要したとき。			

(注)

- ①から⑩までの各種申告、申請の手続料金の対象業務には、これらの申告、申請に先行し、連続し、又はこれと同時にされる経常的手続(例えば、検査の立会い、免状申請書の作成等)の処理を含みます。
なお、②の輸入申告額申告納税において、予備申告とは、「予備審査制について」(平成17年3月31日付通関第251号)における予備申告をいいます。
- ③ 保税工場移入申告及び総合保税地域輸出輸入申告(加工又は製造若しくは展示又は既開されたものに限ります。)]については、申告納税、賦課課税の各区分により②の輸入申告の料金を適用します。
- ④ 次に掲げる手続については、少額貨物簡易通関級の料金を適用します。
(1) コンテナに関する通関業務及び国際通関手続による担保の下で行う貨物の国際運送に関する通関業務(TIR業務)の実施に伴う関税法の特例に関する法律施行令(昭和46年政令第257号)第2条(コンテナの輸入又は輸出の手続)の規定に基づく標準コンテナ一覧表の提出
(2) 通関手続(ATAカルネ)による輸入申告又は輸出申告
- ⑤ 輸出(積戻し)申告書又は外国貨物船(機)用品積込申告書をもって運送申告書を使用するときは、運送申告として⑧の運送申告の取扱料金は請求いたしません。
- ⑥ ⑦の「その他の申告・申請又は届」に関する料金は、当該申請等の手続のみを独立して依頼され行った場合(例えば、倉庫から依頼される保税貨物蔵置場蔵出の手続のみを行う場合等)又は主たる手続と経常的には結びつかない場合(例えば、更替時間外の事務の執行を求める届出手続等)に請求させていただきます。
- ⑧ 輸出(積戻し)申告及び輸入申告(輸入申告)には、届入申請、届出申告、移入申請、移出申告、蔵保入申、蔵保出申告及び輸入許可前貨物引取承認申請を含みます。以下⑦において同じ。)]において、1申告が複数の欄からなる場合の通関業務の料金は「単位」欄の適用については、次によります。
(1) 輸出(積戻し)申告の場合、3欄までの申告を1件とみなし、3欄を超える申告については、1件にその超える欄数5欄までごとに1件とみなして加算した件数とします。
(2) 輸入申告の場合、2欄までの申告を1件とみなし、2欄を超える申告については、1件にその超える欄数4欄までごとに1件とみなして加算した件数とします。
- ⑨ 小包、機材品、託送品及び米運送等の料金は、取扱い料金の1割とします。
- ⑩ 用紙代、通関手続に要した通常の交通費等経常的経費は、料金に含まれますが、貨物検査のための関係運搬に要した労賃、運送料、通関所に所在する税関官署への申告、申請、届又は通関地の検査立会いに要した交通費等の特殊の費用については、その実額を別に申し受けます。

Charges for Customs Clearance Services

The company accepts the following fees for the handling of customs clearance operations.

Note that surcharges and discounts may be applied according to the nature of the freight, the scale of the transaction volume, and other circumstances.

Yusen Logistics Co., Ltd.

the 1st of October, 2018

Type of customs clearance operation		Unit	Fee
(1) Export (ship-hire) declaration		1 case	JPY 5,900
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	JPY 4,200
(2) Import declaration	Self-assessment customs payment (including pre-arrival declarations)	1 case	JPY 11,800
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	JPY 8,600
	Official-assessment customs payment	1 case	JPY 10,500
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	JPY 7,800
	Import from bonded warehouse Import from integrated bonded area (excluding items that are processed, manufactured, or displayed) Small-freight simplified customs clearance	1 case	JPY 7,000
(3) Application to store in bonded warehouse		1 case	JPY 7,000
(4) Application to store in bonded manufacturing warehouse		1 case	JPY 7,000
(5) Application for approval for use in Customs Display Area		1 case	JPY 7,000
(6) Application to store in integrated bonded area		1 case	JPY 7,000
(7) Application for withdrawal of cargo prior to import permission		1 case	JPY 5,100
(8) Declaration of loading of Ship's (Aircraft's) stores of foreign goods		1 case	JPY 5,100
(9) Declaration of foreign freight transport		1 case	JPY 5,100
(10) Other declaration, application, or notification		1 case	JPY 1,300
(11) Preparation of copy of respective application and permission approval documents		1 case	JPY 200
(12) Surcharges shall be charged for the following procedures and work upon prior discussions.			
a. When processing declarations for import freight assessment (limited to declarations pursuant to Article 4-1 [on comprehensive declaration form] of the Enforcement Order of the Act on Customs) and declarations for assessment, and there are reasonable grounds to charge surcharges in terms of the necessary amount of administrative workload			
b. Special declarations (unless commission for import declarations pertaining to specially declared cargo [as defined in the provisions of Article 7-2-2 in the Act on Customs; the same shall apply in g. below] is additionally requested)			
c. Applications for approvals set forth in Article 7-2-1 (Special Provisions for Declaration) of the Act on Customs			
d. Applications for approvals set forth in Article 67-1-1 (Special Provisions for Export Declaration) of the Act on Customs			
e. When processing revised declarations (limited to those processed after acquisition of import permission) and procedures for revised declarations, and there are reasonable grounds to charge surcharges in terms of the necessary amount of administrative workload			
f. When processing correction requests (limited to those processed after acquisition of import permission) and procedures for correction requests, and there are reasonable grounds to charge surcharges in terms of the necessary amount of administrative workload			
g. Import declarations for specially declared cargo (unless commission for special declarations pertaining to such specially declared cargo is additionally requested)			
h. Applications for export or import permissions required pursuant to the provisions of laws and regulations other than the Act on Customs and other customs duty-related laws and regulations			
i. When numerous items are indicated in invoices, and extra work is thus required in export or import declaration form preparation in terms of determining applicable categories indicated in the appended table of the Act on Customs Tariff (including sorting of statistical item number) and calculating volume or price			
j. When extra work is required for drawback procedures			
k. When extra work is required in relation to the Japan Customs inspections and analyses			
l. When extra work is required due to the division of freight declarations in a single consignment			
m. When a case otherwise requires more procedural work than standard			

(Notes)

- Administrative work covered by respective declaration and application procedure fees indicated in (1) through (11) above include the processing of routine procedures that are performed before, after, or at the same time as the declaration or application (e.g., attendance in inspections, preparation of tax exemption application forms). Note that "pre-arrival declaration" in self-assessment customs payment indicated in the import declaration section in (2) above refers to the pre-arrival declaration defined in the notice on the pre-arrival declaration system (Notice 251 of Customs and Tariff Bureau, Ministry of Finance on the 1st of March, 2010).
- For import from manufacturing warehouse declaration and import from comprehensive bonded area declaration (limited to items that are processed, manufactured, exhibited, et al.), the import declaration fee in (2) above, according to self-assessment and official-assessment customs payments, shall apply.
- The small-freight simplified customs clearance fee shall be applied to the following procedures.

G) Submission of loading container lists pursuant to the provisions in Article 2 (on procedures for container import and export) of the Enforcement Order of the Act on Special Provisions of the Customs Act Incident to Enforcement of the Customs Convention on Containers and Customs Convention on the International Transport of Goods Under Cover of TIR Carnets (TIR Convention) (Act No. 257 of 1971)

Gii) Import and export declarations using ATA Carnet

4. When using an export (ship-back) declaration or declaration of loading of ship's (aircraft's) stores of foreign goods as a transportation declaration, the handling fee for transportation declarations in (9) above shall not be charged for the transportation declaration.
5. The fee for "Other declaration, application, or notification" in (10) above shall be charged/forfeited when the procedure for the application and such is requested and performed independently (e.g., when only processing a foreign freight disposal notification procedure following a warehouse owner's request) or when the procedure is not routinely related to main procedures (e.g., a notification procedure for operations outside of regular government office hours).
6. In export (ship-back) declarations and import declarations (including application to store in bonded warehouse, import from storage warehouse declarations, application to store in bonded manufacturing warehouse, import from manufacturing warehouse declarations, application to store in integrated bonded area, export from integrated bonded area declarations, and application for withdrawal of cargo prior to import permission, the same shall apply in 7 below 1, if a single declaration comprise multiple rows, the "Line" column in the fee table for customs clearance operations shall be applied as follows.
 - G) In an export (ship-back) declaration, declarations of up to three rows shall be deemed as one case, and for declarations of more than three rows, every additional five rows shall be deemed and added as one case.
 - Gii) In an import declaration, declarations of up to two rows shall be deemed as one case, and for declarations of more than two rows, every additional four rows shall be deemed and added as one case.
7. Handling fees for small parcels, accompanied items, consigned items, and unaccompanied items shall be 70% of the handling fees.
8. While routine expenses including paper costs and regular travel and other costs required for customs clearance procedures shall be included in the fees, the following irregular costs shall be separately charged on an actual-expense basis: 1. Labour costs and transportation fees incurred for freight inspection-related unpacking and transportation, and 2. Travel costs incurred for declarations, applications, and notifications to distant the Korean Customs offices and attendance to inspections performed at distant locations.

Kanigumi Co., Ltd. Osaka Branch

■上組 通関業務料金表

通関業務（関連業務を含む）の種類	1件当たりの料金	備考
1 輸出申告・積戻し申告	5,900円	申告欄数が3欄を超える場合は、超える欄数5欄ごとに1件分の料金を加算
2 輸入申告（予備申告を含む） ※下記3の申告を除く	11,800円	申告欄数が2欄を超える場合は、超える欄数4欄ごとに1件分の料金を加算
3 保税蔵置場蔵入申請 保税工場移入申請 保税展示場蔵置等承認申請 総合保税地域蔵保入申請 保税蔵置場蔵出輸入申告 総合保税地域蔵保出輸入申告	7,000円	
4 輸入許可前貨物引取申請 外国貨物船（機）用品構込申告 外国貨物運送申告	5,100円	
5 その他の申告・申請・届等	1,300円	

（注）

- 1 本料金表は、通関業法第18条に基づき提示するものです。
- 2 税関貨物検査のための開梱運搬に要した労費や運送料、通関地税関官署への申告・申請・検査立会等のため要した交通費等については、その実費を別途頂戴いたします。
- 3 特例輸入者承認申請、特定輸出者承認申請、財務大臣・税関長に対する不服申立、輸入申告とは別に依頼を受けた評価申告、修正申告、更正の請求の手続き、税関検査立会、輸出入に関連する他法令手続き及び通関地の他業者に依頼した税関検査立会等に係る料金につきましては、手続きに要する業務量・難易度、委託料等を勘案した料金を別途頂戴いたします。
- 4 通関業務で、書類作成や手続き等に特別の手段、時間、知識等を要する場合の料金につきましては、手続き等に要する業務量・難易度等を勘案した割増料金を頂戴いたします。
- 5 通関業務が当社受注の他業務と関連する場合や、類似案件を大量又は継続的に受注する場合など、特別の事情がある場合は、お客様と協議のうえ、上記料金を割引することがあります。

Kamigumi Co., Ltd. Osaka Branch _ English translation

Kamigumi Co., Ltd. Charges for Customs Clearance Services

Types of customs clearance services (including related work)		Charges per case	Remarks
1	Export / Ship-back declaration	JPY5,900	If the number of items to be declared is more than 3, each of up to 5 items in excess counts as additional 1 case
2	Import declaration(including pre-arrival declarations) *Excluding Item No. 3	JPY11,800	If the number of items to be declared is more than 2, each of up to 4 items in excess counts as additional 1 case
3	Application to store in bonded warehouse Application to store in bonded manufacturing warehouse Application for approval for use in Customs Display Area Application to store in integrated bonded area Import from bonded warehouse Import from integrated bonded area	JPY7,000	
4	Application for withdrawal of cargo prior to import permission Declaration of loading of Ship's (Aircraft's) stores of foreign goods Declaration of foreign freight transport	JPY5,100	
5	Other declaration, application, or notification	JPY1,300	

(Notes)

1. This table of charges is provided pursuant to Article 18 of the Customs Business Act of Japan.

2. For extraordinary expenses, such as labour and transportation cost for unpacking and carrying of cargoes for customs inspections and travel expenses in relation to the declaration, application, and inspection attendance at a remote customs office, the incurred amount is charged separately.

3. Regarding the cost of application for approval of authorised importer, application for approval of authorised exporter, lodging of appeal to Minister of Finance or Director-General of Customs, value declaration requested separately from import declaration, amended declaration, request for revision, customs inspection attendance, procedures in relation to other laws and regulations relevant to import and export, and customs inspection attendance etc. consigned to other logistics service providers to be performed at a remote customs office, separate charges will apply taking into account the amount and complexity of the work as well as contract fees incurred.

4. Surcharges will apply to the customs clearance services which requires extra processes and time, expertise, etc., in, for example, preparing documents and handling procedures, taking into account the amount and complexity of the work required for performing the procedures.

5. Reductions may be offered, upon discussion with the client, if the customs clearance services are requested in conjunction with other services consigned to us, similar requests are made either in large quantities or over an extended period, or otherwise under special conditions.

平成30年4月1日

通 関 業 務 の 料 金 表

通関業者名：澁澤倉庫株式会社

通 関 業 務 の 種 類		単 位	基本料金(円)
輸 出 (積 戻 し) 申 告		1件	5,900
輸 入 申 告	申 告 納 税(予備申告を含む。)	"	11,800
	賦 課 課 税	"	10,500
	保税蔵置場蔵出・総合保税地域総保出(加工又は製造若しくは展示されたものを除く。)	"	7,000
保 税 蔵 置 場 蔵 入 申 請 等		"	7,000
輸 入 許 可 前 貨 物 引 取 申 請		"	5,100
外 国 貨 物 船 (機) 用 品 積 込 申 告		"	5,100
外 国 貨 物 運 送 申 告 (輸出申告(積戻し申告)で運送兼用となっているものを除く)		"	5,100
修 正 申 告、更 正 請 求		"	内容により御見積りいたします。
税関検査立会手数料、内容点検等の貨物取扱手数料		"	
そ の 他 の 申 告・申 請 又 は 届		"	
税 関 検 査 等 の 実 費 (貨物検査の開梱、運搬に要した作業料、運送料、遠隔地に所在する税関官署への申告、申請、検査立会等に要した交通費等を含む)		"	上記の料金に含まれない特別に発生した実費については、別途請求させていただきます。

(備 考)

- 表記料金は基本額であり、申告貨物の種類、量、手続内容等により、料金に割増・割引が生じることがありますので、依頼時には必ず料金のご確認をお願いいたします。
- 輸出(積戻し)申告及び輸入申告(輸入申告には、蔵入申請、蔵出申告、移入申請、移出申告、総保入申請、総保出申告及び輸入許可前貨物引取承認申請を含む。)において、1申告が複数の欄からなる場合の取扱件数については、以下の料金を適用させていただきます。
 - 輸出(積戻し)申告の場合、3欄までの申告を1件とみなし、3欄を超える申告については、1件にその超える欄数5欄までごとに1件とみなして加算した件数による料金
 - 輸入申告の場合、2欄までの申告を1件とみなし、2欄を超える申告については、1件にその超える欄数4欄までごとに1件とみなして加算した件数による料金
- その他の申告・申請又は届とは、例えば以下の手続等をいいます。
 - 事前教示照会
 - 見本持出許可申請
 - 滅却(廃棄)承認申請
 - 本船扱・ふ中扱届
 - 輸出許可内容変更届
 - 関税法その他関税に関する法令以外の法令に基づく許認可等の申告、申請 等
- その他、本表に記載のない業務については、別途御見積りいたします。

Charges for Customs Clearance Services

Name of Customs Broker: The Shibusawa Warehouse Co., Ltd.

Type of customs clearance operation		Unit	Basic Fee (JPY)
Export (ship-back) declaration		1 case	5,900
Import declaration	Self-assessment customs payment (including pre-arrival declarations)	1 case	11,800
	Official-assessment customs payment	1 case	10,500
	Import from bonded warehouse Import from integrated bonded area (excluding items that are processed, manufactured, or displayed)	1 case	7,000
Application to store in bonded warehouse etc.		1 case	7,000
Application for withdrawal of cargo prior to import permission		1 case	5,100
Declaration of loading of Ship's (Aircraft's) stores of foreign goods		1 case	5,100
Declaration of foreign freight transport (except for items that have been declared for carriage in the Export (ship-back) declaration)		1 case	5,100
Amendment of declaration, correction request		1 case	Content-based quotations provided
Fee for attendance to customs inspections		1 case	
Fee for freight handling, including inspection of content		1 case	
Other declaration, application, or notification		1 case	
Actual expenses for the Japan Customs inspections (including operational and transportation costs for freight inspection-related unpacking and transportation, and travel costs for declarations and applications to distant the Japan Customs offices and attendance at inspections)		1 case	Irregular actual expenses not included in the above fees shall be separately charged

(Remarks)

- The indicated fees are basic prices. Surcharges and discounts may be applied, depending on the type, volume, procedures of the declared freight. When placing orders, make sure to confirm fees.
- In export (ship-back) declarations and import declarations (including application to store in bonded warehouse, import from storage warehouse declarations, application to store in bonded manufacturing warehouse, import from manufacturing warehouse declarations, application to store in integrated bonded area, import from integrated bonded area declarations, and application for withdrawal of cargo prior to import permission), if a single declaration comprise multiple rows, the following fees shall be applied to the number of cases handled.
 - In an export (ship-back) declaration, declarations of up to three rows shall be deemed as one case, and for declarations of more than three rows, every additional five rows shall be deemed and added as one case. Fees corresponding to such number of cases shall be charged.
 - In an import declaration, declarations of up to two rows shall be deemed as one case, and for declarations of more than two rows, every additional four rows shall be deemed and added as one case. Fees corresponding to such number of cases shall be charged.
- "Other declaration, application, or notification" include, for example, the following procedures.
 - Advanced ruling
 - Applications for sample carry-out permission
 - Applications for destruction (disposal)
 - Notifications for customs clearance of cargo aboard ship or customs clearance of cargo aboard barge
 - Notifications for change to content of export permission
 - Declarations and applications for permissions and authorisations pursuant to laws and regulations other than the Act on Customs and other customs duty-related laws and regulations
- Quotations shall be separately provided for other operations not indicated in this table.

通関業務標準料金表
2017年10月8日

株式会社 近鉄エクスプレス

通関業務の種類		単位(件)	料金(円)	
① 輸出(積戻し)申告		1件	5,900	※3欄までの申告を1件とします。3欄を超える申告は、その超える欄数5欄ごとに1件とみなし加算します。(例:8欄の場合 2件)
	少額貨物簡易通関扱	1件	4,200	
② 輸入申告	申告納税(予備申告を含む)	1件	11,800	※2欄までの申告を1件とします。2欄を超える申告は、その超える欄数4欄ごとに1件とみなし加算します。(例:6欄の場合 2件)
	少額貨物簡易通関扱	1件	8,600	
	賦課課税	1件	10,500	
		1件	7,800	
	保税蔵置場蔵出・総合保税地域総保出(加工又は製造若しくは展示されたものを除く)	1件	7,000	
	少額貨物簡易通関扱	1件	5,100	
	保税蔵置場蔵入承認申請	1件	7,000	
③	保税工場移入申請	1件	7,000	
④	保税展示場蔵置等承認申請	1件	7,000	
⑤	総合保税地域総保入申請	1件	7,000	
⑥	輸入許可前貨物引取申請	1件	5,100	
⑦	外国貨物船(機)用品積込申告	1件	5,100	
⑧	外国貨物運送申告	1件	5,100	
⑨	その他の申告・申請・届など手続き	1件	※要相談	※下記(2)参照
⑩	割増料	1件	※要相談	※下記(3)参照

(1) 正式なお見積もりは、弊社営業担当よりあらためてご案内申し上げます。

(2) 上記⑩その他の手続きの対象となる業務

- 輸入貨物の包括評価に関する申告
- 特例申告(引き取り申告のみ、輸入申告は除く)
- 特例輸入者・特例委託輸入者の承認申請
- 特定輸出者・特定委託輸出者の承認申請
- 修正申告
- 更正の請求
- 特例申告貨物の輸入申告
- 食品届・植物検疫・動物検疫など、関税法その他関税関係法令以外(他法令)の規定で必要な申請
- 証明書交付の申請
- その他必要な手続きがある場合

(3) 上記⑩割増料の対象となる場合

- インボイス記載品目が多いため、HSコードの分類・数量または価格の計算などに特別な手数料がかかったとき
- 戻し税手続きのため、特別の手数がかかったとき
- 税関の検査・分析などの関係で特別の手数を要したとき
- 1件の委託に係る貨物の申告を分割するため、特別の手数を要したとき
- その他、手続き上一般の場合に比較して特別の手数を要したとき

(4) 別途実費を請求させていただく場合

- 輸出入申告のための内容点検、税関検査等のための開梱、運搬に要した労費、運送料など
- 遠隔地における通関業務のために要した交通費、通信費など
- 申告後、お客様の都合により申告を撤回した場合
- 証明書交付など手続きで要した収入印紙代

Standard Fee Table for Customs Clearance Operations

8th of October 2017

Kintetsu World Express, Inc.

Type of customs clearance operation		Unit (Case)	Fee (Japanese Yen)	Remarks
(1) Export (ship-back) declaration		1 case	5,900	Note: Declarations of up to three rows shall be deemed as one case, and for declarations of more than three rows, every five additional rows shall be deemed and added as one case. (E.g., eight rows: two cases)
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	4,200	
(2) Import declaration	Self-assessment customs payment (including pre-arrival declarations)	1 case	11,800	Note: Declarations of up to two rows shall be deemed as one case, and for declarations of more than two rows, every four additional rows shall be deemed and added as one case. (E.g., six rows: two cases)
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	8,600	
	Official-assessment customs payment	1 case	10,500	
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	7,800	
	Import from bonded warehouse Import from integrated bonded area (excluding items that are processed, manufactured, or displayed)	1 case	7,000	
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	5,100	
(3) Application to store in bonded warehouse		1 case	7,000	
(4) Application to store in bonded manufacturing warehouse		1 case	7,000	
(5) Application for approval for use in Customs Display Area		1 case	7,000	
(6) Application to store in integrated bonded area		1 case	7,000	
(7) Application for withdrawal of cargo prior to import permission		1 case	5,100	
(8) Declaration of loading of Ship's (Aircraft's) stores of foreign goods		1 case	5,100	
(9) Declaration of foreign freight transport		1 case	5,100	
(10) Other declaration, application, or notification		1 case	Note: Based on discussions	Note: Refer to (ii) below
(11) Surcharge		1 case	Note: Based on discussions	Note: Refer to (iii) below

(i) Official quotations shall be provided by the company's sales representative.

(ii) Operations subject to "other procedures" in (10) above:

- A. Declarations for comprehensive value declaration
- B. Special declarations (only retrieval declarations: excludes import declarations)
- C. Applications for approvals of authorised importers and authorised consignment importers
- D. Applications for approvals of authorised exporters and authorised consignment exporters
- E. Revised declarations
- F. Correction requests
- G. Import declarations for specially declared cargo
- H. Applications required by the provisions of laws and regulations other than the Act on Customs and other customs duty-related laws and regulations, such as those for food-related notifications, plant quarantine, and animal quarantine
- I. Applications for certificate issuance
- J. When other procedures are required

(iii) When the surcharges in (11) above apply:

- K. When numerous items are indicated in invoices, and extra work is thus required for sorting by HS code, calculation of volume or

通関業務等 標準料金表

平成29年10月8日実施

(単位:円)

通関業務の種類		単位	料金
①輸出(積戻し)申告	通関手帳(ATAカルネ)による輸出申告 積卸コンテナー一覧表の提出 携帯品・別送品申告 含む	1件	6,000
②輸入申告	予備申告 賦課徴税 通関手帳(ATAカルネ)による輸入申告 携帯品・別送品申告 保税庫置場蔵出 保税倉庫蔵入申請 保税工場移入申請 保税工場移出輸入申告 保税展示場蔵置等承認申請 輸入許可前貨物引取申請 積卸コンテナー一覧表の提出 輸出取止再輸入 含む	1件	12,000
③外国貨物運送申告・外国貨物船(機)用品積込申告		1件	10,000
④関税関係法令に関するその他の申告・申請又は届	見本持出許可申請 船名・数量等変更申請 減却承認申請 外国貨物廃棄届出 証明書交付申請 含む	1件	3,000
⑤税法令に関する申請又は届	食品等輸入届出 植物検疫申請 動物検疫申請	1申請・届	15,000
⑥包括評価申告・修正申告・更正の請求		1件	15,000

(備考)

- (1) ①から③までの各種申告、申請の手続料金の対象事務には、これらの申告、申請に先行し、後続し、又はこれを同時に行われる経常的手続(例えば、検査の立会い、免税申告書の作成等)の処理を含む。なお、②の輸入申告において、予備申告とは、「予備審査制について」(平成12年3月31日付通関第251号)における予備申告をいう。また、①の輸出(積戻し)申告及び②の輸入申告において、積卸コンテナー一覧表の提出とは、コンテナーに関する通関条約及び国際道路運送手帳による担保の下で行なう貨物の国際運送に関する通関条約(TIR条約)の実施に伴う関税法等の特例に関する法律施行令(昭和46年政令第257号)第2条の規定に基づく積卸コンテナー一覧表の提出をいう。
- (2) 輸出(積戻し)申告書をもって運送申告書を兼用するときは、③の運送申告料金は請求しない。
- (3) ④の「関税関係法令に関するその他の申告・申請又は届」に関する料金を請求できるのは、当該申請等の手続のみを独立して依頼され行った場合(例えば、倉主から依頼され外国貨物廃棄届出の手続のみを行う場合等)又は主たる手続と経常的には結びつかない場合(例えば、開庁時間外の帳務を求める届出手続等)に限る。
- (4) 手続上一般の場合に比較して特別の手数を要したときは料金表の料金を割増して請求することがある。また簡易な申告の場合等は割引料金を適用することがある。
- (5) ①の輸出(積戻し)申告及び②の輸入申告において、1申告が複数の欄からなる場合の通関業務の料金表中「単位」欄の適用については、次による。
 - イ 輸出(積戻し)申告の場合、3欄までの申告を1件(1票)とみなし、3欄を超える申告については、1件にその超える欄数5欄までごとに1件とみなして加算した件数とする。
 - ロ 輸入申告の場合、2欄までの申告を1件(1票)とみなし、2欄を超える申告については、1件にその超える欄数4欄

NNR GLOBAL LOGISTICS GROUP _ English translation

Standard Fee Table for Customs Clearance Operations

8th of October, 2017
(Unit: yen)

Type of customs clearance operation		Unit	Fee
(1) Export (ship-back) declaration	Includes: - Export declaration using ATA carnets - Submission of loading container lists - Declaration for accompanied and unaccompanied items	1 case	6,000
(2) Import declaration	Includes: - Pre-arrival declaration - Official-assessment customs payment - Import declaration using ATA carnets - Declaration for accompanied and unaccompanied items - Import from storage warehouse - Application to store in bonded warehouse - Application to store in bonded manufacturing warehouse - Declaration for import from manufacturing warehouse - Application for approval for use in Customs Display Area - Application for withdrawal of cargo prior to import permission - Submission of loading container lists - Re-import of cancelled export	1 case	12,000
(3) Declaration for foreign freight transportation, Declaration for foreign freight (aircraft) loading		1 case	10,000
(4) Other declaration, application, or notification related to customs duty-related laws and regulations	Includes: - Application for sample carry-out permission - Application for change to ship name and volume - Application for destruction approval - Notification for foreign freight disposal - Application for certificate issuance	1 case	3,000
(5) Application or notification related to other laws and regulations	- Notification for import of food and such - Application for plant quarantine - Application for animal quarantine	1 application or notification	15,000
(6) Comprehensive assessment declaration, Revised declaration, Correct request		1 case	15,000

(Remarks)

(i) Administrative work covered by respective declaration and application procedure fees indicated in (1) through (3) above include the processing of routine procedures that are performed before, after, or at the same time as the declaration or application (e.g., attendance to inspections, preparation of tax exemption application forms). "Pre-arrival declaration" indicated in the import declaration section in (2) above refers to the pre-arrival declaration defined in the notice on the pre-arrival declaration system (Notice 251 of Customs and Tariff Bureau, Ministry of Finance on the 31st of March, 2000). In export (ship-back) declarations in (1) above and import declarations in (2) above, submission of loading container lists refers to the submission of loading container lists defined in the provisions in Article 2 of the Enforcement Order of the Act on Special Provisions of the Customs Act Incident to Enforcement of the Customs Convention on Containers and Customs Convention on the International Transport of Goods Under Cover of TIR Carnets (TIR Convention) (Act No. 257 of 1971).

(ii) When using an export (ship-back) declaration form as a transportation declaration form, the transportation declaration fee in 3 above shall not be charged.

(iii) The fee for "Other declaration, application, or notification related to customs duty-related laws and regulations" in (4) above may be charged limited to when the procedure for the application and such is requested and performed independently (e.g., when only processing a foreign freight disposal notification procedure following a warehouse owner's request) or when the procedure is not routinely related to main procedures (e.g., a notification procedure for operations outside of regular government office hours).

(iv) When a case requires more procedural work than standard, the fees in the fee table may be charged with surcharges added.

Additionally, for simple declarations, discounted fees may be applied.

(v) In export (ship-back) declarations in (1) above and import declarations in (2) above, if a single declaration comprise multiple rows, the "Unit" column in the fee table for customs clearance operations shall be applied as follows.

a. In an export (ship-back) declaration, declarations of up to three rows shall be deemed as one case, and for declarations of more than three rows, every additional five rows shall be deemed and added as one case.

b. In an import declaration, declarations of up to two rows shall be deemed as one case, and for declarations of more than two rows, every additional four rows shall be deemed and added as one case.

(vi) Costs not included in the fee table (transportation fee for inspections, usage fee for bonded warehouses, or fee for handling) shall be separately charged.

通関業務料金表

通関業者がその通関業務(関連業務を含む。)につき受けることができる料金の最高額は、次の表に掲げる額とする。

法基本通達集(平成 23 年度版)

通関業務の種類		料金 (1 件あたり)
①輸出(積戻し)申告		5,900 円
	少額貨物簡易通関級	4,200 円
②輸入申告	申告納税(予備申告を含む。)	11,800 円
	少額貨物簡易通関級	8,600 円
	賦課課税	13,500 円
	少額貨物簡易通関級	7,800 円
	保税蔵置場蔵出・総合保税地域蔵保出 (加工又は製造若しくは展示されたものを除く。)	7,000 円
	少額貨物簡易通関級	5,100 円
③保税蔵置場蔵入申請		7,000 円
④保税工場移入申請		7,000 円
⑤保税展示場蔵置等承認申請		7,000 円
⑥総合保税地域蔵保入申請		7,000 円
⑦輸入許可前貨物引取申請		5,100 円
⑧外国貨物船(機)用品積込申告		5,100 円
⑨外国貨物運込申告		5,100 円
⑩その他の申告・申請又は届		1,300 円
⑪諸申告又は許可承認書等作成		200 円
⑫増料		①から⑩までに掲げる通関業務の種類に応じ当該通関業務に係る①から⑩までに定める料金の 5 割

(備考)

- ①から⑩までの各種申告、申請の手続料金の対象業務には、これらの申告、申請に先行し、後続し、又はこれと同時にされる経常的手続(例えば、検査の立会い、免税申請書の作成等)の処理を含む。
なお、②の輸入申告欄の申告納税において、予備申告とは、「予備審査制について」(平成 12 年 3 月 31 日付蔵関第 251 号)における予備申告をいう。
- 保税工場移出輸入申告及び総合保税地域蔵保出輸入申告(加工又は製造若しくは展示又は使用されたものに限り。)については、申告納税、賦課課税の各区分により②の輸入申告の料金を適用する。
- 次に掲げる手続については、少額貨物簡易通関級の料金を適用する。
イ コンテナに関する通関条約及び国際道路運送手帳による担保の下で行なう貨物の国際運送に関する通関条約(TIR 条約)の実施に伴う関税法等の特例に関する法律施行令(昭和 46 年政令第 257 号)第 2 条(コンテナの輸入又は輸出の手続)の規定に基づく積卸コンテナ一覧表の提出
ロ 通関手帳(AT A カルネ)による輸入申告又は輸出申告
- 輸出(積戻し)申告書又は外国貨物船(機)用品積込申告書をもって運送申告書を兼用するときは、運送申告として⑨の運送申告の取扱料金を請求することができない。

- (5) ⑩の「その他の申告、申請又は届」に関する料金を請求できるのは、当該申請等の手続のみを独立して依頼され行った場合(例えば、倉主から依頼され外国貨物廃棄届出の手続のみを行う場合等)又は主たる手続と経常的には結びつかない場合(例えば、開庁時間外の執務を求める届出手続等)に限る。
- 6) ⑫の割増料を請求できるのは、次のような場合とする。
- イ 入申告手続の一環として輸入貨物の評価に関する申告、修正申告、更正の請求等の手続を行う場合等で、それに要した事務量からみて割増料を請求すべき相当の理由があるとき。
 - ロ インボイス記載品目が多いため、輸出又は輸入申告書の作成において、関税定率法別表の所属区分の決定(統計品目番号の分類を含む。)、数量又は価格の計算等に特別の手数を要したとき。
 - ハ 戻し税手続のための特別の手数を要したとき。
 - ニ 税関の検査・分析等の関係で特別の手数を要したとき。
 - ホ 1件の委託に係る貨物の申告を分割するため、特別の手数を要したとき。
 - ヘ その他手続上一般の場合に比較して特別の手数を要したとき。
- (7) 輸出(積戻し)申告及び輸入申告(輸入申告には、蔵入申請、蔵出申告、移入申請、移出申告、総保入申請、総保出申告及び輸入許可前貨物引取承認申請を含む。以下(7)において同じ。))において、1申告が複数の欄からなる場合の通関業務の料金表中「単位」欄の適用については、次による。
- イ 輸出(積戻し)申告の場合、3欄までの申告を1件とみなし、3欄を超える申告については、1件にその超える欄数5欄までごとに1件とみなして加算した件数とする。
 - ロ 輸入申告の場合、2欄までの申告を1件とみなし、2欄を超える申告については、1件にその超える欄数4欄までごとに1件とみなして加算した件数とする。
- (8) 小包、携帯品、託送品及び別送品等の取扱料金の最高額は、料金の7割とする。
- (9) 用紙代、通関手続に要した通常の交通費等経常的経費は、料金に含まれるものとするが、貨物検査のための開梱運搬に要した労賃、運送料、遠隔地に所在する税関官署への申告、申請、届、遠隔地の検査立会い又は関税法基本通達67の3-2-3の(1)に規定する特定委託輸出申告に係る貨物の確認に要した交通費等の特別の費用については、その実費を別に請求することができる。
- (注) 次に掲げる手続については、表(備考を含む。)に掲げる料金は適用しない。
- イ 輸入貨物の評価に関する申告(関税法施行令第4条第3項<包括申告書>に基づく申告に限る。)
 - ロ 特例申告(特例申告貨物(関税法第7条の2第2項に規定する特例申告貨物をいう。下記トにおいて同じ。))の輸入申告について併せて代理の依頼を受けた場合を除く。)
 - ハ 関税法第7条の2第1項の承認の申請
 - ニ 関税法第67条の3第1項の承認の申請
 - ホ 修正申告(輸入の許可後に行うものに限る。)
 - ヘ 更正の請求(輸入の許可後に行うものに限る。)
 - ト 特例申告貨物の輸入申告(当該特例申告貨物に係る特例申告について併せて代理の依頼を受けている場合を除く。)
 - チ 関税法その他関税に関する法令以外の法令の規定により輸出又は輸入に関して必要とする許可等の申請

Schenker-Seino Co., Ltd. _ English translation

Charges for Customs Clearance Services

The following table indicates the maximum fees that the customs clearance operator accepts for its customs clearance operations (including related operations).

Collection of basic interpretive regulations pertaining to the law (2011 version)

Type of customs clearance operation		Fee (per 1 case)
(1) Export (ship-back) declaration		JPY 5,900
	Small-freight simplified customs clearance	JPY 4,200
(2) Import declaration	Self-assessment customs payment (including pre-arrival declarations)	JPY 11,800
	Small-freight simplified customs clearance	JPY 8,600
	Official-assessment customs payment	JPY 10,500
	Small-freight simplified customs clearance	JPY 7,800
	Import from bonded warehouse Import from integrated bonded area (excluding items that are processed, manufactured, or displayed)	JPY 7,000
	Small-freight simplified customs clearance	JPY 5,100
(3) Application to store in bonded warehouse		JPY 7,000
(4) Application to store in bonded manufacturing warehouse		JPY 7,000
(5) Application for approval for use in Customs Display Area		JPY 7,000
(6) Application to store in integrated bonded area		JPY 7,000
(7) Application for withdrawal of cargo prior to import permission		JPY 5,100
(8) Declaration of loading of Ship's (Aircraft's) stores of foreign goods		JPY 5,100
(9) Declaration of foreign freight transport		JPY 5,100
(10) Other declaration, application, or notification		JPY 1,300
(11) Preparation of copy of respective application and permission approval documents		JPY 200
(12) Surcharge		According to type of customs clearance operation indicated in (1) through (11). Fifty percent of the customs clearance fees indicated in (1) through (11).

(Remarks)

(i) Administrative work covered by respective declaration and application procedure fees indicated in (1) through (9) above include the processing of routine procedures that are performed before, after, or at the same time as the declaration or application (e.g., attendance to inspections, preparation of tax exemption application forms).

Note that "pre-arrival declaration" in self-assessment customs payment indicated in the import declaration section of (2) above refers to the pre-arrival declaration defined in the notice on the pre-arrival declaration system (Notice 251 of Customs and Tariff Bureau, Ministry of Finance on the 31st of March, 2000).

(ii) For import from manufacturing warehouse declaration and import from integrated bonded area declaration (limited to items that are processed, manufactured, exhibited, or used), the import declaration fee in (2) above, according to self-assessment and official-assessment customs payments, shall apply.

(iii) The small-freight simplified customs clearance fee shall be applied to the following procedures.

a. Submission of loading container lists pursuant to the provisions in Article 2 (on procedures for container import and export) of the Enforcement Order of the Act on Special Provisions of the Customs Act Incidental to Enforcement of the Customs Convention on Containers and Customs Convention on the International Transport of Goods Under Cover of TIR Carnets (TIR Convention) (Act No. 257 of 1971)

b. Import and export declarations using ATA Carnet

- (iv) When using an export (ship-back) declaration or declaration of loading of ship's (aircraft's) stores of foreign goods as a transportation declaration, the handling fee for transportation declaration in (9) above may not be charged for the transportation declaration.
- (v) The fee for "Other declaration, application, or notification" in (10) above may be charged limited to when the procedure for the application and such is requested and performed independently (e.g., when only processing a foreign freight disposal notification procedure following a warehouse owner's request) or when the procedure is not routinely related to main procedures (e.g., a notification procedure for operations outside of regular government office hours).
- (vi) The surcharge in (12) above may be charged in the following instances.
 - a. When processing procedures including declarations, revised declarations, and correction requests for import freight assessment as part of import declaration procedures, and there are reasonable grounds to charge surcharges in terms of the necessary amount of administrative workload
 - b. When numerous items are indicated in invoices, and extra work is thus required in export or import declaration form preparation in terms of determining applicable categories indicated in the appended table of the Act on Customs Tariff (including sorting of statistical item number) and calculating volume or price
 - c. When extra work is required for drawback procedures
 - d. When extra work is required in relation to the Japan Customs inspections and analyses
 - e. When extra work is required due to the division of freight declarations in a single consignment
 - f. When a case otherwise requires more procedural work than standard
- (vii) In export (ship-back) declarations and import declarations (including application to store in bonded warehouse, import from storage warehouse declarations, application to store in bonded manufacturing warehouse, import from manufacturing warehouse declarations, application to store in integrated bonded area, import from integrated bonded area declarations, and application for withdrawal of cargo prior to import permission; the same shall apply in (vii) below), if a single declaration comprise multiple rows, the "Unit" column in the fee table for customs clearance operations shall be applied as follows.
 - a. In an export (ship-back) declaration, declarations of up to three rows shall be deemed as one case, and for declarations of more than three rows, every additional five rows shall be deemed and added as one case.
 - b. In an import declaration, declarations of up to two rows shall be deemed as one case, and for declarations of more than two rows, every additional four rows shall be deemed and added as one case.
- (viii) The maximum amount of handling fees for small parcels, accompanied items, consigned items, and unaccompanied items shall be 70% of the fees.
- (ix) While routine expenses including paper costs and regular travel and other costs required for customs clearance procedures shall be included in the fees, the following irregular expenses may be separately charged on an actual-expense basis: 1. labour costs and transportation fees incurred for freight inspection-related unpacking and transportation, and 2. travel costs incurred for declarations, applications, and notifications to distant the Japan Customs offices; attendance to inspections performed at distant locations; and freight confirmation for authorised consignment export declarations pursuant to the provisions in 67-3-2-3-(1) of the Basic Interpretive Regulation of the Act on Customs.

Note: The fees indicated in the table (including the remarks) shall not be applied to the following.

- a. Declarations for import freight assessment (limited to declarations pursuant to Article 4-3 (on comprehensive declaration form) of the Enforcement Order of the Act on Customs)
- b. Special declarations (unless commission for import declarations pertaining to specially declared cargo (as defined in the provisions of Article 7-2-2 in the Act on Customs; the same shall apply in g. below) is additionally requested)
- c. Applications for approvals set forth in Article 7-2-1 of the Act on Customs
- d. Applications for approvals set forth in Article 67-3-1 of the Act on Customs
- e. Revised declarations (limited to those processed after acquisition of import permission)
- f. Correction requests (limited to those processed after acquisition of import permission)
- g. Import declarations for specially declared cargo (unless commission for special declarations pertaining to such specially declared cargo is additionally requested)
- h. Applications for export or import permissions required pursuant to the provisions of laws and regulations other than the Act on Customs and other customs duty-related laws and regulations

通関業務料金最高額表

次に掲げる料金は、依頼を受けた通関業務（関連業務を含む。）に係る料金の最高額を表示しています。

平成20年4月1日実施

(単位：円)

通 関 業 務 の 種 類		単位	料 金
① 輸 出 (積 戻 し) 申 告		1 件	5,900
	少額貨物簡易通関扱		4,200
② 輸入申告	申告納税（予備申告を含む。）		11,800
	少額貨物簡易通関扱	//	8,600
	賦 課 課 税	//	10,500
	少額貨物簡易通関扱		7,800
	保税蔵置場蔵出・総合保税地域総保出（加工又は製造若しくは展示されたものを除く。）	//	7,000
	少額貨物簡易通関扱		5,100
③ 保 税 蔵 置 場 蔵 入 申 請			7,000
④ 保 税 工 場 移 入 申 請			7,000
⑤ 保 税 展 示 場 蔵 置 等 承 認 申 請			7,000
⑥ 総 合 保 税 地 域 総 保 入 申 請			7,000
⑦ 輸 入 許 可 前 貨 物 引 取 申 請			5,100
⑧ 外 国 貨 物 船 (機) 用 品 積 込 申 告			5,100
⑨ 外 国 貨 物 運 送 申 告		//	5,100
⑩ そ の 他 の 申 告 ・ 申 請 又 は 届			1,300
⑪ 諸 申 告 又 は 許 可 承 認 書 写 作 成			200
⑫ 割 増 料		//	①から⑪までに掲げる通関業務の種類に応じ当該通関業務に係る①から⑪までに定める料金の5割

(備考)

「単位」欄の適用については、次による。

イ 輸出（積戻し）申告の場合、3欄までの申告を1件とみなし、3欄を超える申告については、1件にその超える欄数5欄まで毎に1件とみなして加算した件数とする。

ロ 輸入申告の場合、2欄までの申告を1件とみなし、2欄を超える申告については、1件にその超える欄数4欄までごとに1件とみなして加算した件数とする。

INTERNATIONAL EXPRESS CO., LTD. _ English translation

Table of Maximum Fees for Customs Clearance Operations

The following fees shows maximum fees for requested customs clearance operations (including related operations).

Implemented the 1st of April 2008

(Unit: yen)

Type of customs clearance operation		Unit	Fee
(1)	Export (ship-back) declaration	1 case	5,900
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	4,200
(2)	Self-assessment customs payment (including pre-arrival declarations)	1 case	11,800
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	8,600
	Official-assessment customs payment	1 case	10,500
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	7,800
	Import from bonded warehouse Import from integrated bonded area (excluding items that are processed, manufactured, or displayed)	1 case	7,000
	Small-freight simplified customs clearance	1 case	5,100
(3)	Application to store in bonded warehouse	1 case	7,000
(4)	Application to store in bonded manufacturing warehouse	1 case	7,000
(5)	Application for approval for use in Customs Display Area	1 case	7,000
(6)	Application to store in integrated bonded area	1 case	7,000
(7)	Application for withdrawal of cargo prior to import permission	1 case	5,100
(8)	Declaration of loading of Ship's (Aircraft's) stores of foreign goods	1 case	5,100
(9)	Declaration of foreign freight transport	1 case	5,100
(10)	Other declaration, application, or notification	1 case	1,300
(11)	Preparation of copy of respective application and permission approval documents	1 case	200
(12)	Surcharge	1 case	According to type of customs clearance operation indicated in (1) through (11). Fifty percent of the customs clearance fees indicated in (1) through (11).

(Remarks)

The "Unit" column shall apply as follows.

- a. In an export (ship-back) declaration, declarations of up to three rows shall be deemed as one case, and for declarations of more than three rows, every additional five rows shall be deemed and added as one case.
- b. In an import declaration, declarations of up to two rows shall be deemed as one case, and for declarations of more than two rows, every additional four rows shall be deemed and added as one case.

List of the Designated on-site cargo handlers and their and freight handling tariff

Name of the service provider	Office	email address
		Telephone
		URL
Nippon Express Company, Limited	Osaka Branch Planning Strategy Division	expo2025@nipponexpress.com
		+81 6-6451-2721
		https://www.nittsu.co.jp/
Joint Venture of Sumitomo Warehouse Group and Maguchi Group	EXPO 2025 Project Department	expo2025@sumitomo-soko.co.jp
		+81 6-6444-1302
		https://www.sumitomo-soko.co.jp https://www.maguchi.co.jp/group/holding/

*This tariff shall not be provided or its contents disclosed to any party other than the Official Participants (including the logistics service providers listed above).

*The tariff is as at 31th of March, 2023.

大阪・関西万博 会場内貨物取扱料金（単価見積案）

作業の種類	単 価	料 金	記 事
①搬 入			
取 卸	1 W/Mトンに付	1,430	車司から貨物の取卸作業 （展示館内での貨物の取卸）
取卸搬入	〃	3,410	車司からの貨物の取卸及び展示館内への搬入作業
		3,850	コンテナ取り出し、取卸、搬入作業
開 梱	〃	6,380	開梱作業
据 付		10,670	据付作業
②搬 出			
搬 出	1 W/Mトンに付	10,670	搬出作業
再梱包	〃	10,670	再梱包及び再梱包に伴う作業 （材料費を除く）
搬出積込	〃	3,410	展示館内からの貨物の搬出、 車司への積込作業
		3,850	展示館内からの貨物の搬出、 コンテナ詰め込み
積 込	〃	1,430	車司への貨物の積込作業 （展示館内での貨物の積込）
③移 送	〃	2,530	会場内における貨物移送作業
④保税貨物到着 ・発送確認料	1 保税運送に付	22,000	会場に到着するあるいは発送する全ての 保税貨物について略積書類との対照確認 作業
⑤検数・検量	—	実費	税関申告のための内容点検、 検数、検量作業

【その他事項】

項 目	詳 細
6. 消費税及び地方消費税の加算	a. 料金の総額に実勢税率を乗じて計算する。但し、免税となる取引には適用しない b. 上記により計算された金額に、1円未満の端数が生じたときには、1円未満を四捨五入する
7. 支払約定	a. 請求書発行年月日から10日以内に日本円で、口座振替もしくは現金でお支払いいただく b. 遅延金は催告及びその他の要件を必要とせず、請求書発行年月日から11日以後に発生する遅延料子は年率3%を別途申し受ける c. 会期終了後の保管・作業については、料金を前受けて收受した後、作業を受託する
8. 料金の変更	本料金表は、将来、物価及び経済事情により労務費、燃料費等に変動があった場合は、事前通知の必要なくこれに応じて料金を変更することがある

【割増料金・適用方法表】

項 目	詳 細	割 増 率
1. 夜間及び早朝作業に関するもの	a. 6時～8時まで b. 18時～22時まで c. 22時～6時まで	6割増 6割増 10割増
2. 土曜・休日作業に関するもの	a. 土曜日作業 b. 休日作業 c. 取扱い場所を基準とした二層以上及び地下作業 d. 搬入・搬出の距離が50mを超える場合 ※ 特殊作業については別途協議の上定める e. 場内指定事業者の責に帰さない理由で30分を超える待機が発生した場合(30分以降)	6割増 ¹⁾ 10割増 ¹⁾ 3割増 1割増 / 50m 1割増 / 30分
3. 基本料金を適用できない作業 ※ 場内貨物取扱指定事業者と協議して別途料金を定める	a. 高価値品、忌物品と明示・告知された貨物の取扱に関する料金 b. 特別な取扱方を要求された場合の料金(壊れ物等) c. 動植物類の取扱に関する料金 d. 貨物の監視と特に要求された場合の料金 e. 料金算出がトン当たり料金によりかからない作業の場合の料金 f. 特殊防汚機器・車体・器具及び技能職作業員が必要な場合、並びに敷物、ダネージ、シート等を使用する場合の料金 g. 廃棄処理に関する料金 h. その他の特殊貨物、特殊作業に関する料金	都度、当事者間の協議で決定
4. キャンセル料金	a. 場内指定事業者の責に帰さない理由で作業予定をキャンセルした場合 b. 事前に「ポータル」で提出された搬入作業計画書に記載された作業予定日の前日15時以降に一部もしくは全作業をキャンセルした場合	作業に係わる料金全額
5. 過算方法	a. 計算トン数は、1,000キログラムをもって1トンとし、容積は、1立方メートルをもって1トンとみなす。小数点以下3桁まで(4桁以下を四捨五入)を適用数値とする b. 料金計算トン数は、重量、容積のいずれか大きい方の数値を適用する c. 割増料金が適用される貨物及び作業に対しては、基本料金にそれぞれ所定の割増料金を加算する d. 割増料金が重複する場合には、基本料金にそれぞれの割増率を乗じて各割増料金を算出し、これらの金額を合算する e. 最低計算トン数は、1トンとして計算する f. 稼数・権和作業に関する手続き及び料金等については、場内貨物取扱指定事業に照会する	

¹⁾ 金期中の土曜作業には適用しない ²⁾ 日曜日、日本国の祝祭日及び12月29～1月3日までをいう

※ 本料金表に記載のない事項については、法令に反しない範囲に於いて、当事者間の取り決めまたは慣習により決定する

**Expo 2025 Osaka, Kansai, Japan: Charges for On-site Cargo Handling
(provisional unit price quote)**

Type of work	Unit price	Charge	Remarks
(1) Delivery			
Unloading	1 W/M-tonne	JPY 1,430	Unloading of cargoes from vehicles (Unloading within an exhibition area)
Unloading and delivering	Same as above	JPY 3,410	Unloading of cargoes from vehicles and delivering them into the exhibition area
		JPY 3,850	Devanning, unloading, and delivering
Unpacking	Same as above	JPY 6,380	Unpacking work
Installation	Same as above	JPY 10,670	Installing work
(2) Removal			
Removing	1 W/M-tonne	JPY 10,670	Removal work
Repacking	Same as above	JPY 10,670	Repacking and relevant work (material cost not included)
Removal and loading	Same as above	JPY 3,410	Removing cargoes from the exhibition area and loading them onto the vehicle
		JPY 3,850	Removing cargoes from the exhibition area and vanning
Loading	Same as above	JPY 1,430	Loading cargoes onto the vehicle (Loading within an exhibition area)
(3) Transportation	Same as above	JPY 2,530	Transporting cargoes within the Expo Site
(4) Charge for verification of bonded goods at arrival/dispatch	Per transportation of bonded goods	JPY 22,000	Verifying all bonded goods that are received at or dispatched from the Expo Site against their shipping documents
(5) Inspection	N/A	As per cost incurred	Content inspection and volume verification for customs declaration

[Table of surcharges and application rules]

Category	Description	Charge rate
1. Work during night and early morning	a. 6 a.m. to 8 a.m.	Extra 60%
	b. 6 p.m. to 10 p.m.	Extra 60%
	c. 10 p.m. to 6 a.m.	Extra 100%
2. Work on weekends and public holidays	a. Work on Saturdays	Extra 60% (1)
	b. Work on Sundays and public holidays	Extra 100% (2)
	c. Work that takes place two floors or more away from the point of unloading or in a basement	Extra 30%
	d. Delivering/removing over a distance of more than 50 m *Work that requires special arrangements is discussed separately	Extra 10% for every 50 m
	e. Standing by for more than 30 minutes for reasons not attributable to the designated on-site cargo handler	Extra 10% for every 30 minutes
3. Work not applicable to standard charges *Determined separately upon discussion with the designated on-site cargo handler	a. Charges for handling cargoes labelled or notified as high value/dangerous goods	Determined upon discussion between parties case by case
	b. Charges for special handling requests (fragile goods etc.)	
	c. Charges for handling animals and plants	
	d. Charges for monitoring goods upon special requests	
	e. Charges for work to which per-tonne charge does not easily apply	
	f. Charges for work which requires special cargo handling equipment, vehicles, or devices and their operators; and which requires the use of floor protection, dunnage, protective sheets, and other materials	
	g. Waste disposal charges	
	h. Charges for other special goods and work with special arrangements	
4. Cancellation fees	a. Cancellation for reasons not attributable to the designated on-site cargo handler	Fee at the price of relevant work
	b. Partial or complete cancellation of work within 15 days of the scheduled date on which the work is to be carried out, as specified in the Carry-In Work Plan submitted in advance via the online portal	
5. Application rules	a. Tonnage for calculation takes 1,000 kilograms as 1 tonne; 1 square metre as 1 tonne for volume The number should be rounded to 3 decimal places (round up 0.0005 to 0.0009; round down 0.0000 to 0.0004)	
	b. The tonnage to be used to calculate charges is the one between weight and volume which has a greater value	
	c. For cargoes or work that apply to surcharges, a designated amount is added to the standard charge	
	d. Where multiple surcharges are due, each charging rate is applied to the standard charge to obtain each additional amount, and the sum of these amounts is added to the standard charge	
	e. The minimum tonnage is 1 tonne for calculation	
	f. Consult the designated on-site cargo handlers for the procedures and fees of inspection and volume verification	

(1) Not applicable to Saturdays during the Expo period

(2) Sundays and Japanese public holidays as well as between the 29th of December and the 3rd of January

* Matters not specified in this table shall be determined according to agreements between relevant parties or business customs as long as laws and regulations are not violated

[Other items]

Category	Description
6. Addition of Consumption Tax and Local Consumption Tax	a. Tax is calculated by multiplying the total amount of the charges by the applicable tax rate. This does not apply to tax-exempted transactions
	b. If the total amount obtained as above has a fraction of a yen, it is rounded to the nearest integer
7. Payment agreement	a. Payments shall be made in Japanese yen within 10 days of the invoice date, either by bank transfer or in cash
	b. Deferred payment penalty will be charged from the eleventh day of the invoice date, without needing to give a formal demand or perform any other requirements Annual 3% will be added as a deferred payment interest
	c. For storage services and work to be provided after the end of the Expo period, these will be delivered after the advance payment of the charges
8. Changes to the charges	This table of charges is subject to change in the future without prior notice should there be material fluctuations of labour, fuel, and other costs due to changes in prices or economic circumstances

Joint Venture of Sumitomo Warehouse Group and Maguchi Group

場内作業基本項目見積 提出用（3月31日時点料金版）

2023/3/15

住友倉庫・マグチグループJV

基本項目	単位	住友マグチJV	備考
取卸	倉庫Aより取卸し（取しは車）→倉庫内での長納り取し（取し）	1/2WM・シに付	¥1,350
取卸搬入	車道からの取卸（取し）→倉庫内への搬入作業	1/2WM・シに付	¥1,350
	ジョリマ取付止、取卸 搬入作業	1/2WM・シに付	¥1,900
梱包	取卸作業	0	¥6,200
振付	倉庫内作業	0	¥11,000
包装	包装作業	1/2WM・シに付	¥11,000
両梱包	両側面に1/2WM・シに付（取しは車）→取しは車（取しは車）	1/2WM・シに付	¥11,000
搬出積込	倉庫内からの積込（取しは車）→車道への積込	1/2WM・シに付	¥1,350
	取しは車からの積込（取しは車）→ジョリマ取付止	0	¥1,900
積込	倉庫内からの積込（取しは車）→倉庫内での積込（取しは車）	0	¥1,350
包装	倉庫内における積込作業	0	¥2,500
包装税務等手配・ 搬送確認料	（倉庫に付するもの）→（倉庫に付するもの）→（倉庫に付するもの）→（倉庫に付するもの）	1/2WM・シに付	¥21,500
包装税・包装	（倉庫に付するもの）→（倉庫に付するもの）→（倉庫に付するもの）→（倉庫に付するもの）	1/2WM・シに付	¥21,500

3. 会場内料金表

(1) 会場内貨物取扱い料金

① 基本料金表 別紙にて

② 割増料金

a. 夜間および早朝作業に関するもの

(a) 6時から9時まで.....6割増

(b) 18時から22時まで.....6割増

(c) 22時から6時まで.....10割増

b. 土曜・休日作業に関するもの

(a) 土曜日作業.....6割増

但し、会期中の土曜割増は適用しません。

(b) 休日作業.....10割増

(休日とは、日曜日、日本国の祝祭日および12月29日から1月3日までをいいます。)

c. 貨物取卸し場所から見て二階以上および地下作業に関するもの

.....3割増

d. 距離に関するもの

荷卸しする場所と搬入する場所、或いは撤去する場所と搬出積込を行う場所との

距離が50メートルを超えるときは

50メートル増すごとに.....1割増

上記以外の特殊作業については別途協議して定めます。

e. 待機に関するもの

場内指定事業者の責に帰さない理由で待機が発生した場合

待機時間が30分を超えるときは30分増すごとに.....1割増

③基本料金を適用できないもので協議して定める料金

以下の貨物取扱い料金については、当事者間で協議して決定します。

- a. パレットサイズ、ユニタイズされておらず、手荷役が必要な貨物の取扱に関する料金
- b. 高価品および危険品で明示・告知された貨物の取扱に関する料金
- c. 壊れやすい貨物などで特別の取扱方を要求されたときの料金
- d. 動・植物類の取扱に関する料金
- e. 貨物の監視を特に要求されたときの料金
- f. 算出がトン当り料金によりがたい作業に関する料金
- g. 特殊荷役機械・車両・機具および技能職作業員を使用するとき並びに敷物、ダンネージ、シート等を使用するときの料金
- h. 廃棄処理に関する料金
- i. その他の特殊貨物および特殊作業に関する料金

④キャンセル料金

場内指定事業者の責に帰さない理由で作業予定をキャンセルした場合、事前に物流チームにより確認を受けた貨物搬入予約(確認)票に記載された作業予定日の 前日 15 時以降に一部もしくは全作業をキャンセルした場合

..... 作業に関わる料金全額

⑤適用方

- a. 計算トン数は、1,000キログラムをもって1トンとし、容積は、1立方メートルをもって1トンとみなします。小数点以下3桁まで(4桁以下を四捨五入)を適用数値とします。
- b. 料金計算トン数は、重量、容積いずれか大きい方を適用します。
- c. 割増料金が適用される貨物および作業に対しては、基本料金にそれぞれ所定の割増料金を加算します。

- d. 割増料金が重複する場合には、基本料金にそれぞれの割増率を乗じて各割増料金を算出し、これらの金額を合算します。
- e. 最低計算トン数は1トンとして計算します。
- f. 検数・検量作業に関する手続き及び料金等については場内指定事業者までご照会下さい。
本料金表に記載のない事項については、法令に反しない範囲内において、当事者間の取り決めまたは慣習により決定します。

⑥消費税および地方消費税の加算

- a. 料金の総額に実勢税率を乗じて計算します。
ただし、免税となる取引には適用しません。
- b. 上記により計算された金額に、1円未満の端数が生じたときは、1円未満を四捨五入します。

⑦支払約定

- a. 請求書発行年月日から10日以内に日本円で、口座振込もしくは現金でお支払ください。
- b. 遅延金は催告およびその他の要件を必要とせず請求書発行年月日から11日日以降から発生します。遅延利子は年利3%で、別途申し受けます。
- c. 会期終了後の保管・作業については、料金を前受けでいただいた後作業を受託します。

⑧料金の変更

本料金表は、将来、物価および経済事情により労務費等に変動があった場合は、事前通知の必要無くこれに応じて料金を変更することがあります。

Joint Venture of Sumitomo Warehouse Group and Maguchi Group _ English translation

Quote for standard on-site work **for submission (charges as of the 31st of March)**

15 March 2023

Joint Venture of Sumitomo Warehouse Group and Maguchi Group

	Standard services		Unit	Sumitomo Maguchi JV	Remarks
1	(1) Delivery				
2	Unloading	Unloading of cargoes from vehicles (unloading inside pavilions)	1 W/M-tonne	JPY 1,350	Only applicable to pallets and other freight handled by a forklift
3	Unloading and delivering	Unloading of cargoes from vehicles and carrying into pavilions)	Same as above	JPY 3,350	
4		Devanning, unloading, and delivering		JPY 3,900	
5	Unpacking	Unpacking work	Same as above	JPY 6,200	
6	Installation	Installing work	Same as above	JPY 11,000	
7	(2) Removal				
8	Removing	Removal work	1 W/M-tonne	JPY 11,000	
9	Repacking	Repacking and relevant work (material cost not included)	Same as above	JPY 11,000	
10	Removal and loading	Removing cargoes from pavilions and loading them onto the vehicle	Same as above	JPY 3,350	Only applicable to pallets and other freight handled with a forklift
11		Removing cargoes from pavilions and vanning	Same as above	JPY 3,900	
12	Loading	Loading of cargoes onto the vehicle (loading work inside pavilions)	Same as above	JPY 1,350	
13	(3) Transportation	Transporting cargoes within the Expo Site	Same as above	JPY 2,500	
14	(4) Charge for verification of bonded goods at arrival/dispatch	Verifying all bonded goods that are received at or dispatched from the Expo Site against their shipping documents	Per transportation of bonded goods	JPY 21,500	
15	(5) Inspection	Content inspection and volume verification for the purpose of customs declaration	-	As per cost incurred	

3. List of charges for on-site services

(i) Charges for on-site cargo handling

(1) Standard charges (See attached)

(2) Surcharges

a. Work during night and early morning

(a) From 6 a.m. to 9 a.m. extra 60%

(b) From 6 p.m. to 10 p.m. extra 60%

(c) From 10 p.m. to 6 a.m. extra 100%

b. Work on weekends and public holidays

(a) Work on Saturdays extra 60%

Not applicable during the Expo period.

(b) Work on Sundays and public holidays extra 100%

(includes all Sundays, Japanese public holidays, and between the 29th of December and the 3rd of January)

c. Work that takes place two floors or more away from the point of unloading or in a basement

..... extra 30%

d. Work that involves distances

Where the distance between the point of unloading and final delivery destination, or between the point of removal and point of loading, is longer than 50 metres,

every extra 50 metres adds 10%

Charges for work that involves special arrangements other than the above will be determined separately upon discussion.

e. Work that involves standing-by

Where work is made to stand by for reasons not attributable to the designated on-site cargo handler,

every 30 minutes after the initial 30 minutes adds 10%

(3) Charges not applicable to the standard charges, to be determined upon discussion

Charges for the following cargo services will be determined upon discussion between the parties:

- a. Charges for handling freight not palletised or unitised, requiring hand-processing
- b. Charges for handling cargoes labelled/notified as high value or dangerous goods
- c. Charges for handling cargoes of fragile goods etc. with a request for special handling
- d. Charges for handling animals and plants
- e. Charges for monitoring goods upon special requests
- f. Charges for work to which per-tonne charge does not easily apply
- g. Charges for work which requires special cargo handling equipment, vehicles, or devices and their operators; and work which involves the use of floor protection, dunnage, protective sheets, and other materials
- h. Waste disposal charges
- i. Charges for other special cargoes and work with special arrangements

(4) Cancellation fees

Should scheduled work be cancelled for reasons not attributable to the designated on-site cargo handler, provided that it is partially or completely cancelled at 3 p.m. or later of the day before the date on which the work is to be carried out as indicated on the Cargo Delivery Reservation (Confirmation) Ticket, which the logistics team had confirmed in advance.

.....Charged at full rate of the work

(5) Application rules

- a. Tonnage for calculation takes 1,000 kilograms as 1 tonne for weight, and 1 square metre as 1 tonne for volume. Valid figures are rounded to 3 decimal places.

- b. The tonnage to be used to calculate charges is the one between weight and volume which has a greater value
- c. For cargoes and work that apply to surcharges, a prescribed amount is added to the standard charge.
- d. Where multiple surcharges are due, each charging rate is applied to the standard charge to obtain each additional amount, and the sum of these amounts is added to the standard charge.
- e. The minimum tonnage is 1 tonne for calculation.
- f. Consult the designated on-site cargo handler for the procedures and fees of inspection and volume verification.

Matters not specified in this charge list shall be determined according to agreements between relevant parties or business customs as long as laws and regulations are not violated.

(6) Addition of Consumption Tax and Local Consumption Tax

- a. Tax is calculated by multiplying the total amount of the charges by the applicable tax rate
Note that this does not apply to tax-exempted transactions.
- b. If the total amount obtained according to the above has a fraction of a yen, it is rounded to the nearest integer.

(7) Payment agreement

- a. Payments shall be made in Japanese yen within 10 days of the invoice date, either by bank transfer or in cash.
- b. Deferred payment penalty will be charged from the eleventh day of the invoice date without needing to give a formal demand or perform any other requirements. Annual 3% will be added as a deferred payment interest.
- c. For storage services and work to be provided after the end of the Expo period, these will be delivered after the advance payment of the charges.

(8) Changes to the charges

This list of charges is subject to change in the future without prior notice should there be material fluctuations of labour and other costs due to changes in prices or economic circumstances.

Guidelines for Handling of Freight



OSAKA, KANSAI, JAPAN

EXPO
2025

Table of Contents

Definitions of abbreviations, contracted names, and terms

1. Introduction.....	1
2. Freight transportation	2
2.1 Representative.....	2
2.2 Freight handling services	2
2.2.1 Designated on-site cargo handler	2
2.2.2 Recommended logistics service providers	4
2.3 Pre-shipment consideration	6
2.3.1 Regulations concerning transportation.....	6
2.3.2 Restrictions inside the Expo Site.....	7
2.3.3 Transportation plan	7
2.4 International transportation to Japan.....	8
2.4.1 Sustainable transportation and packing.....	8
2.4.2 Airports and ports.....	8
2.4.3 Coordination of international transportation	8
2.4.4 Special freight	9
2.4.5 Hazardous items.....	9
2.4.6 Relevant documents	9
2.4.7 Use of international courier and international mail delivery services	10
2.4.8 General rules for packing.....	10
2.4.9 Freight labels and shipping marks on packages	12
2.4.10 Labels (for items).....	15
2.5 Delivery to Expo Site.....	16
2.5.1 Management of delivery	16
2.5.2 Reservation of delivery and removal	17
2.5.3 Access gates and delivery truck routes	18
2.5.4 Control of delivery traffic	20
2.5.5 Goods transportation before and during the Expo event period.....	21
2.6 Transportation within Expo Site	21
2.6.1 Handling of goods within Expo Site	21
2.6.2 Accepting goods within Expo Site	22
2.6.3 Fees for handling freight within Expo Site	22
2.6.4 Fees for customs clearance.....	22

2.6.5	Handling of used containers and packing materials	22
2.7	Removal from Expo Site	24
2.7.1	Removal of exhibits etc. during Expo event period	24
2.7.2	Removal of goods after Expo event period.....	24
2.7.3	Removal of foreign cargoes	27
2.7.4	Produced waste	27
3.	Organiser's Warehouse	28
3.1	Warehouse specifications (proposed).....	28
3.2	Treatment pursuant to Warehousing Act of Japan.....	28
3.3	Applications for deposition and removal.....	28
3.4	Delivery of goods.....	29
3.4.1	Application for deposition	29
3.4.2	Delivery methods	29
3.5	Removal of goods.....	29
3.5.1	Application for removal	29
3.6	Warehouse service fees.....	30
4.	Forms	31
5.	Reference materials.....	35

Definitions of abbreviations, contracted names, and terms

Abbreviation/contracted name	Official name
BIE	Bureau International des Expositions
CIF	Cost, insurance, and freight
IATA DGR	IATA Dangerous Goods Regulations
ISO	International Organisation for Standardisation
IPPC	International Plant Protection Convention
IMDG Code	The International Maritime Dangerous Goods (IMDG) Code
ISPM 15	Regulation of wood packaging material in international trade
KIX	Kansai International Airport
NRT	Narita International Airport
Unit	Official name
Kg	kilogram
t	tonne
m	metre
m ²	square metre
%	percent
Term	Definitions
Convention	Convention relating to international exhibitions signed in Paris on the 22nd of November, 1928, and subsequently amended and supplemented.
The Expo	The International Registered Exhibition, Expo 2025 Osaka, Kansai, Japan, which will be held in Osaka, Japan, from the 13th of April to the 13th of October 2025
General Regulations	General Regulations included in Chapter 8 of the Registration Dossier approved at the 167th General Assembly of the BIE
Special Regulations	Special regulations stipulated in Article 34 of the General Regulations
Laws and Regulations	The Convention, the General Regulations, and Special Regulations; the laws of Japan, government ordinances, ministry ordinances, government notifications and notices; bylaws, regulations, and controls of local governments; and supplementary directives, instructions, and guidelines issued by the Organiser

Organiser	The Japan Association for the 2025 World Exposition, which was designated by the Minister of Economy, Trade and Industry on the 31st of May 2019 to carry out tasks relating to the preparation and operation of the Expo, in accordance with the Act on Special Measures Necessary for Preparing for and Managing of the International Exposition in 2025 and which was authorised as a public interest incorporated association on the 21st of October 2019
Official Participants	The foreign governments and international organisations that have accepted the formal invitation from the Government of Japan to participate in the Expo
Non-official Participants	Those who were authorised by the Commissioner General of the Exhibition to participate in the Expo outside the sections of the Official Participants
Concessionaires	Those mentioned in Article 35 of the General Regulations and who have been granted by the Organiser rights solely to conduct commercial activities within the Expo Site
Participants	The Official Participants, Non-official Participants and Concessionaires
Guidelines for Customs Procedures	The guideline that provides details of the customs procedures in Japan, published in combination with this guideline
Site Master Plan	A detailed plan that gives an overall picture of various real property elements, spaces, buildings and other facilities within the Expo Site
Pavilions	Buildings in which the Participants present their exhibitions, which include: Self-Built Pavilions (Type A), Pavilion Modules (Type B) and Shared Pavilions (Type C), as well as any space related to the buildings that are directly under their control
Self-Built Pavilions	Buildings/structures that Participants design and build on the Plot assigned to them by the Organiser
Pavilion Modules	Buildings built by the Organiser and rented to the Official Participants, who can make their own interior and exterior arrangements and install their exhibits
Shared Pavilions	Buildings built by the Organiser and handed over to Official Participants, who can arrange the space allocated to them and install their exhibits therein
Expo Site	All areas used and administered by the Organiser as the venue for the operation of the Expo
Plot	The area of land allocated by the Organiser to Participants in accordance with the Participation Contract and kept under their own control to use

Exhibition Space	The space assigned by the Organiser to the Participants as specified in the participation contract
Online Portal	An online portal site provided to ensure smooth communication between the Participants and the Organiser
Bonded Goods	Goods brought into the Expo Site with the approval for use in customs display area
Handling labels (Handling labels)	Labels applied to goods requiring special treatments, indicating how to handle them. In this Guideline, these are ones specified in ISO 780:2015 ‘Graphical symbols for handling and storage of packages’
Packing lists	A list of items contained in the freight to be transported, indicating the descriptions, volumes, package number, country of origin and delivery address of the goods and other necessary directions
Package	Outer package used to transport goods
Pieces / Items	Goods individually wrapped and contained in a package
Freight labels	Labels for identifying goods for transportation, to be attached on outer packages
Goods labels	Labels attached to individual goods contained in packages, indicating their descriptions and handling directions
Organiser’s Warehouse	The warehouse that is constructed on the Expo Site and administered by the Organiser. This warehouse shall be registered pursuant to the Warehousing Act of Japan and operated for the purpose of storing goods in relation to the Expo with the arrangements to permit warehousing both domestic and foreign goods. It shall also be equipped with refrigerators/freezers
Standard Warehouse Deposition Agreement	A standard agreement decreed by the Minister of Land, Infrastructure, Transport and Tourism of Japan concerning the dealings in relation to depositing goods in a warehouse
Pre-Deliver Notice	The notice issued by a sender of the goods that are due to reach the Organiser’s Warehouse in several days to inform the Organiser’s Warehouse in advance of the details of the shipping by electronic means
Vanning	The operation of loading cargo into a container
Devanning	The operation of unloading cargo from a container

1. Introduction

This Guideline is provided for the purpose of facilitating smooth operations of the participating activities of Participants and the administrative activities of the Japan Association for the 2025 World Exposition in relation to the Expo.

The Participants are requested to ensure that the details of this Guideline are thoroughly explained and understood by officers responsible for handling freight and other tasks as well as by the service providers and other operators to whom these tasks will be consigned.

This Guideline sets forth two standards, Control and Guide, that serve as guides for the Participants when handling freight according to the Guideline. These standards also serve as guides for the Participants for determining the need to submit customs-related documents to the Organiser or Japan Customs. The standards Control and Guide are indicated with codes composed of an alphabet and a number.

C-00 Control	indicates item that need to be complied with, specifying restrictions or prohibitions regarding the handling of freight.
G-00 Guide	indicates items that are preferred, describing the efforts concerning the handling of freight which the Organiser expects from the Participants or its proposals to them.

The Official Participants can send inquiries concerning the content of this Guideline or uncertainties concerning procedures to the Organiser using the Queries function in the Online portal.

If you have any trouble using the Online portal, please contact us by email to participant@expo2025.or.jp (or otherwise).

Non-official Participants can email to pavilion-shutten@expo2025.or.jp (or other relevant email addresses).

2. Freight transportation

2.1 Representative

- C-01** The Official Participants shall appoint an agent who is authorised to handle matters related to importation, exportation, transportation and customs clearance of goods and products as well as freight handling in Japan (Representative) pursuant to Article 5 of Special Regulation No. 7 in order to ensure that the procedures related to the customs clearance and freight handling are performed smoothly and swiftly.
- C-02** Each Official Participant shall notify the Organiser of the name, address and phone number of the said Representative using the 'Notification of Representative (Form No. 1)' via the Online portal no later than 45 days before the first shipment of goods.

2.2 Freight handling services

2.2.1 Designated on-site cargo handler

With respect to the handling of cargoes inside the Expo Site, pursuant to Article 5 of Special Regulation No. 7, the Organiser shall designate on-site cargo handlers in order to ensure safety and enhanced efficiency.

- C-03** The Participants or the logistics service providers contracted by the Participants shall, in principle, delegate the handling of their cargoes within the Expo Site to the designated on-site cargo handlers shown in the table below.
- C-04** The following operations shall be only performed by the designated on-site cargo handlers:
- 1) Unloading and loading a vehicle of goods
 - 2) Transportation of goods inside the Expo Site
 - 3) Delivery and removal of goods to/from Pavilions and facilities
 - 4) Unpacking, installation, assembly and removal of exhibits and other items
 - 5) Operations ancillary to the above 1) to 4)

Note that, where one of the following applies, service providers other than the designated on-site cargo handlers may perform necessary actions upon confirmation by the Organiser.

Unloading the vehicle or other task that does not require cargo handling equipment or personnel other than the driver of the vehicle (vehicle mounted cranes on the truck may not be used inside the Expo Site. Unloading and loading the vehicle shall be delegated to the designated on-site cargo handlers).

Installation, assembly and removal of exhibits where these are performed by engineers employed or otherwise engaged by the Participants (these engineers only give directions, and the workers and cargo handling equipment shall be delegated to the designated on-site cargo handlers).

(Designated on-site cargo handlers)

Name of the service provider	Office	email address
		Telephone
		URL
Nippon Express Company, Limited	Osaka Branch Planning Strategy Division	expo2025@nipponexpress.com
		+81 6-6451-2721
		https://www.nittsu.co.jp/
Joint Venture of Sumitomo Warehouse Group and Maguchi Group	EXPO 2025 Project Department	expo2025@sumitomo-soko.co.jp
		+81 6-6444-1302
		https://www.sumitomo-soko.co.jp https://www.maguchi.co.jp/group/holding/

2.2.2 Recommended logistics service providers

C-05 The Participants shall, at their discretion and responsibility, select their logistics service provider that carries out for them the transportation of goods and products into the Expo Site, as well as the customs procedures and freight handling.

The forwarders and custom brokers approved by the Organiser as recommended logistics service providers to be announced pursuant to the Special Regulation No. 7 are as follows:

G-01 It is recommended that the Participants contract the following service providers:

(Recommended logistics service providers)

Name of the service provider	Office	email address
		Telephone
		URL
Nippon Express Company, Limited	Osaka Branch Planning Strategy Division	expo2025@nipponexpress.com
		+81 6-6451-2721
		https://www.nittsu.co.jp/
Joint Venture of Sumitomo Warehouse Group and Maguchi Group	EXPO 2025 Project Department	expo2025@sumitomo-soko.co.jp
		+81 6-6444-1302
		https://www.sumitomo-soko.co.jp https://www.maguchi.co.jp/group/holding/
LOGISTEED, Ltd	Sales Department 2 Business Management Headquarter	expo2025-osaka@logisteed.com
		+ 81 3-6871-7333
		https://www.logisteed.com/jp/profile/information/outline/index.html
HANKYU HANSHIN EXPRESS Co., Ltd. SEINO HOLDINGS CO.,LTD CORPORATION	EASTERN JAPAN IMPORT SALES DIV	hexpos2025@jp.hh-express.com
		+81 3-6745-1231
		https://www.hh-express.com/jp/ https://www.seino.co.jp/seino/shd/
SANKYU INC.	Kansai Area Business Development & Marketing Dept.	osakaexpo2025@sankyu.co.jp
		+81 6-6225-3977
		https://www.sankyu.co.jp/
Nissin Corporation	Osaka Expo Department	osa-expo25@nissin-tw.com
		+81 3-3238-6682
		https://www.nissin-tw.com
Mitsubishi Logistics Corporation	Osaka Branch Sales Dept. 2	MLCosaka2025@mitsubishi-logistics.co.jp
		+81 6-7730-8478
		https://www.mitsubishi-logistics.co.jp

SBS Holdings, Inc.	SBS Global Network Co., Ltd.	expo2025@sbs-group.co.jp
		+81 6-7708-5520
		https://www.sbs-group.co.jp/
Konoike Transport Co., Ltd.	EXPO & IR Office	expo2025@jpa.konoike.net
		+81 6-6227-4620
		https://www.konoike.net/
TATSUMI SHOKAI CONSORTIUM FOR 2025 KANSAI EXPO (TSCKE)	ADMIN OFFICE	Expo2025@tatsumi-cs.co.jp
		+81 6-6576-1822
		https://www.tatsumi-cs.co.jp/
Yusen Logistics Co., Ltd.	Expo2025 Project Team	expo2025@jp.yusen-logistics.com
		+81 6-6233-6209
		https://www.yusen-logistics.com
Kamigumi Co.,Ltd.Osaka Branch	2nd Business Dept	osaka_expo2025@kamigumi.co.jp
		+81 6-6576-4131
		https://www.kamigumi.co.jp/
THE SHIBUSAWA WAREHOUSE CO.,LTD.	OSAKA BRANCH	ml-expo2025osaka@shibusawa.co.jp
		+81 6-6573-9700
		www.shibusawa.co.jp
Kintetsu World Express, Inc.	Import Sales Department	expo2025@kwe.com
		+81 3-5443-9455
		https://www.kwe.com/jp/
NNR GLOBAL LOGISTICS GROUP	Global Logistics Div. Marketing dept.	hnbsmd_k@nnr-g.com
		+81 3-4332-5060
		https://www.nnr.co.jp/global_logistics/
Schenker-Seino Co., Ltd.	Fairs & Exhibitions	tyo.messe@schenker-seino.co.jp
		+81 3-5769-7380
		https://www.dbschenker.com/jp-ja/products/special-products/trade-fair-logistics
INTERNATIONAL EXPRESS CO., LTD.	KANSAI BRANCH HOMMACHI SALES OFFICE	iec-expo2025j@iecjp.com
		+81 6-6210-1407
		https://www.iecjp.com/

(Revision history)

Month	Name of the service provider	Details of modifications
April 2023	LOGISTEED, Ltd	Name of company (Former name: Hitachi Transport System, Ltd.), Office, email address, Telephone number, URL
April 2023	NNR GLOBAL LOGISTICS GROUP	email address

2.3 Pre-shipment consideration

2.3.1 Regulations concerning transportation

C-06 Sizes and weight of logistic vehicles to drive on public roads in Japan are approximately determined by relevant laws, taking into account the capacities of the roads, bridges and other features, as shown below. Therefore, these regulations shall be accounted for when determining the sizes and weight of the freight before packing and loading it onto the vehicle.

1) General limits

Size:	Width	2.5 m
	Length	12.0 m
	Height	3.8 m
Weight:	Gross weight	20.0 t
	Axle load	10.0 t
	Adjacent axle load	18.0 t: the distance between the adjacent axles is less than 1.8 m
		19.0 t: the distance between the adjacent axles is 1.3 m or more and the axle load of each of the adjacent axles is 9.5 t or less
		20.0 t: the distance between the adjacent axles is 1.8 m or more
	Wheel load	5.0 t
	Minimum turning radius:	12.0 m

If all figures are within the above limits, there is no need to seek permissions from relevant authorities.

2) Guideline to the limits

Vehicles of special structures or for transporting special freight and which either exceed the general limits in either width, length, height or gross weight, or exceed the limits of bridges, flyovers, tunnels or other roadway features in gross weight or height, are called “special vehicles” and require a special vehicle traffic permit to drive on the road.

The guide of limits permissible in applying for structurally special vehicles are as follows:

Size: Length Semi-trailer: 17.0 m

Vehicle of which the distance from the revolving centre of the rear axle to the rear end of the vehicle is 3.2 m or more and less than 3.8 m: 17.5 m

Vehicle of which the distance from the revolving centre of the rear axle to the rear end of the vehicle is 3.8 m or more and less than 4.2 m: 18.0 m

Semi-trailer of which the centre of the trailer hitch on the towing vehicle is further back from the vehicle’s rear wheels

(where it has group axles, the wheels on the farthest back axle): 21.0 m

Full-trailer: 21.0 m

Weight: Gross weight 44.0 t

Axle load 10.0 t

Load of the drive axle of certified dual-axle tractor on a van trailer or other semi-trailer: 11.5 t

3) Vehicles that exceed above limits

If the vehicle exceeds above limits due to the vehicle structure, goods' unique shape or packing conditions, consult the administrator of the road to travel as necessary.

2.3.2 Restrictions inside the Expo Site

Driving inside the Expo Site may be restricted depending on the vehicle size.

2.3.3 Transportation plan

C-07 The Participants shall submit to the Organiser a 'Cargo Transportation Plan (Form No. 2)' of all goods and materials related to the Expo, detailing the name of the freight, volume, dispatch date and scheduled date of arrival of the freight no later than 45 days before the first shipping if this is international freight, and 10 days for all others, via the Online portal.

C-08 Should the transportation plan be modified, the Participant shall immediately notify the Organiser of the changes via the Online portal.

The Organiser may request to change the date and time of delivery considering other deliveries.

2.4 International transportation to Japan

This section explains the rules and precautions concerning the transportation and packing when Participants ship goods to Japan from abroad.

2.4.1 Sustainable transportation and packing

Sustainability, which the Expo strives to attain, also needs to be considered in transportation. Taking into account the environmental load from the CO₂ emissions attributed to transportation, the Participants shall discuss with the Representatives and logistics service providers they have chosen and consider appropriate transportation modes and routes. Cooperation of the Representatives and logistics service providers may enable to control the emissions.

- G-02** It is recommended that, using the means available at the Representatives and logistics service providers, the Participants calculate the CO₂ emissions from the transportation of their freight and know how much they have mitigated the emissions by selecting appropriate transportation options.

2.4.2 Airports and ports

- G-03** Regarding the handling of air cargoes, it is recommended to use the Kansai International Airport (KIX), which is the nearest airport to the Expo Site, or transfer from the Narita International Airport (NRT).

Regarding the sea cargoes, the nearest ports are the Port of Osaka and Port of Kobe, which are convenient to use.

Note, however, that other airports and ports in Japan may also be used.

- G-04** It is desirable that, in the case of transshipment using airports or ports other than those mentioned above, the shipping documents clearly state that the freight is for the Expo.

2.4.3 Coordination of international transportation

Regarding the coordination of international transportation, it is recommended to use the recommended logistics service providers listed in 2.2.2, but it is also possible to choose logistics service providers other than the recommended logistics service providers.

- C-09** The Participants shall, at their discretion and responsibility, select and contract their logistics service providers. The services provided by the Representatives and logistics service providers of the Participants need to be in compliance with a series of regulations relevant to international transportation, and the Participants shall be held responsible for managing them.
- G-05** The Participants shall arrange, if they consider it necessary, a logistics insurance policy that covers the transportation of cargoes from the place of origin to the Expo Site. The Participants shall also make necessary insurance arrangements, at their own judgment, for their exhibit objects, etc. For details, refer to Guidelines for Insurance relevant to the Special Regulation No. 8.

2.4.4 Special freight

- C-10** It is anticipated that special freight transportations are required. When submitting the ‘Cargo Transportation Plan’, the Participants shall precisely give the size, weight and other details of the goods to be transported, noting points to be mindful of at delivery, if any, and notify via the Online portal.

2.4.5 Hazardous items

Hazardous items are goods and materials with risks of being detrimental to human health and safety, assets and the environment during the transportation. In accordance with Article 9 of Special Regulation No. 7, the international agreements of which Japan is a signatory must be complied with when transporting hazardous items.

- C-11** The Participants must cooperate with their Representatives and logistics service providers and comply with the latest Laws and Regulations in Japan concerning the packing and handling of goods.
- C-12** Packing of chemical and hazardous substances shall be prepared according to the packing, marking and labeling standards described in the latest international transportation rules (below two items).
- The International Maritime Dangerous Goods (IMDG) Code
 - IATA Dangerous Goods Regulations (DGR)

The latest versions of IMDG Code and IATA DGR are published and available online for viewing.

2.4.6 Relevant documents

- C-13** Pursuant to Article 12 of Special Regulation No. 7, the Participants shall prepare documents concerning the shipment of their freight according to the following points:
- (1) Shipping Documents
Shipping documents, etc. shall be obtained from logistics service providers, such as shipping company and air freight company, and sent to the consignee without delay.
 - (2) Shipping Advice
Shipping advice shall include the method of transportation, port/station of destination and transit port, packing style, number of units, packing numbers, gross weight and volume per package, freight name, and place of origin.
 - (3) Invoice and Packing List
For international freight, the invoice shall state the CIF value of each item contained, and the packing list shall include lists of the content of every package.
- C-14** For the foreign cargoes dispatched from abroad to Japan, the Participants shall make necessary arrangements to ensure that the logistics service providers (with respect to the

Official Participants, their Representatives and logistics service providers) receive the documents specified in the following items before the freight reaches its destination:

(1) Shipping advice	2 copies
(2) Invoice and packing list	5 copies each
(3) B/L, Waybill, Airwaybill	1 copy
(4) Insurance policy	1 copy

C-15 With respect to foreign cargo transportation, the Official Participants or their Representatives shall submit these documents, one copy each, to the Organiser via the Online portal.

2.4.7 Use of international courier and international mail delivery services

As a means of importing and exporting goods, the Participants may use international courier or mail delivery services. These are quicker than international cargo transportation mediated by logistics service providers and enable importation and exportation through simplified procedures. However, the customs procedures are different from those for standard international cargo transportation, and users must understand the differences when choosing this option.

Note, in particular, that goods scheduled for the approval for use in customs display area or re-exportation will require additional customs procedures upon arrival at the airport in Japan.

2.4.8 General rules for packing

Packing is an important means to keep Participants' goods in optimal conditions. Given that it will be very wet, hot and humid in Japan during the Expo event period, in order to protect their goods, the Participants need to arrange the packing that is appropriate to the goods in accordance with Articles 10 and 11 of Special Regulation No. 7, as well as in compliance with the Laws and Regulations.

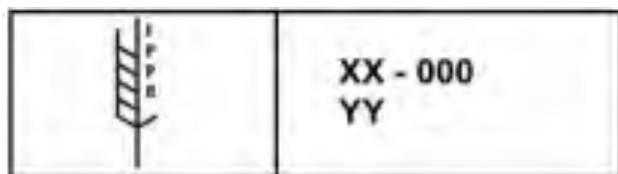
C-16 While packing materials in wood for transportation, such as wooden boxes and pallets, are subject to quarantine, they are exempted if they are treated with phytosanitary measures compliant with the provisions of the Regulation of Wood Packaging Material in International Trade (ISPM 15) in the country of origin and labeled with a mark that is compliant with the same regulation and indicates the treatment status. Some examples of the treatment marks are shown below. The treatment marking may be a stamp, stenciling, branding, stickers or other forms, but must not be easily erased or removed and must be easily verified.

G-06 Wood boxes and crates, that facilitate easy reuse and reshipping, are recommended for packing from the viewpoint of the waste reduction and easy reshipping. The content shall be stabilised and protected inside the box or crate.

G-07 For the environmental reasons, the packing not intended for reuse is recommended to use packing materials made from recycled materials. However, these materials need to be verified that they withstand the load of the transportation process from the dispatching to the delivery at the Expo Site.

G-08 It is recommended that goods that are sensitive to high temperatures or humidity are packed

using packing materials insular against heat or moisture.



(Components required in the treatment mark)

- Symbol
- XX: ISO country code
- 000: a producer/treatment provider code
- YY: a treatment code

(either HT: Heat treatment; DH: Heat treatment using dielectric heating; MB: Methyl bromide treatment; or SF: Sulphuryl fluoride treatment)

Fig. 1-1 Example of treatment mark

ISPM 15 is available for viewing on the IPPC website. Note that the following wooden packing materials are excluded from ISPM 15 and do not require fumigation treatment.

- Plywood
- Particle boards
- Oriented strand boards
- Veneer peeler cores
- Saw dust and wood wool
- Shavings
- Wood materials with thickness of 6 mm or less and wooden packing materials made from these

C-17 The Participants shall be responsible for the removal and disposal of the used packing boxes that are not intended for reuse. Should a Participant fail to comply, the Organiser shall dispose of such used packing boxes at the cost of the Participant.

C-18 A packing list shall be included in each packing.

C-19 All packages and items contained in them shall be attached with appropriate handling labels as described in 2.4.9 and 2.4.10. Refer to 2.4.9 for detail about the labeling.

G-09 Apart from the above, rules applicable to the importation of wooden packing materials into Japan are available for viewing on the website of the Plant Protection Station of the Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries of Japan. It is desirable that the Participants verify the rules applicable to the wooden packages they intend to use on this website.

2.4.9 Freight labels and shipping marks on packages

In order to prevent damage to goods and ensure delivery to schedule, it is crucial to have appropriate shipping markings on the outer packages. Based on Article 11 of Special Regulation No. 7, freight labels shall be prepared with the designated shipping marks according to the points below. There are no specified formats for the freight labels, but mandatory information shall be inscribed in such a way that letters and symbols are not easily erased and designated marks are attached.

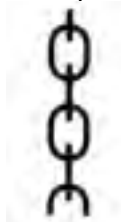
- C-20** Two freight labels in English shall be attached on two sides of the outer package. If one copy of shipping document refers to a multiple number of packages, specify the number of goods and package numbers (e.g., write ‘Case No.1/10’ for the first package of a freight of 10 packages).
- C-21** One copy of packing list shall be put in a plastic bag for waterproofing and stuck on the outer package. Only the goods actually shipped shall be listed in the packing list.
- C-22** The top line shall state ‘Goods for EXPO 2025, OSAKA KANSAI, JAPAN’ to make it obvious that the goods are for the Expo. The information to be included shall be the name of the Participant, contact person and contact details, booth and Pavilion numbers, gross weight (kg) and size (in metric) of the freight, case number and country of origin as a minimum requirement. The information must be consistent with the information given in the shipping documents submitted in advance.

Goods for EXPO 2025, OSAKA KANSAI, JAPAN	
Participant, contact person, and contact details	
Booth No. and Pavilion No.	
Sender Name, address, contact details of sender	Receiver (Representative) Name, address, contact details of receiver
Description of goods Gross Weight, Kg Length×Width×Height, m Country of Origin	
Case. No	Total number of Cases
Mode of Transport	

Fig. 1-2 Illustration of freight label on outer package

- C-23** Goods that require hoisting shall be marked where to rig/anchor, and those with irregular shapes shall be marked to indicate the centre of gravity. These shall be marked using the following handling symbols according to ISO 780:2015 ‘Graphical symbols for handling and storage of packages’:

Rig/anchor position



Centre of gravity

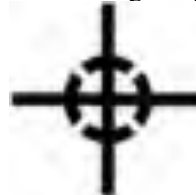


Fig. 1-3 Handling symbols

C-24 As for the goods that require special handling apart from ones that require hoisting or of irregular shapes, the Participants shall attach handling labels (care marks) on the outer package, such as ‘Fragile Handle With Care’ and ‘This Way Up (Right Side Up With Care).’ The marks to be attached shall strictly comply with ISO 780:2015 ‘Graphical symbols for handling and storage of packages.’ The marks and symbols specified by ISO 780:2015 are available for purchase from the ISO website. Following is some examples.

Handling symbols	Symbol name	Definitions
	Fragile, handle with care	The content of the package is easy to break and requires careful handling.
	Do not roll	The package must not be rolled or turned over.
	Keep dry	The package must be kept away from rain and in dry conditions.
	Keep away from direct sunlight	The package must not be exposed to direct sunlight.
	Do not clamp as indicated	When handling the package with a clamping-type lift, it is prohibited to clamp it on the sides shown in the symbol.
	This way up	It shows the right way up of the package during transportation and storage.
	Do not stack	It is not acceptable to stack the package on top of another. It is also prohibited to place a load on it.
	Temperature limit	The package must be kept in the specified temperature range during transportation, storage and handling.

Fig. 1-4 Some handling labels by ISO 780:2015

G-10 In order to prevent misreading, it is recommended to avoid hand-writing the mark and, instead, use a printed version.

2.4.10 Labels (for items)

It is anticipated that some packages contain a multiple number of items. To ensure goods are handled appropriately, it is necessary to attach appropriate labels to individual items.

G-11 In order to ensure easy identification and appropriate handling of the goods when unpacking the outer package at the Participants' booths and Pavilions, it is recommended that each item is attached with a label detailing the goods information. It is desirable that the label contains the following information, as shown in the illustration of the labels for items:

- Participant's name
- Booth No. and Pavilion No.
- Description of item
- Information for the Participant to identify the goods
- Handling label (care mark) appropriate for the item: use the same symbols as the ISO780 symbols indicated on the handling labels attached on the outer package; the marks may be placed outside the label.

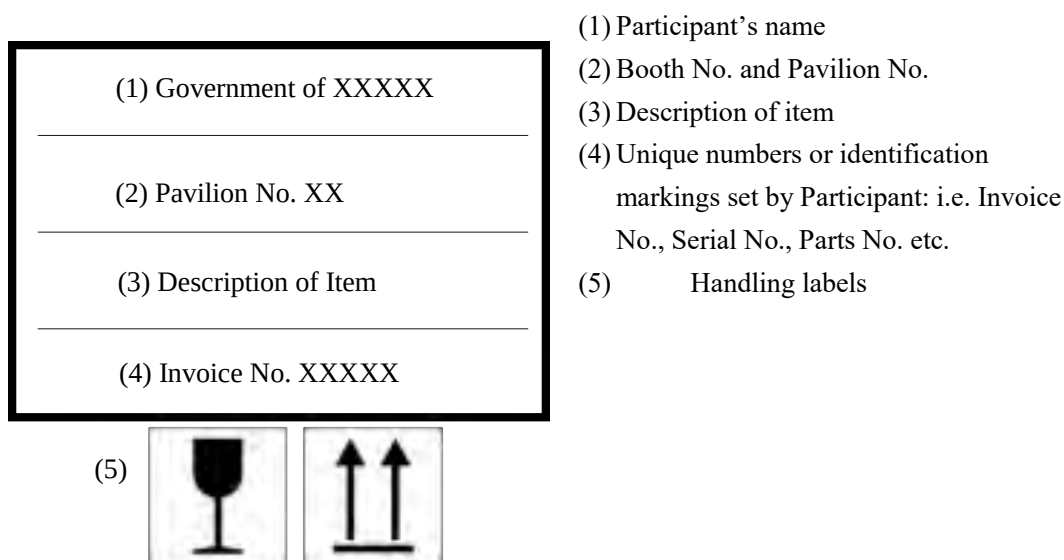


Fig. 1-5 Labels for items (illustration)

G-12 It is desirable that the Participants specify details of items on the labels for items, such as the serial numbers (manufacturing numbers) and country of origin for easy identification of the goods as well as the parts numbers etc. for facilitating easy assembly and dismantling.

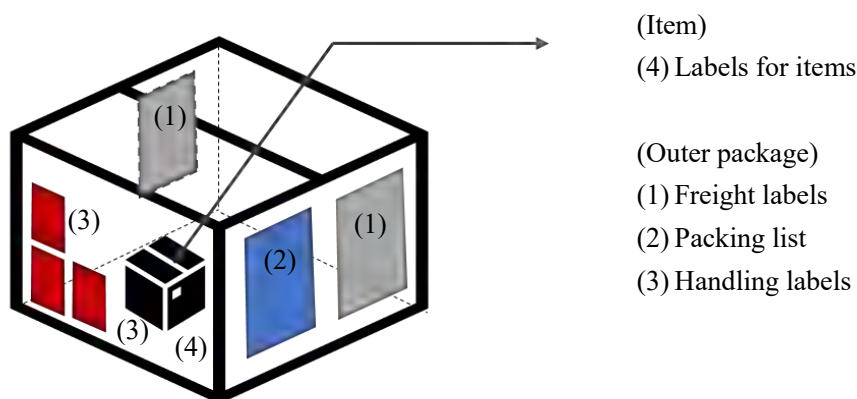


Fig. 1-6 Labels and marks to be attached

2.5 Delivery to Expo Site

Delivery means physically transporting the exhibit objects as well as goods in relation to buildings or facilities into the Expo Site. This section explains the requirements, restrictions and processes concerning the delivery of goods before and during the Expo event period. Note that these requirements and restrictions are applicable to all goods delivered to the Expo Site.

2.5.1 Management of delivery

(1) Timing of delivery

C-25 The delivery of goods into the Expo Site is, in principle, permitted from the dates specified as follows:

- 1) Construction materials

Self-built Pavilions:	13 April 2023
Pavilion Modules and Shared Pavilions:	13 July 2024
- 2) Exhibits and merchandise

	13 November 2024

(2) Carry-In Work Plan

C-26 The Participants shall submit to the Organiser, via the Online portal, the 'Carry-In Work Plan (Form No. 3)' about their work to be executed within the Expo Site no later than a week before the date on which the work is to be carried out.

The Organiser may request to change the schedule if it judges that the work described in the schedule will compromise the maintenance of order, efficiency of cargo handling and safety control on the Expo Site etc.

(3) Hygiene control

G-13 It is recommended that the Participants consider the impact of their operations on the environment at the time of planning their logistics operations.

G-14 It is desirable that the Participants ensure the hygiene of their freight and containers sufficiently.

G-15 It is desirable that the Participants consider the following in relation to hygiene concerning their transportation plans:

- 1) Appropriate hygiene of equipment and goods
- 2) Control measures of goods and storage facilities in the country of origin
- 3) Procurement of packing materials from reliable sources

(4) Goods subject to quarantine

C-27 If goods that are subject to quarantine upon importation are delivered to the Expo Site without undergoing the quarantine, they may be returned to a port or airport with quarantine offices. This may result in the general goods that are packed with them are returned together, disinfected, or subjected to other treatments. It is therefore advised not to pack general items with goods subject to quarantine in the same package. Refer to the Guidelines for Customs Procedures for the detail about goods subject to quarantine.

(5) Other

G-16 For handling the freight that requires special attention, it is recommended that specialists representing the Participants are present.

However, even in this case, the handling itself shall be performed by the designated on-site cargo handlers. Operation by workers from the Participants' side is in principle not accepted.

2.5.2 Reservation of delivery and removal

C-28 It is anticipated that traffic routes inside the Expo Site will be congested. Therefore, deliveries and removals of goods shall be operated on a reservation basis. The Participants or their Representatives shall make reservations via the Online portal to have their freight delivered or removed.

The Organiser shall designate the date, time and the access gate of each delivery/removal taking into account all the work scheduled within the Expo Site for the day.

2.5.3 Access gates and delivery truck routes

C-29 Delivery vehicles shall enter the Expo Site through the gates designated by the Organiser. The accessible routes vary depending on the vehicle sizes, and access to some routes are restricted during specific hours. The delivery vehicles shall verify the vehicle routes within the Expo Site in advance.



Fig. 1-7 Delivery access gates



Fig. 1-8 Delivery truck routes (during the opening hours)



Fig. 1-9 Delivery truck routes (outside the opening hours)

2.5.4 Control of delivery traffic

(1) Delivery time

The Participants may have their exhibits and other items delivered, in principle, 24 hours once the Pavilions and other facilities are handed over to them.

C-30 However, deliveries that are not stated in the work schedule they submitted beforehand may be refused to enter the Expo Site, and for this reason the Participants shall notify of their amended work schedules in advance if there are changes.

C-31 It must be noted that, during the Expo event period, delivery hours are restricted depending on the facilities to which the deliveries are intended. Delivery hours are in principle as follows:

- The Organiser's Warehouse: 06:00-08:00 and 10:00-24:00
- Facilities outside the ring: 00:00-08:00 and 10:00-24:00
- Facilities inside the ring: 00:00-08:00 and 22:00-24:00

*Should a delivery of food ingredients or urgent delivery be required outside these hours, consult the Organiser.

G-17 It is desirable that deliveries of goods to the Organiser's Warehouse are made outside the opening hours of the Expo Site during the Expo event period.

The latest information on delivery time will be published on the Online portal in due course, and this should be checked before making a delivery.

(2) Reservation for delivery

C-32 The Participants or their Representatives shall make reservations via the Online portal for the entry and exit of vehicles.

(3) Security

To prevent prohibited items from being brought into the Expo Site, goods and vehicles shall undergo a safety verification. The security-related rules concerning deliveries shall be published separately.

(4) Restriction of delivery vehicles

In order to ensure smooth goods delivery and safety of the Participants, vehicles permitted for entry are determined in size. This also applies to the deliveries by service providers other than the recommended logistics service providers, and the Participants shall be responsible for making them abide by the following vehicle restriction rules.

C-33 Before the Expo event period, the maximum vehicle size permitted to enter is, in principle, a 40ft shipping container trailer. Delivering containers etc. that exceed this size shall require a prior consultation with the Organiser.

C-34 During the Expo event period, the permitted place and time of delivery shall be restricted depending on the vehicle size. The Participants shall coordinate their Representatives and logistics service providers and ensure that their deliveries will be made within the specified hours.

- 20ft/40ft shipping container trailer: only outside the Expo opening hours as a rule, except the Organiser's Warehouse (during operating hours of the warehouse) and Main Event Venue (24-hour)
- Heavy Goods Vehicle (10t truck): outside the Expo opening hours as a rule, except the Organiser's Warehouse and event facilities
- Standard Goods Vehicle (4t truck): outside the Expo opening hours as a rule, except the Organiser's Warehouse and event facilities
- Small Goods Vehicle: from 10:00 to 8:00 of the following morning (not allowed between 8:00 and 10:00)

C-35 For the transportation of goods, efficient transportation routes shall be planned, and the transportation shall be implemented efficiently with due consideration for road congestions.

G-18 Vehicles used for goods transportation shall be electric vehicles, fuel cell vehicles or other low-pollution high-fuel-efficient vehicles.

G-19 Efforts shall be made to reduce CO2 emissions by environmentally-aware driving such as the use of a stop-start system.

2.5.5 Goods transportation before and during the Expo event period

Transportation of goods before the Expo event period may be either by the Organiser delivering to the warehouse it organises or by the logistics service providers selected by the Participants (with respect to the Official Participants, their Representatives and logistics service providers) transporting directly to their booths and Pavilions.

C-36 The Participants shall clearly note delivery destinations at the time of making their delivery reservations and ensure that their logistics service providers are clearly instructed of the delivery destinations of the goods. Regarding the goods delivered to the Organiser's Warehouse, their delivery from the Organiser's Warehouse to respective booths and Pavilions shall be managed by the Organiser.

C-37 Regarding the delivery of goods into the Expo Site, the bonded goods approved for use in a customs display area come under the responsibility of the Organiser. Therefore, their handling shall be according to the Organiser's directions.

2.6 Transportation within Expo Site

2.6.1 Handling of goods within Expo Site

C-38 For the freight handling within the Expo Site, the designated on-site cargo handlers must be used. However, for the deliveries from outside the Expo Site directly to specified places within the Expo Site, including the Organiser's Warehouse, the Participants may, at their discretion and responsibility, choose their logistics service providers. In this case, however,

the delivery must be made according to their transportation plans submitted in advance and, for the traffic inside the Expo Site, follow the instructions of the designated on-site cargo handlers.

The goods deposited at the Organiser's Warehouse shall be delivered to booths and Pavilions by the Organiser.

2.6.2 Accepting goods within Expo Site

- C-39** When the Participants accept cargoes within the Expo Site, the Participants in question or their Representatives shall be required to be present and inspect the shipment by the shipping advice and the packing list before handing over the cargoes. If the freight is foreign cargoes, the Organiser shall be present as necessary.
- C-40** If the Participants and their Representatives are absent from the goods handover location at the specified time on the specified date, the Organiser shall store said goods at the Organiser's Warehouse at the cost of the Participants and notify them to this effect.

2.6.3 Fees for handling freight within Expo Site

- C-41** Regarding the fees for handling freight within the Expo Site, fees for basic items will be announced in due course. However, for details, the Participants shall be required to inquire the designated on-site cargo handlers they use.

2.6.4 Fees for customs clearance

- C-42** With regards to the fees for customs clearance and other procedures according to the Laws and Regulations, general market prices will be announced in due course. However, these are to be individually arranged by each logistics service provider, and the Participants shall be required to inquire the logistics service providers they choose.

2.6.5 Handling of used containers and packing materials

Pursuant to Chapters II and V of Special Regulation No. 7, the used containers and packing materials after removing the exhibit objects etc. shipped from abroad and brought into the Expo Site as bonded goods with the approval for use in customs display area are regarded foreign goods and handled differently from the used containers of imported goods. Refer to '10. Handling of used containers' in the Guidelines for Customs Procedures for details.

- C-43** The Participants shall keep containers and packing materials used for the goods approved for use in a customs display area until these goods are re-exported in the customs bonded area.
- C-44** The Participants intending to dispose of the containers and packing materials for the goods approved for use in a customs display area shall do so after completing the procedures

required by the Laws and Regulations.

- G-20** It is desirable that the Participants remove all the labels with past information, attached to the packages of used containers and packing materials for reuse.

The Organiser shall arrange warehouses on and external to the Expo Site and provide a storage service for used containers and packing materials.

- C-45** Upon using this service, the Participants shall bear the cost of transporting, storing and returning the used containers and used packing materials according to the fees announced by the Organiser.

- C-46** The Participants who use the service of the Organiser's Warehouse shall label all used containers and packing materials with the following information by the means that are not easily erased:

- (1) name of the Participant who is invoiced for the cost of transportation and storage;
- (2) name or assigned number of the Pavilion to which the used containers and packing materials will be returned after the end of the Expo; and
- (3) a serial number for each container.

The used containers and packing materials that are not intended for reuse need to be eliminated immediately from the Expo Site. Apart from the case in which the Participants arrange a disposal themselves, it is also possible that the Organiser handles the disposal collectively after ensuring the Participants complete the procedures for destruction and disposal. It is desirable that the Participants discuss with their Representatives and logistics service providers to consider their arrangements at an early stage.

- C-47** The Participants shall be responsible for the removal and disposal of the used containers and packing materials that are not intended for reuse. Should a Participant fail to comply, the Organiser shall dispose of such used containers and packing materials at the cost of the Participant.

- C-48** The Organiser may remove and discard the used containers and packing materials left on the Expo Site at the cost of the Participant to whom they belong, on a date prior to the start of the Expo event period, and the Organiser shall notify the Participant of the specific date separately. In doing so, the Organiser, the on-site cargo handler and the logistics service provider shall not be held responsible for any object left inside such used containers or packing materials, and they may dispose of these by any means convenient to them.

The Organiser shall publish the dates and tariff concerning the rates charged for the storage service and removal and disposal of used containers and packing materials by the Organiser on the Online portal separately. The Participants wishing to use the service shall be required to thoroughly check the published information.

2.7 Removal from Expo Site

Removal means physically transporting the exhibit objects as well as goods in relation to buildings or facilities out of the Expo Site. This section explains the requirements, restrictions and processes concerning the removal of goods during and after the Expo event period.

2.7.1 Removal of exhibits etc. during Expo event period

C-49 Removing exhibit objects etc. from the Expo Site during the Expo event period requires the permission of the Organiser in advance.

The request shall be made via the Online portal.

2.7.2 Removal of goods after Expo event period

The removal or elimination of exhibit objects and some buildings are to be performed in a short period of time after the Expo event period, and the Participants shall be required to prepare their removals in advance in order to ensure safe and appropriate removal of their goods. This section explains the rules and methods of removal of exhibits etc. after the Expo event period and the transportation following the removal.

(1) Deadlines for removals

The deadlines for removals differ depending on the types of Pavilions the Participants have chosen. It is necessary to bring the Plots to their original conditions by the applicable deadlines. Note that the deadline for re-exportation of bonded goods is the 13th of April 2026, irrespective of the Pavilion types.

	Self-built Pavilions (Type A)	Pavilion Modules (Type B)	Shared Pavilions (Type C)
Deadline for exhibits removal	13 January 2026	13 January 2026	13 January 2026
Deadline for decoration removal	13 January 2026	13 January 2026	13 January 2026
Deadline for building removal (recovery of plots to the original conditions)	13 April 2026		

(2) Removal access gates

Gates accessible for removal may be specified by the types of goods, and accessible time may be assigned.



Fig. 1-10 Removal access gates

(3) Removal time

The hours during which removal by the Participants after the Expo event period is allowed shall be announced separately. The removal schedule must be prepared by carefully verifying the removal time.

(4) Handling of exhibits for removal

1) Scope of the Organiser's responsibilities

All removal operations shall be performed at the Participants' responsibility. The Organiser shall be responsible for the management of bonded goods, but the responsibility of the Organiser ends at the point where the goods in question are removed from the Expo Site. The Participants shall be required to arrange necessary insurance policies if they consider it appropriate against the risks during the transportation following the removal from the Expo Site. Refer to Article 6 of Special Regulation No. 8 for details.

C-50 Temporary storage in the Organiser's Warehouse can be arranged only for the exhibits and other goods that have the permission of deposition. When storing in the Organiser's Warehouse temporarily, it is necessary to identify the owner of the goods and indicate the names of the Participant and its Representative together with the contact details directly on the goods.

C-51 Temporary storage in the Organiser's Warehouse after the Expo event period may not be extended after the 31st of October 2025. The Participants shall inform the Organiser's

Warehouse administrator of the destination of the goods within 2 weeks of the closing of the Expo. As for the goods whose destinations are not determined within this grace period, the Participants shall ensure their removal from the Expo Site by arranging a bonded transportation to a customs bonded area outside the Expo Site.

C-52 All cost of removal operation, transportation and storage accrued by the removal shall be borne by the Participants. As for the cost accrued by the transportation within the Expo Site and use of the Organiser's Warehouse, the Organiser shall announce a tariff separately.

G-21 Because temporary storage of domestic cargoes in the Organiser's Warehouse may only be possible until the 31st of October 2025, it is recommended that the Participants contract an external storage service provider in advance, mediated by their Representatives and logistics service providers, and make arrangements to remove from their Pavilions and booths directly to the contracted warehouse.

2) Service providers for removal

C-53 Even where the Participants and their Representatives consign the re-exportation or temporary storage at other bonded area to a logistics service provider other than the designated on-site cargo handlers, the removal of goods from facilities, packing and loading of vehicles shall be performed by the designated on-site cargo handlers.

3) Removal schedule

C-54 The Participants shall submit a 'Carry-Out Work Plan' (Form No. 4) no later than 60 days before the end of the Expo event period via the Online portal. Based on the 'Carry-Out Work Plan', the Organiser shall approve the timing and methods of goods removal and respond to the Participants. The 'Carry-Out Work Plan' must state the goods types accurately as it may be necessary to make a special coordination depending on the types of the goods.

C-55 The Participants shall clearly state the types and descriptions of the goods to remove, final destination, removal routes, the logistics service provider that undertakes the removal and intended date of removal in their 'Carry-Out Work Plan'.

Several routes are possible for executing the removal. The Participants shall discuss with the logistics service provider that undertakes the removal and determine the route.

- Removal from Pavilion or booth directly to the exporting airport or port to be transported to the final destination
- Removal from Pavilion to the Organiser's Warehouse for temporary storage, then to the exporting airport or port to be transported to the final destination
- Removal from Pavilion to the warehouse of a logistics service providers which the Participants have chosen as necessary for temporary storage, followed by the transportation to the final destination

2.7.3 Removal of foreign cargoes

When the Participants remove foreign cargoes from the Expo Site, they must follow, pursuant to the Special Regulation No. 7, procedures that vary depending on the removal categories.

- Re-exportation
- Disposal and destruction
- Bonded transportation (relocation)
- Sale and assignment

G-22 Due to the limited capacity of the Organiser's Warehouse, it is desirable that the Participants perform the packing and vanning at their respective Pavilions or booths to proceed to various customs procedures.

C-56 The procedures for re-exportation, disposal and destruction require a permission or approval of the Japan Customs. Refer to the Guidelines for Customs Procedures for details.

C-57 If the removal from the Expo Site is followed by a temporary storage at another bonded area, the Participants shall notify at the Japan Customs a bonded transportation and obtain their approval. Note that the responsibility for managing the bonded goods shall be upon the logistics service provider performing the removal from the point where the said goods leave the Expo Site.

C-58 Goods to be sold or assigned must clear customs for importation in conformity with the Laws and Regulations before they are removed from the Expo Site. The importer must pay the customs duty as well as the National and Local Consumption Tax.

2.7.4 Produced waste

Waste produced from the Expo Site must be processed either as industrial waste or general waste.

G-23 From the viewpoint of environmental protection, it is desirable that the goods and materials brought in by the Participants are either re-exported or reused or otherwise assigned to others in Japan so that the waste produced after the closing of the Expo will be minimised. For this purpose, it is recommended that the Participants keep in mind how to process them after the Expo event period already when they are preparing the shipping of their goods to the Expo Site.

C-59 If the Participants wish to dispose of bonded goods, they shall do so by obtaining the Japan Customs' approval etc. following 19. Disposal and destruction of the Guidelines for Customs Procedures and separately contracting an industrial waste disposal service provider.

C-60 Waste that is not bonded goods shall be collectively disposed of by the waste disposal service provider which the Organiser has selected to undertake the waste management across the Expo Site. The Participants shall pay the fees corresponding to the volume of waste they produce. Refer to the separately published Guidelines for Appropriate Disposal of Waste for details.

3. Organiser's Warehouse

The Organiser shall construct and operate a warehouse on the Expo Site. This Organiser's Warehouse shall be registered pursuant to the Warehousing Act of Japan and operated for the purpose of storing goods in relation to the Expo with the arrangements to permit warehousing both domestic and foreign goods. It shall also be equipped with refrigerators/freezers.

G-24 The Participants may use the Organiser's Warehouse as a storage for their goods and a stocking point for their food and drink items using the refrigerators and freezers.

3.1 Warehouse specifications (proposed)

(1) Capacities (provisional)

1) General storage	2,263 m ²
2) Refrigerator storage	349 m ²
3) Refrigerator storage	69 m ²
4) Freezer storage	237 m ²

(2) Operational period (proposed)

1) General storage	1 November 2024 - 31 October 2025
2) Refrigerator and freezer storages	6 January 2025 - 31 October 2025

(3) Operational hours (proposed)

1) Before and after the Expo event period	9:00 - 18:00
2) During the Expo event period	6:00 - 24:00

3.2 Treatment pursuant to Warehousing Act of Japan

The Organiser shall be registered pursuant to the Warehousing Act of Japan in order to manage the warehousing of the goods related to the Expo and operate the warehouse in conformity with this Act and the Standard Warehouse Deposition Agreement.

3.3 Applications for deposition and removal

C-61 The Participants wishing to use the Organiser's Warehouse shall apply via the Online portal at the Logistics Division, Operations Department, Business Operations Bureau. Similarly, they shall notify to order a dispatch for removal.

C-62 The Participants wishing to use the Organiser's Warehouse shall be required to notify the Organiser no later than 7 days before the goods' arrival.

The Organiser may request to change the date and time of, or storage for, the delivery considering the storage conditions.

3.4 Delivery of goods

3.4.1 Application for deposition

C-63 The Participants shall be required to submit their Pre-Deliver Notice via the Online portal for the goods to be deposited and stored. Required details are as follows:

- 1) Intended date of deposition
- 2) Sender
- 3) Type, name, packing style and quantity of the cargo
- 4) Delivering logistics service provider
- 5) Container number if applicable

The Organiser shall instruct with the date and time of delivery, taking into account the conditions in the storages.

3.4.2 Delivery methods

C-64 On the specified day, arrive at the Organiser's Warehouse, obtain the berth number from the warehouse administration office, and park the vehicle at the assigned berth.

When the Participants' cargoes arrive at the Organiser's Warehouse, the warehouse staff shall carry out the following tasks:

- 1) Unloading the truck and devanning the container
- 2) Verification of the number of packages
- 3) Visual inspection for damage
- 4) Transportation inside storages
- 5) Deposition inside storages

3.5 Removal of goods

3.5.1 Application for removal

C-65 The Participants shall input the type of goods to be removed, delivery destination, packing style, quantity, and intended removal date on the Online portal.

C-66 Removal from the warehouse shall be in principle by packages.

The Organiser shall indicate the date and time of removal on the Online portal, taking into account the overall warehouse operation.

The Organiser shall give the Organiser's Warehouse the on-site work directions based on the reservation information, and the Organiser's Warehouse shall implement the following tasks:

- 1) Collection of goods from the storages
- 2) Transportation inside storages
- 3) Loading the truck and vanning the container

The Organiser shall make arrangements for the transportation of the goods from the Organiser's Warehouse to the berth at the delivery destination. Unloading and delivery into facilities shall be for the Participants to arrange with the designated on-site cargo handlers.

3.6 Warehouse service fees

The fees for the services provided by the Organiser's Warehouse, such as storage in, deposition to and removal from the general/refrigerator or freezer storages and transfer from the Organiser's Warehouse to destinations within the Expo Site, shall be announced separately.

4. Forms

(Form No. 1)

Notification of Representative

[Date] [Month] [Year]

To: Japan Association for the 2025 World Exposition

Participant

Address

Name

Telephone

Seal or signature

I hereby notify of the appointment of a representative pursuant to Article 5 of Special Regulation No. 7 concerning customs clearance, transportation and specific fees. Details are as follows:

Name

Affiliation

Address

Telephone

email address

Staffed office

Reachable contact number

(Additional notes)

It should be noted that the above representative is authorised to handle all matters in relation to the management of freight.

- 1. State additional notes if applicable.
- 2. Use the Japanese standard paper size A4 for this form.
- 3. Prepare one (1) copy of this form.

Cargo Transportation Plan

To: Japan Association for the 2025 World Exposition

[Date [Month] Year]

Notifier

	Scheduled shipping date	Scheduled arrival date in Japan	Content	Item	Estimated quantity	Mode of transport	Bonded goods customs clearance for importation domestic freight	Remarks
First shipment								
Second shipment								
Third shipment								
Fourth shipment								

1. This plan must be submitted no later than 45 days before the first shipping if this is international freight, and 10 days for all others.
2. Use the Japanese standard paper size A4 for this form.
3. If there are 5 or more shipments, use additional forms

(Form No. 2)

(Form No. 3)

Carry-In Work Plan

To: Japan Association for the 2025 World Exposition

[Date] [Month] [Year]

Notifier

Location of the work	
Date and time of the work	
Freight handled	
Description of the work	
Contractee or consignor	
Service provider	(Phone)
Officer in charge	
Number of workers	
Remarks	

1. This schedule must be submitted no later than one (1) week before the intended work or delivery to take place. Failing to submit this schedule may result in a restriction on the entry to the Expo Site or exhibition pavilions.
2. The notifier shall be the contractee or consignee of the work and their representative.
3. For the location of the work, provide the booth No. and Pavilion No.
4. For the date and time of the work, provide the time scheduled to start and finish the work.
5. If the freight to be handled in the work consists of different types of goods, provide the name of the primary item. For the description of work, state by types of work, such as delivery, installation and assembly.
6. For the contractee, consignor and service provider, provide their corporate names etc.
7. Use the Japanese standard paper size A4 for this form.

Carry-Out Work Plan

To: Japan Association for the 2025 World Exposition

[Date] [Month] [Year]

Notifier

Location of the work	
Date and time of the work	
Freight handled	
Description of the work	
Contractee or consignor	
Service provider	(Phone)
Officer in charge	
Final destination	
Removal route	

1. This schedule must be submitted no later than sixty (60) days before the end of the Expo event period.
Failing to submit this schedule may result in a restriction on the entry to the Expo Site or exhibition pavilions.
2. The notifier shall be the contractee or consignee of the work and their representative.
3. For the location of the work, provide the booth No. and Pavilion No.
4. For the date and time of the work, provide the time scheduled to start and finish the work.
5. If the freight to be handled in the work consists of different types of goods, provide the name of the primary item. For the description of work, state by types of work, such as dismantling, packing and removal.
6. For the contractee, consignor and service provider, provide their corporate names etc.
7. Use the Japanese standard paper size A4 for this form.

5. Reference materials

>Information about the special vehicle traffic system (MLIT website) *Available only in Japanese

<https://www.mlit.go.jp/road/tokusya/>

>The International Maritime Dangerous Goods (IMDG) Code

<https://www.imo.org/en/OurWork/Safety/Pages/DangerousGoods-default.aspx>

>Dangerous Goods Regulations (DGR)

<https://www.iata.org/en/publications/dgr/>

>International Plant Protection Convention (IPPC) ISPM 15

<https://www.ippc.int/en/publications/regulation-wood-packaging-material-international-trade-0/>

>ISO 780:2015 Graphical symbols for handling and storage of packages

<https://www.iso.org/standard/59933.html>

>Plant Protection Station, Ministry of Agriculture, Forestry, and Fisheries of Japan (MAFF): Imported Wood Packaging Material

(In Japanese) https://www.maff.go.jp/pps/j/konpozai/faq_jpn_2009_12.html#Q9

(In English) https://www.maff.go.jp/pps/j/konpozai/faq_eng_2009_12.html



OSAKA, KANSAI JAPAN
EXPO
2025



**Bureau
International
des Expositions**

Japan Association for the 2025 World Exposition

貨物の取扱いに関する ガイドライン



目 次

略語、略称、単位及び用語の定義

1. はじめに	1
2. 貨物輸送	2
2.1 公認代理人	2
2.2 貨物取扱事業.....	2
2.2.1 場内貨物取扱指定事業者	2
2.2.2 推奨物流事業者.....	4
2.3 貨物出荷前調整.....	6
2.3.1 輸送に関わる規制.....	6
2.3.2 博覧会会場内における規制	7
2.3.3 輸送計画	7
2.4 日本への国際輸送	8
2.4.1 持続可能な輸送及び梱包	8
2.4.2 空港、港湾	8
2.4.3 国際輸送の調整.....	8
2.4.4 特殊貨物	9
2.4.5 危険品	9
2.4.6 関係書類.....	9
2.4.7 国際宅配便（クーリエ）、国際郵便の利用	10
2.4.8 全般的な梱包ルール.....	10
2.4.9 梱包の貨物ラベルと出荷表示（ SHIPPING マーク）	12
2.4.10 包装物の荷札（ラベル）	15
2.5 博覧会会場への搬入	16
2.5.1 搬入管理	16
2.5.2 搬入出の予約	17
2.5.3 搬入ゲートとトラック動線	18

2.5.4 搬入車両管理	20
2.5.5 会期前・会期中の搬入貨物の取扱い	21
2.6 博覧会会場内輸送	21
2.6.1 博覧会会場内での貨物の取扱い.....	21
2.6.2 博覧会会場内での貨物受領	22
2.6.3 博覧会会場内貨物取扱料金	22
2.6.4 通関料金	22
2.6.5 空容器類及び梱包資材の取扱い.....	22
2.7 博覧会会場からの搬出	24
2.7.1 会期中の展示品等の搬出	24
2.7.2 会期終了後の貨物搬出	24
2.7.3 外国貨物の搬出について	26
2.7.4 廃棄物の排出	27
3. 協会倉庫	28
3.1 倉庫諸元（案）	28
3.2 倉庫業法上の扱い	28
3.3 寄託の申込み及び搬出の申込み	29
3.4 貨物の搬入	29
3.4.1 寄託の申込み	29
3.4.2 搬入方法	29
3.5 貨物の搬出	30
3.5.1 搬出の申込み	30
3.6 倉庫料金	30
4. 様式.....	31
5. 参考資料	35

略語、略称、単位及び用語の定義

略語／略称	正式名称
BIE	博覧会国際事務局 (Bureau International des Expositions)
CIF	Cost Insurance and Freight (運賃保険料込み条件)
IATA DGR	IATA Dangerous Goods Regulations (国際航空運送協会 航空危険物規則書)
ISO	International Organization for Standardization (国際標準化機構)
IPPC	International Plant Protection Convention (国際植物防疫条約)
IMDG Code	The International Maritime Dangerous Goods (IMDG) Code (国際海上危険物規則)
ISPM 15	Regulation of wood packaging material in international trade (木材こん包材に関する国際基準 No.15)
KIX	関西国際空港
NRT	成田国際空港
単位	正式名称
Kg	キログラム
t	トン
m	メートル
m ²	平方メートル
%	パーセント
用語	定義
条約	1928 年 11 月 22 日にパリで署名され、その後改正され、及び補足された国際博覧会に関する条約
博覧会	日本国大阪において 2025 年 4 月 13 日から同年 10 月 13 日まで開催される登録博覧会
一般規則	第 167 回 BIE 総会で承認された登録申請書の第 8 章に含まれる一般規則
特別規則	一般規則第 34 条に記載されている特別規則

法令等	条約、一般規則及び特別規則、日本国の法律、政令、省令、通達及び通知、自治体の条例、規則及び規制並びに開催者が発行する追加の指令、指示及びガイドライン
開催者	令和七年に開催される国際博覧会の準備及び運営のために必要な特別措置に関する法律により 2019 年 5 月 31 日に経済産業大臣から博覧会の準備及び運営に関する業務を行う法人として指定を受け、2019 年 10 月 21 日に公益社団法人として認定を受けた 2025 年日本国際博覧会協会
公式参加者	日本国政府による博覧会への公式参加招請を受諾した外国政府及び国際機関
非公式参加者	博覧会政府代表により公式参加者の陳列区域外で参加することが認められた者
一般営業参加者	一般規則第 35 条に言及され、博覧会会場で商業活動のみを実施する権利を開催者から付与されている者
参加者	公式参加者、非公式参加者及び一般営業参加者
通関手続に関するガイドライン	日本国内の通関手続の詳細を説明する、本ガイドラインと合わせて発出しているガイドライン
会場基本計画	博覧会会場に含まれる様々な不動産要素、空間、建物、その他施設の全体概要を示した詳細計画
パビリオン	参加者が出展を行う建物であり、パビリオンタイプ A（敷地渡し方式）、パビリオンタイプ B（建物渡し方式）、パビリオンタイプ C（共同館方式）並びにその他参加者が直接管理する建物に関連する区域
パビリオンタイプ A（敷地渡し方式）	開催者により割り当てられた敷地について参加者が設計し建設する建物及び構造物をいう。
パビリオンタイプ B（建物渡し方式）	開催者が建設し公式参加者に賃貸する建物で、公式参加者が内装と外装の造作及び自身の展示品の設置を行うことができるものをいう。
パビリオンタイプ C（共同館方式）	開催者が建設し公式参加者に引き渡される建物で、公式参加者が割り当てられた区域を造作し自身の展示品の設置を行うことができるものをいう。

博覧会会場	開催者が博覧会の運営に係る博覧会会場として使用し管理する全ての区域
敷地	参加契約書に基づき、開催者により参加者に割り当てられ、その者の管理のもと使用される区域
展示エリア	開催者により、参加契約書に従って参加者に割り当てられた区域
ポータル	参加者と開催者の間の円滑な連絡を行うためのインターネット上のポータルサイト
保税貨物	展示等承認を受けて博覧会会場内に搬入された貨物
荷扱い指示マーク (Handling labels)	特別な取扱いと必要とする物品について、その取扱い方法を指示するマーク。本ガイドラインでは国際規格 ISO780:2015「包装品の荷扱い及び保管用の図記号」に規定されているマークを指す。
包装明細書(Packing list)	輸送する貨物の内容物を列挙したリストで物品の内容、数量、梱包番号、原産国、配送先、および必要な指示を記載したもの。
梱包(Package)	物品を輸送する際の外装梱包
包装物(Piece, Item)	梱包中で個別に包装された物品
貨物ラベル	輸送時に貨物を判別するために外装梱包に添付するラベル
荷札	梱包内の個々の物品に対して添付して物品詳細や取扱指示を示すラベル
協会倉庫	開催者が、博覧会会場内に建設し運営する倉庫。この倉庫は、倉庫業法上の登録を受け、本博覧会関連貨物の保管を目的として運営され、内国貨物・外国貨物を問わず蔵置できるよう手続がとられる。また、冷凍・冷蔵倉庫も併設される。
標準倉庫寄託約款	国土交通大臣が定める、倉庫に貨物を預ける際の取引に関わる標準的な取り決め
事前出荷通知	近日中に協会倉庫に到着する貨物に関して、貨物の発送主が事前に出荷情報を協会倉庫に電子的に連絡する通知
バンニング	コンテナへの積み込み作業
デバンニング	コンテナからの荷降ろし作業

1. はじめに

本ガイドラインは、2025 年日本国際博覧会の参加者に、貨物の取扱い等が安全、確実、迅速かつ効率的に行われ、本博覧会に関わる参加者の参加活動及び公益社団法人 2025 年日本国際博覧会協会の運営活動が円滑に行われることに資することを目的として作成されたものである。

参加者は、貨物の取扱い等の業務の担当者及び当該業務を委託する事業者等に、本ガイドラインの内容をよく説明し、その周知をはかっていただきたい。

なお、本ガイドラインでは、参加者が本ガイドラインに従って貨物の取扱いを行う際の指標とするため、規制（Control）と推奨（Guide）の 2 つの基準を設けた。これらの基準は、参加者が開催者や税関への通関関係書類の提出等の要否を判断する際の指標ともなる。規制と推奨の基準をそれぞれアルファベットのコードと数字で示している。

C-00 規制（Control） は、「～こと。～しなければならない。」事項を示し、貨物の取扱いに関する制限又は禁止事項を定めている。

G-00 推奨（Guide） は、「～ことが望ましい。」事項を示し、開催者が参加者に期待する貨物の取扱いに関する取組み又は提案を示している。

ガイドラインの内容に関するお問い合わせや、手続に関してご不明な点等については、公式参加者は、公式参加者ポータルの Queries 機能をご活用頂いて開催者にお送りください。公式参加者ポータルのご利用について支障のある場合は、participant@expo2025.or.jp（別でも可）にメールにてコンタクト下さい。

非公式参加者は、pavilion-shutten@expo2025.or.jp（別でも可）にメールにてコンタクト下さい。

2. 貨物輸送

2.1 公認代理人

- C-01** 公式参加者は、特別規則第7号第5条に従い、通関及び貨物の取扱いに関する手続が円滑かつ迅速に行われるよう、日本における物品・製品の輸入、輸出、輸送及び通関並びに貨物の取扱いに関する事項を処理する権限を与えられた日本国内の代理人（公認代理人）を任命するものとする。
- C-02** 公式参加者は、開催者に対し、当該公認代理人の氏名、住所及び電話番号を「公認代理人の届出書」（様式1）により初回輸送の遅くとも45日前までに「ポータル」にて通知するものとする。

2.2 貨物取扱事業

2.2.1 場内貨物取扱指定事業者

開催者は、特別規則第7号第5条に従い、博覧会会場内の貨物の取扱いについては、安全及び業務の効率化のため、場内貨物取扱指定事業者を指定する。

- C-03** 参加者又は当該参加者の委託を受けた運送事業者は、博覧会会場内での貨物の取扱いについては、原則として、下表に掲げる場内貨物取扱指定事業者に委託しなければならない。
- C-04** 以下の行為は場内貨物取扱指定事業者のみが行うものとする。

- 1) 車両からの貨物の取卸し及び積み込み
- 2) 博覧会会場内における貨物移送
- 3) パビリオン及び施設内への貨物の搬入作業及び搬出作業
- 4) 展示品等の開梱、据付け、組立及び撤去
- 5) 上記1)～4)に付帯する事業

ただし、次のいずれかに該当する場合には開催者の確認を得たうえで場内貨物取扱指定事業者以外の者でも、それぞれ必要な行為を行うことができる。

車両から取卸し等のため、荷役機械又はその車両の運転手以外の作業員を必要としない場合（車両に付属する車両積載型クレーンは博覧会会場内では使用できない。車両からの取卸し及び積み込み作業は場内貨物取扱指定事業者に委託する）。

展示品の据付け、組立、撤去を行うに際し、参加者と雇用等の関係のある技術者がこれ

らの行為を行う場合（当該技術者は作業の指示を行うだけで、技術者から指示を受ける作業員及び荷役機械は、場内貨物取扱指定事業者に委託する）。

（場内貨物取扱指定事業者）

事業者名 上段：日本語名称 下段：英語名称	部署 上段：日本語名称 下段：英語名称	メールアドレス
		電話番号
		URL
日本通運株式会社 Nippon Express Company, Limited	大阪支店 企画戦略部 Osaka Branch Planning Strategy Division	expo2025@nipponexpress.com
		06-6451-2721
		https://www.nittsu.co.jp/
住友倉庫グループ・間口 グループ共同企業体 Joint Venture of Sumitomo Warehouse Group and Maguchi Group	EXPO 2025 万博 プロジェクト室 EXPO 2025 Project Department	expo2025@sumitomo-soko.co.jp
		06-6444-1302
		https://www.sumitomo-soko.co.jp https://www.maguchi.co.jp/group/holding/

2.2.2 推奨物流事業者

C-05 参加者は、博覧会会場内への物品・製品の輸送、通関手続及び貨物取扱いに関与する業者の選択を、自らの裁量と責任において行うものとする。

特別規則第7号の規定により公表することになっている、開催者が適当と認めた運送事業者及び通関事業者である推奨物流事業者は次のとおりである。

G-01 参加者は、下記事業者に委託することが推奨される。

(推奨物流事業者)

事業者名 上段：日本語名称 下段：英語名称	部署 上段：日本語名称 下段：英語名称	メールアドレス
		電話番号
		URL
日本通運株式会社 Nippon Express Company, Limited	大阪支店 企画戦略部 Osaka Branch Planning Strategy Division	expo2025@nipponexpress.com
		06-6451-2721
		https://www.nittsu.co.jp/
住友倉庫グループ・間口グループ共同企業体 Joint Venture of Sumitomo Warehouse Group and Maguchi Group	EXPO 2025 万博プロジェクト室 EXPO 2025 Project Department	expo2025@sumitomo-soko.co.jp
		06-6444-1302
		https://www.sumitomo-soko.co.jp https://www.maguchi.co.jp/group/holding/
ロジスティード株式会社 LOGISTEED, Ltd	営業統括本部 重量第二部 Sales Department 2 Business Management Headquarter	expo2025-osaka@logisteed.com
		03-6871-7333
		https://www.logisteed.com/jp/profile/information/outline/index.html
阪急阪神エクスプレス・セイノーホールディングス共同企業体 HANKYU HANSHIN EXPRESS Co., Ltd. SEINO HOLDINGS CO.,LTD CORPORATION	東輸入営業部 EASTERN JAPAN IMPORT SALES DIV	hexpos2025@jp.hh-express.com
		03-6745-1231
		https://www.hh-express.com/jp/ https://www.seino.co.jp/seino/shd/
山九株式会社 SANKYU INC.	関西エリア開発営業部 Kansai Area Business Development & Marketing Dept.	osakaexpo2025@sankyu.co.jp
		06-6225-3977
		https://www.sankyu.co.jp/
株式会社日新 Nissin Corporation	大阪万博準備室 Osaka Expo Department	osa-expo25@nissin-tw.com
		03-3238-6682
		https://www.nissin-tw.com
三菱倉庫株式会社 Mitsubishi Logistics	大阪支店倉庫事業第二課 Osaka Branch Sales	MLCosaka2025@mitsubishi-logistics.co.jp
		06-7730-8478

Corporation	Dept.2	https://www.mitsubishi-logistics.co.jp
S B Sホールディングス株式会社 SBS Holdings,Inc.	S B S ロジコム株式会社 営業開発本部 西日本営業開発部 SBS Global Network Co.,Ltd.	expo2025@sbs-group.co.jp
		06-7708-5520
		https://www.sbs-group.co.jp/
鴻池運輸株式会社 Konoike Transport Co., Ltd.	万博・IR 室 EXPO & IR Office	expo2025@jpa.konoike.net
		06-6227-4620
		https://www.konoike.net/
辰巳万博コンソーシアム TATSUMI SHOKAI CONSORTIUM FOR 2025 KANSAI EXPO (TSCKE)	運営事務局 ADMIN OFFICE	Expo2025@tatsumi-cs.co.jp
		06-6576-1822
		https://www.tatsumi-cs.co.jp/
郵船ロジスティクス株式会社 Yusen Logistics Co., Ltd.	大阪万博 プロジェクトチーム Expo2025 Project Team	expo2025@jp.yusen-logistics.com
		06-6233-6209
		https://www.yusen-logistics.com
株式会社上組 Kamigumi Co.,Ltd.Osaka Branch	営業第2部 2nd Business Dept	osaka_expo2025@kamigumi.co.jp
		06-6576-4131
		https://www.kamigumi.co.jp/
澁澤倉庫株式会社 THE SHIBUSAWA WAREHOUSE CO.,LTD.	大阪支店 OSAKA BRANCH	ml-expo2025osaka@shibusawa.co.jp
		06-6573-9700
		www.shibusawa.co.jp
株式会社近鉄エクスプレス Kintetsu World Express, Inc.	輸入営業部 Import Sales Department	expo2025@kwe.com
		03-5443-9455
		https://www.kwe.com/jp/
西日本鉄道株式会社 NNR GLOBAL LOGISTICS GROUP	国際物流事業本部 営業企画部 営業企画課 Global Logistics Div. Marketing dept.	hnbsmd_k@nnr-g.com
		03-4332-5060
		https://www.nnr.co.jp/global_logistics/
西濃シェンカー株式会社 Schenker-Seino Co., Ltd.	展示会・引越部 Fairs & Exhibitions	tyo.messe@schenker-seino.co.jp
		03-5769-7380
		https://www.dbschenker.com/jp-ja/products/special-products/trade-fair-logistics
インターナショナルエクスプレス株式会社 INTERNATIONAL EXPRESS CO.,LTD.	関西支店 本町営業所 KANSAI BRANCH HOMMACHI SALES OFFICE	iec-expo2025j@iecjp.com
		06-6210-1407
		https://www.iecjp.com/

(変更履歴)

変更月	事業者名	変更内容
2023 年 4 月	ロジスティード株式会社	社名 (旧名: 株式会社日立物流)、部署、連絡先
2023 年 4 月	西日本鉄道株式会社	連絡先 (メールアドレス)

2.3 貨物出荷前調整

2.3.1 輸送に関わる規制

C-06 日本国内の公道における積載車両の寸法及び重量は、関係法令により、その道路、橋梁等の能力を考慮して、概ね次のとおりに定められている。従って、貨物を梱包し、車両に積載する際にこれらの規制を考慮して、その寸法、重量を決めること。

1) 一般的制限値

寸法：	幅	2.5 m
	長さ	12.0 m
	高さ	3.8 m
重さ：	総重量	20.0 t
	軸重	10.0 t
	隣接軸重	18.0t：隣り合う車軸の軸距が 1.8 m 未満 19.0t：隣り合う車軸の軸距が 1.3 m 以上かつ 隣り合う車軸の軸重がいずれも 9.5 t 以下 20.0t：隣り合う車軸の軸距が 1.8 m 以上
	輪荷重	5.0 t
	最小回転半径：	12.0 m

いずれの値も上記以内の場合は関係当局の許可は必要ない。

2) 許可限度値の目安

車両の構造が特殊である車両、あるいは輸送する貨物が特殊な車両で、幅、長さ、高さ及び総重量のいずれかの一般的制限値を超えたり、橋、高架の道路、トンネル等で総重量、高さのいずれかの制限値を超える車両を「特殊な車両」といい、道路を通行するには特殊車両通行許可が必要になる。

構造が特殊な車両の申請において、許可が得られる限度値の目安は以下のとおり。

寸法：	長さ	セミトレーラ：17.0 m
	後軸の旋回中心から車両後端までの距離が	3.2 m 以上 3.8 m 未満：17.5 m
	後軸の旋回中心から車両後端までの距離が	3.8 m 以上 4.2 m 未満：18.0 m
	セミトレーラをけん引するための自動車の連結装置の中心が当該車両の後軸の車輪（複数軸を備えるものは後後軸の車輪）よりも後ろに備えるもの：	21.0 m
	フルトレーラ：	21.0 m

重量：	総重量	44.0 t
	軸重	10.0 t

バン型等セミトレーラにおける 2 軸の認証トラクタの駆動軸：11.5 t

3) 上記の限度値を超える場合

車両の構造、物品の固有の形状または梱包の都合で、上記の限度値を超える場合は、必要に応じて通行する道路の管理者へ個別に問い合わせること。

2.3.2 博覧会会場内における規制

車両のサイズにより博覧会会場内の通行に規制をかける可能性がある。

2.3.3 輸送計画

C-07 参加者は、博覧会に関連する物資全般について、貨物の名称、数量、発送日及び到着予定日を明記した輸送計画書（様式 2）を、海外から発送される貨物については初回輸送の遅くとも 45 日前までに、その他の貨物については初回輸送の遅くとも 10 日前までには、開催者に「ポータル」にて提出する。

C-08 参加者は、当該輸送計画の変更があった場合は、開催者に速やかに「ポータル」にて連絡しなければならない。

開催者は搬入状況を勘案し、搬入日時の変更を求める場合がある。

2.4 日本への国際輸送

本節では、参加者が海外から日本に向けて物品を輸送する際の、輸送と梱包についてのルールや留意点について説明する。

2.4.1 持続可能な輸送及び梱包

博覧会が目指す持続可能性は輸送においても考慮される必要がある。輸送中の CO2 発生による環境負荷を考慮し、参加者は、自ら選定した公認代理人及び運送事業者と協議の上、適切な輸送モード、輸送ルートを検討する。公認代理人及び運送事業者の協力によって、排出量の管理が可能となる場合がある。

G-02 公認代理人及び運送事業者が有する手段を用いて、参加者は貨物輸送時に発生した CO2 排出量を算出し、適切な輸送の選択によってどれだけ排出量削減を達成できたかを把握することを推奨する。

2.4.2 空港、港湾

G-03 航空貨物の取扱いは、博覧会会場の最寄り空港である関西国際空港（KIX）を利用するか、成田国際空港(NRT)からの転送を推奨する。

海上貨物の取扱いは、最寄り港湾として大阪港と神戸港いずれかの港湾の利用が便利である。

なお、その他の日本国内の空港、港湾を利用することも可能である。

G-04 上記以外の空港や港湾を利用して貨物を積み替える場合にも、船積関連書類には本博覧会向け貨物であることが分かる記載があることが望ましい。

2.4.3 国際輸送の調整

国際輸送の調整について、2.2.2 に示した推奨物流事業者の利用を推奨するが、推奨物流事業者以外の物流事業者から選択することも可能である。

C-09 参加者は自らの裁量と責任で物流事業者を選択・契約する。参加者の公認代理人及び運送事業者が提供する物流サービスは、国際輸送関係の一連の規則を遵守している必要があり、その管理責任は参加者にある。

G-05 参加者は、貨物の発送地から博覧会会場までの運送に関して任意により必要な保険を付保する。また、自身の展示物品等についても、参加者の判断で必要な保険を付

保するものとする。詳細は「特別規則第 8 号」と関連する「保険に関するガイドライン」を参照すること。

2.4.4 特殊貨物

C-10 特殊貨物の輸送が発生することが予想される。輸送計画提出時に、輸送される貨物の大きさや重量を正確に表記し、搬入に際して留意点がある場合はその旨明記のうえ、参加者は「ポータル」から通知を行う。

2.4.5 危険品

危険品とは、輸送中に、健康や安全、資産や環境に害を及ぼす危険性がある物品、物質を指す。特別規則第 7 号第 9 条に従い、危険品の輸送にあたっては日本が締結している国際約束に従わなければならない。

C-11 参加者は公認代理人及び運送事業者と協力して、貨物の梱包と取扱いに関する日本国内の最新の法令等を遵守しなければならない。

C-12 化学物質、有害危険物質の梱包は、最新の国際輸送規則（以下 2 点）に提示されている、梱包、マーキング、ラベリング標準に従って準備すること。

- 国際海上危険物規則（The International Maritime Dangerous Goods (IMDG) Code)
- IATA 航空危険物規則書（IATA Dangerous Goods Regulations (DGR)）

IMDG Code と IATA DGR の最新版は一般公開されており、オンラインで確認可能である。

2.4.6 関係書類

C-13 特別規則第 7 号第 12 条に従い、参加者は、貨物の発送に関する書類を以下の要領に従い準備する。

(1) 船積書類等

船積書類等については、船会社及び航空会社等の運送事業者から入手し、荷受人に速やかに送付すること。

(2) 発送通知書(Shipping Advice)

貨物の輸送方法、仕向港又は仕向駅及び中継港並びに貨物の荷姿、個数、梱包番号、梱包ごとの総重量及び容積並びに貨物の品名及び原産地を記載すること。

(3) 仕入書(Invoice)及び包装明細書(Packing List)

海外から発送する貨物については、仕入書には内容物の品目ごとの CIF 価格を、包装明細書には梱包ごとの内容の明細を記載すること。

C-14 海外から発送し外国貨物として日本に到着する貨物は、貨物が宛先に到着する前に、運送事業者（公式参加者については、公認代理人及び運送事業者）が以下の書類を受け取ることができるように、参加者が手配するものとする。

(1) 発送通知書	2 通
(2) 仕入書及び包装明細書	各 5 通
(3) 船荷証券等 (B/L, Waybill, Airwaybill)	1 通
(4) 保険証書	1 通

C-15 外国貨物の輸送については、公式参加者又は公認代理人は「ポータル」から当該書類を 1 部ずつ開催者に提出すること。

2.4.7 国際宅配便（クーリエ）、国際郵便の利用

物品を輸出入する手段として、参加者は国際宅配便（クーリエ）や国際郵便を利用することが可能である。運送事業者を介した国際貨物輸送よりも早く、簡素化された手続きで輸出入が可能であるが、通常の国際貨物輸送と通関手続きが異なるので、違いを理解して利用すること。

特に、展示等承認等を受ける予定の物品や再輸出（積戻し）する予定の物品の場合は、日本の空港に到着後別途の税関手続きが必要となるため注意が必要である。

2.4.8 全般的な梱包ルール

梱包は参加者の貨物を最適な状態に保つための重要な手段である。会期中の日本では多雨、高温多湿となることから、参加者は自身の物品を保護するために、法令等を遵守すると同時に、特別規則第 7 号第 10 条、第 11 条に従って物品に応じた梱包を心がける必要がある。

C-16 輸送用の木箱や木製のパレット等の木材梱包材は検疫対象であるが、生産国において植物検疫措置に関する国際基準 No.15 (ISPM 15) の規定に適合する消毒処理が行われ、かつ、同基準に適合する処理表示マークのあるものについては、検疫対象にならない。以下に処理表示マーク例を示す。処理表示はスタンプ、ステンシル、焼き印、シール等、いずれも構わないが、簡単に消えたり、取り外せないもの、容易に確認できるものである必要がある。

G-06 廃棄物の削減や再出荷のしやすさの観点から、再利用・再出荷しやすい木箱又は木枠による梱包を推奨する。内容品は箱又は枠の中で固定し保護するものとする。

G-07 環境に配慮し、再利用しない梱包についてはリサイクル素材を活用した梱包を推奨する。ただし、出荷元から博覧会会場に搬入される一連の輸送過程の負荷に耐える素材であると確認できたものを利用する必要がある。

G-08 高温や高湿度に敏感な物品は、断熱、防湿ができる梱包資材の使用を推奨する。

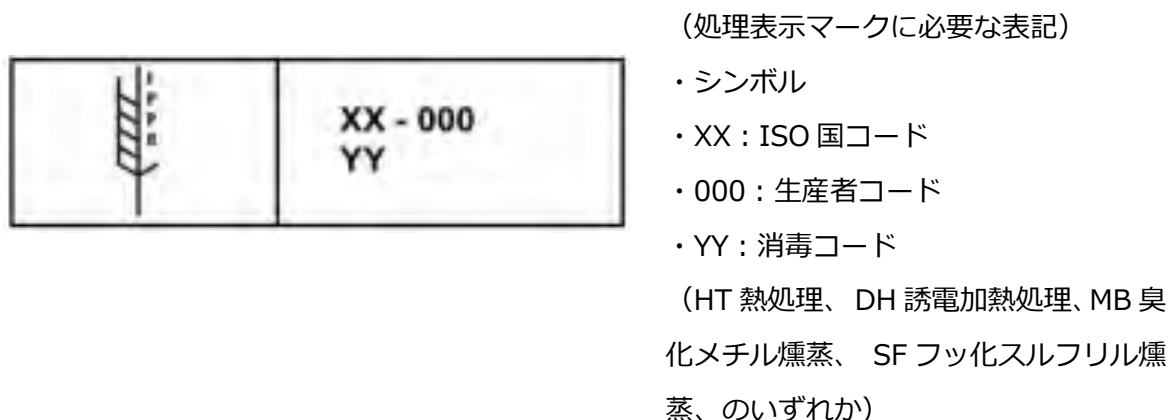


図 1-1 処理表示のマーク例

国際基準 No.15 は IPPC のウェブサイトから確認できる。なお、国際基準 No.15 で規制の対象外としている以下に列挙した木材梱包材の燻蒸処理は不要である。

- 合板(Plywood)
- パーティクルボード(Particle board)
- オリエンテッド・ストランド・ボード(Oriented strand board)
- ベニヤ、ベニヤの剥き芯(Veneer peeler cores)
- おが屑(Saw dust)、木毛(Wood wool)
- 削り屑・かんな屑(Shavings)
- 厚さ 6 ミリメートル以下の木材等及びこれらを素材として作られた木材梱包材

- C-17** 参加者は、再利用を予定していない空の梱包について、その除去及び処分の責任を負う。これに従わない場合には、開催者は、当該参加者の費用負担により、再利用を予定していない空の梱包を処分する。
- C-18** 各梱包には、包装明細書を 1 通入れること。
- C-19** 梱包及び梱包内の包装物全てに、2.4.9 及び 2.4.10 で示す適切な荷扱い指示マークを添付すること。表示の詳細は 2.4.9 参照。
- G-09** 上記の他、木材梱包材の日本への輸入に適用されるルールは、農林水産省植物防疫所のウェブサイトで確認ができる。参加者は、使用したい木材梱包に適用されるルールを同ウェブサイトにて確認することが望ましい。

2.4.9 梱包の貨物ラベルと出荷表示（ SHIPPING マーク）

貨物の破損を防ぎ、予定通りに配送されるためにも、外装梱包に適切な出荷表示が必須となる。特別規則第 7 号第 11 条に基づき、以下の要領に従って所定の出荷表示を満たした貨物ラベルを作成すること。貨物ラベルのフォーマットは自由だが、必須情報は全て容易に消えない文字や記号で明記し、所定のマークを添付すること。

- C-20** 外装梱包 2 面に英語で作成した貨物ラベルを添付する。1 船積書類につき複数の梱包がある場合は、貨物の個数及び梱包番号を記入すること。（例：10 個口の内 1 個目は Case No.1/10 と表記）
- C-21** 包装明細書 1 通を、防水のためプラスチック袋に入れて外装梱包に貼り付けること。包装明細書に列挙される貨物は全て実際に出荷される物品のみとすること。
- C-22** 博覧会用の貨物であることが分かるように、表示の 1 行目に「Goods for EXPO 2025, OSAKA KANSAI, JAPAN」と記入すること。表記する必須情報として、参加者の名称、連絡担当者及びその電話番号、ブース及びパビリオンの番号、貨物の総重量（Kg）と寸法（メートル単位）、梱包番号、原産地国を最低限明記する。これらの情報は事前に提出している船積書類の情報と一致している必要がある。

Goods for EXPO 2025, OSAKA KANSAI, JAPAN	
参加者名、連絡担当者及び電話番号等連絡先 (Participant, contact person, and contact details)	
ブース及びパビリオン番号 (Booth No. and Pavilion No.)	
発送人 名前、住所、電話番号等連絡先 Sender (Name, address, contact details of sender)	受取人（公認代理人） 名前、住所、電話番号等連絡先 Receiver (Representative) (Name, address, contact details of receiver)
貨物名(Description of goods) 総重量(Gross Weight, Kg)、寸法(Length×Width× Height, m) 原産国(Country of Origin)	
梱包番号 (Case. No)	合計箱数 (Total number of Cases)
輸送モード(Mode of Transport)	

図 1-2 梱包外装の貨物ラベルサンプル

C-23 吊り作業が必要な物品は固定すべき箇所を表示し、不規則な形状の物品については重心の位置を表示すること。国際規格 ISO780:2015「包装品の荷扱い及び保管用の図記号」に従い、以下の荷扱い指示マークを使用すること。



図 1-3 指示マーク

C-24 参加者は、吊り作業や不規則形状物品以外にも特別な取扱いと必要とする物品について、「壊れもの、取扱注意」、「上方向（天地無用）」などの荷扱い指示マーク（ケ

アマーク) を外装梱包に添付すること。添付するマークは、梱包表示に関する国際規格 ISO780:2015「包装品の荷扱い及び保管用の図記号」を厳格に遵守するものとする。ISO780:2015 のマークは ISO のウェブサイトから購入可能である。以下、マークの例を示す。

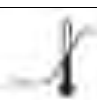
指示マーク	マーク名	定義
	壊れもの、取扱注意	包装貨物の中身は壊れやすいため、注意して取扱わなければならない。
	転がし禁止	包装貨物を転がしたり、ひっくり返してはならない。
	水ぬれ防止	包装貨物を雨にあたらないようにし、乾燥した状態に保たなければならない。
	直射日光遮へい	包装貨物を直射日光にさらしてはならない。
	クランプ禁止	包装貨物をクランプタイプの吊り上げ装置で取扱う場合、図示の側でクランプして取り扱ってはならない。
	上方向	輸送及び保管中の包装貨物の正しい上向き位置を示す
	上積み禁止	包装貨物を上に積重ねることは認められない。また、包装貨物の上に荷重を加えてはならない。
	温度の制限	輸送、保管及び荷扱い中の包装貨物は、指示されている温度の範囲内で取扱わなければならない。

図 1-4 荷扱い指示マーク (ISO780:2015) の一例

G-10 読み間違い防止のため、マーク作成は手書きを避け、印刷したものを使用することを推奨する。

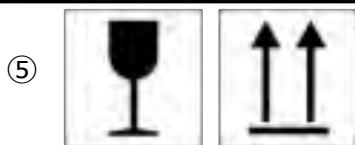
2.4.10 包装物の荷札（ラベル）

1つの梱包内に複数の包装物が含まれる場合があると想定される。物品ごとに適切な取扱いがなされるよう、包装物にも適切なラベルを添付する必要がある。

G-11 参加者のブース及びパビリオンにて、外装梱包から包装物を取り出した際に容易に物品を特定し、適切に取り扱われるよう、物品情報を荷札（ラベル）に明記し、個々の包装物に取付けることを推奨する。荷札例に示した以下の情報が含まれていることが望ましい。

- 参加者名
- ブース及びパビリオン番号
- 物品の名称
- 参加者が物品を特定するための情報
- 包装物ごとに適切な荷扱い指示マーク（ケアマーク）、外装梱包に添付する荷扱い指示マークと同じ ISO780 を使用、必ずしもラベル内に記載する必要はない。

① Government of XXXXX
② Pavilion No. XX
③ Description of Item
④ Invoice No. XXXXX



- ① 参加者名 (Participant's name)
- ② ブース及びパビリオン番号
(Booth No. and Pavilion No.)
- ③ 物品の名称
(Description of item)
- ④ 参加者が物品を特定するための情報
(例：仕入れ書番号、シリアル番号、部品番号 等)
(Unique numbers or identification markings set by participant: i.e. Invoice No., Serial No., Parts No. etc.)
- ⑤ 荷扱い指示マーク
(Handling labels)

図 1-5 荷札（ラベル）の例

G-12 参加者は、包装物内の物品の特定を容易にするシリアル番号（製造番号）、原産国、及び、組立や取外しを容易にする部品番号等を包装物の荷札に明記しておくことが望ましい。

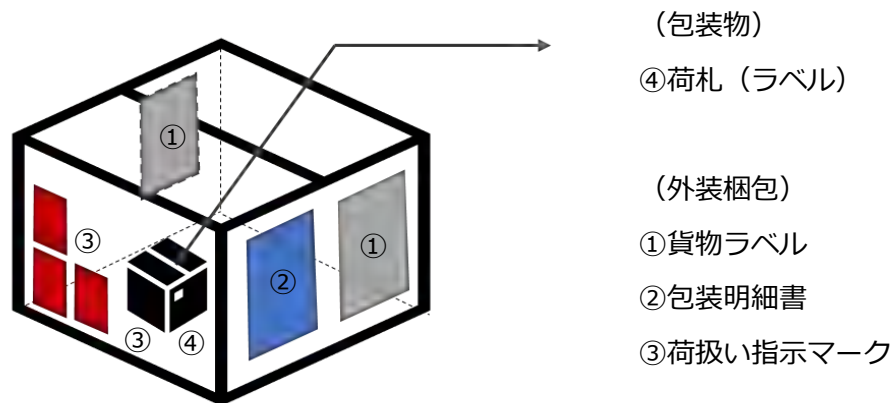


図 1-6 添付するラベルとマークの種類

2.5 博覧会会場への搬入

搬入とは、展示物品や建設物又は施設に係る貨物を、物理的に博覧会会場内に運び入れることを指す。本節は、会期前及び会期中の貨物搬入に関連する要件や制限、プロセスについて説明する。なお、要件や制限は博覧会会場に搬入される全ての物品に適用される。

2.5.1 搬入管理

(1) 搬入時期

C-25 博覧会会場内への貨物の搬入は、原則として次に定める日から行うことができる。

1) 建築資材

パビリオンタイプ A： 2023 年 4 月 13 日

パビリオンタイプ B、C： 2024 年 7 月 13 日

2) 展示物・販売物品

2024 年 11 月 13 日

(2) 搬入作業計画書

C-26 博覧会会場内における作業について搬入作業計画書（様式 3）を、実作業日の一週間前までに、参加者は「ポータル」により提出することとする。

開催者は、この計画書に記載された作業内容が博覧会会場内等の秩序維持、荷役の効率及び安全管理上支障があると判断される場合には、その変更を求めることがある。

(3) 衛生管理

G-13 参加者には、自らの業務が環境に及ぼす影響をロジスティクス業務の計画時に検討することを推奨する。

G-14 参加者は、貨物とコンテナの衛生が十分に確保されているようにすることが望ましい。

G-15 参加者は、輸送計画の方針において、衛生に関する次の内容を考慮することが望ましい。

- 1) 機材及び貨物の適切な衛生
- 2) 出荷国での貨物及び保管施設の防除措置
- 3) 信頼できる供給業者からの梱包材の調達

(4) 検疫物品

C-27 輸入時に検疫の対象となる物品が検疫を受けずに博覧会会場内に搬入された場合には、検疫施設のある港及び空港地区に返送されることがある。このため、一般貨物と同一梱包にされると、一緒に返送されたり、消毒等がされることがあるので一般貨物と検疫対象貨物を同一梱包にしないようにすること。検疫の対象となる物品の詳細については、「通関手続に関するガイドライン」を参照すること。

(5) その他

G-16 貨物の取扱い上、特別な注意を要する貨物については、参加者側の専門家が直接立会うことを推奨する。

ただし、この場合であっても、荷役作業は場内貨物取扱指定事業者が行うこととし、参加者側の作業員による荷役作業は原則として認めない。

2.5.2 搬入出の予約

C-28 博覧会会場内の動線が混み合うことが想定されるため、貨物の搬入出は予約制にて行うこととする。参加者又は公認代理人は、貨物の搬入出について「ポータル」により予約する。

開催者は、実作業日における博覧会会場内全ての作業を考慮して搬入出の日時及び入退場ゲートを指定する。

2.5.3 搬入ゲートとトラック動線

C-29 博覧会会場に搬入する車両は、開催者から指定されたゲートから入場すること。車両サイズごとに通行可能な通路が異なり、搬入する時間帯によっても通行可能通路が制限される。搬入車両は事前に博覧会会場内の車両動線を確認すること。



図 1-7 搬入ゲート

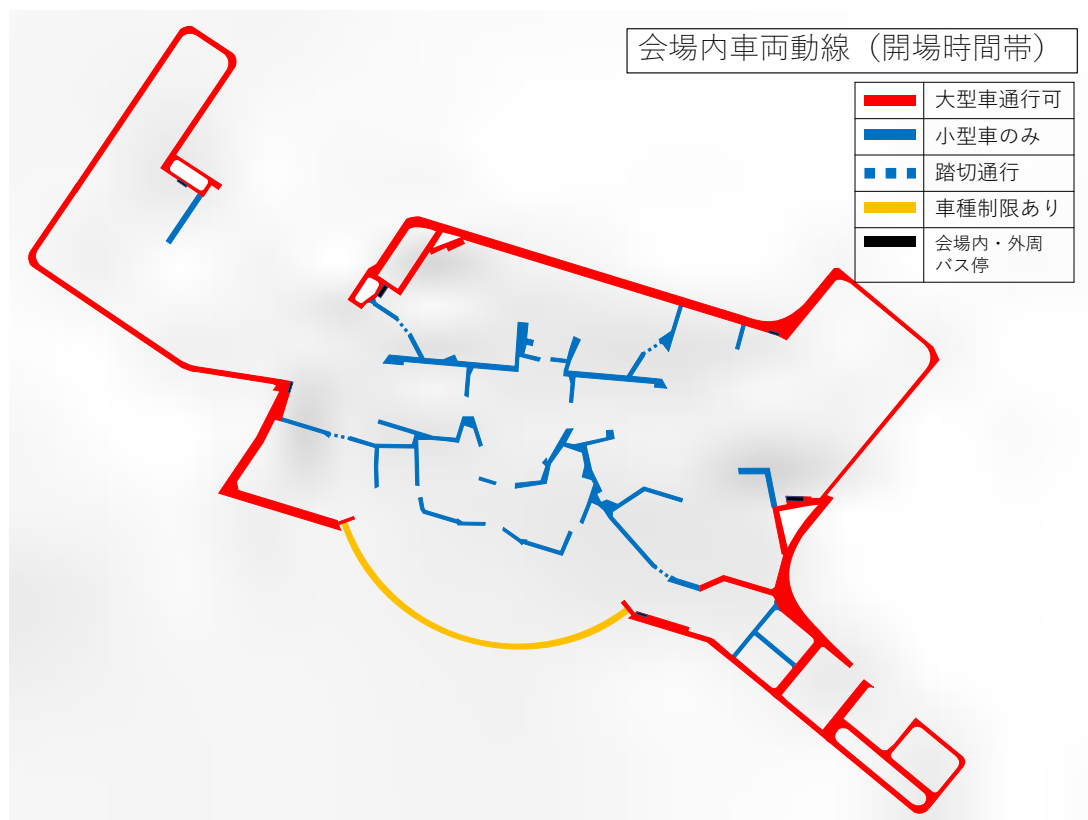


図 1-8 トラック動線（開場時間帯）

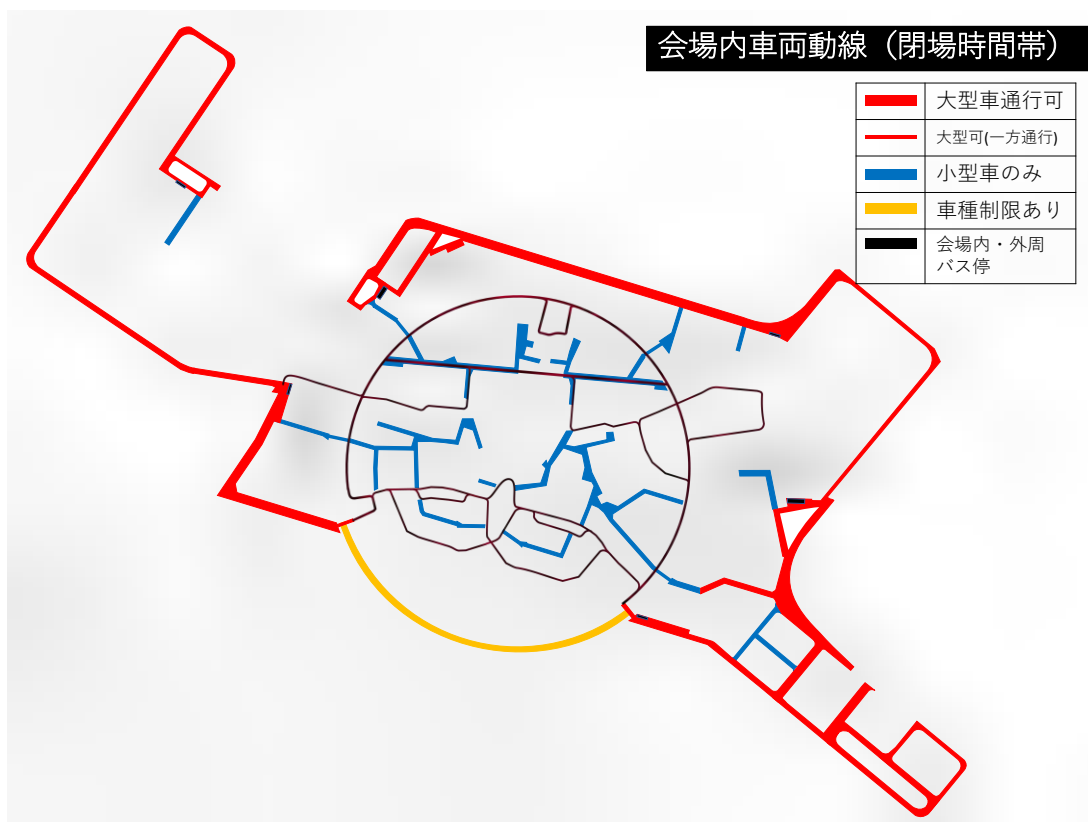


図 1-9 トラック動線（閉場時間帯）

2.5.4 搬入車両管理

(1) 搬入時間

参加者にパビリオン等の施設が引き渡された後、参加者は展示物等を原則 24 時間搬入することができる。

C-30 ただし、事前に提出された作業計画にない搬入作業は、博覧会会場に入場できない場合があるので、変更等が生じた場合は事前に作業計画変更の申請を行う。

C-31 開催期間中は搬入先施設により搬入可能時間が異なるので注意が必要である。搬入可能時間は、原則として以下の通りとする。

- 協会倉庫：06:00～08:00、10:00～24:00
- リング外施設：00:00～08:00、10:00～24:00
- リング内施設：00:00～08:00、22:00～24:00

＊食材や緊急品等で当該時間以外での搬入を希望する場合には、開催者に相談すること。

G-17 開催期間中の協会倉庫への貨物搬入は、閉場時間帯が望ましい。

最新の搬入時間情報は今後「ポータル」にて公表されるので、搬入前に確認すること。

(2) 搬入予約

C-32 参加者又は公認代理人は、車両の入退場について「ポータル」により予約する。

(3) セキュリティー

博覧会会場内に持ち込み禁止物品が持ち込まれないよう、物品及び車両の安全性確認が必要である。搬入に係るセキュリティー関連規則は別途公表する。

(4) 搬入車両の制限

貨物の円滑な搬入と参加者の安全確保のため、入場できる車両のサイズが取り決められている。推奨物流事業者以外の業者による搬入時も、参加者の責任で以下の車両制限ルールを厳守すること。

C-33 開催期間前は、原則として搬入可能な最大の車両サイズは 40 フィート海上コンテナトレーラーとする。このサイズを超える特殊コンテナ等を搬入する場合は、事前に開催者への相談が必要となる。

C-34 開催期間中は車両サイズによって、搬入可能場所及び時間が限定される。参加者は公認代理人及び運送事業者と調整のうえ、決められた時間内に搬入すること。

- ・ 20ft,40ft 海上コンテナトレーラー：協会倉庫(倉庫営業時間)、大催事場(24 時間)を除き、原則として閉場時間帯のみ
- ・ 大型車(10 トントラック)：協会倉庫、催事施設を除き、原則として閉場時間帯のみ
- ・ 中型車(4 トントラック)：協会倉庫、催事施設を除き、原則として閉場時間帯のみ
- ・ 小型車：10:00～翌 08:00 のみ、08:00～10:00 は不可

C-35 貨物の輸送に際しては、効率的な輸送ルートを計画し、道路の混雑状況に配慮した効率的な輸送を行うこと。

G-18 貨物輸送に使用する車両は、EV 車、FCV 車もしくは低公害・高燃費車を使用すること。

G-19 アイドリングストップなどエコドライブの徹底により、CO2 排出を削減すること。

2.5.5 会期前・会期中の搬入貨物の取扱い

会期前に搬入する物品は、開催者が手配する協会倉庫へ搬入する場合と、参加者が選定した運送事業者（公式参加者については、公認代理人及び運送事業者）がブース及びパビリオンまで直接輸送する場合がある。

C-36 参加者は、搬入予約時に搬入先を明記し、運送事業者にも物品の搬入先を明確に指示すること。協会倉庫に物品が搬入された場合は、協会倉庫からブースやパビリオンまでの物品配送は、開催者が行う。

C-37 博覧会会場内に搬入された貨物で、展示等承認による保税貨物の保税管理は開催者が責任を負うため、博覧会会場内での取扱いについては開催者の指示に従うこと。

2.6 博覧会会場内輸送

2.6.1 博覧会会場内での貨物の取扱い

C-38 博覧会会場内における貨物の取扱いには、場内貨物取扱指定事業者を使用しなければならない。ただし、博覧会会場外から博覧会会場内の協会倉庫を含む特定の場所まで直接搬入する運送については、参加者は自らの裁量と責任において運送事業者

を選択することができる。この場合も事前に提出している輸送計画に基づき搬入し、博覧会会場内の移動は場内貨物取扱指定事業者の指示に従うこと。

協会倉庫に入庫した物品は、開催者によってブース及びパビリオンに配送される。

2.6.2 博覧会会場内での貨物受領

C-39 参加者が博覧会会場内にて貨物を受け取る際は、参加者又は公認代理人が必ず立会いのうえ、発送通知書及び包装明細書により貨物の現物を確認し、受渡しを行う。当該貨物が外国貨物の場合には、必要に応じて開催者が立ち会う。

C-40 参加者及び公認代理人が指定日時に貨物受渡場所に不在の時は、開催者は参加者の費用負担で、当該貨物を協会倉庫に保管し、参加者にその旨を通知する。

2.6.3 博覧会会場内貨物取扱料金

C-41 博覧会会場内貨物取扱料金については、今後、基本的な項目の料金を案内する予定であるが、詳細については、利用する場内貨物取扱指定事業者に参加者が問い合わせることになる。

2.6.4 通関料金

C-42 通関業務及びその他諸法令に基づく手続料金については、今後、一般的な市場価格を案内する予定であるが、各通関業者が個々に設定することになっており、参加者が選定した通関業者に対し、参加者が問い合わせることとする。

2.6.5 空容器類及び梱包資材の取扱い

特別規則第7号第2章及び第5章に従い、展示等承認による保税貨物として海外から博覧会会場に持ち込まれた展示物品等を取り出した空容器類及び梱包資材は外国貨物となるため、輸入された貨物の空容器類の扱いとは異なる。詳細は「通関手続に関するガイドライン 10.空容器類の処理」を参照すること。

C-43 参加者は、展示等承認を受けた貨物の空容器類及び梱包資材を再輸出（積戻し）まで、保税地域に保管しなければならない。

C-44 参加者は、展示等承認を受けた貨物の空容器類及び梱包資材を処分する場合、法令等に従い、必要な手続を経た後に廃棄しなければならない。

G-20 参加者は、再利用される空容器類や梱包資材の梱包に添付されている過去の情報を記したラベルは全てはがしておくことが望ましい。

開催者は、博覧会会場内及び博覧会会場外に倉庫を手配し、空容器類及び梱包資材の保管サービスを提供する。

C-45 参加者は、当該サービスを利用する場合は、開催者が別途公表する料金に従い、空容器類及び梱包資材の輸送、保管並びに返却について費用を負担する。

C-46 協会倉庫のサービスを利用する参加者は、全ての空容器類及び梱包資材に、容易に消えない文字で記入した次の情報を含む表示ラベルを貼付しなければならない。

- (1) 輸送及び保管に係る費用の請求先となる参加者名
- (2) 博覧会閉会時に空容器類及び梱包資材を返却する展示パビリオンの名称又は番号
- (3) 空容器類については、通し番号

再利用を予定していない空容器類や梱包資材は、速やかに博覧会会場から処分される必要がある。参加者自身で処分を手配する他に、開催者が参加者に滅却・廃棄手続をさせた上で、取りまとめて処分する場合がある。参加者は公認代理人及び運送事業者と事前に相談のうえ、対応を早めに検討することが望ましい。

C-47 参加者は、再利用を予定していない空容器類及び梱包資材について、その除去及び処分の責任を負う。これに従わない場合、開催者は当該参加者の費用負担により、再利用を予定していない空容器類及び梱包資材を処分することができる。

C-48 開催者は、博覧会の開催までに、開催者が参加者に別途通知する日付において、当該参加者の費用負担において、博覧会会場内にある空容器類及び梱包資材を撤去し、廃棄することができる。この場合、開催者、場内貨物取扱指定事業者及び運送事業者のいずれも、当該空容器類及び梱包資材の中に残っていたいかなる物体についても一切責任を負わないものとし、これらを自由に処分できるものとする。

開催者による空容器類及び梱包資材の保管サービス、撤去並びに廃棄に関する日時と料金については、開催者が別途「ポータル」にて公表する。希望する参加者は、公表される内容をよく確認すること。

2.7 博覧会会場からの搬出

搬出とは、展示物品や建設物又は施設に係る貨物を、物理的に博覧会会場外に持ちだすことを指す。本節では、会期中及び会期終了後の搬出に関連する要件や制限、プロセスについて説明する。

2.7.1 会期中の展示品等の搬出

C-49 展示物品等を会期中に博覧会会場外に搬出するときは、事前に開催者の許可を得なければならない。

手続は「ポータル」にて行う。

2.7.2 会期終了後の貨物搬出

展示品等及び一部建物は、会期終了後、短期間での搬出又は撤去となることから、安全かつ適切に貨物を搬出するために、参加者による事前の準備が重要となる。本項では会期後の展示品等の搬出ルールと搬出方法、及び搬出後の輸送について説明する。

(1) 搬出期限

参加者が選択したパビリオンタイプにより搬出期限が異なる。それぞれの期限までに原状回復する必要がある。なお、保税貨物の再輸出（積戻し）期限はパビリオンタイプに関わらず、2026年4月13日となる。

	タイプ A (敷地渡し方式)	タイプ B (建物渡し方式)	タイプ C (共同館方式)
展示物撤去期限	2026/1/13	2026/1/13	2026/1/13
内装撤去期限	2026/1/13	2026/1/13	2026/1/13
建物撤去期限（更地状態へ現状回復）	2026/4/13		

(2) 搬出ゲート

搬出ゲートは貨物種類ごと、時間ごとに指定する可能性がある。



図 1-10 搬出ゲート

(3) 搬出時間

参加者による会期終了後の搬出可能時間を別途公表する。搬出計画の作成は、搬出時間をよく確認のうえ作成すること。

(4) 搬出する展示品等の取扱い

1) 開催者の責任範囲

全ての搬出作業は参加者の責任にて行うことになる。開催者は、保税貨物の管理責任を負うが、博覧会会場から対象貨物が搬出された時点で開催者の保税管理責任は終了する。博覧会会場から搬出した後の輸送中の危険については、参加者が任意で必要な保険を付保すること。詳細は特別規則第8号第6条を参照。

C-50 入庫の許可を受けた展示品等の物品のみ協会倉庫に一時保管が可能である。協会倉庫に一時保管する場合は物品の所有者を明確にし、物品自体に参加者名及び公認代理人名とその連絡先を記入しておく。

C-51 協会倉庫には閉会后、2025年10月31日を超えて一時保管はできない。参加者

は、閉会后2週間以内に、貨物の搬出先を協会倉庫管理者に報告すること。この猶予期間に対応が決まらない貨物は、参加者手配で博覧会会場外の保税地域へ保税運送手続を行い、博覧会会場から確実に搬出すること。

C-52 搬出時に発生する搬出作業、運搬、保管費用などは全て参加者が負担する。博覧会会場で発生する運搬、及び協会倉庫利用に係る費用は、開催者が別途料金表を提示する。

G-21 内国貨物は、協会倉庫に2025年10月31日までしか一時保管できないため、参加者は公認代理人及び運送事業者を介して事前に外部の倉庫事業者を契約し、パビリオンやブースから直接契約倉庫へ搬出する手配を行うことが望ましい。

2) 搬出時の事業者

C-53 参加者及び公認代理人が再輸出（積戻し）や他の保税地域での一時保管を場内指定事業者以外の物流業者に委託する場合でも、施設からの貨物搬出、梱包、貨物車両への積み込みは場内貨物取扱指定事業者が行う。

3) 搬出計画

C-54 搬出作業計画書（様式4）を会期終了の60日前までに、参加者は「ポータル」から提出しなければならない。搬出作業計画書を基に、開催者は貨物の搬出時期及び搬出方法について承認し、回答する。貨物の種類によっては特別な調整が必要となる場合があるため、搬出計画には正確に貨物種類を明記すること。

C-55 参加者は、搬出作業計画書に、搬出する貨物種類と明細、最終目的地、搬出ルート、搬出を行う運送事業者、搬出希望日を明記すること。

貨物の搬出ルートとしては複数考えられる。参加者は搬出を担当する運送事業者と相談のうえ決定すること。

- パビリオン又はブースから直接輸出空港、港湾へ搬出、最終目的地へ輸送
- パビリオンから協会倉庫に一時保管後、輸出空港、港湾へ搬出、最終目的地へ輸送
- パビリオンから参加者が任意で選択した物流事業者倉庫へ移動後、最終目的地へ輸送

2.7.3 外国貨物の搬出について

参加者が外国貨物を博覧会会場外に搬出する際、特別規則第7号に従い、搬出区分ごと

に異なる手続が必要となる。

- 再輸出（積戻し）
- 廃棄・減却
- 保税運送（移動）
- 売却・譲渡

G-22 協会倉庫のキャパシティは限定的であるため、参加者は各パビリオンやブースにて梱包やバンニングを行い、各種税関申告を行うことが望ましい。

C-56 再輸出（積戻し）及び廃棄・減却の手続に関しては、税関の許可又は承認等を得ること。詳細は「通関手続に関するガイドライン」を参照すること。

C-57 博覧会会場から搬出して別の保税地域にて一時保管を行う場合、参加者は税関に対して保税運送申告を行い、承認を得ること。なお、当該貨物が博覧会会場を出た時から、搬出を行う運送事業者が保税貨物管理責任を負う。

C-58 売却・譲渡される物品は、当該貨物が博覧会会場から搬出される前に法令等に従い輸入通関を行い、輸入者は、関税、内国消費税及び地方消費税の納付を行わなければならない。

2.7.4 廃棄物の排出

博覧会会場から排出される廃棄物は、産業廃棄物及び事業系一般廃棄物として処理される必要がある。

G-23 環境配慮の観点から、参加者が博覧会会場に持ち込む物品や資材は、再輸出（積戻し）又は再利用し、若しくは日本国内で譲渡する等して、閉会後に廃棄物を最小限に抑えることが望ましい。そのため、参加者は博覧会会場に物品を輸送する準備段階から、会期後の対応を念頭に置いて準備を行うことを推奨する。

C-59 参加者は、保税貨物を廃棄したい場合、「通関手続に関するガイドライン 19.廃棄、減却」に従い税関の承認等を得てから、産業廃棄物を取り扱う事業者と個別に契約して処分すること。

C-60 保税貨物以外の廃棄物は、開催者が博覧会会場全体の廃棄物を取り扱う処理事業者を選定し、まとめて排出する。参加者は排出する廃棄物量に応じて料金を支払う。詳細は別途公表する「ごみの適正処理に関するガイドライン」を参照すること。

3. 協会倉庫

開催者は、博覧会会場内に倉庫を建設し運営する。この協会倉庫は、倉庫業法上の登録を受け、博覧会関連貨物の保管を目的として運営され、内国貨物・外国貨物を問わず蔵置できるよう手続がとられる。また、冷凍・冷蔵倉庫も併設される。

G-24 参加者は、協会倉庫を貨物の保管場所及び冷凍・冷蔵倉庫を利用した飲食物品の補給のためのストックポイントとして利用できる。

3.1 倉庫諸元（案）

(1) 倉庫規模（予定）

1) 普通倉庫	2,263 m ²
2) 冷蔵倉庫	349 m ²
3) 冷蔵倉庫	69 m ²
4) 冷凍倉庫	237 m ²

(2) 営業期間（案）

1) 普通倉庫	2024 年 11 月 1 日～2025 年 10 月 31 日
2) 冷凍・冷蔵倉庫	2025 年 1 月 6 日～2025 年 10 月 31 日

(3) 営業時間（案）

1) 会期前及び会期後	9:00～18:00
2) 会期中	6:00～24:00

3.2 倉庫業法上の扱い

開催者は、博覧会関連貨物の保管を行うため、倉庫業法上の登録を受け、その法令及び標準倉庫寄託約款に従って倉庫運営を行う。

3.3 寄託の申込み及び搬出の申込み

- C-61** 協会倉庫の利用を希望する参加者は、「ポータル」を通して、運営事務局 運営部 物流課宛に申し込む。搬出の場合も同様に出荷指示の連絡を行う。
- C-62** 協会倉庫の利用を希望する参加者は、開催者に、貨物の到着 7 日前までに連絡をしなければならない。

開催者は保管状況を勘案し、搬入日時の変更や搬入倉庫の変更を求める場合がある。

3.4 貨物の搬入

3.4.1 寄託の申込み

- C-63** 参加者は、入庫、保管を希望する貨物について、「ポータル」を通して、事前出荷通知を提出しなければならない。必要な情報は以下の通りである。
- 1) 貨物の希望入庫日
 - 2) 発送主
 - 3) 貨物の種類、名称、荷姿、数量
 - 4) 搬入する運送事業者名
 - 5) コンテナの場合はコンテナ番号

開催者は保管状況を勘案し、搬入日時を指示する。

3.4.2 搬入方法

- C-64** 指定された日時に協会倉庫に到着後、倉庫事務所で接車バースの指示を受け、指定された接車バースに車両をつける。

参加者の貨物が協会倉庫に到着すると、協会倉庫は以下の作業を行う。

- 1) トラックからの荷降ろし作業、コンテナデバンニング作業
- 2) 貨物の外装個数確認
- 3) ダメージの目視チェック
- 4) 倉庫内での搬送作業
- 5) 倉庫内での格納作業

3.5 貨物の搬出

3.5.1 搬出の申込み

C-65 参加者は、「ポータル」にて、搬出を希望する貨物の種類、納品先、荷姿、数量、希望出庫日を入力する。

C-66 倉庫からの搬出は、原則、外装単位で搬出する。

開催者は作業状況を勘案し、「ポータル」にて搬出日時を提示する。

開催者は、予約情報を基に、協会倉庫に場内作業の指示を行い、協会倉庫は以下の作業を行う。

- 1) 倉庫内の格納場所から貨物を取り出す作業
- 2) 倉庫内での搬送作業
- 3) トラックへの積み込み作業、コンテナバンニング作業

開催者は、協会倉庫から場内の納品先の荷降ろし場までの搬送を手配する。荷卸や施設への搬入作業については、参加者から場内貨物取扱指定事業者への依頼となる。

3.6 倉庫料金

協会倉庫の普通/冷蔵冷凍貨物の保管・入出庫料金及び協会倉庫から博覧会会場内配送料金については、別途案内する。

4. 様式

(様式1)

公認代理人の届出書	
年 月 日	
公益社団法人 2025 年日本国際博覧会協会	
殿	
参 加 者	
住 所	
氏 名	印または 署名
電話番号	
通関、輸送及び特定の料金に関する特別規則第7号第5条の規定による公認代理人を次の とおり任命したので、届出します。	
氏名	
所属	
住所	
電話番号	
メールアドレス	
常駐場所	
常時連絡が可能な電話番号	
(附記事項)	
なお、上記公認代理人は、貨物の管理に関する一切の事項の処理に当たる権限を付与され ております。	

1. 附記事項は、該当のある場合に記入すること。
2. 用紙は、日本用紙規格A4とすること。
3. 届出書は1通を作成すること。

輸 送 計 画 書

公益社団法人 2025 年日本国際博覧会協会
殿

年 月 日

提出者

出発予定日	目的地 国名	内容	品目	数量	単位	輸送方法	輸送会社	輸送区間	備考
第1回									
第2回									
第3回									
第4回									

- 1. この計画書は、海外から発送される貨物については初回輸送が遅くとも45日前までに、その他の貨物については初回輸送の遅くとも10日前までに提出する。
- 2. 出帆は、日本用船規格Aとする。
- 3. 5以上の出帆予定がある場合は、2枚目以降に記載する。

(様式2)

(様式3)

搬 入 作 業 計 画 書

公益社団法人 2025 年日本国際博覧会協会

殿

年 月 日

届出者

作 業 を 行 う 場 所	
作 業 を 行 う 日 時	
作業の対象となる貨物	
作 業 内 容	
発 注 者 又 は 委 託 者	
作 業 者 名	(tel)
責 任 者 名	
作 業 に 携 わ る 人 員	
備 考	

1. この計画書は、作業又は搬入を行おうとする1週間前までに提出すること。この計画書の提出がない場合には、博覧会会場敷地又は展示館への入場を制限されることがある。
2. 届出者は、作業の発注者又は作業の委託を受けた者及びその代理人とする。
3. 作業を行う場所は、ブース及びパビリオン番号を記入する。
4. 作業日時は、開始及び終了予定時刻を記入する。
5. 作業の対象となる貨物について数種のものがある場合には、その代表的品名を記入する。作業内容は、搬入、据付け、組立て等の別に記入する。
6. 発注者、委託者及び作業者は、法人名等を記入する。
7. 用紙は、日本用紙規格A4とする。

(様式4)

搬出作業計画書

公益社団法人 2025 年日本国際博覧会協会

殿

年 月 日

届出者

作業を行う場所	
作業を行う日時	
作業の対象となる貨物	
作業内容	
発注者又は委託者	
作業者名	(tel)
責任者名	
最終目的地	
搬出ルート	

1. この計画書は、会期終了の60日前までに提出すること。この計画書の提出がない場合には、博覧会会場敷地又は展示館への入場を制限されることがある。
2. 届出者は、作業の発注者又は作業の委託を受けた者及びその代理人とする。
3. 作業を行う場所は、ブース及びパビリオン番号を記入する。
4. 作業日時は、開始及び終了予定時刻を記入する。
5. 作業の対象となる貨物について数種のものがある場合には、その代表的品名を記入する。作業内容は、解体、梱包、搬出等の別に記入する。
6. 発注者、委託者及び作業者は、法人名等を記入する。
7. 用紙は、日本用紙規格A4とする。

5. 参考資料

> 特殊車両通行制度について（国土交通省ホームページ）*日本語のみ

<https://www.mlit.go.jp/road/tokusya/>

> The International Maritime Dangerous Goods (IMDG) Code

<https://www.imo.org/en/OurWork/Safety/Pages/DangerousGoods-default.aspx>

> Dangerous Goods Regulations (DGR)

<https://www.iata.org/en/publications/dgr/>

> 国際植物防疫条約（IPPC） ISPM15

<https://www.ippc.int/en/publications/regulation-wood-packaging-material-international-trade-0/>

> ISO780:2015 荷扱いマーク

<https://www.iso.org/standard/59933.html>

> 農林水産省 植物防疫所 木材こん包材の輸入

（日本語） https://www.maff.go.jp/pps/j/konpozai/faq_jpn_2009_12.html#Q9

（英語） https://www.maff.go.jp/pps/j/konpozai/faq_eng_2009_12.html



公益社団法人 2025 年日本国際博覧会協会

Guidelines for Customs Procedures



Table of Contents

Definition of abbreviations, contracted names, and terms

1.	Introduction.....	1
2.	Customs Display Area	2
2-1.	Goods that can be delivered to Customs Display Areas	2
2-2.	Procedures for Approval for use in Customs Display Area.....	2
2-3.	Acts allowed in Customs Display Areas	2
2-4.	Temporarily taking samples outside of the Expo Site.....	2
2-5.	Restrictions on warehousing site	3
2-6.	Report on status of use	3
2-7.	Sales and provision of security.....	3
2-8.	Notification on various constructions in Customs Display Areas including building and renovation.....	3
2-9.	Notification on change in storage capacity of Customs Display Areas.....	3
3.	Advance ruling system	4
4.	Packing	4
5.	Invoice and packing list.....	6
6.	Importing via mail	6
7.	Import using A.T.A. Carnet	7
8.	Preparation for exhibition.....	7
9.	Inspection of content.....	7
10.	Handling of used containers.....	8
11.	Goods within Customs Display Areas	8
12.	Use of goods outside of Customs Display Areas	8
13.	Handling of Customs Duties and Such	8
14.	Goods subject to import regulation.....	10
15.	Obligation to pay Customs Duties and Such	10
16.	Disposition after the closing of the Expo.....	11
17.	Customs duty exemption for special-purpose goods concerning gifted goods.....	11

18.	Re-exportation.....	12
19.	Disposal and destruction	12
20.	Forms	22

Definition of abbreviations, contracted names, and terms

Abbreviation/contracted name	Official name
A.T.A.	Abbreviation combining the first letters of the French term <i>admission temporaire</i> and the English term "temporary admission" (refers to "Temporary admission")
BIE	Bureau International des Expositions
CIF	Cost, insurance, and freight
EPA	Economic partnership agreement
FTA	Free trade agreement
WTO	World Trade Organization
Term	Definition
Convention	Convention relating to international exhibitions signed in Paris on the 22nd of November, 1928, and subsequently amended and supplemented.
The Expo	International Registered Exhibition, Expo 2025 Osaka, Kansai, Japan, which will be held in Osaka, Japan, from the 13th of April to the 13th of October, 2025.
Registration Dossier	Registration document that was submitted to the BIE General Assembly and approved at the 167th session.
General Regulations	General regulations included in Chapter 8 of the Registration Dossier approved at the 167th General Assembly of the BIE.
Special Regulations	Special regulations stipulated in Article 34 of the General Regulations.
Guidelines	Guidelines for the Expo issued by the Organiser in relation to items stipulated in the General Regulations and Special Regulations. The Guidelines are intended to assist Official Participants in all aspects of the preparation and operation of the Expo.
Laws and Regulations	The Convention, the General Regulations, and Special Regulations; the laws of Japan, government ordinances, ministry ordinances, and government notifications and notices; bylaws, regulations, and controls of local governments; and supplementary directives, instructions, and guidelines issued by the Organiser
Commissioner General of the Exhibition	The representative of the Government of Japan for the Expo appointed by the Government of Japan in accordance with Article 12 of the Convention.
Organiser	The Japan Association for the 2025 World Exposition, which was designated by the Minister of Economy, Trade and Industry on the 31st of May, 2019 to carry out tasks relating to the preparation and operation of the Expo, in accordance with the Act on Special Measures Necessary for Preparing for and Managing of the International Exposition in 2025, and which was authorised as a public interest incorporated association on the 21st of October, 2019.
Official Participants	Foreign governments and international organisations that have accepted the formal invitation from the Government of Japan to participate in the Expo.

Non-official Participants	Those who were authorised by the Commissioner General of the Exhibition to participate in the Expo outside the sections of the Official Participants.
Concessionaires	Those mentioned in Article 35 of the General Regulations and who have been granted by the Organiser rights solely to conduct commercial activities within the Expo Site.
Participants	Official participants, Non-official participants and Concessionaires.
Expo Site	All areas used and administered by the Organiser as the venue for the operation of the Expo.
Customs Display Area	A place where goods temporarily admitted in connection with the Expo can be exhibited and used with a waiver of customs duty and National/Local Consumption Tax. The Organiser plans to apply for the permission so that the entire Expo Site will be designated as the Customs Display Area at this Expo.

1. Introduction

This Guideline was created to provide an overview of Japanese customs procedures and related matters and serve as a guide for Expo 2025 Participants. The customs system for goods used for the Expo is being prepared in order among relevant parties. For swift and smooth processing of customs procedures, the cooperation of relevant parties is necessary. Therefore, we strongly ask Participants to adequately understand the content of Special Regulations No. 7 Governing Customs and Handling, and Any Particular Rates and Charges; "Treatment of Display Articles, etc. Used for the 2025 World Exposition (EXPO 2025 OSAKA KANSAI) by Japan Customs" ("Customs Rule"; rules established by the Customs and Tariff Bureau, Ministry of Finance Japan); and this Guideline before the goods for the Expo arrive to Japan and thus, carry out the Expo smoothly.

This Guideline sets forth two standards, Control and Guide, that will serve as guides when Participants process customs procedures according to this Guideline. These standards will also serve as guides when Participants determine whether particular customs-related documents need to be submitted to the Organiser or the Japan Customs. Each Control and Guide standard is indicated with an alphabetical code and number.

C-00 Control indicates items that need to be complied with and sets forth restrictions and prohibitions in customs procedures.

G-00 Guide indicates items that are preferred and describes customs procedure-related actions and proposals that the Organiser recommends to Participants.

The Official Participants can send inquiries concerning the content of this Guideline or uncertainties concerning procedures to the Organiser using the Queries function in the Online portal.

If you have any trouble using the Online portal, please contact us by email to participant@expo2025.or.jp (or otherwise).

Non-official Participants can email to pavilion-shutten@expo2025.or.jp (or other relevant email addresses).

2. Customs Display Area

The Organiser plans to apply to the Osaka Director General of Japan Customs for permission to make the land of the Expo Site a Customs Display Area for the period considered necessary based on time required for exposition preparations and time required for the removal of exhibits after the Expo event period.

- C-01** Custom Display Areas are areas where foreign goods can be exhibited, warehoused, or used without being taxed, and therefore, if the goods are exhibited or warehoused in buildings in the Expo Site, the buildings, in addition to the Expo Site land, need to be authorised as Customs Display Areas. Subsequently, permission for Customs Display Area also needs to be obtained for buildings constructed by the Organiser and Participants.

2-1. Goods that can be delivered to Customs Display Areas

- C-02** Foreign goods used for the Expo can be delivered to Customs Display Areas by receiving necessary customs inspections and obtaining approval from the Director General of Japan Customs according to the provisions in Laws and Regulations. Declaring to and receiving approval from the Director General of Japan Customs for the delivery of foreign goods to Customs Display Areas is referred to as "Approval for use in Customs Display Area." Note that specific goods that can be delivered to Customs Display Areas are provided in Chapter 2, Item 4 of the Customs Rule. However, pursuant to Chapter 2, Item 6 of the Customs Rule, goods that are sold or consumed, or provided for viewing or use for a charge must receive official import permission before they are provided for use or viewing.

2-2. Procedures for Approval for use in Customs Display Area

- C-03** The 'Exhibition Declaration (Transportation Declaration)' (Attached form 1) must be submitted to the Japan Customs (Refer to Chapter 3, Items 25 through 28 of the Customs Rule for specific procedures and Chapter 2, Items 15 through 24 of the Customs Rule for a description of goods subject to Approval for use in Customs Display Area.).

2-3. Acts allowed in Customs Display Areas

- C-04** Goods that receive Approval for use in Customs Display Areas and are delivered to Customs Display Areas for the construction, maintenance, or removal of the Expo's facilities, or for the Expo's operation may be loaded and unloaded, transported, warehoused, inspected for its content, renovated, sorted or otherwise maintained, exhibited, and used. In addition, they may be loaded and unloaded, transported, warehoused, inspected for its content, renovated, and sorted or otherwise maintained in the Customs Display Areas even during the period before the Approval for use in Customs Display Area is granted.

2-4. Temporarily taking samples outside of the Expo Site

- C-05** When temporarily taking outside of the Expo Site as samples some of the goods that have been granted Approvals for use in Customs Display Area and approved for warehousing, exhibition, or use within the Expo Site, if it is deemed to be necessary for the Expo's operation and permissible in terms of the Japan Customs' regulatory control, such goods may be temporarily taken outside of the Expo Site, limited to those that are clear of tax-related issues and in small quantity. In such case, Participants must submit two copies of the 'Application for Permission to Carry-Out Samples' (Attached form 2) to the Japan Customs. For

procedures required when taking goods outside of the Expo Site for purposes other than sampling, refer to Chapter 3, Item 30 of the Customs Rule (three copies of ‘Application for Permission to use the Goods Outside the Customs Display Area (Comprehensive Bonded Area)’ (Attached form 3)). Moreover, when removing exhibit goods during the Expo event period, Participants must obtain permission from the Organiser in advance.

2-5. Restrictions on warehousing site

- C-06** Among foreign freight that is delivered to Customs Display Areas, sales products, consumable goods, goods used as raw materials, or goods that are expected to be sold, consumed, or used as raw materials may be subject to the Japan Customs' restrictions on warehousing location.

2-6. Report on status of use

- C-07** For foreign goods delivered to Customs Display Areas that are altered in terms of characteristics or form, Participants may be required by the Japan Customs to report the status of its use. In such case, the Participants must submit three copies of ‘Usage Report of Sales Items (Plan / Results)’ (Attached form 4).

2-7. Sales and provision of security

- C-08** If foreign goods are sold within Customs Display Areas, such sales are deemed as importation. In such case, Participants may be required by the Japan Customs to provide security for goods that are expected in advance to be sold within the extent of the amount of customs duties imposed on such goods.

2-8. Notification on various constructions in Customs Display Areas including building and renovation

- C-09** Among the various constructions from the 13th of April, 2023 onward that will be performed within the Expo Site--which will be a Customs Display Area--any building, remodelling, and other constructions (e.g., addition of a mezzanine floor) will require prior notification to the Japan Customs. Thus, Official Participants must prepare related documents and submit to the Organiser three copies of ‘Notification of Changes of Cargo Storage Capacity’ (Attached form 5), with the title modified to "Notification on Construction," before commencing such constructions. Note that the Organiser will file the notifications to the Japan Customs.

[Related documents]

- a. ‘Notification of Changes of Cargo Storage Capacity’
- b. Drawing clearly indicating construction site (ground plan; three copies)
- c. Work schedule

2-9. Notification on change in storage capacity of Customs Display Areas

- C-10** Pursuant to 2-8 above, when exhibiting items in buildings constructed on land within Customs Display Areas, the buildings, in addition to the Expo Site land, need to be filed as Customs Display Areas each time the construction of a building is completed. To identify a building as a Customs Display Area for the exhibition or warehousing of foreign goods, Participants must prepare related documents and submit three copies of the ‘Notification of Changes of Cargo Storage Capacity’ to the Organiser upon consideration of the amount

of time the procedure will require. Note that the Organiser will file the notifications to the Japan Customs. We caution Participants that if this procedure is not processed, the buildings will not be deemed Customs Display Areas, even if the Expo Site land is a Customs Display Area, and thus Participants will not be able to deliver foreign goods to the buildings, nor exhibit foreign goods in the buildings.

[Related documents]

- a. 'Notification of Changes of Cargo Storage Capacity'
- b. Location map of buildings (three copies)
- c. Drawing of building clearly indicating which site will be a Customs Display Area (ground plan; three copies)

3. Advance ruling system

G-01 In the Japanese customs system, even if it before exhibits and other goods arrive to Japan, Participants may query the Japan Customs about the goods' customs classification (tariff code), place of origin, customs valuation, and tax reduction or exemption before the importation, and receive responses. Note that the advance ruling system may be used by any parties with interests in the goods concerned, including importers, import contractors, and exporters of the goods concerned. Such parties may also request inquiries through their representatives. When using this system, documents and catalogs that accurately describe the content of the goods are often required; Participants are advised to prepare such materials.

4. Packing

C-11 (1) Participants must file separate declarations for exhibition to the Japan Customs according to the following usage categories. Thus, we caution Participants that if respective goods are not packed separately according to the usage categories, it will cause unnecessary expenses and work, such as re-sorting freight according to usage category when it arrives at the Expo Site or preparing additional related documents, and thus delay customs clearance.

[Usage category]

- a. Construction equipment and materials
- b. Exhibit goods
- c. Sales goods, consumable goods
- d. Other

(Refer to "5. Invoice and packing list" described later.)

C-12 (2) Exhibit freight should be separated from general freight, and each package should be labelled as follows to enable swift procedures for the Expo-related freight.

- a. Clearly indicate the following items on two exterior sides of packages, in reference to the sample form below, with writing that cannot be easily erased.
 - (a) EXPO 2025 OSAKA KANSAI, JAPAN
(as an identifier)
 - (b) Name of Participant and receiver
 - (c) Name or number of pavilion where the exhibit goods will be displayed, and labelling number of plot allotted to the Participant
 - (d) Name and address of sender
 - (e) Receiver (Representative), address, telephone number

- (f) Name of item
- (g) Case number, gross weight, net weight, and exterior size of the package
- (h) Mode of transport
- b. Attach tags clearly indicating the items in a-(b) and a-(c) above to each package, and attach appropriate cargo marking symbols to each piece. When doing so, if a package contains more than one piece, attach tags to each piece.
- c. Include one copy of the packing list in each package.

(Sample form for package labelling)

Goods for EXPO 2025, OSAKA KANSAI, JAPAN	
Participant, contact person, and contact details	
Booth number and pavilion number	
Sender Name, address, contact details of sender	Receiver (Representative) Name, address, contact details of receiver
Description of goods Gross weight (kg), size (length × width × height (m)) Country of origin	
Case number	Total number of cases
Mode of transport	

C-13 (3) For goods that are sold or consumed, or provided for viewing or use for a charge, customs duties, National Consumption Tax, and Local Consumption Tax (hereinafter referred to as "Customs Duties and Such") must be paid, and import permission must be obtained.

In Japanese customs-related laws and regulations, no provisions support tax refunds for re-exportation of goods whose Customs Duties and Such have been paid and import permission has been received, unless the goods are non-conforming goods. For such goods, an advantageous approach would be to pay Customs Duties and Such for each quantity needed over a certain period of time, according to respective sales, consumption, and usage plans, and to warehouse the remaining amount as bonded goods. Consequently, goods need to be packed according to such plans as well. (Note that since some of these goods are exempted from tax, refer to 13. Handling of Customs Duties and Such described later.)

In addition, a cooperative warehouse (fee-based) where Participants can warehouse goods without being taxed will be prepared within the Expo Site.

[Cautionary notes]

- a. One copy of the packing list should be included in each package.
- b. Note that the importation of some plants, such as rice straw and unhulled rice, used in packing materials, are prohibited pursuant to the provisions in the Plant Protection Act.
- c. Freight subject to quarantine should always be separately packed.

Note that if such freight is packed together with general freight, the general freight may also be disinfected together.

5. Invoice and packing list

C-14 Two copies of invoices and packing lists respectively (for the Japan Customs and Organiser of the World Expo 2025) must be submitted for each shipment of freight. These invoices are very important as attachments to the 'Exhibition Declaration (Transportation Declaration)' and must thus be created accurately.

C-15 (1) Goods subject to Approval for use in Customs Display Area are provided for in Chapter 2, Item 4 of the Customs Rule. Invoices need to indicate applicable categories from among the 11-item categories, pursuant to Chapter 3, Item 27 of the Customs Rule. Additionally, since declarations for exhibition are processed according to the four usage categories, the 11-item categories need to be broadly classified into the four usage categories (For correspondence to the usage categories, refer to Attachment 1 Categories of Goods Subject to Approval for Use in Customs Display Area.).

Since three copies of the 'Exhibition Declaration (Transportation Declaration)' needs to be submitted to the Japan Customs according to usage category, Participants should always create invoices according to the four usage categories and clearly indicate usage category.

C-16 (2) For all invoices, particular attention should be paid to preventing any omission of the following items.

- a. Category and usage category of goods
- b. Accurate and adequate description of goods (mark, name of item, type of item, quantity)
- c. Official quotation, unit price, and settlement amount (total freight fee) of the goods at the time of arrival in Japan
- d. Country/region of manufacture or origin

C-17 (3) For all packing lists, in addition to items subject to indication in invoices, the packing style, detailed statements on content, gross and net weight, and volume of each package should be accurately indicated.

C-18 (4) For invoices and packing lists, Participants should use Forms 1 through 4 in Attached form 6 or other equivalent forms and take heed to prevent any omission when filling them in.

C-19 (5) Note that, even in such case, indicating the number of units and case number of freight, as in "number of units: XX, case number: XX," on each package will be effective in enabling swift and reliable handover of freight at the destination pavilion.

6. Importing via mail

C-20 Customs clearance for international mail is processed at international mail branch offices of the Japan Customs. Note that although customs procedures for goods that are mailed and used for the Expo do not differ from those of ordinary international mail, for swift customs procedures, when sending mail,

Participants need to put in an envelope one copy of an invoice clearly indicating name of item, quantity, number of units, official quotation, and settlement amount and one copy of a packing list indicating details on the content of each package, and attach the envelope on the exterior of the mail. Refer to Chapter 4, Item 35 of the Customs Rule, which describes import procedures for mail.

7. Import using A.T.A. Carnet

C-21 Japan is a member country of the Customs Conventions on the A.T.A. Carnet for the Temporary Admission of Goods (A.T.A. Convention; a convention on a carnet for the Temporary admission of goods), allowing simplified procedures and tax exemption when temporarily importing professional equipment, product samples, and goods for exhibitions. To receive such treatment, users need a carnet referred to as "A.T.A. Carnet," which is issued by chambers of commerce of member countries for Temporary admission goods that are expected to be re-exported within one year from the date of issuance. If requirements are met, the A.T.A. Carnet is a highly convenient means for customs clearance. However, there are several points that require special attention. The main points requiring attention are the following.

- A.T.A. Carnet cannot be used for goods intended for manufacture, processing, repair, lease, sales, and consumption in Japan.
- Issuing organisations may charge commission fees when issuing the carnet.
- Issuing organisations require warranties or security from the carnet name holder.
- For goods that require import or export permission or approval pursuant to the provisions in laws and regulations according to the provisions in Article 70 of the Customs Act, Participants need to process procedures to certify such permissions or approvals.

For any uncertainties, inquire logistic service providers.

8. Preparation for exhibition

C-22 When warehousing, exhibiting, or using foreign goods in Customs Display Areas, Participants must submit the 'Exhibition Declaration (Transportation Declaration)' and obtain Approval for use in Customs Display Area from the competent customs office of the port (including airports) at which such freight arrives or from the competent customs office of the Expo Site.

Participants must complete setting up exhibitions by the 13th of July, 2024; renovation and finishing work for interiors by the 13th of January, 2025; and installation of exhibits by the 13th of March, 2025; the procedures for Approval for use in Customs Display Area for the foreign goods need to be completed before these due dates.

9. Inspection of content

G-02 Participants may warehouse, exhibit, or use goods in Customs Display Areas upon obtaining Approvals for use in Customs Display Area. Therefore, for proper declaration, Participants are advised to complete inspections on the content of freight with the attendance of the Organiser as early as possible before declaring for exhibition.

If such inspection of content reveals any discrepancy between the actual goods and the content of freight and names of items indicated in related documents, or any excess or shortage in quantity, Participants should

immediately notify details of the incident to the Japan Customs, using the ‘Notification for Results of Content Inspection for Foreign Cargo’ (Attached form 7). This notification is essential for sorting freight, processing freight after the Expo event period, and payment of Customs Duties and Such for importation.

10. Handling of used containers

If used containers and packing materials cannot be stored within Customs Display Areas, they need to be warehoused in bonded areas outside of the Expo Site. In such case, they should be handled as the following.

- C-23** (1) For used containers and packing materials that are not intended for reuse and deemed to have minimal economic value, Participants should submit to the Japan Customs the ‘Request for Carrying-Out of Unnecessary Packing Materials’ (Attached form 8), obtain consent, and dispose of such items from the Expo Site.
- C-24** (2) Used containers and packing materials intended for reuse and re-export can be moved from the Expo Site to bonded areas outside upon application to and approval from the Japan Customs using the ‘Application for Temporary Carry-In/Out of Used Containers, Packaging Materials, etc. for Foreign Exhibits’ (Attached form 9).

11. Goods within Customs Display Areas

- C-25** Freight that have received an Approval for use in Customs Display Area and are delivered to respective exhibition pavilions for exhibition should be kept and secured under the responsibility of the Participant and will be subject to supervision by the Japan Customs.
Accordingly, in the following cases, Participants should notify the Japan Customs and the Organiser in advance or promptly afterward. For handling procedures, Participants should follow instructions of the Japan Customs or the Organiser.
 - a. When disposing of goods for the Participants' convenience (in advance)
 - b. When the quality or form of goods is altered (in advance)
 - c. When a loss in goods is found (promptly afterward)

12. Use of goods outside of Customs Display Areas

- C-26** When Participants need to temporarily move goods that have received an Approval for use in Customs Display Area and authorisation for warehousing, exhibition, and use within the Expo Site to areas outside of the Customs Display Area for external use, they may do so by submitting the ‘Application for Permission to use the Goods Outside the Customs Display Area (Comprehensive Bonded Area)’ to and receiving permission from the Japan Customs in advance. Limited to cases where such removal is necessary for the operation of the Expo, the Japan Customs permits the removal of goods to areas outside of the Customs Display Area, upon designating the period and location.
Moreover, when removing exhibit goods during the Expo event period, Participants must obtain permission from the Organiser in advance.

13. Handling of Customs Duties and Such

C-27 (1) Handling of Customs Duties and Such

If machines, appliances, materials, and exhibit goods used, exhibited, or otherwise intended for the Expo (limited to those indicated in Chapter 2-4 (1) through (11) of the Customs Rule) receive Approval for use in Customs Display Area, they may all be delivered to the Expo Site without being imposed Customs Duties and Such and warehoused, exhibited, or used under the supervision of the Japan Customs, excluding particular goods (e.g., goods for which import to Japan is prohibited by Laws and Regulations).

However, although Participants may deliver the following goods to Customs Display Areas, before using and selling them according to respective purposes, Participants must declare them for importation, pay Customs Duties and Such (or receive tax exemption), and obtain import permission.

<<Handling of Customs Duties and Such for goods requiring import declaration>>

- a. Goods requiring payment of Customs Duties and Such
 - (a) Sales products and consumable goods
 - (b) Goods for viewing or usage for a charge (e.g., cinema films, equipment for entertainment)
- b. Goods exempted of Customs Duties and Such
 - (a) Official catalogs, leaflets, posters, and other similar items issued by Official Participants
- c. Goods deemed to be essential to the operation of the Expo and exempted of Customs Duties and Such to the extent allowed by the Japan Customs
 - (a) Catalogs, leaflets, posters, and other similar items that Participants provide to exhibit viewers for no charge in Customs Display Areas.
 - (b) Commemorative gifts and samples of exhibit goods that Participants provide to exhibit viewers for no charge in Customs Display Areas.
 - (c) Goods consumed in Customs Display Areas for the construction, maintenance, or removal of facilities of the Expo, or for the operation of the Expo (fuel oil, lubrication oil, and other consumable goods consumed for the operation of exhibits exhibited in Customs Display Areas, or paint, varnish, and wall-paper consumed for the construction, equipment, and decoration of display facilities etc.)
- d. Items other than those in b. and c. above may also be exempted from Customs Duties and Such pursuant to the provisions in Laws and Regulations (For details, refer to Chapter 1, Item 14 of the Customs Rule.).

(2) Types and taxation standards of taxes levied when importing

When importing, Customs Duties and Such are levied.

The amount of customs duties is derived by imposing tax on CIF values (with values less than 1,000 yen being rounded down) and rounding down values less than 100 yen from the resultant amount. The amount of Consumption Tax is derived by imposing tax on the CIF values and the amount of customs duties combined (with values less than 1,000 yen being rounded down) and rounding down values less than 100 yen from the resultant amount.

Customs duties comprise *statutory tax rates* (basic tax rates, provisional tax rates, preferential tax rates, and special preferential tax rates) set forth by the country and *conventional tax rates* established with other countries with which a country has entered into economic partnership agreements, such as agreements

within the World Trade Organization (WTO) or FTA and EPA. The tax rates are prioritized in order of: (special) preferential tax rate, conventional tax rate, provisional tax rate, and basic tax rate.

The Consumption Tax uses the standard tax rate of 10% (comprising 7.8% Consumption Tax rate and 2.2% Local Consumption Tax rate).

(3) Calculation of Customs Duties and Such

- a. When goods with Approval for use in Customs Display Areas are declared for import, in principle, the amount of customs duties is calculated according to their characteristics and quantity at the time they were approved for use in Customs Display Areas. However, for the following goods, for example, it is calculated according to their characteristics and quantity at the following points in time.
 - When importing exhibits that are not intended for sales (excluding products processed or manufactured using raw materials with Approval for use in Customs Display Area (except those set forth by government ordinances)), at the time the import is declared
 - For items that are processed or manufactured at bonded factories with the approval of the Director General of Japan Customs before they are delivered to the Expo Site, at the time they receive the approval for processing and manufacturing
- b. For products that are processed or manufactured within the Expo Site using raw materials with Approval for use in Customs Display Area, their characteristics and quantity at the time of import declaration serve as the basis of tax calculations.

14. Goods subject to import regulation

C-28 Goods indicated in respective Items of Article 69-11, Paragraph 1 of the Customs Rule and goods that fall under Article 71 of the Customs Act (refer to Attachment 2) are, in principle, not permitted for importation. Additionally, Participants should pay special attention to the fact that goods that are regulated for importation pursuant to the Foreign Exchange and Foreign Trade Act and goods that are prohibited from importation or require satisfaction of certain conditions pursuant to other Laws and Regulations (refer to Attachment 3) may not be imported unless permission or approval is granted by competent authorities, notifications are filed with relevant authorities, or other necessary measures are taken pursuant to Laws and Regulations.

For such goods, Participants need to process necessary procedures by the time of declaration for exhibition or declaration for importation and obtain qualification certificates, written permissions, or written approvals pursuant to the respective laws (For details on necessary procedures, including documents that need to be attached when declaring for exhibition or importation, refer to Chapter 6 of the Customs Rule.).

C-29 (2) Goods that require quarantine (animals, livestock, plants; refer to Attachment 4 List of Main Goods Subject to Quarantine and Other Regulation), in principle, may not be delivered to Customs Display Areas unless they are imported upon attaching inspection certificates issued by government bodies of the exporting countries or their copies and quarantined at the time of importation. Japanese laws mandate that goods subject to quarantine require import through designated ports or airports, submission of application forms for import inspections to the Animal Quarantine Service and Plant Quarantine Station, and, in principle, quarantine at designated locations within ports or airports.

15. Obligation to pay Customs Duties and Such

C-30 When goods that have been delivered to the Expo Site and have received an Approval for use in Customs Display Area are later declared for importation as needed, Participants must pay Customs Duties and Such (For details on tax-exempted cases, refer to 13. Handling of Customs Duties and Such above.).

Since the responsibility for storage and security of exhibit goods in areas or buildings managed by Participants lies with the Participants, in the event the Organiser pays Customs Duties and Such on behalf of the Participants for the following reasons, the Participants must pay to the Organiser an amount equivalent to the amount of tax.

- a. When foreign goods are lost or destroyed within Customs Display Areas
 - (a) When goods are lost due to theft
 - (b) When shortages of goods are found upon comparing actual items and documents, and it is difficult to validate reasons of the shortages
 - (c) When goods are disposed of without approval from the Director General of Japan Customs

However, when goods are lost due to natural disasters and other inevitable circumstances, or when goods are destroyed upon obtaining approval from the Director General of Japan Customs in advance, Participants will not be obligated to pay Customs Duties and Such.

- b. When foreign goods are taken outside of the Expo Site upon obtaining permission to use them outside of the Expo Site and are not returned to the Expo Site within the designated period
- c. When foreign goods are not removed from the Expo Site by the time permission for Customs Display Areas expire

16. Disposition after the closing of the Expo

C-31 When removing goods for the Expo outside of the Expo Site after the event closes, one of the following procedures need to be taken (For details, refer to Chapter 2, Item 8 and Chapter 5, Items 37 through 45 of the Customs Rule.).

Note that Participants are required to submit to the Organiser copies of respective permissions, approvals, and notifications after finishing respective procedures.

- a. Re-export declaration
- b. Import declaration (including tax-free transference)
- c. Bonded transportation to other bonded areas

Additionally, pursuant to Article 17 of the General Regulations, Participants are required to restore locations allotted to them by the Organiser to their original state by the 13th of April, 2026. Accordingly, Participants should complete the procedures above by this date.

17. Customs duty exemption for special-purpose goods concerning gifted goods

C-32 If Participants give machines, appliances, materials, and exhibit goods to the Japanese government or local governments, Customs Duties and Such will be waived.

Note: There are regulations and restrictions on the purposes of gifting and on gifted goods. For details, inquire the Japan Customs or the Organiser.

18. Re-exportation

- C-33** When sending overseas goods that have received Approvals for use in Customs Display Area, Participants must submit the ‘Re-Ship Declaration of Approved Cargo for Exhibition’ (Attached form 10) and packing lists to and obtain permission from the Japan Customs. Four copies of the ‘Re-Ship Declaration of Approved Cargo for Exhibition’ must be submitted for the Japan Customs, Organiser of the World Expo 2025, declarant, and documents certifying arrival to the loading port.

When the goods arrive to the loading port via transportation, the goods may be loaded on ships and airplanes upon submission of written permissions (for the declarant) and declaration forms (for certification of arrival to the loading port) to the Japan Customs at the port (airport). After doing so, the Approval for use in Customs Display Area for the goods, in principle, will end.

*In some countries and regions, export is prohibited due to economic sanctions pursuant to the Foreign Exchange and Foreign Trade Act. Additionally, since re-exportation of weapons may require permission pursuant to the Foreign Exchange and Foreign Trade Act, Participants should confirm the latest information on the Ministry of Economy, Trade, and Industry's website.

19. Disposal and destruction

- C-34** When disposing of goods that have been approved for Approval for use in Customs Display Area, Participants must submit two copies of the ‘Notification of Disposal of Foreign Cargo’ (Attached form 11; for the Japan Customs and notifier) to the Japan Customs. Waste or scraps that may be generated in this case must be taken out of the Expo Site after declaring them for importation, and if the waste or scraps are taxable, Customs Duties and Such must be paid (For details, refer to the proviso in Chapter 2, Item 8 and Chapter 5, Item 42 of the Customs Rule.).

Note that for goods that are destroyed by incineration and other such methods until their forms are altered, if Participants submit two copies of the ‘Application for Approval of Destruction (Disposal)’ (Attached form 12) to the Japan Customs and obtain approval from the Director General of Japan Customs in advance, they do not have to pay Customs Duties and Such.

<<Categories of Goods Subject to Approval for Use in Customs Display Area>>

Categories of Goods Subject to Approval for Use in Customs Display Area		
Usage category		Goods
1	Equipment for construction Materials	(1) Machinery, appliances, and devices used for the construction, maintenance, and removal of buildings and other facilities, and for other operation of the Expo (including transportation equipment) (2) Materials necessary for the construction or maintenance of buildings and other facilities
2	Exhibit goods	(3) Furniture, furnishings, decorations, and display tools related to display articles or sales products (4) Display articles and articles for their maintenance
3	Sales products Consumable goods	(9) Articles for which an Import Declaration is made after they are brought into the Expo Site from among articles for which it is not certain whether they are to be sold or consumed and articles that are sold or consumed, or provided for viewing or for use for value
4	Other	(5) Advertisement tools (6) Articles that are used to demonstrate performance of exhibited machinery, devices, and other articles (7) Articles that are used for cultural, art, and sports events (8) Office furniture, furnishings, decorations, and office articles that are assigned to the Commissioners General of Section of Official Participants (10) Duty-free items for which tax exemption procedures are conducted after being brought into the Expo Site (11) In addition to the articles listed above, articles necessary for the construction, maintenance, or removal of the facilities of the Expo, or articles necessary for operating the Expo

Note: 1. Usage categories numbers are those indicated in the category number section of invoices and packing lists.

2. The numerals within parentheses in the respective sections are the numbers assigned to goods applicable to declaration for exhibition indicated in Chapter 2, Item 4 of the Customs Rule.

<<Goods prohibited from importation (Article 69-11, Paragraph 1 of the Customs Act)>>

1. Narcotics and psychotropics, cannabis, opium and opium poppies, and stimulants (including raw materials of stimulants defined in the Stimulants Control Act) and utensils for opium smoking. Provided, however, that this excludes those imported by the government and those imported by authorised parties defined in the provisions in other laws and regulations pursuant to the provisions in such laws and regulations.
- 1-2. Designated substances provided for in Article 2 (Definitions), Paragraph 15 of the Act on Securing Quality, Efficacy and Safety of Products Including Pharmaceuticals and Medical Devices (Act No. 145 of 1960) (excluding those imported for medical care as defined in Article 76-4 (Prohibition of Manufacturing) of the same act).
2. Pistols, rifles, machine guns, cannons, bullets of such weapons, and pistol parts. Provided, however, that this excludes those imported by authorised parties defined in the provisions in other laws and regulations pursuant to the provisions in such laws and regulations.
3. Explosives (defined in Article 1 (Use of Explosives) of the Criminal Regulations to Control Explosives (Cabinet Ordinance No. 32 of 1884; excluding those that fall under goods indicated in the preceding and following Items). Provided, however, that this excludes those imported by authorised parties defined in the provisions in other laws and regulations pursuant to the provisions in such laws and regulations.
4. Explosives (defined in Article 2 (Definitions), Paragraph 1 of the Explosives Control Act (Act No. 149 of 1950); excluding goods that fall under Item 2). Provided, however, that this excludes those imported by authorised parties defined in the provisions in other laws and regulations pursuant to the provisions in such laws and regulations.
5. Specified substances define in Article 2 (Definitions), Paragraph 3 of the Act on the Prohibition of Chemical Weapons and the Regulation of Specific Chemicals (Act No. 65 of 1995). Provided, however, that this excludes those imported by authorised parties defined in the provisions in conventions and other laws and regulations pursuant to the provisions in such conventions and laws and regulations.
- 5-2. Class I pathogens defined in Article 6 (Definitions), Paragraph 20 and class II pathogens defined in Article 6, Paragraph 21 of the Act on the Prevention of Infectious Diseases and Medical Care for Patients with Infections Diseases (Act No. 114 of 1998). Provided, however, that this excludes those imported by authorised parties defined in the provisions in other laws and regulations pursuant to the provisions in such laws and regulations.
6. Counterfeit, altered, or imitated coins, money bills, bank notes, revenue stamps, postal stamps (including vouchers other than postal stamps indicating postal fees; the same applies hereinafter in this Item) and securities (excluding imitated revenue stamps imported with the authorisation of the Minister of Finance pursuant to the provisions in Article 1, Paragraph 2 of the Act on the Control of Imitating of Stamps (Act No. 189 of 1947) and imitated postal stamps imported with the authorisation of the Minister of Internal Affairs and Communications pursuant to Article 1, Paragraph 2 of the Act on Control of Imitation of Postal Stamps (Act No. 50 of 1972)), and unlawfully created cards comprising electromagnetic records of cards used for payment of charges and fees or for withdrawal of savings (including the cards that serve as raw materials).
7. Books, drawings, sculptures or other goods that harm public security or public morals (excluding goods that fall under those indicated in the next Item).
8. Child pornography (defined in Article 2 (Definitions), Paragraph 3 of the Act on the Regulation and Punishment of Acts Relating to Child Prostitution and Child Pornography and the Protection of Children).
9. Goods that infringe patent rights, utility model rights, design rights, trademark rights, copyrights, neighbouring rights, layout design exploitation rights, or breeder's rights.

10. Goods that are part of acts set forth in Items 1 through 3, Item 10, Item 17, and Item 18 of Article 2 (Definitions), Paragraph 1 of the Unfair Competition Prevention Act (excluding acts defined in Items 1 through 5, Item 7, and Item 9 (Exclusion) of Article 19, Paragraph 1 of the same act set forth according to the wrongful competition category specified in the Items above).

<<Goods not permitted for import (Article 71 of the Customs Rule)>>

Goods with labels which directly or indirectly represent the place of origin in a false or mislead manner.

<<Goods regulated pursuant to the Foreign Exchange and Foreign Trade Act>>

Animals and plants subject to the convention on international trade of wild animal and plant species that are at risk of extinction (Washington Convention), waste materials, special foreign cultural properties and cultural properties that have been taken out of occupied territories, ozone-depleting substances, items subject to fishery import allotment, diamond gemstones, items subject to import prohibition due to economic sanctions, items whose importation requires approval and permission pursuant to the provisions in the act (Ministry of Finance and Ministry of Economy, Trade and Industry)

<<Goods prohibited from importation or subject to certain import conditions pursuant to other Laws and Regulations>>

1. Wildlife, processed wildlife products, and birds' eggs regulated by the Wildlife Protection, Control, and Hunting Management Act (Ministry of Environment)
2. Firearms, crossbows, and swords regulated by the Act for Controlling the Possession of Firearms or Swords and Other Such Weapons (National Police Agency)
3. Items with exteriors that may be confused with revenue stamps which are regulated by the Act on the Control of Imitating of Stamps (National Tax Agency)
4. Poisonous and deleterious substances regulated by the Poisonous and Deleterious Substances Control Act (Ministry of Health, Labour and Welfare)
5. Cannabis and cannabis products regulated by the Cannabis Control Act (Ministry of Health, Labour and Welfare)
6. Stimulants and raw materials of stimulants regulated by the Stimulants Control Act (Ministry of Health, Labour and Welfare)
7. Narcotics, psychotropics, and raw materials of narcotics and psychotropics regulated by the Narcotics and Psychotropics Control Act (Ministry of Health, Labour and Welfare)
8. Opium and opium poppies regulated by the Opium Control Act (Ministry of Health, Labour and Welfare)
9. Pharmaceuticals, quasi-pharmaceuticals, cosmetics, medical devices, and regenerative medicine products regulated by the Act on Securing Quality, Efficacy and Safety of Products Including Pharmaceuticals and Medical Devices (Ministry of Health, Labour and Welfare)
10. Fertilizers regulated by the Act on the Quality Control of Fertilizers (Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries)
11. Agrichemicals regulated by the Agricultural Chemicals Regulation Act (Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries)
12. Low explosives, high explosives, and priming materials regulated by the Explosives Control Act (Ministry of Economy, Trade and Industry)
13. High pressure gas regulated by the High Pressure Gas Safety Act (Ministry of Economy, Trade and Industry)
14. Chemical substances and products regulated by the Act on the Regulation of Manufacture and Evaluation of Chemical Substances (Ministry of Health, Labour and Welfare; Ministry of Economy, Trade and Industry; and Ministry of Environment)
15. Crude oil, gasoline, kerosene, diesel, and heavy oil regulated by the Oil Stockpiling Act (Ministry of Economy, Trade and Industry)
16. Items with exteriors that may be confused with postal stamps which are regulated by the Act on Control of Imitation of Postal Stamps (Ministry of Internal Affairs and Communications)

17. Alcohol with alcoholic content of 90% or higher regulated by the Ethanol Business Act (Ministry of Economy, Trade and Industry)
18. Specified adventive organisms, unconfirmed adventive organisms, and organisms that require attachment of species name certification regulated by the Act on the Prevention of Adverse Ecological Impacts Caused by Designated Invasive Alien Species (Ministry of Environment and Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries)
19. Toxic items (e.g. asbestos) regulated by the Industrial Safety and Health Act (Ministry of Health, Labour and Welfare)
20. Genetically modified organisms regulated by the Act on the Conservation and Sustainable Use of Biological Diversity through Regulations on the Use of Living Modified Organisms (Ministry of Finance; Ministry of Education, Culture, Sports, Science and Technology; Ministry of Health, Labour and Welfare; Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries; Ministry of Economy, Trade and Industry; and Ministry of Environment)
21. Designated animals and animals subject to notification which are regulated by the Act on the Prevention of Infectious Diseases and Medical Care for Patients with Infectious Diseases (Ministry of Health, Labour and Welfare)
22. Class I and class II pathogens regulated by the Act on the Prevention of Infectious Diseases and Medical Care for Patients with Infectious Diseases (Ministry of Health, Labour and Welfare)
23. Dogs regulated by the Rabies Prevention Act (Ministry of Health, Labour and Welfare)
24. Rice and wheat regulated by the Act on Stabilization of Supply, Demand and Prices of Staple Food (Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries)
25. Sugars regulated by the Act on Price Adjustment of Sugar and Starch (Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries)
26. Dairy products regulated by the Act on Stabilization of Livestock Management (Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries)

Note: Indications within parentheses refer to the governing authorities.

<<List of Main Goods Subject to Quarantine and Other Regulation>>

1. Goods subject to regulation by the Plant Protection Act

(1) Items subject to quarantine

Plants (seedlings, seeds, plant bulbs, potatoes, fruits, vegetables, cut flowers, grains, beans, trees (excluding lumber and other processed trees), spices etc.) and their containers and packing. Note that even when plants are processed as raw materials, if they may be covered with toxic animals and plants subject to quarantine, they will be subject to quarantine.

However, this does not apply to the following plants.

- a. Processed products including lumber, preserved wood, woodcraft products, bamboo craft products, and furniture and household equipment
- b. Wooden packing materials (limited to those that are disinfected according to international standards and labelled as having met such standards)
- c. Wisteria and cork
- d. Textile products including gunny bags, cotton wadding, cotton wadding cloth, sponge gourd products, paper, strings, and nets, and crude fiber (including raw cotton) that have not been used as packing materials for plants
- e. Manufactured tea, dried hop flowers, and dried bamboo shoots
- f. Fermented vanilla beans
- g. Plants soaked in sulfurous acid, alcohol, acetic acid, sugar, and salt
- h. Apricots, figs, persimmons, kiwis, plums, pears, red dates, dates, pineapples, bananas, papayas, grapes, mangoes, peaches, and dried longan fruit
- i. Endocarp of coconut palm trees that are crushed into a granular form
- j. Dried spices sealed in containers for retail

(2) Items prohibited from importation

- Plants prohibited from importation which are sent from import-prohibited regions or sent via such regions
- Toxic animals and plants subject to quarantine
- Soil or plants covered with soil
- Containers and packing of such items

However, even if items are prohibited from importation, those that have obtained permission from the Minister of Agriculture, Forestry and Fisheries in advance can be exhibited. In such case, the items need to be managed based on the conditions of the permission.

[Cautionary notes]

- Some plants may not be imported unless they have attachments on inspection certifications indicating the absence of certain toxic animals and plants subject to quarantine as confirmed by certain quarantine measures taken by the government of the exporting country, such as inspections at the area of production.
- Some seeds and seedlings, potatoes, and sugar canes need to be grown in isolation in Japan after import inspections for viral disease screening.
- Since items subject to inspections or import prohibition may be added or eliminated due to amendments of laws and regulations, Participants should confirm the latest regulations on the website of the Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries' Plant Quarantine Station.

2. Goods subject to regulation by the Act on Domestic Animal Infectious Diseases Control

(1) Establishes countries from which items subject to quarantine can and cannot be imported

(2) Items subject to quarantine

- a. Animals and carcasses
 - Even-toed ungulate animals and horses
 - Chickens, quails, green pheasants, ostriches, guinea fowls and turkeys, and ducks, geese, and other waterfowls
 - Dogs
 - Rabbits
 - Honeybees
 - b. Eggs of chickens, ducks, turkeys, quails, and geese
 - c. Bones, flesh, fat, blood, skin, hair, wings, horns, hooves, tendons, and organs of the animals in a. above
 - d. Raw milk, milk (i.e., items whose primary raw materials are milk, skim milk, cream, butter, cheese, condensed milk, powder milk, or other milk; excluding items carried with people (including unaccompanied baggage)), semen, fertilized eggs, unfertilized eggs, feces, and urine of the animals in a. above
 - e. Bone powder, flesh powder, flesh-and-bone powder, blood powder, wing powder, hoof-and-horn powder, and organs of the animals in a. above
 - f. Sausages, ham, and bacon using items in c. above as raw materials
 - g. Straws of grains and forage for feed
 - h. Pathogens of infectious diseases among livestock
- (All of a. through h. above include packing containers.)

3. Goods subject to regulation by the Rabies Prevention Act

Dogs, cats, raccoons, foxes, and skunks

4. Goods subject to regulation by the Act on the Prevention of Infectious Diseases and Medical Care for Patients with Infectious Diseases

Monkeys, prairie dogs, bats, mastomys, masked palm civets, racoon dogs, and ferret badgers

5. Goods subject to regulation by the Act on Food Sanitation

- (1) Food (all foods and beverages (excluding pharmaceuticals, quasi-pharmaceuticals, and regenerative medicine products defined in the Act on Securing Quality, Efficacy and Safety of Products Including Pharmaceuticals and Medical Devices))
- (2) Food additives (preservatives, sterilizers, antioxidants, food coloring, brine, etc.)
- (3) Equipment (tableware for beverages and food, cooking utensils, machines and tools used for the manufacturing, processing, cooking, storage, and display of food and additives and come in direct contact with food, etc.)
- (4) Containers and packing (bottles, cans, boxes, bags, and packing paper, etc.)
- (5) Toys (toys, *hozuki* (toy which is put in the mouth to make sounds), sketches, *origami*, balloons, and toy vehicles that infants and young children directly contact, etc.)
- (6) Detergents (for vegetable and fruit cleansing)

6. Act on the Protection of Marine Resources (Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries)

Salmonid fishes, carps, goldfish, and other carassius fishes; penaeid shrimps, palaemonid shrimps, and other crustacea; tokobushi (small abalones), abalones, scallops, and other shellfishes; and their processed products used for cultivation

Blank back page

20. Forms

(Attached forms)

1. Exhibition Declaration (Transportation Declaration)
2. Application for Permission to Carry-Out Samples
3. Application for Permission to use the Goods Outside the Customs Display Area (Comprehensive Bonded Area)
4. Usage Report of Sales Items (Plan / Results)
5. Notification of Changes of Cargo Storage Capacity
6. Invoice and packing list (6-1 to 6-4)
7. Notification for Results of Content Inspection for Foreign Cargo
8. Request for Carrying-Out of Unnecessary Packing Materials
9. Application for Temporary Carry-In/Out of Used Containers, Packaging Materials, etc. for Foreign Exhibits
10. Re-Ship Declaration of Approved Cargo for Exhibition
11. Notification of Disposal of Foreign Cargo
12. Application for Approval of Destruction (Disposal)

*Attached forms 1 through 5 and 7 through 12 are translated into English and French. However, we ask that the official Japanese forms are used when submitting to customs authorities.

Exhibition Declaration (Transportation Declaration)



(Transportation Declaration Form)

Usage category	Destination
1. Construction equipment and materials	Name of Customs Display Area
2. Exhibit goods	Location of loading and shipment
3. Sales goods, consumable goods	Place of origin
4. Other	Transportation method 1. Ship 2. Airplane 3. Mail

Warehouse location (exhibition area) number	*Acceptance number

Name and address of representative _____

Name and address of Participant _____

Name of registered customs specialist _____

Item, Number of units, Mark and number	Unit	Net weight	Declared price (CIF) yen	Number in customs duty rate table	Type of Japanese Consumption Tax		
(1)							
(2)							
(3)							
Date of transportation declaration	*Seal for transportation approval			Date of exhibition declaration		*Seal for Approval for use in Customs Display Area	
*Number of transportation approval				*Section filled in by the Japan Customs			
Destination of transportation							
Period From DD MM, YYYY To DD MM, YYYY							
Warehouse location	*Customs at location of departure	*Administrator	*Customs at location of arrival	*Acceptance	*Examination (Inspection)	*Examination	*Date of Approval for use in Customs Display Area

Note: (1) Do not fill in sections marked with asterisks (*).

(2) Fill in this declaration form for each usage category of freight above. Enclose the number of applicable usage category with parentheses.

(3) Petition for reassessment: if there are any objections to the disposition of this declaration, the declarant may request re-inspection to the Director General of Japan Customs or request review to the Minister of Finance within three months from the day following the day the declarant learns of the disposition.

(Specification: A4)

Application number

Application for Permission to Carry-Out Samples

DD MM, YYYY

To: Director General of Japan Customs

Applicant

Address

Name (name of organisation and representative)

The applicant requests to temporarily take out foreign goods as samples as follows, pursuant to the provisions in Article 32 of the Customs Act.

Details

<u>Warehouse location</u>				
Date on which the goods were delivered to above location: <u>DD MM, YYYY</u>				
Period during which the goods will be taken out: From DD MM, YYYY <u>To DD MM, YYYY</u>				
<u>Destination</u>				
Mark and number	Name of item	Number of units	Quantity	Price
Reasons for taking the goods out				

Note: 1. Corporations are asked to fill in the address and name of the corporation and the name of the representative in the "Applicant" section.

Applicants are, in principle, asked to fill in the name of the corporation, i.e., the owner of the goods, and the name of its representative (or applicant, if the applicant is an individual). However, if customs operators are applying on behalf of the owner, they are asked to fill in the names of both themselves and the owners, upon clearly indicating that they are representing the owners.

2. Submit two copies of this application form.

(Specification: A4)

Application number

Application for Permission to use the Goods Outside the Customs Display Area (Comprehensive Bonded Area)

DD MM. YYYY

To: Director General of Japan Customs

Exhibition (warehouse) location number

Address of Participant

Name of individual or organisation

The applicant requests permission for use outside of Customs Display Area (Comprehensive Bonded Area) as follows, pursuant to the provisions in Article 62-5 (Article 62-5) in the Customs Act

Details				Seal for permission
Use in areas outside of Customs Display Areas (Comprehensive Bonded Area)	Period	Location		
	From DD MM. YYYY To DD MM. YYYY	Purpose		
Goods to be used in areas outside of Customs Display Area (Comprehensive Bonded Area)		Products generated through the use of the goods in areas outside of Customs Display Area (Comprehensive Bonded Area)		
Acceptance number and approval date of the Exhibition Declaration	Name of item	Quantity	Name of item	Quantity

(Specification: A4)

Report number

Usage Report of Sales Items (Plan / Results)

DD MM. YYYY

To: Director General of Japan Customs

Participant

Address

Name of individual or organisation

The reporting party reports the status on use of sales products as follows, pursuant to the provisions in Article 62-4, Paragraph 1 of the Customs Act.

Details

Acceptance number and approval date of the Declaration for Exhibition form, or number and permission date of import declaration	Name of item	Quantity	Status of use			Items manufactured by using the sales products		Remaining quantity
			Quantity	Use	Date of use	Name of item	Quantity	
Exhibition (warehouse) location number								

(Specification: A4)

Notification of Changes of Cargo Storage Capacity

DD MM, YYYY

To: Director General of Japan Customs

Notifier

Address

Name (name of organisation and representative)

The notifier notifies, with attachments, requested changes in the storage capacity for goods in Customs Display Areas as follows, pursuant to the provisions in Article 44, Paragraph 1 (Article 61-4, Article 62-15) of the Customs Act.

Details

Name and location of Customs Display Area	
Change in storage capacity for goods or remodelling, transference, or other construction (for remodelling, transference, or other construction, provide an overview)	
Total floor area before change	square metres
Planned amount of difference in total floor area	square metres
Total floor area after change	square metres
Reasons for notification	

- Note: 1. Corporations are asked to fill in the address and name of the corporation and the name of the representative in the "Notifier" section.
 Note that if the notifier is a corporation and submits to the Japan Customs in advance a letter of attorney indicating delegation to its officers or employees along with applications for bonded areas, it may file this notification with the name of the delegated person.
2. Submit two copies (or three copies when notifying the Japan Customs branches or branch offices, or other government offices) of this notification.
3. Delete unnecessary sections.
4. When remodelling, transferring, or performing other constructions, the sections "Total floor area before change, " "Planned amount of difference in total floor area," and "Total floor area after change" do not need to be filled in.

(Specification: A4)

INVOICE

Seller

Invoice No. and Date

Reference No.

Buyer		CATEGORY No.		
		L/C No.	Date	
Vessel or	On or about	Issuing Bank		
From	Via			
To	Other Payment Terms			

Marks and Nos.	Description of Goods	Quantity	Unit Price	Amount

(Describe the individual
settlement value for each
item of goods)

NAME OF PARTICIPANT

SIGNATURE

CONTINUATION SHEET FOR [INVOICE • CERTIFICATE OF ORIGIN]

Seller		Invoice No.		
Marks and Nos.	Description of Goods	Quantity	Unit Price	Amount

NAME OF PARTICIPANT

SIGNATURE

PACKING LIST

Seller

Invoice No. and Date

Reference No.

Buyer		CATEGORY No.		
		L/C No.	Date	
Vessel or	On or about	Issuing Bank		
From Via				
To		Other Payment Terms		

Marks and Nos.

Description of Goods

Quantity

Weight

Measurement

NAME OF PARTICIPANT

SIGNATURE

CONTINUATION SHEET FOR PACKING LIST

Seller		Invoice No.		
Marks and Nos.	Description of Goods	Quantity	Weight	Measurement

NAME OF PARTICIPANT

SIGNATURE

Notification number

Notification for Results of Content Inspection for Foreign Cargo

DD MM, YYYY

To:

Name and address of Participant

Name and address of representative

The notifier notifies that the content of the following foreign goods have been confirmed.

Details

Transportation approval number		Transportation approval date	
Warehousing location of the goods		Inspection date	
Name of item and quantity indicated in written transportation approval			
Content indicated in invoice			
Results of inspection			
Quantity of excessive or lacking goods			
Condition of goods (exterior)			

Note: If there are any abnormalities, promptly submit three copies of this notification (for the Japan Customs, Organiser of the World Expo 2025, and notifier).

Request for Carrying-Out of Unnecessary Packing Materials

DD MM, YYYY

To:

Name and address of Participant

Name and address of representative

The applicant requests the removal of the following unnecessary items that were used as packing materials for foreign goods.

Details

Name of item	Number of units	Quantity	Exhibition (warehouse) location number

Subject goods

Date and number of customs clearance approval	
Name of item and number of units	
Removal date	
Notes	

Note: Submit three copies of this application form (for the Japan Customs, Organiser of the World Expo 2025, and notifier).

Acceptance number

Application for Temporary Carry-In/Out of Used Containers, Packaging Materials, etc. for Foreign Exhibits

DD MM, YYYY

To:

Name and address of Participant

Name and address of representative

The applicant requests the temporary removal of used containers and packing materials of the following goods.

Details

Exhibition (warehouse) location number			
Name of item	Customs declaration form number	Name and number of units of Carried-In/Out items	
Destination of removal (name of bonded area or other warehouse location)	Carry-Out date	Carry-In date	
Notes		Organiser of the World Expo 2025 (Carry-out)	Organiser of the World Expo 2025 (Carry-In)

Note: Submit three copies of this application form (for the Japan Customs, Organiser of the World Expo 2025, and notifier).

Re-Ship Declaration of Approved Cargo for Exhibition

To:

Name of ship loaded on

Date of declaration _____ (name of airplane) _____

Destination _____ Planned date of departure from port _____

Name and address of representative _____

Name and address of Participant _____ Name of registered customs specialist _____

Acceptance number of the Exhibition Declaration form	Item, Number of units, Mark and number	Unit	Quantity	Declared price (FOB) yen
(1)				
(2)				
(3)				
(4)				
(5)				

Bonded transportation ☐ *Approval ☐			* Seal for confirmation of loading	*Section filled in by the Japan Customs			* Seal for permission
Destination of transportation							
Period							
From DD MM, YYYY							
To DD MM, YYYY							
*Administrator	* Customs at location of departure	* Customs at location of arrival		*Acceptance	*Examination		
			* Date of confirmation of loading				* Date of permission

Note: (1) Do not fill in sections marked with asterisks (*).

- (2) Petition for reassessment: if there are any objections to the disposition to this declaration, the applicant may request re-inspection to the Director General of Japan Customs or request review to the Minister of Finance within three months from the day following the day the applicant learns of the disposition.

Notification number

Notification of Disposal of Foreign Cargo

DD MM YYYY

To Japan Customs

Notifier

Address

Name of individual or organisation

Mark and number	Name of item	Number of units	Quantity	Warehouse location	Delivery date
Method of disposal					
Date/time of disposal					
Reason for disposal					

Note: Submit two copies of this application form.

(Specification: A4)

Application number

Application for Approval of Destruction (Disposal)

DD MM, YYYY

To: Director General of Japan Customs

Applicant

Address

Name of individual or organisation

The applicant requests the destruction (disposal) of the following goods.

* Applicable laws and regulations	1. Customs Act: Article 45, Paragraph 1 (Article 36, Paragraph 1; Article 41-3; Article 61-4; Article 62-7; Article 62-15) 2. Customs Act: Article 65, Paragraph 1 3. Customs Act: Article 65, Paragraph 1 applied pursuant to Article 65, Paragraph 2 4. Customs Act: Article 65-2, Paragraph 1 5. Customs Tariff Act: Article 17, Paragraph 5 6. Customs Tariff Act: Article 20, Paragraph 2 7. Order for Enforcement of Customs Tariff Act: Article 11, Paragraph 2 applied pursuant to Article 61		
Mark, Number	Name of item	Number of units	Quantity
Customs permitting import		Date of import permission	
		Number of written import permission	
Location of warehouse			
Date of destruction (disposal)			
Method and location of destruction (disposal)			
Name of loaded ship (airplane) and date of arrival at port			
Reason for destruction (disposal)			

- Note:
1. Submit two copies of this application form.
 2. Attach to this application form written permissions or other alternative customs certificates for the importation.
 3. When using this form as an application form for approval of disposal, attach documents verifying that the disposal is inevitable.
 4. In the section marked with an asterisk (*), circle the number of applicable laws and regulations.

(Specification: A4)



EXPO
2025



**Bureau
International
des Expositions**

Les lignes directrices concernant le dédouanement



Table des matières

Définition des abréviations, noms abrégés et termes

1.	Avant-propos	1
2.	Zone d'exposition désignée par les douanes	2
2-1.	Fret pouvant être introduit dans la Zone d'exposition désignée par les douanes.....	2
2-2.	Procédures d'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes	2
2-3.	Actes autorisés dans la Zone d'exposition désignée par les douanes	2
2-4.	Retrait temporaire des échantillons	3
2-5	Restrictions sur le lieu d'entreposage.....	3
2-6	Rapport sur la situation d'utilisation	3
2-7	Vente et fourniture de garanties	3
2-8	Déclaration de divers travaux de construction tels que la construction et la rénovation de la Zone d'exposition désignée par les douanes	3
2-9	Déclaration d'augmentation ou de diminution de la capacité de la Zone d'exposition désignée par les douanes.....	4
3.	Système d'instruction préalable	4
4.	Emballage	4
5.	Facture et liste de colisage	6
6.	Importation par courrier	7
7.	Importation par carnet ATA	7
8.	Préparation de l'exposition	8
9.	Inspection du contenu.....	8
10.	Traitement des récipients vides.....	8
11.	Les frets à l'intérieur de la Zone d'exposition désignée par les douanes	9
12.	Utilisation du fret à l'extérieur de la Zone d'exposition désignée par les douanes	9
13.	Manutention des droits de douane, etc.....	9
14.	Les marchandises dont l'importation est réglementée par la loi	11
15.	Obligation de payer des droits de douane, etc.	12
16.	Manutention post-clôture.....	12
17.	Exonéré de taxe pour des utilisations spécifiques de marchandises données.....	13

18.	Réexportation (rechargement).....	13
19.	Élimination et destruction	13
20.	Formulaires	24

Définition des abréviations, noms abrégés et termes

Abréviation/nom abrégé	Nom officiel
ATA	Abréviation qui est une combinaison des paraphes du mot français “Admission Temporaire” et du mot anglais “Temporary Admission” (« Admission temporaire » pour l’importation)
BIE	Bureau International des Expositions
CAF	Coût, Assurance et Fret
APE	Accords de partenariat économique
ALE	Accord de libre-échange
OMC	Organisation mondiale du commerce
Terme	Définition
Convention	Convention concernant les expositions internationales signée à Paris le 22 Novembre 1928, telle que modifiée et complétée.
Expo	Exposition Internationale Enregistrée, Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon qui se tiendra dans la ville d’Osaka, au Japon du 13 Avril au 13 octobre 2025.
Dossier d’enregistrement	Document d’enregistrement qui a été déposé et approuvé lors de la 167ème session de l’Assemblée Générale du BIE
Règlement Général	Règlement Général incluse dans le Chapitre 8 du dossier d’enregistrement approuvée lors de la 167ème session de l’Assemblée Générale du BIE
Règlements Spéciaux	Règlements Spéciaux visés à l’article 34 du Règlement Général
Lignes directrices	Lignes directrices publiées par l’Organisateur dans le cadre de l’Expo, relatives aux éléments définis par le Règlement Général et les Règlements Spéciaux. Les lignes directrices ont pour but de venir en aide aux Participants Officiels dans tous les aspects de la préparation et de l’opération de l’Expo
Lois et Règlements	La Convention, le Règlement Général et les Règlements Spéciaux; les lois du Japon, les décrets du gouvernement, les arrêtés ministériels, les notifications et annonces du gouvernement ; les arrêtés, les réglementations, et les contrôles des collectivités locales, les directives, les instructions et les lignes directrices supplémentaires émises par l’Organisateur
Commissaire général de l’Exposition	Représentant du gouvernement japonais pour l’Expo nommé par le gouvernement japonais conformément à l’article 12 de la Convention
Organisateur	L’Association japonaise pour l’Exposition universelle de 2025 désignée par le ministre de l’Économie, du Commerce et de l’Industrie le 31 mai 2019 pour exécuter la préparation et le fonctionnement de l’Expo, conformément à la Loi sur les mesures spéciales nécessaires pour la préparation et à la tenue de l’Exposition universelle en 2025, et reconnue d’utilité publique le 21 octobre 2019
Participants Officiels	Les gouvernements étrangers et les organisations internationales qui ont accepté l’invitation officielle du Gouvernement du Japon à participer à l’Expo
Participants non officiels	Les parties qui ont été autorisées par le Commissaire Général de l’Exposition à exposer en dehors des sections allouées aux Participants Officiels

Concessionnaires	Les parties mentionnées à l'article 35 du Règlement Général et qui ont été autorisées par l'Organisateur à exercer uniquement des Activités commerciales sur le Site de l'Expo
Participants	Les Participants Officiels, les Participants non officiels, et les Concessionnaires
Site de l'Expo	Toute la zone utilisée et contrôlée par l'Organisateur pour l'organisation de l'Expo
Zone d'exposition désignée par les douanes	Désigne un lieu où les marchandises importées temporairement dans le cadre de l'Expo peuvent être exposées et utilisées et utilisées avec une exonération des droits de douane (à l'importation) et de la Taxe nationale / locale sur la consommation. L'Organisateur prévoit de demander l'autorisation afin que l'ensemble du Site de l'Expo soit désigné comme la zone d'exposition désignée par les douanes à cette Expo

1. Avant-propos

Ces Lignes directrices ont été préparées dans le but de fournir aux participants à l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon un aperçu des procédures de dédouanement au Japon et des questions connexes, qui pourrait servir de guide. Le système de dédouanement des marchandises utilisées pour l'Exposition fait l'objet d'une promotion séquentielle parmi les parties concernées, mais pour effectuer les procédures de dédouanement rapidement et sans heurts, il ne peut être réalisé qu'avec la coopération des parties concernées. Par conséquent, il est demandé de bien comprendre le contenu des « Règlement Spécial No.7 – les règles relatives au dédouanement et à la manutention ainsi que les tarifs spéciaux applicables », et « Treatment of Display Articles, etc. Used for the 2025 World Exposition (EXPO 2025 OSAKA KANSAI) by Japan Customs (Traitement par les douanes japonaises sur les articles exposés, etc. utilisés pour l'Exposition internationale de 2025 (EXPO 2025 OSAKA KANSAI) » (Ci-après dénommée « Règlement douanier ». Ces règlements sont établis par le Bureau des douanes du Ministère des finances du Japon.) ainsi que ces Lignes directrices en espérant que l'Expo se déroulera sans accroc.

En outre, dans les présentes Lignes directrices, deux critères ont été établis pour servir d'indicateurs permettant aux participants d'effectuer les procédures de dédouanement conformément à ces Lignes directrices: la réglementation (Control) et la recommandation (Guide). Ces critères servent également d'indicateurs permettant aux participants de déterminer s'il convient ou non de soumettre des documents douaniers à l'Organisateur et aux douanes. Les critères réglementaires et recommandés sont indiqués par des codes alphabétiques et des numéros, respectivement.

C-00 La réglementation (Control) indique les choses « qu'on ne doit pas faire / qu'on doit faire » et énonce les restrictions ou interdictions concernant les procédures douanières.

G-00 La Recommandation (Guide) indique les choses « qu'il est souhaitable de faire » et indique les efforts ou les suggestions concernant les procédures douanières que l'Organisateur attend des Participants.

Pour toute question concernant le contenu des Lignes directrices et pour plus d'informations sur les procédures, les Participants Officiels peuvent contacter l'Organisateur en activant l'option Requêtes (Queries) du Portail en ligne. En cas de difficulté liée à l'utilisation du Portail en ligne, veuillez envoyer un courriel à l'adresse suivante : participant@expo2025.or.jp (ou alternativement).

Les Participants non officiels sont priés de contacter par e-mail pavilion-shutten@expo2025.or.jp.

2. Zone d'exposition désignée par les douanes

Compte tenu de la période nécessaire pour se préparer à l'exposition et de la période requise pour enlever les marchandises après l'exposition, nous prévoyons de demander l'autorisation au Directeur Général des douanes d'Osaka d'en faire une Zone d'exposition désignée par les douanes pendant la période nécessaire.

- C-01** Étant donné que cette Zone d'exposition désignée par les douanes est une zone où le fret étranger peut être exposé, entreposé ou utilisé sous douane, lorsque l'exposition ou le entreposage de marchandises a lieu dans un bâtiment du Site de l'Expo, en plus du terrain pour le Site de l'Expo, le bâtiment doit également être autorisé en tant que Zone d'exposition désignée par les douanes. Par conséquent, les bâtiments construits par l'Organisateur et les bâtiments construits par les Participants seront également autorisés en tant que Zones d'exposition désignées par les douanes.

2-1. Fret pouvant être introduit dans la Zone d'exposition désignée par les douanes

- C-02** Les marchandises étrangères utilisées pour l'Expo peuvent être introduites dans la Zone d'exposition désignée par les douanes après avoir passé les inspections douanières nécessaires et obtenu l'approbation du Directeur Général des douanes japonaises conformément aux dispositions des Lois et Règlements. La soumission de marchandises étrangères dans la Zone d'exposition désignée par les douanes en le déclarant au Directeur Général des douanes japonaises et en recevant l'approbation est appelée « autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes ». Le chapitre 2.4 du Règlement douanier décrit les marchandises spécifiques qui peuvent être livrées à la Zone d'exposition désignées par les douanes. Toutefois, conformément au chapitre 2.6 du Règlement douanier, pour les marchandises destinées à la vente ou à la consommation, ou qui peuvent être consultées ou utilisées moyennant des frais, une autorisation officielle d'importation doit être obtenue avant d'être mises à disposition pour utilisation ou consultation.

2-2. Procédures d' autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes

- C-03** La « Déclaration d'exposition, etc. (Déclaration de transport) » (PJ Formulaire 1) doit être présentée à la douane (pour les procédures spécifiques, voir le chapitre 3.25-28 du Règlement douanier, et pour les explications des marchandises pour lesquelles des expositions, etc. sont approuvées, voir le chapitre 2.15-24 du Règlement douanier).

2-3. Actes autorisés dans la Zone d'exposition désignée par les douanes

- C-04** Après avoir reçu l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes pour la construction, l'entretien ou le retrait d'installations de l'Expo ou l'exploitation de l'Expo, le fret introduit dans la Zone d'exposition désignée par les douanes peut être chargé, déchargé, transporté, entreposé, inspecté, rénové, trié ou entretenu, exposé et utilisé. De plus, même jusqu'à ce qu'on obtienne l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes, il est possible de charger, décharger, transporter, entreposer, inspecter, rénover, trier et entretenir le fret dans la Zone d'exposition désignée par les douanes.

2-4. Retrait temporaire des échantillons

C-05 Lorsqu'une partie des marchandises qui a obtenu l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes et qui est autorisée à être entreposée, exposée ou utilisée dans le Site de l'Expo est temporairement retirée du Site de l'Expo en tant qu'échantillon, cela peut être autorisé uniquement dans le cas où il est nécessaire pour le déroulement de l'Expo et s'il est reconnu qu'il n'y a pas d'obstacle au contrôle douanier, et que ce soit pour une petite quantité d'articles qui ne sont pas imposables. Dans ce cas, deux exemplaires de la « Demande d'autorisation de retrait des échantillons » (PJ Formulaire 2) doivent être présentés à la douane. Concernant les procédures de retrait des articles à des fins autres que des échantillons, consulter le chapitre 3.30 du Règlement douanier (trois exemplaires de la « Demande d'autorisation d'utilisation à l'extérieur de la zone d'exposition désignée par les douanes (zone sous douane complète) » (PJ Formulaire 3)). En outre, lors de l'enlèvement des marchandises exposées pendant l'exposition, le Participant doit obtenir l'autorisation de l'Organisateur à l'avance.

2-5. Restrictions sur le lieu d'entreposage

C-06 Parmi les marchandises étrangères introduites dans la Zone d'exposition désignée par les douanes, pour les marchandises utilisées ou susceptibles d'être utilisées comme marchandises destinées à la vente ou à la consommation ou comme matières premières, le lieu d'entreposage peut être restreint par les douanes.

2-6. Rapport sur la situation d'utilisation

C-07 Pour les marchandises étrangères introduites dans la Zone d'exposition désignée par les douanes dont la nature ou la forme est modifiée, les douanes peuvent demander un rapport sur la situation de l'utilisation. Dans ce cas, trois exemplaires du « Rapport sur l'utilisation des marchandises destinées à la vente (plan et résultats) » (PJ Formulaire) doivent être présentés aux douanes.

2-7. Vente et fourniture de garanties

C-08 Si des marchandises étrangères sont en vente dans la Zone d'exposition désignée par les douanes, la vente est considérée comme importation. Dans ce cas, les douanes peuvent demander la constitution d'une garantie pour des marchandises qui devraient être vendues à l'avance pour un montant équivalent au montant des droits de douane.

2-8. Déclaration de divers travaux de construction tels que la construction et la rénovation de la Zone d'exposition désignée par les douanes

C-09 A partir du 13 avril 2023, parmi les différents travaux à effectuer dans le Site de l'Expo qui sera une Zone d'exposition désignée par les douanes, la construction, la rénovation ou d'autres travaux (par exemple, l'aménagement de la mezzanine) doivent être déclarés à l'avance aux douanes. Par conséquent, avant de commencer la construction, le Participant Officiel doit préparer les documents connexes et soumettre à l'Organisateur trois exemplaires des documents où le titre de « Déclaration d'augmentation ou de diminution de la capacité de réception du fret » (PJ Formulaire 5) est changé à « Déclaration de construction ». La Déclaration à la douane doit être faite par l'Organisateur.

[Documents connexes]

- a. Déclaration d'augmentation ou de diminution de la capacité de la réception du fret
- b. Dessins (plan d'étage) indiquant clairement le chantier (trois exemplaires)
- c. Diagramme de processus

2-9. Déclaration d'augmentation ou de diminution de la capacité de la Zone d'exposition désignée par les douanes

C-10 Selon le point 2-8 ci-dessus, lors de la réalisation d'expositions, etc. dans un bâtiment construit sur un terrain dans la Zone d'exposition désignée par les douanes, il est nécessaire de déclarer le bâtiment en tant que Zone d'exposition désignée par les douanes chaque fois que la construction est terminée, séparément du terrain du Site de l'Expo. S'il est nécessaire de l'utiliser comme Zone d'exposition désignée par les douanes pour exposer et entreposer des marchandises étrangères, le Participant Officiel doit soumettre à l'Organisateur trois exemplaires d'« Déclaration d'augmentation ou de diminution de la capacité de réception du fret » avec les documents connexes en prévision de la période nécessaire à la demande. La déclaration à la douane doit être faite par l'Organisateur. Si cette procédure n'est pas suivie, même si le terrain du Site de l'Expo est une Zone d'exposition désignée par les douanes, le bâtiment n'est pas une Zone d'exposition désignée par les douanes et les marchandises étrangères ne peuvent pas être introduites et exposées dans le bâtiment.

[Documents connexes]

- a. Déclaration d'augmentation ou de diminution de la capacité de réception du fret
- b. Plan de localisation du bâtiment (trois exemplaires)
- c. Dessins (plans d'étage) du bâtiment indiquant clairement l'emplacement de la Zone d'exposition désignée par les douanes (trois exemplaires)

3. Système d'instruction préalable

G-01 Avant même que les marchandises exposées n'arrivent au Japon, Il est possible de se renseigner auprès des douanes japonaises sur le classement tarifaire (numéro fiscal), l'origine, l'évaluation en douane, la réduction et l'exonération des droits de douane des marchandises avant l'importation, et recevoir une réponse. Des instructions préalables peuvent être demandées par l'importateur, l'expéditeur de l'importation, l'exportateur ou toute autre personne ayant un intérêt dans les marchandises concernées, et peuvent en faire la demande par l'intermédiaire de leur mandataire. En outre, lors de l'utilisation de ce système, il est souhaitable de disposer de matériaux et de catalogues qui expliquent avec précision le contenu du fret selon les besoins.

4. Emballage

C-11 (1) La déclaration d'exposition, etc. à la douane doit être demandée séparément pour chacune des catégories d'utilisation suivantes. Par conséquent, si chaque marchandise n'est pas emballée séparément pour chaque catégorie d'utilisation, il sera nécessaire de trier à nouveau le fret par catégorie d'utilisation ou de préparer de nouveaux documents connexes lors de l'arrivée sur le Site de l'Expo, ce qui entraînera des dépenses et des efforts inutiles et des retards dans le dédouanement.

[Catégorie d'utilisation]

- 1. Équipement et matériaux de construction
- 2. Les marchandises destinées à l'exposition
- 3. Les marchandises destinées à la vente ou à la consommation
- 4. Autres

(Voir 5. « Facture et liste de colisage »)

C-12 (2) Les marchandises destinées à l'exposition doivent être séparées des marchandises générales et, afin d'accélérer les procédures relatives aux marchandises destinées à l'exposition, chaque colis doit porter la marque suivante :

a. Sur les deux côtés de l'emballage, écrivez clairement les éléments suivants en lettres difficilement effaçables, en vous référant à l'exemple de format.

[1] En tant que symbole d'identification

EXPO 2025 OSAKA KANSAI, JAPAN

[2] Nom du Participant et nom du destinataire

[3] Nom ou numéro de la salle d'exposition, etc. et numéro d'affichage de la section allouée au Participant

[4] Nom et adresse de l'expéditeur

[5] Destinataire (Représentant), adresse, numéro de téléphone

[6] Nom de l'article

[7] Numéro d'emballage, poids brut, poids net et dimensions extérieures

[8] Mode de transport

b. Chaque emballage doit être muni d'une étiquette indiquant clairement les points visés aux points [2] et [3] du point a ci-dessus, et d'une marque d'instruction de manipulation appropriée (marque d'entretien) pour chaque colis. Dans ce cas, lorsque vous mettez deux colis ou plus dans un seul emballage, attachez une étiquette pour chaque colis.

c. Chaque emballage doit contenir une liste de colisage.

(Exemple de format d'étiquette d'emballage)

Marchandises pour EXPO 2025, OSAKA KANSAI, JAPON	
Participant, personne à contacter et coordonnées	
N° de stand et N° de pavillon	
Expéditeur Nom, adresse, coordonnées de l'expéditeur	Destinataire (représentant) Nom, adresse, coordonnées du destinataire
Désignation des marchandises Poids brut, Kg, Longueur×Largeur×Hauteur, m Pays d'origine	
N° de caisse	Nombre total de caisses
Mode de transport	

C-13 (3) Les marchandises destinées à la vente ou à la consommation, ou les marchandises proposés à la consultation ou à l'utilisation moyennant un paiement, sont soumis à des droits de douane, à la taxe nationale sur la consommation et à la taxe locale sur la consommation (ci-après dénommés « droits de douane, etc. »). Vous devez payer et obtenir une autorisation d'importation.

Étant donné que les Lois et Règlements douaniers du Japon ne prévoient pas le remboursement du montant de cette taxe même si les marchandises sont réexportées, à moins qu'il ne s'agisse de pénalités ou similaires, etc., donc il est avantageux de payer des droits de douane pour chaque montant requis pendant une certaine période conformément aux plans de vente, de consommation et d'utilisation, et d'entreposer le reste sous douane. Pour cette raison, l'emballage doit également être fait selon ce plan. (Notez que certains de ces marchandises sont exonérés de taxe, voir donc 13. « Manutention des droits de douane, etc. »).

En outre, un entrepôt de l'Association (payant) où les marchandises peuvent être entreposées sous douane sera mis en place sur le Site de l'Expo.

[Remarque]

- a. Une liste de colisage est à placer pour chaque colis.
- b. Si des plantes telles que les pailles de riz et les balles de riz sont utilisées comme matériaux d'emballage, veuillez noter que l'importation de certains articles est interdite en vertu des dispositions de la Loi sur la protection des végétaux.
- c. Les envois soumis à quarantaine doivent être emballés séparément. Veuillez noter que lorsqu'ils sont emballés avec des marchandises générales, les marchandises générales peuvent aussi être désinfectées.

5. Facture et liste de colisage

C-14 Les factures et les listes de colisage doivent être soumis en deux exemplaires chacun (pour les douanes et l'Association) pour chaque envoi de fret. Ces factures sont très importantes en tant que pièces jointes à la « déclaration d'exposition (déclaration de transport) » et doivent être préparés avec précision.

C-15 (1) Les marchandises qui font l'objet de l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes sont stipulées au chapitre 2.4 du Règlement douanier, et le chapitre 3.27 du Règlement douanier stipule qu'une facture décrivant les 11 catégories est requise. En outre, étant donné que la déclaration des expositions, etc. est faite pour chacune des quatre catégories d'utilisation, il est nécessaire de diviser grossièrement les 11 catégories en quatre catégories d'utilisation (Veuillez consulter Appendice 1 « Classification des marchandises qui font l'objet de l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes » pour la correspondance avec les catégories d'utilisation).

Étant donné que trois exemplaires de la « déclaration d'exposition (déclaration de transport) » doivent être soumis aux douanes en trois feuilles distinctes pour chaque catégorie d'utilisation, des factures, etc. doivent être préparés pour chacune de ces quatre catégories et les catégories d'utilisation doivent être clairement indiquées.

C-16 (2) Veuillez porter une attention particulière pour que tous les factures soient remplies des éléments suivants :

- a. Classification des marchandises et catégorie d'utilisation
- b. Description précise et suffisante du fret (symbole, nom de l'article, type, quantité)
- c. Remplir le prix indiqué, le prix unitaire et le montant du règlement (montant total du fret) des marchandises à l'arrivée au Japon.
- d. Pays (lieu) de fabrication ou d'origine

C-17 (3) Toutes les listes de colisage doivent contenir avec précision la forme d'emballage, les détails du contenu, le poids net, le poids brut et le volume de chaque colis, en plus des descriptions sur la facture.

C-18 (4) Pour la facture et la liste de colisage, veuillez utiliser les PJ Formulaires 6-1 à 6-4 ou ceux qui leur sont équivalents, et veiller à ne pas omettre de description.

C-19 (5) Même dans ce cas, il est efficace d'écrire le nombre de fret et le numéro d'emballage comme :
« Nombre de fret : , Numéro d'emballage : » sur chaque colis afin de livrer le fret rapidement et de manière fiable au destinataire.

6. Importation par courrier

C-20 Le dédouanement du courrier étranger est effectué dans les succursales postales étrangères des douanes. En outre, la procédure de dédouanement pour les marchandises postées et destinées à l'exposition est la même que pour le courrier étranger ordinaire, mais afin d'accélérer le dédouanement, lors de l'envoi du courrier, veuillez préparer une facture spécifiant le nom de l'article, la quantité, le nombre de pièces, le prix indiqué et le montant du règlement et une liste de colisage qui indique le contenu de chaque colis dans une enveloppe et l'apposer à l'extérieur du courrier. Veuillez vous référer au chapitre 4.35 du Règlement douanier pour les procédures d'importation par courrier.

7. Importation par carnet ATA

C-21 Le Japon est signataire de la Convention ATA (Convention sur les livres douaniers pour l'admission temporaire des marchandises), et si vous introduisez temporairement des marchandises telles que du matériel professionnel, des échantillons de produits ou des marchandises qui devront être présentées lors d'expositions, vous pouvez bénéficier d'un traitement en franchise de droits avec une procédure simplifiée. Pour bénéficier de ce traitement, il faut un carnet appelé carnet ATA, qui est délivré par les chambres de commerce et d'industrie des pays membres pour les marchandises importées temporairement qui devraient être réexportées dans un délai d'un an à compter de la date de délivrance. Le carnet ATA peut être un moyen très pratique de dédouanement en remplissant les conditions, mais il y a certains points à prendre particulièrement en compte. Les principaux sont les suivants.

- Il ne peut pas être utilisé pour des marchandises destinées à la fabrication, à la transformation, à la réparation, à la location, à la vente ou à la consommation au Japon.
- L'organisme émetteur peut percevoir des frais pour la délivrance du carnet.
- L'organisme émetteur demandera au titulaire du carnet de fournir une garantie ou un gage.
- Dans le cas de marchandises dont l'exportation ou l'importation doit faire l'objet d'une autorisation ou d'un agrément conformément aux dispositions d'autres Lois et Règlements conformément aux dispositions de l'article 70 de la Loi douanière, des procédures telles que la certification de cette autorisation ou de cet agrément sont requises.

Si vous avez des questions, veuillez consulter votre prestataire de services logistiques.

8. Préparation de l'exposition

C-22 Lors de l'entreposage, de l'exposition ou de l'utilisation de marchandises étrangères dans la Zone d'exposition désignée par les douanes, « la déclaration d'expositions (déclaration de transport) » doit être soumise au bureau des douanes ayant compétence sur le lieu où se trouve le port (y compris l'aéroport) où le fret arrive ou au bureau des douanes ayant compétence sur le Site de l'Expo pour obtenir l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes.

Les Participants doivent terminer les travaux d'aménagement de la salle d'exposition au plus tard le 13 juillet 2024, les travaux de rénovation intérieure et de finition au plus tard le 13 janvier 2025 et doivent avoir terminé la procédure pour obtenir l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes.

9. Inspection du contenu

G-02 Après avoir reçu l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes, il sera possible d'entreposer, d'exposer ou d'utiliser le fret dans la Zone d'exposition désignée par les douanes. Par conséquent, afin de faire une déclaration correcte, il est souhaitable d'inspecter le contenu du fret en présence de l'Organisateur dès que possible avant la déclaration de l'exposition, etc.

Si, à la suite de l'inspection du contenu, il est constaté que le contenu du fret et les noms des produits figurant dans les documents pertinents diffèrent du produit réel, ou que la quantité est excessive ou insuffisante, etc., il faut informer immédiatement les douanes des détails de l'accident au moyen de la « Déclaration des résultats de l'inspection du contenu du fret étranger » (PJ Formulaire 7). Cette déclaration est indispensable pour l'arrangement du fret, le traitement du fret après l'Expo et le paiement des droits de douane au moment de l'importation, etc.

10. Traitement des récipients vides

Si les récipients vides et les matériaux d'emballage ne peuvent pas être stockés dans la Zone d'exposition désignée par les douanes, ils doivent être entreposés dans une zone sous douane à l'extérieur du Site de l'Expo. Dans ce cas, le traitement est le suivant.

C-23 (1) Les récipients vides et les matériaux d'emballage qui ne sont pas prévus pour être réutilisés et qui sont réputés avoir peu de valeur économique doivent être éliminés du Site de l'Expo après avoir présenté aux douanes une « Demande d'enlèvement des matériaux d'emballages inutiles » (PJ Formulaire 8) et obtenu leur consentement.

C-24 (2) Lors du transfert de récipients vides et de matériaux d'emballage prévus pour être réutilisés et réexportés (rechargés) de l'intérieur du Site de l'Expo vers une zone sous douane à l'extérieur du Site de l'Expo, cela est possible après avoir soumis une « Demande d'enlèvement et d'introduction

temporaire de récipients vides, de matériaux d'emballage, etc. pour les marchandises étrangères présentées » (PJ Formulaire 9) et reçu l'approbation des douanes.

11. Les frets à l'intérieur de la Zone d'exposition désignée par les douanes

C-25 Ce seront les Participants qui doivent être responsables du entreposage et de la sécurité des frets introduits dans chaque salle d'exposition et autorisés à utiliser dans une Zone d'exposition désignée par les douanes et ces frets seront supervisés par les douanes.

Par conséquent, les Participants doivent déclarer les douanes et l'Organisateur à l'avance ou rapidement de l'un des cas suivants. Les procédures de traitement sont conformes aux instructions des douanes ou de l'Organisateur.

- a. Lors de l'élimination du fret à la convenance du Participant (à l'avance)
- b. Si la qualité ou la forme du fret est modifiée (à l'avance)
- c. Si vous avez découvert que vous avez perdu votre fret (rapidement)

12. Utilisation du fret à l'extérieur de la Zone d'exposition désignée par les douanes

C-26 Si une marchandise qui a reçu l'autorisation d'utilisation dans une zone d'exposition désignée par les douanes et qui a été autorisé d'entreposer, d'exposer ou d'utiliser dans le Site de l'Expo doit être temporairement retirée de la Zone d'exposition désignée par les douanes pour être utilisé à l'extérieur du Site de l'Expo, le Participant doit soumettre la « Demande d'autorisation d'utilisation à l'extérieur de la Zone d'exposition désignée par les douanes (zone sous douane complète) » à l'avance aux douanes et obtenir la permission d'utiliser le fret à l'extérieur de la Zone d'exposition désignée par les douanes. Les douanes autorisent l'enlèvement des marchandises à l'extérieur de la Zone d'exposition désignée par les douanes en désignant la période et le lieu uniquement dans les cas où cela est nécessaire au déroulement de l'Expo.

En outre, lors de l'enlèvement des marchandises exposées pendant l'Expo, le Participant doit obtenir l'autorisation de l'Organisateur à l'avance.

13. Manutention des droits de douane, etc.

C-27 (1) Manutention des droits de douane, etc.

Les machines, les équipements, les matériaux et autres marchandises utilisés pour l'Expo (limités à ceux énumérés aux paragraphes 1) à 11) du chapitre 2.4 du Règlement douanier) peuvent être introduits sur le Site de l'Expo et entreposés, exposés, utilisés, etc. sous la supervision des douanes sans être soumis à des droits de douane s'ils ont reçu l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes, à l'exception de certaines marchandises (par exemple, les marchandises dont l'importation au Japon est interdite par la loi, etc.).

Toutefois, les marchandises suivantes peuvent être introduites dans la Zone d'exposition désignée par les douanes, mais le Participant doit faire une déclaration d'importation, payer des droits de douane,

etc. (ou en bénéficier d'exemption) et obtenir une autorisation d'importation avant de les utiliser ou de les vendre à leurs fins respectives.

« Traitement des droits de douane, etc. sur les marchandises nécessitant une déclaration d'importation »

[1] Marchandises pour lesquelles des droits de douane, etc. Doivent être payés

- a. Marchandises destinées à la vente et marchandises destinées à la consommation
- b. Marchandises destinées au visionnage ou à la utilisation moyennant des frais (par exemple, films théâtraux, équipement de divertissement, etc.)

[2] Marchandises exonérées de droits de douane, etc.

- a. Catalogues officiels, brochures, affiches et autres articles similaires publiés par les Participants Officiels

[3] Les marchandises exonérées de droits de douane dans la mesure où les douanes ont reconnu comme étant indispensables pour le déroulement de l'Expo

- a. Catalogues, brochures, affiches et autres articles similaires fournis gratuitement aux visiteurs par les Participants dans la Zone d'exposition désignée par les douanes
- b. Souvenirs et échantillons de marchandises exposés fournis gratuitement par les Participants aux visiteurs dans la Zone d'exposition désignée par les douanes
- c. Marchandises destinées à consommer dans la Zone d'exposition désignée par les douanes pour la construction, l'entretien ou l'enlèvement des installations de l'Expo ou pour le déroulement de l'Expo (mazout, huile lubrifiante et autres marchandises consommables consommés pour le fonctionnement des articles exposés dans la Zone d'exposition désignée par les douanes ; peinture, vernis, papier peint, etc. consommés pour la construction, l'équipement ou la décoration des installations d'exposition)

[4] Outre ceux énumérés aux points [2] et [3] ci-dessus, les droits de douane, etc. peuvent être exonérés conformément aux dispositions législatives et réglementaires (pour plus de détails, voir le chapitre 1.14 du Règlement douanier).

(2) Types de taxes perçus sur les importations et leur assiette

Des droits de douane sont imposés sur les importations.

Les droits de douane sont perçus sur la valeur CAF (arrondie au 1 000 yens inférieur), et le montant calculé arrondi aux 100 yens inférieurs les plus proches est le montant tarifaire. La taxe sur la consommation est prélevée sur la valeur CAF plus le montant des droits de douane (arrondi au 1 000 yens inférieur), et le montant calculé arrondi aux 100 yens inférieurs les plus proches est le montant de la taxe sur la consommation.

En outre, les tarifs comprennent les taux d'imposition nationaux (taux d'imposition de base, taux d'imposition provisoires, tarifs préférentiels et taux d'imposition préférentiels spéciaux) fixés par le gouvernement et les taux d'imposition convenus fixés avec les pays qui ont conclu des accords de partenariat économique tels que OMC (l'Organisation mondiale du commerce), ALE et APE, et sont appliqués par ordre de préséance des tarifs préférentiels (spéciaux) > des taux d'imposition convenus > des taux d'imposition provisoires > des taux d'imposition de base.

Le taux de la taxe sur la consommation sera le taux normal de 10 % (taux de la taxe sur la consommation 7,8 %, taux de la taxe locale sur la consommation 2,2 %).

(3) Calcul des droits de douane, etc.

[1] En principe, le montant des droits de douane en cas de déclaration d'importation pour des marchandises ayant obtenu l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes est calculé en fonction de la nature et de la quantité des marchandises au moment de l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes de ces marchandises. Cependant, le calcul des marchandises suivantes, par exemple, est exécuté en fonction de la nature et de la quantité aux moments suivants :

- Dans le cas où on importe des articles à exposer qui n'ont pas de but de vente (à l'exclusion des produits transformés ou fabriqués à partir de matières premières ayant obtenu l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes (à l'exclusion de ceux spécifiés par arrêté du Cabinet)), le calcul se fait au moment où la déclaration d'importation est faite.
- Concernant les marchandises qui ont été transformées ou fabriquées à l'usine désignée par les douanes avant d'introduire dans la salle d'exposition avec approbation par le Directeur Général des douanes japonaises, le calcul se fait au moment où l'approbation est reçue pour une utilisation dans la transformation ou la fabrication.

[2] Pour les produits transformés ou fabriqués sur le Site de l'Expo à partir de matières premières ayant obtenu l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes, la nature et la quantité au moment de la déclaration d'importation constituent la base de calcul du montant de la taxe.

14. Les marchandises dont l'importation est réglementée par la loi

C-28 (1) L'importation des marchandises énumérées à chaque point du premier alinéa de l'article 69-11 de la Loi douanière et des marchandises relevant de l'article 71 de la Loi douanière (voir Appendice 2) est en principe interdite. Veuillez noter que, les marchandises dont l'importation est réglementée par la Loi sur les devises et le commerce extérieur et les marchandises dont l'importation est interdite ou l'importation doit remplir certaines conditions tel que réglementé par d'autres Lois et Règlements (voir Appendice 3) ne peuvent être importées sans l'autorisation ou l'approbation des autorités compétentes à moins qu'une déclaration soit faite auprès des autorités concernées ou à moins que d'autres mesures requises conformément aux Lois et Règlements soient mises en œuvre.

Pour ces marchandises, il est nécessaire d'effectuer les procédures requises et d'obtenir un certificat d'acceptation, un certificat, une autorisation, une lettre d'approbation, etc. avant la déclaration d'exposition ou de la déclaration d'importation conformément aux dispositions des Lois et Règlements respectifs (pour plus de détails sur les procédures nécessaires, telles que les documents qui doivent être joints lors de la déclaration d'exposition ou de la déclaration d'importation, voir le chapitre 6 du Règlement douanier).

C-29 (2) Marchandises soumises à quarantaine (animaux, produits animaux, végétaux. Se reporter à Appendice 4 « Liste des principales marchandises assujetties au Règlement sur la quarantaine ») ne peuvent être introduites dans la Zone d'exposition désignée par les douanes à moins qu'un certificat

d'inspection délivré par l'organisme gouvernemental du pays exportateur ou une copie de celui-ci ne soit joint et mises en quarantaine au moment de l'importation. Selon la législation japonaise, les marchandises soumises à quarantaine doivent être importées dans un port ou un aéroport désigné, en présentant une demande d'inspection à l'importation à la station de quarantaine animale ou à la station de protection des végétaux, et en principe, mises en quarantaine à un endroit désigné dans le port ou l'aéroport.

15. Obligation de payer des droits de douane, etc.

C-30 Dans le cas où il se produit la nécessité de faire la déclaration d'importation pour les frets déjà introduits dans le Site de l'Expo avec autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes, le Participant doit payer des droits de douane etc. (Dans le cas d'une exonération de droits de douane, voir la section 13 ci-dessus « Manutention des droits de douane etc. »).

De plus, puisque le Participant est responsable de l'entreposage et de la sécurité des marchandises exposées, etc. dans les districts et bâtiments sous son contrôle, le Participant doit payer un montant équivalent à la taxe à l'Organisateur si l'Organisateur paie des droits de douane, etc. au nom du Participant pour les raisons suivantes :

(1) Lorsque le fret étranger est perdu ou détruit dans la Zone d'exposition désignée par les douanes

- a. Si le fret est perdu en raison d'un vol
- b. Si vous examinez les marchandises réelles et les documents et constatez qu'il y a des marchandises manquantes, et s'il est difficile de prouver la cause
- c. Si vous avez éliminé le fret sans l'approbation du Directeur Général des douanes japonaises

Toutefois, si le fret est perdu en raison d'une catastrophe ou d'autres circonstances inévitables, ou si le fret est détruit avec l'approbation préalable du Directeur Général des douanes japonaises, l'obligation de payer des droits de douane, etc. ne se produira pas.

(2) Si vous avez reçu l'autorisation d'utiliser le fret à l'extérieur de la Zone d'exposition désignée par les douanes et transporté le fret étranger à l'extérieur du Site de l'Expo mais vous ne l'avez pas retourné sur le Site de l'Expo dans le délai spécifié

(3) Si le fret étranger n'est pas transporté à l'extérieur du Site de l'Expo à l'expiration de la période de permis de la Zone d'exposition désignée par les douanes

16. Manutention post-clôture

C-31 Si vous avez l'intention de retirer les marchandises utilisées pour l'Expo du Site de l'Expo à la fin de l'Expo, vous devez suivre l'une des procédures suivantes (pour plus de détails, voir les chapitres 2.8 et 5.37-45 du Règlement douanier).

Après avoir terminé les procédures, les Participants doivent soumettre une copie de leur autorisation, approbation et déclaration à l'Organisateur.

- (1) Déclaration de réexportation (Rechargement)
- (2) Déclaration d'importation (y compris le transfert en franchise)
- (3) Transport sous douane vers d'autres zones sous douane

En outre, conformément à l'article 17 du Règlement Général, les Participants doivent rétablir l'espace allouée par l'Organisateur avant le 13 avril 2026. Par conséquent, les procédures ci-dessus doivent être terminées avant cette date.

17. Exonéré de taxe pour des utilisations spécifiques de marchandises données

C-32 Lors de la donation des articles tels que des machines, des équipements, des matériaux et des marchandises présentées lors de l'Expo au gouvernement national ou local du Japon, les droits de douane sont exonérés.

Remarque : Il existe des réglementations et des restrictions quant à l'objet du don et des marchandises données. Pour plus de détails, veuillez contacter les douanes ou l'Organisateur.

18. Réexportation (rechargement)

C-33 Lors du réexpédition de marchandises ayant obtenu l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes vers un pays étranger, une « Déclaration de retour du fret ayant obtenu l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes » (PJ Formulaire 10) et une liste de colisage doivent être soumises aux douanes, et une autorisation doit être obtenue avant d'enlever ces marchandises. Quatre exemplaires de la « Déclaration de retour du fret ayant obtenu l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes » doivent être présentés : Une pour les douanes, une pour l'Association, une pour le déclarant et une pour le certificat d'arrivée au port de chargement.

Lorsque le fret arrive au port de chargement par moyen de transport, il est permis de les charger sur des navires ou des aéronefs en présentant une autorisation (pour le déclarant) et une déclaration (pour le certificat d'arrivée au port de chargement) au bureau de douane situé au port (aéroport). C'est ainsi que l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes relative au fret concerné doit être achevée en principe.

* Des interdictions d'exportation sont mises en œuvre dans certains pays et régions en raison de sanctions économiques basées sur la Loi sur les devises et le commerce extérieur. En outre, une autorisation en vertu de la Loi sur les devises et le commerce extérieur peut être requise pour la réexportation d'armes, etc., veuillez donc consulter le site Web du Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie pour obtenir les informations les plus récentes.

19. Élimination et destruction

C-34 Lorsque le Participant souhaite éliminer des marchandises ayant obtenu l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes, il doit présenter aux douanes deux exemplaires (pour les douanes et pour le déclarant) de la « Déclaration d'élimination du fret étranger » (PJ Formulaire 11). Les déchets ou débris qui pourraient se produire dans ce cas doivent être emportés à l'extérieur du Site de l'Expo en déposant une déclaration d'importation, et si les déchets ou débris

sont passibles de droits, les droits de douane, etc. doivent être payés (Pour plus de détails, voir la note du chapitre 2.8 et le chapitre 5.42 du Règlement douanier).

En cas de destruction du fret par incinération ou autre, si deux exemplaires de la « Demande d'approbation de destruction (élimination) » (PJ Formulaire 12) ont été soumis à l'avance aux douanes et approuvés par le Directeur Général des douanes japonaises, les droits de douane peuvent ne pas être payés.

« Catégories des marchandises faisant l'objet de l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes »

Catégories des marchandises faisant l'objet de l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes		
Catégorie de l'utilisation		marchandise
1	Equipements et matériaux de construction	(1) Machines, équipements et appareils utilisés pour la construction, l'entretien, le retrait de bâtiments et d'autres installations et pour le déroulement de l'Expo (y compris l'équipement de transport). (2) Matériaux nécessaires à la construction ou à l'entretien des bâtiments et autres installations
2	Marchandises destinées à l'exposition	(3) Meubles, ameublement et articles décoratifs ainsi que ustensiles d'exposition liés aux marchandises destinées à l'exposition ou à la vente. (4) Marchandises destinées à l'exposition et à leur conservation
3	Marchandises destinées à la vente Marchandises destinées à la consommation	(9) Marchandises dont la vente ou la consommation est incertaine, marchandises destinées à la vente ou à la consommation, ou marchandises destinées au visionnage ou à la utilisation moyennant des frais, et qui doivent être déclarées pour l'importation après avoir été placées sur le Site de l'Expo
4	autre	(5) Fournitures promotionnelles (6) Marchandises destinées à utiliser pour démontrer et indiquer la performance des machines, des appareils et d'autres marchandises exposés (7) Marchandises destinées à utiliser pour des événements culturels, artistiques ou sportifs (8) Mobilier de bureau, ameublement, articles décoratifs et fournitures de bureau affectés aux Commissaires Généraux de section des Participants officiels (10) Articles exonérés de droits de douane qui sont soumis à des procédures de détaxe après leur entrée sur le Site de l'Expo (11) En plus de ceux qui précèdent, les marchandises nécessaires à la construction, à l'entretien ou à l'enlèvement des installations de l'Expo ou au déroulement de l'Expo

Remarques : 1. Le numéro de la catégorie d'utilisation est le numéro à inscrire dans la case CATÉGORIE NO de la facture et de la liste de colisage.

2. Le numéro entre parenthèses dans chaque case est le numéro de marchandises qui peuvent être déclarées, telles que mentionnées au chapitre 2.4 du Règlement douanier.

« Marchandises qui ne doivent pas être importées (premier alinéa de l'article 69-11 de la Loi douanière »

- 1 Stupéfiants et substances psychotropes, cannabis, opium et pavot, et stimulants (y compris les matières premières stimulantes telles que définies dans la Loi sur le contrôle des stimulants) et les absorbeurs de fumée d'opium. Toutefois, cela exclut ceux importés par le gouvernement et ceux importés par des personnes autorisées à importer conformément aux dispositions d'autres Lois et Règlements.
- 1-2 Médicaments désignés visés au paragraphe 15 de l'article 2 (Définitions) de la loi sur la garantie de la qualité, de l'efficacité et de la sécurité des produits pharmaceutiques, des équipements médicaux, etc. (Loi n° 145 de 1960) (à l'exclusion de ceux importés pour être utilisés dans des soins médicaux et à d'autres fins stipulées à l'article 76-4 (Interdiction de fabrication, etc.) de la même loi))
- 2 Armes de poing, fusils, mitrailleuses et canons, et leurs munitions et pièces d'arme de poing. Toutefois, sont exclus ceux qui sont importés conformément aux dispositions d'autres Lois et Règlements par des personnes autorisées à importer conformément aux dispositions de ces Lois et Règlements.
- 3 Explosifs (désigne les explosifs visés à l'article 1 (Utilisation d'explosifs) du Règlement pénal sur le contrôle des explosifs (Proclamation officielle n° 32 de 1884), à l'exclusion de ceux qui relèvent du fret énuméré dans les points précédents et suivants.) Toutefois, sont exclus ceux qui sont importés conformément aux dispositions d'autres Lois et Règlements par des personnes autorisées à importer conformément aux dispositions de ces Lois et Règlements.
- 4 Poudres (désignant les poudres visés au paragraphe 1 de l'article 2 (Définition) de la Loi sur le contrôle des explosifs (Loi n° 149 de 1950), à l'exclusion de ceux qui relèvent du fret énuméré au point 2.). Toutefois, sont exclus ceux qui sont importés conformément aux dispositions d'autres Lois et Règlements par des personnes autorisées à importer conformément aux dispositions de ces Lois et Règlements.
- 5 Substances spécifiques visées au paragraphe 3 de l'article 2 (Définitions, etc.) de la Loi sur l'interdiction des armes chimiques et le contrôle de substances spécifiques (Loi n° 65 de 1995). Toutefois, sont exclus ceux qui sont importés conformément aux dispositions de la Convention ou d'autres Lois et Règlements par des personnes autorisées à importer conformément aux dispositions de cette Convention ou ces autres Lois et Règlements.
- 5-2 Les agents pathogènes de type 1, etc., visés au paragraphe 20 de l'article 6 (Définitions) de la Loi sur la prévention des maladies infectieuses et les soins médicaux aux patients atteints de maladies infectieuses (Loi n° 114 de 1998) et les agents pathogènes de type 2, etc., visés au paragraphe 21 du même article. Toutefois, sont exclus ceux qui sont importés conformément aux dispositions d'autres Lois et Règlements par des personnes autorisées à importer conformément aux dispositions de ces Lois et Règlements.
- 6 Monnaie, billets ou billets de banque, timbres ou timbres-poste (y compris les certificats représentant des frais d'affranchissement autres que les timbres-poste. Il en va de même ci-après dans le présent point.) ou des titres contrefaits, modifiés et d'imitation (dans le cas des timbres contrefaits, sont exclus ceux importés avec l'autorisation du Ministre des finances conformément au paragraphe 2 de l'article 1 de la Loi sur le contrôle de la contrefaçon de timbres (Loi n° 189 de 1947), et dans le cas des timbres-poste d'imitation, sont exclus ceux importés avec l'autorisation du Ministre de l'intérieur et des communications conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 1 de la Loi sur le contrôle de l'imitation des timbres-poste (Loi n° 50 de 1972).) et les cartes dont la composante est constituée par des enregistrements électromagnétiques constituant une carte illégale de paiement de prix ou de retrait de dépôts et d'épargne (y compris les cartes qui devraient être les matières premières).

- 7 Livres, dessins, sculptures et autres marchandises susceptibles de nuire à la sécurité ou à la moralité publiques (à l'exclusion de ceux qui relèvent du fret énuméré dans le point suivant.)
- 8 Pédopornographie (désignant la pédopornographie telle que définie au paragraphe 3 de l'article 2 (Définition) de la Loi sur la répression des actes liés à la prostitution des enfants et à la pédopornographie et sur la protection des enfants.)
- 9 Marchandises qui enfreignent les droits de brevet, les droits de modèle d'utilité, les droits de conception, les droits de marque, les droits d'auteur, les droits voisins, les droits d'utilisation de la configuration de circuit ou les droits d'obtenteur
- 10 Marchandises devant être composés des actes énumérés aux points 1 à 3, 10, 17 ou 18 du paragraphe 1 de l'article 2 (Définitions) de la Loi sur la prévention de la concurrence déloyale (à l'exclusion des actes visés aux points 1 à 5, 7 ou 9 du paragraphe 1 de l'article 19 (Exemptions, etc.) de la même loi, selon la classification de la concurrence déloyale énumérée dans ces points.)

« Marchandises dont l'importation n'est pas autorisée (article 71 de la Loi douanière) »

Marchandises qui sont directement ou indirectement mal représentées ou mal étiquetées quant à leur lieu d'origine (Ministère des finances)

« Les articles dont l'importation est réglementée par la Loi sur les devises et le commerce extérieur »

Animaux et plantes soumis à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), déchets, biens culturels étrangers spécifiques et biens culturels du territoire occupé, substances appauvrissant la couche d'ozone, articles soumis à des contingents d'importation pour les produits de la mer, diamants bruts, articles faisant l'objet d'interdictions d'importation en raison de sanctions économiques et autres articles nécessitant une approbation ou une autorisation d'importation en vertu des dispositions de la Loi (Ministère des finances, Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie)

« Les articles dont l'importation est interdite par d'autres Lois et Règlements ou dont l'importation est autorisée sous certaines conditions »

- [1] Oiseaux et bêtes, leurs produits transformés et œufs d'oiseaux réglementés par la Loi sur la protection et la gestion des oiseaux et des bêtes et sur la chasse appropriée (Ministère de l'environnement)
- [2] Armes à feu, arbalètes et épées réglementées par la Loi sur le contrôle des armes à feu, des épées, etc. (Agence nationale de police)
- [3] Articles qui prêtent à confusion sur les timbres réglementés par la Loi sur le contrôle de l'imitation de timbres (Agence nationale des impôts)
- [4] Substances toxiques et nocives réglementées par la Loi sur le contrôle des substances toxiques et nocives (Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale)
- [5] Cannabis et produits du cannabis réglementés par la Loi sur le contrôle du cannabis (Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale)
- [6] Stimulants et matières premières pour la fabrication de stimulants réglementés par la Loi sur le contrôle des stimulants (Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale)
- [7] Stupéfiants, substances psychotropes et matières premières pour les stupéfiants et substances psychotropes réglementées par la Loi sur le contrôle des stupéfiants et psychotropes (Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale)
- [8] Opium et pavot réglementés par la Loi sur l'opium (Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale)
- [9] Produits pharmaceutiques, quasi-médicaments, cosmétiques, équipements médicaux et produits médicaux régénératifs réglementés par la Loi sur la garantie de la qualité, de l'efficacité et de la sécurité des produits pharmaceutiques et des équipements médicaux (Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale, Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche)
- [10] Engrais réglementés par la Loi sur la garantie de la qualité des engrais (Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche)
- [11] Produits chimiques agricoles réglementés par la Loi sur le contrôle des produits chimiques agricoles (Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche)
- [12] Poudres, explosifs, et pièces pyrotechniques réglementés par la Loi sur le contrôle des explosifs (Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie)
- [13] Gaz à haute pression réglementé par la Loi sur la sécurité des gaz à haute pression (Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie)
- [14] Substances et produits chimiques régis par la Loi sur l'examen des substances chimiques et la réglementation de leur fabrication, etc. (Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale, Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie, Ministère de l'environnement)

- [15] Pétrole brut, pétrole volatil, kérosène, pétrole léger et pétrole lourd réglementés par la Loi sur la sécurisation des réserves de pétrole (Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie)
- [16] Articles qui prêtent à confusion sur les timbres-poste réglementés par la Loi sur le contrôle de la contrefaçon des timbres-poste (Ministère de l'intérieur et des communications)
- [17] Alcool d'une teneur en alcool égale ou supérieure à 90 pour cent, réglementé par la Loi sur le commerce de l'alcool (Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie)
- [18] Espèces exotiques spécifiques, organismes exotiques indéterminés et organismes nécessitant l'apposition d'un certificat de nom de type régi par la Loi sur la prévention des dommages causés aux écosystèmes par des organismes exotiques spécifiques (Ministère de l'environnement, Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche)
- [19] Substances dangereuses réglementées par la Loi sur la sécurité et la santé au travail (amiante, etc.) (Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale)
- [20] Organismes recombinants, etc. réglementés par la Loi sur la protection de la diversité biologique par le biais de règlements sur l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés, etc. (Ministère des finances, Ministère de l'éducation, de la culture, des sports, de la science et de la technologie, Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale, Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche, Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie, Ministère de l'environnement)
- [21] Animaux désignés, animaux déclarés, etc. régis par la Loi sur la prévention des maladies infectieuses et les soins médicaux aux patients atteints de maladies infectieuses (Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale)
- [22] Agents pathogènes de type 1, etc. et agents pathogènes de type 2, etc. régis par la Loi sur la prévention des maladies infectieuses et les soins médicaux aux patients atteints de maladies infectieuses (Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale)
- [23] Chiens, etc. régis par la Loi sur la prévention de la rage (Ministère de la santé, du travail et de la protection sociale)
- [24] Riz et blé réglementés par la Loi sur la stabilisation de l'offre et de la demande et des prix des aliments de base (Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche)
- [25] Sucre, etc. réglementés par la Loi sur l'ajustement des prix du sucre et de l'amidon (Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche)
- [26] Produits laitiers, etc. réglementés par la Loi sur la stabilisation de la gestion du bétail (Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche)

Note : Les ministères et organismes compétents sont mentionnés entre parenthèses

« Liste des principales marchandises soumises à la réglementation de quarantaine »

1. Marchandises soumises à la Loi sur la protection des végétaux

A Articles mis en quarantaine

Végétaux (semis, semences, bulbes, pommes de terre et d'autres plantes à tubercules similaires, fruits, légumes, fleurs coupées, céréales, légumineuses, bois (à l'exclusion des produits transformés comme le sciage du bois), épices, etc.) et leurs récipients et emballages. En outre, même s'il est transformé en utilisant des plantes comme matières premières, il est soumis à la quarantaine s'il existe un risque d'attachement de plantes ou d'animaux qui sont des organismes mis en quarantaine.

Cependant, les éléments suivants ne sont pas considérés comme végétaux.

- [1] Produits transformés tels que le sciage du bois, le bois antiseptique, les produits en bois, les produits en bambou, les meubles et ustensiles, etc.
- [2] Matériaux d'emballage en bois (limités à ceux qui ont été désinfectés conformément aux normes internationales et qui ont une étiquette de traitement conforme aux mêmes normes.)
- [3] Glycine et liège
- [4] Produits textiles tels que sacs de chanvre, coton, tissus en coton, produits de luffa, papier, ficelles et cordes et fibres brutes (y compris le coton brut) qui n'ont jamais été utilisés comme matériau d'emballage pour les plantes.
- [5] Thé, fleurs de houblon séchées et pousses de bambou séchées
- [6] Fève de vanille fermentée
- [7] Plantes trempées dans de l'acide sulfureux, de l'alcool, de l'acide acétique, du sucre, du sel, etc.
- [8] Abricots, figues, kaki, poire shinasaru, prune, poire, jujube, datte, Ananas, banane, papaye, raisin, mangue, pêche et fruits secs de longane
- [9] Endocarpe granulé de cocotier
- [10] Épices séchées scellées dans des contenants de vente au détail

B Marchandises dont l'importation est interdite

- Végétaux interdits expédiés à partir de, ou à travers, une zone sous embargo
- Organismes mis en quarantaine
- Terre ou plantes avec de la terre adhérente
- Contenants et emballages de ces articles

Toutefois, même si l'importation est interdite, l'exposition est permise si l'article a été approuvé au préalable par le Ministre de l'Agriculture, des Forêts et des Pêches. Dans ce cas, une gestion basée sur des conditions d'autorisation est requise.

[Notes]

- Certaines plantes ne peuvent pas être importées à moins d'un certificat d'inspection indiquant qu'un organisme de quarantaine spécifique n'y est pas adhérent par moyen de mesures de quarantaine spécifiques, telles que l'inspection sur le lieu de culture par l'organisme gouvernemental du pays exportateur.
- Certains semis, pommes de terre et d'autres plantes à tubercules similaires, canne à sucre, etc. nécessitent une culture d'isolement au Japon pour l'inspection des maladies virales après l'inspection à l'importation.

- En raison des révisions apportées aux Lois et Règlements, les produits soumis à l'inspection et à l'interdiction peuvent être ajoutés ou supprimés, alors consultez les dernières réglementations sur le site Web de la Station de protection des végétaux du Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

2. Marchandises assujetties à la Loi sur la prévention des maladies infectieuses des animaux domestiques

A Établissement de pays d'où l'importation est autorisée et de pays d'où l'importation est interdite pour les marchandises mises en quarantaine

B Marchandises mises en quarantaine

[1] Animaux et leurs carcasses

- Artiodactyles et chevaux
- Poulets, cailles, faisans, autruches, pintades et dindes, ainsi que canards, oies et autres oiseaux de l'ordre des ansériformes
- Chiens
- Lapins et lièvres
- Abeilles

[2] Œufs de poule, de canard, de dinde, de caille et d'oie

[3] Os, viande, graisse, sang, peau, poils, plumes, cornes, sabots, tendons et organes des animaux cités dans [1]

[4] Lait cru, lait, etc. (principalement lait, lait écrémé, crème, beurre, fromage, lait concentré, lait en poudre et autres ayant le lait comme matière première. Toutefois, les articles transportés sur soi (y compris les articles envoyés séparément) sont exclus.), sperme, œufs fécondés, oeufs non fécondés, et excréments des animaux cités dans [1]

[5] Farine d'os, farine de viande, farine de viande et d'os, farine de sang, farine de peau, farine de plumes, farine de corne de sabot et organes des animaux cités dans [1]

[6] Saucisses, jambon et lardon fabriqués à partir de [3]

[7] Paille de céréales et foin fourrager

[8] Agents pathogènes des maladies infectieuses du bétail

(Tous les éléments de [1] à [8] comprennent des récipients d'emballage.)

3. Articles réglementés par la Loi sur la prévention de la rage

Chiens, chats, rats laveurs, renards, mouffettes

4. Marchandises réglementées par la Loi sur la prévention des maladies infectieuses et les soins médicaux pour les patients atteints de maladies infectieuses

Singes, chiens de prairie, chauves-souris, pramys, civettes masquées, chiens viverrins, blaireaux et furets

5. Marchandises assujetties à la Loi sur la salubrité des aliments

A Aliments (tous les aliments et boissons (à l'exclusion des produits pharmaceutiques, des quasi-médicaments et des produits médicaux régénératifs conformément à la Loi sur la garantie de la qualité, de l'efficacité et de la sécurité des produits pharmaceutiques et des équipements médicaux.))

B Additifs alimentaires (conservateurs, stérilisants, antioxydants, pigments, saumure, etc.)

- C Appareils (ustensiles pour manger et boire, ustensiles de cuisine, machines et équipements utilisés pour la fabrication, la transformation, la cuisson, la conservation, l'exposition, etc. d'aliments ou d'additifs et en contact direct avec les aliments, etc.)
 - D Récipients et emballages (bouteilles, bidons, boîtes, sacs, papier d'emballage, etc.)
 - E Jouets (jouets avec lesquels les nourrissons entrent en contact, physalis, jouets pour reproduire des dessins, origami, ballons, jouets de véhicules, etc.)
 - F agents de nettoyage (pour le nettoyage des légumes et des fruits)
6. Loi sur les ressources maritimes (Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches)
- Poissons tels que salmonidés, carpes, poissons d'or et autres poissons de la famille carassins, crustacés tels que crevettes de la famille Penaeidae et crevettes de la famille Palaemonidae, mollusques tels qu'ormeau, abalone, coquille Saint-Jacques, etc., et produits transformés utilisés pour l'aquaculture.

Page blanche

20. Formulaires

(PJ Formulaires)

1. Déclaration d'exposition (Déclaration de transport)
2. Demande d'autorisation de retrait des échantillons
3. Demande d'autorisation d'utilisation à l'extérieur de la zone d'exposition désignée par les douanes (zone sous douane complète)
4. Rapport sur la situation de l'utilisation des marchandises destinées à la vente (plans et résultats)
5. Déclaration d'augmentation ou de diminution de la capacité de réception du fret
6. Facture et liste de colisage (6-1 à 6-4)
7. Déclaration des résultats de l'inspection du contenu du fret étranger
8. Demande d'enlèvement de matériaux d'emballages inutiles
9. Demande d'enlèvement et d'introduction temporaire de récipients vides, de matériaux d'emballage, etc. pour les marchandises étrangères présentées
10. Déclaration de retour du fret ayant obtenu l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes
11. Déclaration d'élimination du fret étranger
12. Demande d'approbation de destruction (élimination)

* Les PJ Formulaires figurant dans les pièces 1 à 5 et 7 à 12 ont été traduits en anglais ou en Français, mais le formulaire officiel en japonais doit être utilisé pour présenter une demande aux autorités douanières.

Déclaration d'exposition



(Déclaration de transport)

Catégorie de l'utilisation

Destination

1. Equipement et matériaux de construction

Nom de la Zone d'exposition désignée par les douanes

2. Marchandises exposées

Lieu d'expédition

3. Marchandises destinées à la vente et marchandises destinée à la consommation

Lieu d'origine

Mode de transport

1. bateau

2. aéronef

3. courrier

4. Autre

Numéro du lieu d'entreposage (zone d'exposition)	*Numéro d'acceptation

Adresse et nom du mandataire_____

Adresse et nom du Participant_____Nom du prestataire de services logistiques_____

Nom, nombre, symbole et numéro de l'article	Unité	Quantité nette		Valeur déclarée (C.A.F.) Yen		Numéro de code tarifaire	Catégorie de taxe nationale sur la consommation
(1)							
(2)							
(3)							
Date de la déclaration de transport	* Cachet d'approbation de transport			Date de déclaration d'exposition, etc.			*Cachet d'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition designée par les douanes
*Numéro d'approbation du transport				*Case réservée à la douane			
Destination de l'expédition	*Douane de départ	*Administrateur	*Douane d'arrivée	*Acceptation	*Inspection (Contrôle)	*Inspection	*Date d'approbation de l'exposition, etc.
Période Du jour mois année Jusqu'au jour mois année							
Lieu d'entreposage							

Remarques (1) Veuillez ne pas remplir les cases où se trouve la marque *.

(2) Ce formulaire de déclaration doit être établi pour chaque catégorie d'utilisation du fret indiqué ci-dessus et le code numérique correspondant doit être mis entre parenthèses.

(3) « Pour toutes contestations » Si vous n'êtes pas satisfait de la décision fondée sur cette déclaration, vous pouvez demander une nouvelle enquête auprès du Directeur Général des douanes japonaises ou un examen auprès du ministre des Finances dans les trois mois à compter du lendemain de la date à laquelle vous apprenez que la décision a été prise.

(Format A4)

Numéro de la demande

Demande d'autorisation de retrait des échantillons

Date

Monsieur le Directeur Général des douanes japonaises

Demandeur

Adresse

Nom (nom de l'établissement et nom du représentant)

Conformément aux dispositions de l'article 32 de la Loi douanière, je demande par cette présente le droit de retirer temporairement le fret étranger à titre d'échantillon comme suit :

<u>Lieu d'entreposage</u> Date d'introduction du fret à l'endroit mentionné ci-dessus / Période de retrait Du jour mois année Au jour mois année <u>Lieu où sera transporté le fret</u> 				
Symboles et numéros	Nom de l'article	Nombre	Quantité	Prix
Motif du retrait				

Remarque : 1. Pour les sociétés, veuillez inscrire l'adresse et le nom de la société et le nom du représentant dans la case du demandeur.

En principe, le demandeur doit inclure le nom de la société qui est le propriétaire du fret et le nom du représentant (si le demandeur est un particulier, le nom du demandeur), mais si le prestataire de services logistiques présente une demande au nom du propriétaire du fret, veuillez indiquer clairement qu'il s'agit d'un mandataire et inscrire également le nom du propriétaire du fret.

2. Veuillez soumettre deux exemplaires de cette demande.

(Format A4)

Numéro de demande

Demande d'autorisation d'utilisation à l'extérieur de la Zone d'exposition désignée par les douanes (zone sous douane complète)

Date

Monseigneur le Directeur Général des douanes japonaises

Numéro du lieu d'exposition (lieu de entreposage)

Adresse du Participant

Nom du particulier ou nom de l'établissement

Nous demandons par la présente l'autorisation d'utilisation à l'extérieur de la Zone d'exposition désignée par les douanes (zone sous douane complète) conformément aux dispositions de l'article 62-5 (article 62-15) de la Loi douanière comme suit :

l'utilisation à l'extérieur de la zone désignée par les douanes (zone sous douane complète)	Période		lieu		
	Du	jour mois année	Objectif		
	Au	jour mois année			
Le fret qu'on compte utiliser à l'extérieur de la Zone désignée par les douanes (zone sous droit complète)				Produits à réaliser par l'utilisation à l'extérieur de la Zone désignée par les douanes (zone sous douane complète)	
Numéro d'acceptation et la date d'approbation de la déclaration d'exposition	Nom de l'article	Quantité	Prix	Nom de l'article	Quantité

(Format A4)

Numéro de rapport

Rapport sur la situation de l'utilisation des marchandises destinées à la vente (plan et résultat)

Date

Monsieur le Directeur Général des douanes japonaises

Participants

Adresse

Nom du particulier ou nom de l'établissement

Nous vous informons par ce rapport la situation de l'utilisation des marchandises destinées à la vente conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 62-4 de la Loi douanière

Numéro de l'acceptation de la déclaration d'exposition et date d'approbation ou numéro de la déclaration d'importation et date d'autorisation	Nom de l'article	Quantité	Situation de l'utilisation			Produits réalisés par l'utilisation		Quantité restante après déduction
			Quantité	Usage	Date d'utilisation	Nom de l'article	Quantité	
Numéro du lieu d'exposition (lieu du entreposage)					Lieu d'utilisation			

(Format A4)

Déclaration d'augmentation ou de diminution de la capacité de réception du fret

Date

Monsieur le Directeur Général des douanes japonaises

Déclarant

Adresse

Nom (nom de l'établissement et nom du représentant)

Conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article 44 de la Loi douanière (article 61-4, article 62-15), nous vous déclarons par la présente l'augmentation ou la diminution de la capacité de réception du fret sur la zone d'exposition désignée par les douanes, accompagnée des documents relatifs attachés à cette présente comme suit :

Nom et lieu de la Zone d'exposition désignée par les douanes	
Augmentation ou diminution de la capacité de réception du fret, ou la rénovation, déménagement ou autres travaux de construction (Dans le cas de rénovation, déménagement ou autres travaux de construction, indiquer l'aperçu des travaux)	
Superficie totale avant modification	Mètres carré
Superficie totale à modifier (augmentation ou diminution)	Mètres carré
Superficie totale après modification	Mètres carré
Motif de la déclaration	

Remarque : 1. Pour les sociétés, veuillez inscrire l'adresse et le nom de la société ainsi que le nom du représentant dans la case du déclarant.

De plus, si le déclarant est une société et une procuration indiquant que le représentant de la société délègue les pleins pouvoirs à un administrateur ou à un employé à l'avance est soumise aux douanes lors de la demande d'autorisation dans une zone sous douane, la déclaration peut être faite au nom de la personne qui a reçu la délégation.

2. Veuillez soumettre cette déclaration en deux exemplaires (trois exemplaires si vous déclarez à la direction régionale des douanes, la succursale ou un autre bureau gouvernemental).
3. Veuillez supprimer les parties inutiles.
4. Lorsque des travaux de rénovation, de déménagement ou autres travaux de construction doivent être effectués, il n'est pas nécessaire de remplir les cases « superficie totale avant modification », « superficie totale à modifier » et « superficie totale après modification ».

(Format A4)

FACTURE

Vendeur

N° et date de la facture

N° de référence

Acheteur		N° DE CATÉGORIE		
		N° L/C	Date	
Navire ou	Le ou vers	Banque émettrice		
De	Via			
À		Autres modalités de paiement		
Marques et numéros	Désignation des marchandises	Quantité	Prix unitaire	Montant

(Décrire la valeur de liquidation

individuelle pour chaque

article de marchandises)

NOM DU PARTICIPANT

SIGNATURE

FICHE DE TRAÇABILITÉ POUR [FACTURE • CERTIFICAT D'ORIGINE]

Vendeur		N° de facture		
Marques et numéros	Désignation des marchandises	Quantité	(Prix unitaire)	(Montant)

NOM DU PARTICIPANT

SIGNATURE

BORDEREAU D'EXPÉDITION

Vendeur

N° et date de la facture

N° de référence

Acheteur			N° DE CATÉGORIE		
			N° L/C	Date	
Navire ou		Le ou vers		Banque émettrice	
De		Via			
À			Autres modalités de paiement		
Marques et numéros	Désignation des marchandises	Quantité	Poids	Mesure	

NOM DU PARTICIPANT
SIGNATURE

FICHE DE TRAÇABILITÉ POUR BORDEREAU D'EXPÉDITION

Vendeur			N° de facture	
Marques et numéros	Désignation des marchandises	Quantité	Poids	Mesure

NOM DU PARTICIPANT

SIGNATURE

Numéro de déclaration

Déclaration des résultats de l'inspection du contenu du fret étranger

Date

A l'attention de

Adresse et nom du Participant

Adresse et nom du mandataire

Nous vous déclarons les résultats de notre inspection du contenu du fret étranger suivant :

Numéro d'autorisation de transport		Date de l'approbation de transport	
Lieu de entreposage du fret		Date de l'inspection	
Approbation de transport Nom et quantité de l'article			
Contenu de la facture			
Résultats de l'inspection			
Quantité excédentaire ou manquante			
L'état du fret (l'apparence)			

Remarque : S'il y a une anomalie, veuillez soumettre immédiatement cette déclaration en trois exemplaires (pour les douanes, pour l'Association et pour le déclarant).

Demande d'enlèvement de matériaux d'emballages inutiles

Date

A l'attention de

Adresse et nom du Participant

Adresse et nom du mandataire

Nous voudrions effectuer le transport du fret inutile suivant qui a été utilisé comme matériaux d'emballage pour le fret étranger :

Nom de l'article	Nombre	Quantité	Numéro du lieu d'exposition (entreposage)

Fret principal

Date et numéro de l'approbation douanière	
Nom et nombre de l'article	
Date d'enlèvement	
Remarques	

Remarque : Cette demande doivent être soumises en trois exemplaires (une pour les douanes, une pour l'Association et une pour le demandeur).

Numéro d'acceptation

**Demande d'enlèvement et d'introduction temporaire de récipients vides, de matériaux d'emballage,
etc. pour des marchandises étrangères présentées**

Date

A l'attention de

Adresse et nom du Participant

Adresse et nom du mandataire

Nous voudrions enlever et introduire temporairement des récipients vides et des matériaux d'emballage du fret suivants :

Numéro du lieu d'exposition (entreposage)			
Nom de l'article	Numéro de la déclaration douanière	Nom et numéro de l'article enlevé et introduit	
Destination (Nom de la zone sous douane ou nom d'un autre lieu d'entreposage)	Date de l'enlèvement	Date de l'introduction	
Remarques		Association(sortie)	Association(Entrée)

Remarque : Ce formulaire de demande doit être soumis en trois exemplaires (un pour les douanes, un pour l'Association et un pour le demandeur).

Déclaration de retour du fret ayant obtenu l'autorisation d'utilisation dans une Zone d'exposition désignée par les douanes

Destinataire_____

Nom du bateau d'embarquement

Date de la déclaration_____ (Nom de l'aéronef)_____

Numéro de lieu d'entreposage (zone d'exposition)	*Numéro d'acceptation

Destination_____ Date prévue de sortie du port_____

Adresse et nom du mandataire_____

Adresse et nom du Participant_____ Nom du prestataire de services logistiques_____

Numéro d'acceptation de déclaration d'exposition	Nom, numéro, symbole et numéro de l'article	Unité	Quantité	Valeur déclarée (F.O.B)Yen
(1)				
(2)				
(3)				
(4)				
(5)				
Transport sous douane ☐ Destination Période Du jour mois année Au jour mois année	*Approbation	*Cachet de confirmation de chargement	*Case réservée à la douane	*Cachet d'autorisation
*Administrateur	*Douane de départ	*Douane d'arrivée	*Acceptation	*Investigation
		*Date de confirmation de chargement		*Date d'autorisation

Remarque (1) Veuillez ne pas remplir les cases où figure le symbole *

(2) « Pour toutes contestations » Si vous n'êtes pas satisfait d'une décision fondée sur cette déclaration, vous pouvez demander une nouvelle enquête auprès du Directeur Général des douanes japonaises ou un examen auprès du Ministre des Finances dans les trois mois à compter du lendemain de la date à laquelle vous avez appris que la décision a été prise.

Numéro de déclaration

Déclaration d'élimination du fret étranger

Date

A l'attention des douanes japonaises
Déclarant

Adresse

Nom du particulier ou nom d'établissement

Symboles et numéros	Nom de l'article	Nombre	Quantité	Lieu de entreposage	Date d'introduction
Méthode d'élimination					
Date et heure d'élimination					
Motifs de l'élimination					

Remarque : Veuillez soumettre cette déclaration en deux exemplaires.

(Format A4)

Numéro de demande

Demande d'approbation de destruction (élimination)

Date

Monsieur le Directeur Général des douanes japonaises

Demandeur

Adresse

Nom (nom du Particulier ou nom de l'établissement)

Nous vous demandons par la présente l'autorisation de détruire (éliminer) les marchandises suivantes:

* Lois et Règlements applicables	A. Paragraphe 1 de l'article 45 de la Loi douanière (article 36-1, article 41-3, article 61-4, article 62-7, article 62-15) B. Paragraphe 1 de l'article 65 de la Loi douanière C. Paragraphe 1 de l'article 65 de la Loi douanière appliqué momentanément par le paragraphe 2 du même article D. Paragraphe 1 de l'article 65-2 de la Loi douanière E. Paragraphe 5 de l'article 17 de la Loi sur le tarif douanier F. Paragraphe 2 de l'article 20 de la Loi sur le tarif douanier G. Paragraphe 2 de l'article 11 de l'Ordonnance d'application de la Loi sur le tarif douanier appliqué momentanément par l'article 61 de la même Ordonnance		
Symbole et numéro	Nom de l'article	Nombre	Quantité
Douane délivrant l'autorisation d'importation		Date d'autorisation d'importation	
		Numéro de l'autorisation d'importation	
Lieu de stockage			
Date et heure de destruction (élimination)			
Méthode et lieu de destruction (élimination)			
Nom et la date d'entrée au port du bateau (l'aéronef)			
Motifs de la destruction (élimination)			

Remarque : 1. Veuillez soumettre cette demande en deux exemplaires.
 2. Cette demande doit être accompagnée d'un permis d'importation ou d'un certificat des douanes en tenant lieu.
 3. Lorsque vous l'utilisez comme demande d'approbation d'élimination, veuillez joindre un document attestant qu'il est inévitable de l'éliminer.
 4. Dans la case*, veuillez entourer d'un cercle le symbole de la loi ou le règlement applicable qui correspond.

(Format A4)



EXPO
2025



Bureau
International
des Expositions

通関手続に関する ガイドライン



OSAKA, KANSAI, JAPAN

EXPO
2025

目 次

略語、略称及び用語の定義

1.	はじめに.....	1
2.	保税展示場.....	2
2-1.	保税展示場に搬入することができる貨物.....	2
2-2.	展示等承認の手続.....	2
2-3.	保税展示場で可能な行為.....	2
2-4.	見本の一時持出し.....	2
2-5.	蔵置場所の制限.....	3
2-6.	使用状況の報告.....	3
2-7.	販売及び担保の提供.....	3
2-8.	保税展示場の建築・改装等各種工事の届出.....	3
2-9.	保税展示場の収容能力の増減等の届出.....	4
3.	事前教示制度.....	4
4.	梱包.....	4
5.	仕入書及び包装明細書.....	6
6.	郵便による輸入.....	7
7.	A T Aカルネによる輸入.....	7
8.	展示準備.....	8
9.	内容点検.....	8
10.	空容器類の処理.....	8
11.	保税展示場内の貨物.....	9
12.	保税展示場外での貨物使用.....	9

13. 関税等の取扱い	9
14. 輸入規制物品	11
15. 関税等の納付義務	11
16. 閉会後の処理	12
17. 寄贈物品に係る特定用途免税	12
18. 再輸出（積戻し）	13
19. 廃棄・減却	13
20. 様式	23

略語、略称及び用語の定義

略語／略称	正式名称
ATA	仏語の「Admission Temporaire」と、英語の「Temporary Admission」の頭文字を組み合わせた略語（一時輸入）
BIE	博覧会国際事務局（Bureau International des Expositions）
CIF	Cost Insurance and Freight（運賃保険料込み条件）
EPA	Economic Partnership Agreement（経済連携協定）
FTA	Free Trade Agreement（自由貿易協定）
WTO	World Trade Organization（世界貿易機関）
用語	定義
条約	1928 年 11 月 22 日にパリで署名され、その後改正され、及び補足された国際博覧会に関する条約
博覧会	日本国大阪において 2025 年 4 月 13 日から同年 10 月 13 日まで開催される登録博覧会
登録申請書	第 167 回 BIE 総会に提出され承認された登録申請書
一般規則	第 167 回 BIE 総会で承認された登録申請書の第 8 章に含まれる一般規則
特別規則	一般規則第 34 条に記載されている特別規則
ガイドライン	特別規則に規定される各項目に関連して開催者が発行する博覧会に関するガイドラインであって、博覧会の準備及び運営に関するあらゆる事項について公式参加者を支援するためのもの
法令等	条約、一般規則及び特別規則、日本国の法律、政令、省令、通達及び通知、自治体の条例、規則及び規制並びに開催者が発行する追加の指令、指示及びガイドライン
博覧会政府代表	条約第 12 条に基づき日本国政府から任命された博覧会の日本国政府代表
開催者	令和七年に開催される国際博覧会の準備及び運営のために必要な特別措置に関する法律により 2019 年 5 月 31 日に経済産業大臣から博覧会の準備及び運営に関する業務を行う法人として指定を受け、2019 年 10 月 21 日に公益社団法人として認定を受けた 2025 年日本国際博覧会協会
公式参加者	日本国政府による博覧会への公式参加招請を受諾した外国政府及び国際機関
非公式参加者	博覧会政府代表により公式参加者の陳列区域外で参加することが認められた者
一般営業参加者	一般規則第 35 条に言及され、博覧会会場で商業活動を実施する権利を開催者から付与されている者
参加者	公式参加者、非公式参加者及び一般営業参加者
博覧会会場	開催者が博覧会の運営に係る博覧会会場として使用し管理する全ての区域

保税展示場	博覧会に関連して一時輸入される物品について、関税、内国消費税及び地方消費税を課されることなく展示及び使用等を行える場所として税関長が許可した場所をいい、本博覧会においては、博覧会会場全体が当該区域となるよう開催者による許可申請を想定している。

1. はじめに

本ガイドラインは、2025 年日本国際博覧会の参加者に、日本国内における通関手続及びその関連事項についての概略を記し、道案内となることを目的に作成したものである。博覧会の用に供される貨物の通関体制は、関係者の間で順次進められているが、通関手続を迅速かつ円滑に行うためには、関係者の協力があってこそ実現されるものである。そのため、博覧会の用に供される貨物が、日本に到着する前から、事前に「通関、輸送及び特定の料金に関する第 7 号特別規則」、「2025 年日本国際博覧会（大阪・関西万博）のために使用される展示物品等の税関における取扱いについて」（以下「通関規程」という。当該規程は日本国財務省関税局が制定）、及び本ガイドラインの内容を十分にご理解いただき、博覧会が滞りなく進行することを切に願う次第である。

なお、本ガイドラインでは、参加者が本ガイドラインに従って通関手続を行う際の指標とするため、規制（Control）と推奨（Guide）の 2 つの基準を設けた。これらの基準は、参加者が開催者や税関への通関関係書類の提出等の要否を判断する際の指標ともなる。規制と推奨の基準をそれぞれアルファベットのコードと数字で示している。

C-00 規制（Control） は、「～こと。～しなければならない。」事項を示し、通関手続上の制限又は禁止事項を定めている。

G-00 推奨（Guide） は、「～ことが望ましい。」事項を示し、開催者が参加者に期待する通関手続上の取組み又は提案を示している。

ガイドラインの内容に関するお問い合わせや、手続に関してご不明な点等については、公式参加者は、公式参加者ポータルの Queries 機能をご活用頂いて開催者にお送りください。公式参加者ポータルのご利用について支障のある場合は、participant@expo2025.or.jp（別でも可）にメールにてコンタクト下さい。

非公式参加者は、pavilion-shutten@expo2025.or.jp（別でも可）にメールにてコンタクト下さい。

2. 保税展示場

博覧会会場となる敷地は、博覧会の準備に要する期間及び会期終了後の展示物等を搬出するのに要する期間を勘案し、必要な期間、保税展示場とすべく、大阪税関長に許可申請をする予定である。

- C-01** この保税展示場は、外国貨物を保税の状態で展示、蔵置又は使用等することができる地域であることから、貨物の展示、蔵置等が博覧会会場の建物内で行われる場合には、博覧会会場の土地に加えて、その建物も保税展示場として許可を受ける必要がある。そのため、開催者が建設する建物及び参加者が建設する建物についても、保税展示場として許可を受けることとなる。

2-1. 保税展示場に搬入することができる貨物

- C-02** 博覧会の用に供される外国貨物は、法令等の規定に従い、必要な税関検査を経て税関長の承認を受けることで、保税展示場に搬入することができる。保税展示場へ外国貨物を入れることについて、税関長に申告し、承認を受けることを「展示等承認」という。なお、通関規程第2章4において保税展示場に搬入することができる具体的な貨物が記載されている。ただし、通関規程第2章6に基づき、販売若しくは消費され、又は有償で観覧若しくは使用に供される物品等については、使用・観覧等に供される前に正式な輸入の許可を受けなければならない。

2-2. 展示等承認の手続

- C-03** 「展示等申告書（運送申告書）」（別紙1）を、税関に提出しなければならない（具体的な手続については、通関規程第3章25から28を、展示等の承認がなされる物品の説明については、通関規程第2章15から24を参照）。

2-3. 保税展示場で可能な行為

- C-04** 博覧会の施設の建設、維持若しくは撤去又は博覧会の運営のため、展示等承認を受けて、保税展示場に搬入した貨物は、積卸し・運搬・蔵置・内容の点検・改装・仕分けその他の手入れ・展示・使用をすることができる。また、展示等承認を受けるまでの間であっても、保税展示場において積卸し・運搬・蔵置・内容の点検・改装・仕分けその他の手入れができる。

2-4. 見本の一時持出し

- C-05** 展示等承認を受け、博覧会会場内での蔵置、展示又は使用等が認められた物品の一部を、見本として一時的に博覧会会場外へ持ち出す場合には、博覧会の運営等のために必要であり、かつ税関の取締上支障がないと認められた場合において、課税上問題なく、かつ、少量のものに限り、見

本として一時的に博覧会会場外へ持ち出すことができる。この場合は、「見本持出許可申請書」（別紙２）２通を税関に提出しなければならない。なお、見本以外の目的で持ち出す場合の手続については、通関規程第３章 30 を参照すること（「保税展示場（総合保税地域）外使用許可申請書」（別紙３）３通）。また、参加者は、展示物品等を会期中に博覧会会場外に搬出するときは、事前に開催者の許可を得なければならない。

2-5. 蔵置場所の制限

- C-06** 保税展示場に搬入された外国貨物のうち、販売品、消費物品若しくは原材料として使用される物品又はその見込みがある物品については、税関から蔵置場所の制限を受けることがある。

2-6. 使用状況の報告

- C-07** 保税展示場に搬入された外国貨物で性質又は形状に変更が加えられる貨物については、税関から使用状況の報告を求められることがある。その場合、税関に「販売物品等使用状況報告書（計画・実績）」（別紙４）３通を提出しなければならない。

2-7. 販売及び担保の提供

- C-08** 外国貨物が保税展示場内で販売される場合は、その販売が輸入とみなされる。この場合は、あらかじめ販売される見込みがある物品につき、その関税の額に相当する金額の範囲内で担保の提供を税関から求められることがある。

2-8. 保税展示場の建築・改装等各種工事の届出

- C-09** 2023 年 4 月 13 日以降、保税展示場となる博覧会会場内で行われる各種工事のうち、建築、改装その他の工事（例：中二階部分の増設）をする場合は、事前に税関に届け出る必要がある。そのため、公式参加者は、該当する工事に着手する前に、関係書類を揃え、「貨物収容能力増減等の届」（別紙５）の表題を「工事届」に書き換えたもの３通を、開催者に提出しなければならない。なお、税関への届出は、開催者が行う。

【関係書類】

- a. 貨物収容能力増減等の届
- b. 工事する場所を明示した図面（平面図）（３通）
- c. 工程表

2-9. 保税展示場の収容能力の増減等の届出

- C-10** 上記2-8により、保税展示場内の土地の上に建設された建物で展示等行為を行う場合には、博覧会会場の土地とは別にその建物を建築完了の都度、保税展示場として届け出る必要がある。外国貨物を展示・蔵置等をするため保税展示場にする必要がある場合には、申請に必要な期間を見込んで、関係書類を揃え「貨物収容能力増減等の届」3通を開催者まで提出しなければならない。なお、税関への届出は、開催者が行う。この手続をしなければ、博覧会会場の土地が保税展示場であっても、建物は保税展示場ではなく、建物内に外国貨物を搬入し、展示等を行うことができないため注意を要する。

【関係書類】

- a. 貨物収容能力増減等の届
- b. 建物の位置図（3通）
- c. 保税展示場とする場所を明示した建物の図面（平面図）（3通）

3. 事前教示制度

- G-01** 日本の税関においては、展示品等の貨物が日本に到着する前であっても、輸入の前に税関に対して、当該貨物の関税分類（税番）、原産地、関税評価及び減免税についての照会を行い、その回答を受けることができる制度がある。なお、事前教示は、照会に係る貨物の輸入者、輸入の委託者、輸出者、その他当該貨物に利害関係を有する者であれば誰でもでき、その代理人を通じて求めることができる。また、この制度を利用するにあたっては、貨物の内容を正確に説明する資料・カタログ等が必要とされる場合があるため、用意しておくことが望ましい。

4. 梱包

- C-11** （1）税関への展示等申告は、次の使用区分ごとに、別葉で申請しなければならない。そのため、各物品を使用区分ごとに別々に梱包しておかないと、博覧会会場到着時に改めて貨物を使用区分ごとに仕分け、又は関係書類を新たに作成することが必要になるなど、不要な支出や手間が生じ、通関の遅延を招くことになるため注意が必要である。

【使用区分】

1. 建設用機器・資材
2. 展示物品
3. 販売物品・消費物品
4. その他

（後記5.「仕入書及び包装明細書」参照）

C-12 (2) 展示貨物については、一般貨物と分けし、博覧会用貨物の手続等を迅速に行うため、各梱包に次の要領により表示を行う。

a. 梱包の外側の2面に、様式例を参考として、容易に消えない文字で明確に次の事項を記入すること。

① 識別記号としての

EXPO 2025 OSAKA KANSAI, JAPAN

② 参加者の氏名及び受取人の氏名

③ 陳列館等の名称又は番号及び参加者に割り当てられた区画の表示番号

④ 発送人の氏名及び住所

⑤ 受取人（公認代理人）、住所、電話番号

⑥ 品名

⑦ 梱包の番号、総重量、正味重量及び外側寸法

⑧ 輸送モード

b. 各梱包には、上記 a の②及び③の事項を明記した荷札及び包装物ごとに適切な荷扱い指示マーク（ケアマーク）を取り付けること。この場合、1の梱包に2以上の包装物を収納するときは、個々の包装物についても、荷札を取り付けること。

c. 各梱包には、包装明細書1通を入れる。

(梱包表示の様式例)

Goods for EXPO 2025, OSAKA KANSAI, JAPAN	
参加者名、連絡担当者及び電話番号等連絡先 (Participant, contact person, and contact details)	
ブース及びパビリオン番号 (Booth No. and Pavilion No.)	
発送人 名前、住所、電話番号等連絡先 Sender (Name, address, contact details of sender)	受取人（公認代理人） 名前、住所、電話番号等連絡先 Receiver (Representative) (Name, address, contact details of receiver)
貨物名(Description of goods) 総重量(Gross Weight, Kg)、寸法(Length×Width× Height, m) 原産国(Country of Origin)	

梱包番号 (Case. No)	合計箱数 (Total number of Cases)
輸送モード(Mode of Transport)	

- C-13** (3) 販売若しくは消費される物品又は有償で観覧若しくは使用に供される物品は、関税、内国消費税及び地方消費税（以下「関税等」という。）を納付して輸入許可を受けなければならない。
- 日本の関税関係法令には、関税等を納付して輸入の許可を受けたものは、その物品が違約品等である場合を除き、再輸出したとしても当該税額について払戻しを受ける規定がないので、これらの物品は、販売・消費・使用の各計画に従って、一定期間の必要量ごとに関税等を納付し、残りは保税のまま蔵置することが有利である。このため、梱包もこの計画に従って行うことが求められる（なお、これらの物品の中には免税されるものもあるため、後記 13.「関税等の取扱い」を参照）。

また、物品等を保税の状態で蔵置しておくことのできる協会倉庫（有料）が、博覧会会場内に設置される。

【注 意】

- a. 包装明細書は、梱包ごとに 1 通入れる。
- b. 梱包材料として、いなわら・いねもみ等の植物が使用されている場合には、植物防疫法の規定により輸入を禁止されるものもあるため、注意すること。
- c. 検疫の対象となる貨物は、必ず別梱包とすること。一般貨物と一緒に梱包すると、一般貨物と一緒に消毒等をされることがあるため、注意すること。

5. 仕入書及び包装明細書

- C-14** 仕入書と包装明細書は、貨物の船積みごとに各 2 通（税関、協会用）を提出しなければならない。これらの仕入書は、「展示等申告書（運送申告書）」の添付書類として非常に重要であり、正確なものを作成しなければならない。
- C-15** (1) 展示等承認が認められる物品は、通関規程第 2 章 4 に規定されており、通関規程第 3 章 27 では、11 項目の区分を記載した仕入書が必要であるとしている。また、展示等申告は、4 つの使用区分ごとに行うことから、11 項目の区分を 4 つの使用区分に大別する必要がある（使用区分との対応については、別添 1「展示等承認が認められる物品の区分」を参照）。
- 「展示等申告書（運送申告書）」3 通を、この使用区分ごとに別葉で税関に 3 通、提出しなければならないことから、仕入書等は必ずこの 4 区分ごとにそれぞれ作成し、使用区分を明確に記入する。

- C-16** (2) 全ての仕入書には、次の事項について記入漏れのないように、特に留意する。
- a. 物品の区分及び使用区分
 - b. 貨物についての正確かつ十分な記述（記号、品名、品種、数量）
 - c. 日本国到着時における物品の建値、単価及び決済金額（貨物代金の総額）を記入する。
 - d. 製造国又は原産国（地）
- C-17** (3) 全ての包装明細書には、仕入書の記載に準ずる事項以外に、各梱包の荷姿及び内容明細、正味重量及び総重量並びに容積を正確に記入する。
- C-18** (4) 仕入書及び包装明細書は、別紙 6 の 1 ～ 4 の様式又はこれに準ずるものを使用し、記載漏れのないように注意する。
- C-19** (5) なお、この場合でも各梱包には、「 個口、第 号」と貨物の個数及び梱包番号を記入しておくことが、宛先館等で貨物の受渡しを迅速かつ確実に行ううえで有効である。

6. 郵便による輸入

- C-20** 外国郵便物の通関は、税関の外郵出張所等において行われる。なお、郵送され博覧会の用に供する物品の通関手続は、通常の外国郵便物と変わらないが、通関手続を速やかに行うため、郵便物の発送に際して、品名、数量、個数、建値及び決済金額を明記した仕入書並びに各梱包の内容明細を記載した包装明細書各 1 通を封筒に入れ、その封筒を郵便物の外側に貼り付けておくことが必要である。通関規程第 4 章 35 に郵便による輸入手続について記載されているため、参照すること。

7. A T Aカルネによる輸入

- C-21** 日本は、A T A 条約（物品の一時輸入のための通関手帳に関する条約）の加盟国であり、職業用具、商品見本、展示会への出品物などの物品を一時的に持ち込む場合、簡易な手続で、かつ、免税取扱いを受けることが可能となる。そのような取扱いを受けるためには、A T A カルネと呼ばれる手帳が必要であり、発給日から 1 年以内に再輸出されることを前提とした一時輸入物品に対して、加盟各国の商工会議所より発給される。A T A カルネは条件を満たすことにより、通関において非常に便利な手段となるが、特に注意する点がいくつかある。主なものは以下の通りとなる。
- ・日本国内での製造、加工、修理、リース、販売、消費を目的とする物品には利用できない。
 - ・発給団体は、カルネの発行にあたり手数料を請求する場合がある。

- ・発給団体は、カルネの名義人に保証書または担保の提供を求める。
 - ・関税法第 70 条の規定に基づく、他の法令の規定により輸出又は輸入に関して許可、承認を必要とする貨物については、当該許可、承認の証明等の手続は必要となる。
- 不明な点は通関事業者に照会すること。

8. 展示

- C-22** 外国貨物を保税展示場で蔵置、展示又は使用等する場合には、当該貨物が到着した港（空港を含む。）を管轄する税関官署又は博覧会会場を管轄する税関官署に、「展示等申告書（運送申告書）」を提出して、展示等承認を受けなければならない。

参加者は、展示場設営作業は 2024 年 7 月 13 日までに、内部の改装及び仕上げ作業は、2025 年 1 月 13 日までに、展示品の据付けは 2025 年 3 月 13 日までに完了させなければならないことになっており、これらの期日以前に、これらの物品の展示等承認手続を完了しておくことが必要となる。

9. 内容点検

- G-02** 税関から展示等承認を受けると、保税展示場で貨物の蔵置、展示又は使用等を行うことができることになる。従って、正しい申告をするためには、展示等申告前のできるだけ早い時期に、開催者の立ち合いの下、貨物の内容点検をしておくことが望ましい。

内容点検をした結果、関係書類の貨物内容、品名が現品と相違している、あるいは数量の過不足等が発見された場合には、直ちに税関に対し「外国貨物内容点検結果届」（別紙 7）をもって、当該事故の内容を届け出ること。この届出は、貨物の整理、会期終了後の貨物の処理、輸入する際の関税等の納付等に関して必要不可欠である。

10. 空容器類の処理

空容器類及び梱包材料を保税展示場内に保管できない場合は、博覧会会場外の保税地域に蔵置する必要がある。その場合の取扱いは、次のとおりとなる。

- C-23** （1）再利用を予定していない空容器類や梱包資材で、経済的価値がほとんどないと認められるものについては、「不要包装材料引取願」（別紙 8）を税関に提出し、了解を得たのちに、博覧会会場から処分する。

- C-24** (2) 再利用を予定し、再輸出(積戻し)される空容器類や包装資材を博覧会会場内から会場外の保税地域に移す場合、「外国出品物の空容器・包装材料等一時搬出入願」(別紙9)で税関に申請・承認を受けた後に可能となる。

1 1. 保税展示場内の貨物

- C-25** 展示等承認を受け、展示等のため各展示館に搬入された貨物は、参加者側で保管、警備の責任を負うことになっているとともに、税関の監督下におかれることとなる。

従って、参加者は次に掲げるような事例がある場合は、事前に、又は速やかに税関及び開催者へ届け出なければならない。処理手続については、税関又は開催者の指示に従う。

- a. 参加者の都合で貨物を処分する場合(事前)
- b. 貨物の品質又は形状が変更される場合(事前)
- c. 貨物が紛失しているのを発見した場合(速やかに)

1 2. 保税展示場外での貨物使用

- C-26** 展示等承認を受け、博覧会会場内での蔵置、展示又は使用が認められた物品を、博覧会会場外で使用するため一時的に保税展示場外へ搬出する必要がある場合は、参加者はあらかじめ「保税展示場(総合保税地域)外使用許可申請書」を税関に提出し、許可を受けることで保税展示場外での貨物使用ができる。税関は、博覧会の運営等に必要である場合に限り、期間及び場所を指定して、保税展示場外に貨物の搬出を許可する。

また、参加者は、展示物品等を会期中に博覧会会場外に搬出するときは、事前に開催者の許可を得なければならない。

1 3. 関税等の取扱い

- C-27** (1) 関税等の取扱い

博覧会のために使用、展示、その他の用に供される機械、器具、資材、展示等の貨物(通関規程第2章4の(1)から(11)までに掲げるものに限る。)は、特定の物品(たとえば、法令等により日本への輸入が禁止されている貨物)を除き、全て展示等承認を受ければ、関税等を課せられることなく博覧会会場へ搬入し、税関の監督の下に蔵置・展示・使用等を行うことができる。

ただし、次に掲げる物品については、保税展示場への搬入はできるが、参加者は、それぞれの目的に従って使用・販売等をする前に輸入申告を行い、関税等を納付し（又はこれらの免除を受け）、輸入許可を受けなければならない。

«輸入申告が必要な物品に対する関税等の取扱い»

①関税等を納付しなければならない物品

- a. 販売品及び消費物品
- b. 有償で観覧又は使用される物品（たとえば、劇場画フィルム、娯楽用具等）

②関税等が免税になる物品

- a. 公式参加者が発行した公式カタログ、パンフレット、ポスターその他これらに類するもの

③博覧会の運営に欠くことのできないものとして、税関が認めた範囲において関税等が免税になる物品

- a. 参加者が保税展示場において観覧者に無償で提供するカタログ、パンフレット、ポスターその他これらに類するもの
- b. 参加者が保税展示場において観覧者に無償で提供する記念品及び展示物品の見本品
- c. 博覧会の施設の建設、維持若しくは撤去又はその運営のために保税展示場において消費される物品（保税展示場に展示される展示品の作動の際に消費される燃料油、潤滑油その他の消費物品、陳列用施設の建設、装備又は装飾のために消費されるペイント、ワニス、壁紙等）

④上記②及び③に掲げるもののほか、法令等の規定により関税等が免除される場合がある（詳細は通関規程第 1 章 14 を参照）。

（２）輸入時に課される税の種類と課税標準

輸入時には、関税等が課される。

関税は CIF 価額（千円未満切り捨て）に対して課税され、算出した額の 100 円未満を切り捨てたものが関税額となる。消費税は CIF 価額に関税の額（千円未満切り捨て）を合わせたものに対して課税され、算出した額の 100 円未満を切り捨てたものが消費税額となる。

また、関税には、国が定めた「国定税率（基本税率、暫定税率、特惠税率、特別特惠税率）」と、WTO（世界貿易機関）や FTA、EPA など経済連携協定を結んだ国との間で定められた「協定税率」があり、（特別）特惠税率＞協定税率＞暫定税率＞基本税率の優先順位で適用される。消費税は、標準税率 10%（消費税率 7.8%、地方消費税率 2.2%）となる。

（３）関税等の計算

① 展示等の承認を受けた物品について輸入申告が行われた場合における関税の税額の計算は、原則として、当該物品の展示等の承認がなされたときの性質及び数量に従って計算される。ただし、例えば、次に掲げる物品については、それぞれ次に掲げる時点における性質及び数量に従って行われる。

- ・販売の目的を持たない展示品（展示等の承認を受けた原材料を使用して加工又は製造された製品（政令で定めるものを除く。）を除く。）を輸入することとなったときは、輸入申告がされた時

- ・博覧会会場に入れる前に保税工場において税関長の承認を受けて加工又は製造が行われたものについては、その加工又は製造に使用すること等の承認を受けた時

② 展示等の承認を受けた原材料を使用して博覧会会場で加工若しくは製造された製品については、輸入申告の時の性質及び数量が税額計算の基礎となる。

1 4. 輸入規制物品

C-28 （１）関税法第 69 条の 11 第 1 項各号に掲げる貨物及び関税法第 71 条に該当する貨物（別添 2 を参照）は、原則として輸入することはできない。また、外国為替及び外国貿易法により輸入が規制されているもの及びその他の法令等により輸入が禁止され、又は輸入する場合に一定の条件が付されるもの（別添 3 を参照）は、法令等に従い管轄当局の許可若しくは承認を受け、又は関係当局への届出その他必要な措置をとらなければ、輸入することはできないので十分に注意すること。

これらの物品は、それぞれの法規の定めるところによって、展示等申告又は輸入申告の時点までに必要な手続を行い、合格証、証明書、許可書又は承認書等を取得しておくことが必要である（展示等申告又は輸入申告の際に添付が必要な書類等必要な手続の詳細については、通関規程第 6 章を参照）。

C-29 （２）検疫の対象となる貨物（動物及び畜産物、植物。別添 4「検疫等規制対象となる主要物品一覧表」を参照）については、原則として、輸出国政府機関により発行された検査証明書又はその写しを添付した上で輸入し、かつ輸入時に検疫を受けなければ保税展示場に搬入することはできない。日本の法律では、検疫の対象となる貨物は指定された港又は空港に輸入し、動物検疫所又は植物防疫所に輸入検査の申請書を提出して、原則として、当該港又は空港の中で指定された場所で検疫を受けなければならないことになっている。

1 5. 関税等の納付義務

C-30 博覧会会場へ搬入され、展示等承認を受けた貨物を、その後、必要により輸入申告をする場合は、参加者は関税等を納付しなければならない（免税される場合については、前記 13.「関税等の取扱い」を参照）。

また、参加者の管理下にある地区・建物の展示物品等の保管・警備責任は参加者にあるので、次の理由によって、参加者に代わって開催者が関税等を納付した場合には、参加者は開催者に対して税金相当額を支払わなければならない。

（１）保税展示場内で外国貨物が亡失し、又は滅却された場合

- a. 盗難のため貨物が無くなった場合
- b. 現物と書類を対査し、貨物が不足していることを発見した場合で、その不足の原因の証明が困難な場合
- c. 税関長の承認を受けることなく、貨物を処分した場合

ただし、災害その他やむを得ない事情によって貨物が紛失した場合又は事前に税関長の承認を受けて貨物を滅却したときは、関税等の納付義務は発生しない。

（２）保税展示場で使用する許可を受けて、博覧会会場外に外国貨物を持ち出し、指定された期間内に当該貨物を博覧会会場に持ち返らなかった場合

（３）保税展示場の許可期間満了までに、博覧会会場外へ外国貨物を搬出しなかった場合

16. 閉会後の処理

C-31 博覧会の用に供した物品を、閉会にともなって、博覧会会場から搬出しようとする場合は、次のいずれかの手続を行わなければならない（詳細は、通関規程第 2 章 8 及び第 5 章 37 から 45 を参照）。

なお、参加者は、手続終了後、開催者にそれぞれの許可・承認・届出書の写を提出しなければならない。

- （１）再輸出（積戻し）申告
- （２）輸入申告（免税による譲渡を含む。）
- （３）他の保税地域への保税運送

また、参加者は、一般規則第 17 条の規定により、2026 年 4 月 13 日までに開催者から割り当てられた場所の原状回復をしなくてはならない。従って、それまでに上記手続を完了しておくこと。

17. 寄贈物品に係る特定用途免税

- C-32** 機械、器具、資材、展示品等の貨物を日本国又は地方公共団体に寄贈する場合には、関税等が免除される。

(注) 寄贈目的・寄贈物品等について規制・制限等がある。詳細については税関又は開催者へ照会すること。

18. 再輸出（積戻し）

- C-33** 展示等承認を受けた物品を外国に向けて送り出そうとするときは、「展示等承認貨物積戻し申告書」（別紙10）と包装明細書を税関に提出し、許可を受けてから搬出しなければならない。「展示等承認貨物積戻し申告書」は、税関用、協会用、申告者用及び積込港への到着証明書用の4部を提出しなければならない。

運送によって貨物が積込港に到着したときは、当該港（空港）に所在する税関に許可書（申告者用）及び申告書（積込み港への到着証明用）を提出することにより、船舶又は航空機への積込みが認められる。これによって、当該貨物にかかる展示等の承認は、原則として完結する。

※一部国・地域に対して外為法に基づく経済制裁による輸出禁止措置を実施している。また、武器等の再輸出については外為法の許可が必要になる場合があるので、経済産業省のホームページ等で最新の情報を確認すること。

19. 廃棄・滅却

- C-34** 参加者は、展示等承認を受けた物品を廃棄するときは、「外国貨物廃棄届」（別紙11）2通（税関用、届出者用）を税関に提出して行わなければならない。この場合に生じることがある廃品又は屑は、輸入申告をして博覧会会場外へ引き取るものとし、その廃品又は屑が課税物品であるときには、その関税等を納付しなければならない（詳細は、通関規程 第2章8なお書き、第5章42を参照）。

なお、焼却等により貨物の形態を留めなくして滅却処分する場合で、あらかじめ「滅却（廃棄）承認申請書」（別紙12）2通を税関に提出し、税関長の承認を受けた場合には、その関税等は納付しなくてもよい。

「展示等承認が認められる物品の区分」

展示等承認が認められる物品の区分		
使用区分		物品
1	建設用機器 資材	(1) 建物その他の施設の建設、維持、撤去その他博覧会の運営のために使用される機械、器具及び装置（運搬用機器を含む。） (2) 建物その他の施設の建設又は維持のために必要な資材
2	展示物品	(3) 家具・調度品・装飾用品及び展示物品又は販売品に係る陳列用具 (4) 展示物品及びその保持のための物品
3	販売物品 消費物品	(9) 販売又は消費の不確かな物品及び販売、消費され、又は有償で観覧若しくは使用に供される物品で、博覧会会場に入れた後、輸入申告をするもの
4	その他	(5) 宣伝用品 (6) 展示された機械、装置その他の物品の性能を実演して示すために使用される物品 (7) 文化、芸術又はスポーツに関する催し物のために使用される物品 (8) 公式参加者の陳列区域代表に割り当てられる事務所用の家具、調度品、装飾用品及び事務用品 (10) 免税該当品で、博覧会会場に入れた後その免税手続を行うもの (11) 以上に掲げるもののほか、博覧会の施設の建設、維持若しくは撤去又は博覧会の運営のために必要な物品

備考：1. 使用区分は仕入書及び包装明細書の CATEGORY NO 欄に記入する番号

2. 各欄の（ ）書きの数字は、通関規程第2章4の展示等申告出来る物品の番号

«輸入してはならない貨物（関税法 69 条の 11 第 1 項）»

- 一 麻薬及び向精神薬、大麻、あへん及びけしがら並びに覚醒剤（覚醒剤取締法にいう覚醒剤原料を含む。）並びにあへん吸煙具。ただし、政府が輸入するもの及び他の法令の規定により輸入することができることとされている者が当該他の法令の定めるところにより輸入するものを除く。
- 一の一 医薬品、医療機器等の品質、有効性及び安全性の確保等に関する法律（昭和三十五年法律第百四十五号）第二条第十五項（定義）に規定する指定薬物（同法第七十六条の四（製造等の禁止）に規定する医療等の用途に供するために輸入するものを除く。）
- 二 拳銃、小銃、機関銃及び砲並びにこれらの銃砲弾並びに拳銃部品。ただし、他の法令の規定により輸入することができることとされている者が当該他の法令の定めるところにより輸入するものを除く。
- 三 爆発物（爆発物取締罰則（明治十七年太政官布告第三十二号）第一条（爆発物の使用）に規定する爆発物をいい、前号及び次号に掲げる貨物に該当するものを除く。）。ただし、他の法令の規定により輸入することができることとされている者が当該他の法令の定めるところにより輸入するものを除く。
- 四 火薬類（火薬類取締法（昭和二十五年法律第百四十九号）第二条第一項（定義）に規定する火薬類をいい、第二号に掲げる貨物に該当するものを除く。）。ただし、他の法令の規定により輸入することができることとされている者が当該他の法令の定めるところにより輸入するものを除く。
- 五 化学兵器の禁止及び特定物質の規制等に関する法律（平成七年法律第六十五号）第二条第三項（定義等）に規定する特定物質。ただし、条約又は他の法令の規定により輸入することができることとされている者が当該条約又は他の法令の定めるところにより輸入するものを除く。
- 五の一 感染症の予防及び感染症の患者に対する医療に関する法律（平成十年法律第百十四号）第六条第二十項（定義）に規定する一種病原体等及び同条第二十一項に規定する二種病原体等。ただし、他の法令の規定により輸入することができることとされている者が当該他の法令の定めるところにより輸入するものを除く。
- 六 貨幣、紙幣若しくは銀行券、印紙若しくは郵便切手（郵便切手以外の郵便に関する料金を表す証票を含む。以下この号において同じ。）又は有価証券の偽造品、変造品及び模造品（印紙の模造品にあつては印紙等模造取締法（昭和二十二年法律第百八十九号）第一条第二項の規定により財務大臣の許可を受けて輸入するものを除き、郵便切手の模造品にあつては郵便切手類模造等取締法（昭和四十七年法律第五十号）第一条第二項の規定により総務大臣の許可を受けて輸入するものを除く。）並びに不正に作られた代金若しくは料金の支払用又は預貯金の引出用のカードを構成する電磁的記録をその構成部分とするカード（その原料となるべきカードを含む。）
- 七 公安又は風俗を害すべき書籍、図画、彫刻物その他の物品（次号に掲げる貨物に該当するものを除く。）

- 八 児童ポルノ（児童買春、児童ポルノに係る行為等の処罰及び児童の保護等に関する法律第二条第三項（定義）に規定する児童ポルノをいう。）
- 九 特許権、実用新案権、意匠権、商標権、著作権、著作隣接権、回路配置利用権又は育成者権を侵害する物品
- 十 不正競争防止法第二条第一項第一号から第三号まで、第十号、第十七号又は第十八号（定義）に掲げる行為（これらの号に掲げる不正競争の区分に応じて同法第十九条第一項第一号から第五号まで、第七号又は第九号（適用除外等）に定める行為を除く。）を組成する物品

«輸入が許可されない貨物（関税法第 71 条）»

原産地について直接若しくは間接に偽った表示又は誤認を生じさせる表示がされている物品(財務省)

«外国為替及び外国貿易法により輸入が規制されているもの»

絶滅のおそれのある野生動植物の種の国際取引に関する条約(ワシントン条約)該当動植物、廃棄物、特定外国文化財及び被占領地域流出文化財、オゾン層破壊物質、水産物の輸入割当て対象品目、ダイヤモンド原石、経済制裁措置による輸入禁止措置の対象となる品目、その他同法の規定により輸入の承認・許可等を要する品目(財務省、経済産業省)

«その他の法令等により、輸入が禁止され、又は輸入する場合に一定の条件が付されるもの»

- ① 鳥獣の保護及び管理並びに狩猟の適正化に関する法律により規制されている鳥獣及びそれらの加工品、鳥類の卵(環境省)
- ② 銃砲刀剣類所持等取締法により規制されている銃砲、クロスボウ、刀剣類(警察庁)
- ③ 印紙等模造取締法により規制されている印紙に紛らわしい外観を有する物(国税庁)
- ④ 毒物及び劇物取締法により規制されている毒物、劇物(厚生労働省)
- ⑤ 大麻取締法により規制されている大麻、大麻製品(厚生労働省)
- ⑥ 覚醒剤取締法により規制されている覚醒剤、覚醒剤原料(厚生労働省)
- ⑦ 麻薬及び向精神薬取締法により規制されている麻薬、向精神薬、麻薬向精神薬原料(厚生労働省)
- ⑧ あへん法により規制されているあへん、けしがら(厚生労働省)
- ⑨ 医薬品、医療機器等の品質、有効性及び安全性の確保等に関する法律により規制されている医薬品、医薬部外品、化粧品、医療機器、再生医療等製品(厚生労働省・農林水産省)
- ⑩ 肥料の品質の確保等に関する法律により規制されている肥料(農林水産省)
- ⑪ 農薬取締法により規制されている農薬(農林水産省)
- ⑫ 火薬類取締法により規制されている火薬、爆薬、火工品(経済産業省)
- ⑬ 高圧ガス保安法により規制されている高圧ガス(経済産業省)
- ⑭ 化学物質の審査及び製造等の規制に関する法律により規制されている化学物質、製品(厚生労働省、経済産業省、環境省)
- ⑮ 石油の備蓄の確保等に関する法律により規制されている原油、揮発油、灯油、軽油及び重油(経済産業省)
- ⑯ 郵便切手類模造等取締法により規制されている郵便切手類に紛らわしい外観を有するもの(総務省)
- ⑰ アルコール事業法により規制されているアルコール分 90 度以上のアルコール(経済産業省)
- ⑱ 特定外来生物による生態系等に係る被害の防止に関する法律により規制されている特定外来生物、未判定外来生物及び種類名証明書の添付が必要な生物(環境省、農林水産省)
- ⑲ 労働安全衛生法により規制されている有害物等(石綿等)(厚生労働省)
- ⑳ 遺伝子組換え生物等の使用等の規制による生物の多様性の確保に関する法律により規制されている遺伝子組換え生物等(財務省、文部科学省、厚生労働省、農林水産省、経済産業省、環境省)
- ㉑ 感染症の予防及び感染症の患者に対する医療に関する法律により規制されている指定動物、届出動物等(厚生労働省)

- ② 感染症の予防及び感染症の患者に対する医療に関する法律により規制されている一種病原体等及び二種病原体等（厚生労働省）
- ③ 狂犬病予防法により規制されている犬等（厚生労働省）
- ④ 主要食糧の需給及び価格の安定に関する法律により規制されている米麦等（農林水産省）
- ⑤ 砂糖及びでん粉の価格調整等に関する法律により規制されている砂糖等（農林水産省）
- ⑥ 畜産経営の安定に関する法律により規制されている乳製品等（農林水産省）

(注)()内は所管省庁

«検疫等規制対象となる主要物品一覧表»

1. 植物防疫法規制対象物品

イ 検疫対象品

植物（苗木、種子、球根類、いも類、果実、野菜、切り花、穀類、豆類、木材（製材等の加工品を除く。）、香辛料等）及びその容器包装。なお、植物を原料に加工したものであっても、検疫有害動植物が付着するおそれの可能性がある場合については検疫の対象となる。

ただし、次のものは植物に該当しない。

- ① 製材、防腐木材、木工品、竹工品、家具什器等の加工品
- ② 木材こん包材(国際基準に従った消毒処理がなされ、同基準に適合する処理表示が付されたものに限る。)
- ③ 藤及びコルク
- ④ 麻袋、棉、棉布、へちま製品、紙、ひも、綱等の繊維製品及び粗繊維（原綿を含む。）であって植物の包装材料として使用されたことがないもの
- ⑤ 製茶、ホップの乾花及び乾たけのこ
- ⑥ 発酵処理されたバニラビーン
- ⑦ 亜硫酸、アルコール、酢酸、砂糖、塩等につけられた植物
- ⑧ あんず、いちじく、かき、しなさるなし、すもも、なし、なつめ、なつめやし、
パインアップル、バナナ、パパイヤ、ぶどう、マンゴウ、もも及びりゅうがんの乾果
- ⑨ ココヤシの内果皮を粒状にしたもの
- ⑩ 乾燥した香辛料であって小売用の容器に密封されているもの

ロ 輸入禁止品

- ・ 輸入禁止地域から発送され、又は当該地域を経由した輸入禁止植物
- ・ 検疫有害動植物
- ・ 土又は土の付着する植物
- ・ これらの物の容器包装

ただし、輸入禁止品であっても、あらかじめ農林水産大臣の許可を受けたものについては出展が認められる。この場合、許可条件に基づく管理が必要である。

【注意事項】

- ・ 植物の中には、輸出国政府機関によりその栽培地で検査を行う等の特定の検疫措置により、特定の検疫有害動植物が付着していない旨を記載した検査証明書が添付されていなければ輸入できないものもある。

- ・ 種苗、いも類、サトウキビ等の中には、輸入検査後にウイルス病等の検査のため日本国内において隔離栽培が必要となるものもある。
- ・ 法令改正により、検査対象品や輸入禁止品が追加又は削除されることがあるため、農林水産省植物防疫所のウェブサイト等で最新の規制を確認すること。

2. 家畜伝染病予防法規制対象物品

イ 検査対象物品について輸入可能国と輸入禁止国の設定

□ 検査対象物品

① 動物及びその死体

- ・ 偶蹄類の動物及び馬
- ・ 鶏、うずら、きじ、だちょう、ほろほろ鳥及び七面鳥並びにあひる、がちょうその他のかも目の鳥類
- ・ 犬
- ・ うさぎ
- ・ 蜜蜂

② 鶏、あひる、七面鳥、うずら及びがちょうの卵

③ ①の動物の骨、肉、脂肪、血液、皮、毛、羽、角、蹄、腱及び臓器

④ ①の動物の生乳、乳等（乳、脱脂乳、クリーム、バター、チーズ、れん乳、粉乳その他乳を主要原料とするもの。ただし、携帯品（別送品を含む。）を除く。）精液、受精卵、未受精卵、ふん及び尿

⑤ ①の動物の骨粉、肉粉、肉骨粉、血粉、皮粉、羽粉、蹄角粉及び臓器

⑥ ③の物を原料とするソーセージ、ハム及びベーコン

⑦ 穀物のわら及び飼料用の乾草

⑧ 家畜の伝染病の病原体

（①～⑧いずれも包装容器を含む。）

3. 狂犬病予防法規制対象物品

犬、猫、あらいぐま、きつね、スカンク

4. 感染症の予防及び感染症の患者に対する医療に関する法律規制対象物品

サル、プレーリードッグ、コウモリ、ヤワゲネズミ、ハクビシン、タヌキ、イタチアナグマ

5. 食品衛生法規制対象物品

イ 食品（すべての飲食物（医薬品、医療機器等の品質、有効性及び安全性の確保等に関する法律規定による医薬品、医薬部外品及び再生医療等製品を除く。）

□ 食品添加物（保存料、殺菌料、酸化防止剤、色素、かんすい等）

ハ 器具（飲食器、割烹具、食品又は添加物の製造、加工、調理、貯蔵、陳列等の用に供され直接食品等に接触する機械器具等）

ニ 容器包装（ビン、かん、箱、袋、包装紙等）

ホ おもちゃ（乳幼児が接触するおもちゃ、ほおずき、写し絵、おりがみ、風船、乗物玩具等）

ヘ 洗浄剤（野菜、果実の洗浄用）

6. 水産資源法(農林水産省)

さけ科魚類、こい、きんぎょその他のふな属魚類等の魚類、くるまえび科 えび類、てながえび科えび類等の甲殻類、とこぶし、あわび、ほたてがい等の貝類等及びそれらの加工品で養殖用に供するもの

裏 白

20. 様式

(別紙)

1. 展示等申告書（運送申告書）
2. 見本持出許可申請書
3. 保税展示場（総合保税地域）外使用許可申請書
4. 販売物品等使用状況報告書（計画・実績）
5. 貨物収容能力増減等の届
6. 仕入書及び包装明細書(6 - 1 ～ 6 - 4)
7. 外国貨物内容点検結果届
8. 不要包装材料引取願
9. 外国出品物の空容器・包装材料等一時搬出入願
10. 展示等承認貨物積戻し申告書
11. 外国貨物廃棄届
12. 減却（廃棄）承認申請書

※別紙 1 から別紙 5 まで及び別紙 7 から別紙 12 までの様式は、英語又はフランス語に翻訳していますが、税関当局への提出の際は日本の正式な書式を使用する必要があります。

展 示 等 申 告 書



(運送申告書)

- 使用区分
- あて先
1. 建設用機器・
- 保 税
- 資材
- 展示場名
2. 展示物品
- 積 出 地
3. 販売物品・消
- 原 産 地
- 費物品
- 輸送方法 1. 船舶 2. 航空機 3. 郵便
4. その他

蔵置場所(展示地区)番号	※受理番号

代理人住所氏名

参加者住所氏名

通関士氏名

品名・個数・記号及び番号	単 位	正味数量	申告価格 (C. I. F) 円	関税率表番号	内国消費税 種 類 等		
(1)							
(2)							
(3)							
運送申告年月日	※運送承認印			展示等申告年月日		※展示等承認 印	
※運送承認番号				※税関記入欄			
運送先							
期 間 年 月 日から 年 月 日まで							
蔵置場所	※発送 税関	※管理者	※到着地 税 関	※受理	※審 査 (検査)	※審査	※展示等承認 年月日

備考 (1) ※印の欄は記入しないで下さい。

(2) 本申告書は上覧の貨物の使用区分ごとに作成し、該当の数字符号を()で囲んで下さい。

(3) 「不服申立てについて」 この申告に基づく処分について不服があるときは、その処分があったことを知った日の翌日から起算して3月以内に税関長に対して再調査の請求又は財務大臣に対して審査請求をすることができます。

申請番号

見本持出許可申請書

令和 年 月 日

税 関 長 殿

申 請 者

住 所

氏名（名称及び代表権者の氏名）

関税法第32条の規定により下記のとおり外国貨物を見本として一時持ち出したいので申請します。

記

蔵置場所				
上記場所に搬入した年月日				
持出しの期間 自 令和 年 月 日 至 令和 年 月 日				
持出し先				
記号及び番号	品名	個数	数量	価格
持出し事由				

- (注) 1. 法人においては、申請者欄に法人の住所及び名称並びにその代表権者の氏名を記載して下さい。
- なお、申請者は原則として貨主である法人の名称及び代表者の氏名（申請者が個人の場合は、申請者の氏名）を記載するものとするが、通関業者が貨主に代わって申請する場合は、代理人である旨を明記し、貨主の名称等を併記してください。
2. この申請書は2通提出して下さい。

(規格A4)

申請番号

税 関 長 殿

令和 年 月 日

展示（保管）場所番号

参加者住所

氏名又は名称

関税法第62条の5（第62条の15）の規定により、下記のとおり保税展示場（総合保税地域）外における
使用の許可を受けたいので申請します。

記

保税展示場 （総合保税地域） 外において使用 される貨物	期 間		場 所	用 途	※許可印
	自 今 日 起	至 今 日 止			
保税展示場（総合保税地域）外において使用される貨物					
展示場及び保管場所					
数量					
価 値					
数量					
価 値					

（規格A4）

貨物収容能力増減等の届

令和 年 月 日

税 関 長 殿

届 出 者

住 所

氏名(名称及び代表権者の氏名)

関税法第44条第1項(第61条の4、第62条の15)の規定により下記のとおり

保税展示場 について貨物の収容能力の増減等をしたいので関係書類を添えて届け出ます。

記

保税展示場 の名称及び 所 在 地	
貨物の収容能力の増減又は改築移転その他の工事の別(改築移転その他の工事についてはその概要)	
変 更 前 の 延 べ 面 積	平方メートル
変 更 し よ う と す る 延 べ 面 積 (増 減)	平方メートル
変 更 後 の 延 べ 面 積	平方メートル
届 出 の 事 由	

- (注) 1. 法人においては、届出者欄に法人の住所及び名称並びにその代表権者の氏名を記載して下さい。
なお、届出者が法人である場合で、あらかじめ法人の代表権者から役員又は従業員に対して委任する旨、保税地域の許可申請の際に税関へ包括して委任状の提出があった場合についてはその委任を受けた者の氏名で届け出ることができます。
2. この届出書は2通(税関支署、出張所その他の官署に届け出る場合には3通)提出して下さい。
3. 不要の部分は抹消して下さい。
4. 改築、移転その他の工事を行おうとする場合は、「変更前の延べ面積」、「変更しようとする延べ面積」及び「変更後の延べ面積」の欄の記載は要しない。

(規格A4)

INVOICE

Seller

Invoice No. and Date

Reference No.

Buyer		CATEGORY No.		
		L/C No.	Date	
Vessel or	On or about	Issuing Bank		
From	Via			
To	Other Payment Terms			

Marks and Nos.	Description of Goods	Quantity	Unit Price	Amount

(Describe the individual
settlement value for each
item of goods)

NAME OF PARTICIPANT
SIGNATURE

CONTINUATION SHEET FOR [INVOICE • CERTIFICATE OF ORIGIN]

Seller		Invoice No.		
Marks and Nos.	Description of Goods	Quantity	Unit Price	Amount

NAME OF PARTICIPANT

SIGNATURE

PACKING LIST

Seller

Invoice No. and Date

Reference No.

Buyer		CATEGORY No.		
		L/C No.	Date	
Vessel or	On or about	Issuing Bank		
From	Via			
To	Other Payment Terms			
Marks and Nos.	Description of Goods	Quantity	Weight	Measurement

NAME OF PARTICIPANT
SIGNATURE

CONTINUATION SHEET FOR PACKING LIST

Seller		Invoice No.		
Marks and Nos.	Description of Goods	Quantity	Weight	Measurement

NAME OF PARTICIPANT
SIGNATURE

届出番号

外国貨物内容点検結果届

令和 年 月 日

殿

参加者住所氏名

代理人住所氏名

下記外国貨物の内容を確認しましたのでお届けします。

運送承認番号		運送承認 年 月 日	
貨物の蔵置場所		点検年月日	
運送承認書 記載品名及び数量			
インボイス 記載内容			
点検結果			
過不足の数量			
貨物の状態 (外観)			

記

(注) この届は異常のあった場合すみやかに3通(税関用、協会用、届出者用)提出して下さい。

不要包装材料引取願

令和 年 月 日

殿

参加者住所氏名

代理人住所氏名

外国貨物の包装材料として使用されていた下記不要貨物を搬出したいのでお願いします。

記

品 名	個 数	数 量	展示(蔵置)場所番号

主 体 貨 物

通関承認年月日 及 び 番 号	
品 名 及 び 個 数	
搬 出 年 月 日	
備 考	

(注) この願書は3通(税関用、協会用、願出者用)を提出すること。

受理番号 _____

外国出品物の空容器・包装材料等一時搬出入願

令和 年 月 日

殿

参加者住所氏名

代理人住所氏名

下記貨物の空容器、包装材料等を一時搬出入いたしたいのでお願いします。

記

展示（蔵置）場所番号			
品名	通関申告書番号	搬出入物件名および 個数	
搬出先（保税地域名又は他所蔵置場所名）	搬出年月日	搬入年月日	
備考		協会（出）	協会（入）

(注) この願書は3通（税関用、協会用、願出者用）提出のこと。

展 示 等 承 認 貨 物 積 戻 し 申 告 書

あ て 先 _____

積 載 船 名

申告年月日 _____

(航空機名) _____

仕 向 地 _____

出港予定年月日 _____

蔵置場所 (展示地区) 番号	※受理番号

代理人住所氏名 _____

参加者住所氏名 _____

通関士氏名 _____

展示等申告書 受 理 番 号	品名・個数・記号及び番号	単 位	数 量	申 告 価 格 (F.O.B) 円
(1)				
(2)				
(3)				
(4)				
(5)				

保税運送 運送先	※承認□		※積込確認印	※税関記入欄			※許可印
期間	年 月 日から	年 月 日まで	※積込確認年月日	※受理	※審査		※許可年月日
※管理者	※発送 税関	※到着 税関					

備考 (1) ※印の欄は記入しないで下さい。

(2) 「不服申立てについて」この申告に基づく処分について不服があるときは、その処分があったことを知った日の翌日から起算して
3月以内に税関長に対して再調査の請求又は財務大臣に対して審査請求をすることができます。

届出番号

外 国 貨 物 廃 棄 届

日

税 関 御 中

届 出 者
住 所
氏名又は名称

記 号 及 番 号	個 数	数 量	蔵 置 場 所	搬入年月日
廃 棄 の 運 送				
廃 棄 の 日 時				
廃 棄 の 事 由				

この届出書は2通提出して下さい。

(別紙 1 1)

申請番号

減却（廃棄）承認申請書

令和 年 月 日

税関長 殿

申請者

住 所

氏名又は名称

下記の物品を減却（廃棄）したいので申請します。

※ 適用 法令	イ．関税法第45条第1項（第36条第1項、第41条の3、第61条の4、第62条の7、第62条の15） ロ．関税法第65条第1項 ハ．関税法第65条第2項により準用される同条第1項 ニ．関税法第65条の2第1項 ホ．関税定率法第17条第5項 ヘ．関税定率法第20条第2項 ト．関税定率法施行令第61条により準用される同法施行令第11条第2項		
記 号・番 号	品 名	個 数	数 量
輸 入 許 可 税 関		輸 入 許 可 等 の 年 月 日	
		輸 入 許 可 書 等 番 号	
蔵 置 場 所			
減却（廃棄）の日時			
減却（廃棄）の方法・ 場所			
積載船舶（航空機） の 名 称 及 び 入 港 年 月 日			
減却（廃棄）の理由			

- (注) 1. この申請書は2通提出して下さい。
 2. この申請書は、輸入の許可書又はこれに代わる税関の証明書を添付して下さい。
 3. 廃棄承認申請書として使用する場合には、廃棄することがやむを得ないものであることを証する書類を添付して下さい。
 4. ※印の欄は該当する適用法令の記号を○で囲んで下さい。

(規格A4)



Bureau
International
des Expositions

Liste des Manutentionnaires sur site et des tarifs de manutention du fret

Nom du manutentionnaire	Section	Adresse e-mail
		Numéro de téléphone
		URL
Nippon Express Company, Limited	Osaka Branch Planning Strategy Division	expo2025@nipponexpress.com
		+81 6-6451-2721
		https://www.nittsu.co.jp/
Joint Venture of Sumitomo Warehouse Group and Maguchi Group	EXPO 2025 Project Department	expo2025@sumitomo-soko.co.jp
		+81 6-6444-1302
		https://www.sumitomo-soko.co.jp https://www.maguchi.co.jp/group/holding/

*Ce tarif ne doit pas être fourni ni son contenu divulgué à d'autres parties que les Participants Officiels (y compris les manutentionnaires énumérés ci-dessus).

*Les tarifs indiqués sont en vigueur au 31 mars 2023.

大阪・関西万博 会場内貨物取扱料金（単価見積案）

作業の種類	単 位	料 金	記 事
①搬 入			
取 卸	1 W/Mトンに付	1,430	市面から貨物の取卸作業 （展示館内での貨物の取卸）
取卸搬入	〃	3,410	車両からの貨物の取卸及び展示館内への搬入作業
		3,850	コンテナ取り出し、取卸、搬入作業
開 梱	〃	6,380	開梱作業
据 付	〃	10,670	据付作業
②搬 出			
撤 去	1 W/Mトンに付	10,670	撤去作業
再梱包	〃	10,670	内梱包及び再梱包に伴う作業 （材料費を除く）
搬出積込	〃	3,410	展示館内からの貨物の搬出、 車両への積込作業
		3,850	展示館内からの貨物の搬出、 コンテナ詰め込み
積 込	〃	1,430	市面への貨物の積込作業 （展示館内での貨物の積込）
③移 送	〃	2,530	会場内における貨物移送作業
④保税貨物到着 ・発送確認料	1 保税運送に付	22,000	会場に到着するあるいは発送する全ての 保税貨物について船積書類との対査確認 作業
⑤換数・検量	—	実費	税関申告のための内容点検、 換数、検量作業

【その他事項】

項 目	詳 細
6. 消費税及び地方消費税の加算	a. 料金の総額に実勢税率を乗じて計算する。但し、免税となる取引には適用しない b. 上記により計算された金額に、1円未満の端数が生じたときには、1円未満を四捨五入する
7. 支払約定	a. 請求書発行年月日から10日以内に日本円で、口座振替もしくは現金でお支払いいただく b. 遅延金は催告及びその他の要件を必要とせず、請求書発行年月日から11日以後に発生する遅延利息は年率3%を別途申し受ける c. 会期終了後の保管・作業については、料金を前受けて收受した後、作業を受託する
8. 料金の変更	本料金表は、将来、物価及び経済事情により労務費、燃料費等に変動があった場合は、事前通知の必要なくこれに応じて料金を変更することがある

【割増料金・適用方法表】

項 目	詳 細	割 増 率
1. 夜間及び早朝作業に関するもの	a. 6時～8時まで b. 18時～22時まで c. 22時～6時まで	6割増 6割増 10割増
2. 土曜・休日作業に関するもの	a. 土曜日作業 b. 休日作業 c. 取扱い場所を基準とした二層以上及び地下作業 d. 搬入・搬出の距離が50mを超える場合 ※ 特殊作業については別途協議の上定める e. 場内指定事業者の責に帰さない理由で30分を超える待機が発生した場合(30分以降)	6割増 ¹⁾ 10割増 ¹⁾ 3割増 1割増 / 50m 1割増 / 30分
3. 基本料金を適用できない作業 ※ 場内貨物取扱指定事業者と協議して別途料金を定める	a. 高価値品、忌物品と明示・告知された貨物の取扱に関する料金 b. 特別な取扱方を要求された場合の料金(壊れ物等) c. 動・植物類の取扱に関する料金 d. 貨物の監視と特に要求された場合の料金 e. 料金算出がトン当たり料金によりがたい作業の場合の料金 f. 特殊防汚機器・車体・器具及び技能職作業員が必要な場合、並びに敷物、ダネージ、シート等を使用する場合の料金 g. 廃棄処理に関する料金 h. その他の特殊貨物、特殊作業に関する料金	都度、当事者間の協議で決定
4. キャンセル料金	a. 場内指定事業者の責に帰さない理由で作業予定をキャンセルした場合 b. 事前に「ポータル」で提出された搬入作業計画書に記載された作業予定日の前日15時以降に一部もしくは全作業をキャンセルした場合	作業に係わる料金全額
5. 過算方法	a. 計算トン数は、1,000キログラムをもって1トンとし、容積は、1立方メートルをもって1トンとみなす。小数点以下3桁まで(4桁以下を四捨五入)を適用数値とする b. 料金計算トン数は、重量、容積のいずれか大きい方の数値を適用する c. 割増料金が適用される貨物及び作業に対しては、基本料金にそれぞれ所定の割増料金を加算する d. 割増料金が重複する場合には、基本料金にそれぞれの割増率を乗じて各割増料金を算出し、これらの金額を合算する e. 最低計算トン数は、1トンとして計算する f. 稼数・権和作業に関する手続き及び料金等については、場内貨物取扱指定事業に照会する	

¹⁾ 金期中の土曜作業には適用しない ²⁾ 日曜日、日本国の祝祭日及び12月29～1月3日までをいう

※ 本料金表に記載のない事項については、法令に反しない範囲に於いて、当事者間の取り決めまたは慣習により決定する

**Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon Tarifs de manutention du fret sur le
Site de l'Expo (prix unitaire provisoire)**

Type d'opération	Unité	Tarif	Notes
(1) Livraison sur le Site			
Déchargement	Par tonne (poids ou volume)	1 430 yens	Déchargement du fret des véhicules (déchargement du fret à l'intérieur du Pavillon)
Déchargement/ livraison	idem	3 410 yens	Déchargement du fret des véhicules et livraison à l'intérieur du Pavillon
		3 850 yens	Dépotage des conteneurs, déchargement et livraison
Déballage	idem	6 380 yens	Opération de déballage
Installation	idem	10 670 yens	Opération d'installation
(2) Enlèvement hors du Site			
Retrait	Par tonne (poids ou volume)	10 670 yens	Opération de retrait
Réemballage	idem	10 670 yens	Réemballage et opérations associées (matériaux d'emballage non compris)
Enlèvement/ chargement	idem	3 410 yens	Enlèvement du fret hors du Pavillon, chargement sur les véhicules
		3 850 yens	Enlèvement du fret hors du Pavillon, chargement dans les conteneurs
Chargement	idem	1 430 yens	Chargement du fret sur les véhicules (chargement du fret effectué à l'intérieur du Pavillon)
(3) Transfert sur le Site	idem	2 530 yens	Transfert du fret d'un endroit à l'autre sur le Site
(4) Frais de vérification d'arrivée/expédition de marchandises sous douane	Par envoi sous douane	22 000 yens	Vérification de toutes les marchandises sous douane à l'arrivée ou au départ du Site, par rapport aux documents d'expédition
(5) Vérification du poids et des quantités	—	Frais réels	Contrôle sur le contenu du fret, vérification du poids et des quantités pour la déclaration douanière

【 Tableau relatif aux majorations et conditions d'application 】

Objet	Détail	Taux de majoration
1. Opérations effectuées de nuit ou tôt	a. de 6h à 8h	+ 60%
	b. de 18h à 22h	+ 60%
	c. de 22h à 6h	+ 100%
2. Opérations effectuées le samedi ou	a. Opérations effectuées le samedi	+ 60% (1)
	b. Opérations effectuées pendant les jours non ouvrés	+ 100% (2)
	c. Opérations effectuées à l'étage ou en sous-sol par rapport au niveau de déchargement du fret	+ 30%
	d. En cas de livraison ou d'enlèvement sur une distance de plus de 50 m ※ Pour toute opération spéciale, les majorations seront déterminées après concertation.	+ 10% / 50 m
	e. En cas d'attente de plus de 30 minutes pour des raisons non imputables au manutentionnaire sur site (après 30 minutes)	+ 10% / 30 min.
3. Opérations auxquelles le tarif de base ne s'applique pas ※ tarifs déterminés en concertation avec le manutentionnaire sur site	a. Manutention du fret accompagné d'une notification ou d'une indication claire selon laquelle il contient des articles de grande valeur ou des matières dangereuses	Les tarifs des opérations seront déterminés cas par cas en concertation entre les parties.
	b. Manutention de fret qui nécessite une précaution particulière (articles fragiles, etc.)	
	c. Manutention d'animaux ou de végétaux	
	d. Manutention d'articles pour lesquels une surveillance particulière est requise	
	e. Opérations dont la tarification à la tonne s'avère difficile	
	f. Opérations nécessitant l'utilisation d'engins/véhicules/appareils de manutention spéciaux et/ou du personnel avec des qualifications techniques particulières ; opérations nécessitant l'utilisation de tapis de protection, de fardage, de housses, etc.	
	g. Mise au rebut de déchets	
	h. Autres types de manutention de fret spécial ou autres opérations spéciales	
4. Frais d'annulation	a. En cas d'annulation des opérations prévues pour des raisons non imputables au manutentionnaire sur site.	Somme due pour l'opération prévue
	b. En cas d'annulation de tout ou partie des opérations après 15h00 la veille de la date inscrite sur le Plan des opérations de livraison préalablement déposé via le Portail en ligne pour les Participants Officiels.	
5. Conditions d'application	a. En ce qui concerne le mode de calcul du tonnage, 1 000 kg équivalent à 1 tonne et, en volume, un mètre cube est considéré comme équivalent à une tonne. La valeur applicable sera exprimée jusqu'à trois décimales (arrondi au millième).	
	b. Le tarif sera déterminé par un nombre de tonnes plus grand calculé soit sur la base du poids, soit sur la base du volume.	
	c. En ce qui concerne le fret ou l'opération qui font l'objet d'une majoration, chaque tarif de base sera majoré selon les conditions prédéterminées.	
	d. Si plusieurs majorations sont applicables en même temps, la somme des montants calculés en appliquant chaque taux de majoration au tarif de base sera facturée.	
	e. Le nombre de tonnes inférieur à 1 tonne sera considéré comme 1 tonne.	
	f. Prière de contacter le manutentionnaire sur site pour toute formalité requise et les tarifs des opérations de vérification du poids et des quantités.	

(1) Non applicable aux opérations effectuées le samedi durant la tenue de l'Expo.

(2) Dimanches, jours fériés du Japon et la période entre le 29 décembre et le 3 janvier.

※ Les tarifs de toute opération non inscrite dans ce tableau seront décidés conformément à l'accord passé entre les parties ou selon les pratiques courantes, sous réserve du respect de la législation.

【 Autres 】

Objet	Détail
6. Application des taxes nationales et locales sur la consommation	a. La somme des tarifs sera majorée de la taxe au taux en vigueur, sauf pour les opérations exemptées de taxes.
	b. Lorsque le montant calculé comprend des fractions inférieures à un yen, la valeur sera arrondie à l'unité.
7. Conditions de paiement	a. Le paiement doit être effectué en yen dans les 10 jours suivant la date d'émission de la facture soit par virement bancaire, soit en liquide.
	b. Toute facture non réglée à l'échéance sera automatiquement majorée d'un intérêt de retard de 3% par an à partir du 11 ^{ème} jour à compter de l'échéance, sans notification ni autre formalité.
	c. Tout stockage ou toute opération après la clôture de l'Expo sera effectué après le paiement à l'avance.
8. Révision des tarifs	Les tarifs indiqués ci-dessus peuvent être révisés sans préavis, pour faire face à d'éventuelles fluctuations de prix, salaires, frais du carburant, etc., en raison des circonstances économiques.

Joint Venture of Sumitomo Warehouse Group and Maguchi Group

場内作業基本項目見積 提出用 (3月31日時点料金版)

2023/3/15

住友倉庫・マグチグループJV

基本項目	単位	住友マグチJV	備考
取卸	倉庫Aより取卸し開始し、倉庫Bまでの長距離移動(取卸)	1,000トン/1回	¥1,350
取卸搬入	倉庫Aから倉庫Bの取卸(取卸)倉庫Bへの搬入作業	1,000トン/1回	¥1,350
	ジョリマ取卸止、取卸 搬入作業	1,000トン/1回	¥1,900
梱包	取卸作業	0	¥6,200
振付	取卸作業	0	¥11,000
仕出し			
搬出	取卸作業	1,000トン/1回	¥11,000
両梱包	両梱包(取卸)に相当作業(取卸 搬入作業)	1,000トン/1回	¥11,000
搬出積込	取卸倉庫からの積込(取卸) 取卸の積込作業	1,000トン/1回	¥1,350
	取卸倉庫からの積込(取卸) ジョリマ取卸止	0	¥1,900
搬出	取卸倉庫からの積込(取卸) 取卸の積込作業	0	¥1,350
仕出し	倉庫内における積込・搬出作業		¥2,500
仕出し・搬出・積込・取卸	倉庫内における積込・搬出・取卸作業		¥21,500
仕出し・搬出・積込・取卸	倉庫内における積込・搬出・取卸作業		¥21,500
仕出し・搬出・積込・取卸	倉庫内における積込・搬出・取卸作業		¥21,500

3. 会場内料金表

(1) 会場内貨物取扱い料金

① 基本料金表 別紙にて

② 割増料金

a. 夜間および早朝作業に関するもの

(a) 6時から9時まで.....6割増

(b) 18時から22時まで.....6割増

(c) 22時から6時まで.....10割増

b. 土曜・休日作業に関するもの

(a) 土曜日作業.....6割増

但し、会期中の土曜割増は適用しません。

(b) 休日作業.....10割増

(休日とは、日曜日、日本国の祝祭日および12月29日から1月3日までをいいます。)

c. 貨物取卸し場所から見て二階以上および地下作業に関するもの

.....3割増

d. 距離に関するもの

荷卸しする場所と搬入する場所、或いは撤去する場所と搬出積込を行う場所との

距離が50メートルを超えるときは

50メートル増すごとに.....1割増

上記以外の特殊作業については別途協議して定めます。

e. 待機に関するもの

場内指定事業者の責に帰さない理由で待機が発生した場合

待機時間が30分を超えるときは30分増すごとに.....1割増

③基本料金を適用できないもので協議して定める料金

以下の貨物取扱い料金については、当事者間で協議して決定します。

- a. パレットサイズ、ユニタイズされておらず、手荷役が必要な貨物の取扱に関する料金
- b. 高価品および危険品で明示・告知された貨物の取扱に関する料金
- c. 壊れやすい貨物などで特別の取扱方を要求されたときの料金
- d. 動・植物類の取扱に関する料金
- e. 貨物の監視を特に要求されたときの料金
- f. 算出がトン当り料金によりがたい作業に関する料金
- g. 特殊荷役機械・車両・機具および技能職作業員を使用するとき並びに敷物、ダンネージ、シート等を使用するときの料金
- h. 廃棄処理に関する料金
- i. その他の特殊貨物および特殊作業に関する料金

④キャンセル料金

場内指定事業者の責に帰さない理由で作業予定をキャンセルした場合、事前に物流チームにより確認を受けた貨物搬入予約(確認)票に記載された作業予定日の 前日 15 時以降に一部もしくは全作業をキャンセルした場合

..... 作業に関わる料金全額

⑤適用方

- a. 計算トン数は、1, 0 0 0 キログラムをもって 1 トンとし、容積は、1 立方メートルをもって 1 トンとみなします。小数点以下 3 桁まで(4 桁以下を四捨五入)を適用数値とします。
- b. 料金計算トン数は、重量、容積いずれか大きい方を適用します。
- c. 割増料金が適用される貨物および作業に対しては、基本料金にそれぞれ所定の割増料金を加算します。

- d. 割増料金が重複する場合には、基本料金にそれぞれの割増率を乗じて各割増料金を算出し、これらの金額を合算します。
 - e. 最低計算トン数は1トンとして計算します。
 - f. 検数・検量作業に関する手続き及び料金等については場内指定事業者までご照会下さい。
- 本料金表に記載のない事項については、法令に反しない範囲内において、当事者間の取り決めまたは慣習により決定します。

⑥消費税および地方消費税の加算

- a. 料金の総額に実勢税率を乗じて計算します。
- ただし、免税となる取引には適用しません。
- b. 上記により計算された金額に、1円未満の端数が生じたときは、1円未満を四捨五入します。

⑦支払約定

- a. 請求書発行年月日から10日以内に日本円で、口座振込もしくは現金でお支払 ください。
- b. 遅延金は催告およびその他の要件を必要とせず請求書発行年月日から11日目以降から発生します。遅延利子は年利3%で、別途申し受けます。
- c. 会期終了後の保管・作業については、料金を前受けていただいた後作業を受 託します。

⑧料金の変更

本料金表は、将来、物価および経済事情により労務費等に変動があった場合は、事前通知の必要無くこれに応じて料金を変更することがあります。

Joint Venture of Sumitomo Warehouse Group and Maguchi Group _ Traduction en français

Estimation du prix selon les opérations de base effectuées sur le Site_ Document à déposer (tarif au 31 mars)

15 mars 2023

Joint Venture of Sumitomo Warehouse Group and Maguchi Group

	Opération de base		Unité	Coentreprise Sumitomo-Maguchi	Notes
1	(1) Livraison sur le Site				
2	Déchargement	Déchargement du fret des véhicules (déchargement du fret à l'intérieur du Pavillon)	Par tonne (poids ou volume)	1 350 yens	Uniquement la manutention de palettes, etc., à l'aide d'un chariot élévateur à fourche
3	Déchargement/ livraison	Déchargement du fret des véhicules et livraison à l'intérieur du Pavillon	idem	3 350 yens	
4		Dépotage des conteneurs, déchargement, livraison		3 900 yens	
5	Déballage	Opération de déballage	idem	6 200 yens	
6	Installation	Opération d'installation	idem	11 000 yens	
7	(2) Enlèvement hors du Site				
8	Retrait	Opération de retrait	Par tonne (poids ou volume)	11 000 yens	
9	Réemballage	Réemballage et opérations associées (matériaux d'emballage non compris)	idem	11 000 yens	
10	Enlèvement/ chargement	Enlèvement du fret hors du Pavillon, chargement sur les véhicules	idem	3 350 yens	Uniquement la manutention de palettes, etc., à l'aide d'un chariot élévateur à fourche
11		Enlèvement du fret hors du Pavillon, chargement dans les conteneurs	idem	3 900 yens	
12	Chargement	Chargement du fret sur les véhicules (chargement du fret effectué à l'intérieur du Pavillon)	idem	1 350 yens	
13	(3) Transfert sur le Site	Transfert du fret d'un endroit à l'autre sur le Site	idem	2 500 yens	
14	(4) Frais de vérification d'arrivée/expédition de marchandises sous douane	Vérification de toutes les marchandises sous douane à l'arrivée ou au départ du Site, par rapport aux documents d'expédition	Par envoi sous douane	21 500 yens	
15	(5) Vérification du poids ou des quantités	Contrôle sur le contenu du fret, vérification du poids et des quantités pour la déclaration douanière	—	Frais réels	

3. Tarifs applicables sur le Site

(i) Tarifs de manutention du fret sur le Site

(1) Tarifs de base : voir la feuille séparée

(2) Majorations

a. Operations effectuées de nuit ou tot le matin

(a) de 6h à 9h..... + 60 %

(b) de 18h à 22h + 60 %

(c) de 22h à 6h.....+ 100 %

b. Operations effectuées le samedi ou les jours non ouvrés

(a) Operations effectuées le samedi + 60 %

Toutefois, la majoration n'est pas applicable aux opérations effectuées le samedi durant la tenue de l'Expo.

(b) Opérations effectuées pendant les jours non ouvrés + 100 %

(Par le terme « jours non ouvrés », on entend les dimanches, jours feries du Japon et la période entre le 29 décembre et le 3 janvier.)

c. Operations effectuées à l'étage ou en sous-sol par rapport au niveau de déchargement du fret

..... → 30 %

d. Opérations à longue distance

En cas de transport sur une distance de plus de 50 m entre le lieu de déchargement et le lieu de livraison ou entre le lieu de retrait et le lieu de chargement pour l'enlèvement,

Par tranche de 50 metres supplémentaires + 10 %

Pour toute autre operation speciale, les majorations seront déterminées après concertation.

e. Les temps d'attente

En cas d'attente pour des raisons non imputables au manutentionnaire sur site.

Par tranche de 30 minutes supplémentaires en cas d'attente de plus de 30 minutes ~
10 %

(3) Opérations auxquelles le tarif de base ne s'applique pas et sera déterminé après concertation

Les tarifs de manutention du fret ci-dessous seront déterminés en concertation entre les parties :

- a. Manutention de fret non palettisé ni unitarisé qui nécessite une manutention manuelle ;
- b. Manutention de fret accompagné d'une notification ou d'une indication claire selon laquelle il contient des articles de grande valeur ou des matières dangereuses ;
- c. Manutention de fret qui nécessite une précaution particulière (articles fragiles, etc.) ;
- d. Manutention d'animaux ou de végétaux ;
- e. Manutention d'articles pour lesquels une surveillance particulière est requise ;
- f. Opérations dont la tarification à la tonne s'avère difficile ;
- g. Opérations nécessitant l'utilisation d'engins/véhicules/appareils de manutention spéciaux et/ou du personnel avec des qualifications techniques particulières ; opérations nécessitant l'utilisation de tapis de protection, de fardage, de housses, etc.
- h. Mise au rebut de déchets
- i. Autres types de manutention de fret spécial ou autres opérations spéciales

(4) Frais d'annulation

En cas d'annulation des opérations prévues pour des raisons non imputables au manutentionnaire sur site ; En cas d'annulation de tout ou partie des opérations après 15h00 la veille de la date inscrite sur la fiche de réservation (vérification) de livraison du fret préalablement confirmé par l'équipe logistique :

..... La somme due pour l'opération prévue

(5) Conditions d'application

- a. En ce qui concerne le mode de calcul du tonnage, 1 000 kg équivalent à 1 tonne et, en volume, un mètre cube est considéré comme équivalent à une tonne. La valeur applicable sera exprimée jusqu'à trois décimales (arrondi au millième).
- b. Le tarif sera déterminé par un nombre de tonnes plus grand calculé soit sur la base du poids, soit sur la base du volume.
- c. En ce qui concerne le fret ou l'opération qui font l'objet d'une majoration, chaque tarif de base sera majoré selon les conditions prédéterminées.
- d. Si plusieurs majorations sont applicables en même temps, la somme des montants calculés en appliquant chaque taux de majoration au tarif de base sera facturée.
- e. Le nombre de tonnes inférieur à 1 tonne sera considéré comme 1 tonne.
- f. Prière de contacter le manutentionnaire sur site pour toute formalité requise et les tarifs des opérations de vérification du poids et des quantités.

Les tarifs de toute opération non inscrite dans ce tableau seront décidés conformément à l'accord passé entre les parties ou selon les pratiques courantes, sous réserve du respect de la législation.

(6) Application des taxes nationales et locales sur la consommation

- a. La somme des tarifs sera majorée de la taxe au taux en vigueur, sauf pour les opérations exemptées de taxes.
- b. Lorsque le montant calculé comprend des fractions inférieures à un yen, la valeur sera arrondie à l'unité.

(7) Conditions de paiement

- a. Le paiement doit être effectué en yen dans les 10 jours suivant la date d'émission de la facture soit par virement bancaire, soit en liquide.
- b. Toute facture non réglée à l'échéance sera automatiquement majorée d'un intérêt de retard de 3% par an à partir du 11^{ème} jour à compter de l'échéance, sans notification ni autre formalité.
- c. Tout stockage ou toute opération après la clôture de l'Expo sera effectué après le paiement à l'avance.

(8) Révision des tarifs

Les tarifs indiqués ci-dessus peuvent être révisés sans préavis, pour faire face à d'éventuelles fluctuations de prix, salaires, etc., en raison des circonstances économiques.

Liste des Prestataires de services logistiques accrédités et des tarifs des services de dédouanement

Nom du prestataire de services	Section	Adresse e-mail
		Numéro de téléphone
		URL
Nippon Express Company, Limited	Osaka Branch Planning Strategy Division	expo2025@nipponexpress.com
		+81 6-6451-2721
		https://www.nittsu.co.jp/
Joint Venture of Sumitomo Warehouse Group and Maguchi Group	EXPO 2025 Project Department	expo2025@sumitomo-soko.co.jp
		+81-6-6444-1302
		https://www.sumitomo-soko.co.jp https://www.maguchi.co.jp/group/holding/
LOGISTEED, Ltd	Sales Department 2 Business Management Headquarter	expo2025-osaka@logisteed.com
		+81 3-6871-7333
		https://www.logisteed.com/jp/profile/information/outline/index.html
HANKYU HANSHIN EXPRESS Co., Ltd. SEINO HOLDINGS CO.,LTD CORPORATION	EASTERN JAPAN IMPORT SALES DIV	hexpos2025@jp.hh-express.com
		+81 3-6745-1231
		https://www.hh-express.com/jp/ https://www.seino.co.jp/seino/shd/
SANKYU INC.	Kansai Area Business Development & Marketing Dept.	osakaexpo2025@sankyu.co.jp
		+81 6-6225-3977
		https://www.sankyu.co.jp/
Nissin Corporation	Osaka Expo Department	osa-expo25@nissin-tw.com
		+81 3-3238-6682
		https://www.nissin-tw.com
Mitsubishi Logistics Corporation	Osaka Branch Sales Dept. 2	MLCosaka2025@mitsubishi-logistics.co.jp
		+81 6-7730-8478
		https://www.mitsubishi-logistics.co.jp
SBS Holdings, Inc.	SBS Global Network Co., Ltd.	expo2025@sbs-group.co.jp
		+81 6-7708-5520
		https://www.sbs-group.co.jp/
Konoike Transport Co., Ltd.	EXPO & IR Office	expo2025@jpa.konoike.net
		+81 6-6227-4620
		https://www.konoike.net/
TATSUMI SHOKAI CONSORTIUM FOR 2025 KANSAI EXPO (TSCKE)	ADMIN OFFICE	Expo2025@tatsumi-cs.co.jp
		+81 6-6576-1822
		https://www.tatsumi-cs.co.jp/

Yusen Logistics Co., Ltd.	Expo2025 Project Team	expo2025@jp.yusen-logistics.com
		+81 6-6233-6209
		https://www.yusen-logistics.com
Kamigumi Co.,Ltd.Osaka Branch	2nd Business Dept	osaka_expo2025@kamigumi.co.jp
		+81 6-6576-4131
		https://www.kamigumi.co.jp/
THE SHIBUSAWA WAREHOUSE CO.,LTD.	OSAKA BRANCH	ml-expo2025osaka@shibusawa.co.jp
		+81 6-6573-9700
		www.shibusawa.co.jp
Kintetsu World Express, Inc.	Import Sales Department	expo2025@kwe.com
		+81 3-5443-9455
		https://www.kwe.com/jp/
NNR GLOBAL LOGISTICS GROUP	Global Logistics Div. Marketing dept.	hnbsmd_k@nnr-g.com
		+81 3-4332-5060
		https://www.nnr.co.jp/global_logistics/
Schenker-Seino Co., Ltd.	Fairs & Exhibitions	tyo.messe@schenker-seino.co.jp
		+81 3-5769-7380
		https://www.dbschenker.com/jp-ja/products/special-products/trade-fair-logistics
INTERNATIONAL EXPRESS CO., LTD.	KANSAI BRANCH HOMMACHI SALES OFFICE	iec-expo2025j@iecjp.com
		+81 6-6210-1407
		https://www.iecjp.com/

*Ce tarif ne doit pas être fourni ni son contenu divulgué à d'autres parties que les Participants Officiels (y compris les prestataires de services logistiques énumérés ci-dessus).

*Les tarifs indiqués sont en vigueur au 31 mars 2023.

通関業務料金表

017 年 10 月 8 日実施

1. 基本料金

(単位：円)

通関業務の種類		単位	料金
① 輸出（積戻し）申告		1 件	5,900
	少額貨物簡易通関扱	＃	4,200
② 輸入申告	i. 申告納税、及び賦課課税	＃	11,800
	少額貨物簡易通関扱	＃	8,600
	ii. 保税蔵置場蔵出・総合保税地域総保出（加工又は製造若しくは展示されたものを除く。）	＃	7,000
	少額貨物簡易通関扱	＃	5,100
③ 保税蔵置場蔵入申請		＃	7,000
④ 保税工場移入申請		＃	7,000
⑤ 保税展示場蔵置等承認申請		＃	7,000
⑥ 総合保税地域総保入申請		＃	7,000
⑦ 輸入許可前貨物引取申請		＃	5,100
⑧ 船（機）用品積込申告		＃	5,100
⑨ 外国貨物運送申告		＃	5,100
⑩ その他の申告・申請又は届（後記（注）の手続を除く。）		＃	2,000

2. 割増・割引

通関業務の種類	単位	割増率・割引率
⑪ 次の輸出入申告等 イ 評価（個別）申告、税額等の補正、及び税額等の是正等を伴う輸入申告 ロ インボイス記載品目が多いため、関税定率法別表の所屬区分の決定（統計品目番号の分類を含む。）、数量又は価格の計算等に特別な手数を要する申告・申請（①から⑨までのもの。但し、②ii. の申告は除く。） ハ 戻し税手続を伴う輸出（積戻し）申告 ニ 税関の検査・分析等の関係で特別な手数を要する申告・申請（①から⑨までのもの。）	1 件	①から⑨までの額の 5 割増

ホ 1 件の運送状、又は 1 件のインボイスを分割して行う申告・申請（②から⑥のまでのもの。但し、②ⅱ. の申告は除く。）		
⑫ 貨物の特性、依頼の内容、取扱いの規模等において、必要な事務量の多寡等を伴う事情を有する申告・申請又は届		臨時の約束による

（備考）

- (1) ①から⑨までの各種申告、申請の手続料金の対象事務には、これらの申告、申請に先行し、後続し、又はこれを同時に行われる経常的手続（例えば、検査の立会い、免税申告書の作成、予備申告等）の処理を含みます。
- (2) 保税工場移出輸入申告及び総合保税地域総保出輸入申告（加工又は製造若しくは展示又は使用されたものに限る。）については、②の輸入申告の料金を適用します。
- (3) 次に掲げる手続については、少額貨物簡易通関扱の料金を適用します。
 - イ 積卸コンテナ一覧表（コンテナリスト）の提出
 - ロ 通関手帳（ATAカルネ）による輸入申告又は輸出申告
 - ハ 小包、携帯品、託送品及び別送品等の輸入申告又は輸出（積戻し）申告
- (4) 輸出（積戻し）申告書又は外国貨物船（機）用品積込申告書をもって運送申告書を兼用するときは、①又は③の料金を④の取扱料金を加算しません。
- (5) ⑩の「その他の申告、申請又は届」に関する料金は、当該申請等の手続のみを独立して依頼され行った場合（例えば、倉主から依頼され外国貨物廃棄届出の手続のみを行う場合等）又は主たる手続と経常的には結びつかない場合（例えば、開庁時間外の執務を求める届出手続等）に限り、適用します。
- (6) 輸出（積戻し）申告及び輸入申告（輸入申告には、蔵入申請、蔵出申告、移入申請、移出申告、総保入申請、総保出申告及び輸入許可前貨物引取承認申請を含む。以下(7)において同じ。）において、1 申告が複数の欄からなる場合の通関業務の料金表中「単位」欄の適用については、次によります。
 - イ 輸出（積戻し）申告の場合、3 欄までの申告を 1 件とみなし、3 欄を超える申告については、1 件にその超える欄数 5 欄までごとに 1 件とみなして加算した件数とする。
 - ロ 輸入申告の場合、2 欄までの申告を 1 件とみなし、2 欄を超える申告については、1 件にその超える欄数 4 欄までごとに 1 件とみなして加算した件数とする。
- (7) SACCs を用いずに行った申告・申請又は届、納税時に当社の口座を利用した輸入申告、及び減税手続きを伴う申告は、⑫として割増料金を頂く場合があります。
- (8) 用紙代、通関手続に要した通常の交通費等経常的経費は、料金に含まれますが、貨物検査のための開梱運搬に要した労賃、運送料、遠隔地に所在する税関官署への申告、申請、届、遠隔地の検査立会い又は関税法基本通達 67 の 3-2-3 の(1)に規定する特定委託輸出申告に係る貨物の確認に要した交通費等の特別の費用については、実費として収受します。

（注）次に掲げる手続については、表（備考を含む。）に掲げる料金は適用せず、事務に要した費用、及びその他の実費に基づく額を料金とします。

- イ 輸入貨物の評価（包括）申告
- ロ 特例申告（輸入（引取）申告について併せて代理の依頼を受けた場合を除く。）
- ハ 特例輸入者承認申請
- ニ 特定輸出者承認申請
- ホ 修正申告（輸入の許可後に行うものに限る。）
- ヘ 更正の請求（輸入の許可後に行うものに限る。）
- ト 輸入（引取）申告（特例申告について併せて代理の依頼を受けている場合を除く。）
- チ 関税法その他関税に関する法令以外の法令の規定により輸出又は輸入に関して必要とする許可等の申請（例：食品等輸入届、植物等輸入検査申請、輸入畜産物検査申請）
- リ 税関検査の立会い（検査に係わる申告・申請について、検査のみを依頼された場合に限る。）
- ヌ 事前教示に関する照会

Tarif des frais de dédouanement

Tarif au 8 octobre 2017

1. Tarif de base

(Unité : yen)

Type d'opérations de dédouanement		Unité	Tarif unitaire
(1) Déclaration d'exportation (ou de réexpédition)		1 dossier	5 900
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	4 200
(2) Déclaration d'importation	i. Acquiescement des droits de douane sur déclaration et Acquiescement des droits de douane sur évaluation officielle	1 dossier	11 800
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	8 600
	ii. Retrait de l'entrepôt sous douane/retrait de la zone intégrée sous douane (sauf des produits qui y ont été transformés ou fabriqués, ou ceux qui y ont été exposés)	1 dossier	7 000
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	5 100
(3) Demande d'admission dans l'entrepôt sous douane		1 dossier	7 000
(4) Demande de transfert vers la fabrique-entrepôt sous douane		1 dossier	7 000
(5) Demande d'autorisation d'utilisation dans une zone d'exposition désignée par les douanes		1 dossier	7 000
(6) Demande d'admission dans la zone intégrée sous douane		1 dossier	7 000
(7) Demande de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation		1 dossier	5 100
(8) Déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger		1 dossier	5 100
(9) Déclaration de transport de fret étranger		1 dossier	5 100
(10) Autres déclarations, demandes, etc. (sauf les formalités énumérées dans la « Remarque » ci-après)		1 dossier	2 000

2. Majoration et réduction

Type d'opérations de dédouanement	Unité	Taux de majoration/réduction
(11) Déclarations d'exportation/importation, etc. énumérées ci-dessous : a. Déclaration d'importation nécessitant la déclaration (individuelle) de valeur, l'ajustement et la rectification de droits, etc. b. Déclaration et demande nécessitant un travail supplémentaire notamment pour la classification sur le tableau annexe de la Loi sur le tarif douanier (y compris classification selon le code du système harmonisé) et pour le calcul du nombre ou du prix, etc., en raison d'un	1 dossier	Majoration de 50% du tarif indiqué aux points (1) à (9)

nombre important d'articles inscrits sur la facture (déclarations et demandes visées aux points (1) à (6), sauf la déclaration visée au point (2) ii). c. Déclaration d'exportation (ou de réexpédition) nécessitant des formalités pour obtenir la ristourne des droits de douane d. Déclaration et demande nécessitant un travail supplémentaire lié au contrôle, à l'analyse, etc., effectué(e) par la douane (déclarations et demandes visées aux points (1) à (9)). e. Déclarations et demandes effectuées sur la base d'une même lettre de transport ou d'une même facture (déclarations et demandes visées aux points (2) à (6), sauf la déclaration visée au point (2) ii).		
(12) Déclaration, demande, etc., entraînant l'augmentation ou la diminution du volume de travail nécessaire en raison des caractéristiques du fret, de la nature de la commande, du volume du fret à traiter, etc.		Selon l'engagement temporaire

(Notes)

- (i) Les opérations relatives aux déclarations ou demandes visées aux points (1) à (9) dont les tarifs sont indiqués sur le tableau incluent les diverses opérations courantes à effectuer avant, après ou pendant leur traitement (p. ex. assistance au contrôle, établissement d'une demande d'exonération des droits de douane, déclaration préliminaire, etc.).
- (ii) Pour une déclaration d'importation à partir de la fabrique-entrepôt sous douane ou de la zone intégrée sous douane, réservées à des produits qui y ont été transformés ou fabriqués, ou à ceux qui y ont été exposés ou utilisés, les tarifs pour la déclaration d'importation visée au point (2) seront appliqués.
- (iii) Le tarif de la formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur sera appliqué dans les cas suivants :
- Dépôt de la liste de conteneurs à charger/décharger
 - Déclaration d'importation/exportation par le carnet de dédouanement (Carnet ATA)
 - Déclaration d'importation/exportation (ou de réexpédition) des colis, des affaires personnelles, des objets consignés, des bagages non accompagnés, etc.
- (iv) Si la déclaration d'exportation (ou de réexpédition) ou la déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger sert également de déclaration de transport, le tarif visé au point (9) ne sera pas facturé en plus des tarifs visés aux points (1) ou (8).
- (v) Le tarif des « Autres déclarations, demandes, etc. » visé au point (10) ne sera facturé que dans le cas où la demande/déclaration, etc., en question serait déposée de façon indépendante (p. ex. lorsque la demande du propriétaire de l'entrepôt concerne uniquement le dépôt de la déclaration de mise au rebut de marchandises étrangères) ou qu'elle aurait un caractère exceptionnel par rapport aux opérations principales (p. ex. demande d'ouverture des bureaux de douane en dehors des heures de service, etc.).
- (vi) Si une déclaration d'exportation (ou de réexpédition) ou d'importation (y compris la demande d'admission dans l'entrepôt ou de retrait de l'entrepôt, la demande de transfert vers la fabrique-entrepôt ou de retrait de la fabrique-entrepôt, la demande d'admission ou de retrait de la zone intégrée sous douane, ou la demande d'approbation de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation - cette définition s'applique également au paragraphe (vi) ci-dessous) comprend plusieurs articles, l'« Unité » indiquée dans le tableau des « Tarifs des frais de dédouanement » s'entend par :
- En cas de déclaration d'exportation ou de réexpédition, un dossier de déclaration pouvant comprendre au maximum 3 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 3, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 5 articles et ainsi de suite.
 - En cas de déclaration d'importation, un dossier de déclaration pouvant comprendre au maximum 2 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 2, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 4 articles et ainsi de suite.
- (vii) Pour une déclaration, demande, etc., faite sans passer par le NACCS, une déclaration d'importation dont les droits de douane ont été payés via le compte bancaire de notre société et une déclaration avec la réduction des droits de douane, une majoration visée au point (12) peut être appliquée.
- (viii) Les tarifs indiqués dans le tableau comprennent les frais courants, tels que les frais de formulaires ou les frais ordinaires de transport, etc., pour effectuer les opérations de dédouanement, mais tous les frais exceptionnels, tels que les frais de personnel pour le déballage et le transport du fret soumis au contrôle, les frais de transport du fret, les frais de déplacement pour le dépôt de la déclaration, demande, etc., à un bureau de douane éloigné, pour l'assistance au contrôle effectué dans un lieu éloigné, ou pour la vérification du fret faisant l'objet de la déclaration d'exportation spécifique par les opérateurs agréés régie par (1) de 3-2-3 de la Notification générale n° 67 de la Loi relative aux droits de douane seront facturés en sus sur la base des frais réels effectivement engagés.

(Remarque) En ce qui concerne les opérations ci-dessous, les tarifs indiqués dans le tableau (y compris les « Notes ») ne s'appliquent pas et les frais effectivement engagés pour les opérations administratives et d'autres frais réels seront facturés.

- a. Déclaration (globale) de valeur des marchandises importées ;
 - b. Déclaration exceptionnelle (sauf en cas de mandat reçu parallèlement pour la déclaration d'importation (de retrait)) ;
 - c. Demande d'autorisation de l'importateur spécial ;
 - d. Demande d'autorisation de l'exportateur spécial ;
 - e. Déclaration rectificative (uniquement celle déposée après l'autorisation d'importation) ;
 - f. Demande de rectification (uniquement celle formulée après l'autorisation d'importation) ;
 - g. Déclaration d'importation (de retrait) (sauf en cas de mandat reçu parallèlement pour la déclaration exceptionnelle) ;
 - h. Demande d'autorisation liée à l'exportation ou à l'importation, requise conformément aux dispositions législatives autres que celles de la Loi relative aux droits de douane et d'autres législations pertinentes (p. ex. Déclaration d'importation de denrées alimentaires, etc., demande de contrôle phytosanitaire des végétaux importés, demande de contrôle des produits d'élevage importés).
- Assistance au contrôle douanier (uniquement lorsque l'opération commandée liée à la déclaration relative au contrôle concerne seulement la réalisation d'un contrôle) et
 - Consultation relative à la demande de renseignements préliminaires.

Joint Venture of Sumitomo Warehouse Group and Maguchi Group
(Sumitomo Warehouse Group)

通 關 單 務 科 查 表

[illegible]

(注) 表の値はあくまでも目安として、実際の所得、必要経費、必要増価を算出する際に、必ずしも算出金額の通りにして、税額計算に用いる必要はなく、必要に応じて調整する必要があります。

1048

- [illegible]

通訊處：廣州 廣州市東門外 廣州市東門外 廣州市東門外

Tarif des frais de dédouanement

Type d'opérations de dédouanement		Unité	Tarif unitaire (par dossier)
(1) Déclaration d'exportation (sauf de réexportation)		1 dossier	5 000
	Formulaire de dédouanement simplifié pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	4 200
(2) Déclaration d'importation	Acquittement des droits de douane sur déclaration (déclaration préliminaire simplifiée)	1 dossier	11 600
	Formulaire de dédouanement simplifié pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	8 000
	Acquittement des droits de douane sur évaluation officielle	1 dossier	10 530
	Formulaire de dédouanement simplifié pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	7 600
	Régime de l'entrepôt sous douane ou de la zone intégrée sous douane (sauf des produits qui y ont été transformés ou dédouanés en tant qu'ils ont été exportés)	1 dossier	7 000
	Formulaire de dédouanement simplifié pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	5 100
(3) Demande d'admission dans l'entrepôt sous douane		1 dossier	7 000
(4) Demande de transfert vers la fabrique-entrepôt sous douane		1 dossier	7 000
(5) Demande d'autorisation d'admission dans une zone d'exposition désignée par les douanes		1 dossier	7 000
(6) Demande d'admission dans la zone intégrée sous douane		1 dossier	7 000
(7) Demande de statut de lot avant l'obtention d'une autorisation d'exportation		1 dossier	5 100
(8) Distribution de chargement de fret sur un cargo ou un avion cargo étranger		1 dossier	5 100
(9) Déclaration de transport de fret étranger		1 dossier	5 100
(10) Autres formalités		1 dossier	Éthérée après consultation

(Remarque) Un tarif unique en valeur non indexé dans le système d'incitation peut être appliqué en l'absence des caractéristiques de flexibilité du volume du fret à traiter. La solution tient au nom de comptable ou le volume de travail nécessaire à l'opération, etc.

Abstract

Prima cosa, la rilevazione di "imprevedibilità" presuppone che le informazioni disponibili siano davvero nuove, che le azioni intraprese siano davvero, almeno in un certo senso, le prime del tipo e non solo innovazioni su tecnologie, su tecniche, su processi già esistenti, o su dati già disponibili. In secondo luogo, la rilevazione di "imprevedibilità" presuppone che le informazioni disponibili siano davvero nuove, che le azioni intraprese siano davvero, almeno in un certo senso, le prime del tipo e non solo innovazioni su tecnologie, su tecniche, su processi già esistenti, o su dati già disponibili.

[1] Pour une inclusion d'importation/exportation par le court de dédouanement (C. cour. DPA), le tarif pour le transport de dédouanement appliqué aux marchandises à dédouaner est appliqué.

^a The location of vegetation was by superimposing a 100-m grid on the location of vegetation, a 100-m grid was applied.

(1) In the distribution of expenditures (or in consumption) we distinguish the expenditure by the social category, at short-range strategy and expenditure in distribution by category, by itself and income (D) as associated with the way you have paid in distribution by category, and expenditure controls (income, social consumption).

[illegible]

La via di sviluppo d'informazione e di comprensione, su alcuni dei
 Relazioni possono comprendere un numero finito di. A ogni le molte
 l'analisi ed espone il. A d'essere un insieme finito possono
 comprendere un numero finito di e alcuni di esse.

5. En cas de violation l'importateur ou donneur de déclaration peuvent être poursuivis et sanctionnés. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 5, l'importateur ou donneur de déclaration peuvent être poursuivis et sanctionnés à l'importation d'articles en vertu de cette loi.

(c) Les outils indiqués dans le tableau ci-dessous ont été considérés pour effectuer les opérations de dédouanement, sachant que les traités de Commerce, auxquels les États participants sont liés, ont une portée plus large que les outils indiqués ci-dessous.

(vii) Can you see the categories themselves if there are no labels to categorise the + Active-Inactive/Yes + No on page 170, and not otherwise quite convinced?

ii) Dehydration to reduce the immediate negative (negative) to decrease growth or water.

5. Discuss the organizational and/or environmental factors that may be responsible for the development of the organizational culture of the organization.

c. Probability of a substantive or investigative report

d. Demands of associations de l'industrie pétrolière

1. *Parasitically transmitted (parasitism) with dispersal upon host extinction*

g. Disclosure of information by confidential informants is not required (and/or may be deemed inappropriate) prior to disclosure.

W. D. Hamilton, *Evolutionary Ecology: An Introduction*, 2nd edn. Blackwell, Oxford, 1999.

...and the ...

2) *Upholstered in leather or leather-like material, etc.*

Noms du courrier en français : *Kommunikations-Wörterbuch* Litman

（注）この表は、1995年10月1日現在のデータに基づく。なお、この表は、1995年10月1日現在のデータに基づく。

TABLE 2

収 入 内 容 の 明 細		単 位	内 容
① 販売・提供しし料金		円	3,300
	大塚市協賛金(協賛料)	円	4,200
② 販売手数料	販売手数料(計費率50%)	円	11,800
	大塚市協賛金(協賛料)	円	8,600
	販売手数料	円	18,500
	大塚市協賛金(協賛料)	円	7,800
	協賛金(協賛料) - 大塚市協賛金のうち、協賛料として支払われるもの(大塚市協賛金として支払われるもの)	円	7,000
	大塚市協賛金(協賛料)	円	3,100
③ 協賛金(協賛料)の受取		円	7,000
④ 協賛金(協賛料)の受取		円	7,000
⑤ 協賛金(協賛料)の受取(大塚市協賛金)		円	7,000
⑥ 協賛金(協賛料)の受取(大塚市協賛金)		円	7,000
⑦ 協賛金(協賛料)の受取(大塚市協賛金)		円	5,100
⑧ 協賛金(協賛料)の受取(大塚市協賛金)		円	5,100
⑨ 協賛金(協賛料)の受取(大塚市協賛金)		円	5,100
⑩ 協賛金(協賛料)の受取(大塚市協賛金)		円	1,300
⑪ 協賛金(協賛料)の受取(大塚市協賛金)		円	200
⑫ 協賛金		円	1,300

- [illegible]

チ 関税法その他関税に関する法令以外の法令の規定により輸出又は輸入に關して必要とする許可等の申請

通關業者名 問口運輸株式会社

- (7) ⑩の「諸申告又は許可承認書作成」に係る料金を請求できるのは、荷主等から輸出（積戻し）又は輸入の許可、外国貿易船等の入出港事実に係る証明書の交付を独立して依頼され、税関に届を提出する場合。
- (8) ⑫の割増料を請求できるのは、次のような場合とする。
- イ 輸入申告手続の一環として輸入貨物の評価に関する申告、修正申告、更正の請求等の手続を行う場合等で、それに要した事務量からみて割増料を請求すべき相当の理由があるとき。
 - ロ インボイス記載品目が多いため、輸出又は輸入申告書の作成において、関税定率法別表の所属区分の決定（統計品目番号の分類を含む。）数量又は価格の計算等に特別の手数を要したとき。
 - ハ 戻し税手続のための特別の手数を要したとき。
 - ニ 税関の検査や分析等の関係で特別の手数を要したとき。
 - ホ 1件の委託に係る貨物の申告を分割して申告する場合で特別の手数を要したとき。
 - ヘ その他手続上一般の場合に比較して特別の手数を要したとき。
- (9) 輸出（積戻し）申告及び輸入申告（輸入申告には、蔵入申請、蔵出申告、移入申請、移出申告、蔵保入申請、蔵保出申告及び輸入許可前貨物引取申請を含む。以下（9）において同じ。）において、1申告が複数の關からなる場合の通関業務の料金表中「単位」欄の適用については、次による。
- イ 輸出（積戻し）申告の場合、3欄までの申告を1件とみなし、3欄を超える申告については、1件にその超える欄数5欄までごとに1件とみなして加算した件数とする。
 - ロ 輸入申告の場合、2欄までの申告を1件とみなし、2欄を超える申告については、1件にその超える欄数4欄までごとに1件とみなして加算した件数とする。
- (10) 小包、携帯品、託送品及び別送品等の取扱料金は、輸出は輸出（積戻し）申告料金（大額）の7割、輸入は賦課課税料金（大額）の7割とする。
- (11) 用紙代、通関手続に要した通常の交通費等経常的経費は料金に含まれるものとするが、貨物検査のための開梱・運搬に要した労賃、運送料、遠隔地に所在する税関官署への申告、申請、届、税関検査の立会い又は関税法基本通達67の3-2-3の(1)に規定する持定委託輸出申告に係る貨物の確認に要した交通費等の特別の費用については、その実費を別に請求することができる。

(注) 次に掲げる手段については、表（備考を含む。）に掲げる料金は適用しない。

- イ 輸入貨物の評価に関する申告（関税法施行令第1条第3項に基づく申告に限る。）
- ロ 特例申告（特例申告貨物）（関税法第7条の2第2項に規定する特例申告貨物をいう。下記トにおいて同じ。）の輸入申告について併せて代理の依頼を受けた場合を除く。）
- ハ 関税法第7条の2第1項の承認の申請
- ニ 関税法第67条の3第1項の承認の申請
- ホ 修正申告（輸入の許可後に行うものに限る。）
- ヘ 更正の請求（輸入の許可後に行うものに限る。）
- ト 特例申告貨物の輸入申告（当該特例申告貨物に係る特例申告について併せて代理の依頼を受けている場合を除く。）

Tarif des frais de dédouanement

Les tarifs indiqués dans le tableau ci-dessous sont des **tarifs de base** applicables à diverses opérations de dédouanement, y compris les opérations associées.

Tarif au 8 octobre 2017

(Unité : yen)

Type d'opérations de dédouanement		Unité	Tarif de base
(1) Déclaration d'exportation (ou de réexportation)		1 dossier	5 900
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	4 200
(2) Déclaration d'importation	Acquittement des droits de douane sur déclaration (déclaration préliminaire comprise)	1 dossier	11 800
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	9 600
	Acquittement des droits de douane sur évaluation officielle	1 dossier	10 500
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	7 800
	Brexit de l'entrepôt sous douane/retour de la zone intégrée sous douane (sauf des produits qui y ont été transformés ou fabriqués, ou ceux qui y ont été originels)	1 dossier	7 000
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	5 100
(3) Demande d'admission dans l'entrepôt sous douane		1 dossier	7 000
(4) Demande de rentrer vers la fabrique-compte sous douane		1 dossier	7 000
(5) Demande d'autorisation d'utilisation dans une zone d'exposition désignée par les douanes		1 dossier	7 000
(6) Demande d'admission dans la zone intégrée sous douane		1 dossier	7 000
(7) Demande de permis de fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation		1 dossier	5 100
(8) Déclaration de chargement du fret sur un cargo (ou un aéro-cargo étranger)		1 dossier	5 100
(9) Déclaration de transport de fret étranger		1 dossier	5 100
(10) Autres déclarations, demandes, etc.		1 dossier	1 300
(11) Établissement de duplicata de documents déclaratifs/admission, etc.		1 dossier	200
(12) Majoration		1 dossier	Majoration de 50% du tarif indiqué aux points (1) à (9) en fonction du type d'opérations de dédouanement indiqué aux points (1) à (9)

(7) Les frais pour la déclaration et la demande énumérés aux points (1) à (9) seront en principe facturés selon les tarifs indiqués dans le tableau ci-dessus. Cependant, ces tarifs peuvent être majorés ou réduits en fonction de la nature de transaction, la durée, le nombre de documents, le poids, etc., et dans ce cas, ils seront déterminés cas par cas en consultant entre les parties.

(8) Les opérations relatives aux déclarations ou demandes visées aux points (1) à (9) dont les tarifs sont indiqués sur le tableau incluent les diverses opérations nécessaires à effectuer avant, après ou pendant leur traitement (établissement d'une demande d'exonération des droits de douane, etc.), sauf frais d'assistance ou contrôle douanier. Il est à noter que pour « Déclaration préliminaire » mentionnée dans le cas de l'« Acquittement des droits de douane sur déclaration » du point (2) « Déclaration d'importation », on entend celle

- visée à la notification intitulée « Sur le système d'examen préliminaire » (notification N° 251 du Directeur général du bureau de douane, Ministère des finances du 31 mars 2000)
- (iii) Pour une déclaration d'importation à partir de la fabrique-entrepôt sous douane ou de la zone intégrée sous douane, réservées à des produits qui y ont été transformés ou fabriqués, ou à ceux qui y ont été exposés ou utilisés, les tarifs pour la déclaration d'importation visée au point (2) seront appliqués en fonction de la catégorie d'imposition (acquiescement des droits de douane sur déclaration ou sur évaluation officielle).
- (iv) Le tarif pour la formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur sera appliqué dans les cas suivants :
- Dépôt de la liste de conteneurs à charger/décharger conforme aux dispositions de l'article 2 du Décret d'application N° 257 (1971) de la Loi sur les dispositions spéciales de la Loi relative aux droits de douane, etc., en relation avec la mise en œuvre de la Convention douanière relative aux conteneurs et de la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR (convention TIR)
 - Déclaration d'importation/exportation par le carnet de dédouanement (Carnet ATA)
- (v) Si la déclaration d'exportation (ou de réexpédition) ou la déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger sert également de déclaration de transport, le tarif visé au point (9) ne peut pas être facturé en tant que frais pour la déclaration de transport.
- (vi) Le tarif des « Autres déclarations, demandes, etc. » visé au point (10) ne sera facturé que dans le cas où la demande/déclaration, etc., en question serait déposée de façon indépendante (p. ex. lorsque la demande du propriétaire de l'entrepôt concerne uniquement le dépôt de la déclaration de mise au rebut de marchandises étrangères) ou qu'elle aurait un caractère exceptionnel par rapport aux opérations principales (p. ex. demande d'ouverture des bureaux de douane en dehors des heures de service, etc.).
- (vii) Les frais relatifs au point (11) « Etablissement de duplicata de diverses déclarations/autorisation, etc. » ne peuvent être facturés qu'en cas de dépôt d'une demande au bureau de douane commandée de manière indépendante par l'expéditeur, etc., pour obtenir l'autorisation d'exportation (réexpédition)/importation ou la délivrance du certificat attestant l'entrée ou le départ de navires de commerces étrangers
- (viii) Les majorations visées au point (12) peuvent être appliquées dans les cas suivants :
- Lorsque la déclaration de valeur des marchandises importées, la déclaration rectificative ou la demande de rectification, etc., sont déposées dans le cadre des formalités de déclaration d'importation et qu'il existe des motifs raisonnables d'appliquer une majoration, vu le volume de travail effectivement réalisé ;
 - En cas d'établissement d'une déclaration d'importation/exportation qui a nécessité un travail supplémentaire, notamment pour la classification sur le tableau annexe de la Loi sur le tarif douanier (y compris classification selon le code du système harmonisé) et pour le calcul du nombre ou du prix, etc., en raison d'un nombre important d'articles inscrits sur la facture ;
 - Lorsque les formalités pour obtenir la ristourne des droits de douane ont nécessité un travail supplémentaire ;
 - Lorsque le contrôle, l'analyse, etc., effectuée par la douane ont nécessité un travail supplémentaire ;
 - Lorsque plusieurs déclarations de marchandises effectuées sur la base d'un seul dossier ont nécessité un travail supplémentaire ;
 - Autres cas ayant nécessité un travail supplémentaire par rapport aux opérations courantes.
- (ix) Si une déclaration d'exportation (ou de réexpédition) ou d'importation (y compris la demande d'admission dans l'entrepôt ou de retrait de l'entrepôt, la demande de transfert vers la fabrique-entrepôt ou de retrait de la fabrique-entrepôt, la demande d'admission ou de retrait de la zone intégrée sous douane, ou la demande d'approbation de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation - cette définition s'applique également au paragraphe (ix) ci-dessous) comprend plusieurs articles, l'« Unite » indiquée dans le tableau des tarifs des frais de dédouanement s'entend par :
- En cas de déclaration d'exportation ou de réexpédition, un dossier de déclaration pouvant comprendre au maximum 3 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 3, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 5 articles et ainsi de suite.
 - En cas de déclaration d'importation, un dossier de déclaration pouvant comprendre au maximum 2 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 2, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 4 articles et ainsi de suite.
- (x) Le tarif pour traiter les colis, les affaires personnelles, les objets consignés, les bagages non accompagnés, etc., est, quant à l'exportation, de 70% du tarif pour la déclaration d'exportation (réexpédition) (forte valeur) et, quant à l'importation, 70% du tarif pour la déclaration d'importation sur évaluation officielle (forte valeur).
- (xi) Les tarifs indiqués dans le tableau comprennent les frais courants, tels que les frais de formulaires ou les frais ordinaires de transport, etc., pour effectuer les opérations de dédouanement, mais tous les frais exceptionnels, tels que les frais de personnel pour le déballage et le transport du fret soumis au contrôle, les frais de transport du fret, les frais de déplacement pour le dépôt de la déclaration, demande, etc., à un bureau de douane éloigné, pour l'assistance au contrôle douanier effectué dans un lieu éloigné, ou pour la vérification du fret faisant l'objet de la déclaration d'exportation spécifique par les opérateurs agréés régies par (1) de 3-2-3 de la Notification générale n° 67 de la Loi relative aux droits de douane peuvent être facturés en sus sur la base des frais réels effectivement engagés.
- (Remarque) En ce qui concerne les opérations ci-dessous, les tarifs indiqués dans le tableau (y compris les « Notes ») ne s'appliquent pas :
- Déclaration de valeur des marchandises importées (uniquement la déclaration visée au 3^{ème} alinéa de l'article 4 du Décret d'application de la Loi relative aux droits de douane) ;
 - Déclaration exceptionnelle (sauf en cas de mandat reçu parallèlement pour la déclaration d'importation des marchandises déclarées à titre exceptionnel (marchandises déclarées à titre exceptionnel définies au 2^{ème} alinéa de l'article 7-2 de la Loi relative aux droits de douane - cette définition s'applique également au point g. ci-dessous) ;
 - Demande d'autorisation visée au 1^{er} alinéa de l'article 7-2 de la Loi relative aux droits de douane ;

- d. Demande d'autorisation visée au 1^{er} alinéa de l'article 67-3 de la Loi relative aux droits de douane ;
- e. Déclaration rectificative (uniquement celle déposée après l'autorisation d'importation) ;
- f. Demande de rectification (uniquement celle formulée après l'autorisation d'importation) ;
- g. Déclaration d'importation des marchandises déclarées à titre exceptionnel (sauf en cas de mandat reçu parallèlement pour la déclaration exceptionnelle desdites marchandises déclarées à titre exceptionnel) ;
- h. Demande d'autorisation liée à l'exportation ou à l'importation, requise conformément aux dispositions législatives autres que celles de la Loi relative aux droits de douane et d'autres législations pertinentes.

Nom du courtier en douane **Maguchi Group**

通関業務料金 一覧表

通 関 業 務 の 種 別			
〔1〕	輸出(輸送し)申告	1 票	5,000 円
	少額貨物又は簡易通関貨	票	4,200 円
〔2〕	輸入申告	票	11,000 円
	- 申告納税 (予備申告を含む)	票	8,500 円
	- 税額課税	票	10,500 円
	- 税額課税	票	7,000 円
	- 税額課税(申告、申告税額地延出)	票	7,000 円
〔3〕	(下記〔3〕の申告を除く)	票	5,100 円
	少額貨物又は簡易通関貨	票	5,100 円
〔4〕	輸入申告(輸入申告、保税工場輸入申告、保税展示場 販賣等承認申請及び保税保税地輸入申告)	票	7,000 円
〔5〕	輸入許可前貨物引取申請	票	5,100 円
〔6〕	外国貨物(税) 商品輸入申告	票	5,100 円
〔7〕	外国貨物運送申告	票	5,100 円
〔8〕	その他の申告・申請又は届	票	1,500 円
〔9〕	通関申告又は許可承認書等作成	票	200 円
〔10〕	税関内 対外：上記〔1〕から〔8〕までに掲げる業務種類に付した業務	各票に定める料金の1割	
〔11〕	税関外 対外：下記〔10〕に掲げる業務	申告に付した税金	

臨江の人國學廟堂内封在（四）

側溝	口数
1間以下	5,900
4~5間	11,300
9~13間	17,700
14~19間	23,600

紙と鉛筆の練習問題集 (四)

幅数	割合
2間目まで	11,800
3～6間	23,600
7～10間	35,400
11～14間	47,200

※ 調剤業務料金について、ある調剤と個別にやり取りした見換金等がある場合は、その調剤金に併せて請求する。

- [illegible]

Tableau des frais pour les services de dédouanement

Type d'opérations de dédouanement			
(1)	Déclaration d'exportation (ou de réexpédition)	1 dossier	5 900 yens
	Traitées comme marchandises à faible valeur ou dans le cadre du dédouanement simplifiée	1 dossier	4 200 yens
(2)	Déclaration d'importation	1 dossier	11 800 yens
	Acquittement des droits de douane sur déclaration (déclaration préliminaire comprise)	1 dossier	8 600 yens
	Traitées comme marchandises à faible valeur ou dans le cadre du dédouanement simplifiée	1 dossier	10 500 yens
	Acquittement des droits de douane sur évaluation officielle	1 dossier	7 800 yens
	Traitées comme marchandises à faible valeur ou dans le cadre du dédouanement simplifiée	1 dossier	7 000 yens
	Retrait de l'entrepôt sous douane/retrait de la zone intégrée sous douane (excepté la déclaration visée au point (iii) ci-dessous)	1 dossier	5 100 yens
	Traitées comme marchandises à faible valeur ou dans le cadre du dédouanement simplifiée	1 dossier	7 000 yens
(3)	Opérations relatives au régime sous douane (Demande d'admission dans l'entrepôt sous douane, Demande de transfert vers la fabrique-entrepôt sous douane, Demande d'autorisation d'utilisation dans une zone d'exposition désignée par les douanes Demande d'admission dans la zone intégrée sous douane)	1 dossier	7 000 yens
(4)	Demande de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation	1 dossier	5 100 yens
(5)	Déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger	1 dossier	5 100 yens
(6)	Déclaration de transport de fret étranger	1 dossier	5 100 yens
(7)	Autres déclarations, demandes, etc.	1 dossier	1 300 yens
(8)	Établissement de duplicata de diverses déclarations/autorisations, etc.	1 dossier	200 yens
(9)	Majoration : en cas d'opérations entrant dans les catégories énumérées aux points (1) à (8)	Majoration de 50% du tarif indiqué dans chaque case	
(10)	Opérations spécifiques : opérations visées au point (x) ci-dessous	Tarif variable selon les cas	

Tarif pour la formalité de déclaration d'exportation (forte valeur/plusieurs articles) (yens)

Nb. d'articles	Tarif
jusqu'à 3	5 900
de 4 à 8	11 800
de 9 à 13	17 700
de 14 à 18	23 600

Tarif pour la formalité de déclaration d'importation (forte valeur/plusieurs articles) (yens)

Nb. d'articles	Tarif
jusqu'à 2	11 800
de 3 à 6	23 600
de 7 à 10	35 400
de 11 à 14	47 200

※ S'il existe un devis, etc., conclu individuellement avec le client relatif aux opérations de dédouanement, les tarifs indiqués sur ce devis seront appliqués.

- (i) Si une déclaration comprend plusieurs articles, le tableau des tarifs des frais de dédouanement (ci-après désigné le « Tableau ») s'appliquera comme suit (en cas de déclaration des marchandises à forte valeur, voir les tableaux de droite ci-dessus) :
Cette disposition concerne les déclarations/demandes visées aux points (1) « Déclaration d'exportation (ou de réexpédition) » à (4) « Demande de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation ».
- En cas de déclaration d'exportation (ou de réexpédition) visée au point (1) du Tableau, le montant facturé sera obtenu en multipliant le nombre de dossiers (un premier dossier pouvant comprendre au maximum 3 articles + un deuxième dossier éventuel (ou plus) pouvant comprendre au maximum 5 articles, si le nombre d'articles est supérieur à 3) par le tarif indiqué sur le Tableau (1).
 - En cas de déclaration/demande visée aux points (2) (Déclaration d'importation) à (4) (Demande de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation) du Tableau, le montant facturé sera obtenu en multipliant le nombre de dossiers (un premier dossier pouvant comprendre au maximum 2 articles + un deuxième dossier éventuel (ou plus) pouvant comprendre au maximum 4 articles, si le nombre d'articles est supérieur à 2) par le tarif indiqué aux points (2) à (4) sur le Tableau.
- (ii) Les tarifs des opérations relatives aux déclarations ou demandes visées aux points (1) à (6) du Tableau incluent les diverses opérations courantes à effectuer avant, après ou pendant leur traitement (p. ex. assistance au contrôle, établissement d'une demande d'exonération des droits de douane, etc.). Il est à noter que par « Déclaration préliminaire » mentionnée dans la case de l'« Acquittement des droits de douane sur déclaration » du point (2) « Déclaration d'importation », on entend celle visée à la notification intitulée « Sur le système d'examen préliminaire » (notification N° 251 du Directeur général du bureau de douane, Ministère des finances du 31 mars 2000).
- (iii) Bien qu'il s'agisse des opérations relatives au régime sous douane, pour une déclaration d'importation à partir de la fabrique-entrepôt sous douane ou de la zone intégrée sous douane, ré servées à des produits qui y ont été transformés ou fabriqués, ou à ceux qui y ont été exposés ou utilisés, les tarifs pour la déclaration d'importation visée au point (2) du Tableau seront appliqués en fonction de la catégorie d'imposition (acquittement des droits de douane sur déclaration ou sur évaluation officielle des marchandises à déclarer).
- (iv) Le tarif pour les marchandises à faible valeur ou le tarif pour la formalité de dédouanement simplifiée indiqué aux points (1) (Déclaration d'exportation) ou (2) (Déclaration d'importation) du Tableau sera appliqué dans les cas suivants :
- Dépôt de la liste de conteneurs à charger/décharger conforme aux dispositions de l'article 2 (Formalités d'importation/exportation de conteneurs) du Décret d'application N° 257 (1971) de la Loi sur les dispositions spéciales de la Loi relative aux droits de douane, etc., en relation avec la mise en œuvre de la Convention douanière relative aux conteneurs et de la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR (convention TIR).
 - Déclaration d'importation/exportation par le carnet de dédouanement (Carnet ATA)
- (v) Si la déclaration d'exportation (ou de réexpédition) ou la déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger sert également de déclaration de transport, le tarif visé au point (6) du Tableau (Déclaration de transport de fret étranger) sera inclus dans les tarifs visés aux points (1) (Déclaration d'exportation) ou (5) (Déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger).

- (vi) Le tarif des « Autres déclarations, demandes, etc. » visé au point (7) du Tableau sera facturé dans les cas suivants :
- Dans le cas où la demande/déclaration, etc., en question serait déposée de façon indépendante (p. ex. lorsque la demande du propriétaire de l'entrepôt sous douane concerne uniquement le dépôt de la déclaration de mise au rebut de marchandises étrangères)
 - Dans le cas où la demande/déclaration, etc., en question aurait un caractère exceptionnel par rapport aux opérations principales (p. ex. demande d'ouverture des bureaux de douane en dehors des heures de service, demande de dédouanement des marchandises exportées dans un conteneur etc.)
- (vii) Les majorations visées au point (9) du Tableau seront facturées dans les cas suivants :
- Lorsque la déclaration de valeur des marchandises importées, la déclaration rectificative ou la demande de rectification, etc., sont déposées dans le cadre des formalités de déclaration d'importation et qu'il existe des motifs raisonnables d'appliquer une majoration, vu le volume de travail effectivement réalisé ;
 - En cas d'établissement d'une déclaration d'importation/exportation qui a nécessité un travail supplémentaire, notamment pour la classification sur le tableau annexe de la Loi sur le tarif douanier (y compris classification selon le code du système harmonisé) et pour le calcul du nombre ou du prix, etc., en raison d'un nombre important d'articles inscrits sur la facture ;
 - Lorsque les formalités pour obtenir la ristourne des droits de douane ont nécessité un travail supplémentaire ;
 - Lorsque le contrôle, l'analyse, etc., effectué(e) par la douane ont nécessité un travail supplémentaire ;
 - Lorsque plusieurs déclarations de marchandises effectuées sur la base d'un seul dossier ont nécessité un travail supplémentaire ;
 - Autres cas ayant nécessité un travail supplémentaire par rapport aux opérations courantes.
- (viii) Le tarif pour traiter les colis, les affaires personnelles, les objets consignés, les bagages non accompagnés, etc., est de 70% du tarif indiqué aux points (1) ou (2) du Tableau selon qu'ils sont exportés ou importés.
- (ix) Les tarifs indiqués dans le Tableau comprennent les frais courants pour effectuer les opérations de dédouanement, tels que les frais de formulaires ou de transport, etc., mais tous les frais exceptionnels, tels que les frais de personnel pour le déballage et le transport du fret soumis au contrôle, les frais de transport du fret, les frais de déplacement pour le dépôt de la déclaration, demande, etc., à un bureau de douane éloigné, pour l'assistance au contrôle effectué dans un lieu éloigné, etc., seront facturés en sus sur la base des frais réels effectivement engagés.
- (x) Pour les opérations énumérées ci-dessous, les tarifs seront déterminés en concertation avec le client :
- Déclaration de valeur des marchandises importées (uniquement la déclaration visée au 3^{ème} alinéa (Formulaire de déclaration globale) de l'article 4 du Décret d'application de la Loi relative aux droits de douane) ;
 - Déclaration exceptionnelle (sauf en cas de mandat reçu parallèlement pour la déclaration d'importation des marchandises déclarées à titre exceptionnel (marchandises déclarées à titre exceptionnel définies au 2^{ème} alinéa de l'article 7-2 de la Loi relative aux droits de douane) ;
 - Demande d'autorisation visée au 1^{er} alinéa « Cas exceptionnel de la déclaration » de l'article 7-2 de la Loi relative aux droits de douane ou celle visée au 1^{er} alinéa « Cas exceptionnel de la déclaration d'exportation » de l'article 67-3 de la même loi ;
 - Déclaration rectificative (uniquement celle déposée après l'autorisation d'importation) ou demande de rectification (uniquement celle formulée après l'autorisation d'importation) ;
 - Contrôle du fret relatif à la déclaration d'exportation ou d'importation demandé par un autre courtier en douane ;
 - Déclaration d'importation des marchandises déclarées à titre exceptionnel (sauf en cas de mandat reçu parallèlement pour la déclaration exceptionnelle desdites marchandises déclarées à titre exceptionnel) ;
 - Demande d'autorisation liée à l'exportation ou à l'importation, requise conformément aux dispositions législatives autres que celles de la Loi relative aux droits de douane et d'autres législations pertinentes.

LOGISTEED, Ltd

2022年10月11日

通関業務料金表

通関業務料金	輸出（積戻し）申告				¥5,900	1件		
	輸入申告等	輸入申告	＝ 少額貨物簡易通関費			¥4,200	〃	1申告が複数個になる場合は、2面紙で1申告とし、2面紙を超える申告については1件にその超える面紙の個数で1件とみなして計算する。
			申告納税 （予備申告を含む）	一般	¥11,800	〃		
				少額	¥8,600	〃		
			賦課課税	一般	¥10,500	〃		
				少額	¥7,800	〃		
			保税蔵置場蔵出・配付保税地 域総保出（加工又は製造若し は展示されたものを除く）	一般	¥7,000	〃		
				少額	¥5,100	〃		
			保税蔵置場蔵入申請・保税工場移入申請				¥7,000	
	保税展示場蔵置等承認申請・総合保税地域総保入申請							
	輸入許可前貨物引取申請				¥5,100	〃		
	その他	外国貨物運送申告				¥5,100	〃	
		その他の申告・申請又は届				¥1,300	〃	
		割増・割引料			上記に掲げる通関業務の種類に応じ割増・割引が発生する場合があります			

株式会社 阪急阪神エクスプレス

CUSTOMS CLEARANCE CHARGE TARIFF/BAREME DES FRAIS DE DOUANEMENT

CUSTOMS CLEARANCE CHARGES / Frais de service de dédouanement	Export (Lég. 2007) / Exportation (Législation 2007)				\$5,900	1			
					\$4,200	1			
	Import (Lég. 2007) / Importation (Législation 2007)	Import (Dédouanement) / Importation & Réception	Self assessment (including physical inspection) (Déclaration à l'importation générale (y compris une vérification physique éventuelle)	Formal / Formel	\$11,000	1	Only in 1 form (Une version à remplir avec 1 formulaire)		
				Informal / Informel	\$9,600	1			
			Official duty assessment (Tax Evaluation official) (Évaluation officielle des droits)	Formal / Formel	\$10,500	1			
				Informal / Informel	\$7,800	1			
			None with Customs, the owner (Unregistered Customs Field 1) (Sans les douanes (champ 1 des douanes non enregistré)	Formal / Formel	\$7,000	1			
				Informal / Informel	\$5,100	1			
			Application to enter Customs warehouse / Application to transfer Customs Warehousing Warehouse (Sans application pour l'entrée de marchandises dans une entrepôt douane / Une application de transfert d'entrepôt douane de marchandises)				\$7,000	1	
			Application for issuance of storage, etc. at Customs Warehouse and application to enter integrated Customs Area (Une application d'admission de stockage, etc. à l'entrepôt des douanes et demande d'entrée dans une zone douanière intégrée)						
			Application for bill of lading (Demande d'expédition pour dédouanement)				\$5,100	1	
			Others	Formal assessment / Évaluation formelle			\$5,100	1	
	Other declarations, assessments or valuations (Rating, classification, description, etc.) (Déclaration, évaluation, description, etc.)				\$7,300	1			
	Entry in Mercantile (Déclaration d'entrée)							\$1,000 to \$5,000 depending Customs inspection, Customs and port (U.S. Port) / Selon l'inspection des douanes et le port (U.S. Port) / Selon le type de marchandises (matériel et autres) et l'inspection des douanes (U.S. Port) / Selon le type de marchandises (matériel et autres) et l'inspection des douanes (U.S. Port)	

© 2004 Blackwell Publishing Ltd, *Journal of Internal Medicine* 255: 103–110

Downloaded from www.sagepub.com at 11:23 11 September 2009

Information provided by the authors is based on their own research and is not intended to be used for any other purpose.

© 2004 Blackwell Publishing Ltd, *Journal of Internal Medicine* 255: 105–112

© 2004 Blackwell Publishing Ltd, *Journal of Internal Medicine* 255: 103–110

通 関 業 務 基 本 料 金 表

次に掲げる料金は、依頼を受けた通関業務(関連業務含む)に係る基本料金であり、業務内容に応じて決めさせていただきます。

取 扱 業 務	取扱単位	基本料金
①輸出(積戻し)申告	1葉	¥5,900
②輸入申告	1葉	¥11,800
③保税蔵置場蔵入・工場移入等申請	1件	¥7,000
④保税展示場蔵置等承認申請	1件	¥7,000
⑤輸入許可前貨物引取申請	1件	¥5,100
⑥修正申告・更正請求・包括評価申告等	1件	¥11,800
⑦その他の申告・申請又は届	1件	¥2,000
⑧外国貨物船(機)用品積込申告	1件	¥5,100
⑨外国貨物運送申告	1件	¥5,100
⑩内容点検・税関検査手配等	1件	実費

(備考)

- (1) ①②には、通関手帳(ATAカルネ)による輸入申告又は輸出申告を含みます。
- (2) ⑨の運送は、①輸出(積戻し)申告書又は⑧外国貨物船(機)用品積込申告書をもって運送申告書を兼用するときは、①⑧に含まれます。
- (3) 輸出(積戻し)申告及び輸入申告(輸入申告には、蔵入申請、蔵出申告、移入申請、移出申告、総保入申請、総保出申告及び輸入許可前貨物引取承認申請を含む。)において、1申告が複数の欄からなる場合の通関業務の料金表中「単位」欄(葉)の適用については、次によります。
 - イ 輸出(積戻し)申告の場合、3欄までの申告を1件(葉)とみなし、3欄を超える申告については、1件(葉)にその超える欄数5欄までごとに1件(葉)とみなして加算した件数。
 - ロ 輸入申告の場合、2欄までの申告を1件(葉)とみなし、2欄を超える申告については、1件にその超える欄数4欄までごとに1件(葉)とみなして加算した件数。
- (4) 表の料金については基本的な料金であり、詳細な料金については、業務内容に応じて取決めさせていただきます。

作成：平成29年10月

総括管理部門(通関・保税管理グループ)

Tarifs de base des frais de dédouanement

Les tarifs indiqués dans le tableau ci-dessous sont des tarifs de base applicables à diverses opérations de dédouanement, y compris les opérations associées. Les tarifs applicables seront déterminés en fonction de la nature d'opérations à effectuer.

Opérations	Unité	Tarif de base
(1) Déclaration d'exportation (ou de réexpédition)	1 feuillet	5 900 yens
(2) Déclaration d'importation	1 feuillet	11 800 yens
(3) Demande d'admission dans l'entrepôt sous douane / Demande de transfert vers la fabrique-entrepôt sous douane	1 dossier	7 000 yens
(4) Demande d'autorisation d'utilisation dans une zone d'exposition désignée par les douanes	1 dossier	7 000 yens
(5) Demande de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation	1 dossier	5 100 yens
(6) Déclaration rectificative/demande de rectification/déclaration globale de valeur, etc.)	1 dossier	11 800 yens
(7) Autres déclarations, demandes, etc.	1 dossier	2 000 yens
(8) Déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger	1 dossier	5 100 yens
(9) Déclaration de transport de fret étranger	1 dossier	5 100 yens
(10) Vérification du contenu/organisation du contrôle douanier, etc.	1 dossier	Frais réels effectivement engagés

(Notes)

(i) Les points (1) et (2) comprennent la déclaration d'importation/exportation par le carnet de dédouanement (Carnet ATA).

(ii) Si la déclaration d'exportation (ou de réexpédition) visée au point (1) ou la déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger visée au point (8) sert également de déclaration de transport, le tarif visé au point (9) est inclus dans celui du point (1) ou du point (8).

(iii) Si une déclaration d'exportation (ou de réexpédition) ou d'importation (y compris la demande d'admission dans l'entrepôt ou de retrait de l'entrepôt, la demande de transfert vers la fabrique-entrepôt ou de retrait de la fabrique-entrepôt, la demande d'admission ou de retrait de la zone intégrée sous douane, ou la demande d'approbation de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation) comprend plusieurs articles, l'« Unité » (feuillet) indiquée dans le tableau des tarifs des frais de dédouanement s'entend par :

- a. En cas de déclaration d'exportation ou de réexpédition, un dossier (feuillet) de déclaration pouvant comprendre au maximum 3 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 3, il s'y ajoute un deuxième dossier (feuillet) pouvant comprendre au maximum 5 articles et ainsi de suite.
- b. En cas de déclaration d'importation, un dossier (feuillet) de déclaration pouvant comprendre au maximum 2 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 2, il s'y ajoute un deuxième dossier (feuillet) pouvant comprendre au maximum 4 articles et ainsi de suite.

(iv) Les tarifs indiqués dans le tableau sont des tarifs de base. Les tarifs détaillés applicables seront déterminés après concertation en fonction de la nature d'opérations à effectuer.

octobre 2017

Département de l'administration générale (dédouanement et groupe de gestion Hozei)

平成29年10月8日
株式会社 日新

通關業務料命表

次に掲げる料金は、通関業務(関連業務を含む。)に係る基本料金を表示しています。

(單位：元)

通 関 業 務 の 種 類		単位	基 本 料 金
① 輸出(積戻し)申告		1件	¥5,900
	少額貨物簡易通関扱	●	¥4,200
② 輸入申告	申告納税(予備申告を含む。)	〃	¥11,800
	少額貨物簡易通関扱	〃	¥8,600
	賦課課税	●	¥10,500
	少額貨物簡易通関扱	●	¥7,800
	保税蔵置場蔵出・総合保税地域 総保出(加工又は製造若しくは 展示されたものを除く。)	●	¥7,000
	少額貨物簡易通関扱	●	¥5,100
③ 保 税 蔵 置 場 蔵 入 申 請		〃	¥7,000
④ 保 税 工 場 移 入 申 請		〃	¥7,000
⑤ 保 税 展 示 場 蔵 置 等 承 認 申 請		●	¥7,000
⑥ 総 合 保 税 地 域 総 保 入 申 請		●	¥7,000
⑦ 輸 入 許 可 前 貨 物 引 取 申 請		●	¥5,100
⑧ 外 国 貨 物 船(機)用 品 積 込 申 告		〃	¥5,100
⑨ 外 国 貨 物 運 送 申 告		〃	¥5,100
⑩ そ の 他 の 申 告 ・ 申 請 又 は 届		●	¥1,300
⑪ 諸 申 告 又 は 許 可 承 認 書 写 作 成		●	¥200
⑫ 割 増 料		〃	業務内容により変動 (見積書の額又は応相談)
⑬ 税 関 検 査 立 会 料		●	業務内容により変動 (見積書の額又は応相談)

●●●

- [illegible]

Tarif des frais de dédouanement

Les tarifs indiqués dans le tableau ci-dessous sont des tarifs standard applicables à diverses opérations de dédouanement, y compris les opérations associées.

(unité : yen)

Type d'opérations de dédouanement		Unité	Tarif de base
(1) Déclaration d'exportation (ou de réexpédition)		1 dossier	5 900 yens
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	4 200 yens
(2) Déclaration d'importation	Acquittement des droits de douane sur déclaration (déclaration préliminaire comprise)	1 dossier	11 800 yens
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	8 600 yens
	Acquittement des droits de douane sur évaluation officielle	1 dossier	10 500 yens
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	7 800 yens
	Retrait de l'entrepôt sous douane/retrait de la zone intégrée sous douane (sauf des produits qui y ont été transformés ou fabriqués, ou ceux qui y ont été exposés)	1 dossier	7 000 yens
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	5 100 yens
(3) Demande d'admission dans l'entrepôt sous douane		1 dossier	7 000 yens
(4) Demande de transfert vers la fabrique-entrepôt sous douane		1 dossier	7 000 yens
(5) Demande d'autorisation d'utilisation dans une zone d'exposition désignée par les douanes		1 dossier	7 000 yens
(6) Demande d'admission dans la zone intégrée sous douane		1 dossier	7 000 yens
(7) Demande de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation		1 dossier	5 100 yens
(8) Déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger		1 dossier	5 100 yens
(9) Déclaration de transport de fret étranger		1 dossier	5 100 yens
(10) Autres déclarations, demandes, etc.		1 dossier	1 300 yens
(11) Établissement de duplicata de diverses déclarations/autorisations, etc.		1 dossier	200 yens
(12) Majorations		1 dossier	Tarif variable selon la nature des opérations à effectuer (sur devis ou en concertation)
(13) Frais d'assistance au contrôle douanier		1 dossier	Tarif variable selon la nature des opérations à effectuer (sur devis ou en concertation)

(Notes)

(i) Par « Déclaration préliminaire » mentionnée dans la case de l'« Acquiescement des droits de douane sur déclaration » du point (2) « Déclaration d'importation », on entend celle visée à la notification intitulée « Sur le système d'examen préliminaire » (notification N°251 du Directeur général du bureau de douane, Ministère des finances du 31 mars 2000).

(ii) Pour une déclaration d'importation à partir de la fabrique-entrepôt sous douane ou de la zone intégrée sous douane, réservées à des produits qui y ont été transformés ou fabriqués, ou à ceux qui y ont été exposés ou utilisés, les tarifs pour la déclaration d'importation visée au point (2) seront appliqués en fonction de la catégorie d'imposition (acquiescement des droits de douane sur déclaration ou sur évaluation officielle).

(iii) Le tarif pour la formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur sera appliqué dans les cas suivants :

a. Dépôt de la liste de conteneurs à charger/décharger conforme aux dispositions de l'article 2 du Décret d'application N°257 (1971) de la Loi sur les dispositions spéciales de la Loi relative aux droits de douane, etc., en relation avec la mise en œuvre de la Convention douanière relative aux conteneurs et de la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR (convention TIR).

b. Déclaration d'importation/exportation par le carnet de dédouanement (Carnet ATA).

(iv) Si la déclaration d'exportation (ou de réexpédition) ou la déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger sert également de déclaration de transport, le tarif visé au point (9) ne peut pas être facturé en tant que frais pour la déclaration de transport.

(v) Le tarif des « Autres déclarations, demandes, etc. » visé au point (10) ne sera facturé que dans le cas où la demande/déclaration, etc., en question serait déposée de façon indépendante (p. ex. lorsque la demande du propriétaire de l'entrepôt concerne uniquement le dépôt de la déclaration de mise au rebut de marchandises étrangères) ou qu'elle aurait un caractère exceptionnel par rapport aux formalités principales (p. ex. demande d'ouverture des bureaux de douane en dehors des heures de service, etc.).

(vi) Les majorations visées au point (12) peuvent être appliquées dans les cas suivants :

a. Lorsque la déclaration de valeur des marchandises importées, la déclaration rectificative ou la demande de rectification, etc., sont déposées dans le cadre des formalités de déclaration d'importation et qu'il existe des motifs raisonnables d'appliquer une majoration, vu le volume de travail effectivement réalisé ;

b. En cas d'établissement d'une déclaration d'importation/exportation qui a nécessité un travail supplémentaire, notamment pour la classification sur le tableau annexe de la Loi sur le tarif douanier (y compris classification selon le code du système harmonisé) et pour le calcul du nombre ou du prix, etc., en raison d'un nombre important d'articles inscrits sur la facture ;

c. Lorsque les formalités pour obtenir la ristourne des droits de douane ont nécessité un travail supplémentaire ;

d. Lorsque le contrôle, l'analyse, etc., effectué(e) par la douane ont nécessité un travail supplémentaire ;

e. Lorsque plusieurs déclarations de marchandises effectuées sur la base d'un seul dossier ont nécessité un travail supplémentaire ;

f. Autres cas ayant nécessité un travail supplémentaire par rapport aux opérations courantes ;

g. En cas de déclaration comprenant plusieurs articles.

(vii) Pour le traitement des colis, des affaires personnelles, des objets consignés, des bagages non accompagnés, etc., les tarifs indiqués aux points (1) et (2) du tableau seront appliqués.

(viii) Les tous les frais exceptionnels, tels que les frais de personnel pour le déballage et le transport du fret soumis au contrôle, les frais de transport du fret, les frais de déplacement pour le dépôt de la déclaration, demande, etc., à un bureau de douane éloigné, pour l'assistance au contrôle effectué dans un lieu éloigné, ou pour la vérification du fret faisant l'objet de la déclaration d'exportation spécifique par les opérateurs agréés régie par (1) de 3-2-3 de la Notification générale n° 67 de la Loi relative aux droits de douane peuvent être facturés en sus sur la base des frais réels effectivement engagés.

(ix) Une réduction du tarif de base peut être appliquée en fonction de la nature des opérations à effectuer.

(Remarque) En ce qui concerne les opérations ci-dessous, les tarifs indiqués dans le tableau (y compris les « Notes ») ne s'appliquent pas :

a. Déclaration de valeur des marchandises importées (uniquement la déclaration visée au 3^{ème} alinéa « Formulaire de déclaration globale » de l'article 4 du Décret d'application de la Loi relative aux droits de douane) ;

b. Déclaration exceptionnelle (sauf en cas de mandat reçu parallèlement pour la déclaration d'importation des marchandises déclarées à titre exceptionnel (marchandises déclarées à titre exceptionnel définies au 2^{ème} alinéa de l'article 7-2 de la Loi relative aux droits de douane - cette définition s'applique également au point c. ci-dessous) ;

c. Déclaration d'importation des marchandises déclarées à titre exceptionnel (sauf en cas de mandat reçu parallèlement pour la déclaration exceptionnelle desdites marchandises déclarées à titre exceptionnel) ;

d. Demande d'autorisation visée au 1^{er} alinéa de l'article 7-2 de la Loi relative aux droits de douane ;

e. Demande d'autorisation visée au 1^{er} alinéa de l'article 67-3 de la Loi relative aux droits de douane ;

f. Déclaration rectificative (uniquement celle déposée après l'autorisation d'importation) ;

g. Demande de rectification (uniquement celle formulée après l'autorisation d'importation) ;

h. Demande d'autorisation liée à l'exportation ou à l'importation, requise conformément aux dispositions législatives autres que celles de la Loi relative aux droits de douane et d'autres législations pertinentes.

通関業務料金標準額表

次に掲げる料金は依頼を受けた通関業務（関連業務を含む。）に係る料金の標準額を表示しています。

平成 29 年 10 月 8 日 実施

(単位：円)

通関業務の種類		単位	料金 (1 件あたり)
①輸出(積戻し)申告		1 件	5,900 円
少額貨物簡易通関扱		1 件	4,200 円
②輸入申告	申告納税(予備申告を含む。)	1 件	11,800 円
	少額貨物簡易通関扱	1 件	8,600 円
	賦課課税	1 件	10,500 円
	少額貨物簡易通関扱	1 件	7,800 円
	保税蔵置場蔵出・総合保税地域蔵出 (加工又は製造若しくは展示されたものを除く。)	1 件	7,000 円
保税蔵置場蔵出・総合保税地域蔵出 (加工又は製造若しくは展示されたものを除く。)		1 件	7,000 円
少額貨物簡易通関扱		1 件	5,100 円
③保税蔵置場蔵入申請		1 件	7,000 円
④保税工場移入申請		1 件	7,000 円
⑤保税展示場蔵置等承認申請		1 件	7,000 円
⑥総合保税地域蔵入申請		1 件	7,000 円
⑦輸入許可前貨物引取申請		1 件	5,100 円
⑧外国貨物船(機)用品積込申告		1 件	5,100 円
⑨外国貨物運送申告		1 件	5,100 円
⑩その他の申告・申請又は届		1 件	1,300 円
⑪諸申告又は許可承認書写作成		1 件	200 円
⑫割増料		1 件	①から⑪までに掲げる通関業務の種類に応じ当該通関業務に係る①から⑪までに定める料金の 5 割

〔備考〕

- (1) ①から⑧までの各種申告、申請の手續料金の対象事務には、これらの申告、申請に先行し、後続し、又はこれと同時に行為される経常的の手續(例えば、検査の立会い、免税申請書の作成等)の処理を含む。検査の立会いのみを受託した場合も別途申し受けます。なお、②の輸入申告欄の申告納税において、予備申告とは、「予備審査制について」(平成12年3月31日付蔵関第251号)における予備申告をいう。
- (2) 保税工場移出輸入申告及び総合保税地域総保出輸入申告(加工又は製造若しくは展示又は使用されたものに限る。)については、申告納税、賦課課税の各区分により②の輸入申告の料金を適用する。
- (3) 次に掲げる手續については、少額貨物陸揚通関級の料金を適用する。
 - イ コンテナに関する通関条約及び国際道路運送手帳による担保の下で行なう貨物の国際運送に関する通関条約(TIR条約)の実施に伴う関税法等の特例に関する法律施行令(昭和46年政令第257号)第2条(コンテナの輸入又は輸出の手續)の規定に基づく積卸コンテナ一覽表の提出
 - ロ 通関手帳(A1Aカルネ)による輸入申告又は輸出申告
- (4) 輸出(積戻し)申告書又は外国貨物船(機)用品積込申告書をもって運送申告書を兼用するときは、運送申告として③の運送申告の取扱料金を請求することができない。
- (5) ④の「その他の申告、申請又は届」に関する料金を請求できるのは、当該申請等の手續のみを独立して依頼され行った場合(例えば、食料から依頼され外国貨物税務届出の手續のみを行う場合等)又は主たる手續と経常的には結びつかない場合(例えば、開港時間外の執務を求める届出手続等)に限る。
- (6) ⑤の割増料を請求できるのは、次のような場合とする。
 - イ 輸入申告手續の際として輸入貨物の評価に関する申告、修正申告、更正の請求等の手續を行う場合等で、それに要した事務量からみて割増料を請求すべき相当の理由があるとき。
 - ロ インボイス記載品目が多いため、輸出又は輸入申告書の作成において、関税定率法別表の所属区分の決定(統計品目番号の分類を含む。)、数量又は価格の計算等に特別の手續を要したとき。
 - ハ 戻し税手續のための特別の手續を要したとき。
 - ニ 税関の検査・分析等の関係で特別の手續を要したとき。
 - ホ 1件の委託に係る貨物の申告を分割するため、特別の手續を要したとき。
 - ヘ その他手續上一般の場合に比較して特別の手續を要したとき。
- (7) 貨物の特性、取扱量の規模等の事情により、①～⑧の料金を減額することができる。
- (8) 輸出(積戻し)申告及び輸入申告(輸入申告には、輸入申請、届出申告、移入申請、移出申告、総保入申請、総保出申告及び輸入許可前貨物引取承認申請を含む。以下(7)において同じ。)において、1申告が複数の欄からなる場合の通関業務の料金表中「単位」欄の適用については、次による。
 - イ 輸出(積戻し)申告の場合、3欄までの申告を1件とみなし、3欄を超える申告については、1件にその超える欄数5欄までごとに1件とみなして加算した件数とする。
 - ロ 輸入申告の場合、2欄までの申告を1件とみなし、2欄を超える申告については、1件にその超える欄数4欄までごとに1件とみなして加算した件数とする。
- (9) 小包、携帯品、託送品及び別送品等の取扱料金の算定額は、料金の7割とする。
- (10) 用紙代、通関手續に要した通常の交通費等経常的経費は、料金に含まれるものとするが、貨物検査のための開港運搬に要した労賃、運送料、遠隔地に所在する税関官署への申告、申請、届、遠隔地の検査立会い又は関税法基本通達67の3-2-3の(1)に規定する特定委託輸出申告に係る貨物の確認に要した交通費等の特別の費用については、その実費を別に請求することができる。

三菱倉庫株式会社

Tarifs standard des frais de dédouanement

Les tarifs indiqués dans le tableau ci-dessous sont des tarifs standard applicables à diverses opérations de dédouanement, y compris les opérations associées.

Tarifs au 8 octobre 2017

(unité : yen)

Type d'opérations de dédouanement		Unité	Tarif unitaire (par dossier)
(1) Déclaration d'exportation (ou de réexpédition)		1 dossier	5 900 yens
(2) Déclaration d'importation	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	4 200 yens
	Acquittement des droits de douane sur déclaration (déclaration préliminaire comprise)	1 dossier	11 800 yens
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	8 600 yens
	Acquittement des droits de douane sur évaluation officielle	1 dossier	10 500 yens
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	7 800 yens
	Retrait de l'entrepôt sous douane/retrait de la zone intégrée sous douane (sauf des produits qui y ont été transformés ou fabriqués, ou ceux qui y ont été exposés)	1 dossier	7 000 yens
(3) Demande d'admission dans l'entrepôt sous douane	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	5 100 yens
(4) Demande de transfert vers la fabrique-entrepôt sous douane		1 dossier	7 000 yens
(5) Demande d'autorisation d'utilisation dans une zone d'exposition désignée par les douanes		1 dossier	7 000 yens
(6) Demande d'admission dans la zone intégrée sous douane		1 dossier	7 000 yens
(7) Demande de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation		1 dossier	5 100 yens
(8) Déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger		1 dossier	5 100 yens
(9) Déclaration de transport de fret étranger		1 dossier	5 100 yens
(10) Autres déclarations, demandes, etc.		1 dossier	1 300 yens
(11) Établissement de duplicata de diverses déclarations/autorisations, etc.		1 dossier	200 yens
(12) Majoration		1 dossier	Majoration de 50% du tarif indiqué aux points (1) à (11) en fonction du type d'opération de dédouanement indiqué aux points (1) à (11)

(Notes)

(i) Les opérations relatives aux déclarations ou demandes visées aux points (1) à (9) dont les tarifs sont indiqués sur le tableau incluent les diverses opérations courantes à effectuer avant, après ou pendant leur traitement (p. ex. assistance au contrôle, établissement d'une demande d'exonération des droits de douane, etc.). Si la commande passée concerne uniquement l'assistance au contrôle, les frais correspondants seront facturés séparément.

Il est à noter que, par « Déclaration préliminaire » mentionnée dans la case de l'« Acquiescement des droits de douane sur déclaration » du point (2) « Déclaration d'importation », on entend celle visée à la notification intitulée « Sur le système d'examen préliminaire » (notification N° 251 du Directeur général du bureau de douane, Ministère des finances du 31 mars 2000).

(ii) Pour une déclaration d'importation à partir de la fabrique-entrepôt sous douane ou de la zone intégrée sous douane, réservées à des produits qui y ont été transformés ou fabriqués, ou à ceux qui y ont été exposés ou utilisés, les tarifs pour la déclaration d'importation visée au point (2) seront appliqués en fonction de la catégorie d'imposition (acquiescement des droits de douane sur déclaration ou sur évaluation officielle).

(iii) Le tarif de la formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur sera appliqué dans les cas suivants :

a. Depot de la liste de conteneurs à charger/décharger conforme aux dispositions de l'article 2 (Formalités d'importation/exportation de conteneurs) du Décret d'application N° 257 (1971) de la Loi sur les dispositions spéciales de la Loi relative aux droits de douane, etc., en relation avec la mise en œuvre de la Convention douanière relative aux conteneurs et de la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR (convention TIR).

b. Déclaration d'importation/exportation par le carnet de dédouanement (Carnet ATA)

(iv) Si la déclaration d'exportation (ou de réexpédition) ou la déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger sert également de déclaration de transport, le tarif visé au point (9) ne peut pas être facturé en tant que frais pour la déclaration de transport.

(v) Le tarif des « Autres déclarations, demandes, etc. » visé au point (10) ne sera facturé que dans le cas où la demande/déclaration, etc., en question serait déposée de façon indépendante (p. ex. lorsque la demande du propriétaire de l'entrepôt concerne uniquement le depot de la déclaration de mise au rebut de marchandises étrangères) ou qu'elle aurait un caractère exceptionnel par rapport aux opérations principales (p. ex. demande d'ouverture des bureaux de douane en dehors des heures de service, etc.).

(vi) Les majorations visées au point (12) peuvent être appliquées dans les cas suivants :

a. Lorsque la déclaration de valeur des marchandises importées, la déclaration rectificative ou la demande de rectification, etc., sont déposées dans le cadre des formalités de déclaration d'importation et qu'il existe des motifs raisonnables d'appliquer une majoration, vu le volume de travail effectivement réalisé ;

b. En cas d'établissement d'une déclaration d'importation/exportation qui a nécessité un travail supplémentaire notamment pour la classification sur le tableau annexe de la Loi sur le tarif douanier (y compris classification selon le code du système harmonisé) et pour le calcul du nombre ou du prix, etc., en raison d'un nombre important d'articles inscrits sur la facture ;

c. Lorsque les formalités pour obtenir la ristourne des droits de douane ont nécessité un travail supplémentaire ;

d. Lorsque le contrôle, l'analyse, etc., effectué(e) par la douane ont nécessité un travail supplémentaire ;

e. Lorsque plusieurs déclarations de marchandises effectuées sur la base d'un seul dossier ont nécessité un travail supplémentaire ;

f. Autres cas ayant nécessité un travail supplémentaire par rapport aux opérations courantes.

(vii) Les tarifs indiqués aux points (1) à (11) peuvent être réduits en fonction des caractéristiques du fret, du volume du fret à traiter, etc.

(viii) Si une déclaration d'exportation (ou de réexpédition) ou d'importation (y compris la demande d'admission dans l'entrepôt ou de

retrait de l'entrepôt, la demande de transfert vers la fabrique-entrepôt ou de retrait de la fabrique-entrepôt, la demande d'admission ou de retrait de la zone intégrée sous douane, ou la demande d'approbation de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation - cette définition s'applique également au paragraphe (vi) ci-dessous) comprend plusieurs articles, l'« Unité » indiquée dans le tableau des tarifs des frais de dédouanement s'entend par :

a. En cas de déclaration d'exportation ou de réexpédition, un dossier de déclaration pouvant comprendre au maximum 3 articles.

Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 3, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 5 articles et ainsi de suite.

b. En cas de déclaration d'importation, un dossier de déclaration pouvant comprendre au maximum 2 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 2, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 4 articles et ainsi de suite.

(ix) Le tarif maximal pour traiter les colis, les affaires personnelles, les objets consignés, les bagages non accompagnés, etc., est de 70% du tarif de base.

(x) Les tarifs indiqués dans le tableau comprennent les frais courants, tels que les frais de formulaires ou les frais ordinaires de transport, etc., pour effectuer les opérations de dédouanement, mais tous les frais exceptionnels, tels que les frais de personnel pour le déballage et le transport du fret soumis au contrôle, les frais de transport du fret, les frais de déplacement pour le dépôt de la déclaration, demande, etc., à un bureau de douane éloigné, pour l'assistance au contrôle effectué dans un lieu éloigné, ou pour la vérification du fret faisant l'objet de la déclaration d'exportation spécifique par les opérateurs agréés régie par (I) de 3-2-3 de la Notification générale n° 67 de la Loi relative aux droits de douane peuvent être facturés en sus sur la base des frais réels effectivement engagés.

Mitsubishi Logistics Corporation

通 関 業 務 料 金 表

次に掲げる料金は、通関業務(関運業務を含む。)に係る基本料金を表示しています。

※ 業務内容等により割増料を請求又は基本料金から割引する場合があります

(單位：円)

通 関 業 務 の 種 類		単 位	基 本 料 金
① 輸出(積戻し)申告		1件	¥5,900
② 輸入申告	申告納税(予備申告を含む)	"	¥11,800
	賦課課税	"	¥10,500
	保税蔵置場蔵出・総合保税地域総保出 (加工又は製造若しくは展示されたものを除く。)	"	¥7,000
③ 保 税 蔵 置 場 蔵 入 申 請		"	¥7,000
④ 保 税 工 場 移 入 申 請		"	¥7,000
⑤ 保 税 展 示 場 蔵 置 等 承 認 申 請		"	¥7,000
⑥ 総 合 保 税 地 域 総 保 入 申 請		"	¥7,000
⑦ 輸 入 許 可 前 貨 物 引 取 申 請		"	¥5,100
⑧ 外 国 貨 物 船 (櫃) 用 品 換 込 申 告		"	¥5,100
⑨ 外 国 貨 物 運 送 申 告		"	¥5,100
⑩ そ の 他 の 申 告 ・ 申 請 又 は 届		"	¥1,300
⑪ 諸 申 告 又 は 許 可 承 認 書 写 作 成		"	¥200
⑫ 割 増 料		"	業務内容により変動 (見積書の額又は応相談)
⑬ 税 関 検 査 立 会 料		"	業務内容により変動 (見積書の額又は応相談)

(與齊)

- 41) 2の輸入申告書の申告税額において、平価申告とは、(4)の申告書等について、平成2年3月31日付原附紙251号)における平価申告をいいます。
- 42) 保税工場で輸入申告及び税割適用地域へ輸出輸入申告、加工又は製造し又は加工製造は使用されたものに係る、については、申告税額、賦課課税の区分によりその輸入申告の料金は異なります。
- 43) 次に掲げる手続については、賦課課税の税金を通知します。
- イ コンテナに関する適用税及び、輸送通商手続による担保の下で行なう貨物の取扱い等に関する適用規則(下掲イ)の適用に伴う開港法等の場面に關する適用施行令(昭和48年政令第152号)の他の規定に基づき該コンテナ一貫貨の扱い
- ロ 通商手続(ATAカルネ)による輸入申告又は輸出申告
- 44) 輸送(積入れ)申告書又は外国貨物知照書(商品納込申告書をもつて通送申告書と使用するとき)、通送申告書としての通送申告の取扱い金は請求いたしません。
- 45) 貨物のその地の申告、申請又は通知に関する税金を請求できるのは、当該申告書の手続のみを檢査して検閲された行った場合(例えば、倉庫から依頼された書類を提出したのみ)の場合(以下「検査」又はまた手続と金銭的に結びつかない場合、例えば、所定開港場の事務の執行を求めるときは平価等)に限り、
- 46) 1の割増料を請求できるのは、次のような場合とします。
- イ 輸入申告手続の一環として輸入貨物の取扱いに關する申告、修正申告、受入の請求等の手続を行う場合等、それに要した事務費からみて割増料を請求すべき相当の理由があるとき。
- ロ インボイス記載品目が多いため、輸入又は輸入申告書の作成において、開港決定通知状の所定区分の決定(税割品目番号の分類を含む。)が、税目又は税率の計算に特別の手段を要したとき。

- ハ 同一輸送手段のための特別の手配を要したとき。
ニ 税関の検査・分析等の関係で特別の手配を要したとき。
ホ 1種の貨物に依る貨物の申告を分類するため、特別の手配を要したとき。
ヘ その輸手と輸手 一般の場合には被して特別の手配を要しとき。
ト 1申告が複数の額からなる場合
- (イ) 小包、携帶品、旅客品及び知造品等の取扱い費と、和食費の1、2に依る時。
(ロ) 貨物検査のための同種運賃に要した費用、運送料、通関所に所在する税関事務への申告申請、通関師の地位立会い又は税関法基本通則の3-2-3の(1)に規定する特定登録輸出申告に係る貨物の確認に要した交通費等の特別の費用については、別に課税いたします。
- (注)次に掲げる手続等については、上記の通関手続(申告)(備考を含む)に拘束する料金は適用いたしません。
- イ 輸入貨物の評價に關する申告(前記法第14条第4款(登録申告書)に基づく申告に關する)
ロ 貨物申告(貨物申告書(前記法第7条の3第2項に規定する貨物申告書)をいう。)の輸入申告について併せて付値の添付を受けた場合を除きます。」「
ハ 貨物申告書(貨物の輸入申告(前記法第14条第4款(登録申告書)に依る貨物申告)について併せて付値の添付を受けている場合を除く。)
- ニ 同法第14条の3第1項(申告の時刻)の条の申請
ホ 同法第61条の3第1項(輸出申告の時刻)の条の申請
ヘ 修正申告 輸入の許可證に付するものに限ります。」「
ト 民生の需要(輸入の許可證に付するものに限ります。)」
- チ 同法第60条の3第1項に關する法令以外の法令の規定により輸出又は輸入に關して要する許可證の申請



Frais de déclaration en Douane

Les frais de Douane décrits dans cette page sont les frais de base pour le dédouanement et autres frais attachés.
Le total facturé peut être différent en fonction des besoins lors du dédouanement.

(en yen)

Poste	Unité	Frais de base
① Dédouanement export (ou re-export)	par page	¥5,900
② Import	Dédouanement (pré-dédouanement inclus)	par page ¥11,800
	Calcul des taxes	par déclaration ¥10,500
	Import de zone sous douane (excepté les produits altérés, fabriqués ou exposés)	par déclaration ¥7,000
③ Demande de stockage en entrepôt sous douane	par déclaration	¥7,000
④ Demande de transfert en usine sous douane	par déclaration	¥7,000
⑤ Application pour demande de stockage en zone d'exposition sous douane	par déclaration	¥7,000
⑥ Demande de stockage en zone générale sous douane	par déclaration	¥7,000
⑦ Demande d'enlèvement avant dédouanement	par déclaration	¥5,100
⑧ Déclaration de réacheminement de produits d'origine étrangère pour valeurs ajoutées (échantils)	par déclaration	¥5,100
⑨ Transport routier sous douane (OLT)	par déclaration	¥5,100
⑩ Autres applications ou demandes	par déclaration	¥1,300
⑪ Copie des application ou autorisations (japonais)	par déclaration	¥200
⑫ Surcharges	par déclaration	en fonction des besoins (sujet à négociations)
⑬ Témoin des inspections douanières	par inspection	en fonction des besoins (sujet à négociations)

Conditions

1. Le pré-dédouanement en ① est défini dans l'annexe n° 251 du 31 mars 2000 "A propos des inspection pré-dédouanement".

2. Les produits importés depuis une usine sous douane ou une zone générale sous douane (pour des produits entières ou fractionnés, ou exprimés de valeur) sont soumis au tarif de "dédouanement" et "calcul des taxes" sous ② en fonction de leur classification.

3. Les frais de calcul de taxes sont appliqués dans les cas suivants
 a. Soumission de la liste des conteneurs définie dans l'ordonnance n° 257 du Code Douane (1971) Article 2 sur les procédures applicables au Code des Douanes relatives à l'application de la "Convention Douanière sur les Conteneurs" et la "Convention Douanière sur le Transport International de Biens sous Carnet TIR" (Convention TIR)
 b. L'expédition export comme export est sous Carnet ATA

4. Quand l'application OLT en ⑨ est combinée avec un dédouanement export (ou ré-export) ou une réexpédition de produits d'origine étrangère, les frais d'application pour OLT ne seront pas facturés.

5. Les frais sous ⑩ "Autres applications ou demandes" ne sont appliqués que pour des déclarations indépendantes (par exemple, uniquement la destruction de cargo sous douane) ou les déclarations non routinières (par exemple, hors des heures d'ouverture).

6. Les surcharges en ⑫ peuvent être appliquées dans les cas suivants

- a. quand le volume de travail requis pour une déclaration dépasse une révision ou un amendement de la déclaration ou pour toute autre déclaration en relation avec l'import de la marchandise nécessite une surcharge
- b. quand du fait du large nombre d'articles sur le bon de facture, le calcul du prix ou du nombre de pièces ou la détermination du code HS demande plus de temps et d'efforts que pour un dédouanement normal
- c. quand les procédures de remboursements des taxes requièrent une gestion spécifique
- d. quand les inspections ou tests requis par les Douanes demandent des arrangements spécifiques
- e. quand des arrangements spéciaux sont nécessaires pour la division d'un envoi en deux lots du dédouanement
- f. quand des arrangements spéciaux sont nécessaires pour tout autres déclarations en Douane ou en relation avec l'import des produits
- g. quand une déclaration prend multiples colonnes

7. Les petits paquets, produits personnels, consignations, marchandises non-accablées sont sujets aux frais de Douane en ⑬ et ⑭

8. Les frais additionnels associés aux inspections douanières tels que déballages, transport, déclarations, frais de l'échantillon d'inspection ainsi que les frais associés à la vérification des envois export définis dans le Code des Douanes Régulation 67 Article 3-2-3 Paragraphe (1) seront facturés séparément.

(continue)

Attention - Les frais de dédouanement ci dessus ne s'appliquent pas aux cas suivants :

- a. quand le dédouanement import est une déclaration évaluée (sur la base de l'ordonnance au Code des Douanes Article 4 paragraphe 3 "Déclarations Compréhensives").
- b. pour les déclarations en Douane spéciales (à part si le dédouanement de cargo spécial est réalisé par le même agent)
- c. Pour le dédouanement de cargo spécial (à part si la déclaration en Douane spéciale est réalisé par le même agent)
- d. pour les demandes d'autorisation des "Cas Spéciaux de Dédouanement" définis à l'Article 7-2 Paragraphe 1 du Code des Douanes
- e. Pour les demandes d'autorisation des "Cas Spéciaux concernant le Dédouanement Export" définis à l'Article 67-3 Paragraphe 1 du Code des Douanes.
- f. pour les révision de déclaration (uniquement pour l'import, après dédouanement)
- g. pour les amendements à la déclaration (uniquement pour l'import, après dédouanement).
- h. pour les autorisations relatives à des lois autres que le Code des Douanes et règlements concernés estimées nécessaires pour l'importation ou l'exportation des produits.

通 関 業 務 料 金 基 本 額 表

(2017年10月8日現在)

次に掲げる料金は、通関業務（関連業務を含む。）に係る料金の基本額を表示しています。

(単位：円)

通 関 業 務 の 種 別		単 位	料 金
1 輸出（積戻し）申告		1 件	5,900
	少額貨物簡易通関扱		4,200
2 輸入申告	申告納税（予備申告を含む。）	-	11,800
	少額貨物簡易通関扱	-	8,600
	賦課課税	-	10,500
	少額貨物簡易通関扱	-	7,800
	保税蔵置場蔵出・総合保税地域蔵保出（加工又は製造若しくは展示されたものを除く。）	-	7,000
	少額貨物簡易通関扱	-	5,100
3 保税蔵置場蔵入申請			7,000
4 保税工場移入申請			7,000
5 保税展示場蔵置等承認申請			7,000
6 総合保税地域蔵保入申請			7,000
7 輸入許可前貨物引取承認申請			5,100
8 外国籍物船（機）用品積込申告			5,100
9 外国籍物運送申告			5,100
10 その他の申告・申請又は届			1,300
11 所申告又は許可承認書作成			200
12 割増料			①から⑪までに掲げる通関業務の種類に応じ当該通関業務に係る①から⑪までに定める料金の5割

(注1) ①から⑪については上記基本額を参考として、申告内容によって別途協定のほか、決定させることとします。

(注2) 次に掲げる手続等については、省（協定を結ぶ。）に掲げる場合は適用せず、協定の上で適用する場合があります。

- イ 輸入貨物の積置に關する申告（簡易通関・予備申告・申告3種に基づく申告に限り、）
- ロ 特殊申告（特殊申告書（簡便法第7条の2第2項に規定する特殊申告書）を用い、以下において同じ。）の輸入申告について併せて代理の税関を付した場合は適用する。
- ハ 簡便法第7条の2第1項の承認の申請
- ニ 簡便法第6条の3第1項の承認の申請
- ホ 修正申告（輸入の許可書に行うものに限ります。）
- ヘ 更正の請求（輸入の許可書に行うものに限ります。）
- ト 特殊申告書の輸入申告（当該特殊申告書に係る特殊申告について併せて①の範囲を付している場合に限り、）
- チ 簡便法その他の協定に關する法令以外の法令の規定により輸出又は輸入に關して必要とする許可等の申請

(備考)

- (1) ①の「その他の申告、申請又は届」に關する料金を算定するのよ、当該通関業務の手続きのみを独立して依頼された申告（例えば、倉庫から仕入れ、外国籍物船蔵出の手続きのみを行う積込等）又はまた若干種と課税時には結びつかない、（例えば、開港場外の税関を定める輸出手続等）に關する。
- (2) 輸出（積戻し）申告及び輸入申告（輸入申告には、輸入申請、輸出申請、移入申請、移出申請、既輸入申請、既輸出申告及び輸入許可前貨物引取承認申請を含みます。以下(7)において同じ。）において、「1 申告が協定の範囲となる場合の通関業務の料金を①（単位）の適用については、次によります。
- イ 移出（積戻し）申告の場合、①個までの申告を1件とみなし、3個を超える申告については、1件にその個える個数を個までごとに1件とみなして計算した件数とします。
- ロ 輸入申告の場合、②個までの申告を1件とみなし、2個を超える申告については、1件にその個える個数を個までごとに1件とみなして計算した件数とします。
- (3) ⑫の割増料を算定できるのは、次のような場合とします。
- イ 輸入申告手続の、国として輸入貨物の税関に關する申告、修正申告、更正の請求等の手続を行う場合で、それに關した事項からみて割増料を算定すべき相当の理由があるとき。
- ロ インボイス記載品目が多いため、輸出又は輸入申告書の作成において、割増料（請求書の添付区分の決定（賦課品目番号の分類を含む。）、数量又は価格の計算等に關する手続を要したとき。
- ハ 減税、免税、戻し税手続のための特別の手続を要したとき。
- ニ 税関の検査・分析等の処理と税関の手続を要したとき。
- ホ 1件の申告に係る複数の申告を分類するため、複数の手続を要したとき。
- ヘ その他手続上、他の申告に比較して特別の手続を要したとき。
- (4) 取扱代、通関手続に關した通関の交通費等が別表に、料金を定まられるものとし、但し、船舶積荷のための開港場及び外国籍物船蔵出物の現場での発着作業立金（ヤード等）に關した費用、通関料、通関料に關する税関前金への申告、申請、届、通関地の税関立金又は特定登録輸出申告に係る税関の増徴に關した交通費等の特別の適用については、その要領を中記協定の上で決定する場合があります。

通関業務名 大阪市港区御港2丁目1番23号
鴻池運輸株式会社 国際物流関西支店

Tarifs de base des frais de dédouanement

(Tarifs au 8 octobre 2017)

Les tarifs indiqués dans le tableau ci-dessous sont des **tarifs de base** applicables à diverses opérations de dédouanement, y compris les opérations associées.

(unité : JPY)

Type d'opérations de dédouanement		Unité	Tarif unitaire (par dossier)
(1) Déclaration d'exportation (ou de réexpédition)		1 dossier	5 900
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	4 200
(2) Déclaration d'importation	Acquittement des droits de douane sur déclaration (déclaration préliminaire comprise)	1 dossier	118 00
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	8 600
	Acquittement des droits de douane sur évaluation officielle	1 dossier	10 500
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	7 800
	Retrait de l'entrepôt sous douane/retrait de la zone intégrée sous douane (sauf des produits qui y ont été transformés ou fabriqués, ou ceux qui y ont été exposés)	1 dossier	7 000
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	5 100
(3) Demande d'admission dans l'entrepôt sous douane		1 dossier	7 000
(4) Demande de transfert vers la fabrique-entrepôt sous douane		1 dossier	7 000
(5) Demande d'autorisation d'utilisation dans une zone d'exposition désignée par les douanes		1 dossier	7 000
(6) Demande d'admission dans la zone intégrée sous douane		1 dossier	7 000
(7) Demande de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation		1 dossier	5 100
(8) Déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger		1 dossier	5 100
(9) Déclaration de transport de fret étranger		1 dossier	5 100
(10) Autres déclarations, demandes, etc.		1 dossier	1 300
(11) Établissement de duplicata de diverses déclarations/autorisations, etc.		1 dossier	200
(12) Majoration		1 dossier	Majoration de 50% du tarif indiqué aux points (1) à (11) en fonction du type d'opération de dédouanement indiqué aux points (1) à (11)

(Remarque 1) (Le montant facturé sera déterminé après concertation en fonction de la nature de déclaration sur la base des tarifs de base indiqués ci-

(Remarque 2) En ce qui concerne les opérations ci-dessous, il est possible que les tarifs indiqués dans le tableau (y compris les « Notes ») ne s'appliquent pas et que le montant facturé soit déterminé après concertation.

- Déclaration de valeur des marchandises importées (uniquement la déclaration visée au 3^{ème} alinéa de l'article 4 du Décret d'application de la Loi relative aux droits de douane) ;
- Déclaration exceptionnelle (sauf en cas de mandat reçu parallèlement pour la déclaration d'importation des marchandises déclarées à titre exceptionnel (marchandises déclarées à titre exceptionnel définies au 2^{ème} alinéa de l'article 7-2 de la Loi relative aux droits de douane - cette définition s'applique é
- Demande d'autorisation visée au 1^{er} alinéa de l'article 7-2 de la Loi relative aux droits de douane ;
- Demande d'autorisation visée au 1^{er} alinéa de l'article 67-3 de la Loi relative aux droits de douane ;
- Déclaration rectificative (uniquement celle déposée après l'autorisation d'importation) ;
- Demande de rectification (uniquement celle formulée après l'autorisation d'importation) ;
- Déclaration d'importation des marchandises déclarées à titre exceptionnel (uniquement en cas de mandat reçu parallèlement pour la déclaration exceptionnelle desdites marchandises déclarées à titre exceptionnel) ;
- Demande d'autorisation liée à l'exportation ou à l'importation, requise conformément aux dispositions législatives autres que celles de la Loi relative aux droits de douane et d'autres législations pertinentes.

(Notes)

(i) Le tarif des « Autres déclarations, demandes, etc. » visé au point (10) ne sera facturé que dans le cas où la demande/déclaration, etc., en question serait déposée de façon indépendante (p. ex. lorsque la demande du propriétaire de l'entrepôt concerne uniquement le dépôt de la déclaration de mise au rebut de marchandises étrangères) ou qu'elle aurait un caractère exceptionnel par rapport aux opérations principales (p. ex. demande d'ouverture des bureaux de douane en dehors des heures de service, etc.)

(ii) Si une déclaration d'exportation (ou de réexpédition) ou d'importation (y compris la demande d'admission dans l'entrepôt ou de retrait de l'entrepôt, la demande de transfert vers la fabrique-entrepôt ou de retrait de la fabrique-entrepôt, la demande d'admission ou de retrait de la zone intégrée sous douane, ou la demande d'approbation de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation - cette définition s'applique également au paragraphe (vii) ci-dessous) comprend plusieurs articles, l'« Unité » indiquée dans le tableau des « Tarifs des frais de dédouanement » s'entend par :

a. En cas de déclaration d'exportation ou de réexpédition, un dossier de déclaration pouvant comprendre au maximum 3 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 3, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 5 articles et ainsi de suite.

b. En cas de déclaration d'importation, un dossier de déclaration pouvant comprendre au maximum 2 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 2, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 4 articles et ainsi de suite.

(iii) Les majorations visées au point (12) peuvent être appliquées dans les cas suivants :

a. Lorsque la déclaration de valeur des marchandises importées, la déclaration rectificative ou la demande de rectification, etc., sont déposées dans le cadre des formalités de déclaration d'importation et qu'il existe des motifs raisonnables d'appliquer une majoration, vu le volume de travail effectivement réalisé ;

b. En cas d'établissement d'une déclaration d'importation/exportation qui a nécessité un travail supplémentaire, notamment pour la classification sur le tableau annexe de la Loi sur le tarif douanier (y compris classification selon le code du système harmonisé) et pour le calcul du nombre ou du prix, etc., en raison d'un nombre important d'articles inscrits sur la facture ;

c. Lorsque les formalités pour la réduction, l'exonération ou la ristourne des droits de douane ont nécessité un travail supplémentaire ;

d. Lorsque le contrôle, l'analyse, etc., effectué(e) par la douane ont nécessité un travail supplémentaire ;

e. Lorsque plusieurs déclarations de marchandises effectuées sur la base d'un seul dossier ont nécessité un travail supplémentaire ;

f. Autres cas ayant nécessité un travail supplémentaire par rapport aux opérations courantes.

(iv) Les tarifs indiqués dans le tableau comprennent les frais courants, tels que les frais de formulaires ou les frais ordinaires de transport, etc., pour effectuer les opérations de dédouanement, mais tous les frais exceptionnels, tels que les frais de personnel notamment pour le déballage et le transport du fret soumis au contrôle ainsi que pour l'assistance et la vérification sur le terrain après le dépôt de la déclaration de mise au rebut de marchandises étrangères, les frais de transport du fret, les frais de déplacement pour le dépôt de la déclaration, demande, etc., à un bureau de douane éloigné, pour l'assistance au contrôle effectué dans un lieu éloigné, ou pour la vérification du fret faisant l'objet de la déclaration d'exportation spécifique par les opérateurs agréés pourront être facturés en sus après concertation sur la base des frais réels effectivement engagés.

Nom du courtier en douane Konoike Transport Co., Ltd. International Logistics Kansai Branch
2-1-23 Chikko, Minato-ku, Osaka, Japon

通関業務基本料金表

平成29年10月8日

(単位:円)

通関業務の種類		単位	料金
(1) 輸出(積戻し)申告		1件	5,900
	少額貨物簡易通関扱	"	4,200
(2) 輸入申告	申告納税(予備申告を含む。)	"	11,800
	少額貨物簡易通関扱	"	8,600
	賦課課税	"	10,500
	少額貨物簡易通関扱	"	7,800
	保税蔵置場蔵出・総合保税地域総保出(加工又は製造若しくは展示されたものを除く。)	"	7,000
	少額貨物簡易通関扱	"	5,100
(3) 保税蔵置場蔵入申請		"	7,000
(4) 保税工場移入申請		"	7,000
(5) 保税展示場蔵置場等承認申請		"	7,000
(6) 総合保税地域総保入申請		"	7,000
(7) 輸入許可前貨物引取申請		"	5,100
(8) 外国貨物船(機)用品積込申告		"	5,100
(9) 外国貨物運送申告		"	5,100

(備考)

- 1 1申告が複数の欄からなる場合の通関業務の料金表の「単位」欄の適用について
 - イ 輸出(積戻し)申告の場合、3欄までの申告を1件とみなし、3欄を超える申告については1件にその超える欄数5欄までごとに1件とみなして加算した件数とさせていただきます。
 - ロ 輸入申告の場合、2欄までの申告を1件とみなし、2欄を超える申告については1件にその超える欄数4欄までごとに1件とみなして加算した件数とさせていただきます。
- 2 税関検査立会料等の実費が発生した場合は別途請求させていただくことがあります。
- 3 上記料金は内容により、割増もしくは割引が発生する可能性があります。
- 4 上記料金表に記載していないその他の申告・申請・届については、ご相談に応じます。

通関業者名: 旭扇海運株式会社

Tarifs de base des frais de dédouanement

Tarifs au 8 octobre 2017

(unité : JPY)

Type d'opérations de dédouanement		Unité	Tarif unitaire (par dossier)
(1) Déclaration d'exportation (ou de réexpédition)		1 dossier	5 900
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	4 200
(2) Déclaration d'importation	Acquittement des droits de douane sur déclaration (déclaration préliminaire comprise)	1 dossier	11 800
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	8 600
	Acquittement des droits de douane sur évaluation officielle	1 dossier	10 500
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	7 800
	Retrait de l'entrepôt sous douane/retrait de la zone intégrée sous douane (sauf des produits qui y ont été transformés ou fabriqués, ou ceux qui y ont été exposés)	1 dossier	7 000
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	5 100
(3) Demande d'admission dans l'entrepôt sous douane		1 dossier	7 000
(4) Demande de transfert vers la fabrique-entrepôt sous douane		1 dossier	7 000
(5) Demande d'autorisation d'utilisation dans une zone d'exposition désignée par les douanes		1 dossier	7 000
(6) Demande d'admission dans la zone intégrée sous douane		1 dossier	7 000
(7) Demande de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation		1 dossier	5 100
(8) Déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger		1 dossier	5 100
(9) Déclaration de transport de fret étranger		1 dossier	5 100

(Notes)

(i) Si une déclaration comprend plusieurs articles, l'« Unité » indiquée dans le tableau des tarifs des frais de dédouanement s'entend par :

a. En cas de déclaration d'exportation ou de réexpédition, un dossier de déclaration pouvant comprendre au maximum 3 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 3, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 5 articles et ainsi de suite.

b. En cas de déclaration d'importation, un dossier de déclaration pouvant comprendre au maximum 2 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 2, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 4 articles et ainsi de suite.

2. Les frais éventuellement engagés tels que les frais pour l'assistance au contrôle douanier peuvent être facturés séparément.

3. Les tarifs indiqués ci-dessus peuvent être majorés ou réduits en fonction de la nature des opérations effectuées.

4. Pour toute déclaration, demande, etc., non indiquée dans le tableau ci-dessus, les tarifs peuvent être déterminés après concertation.

Nom du courtier en douane: Kyokusen Kaiun Co., Ltd.

通関業務取扱料金表

当社は、通関業務取扱料金として次の料金を申し受けます。
なお、貨物の特性や取扱規模等により、割増・割引が生じる場合があります。

郵船ロジスティクス株式会社
2018年10月1日

通関業務の種類		単位	料金
① 輸出(積戻し)申告		1件	5,900
	少額貨物簡易通関扱	1	4,200
	申告納税(予備申告を含む。)	"	11,800
	少額貨物簡易通関扱	1	8,600
	賦課課税	"	10,500
② 輸入申告	少額貨物簡易通関扱	1	7,800
	保税蔵置場蔵出・総合保税地域転保出 (加工又は製造若しくは展示されたものを除く。)	"	7,000
	少額貨物簡易通関扱	"	5,100
③ 保税蔵置場蔵入申請		"	7,000
4. 保税工場移入申請		"	7,000
5. 保税展示場蔵置等承認申請		"	7,000
6. 総合保税地域転保入申請		"	7,000
7. 輸入許可前貨物引取申請		"	5,100
8. 外国貨物船(機)用品積込申告		"	5,100
9. 外国貨物運送申告		"	5,100
10. その他の申告・申請又は届		"	1,300
11. 諸申告又は許可承認書作成		1	200

⑪次に掲げる手続及び作業については、事前に相談の上、割増料を請求させていただきます。

- a 輸入貨物の評価に関する申告(関税法施行令第4条第3項(包括申告書)に基づく申告に限り。及び評価に関する申告で、それに基いた事務量から勘案し割増料を請求すべき相当の理由があるとき。
- b 特例申告(特例申告貨物(関税法第7条の2第2項に規定する特例申告貨物といふ。下記gにおいて同じ。))の輸入申告について併せて代理の依頼を受けた場合を除きます。)
- c 関税法第7条の2第1項(申告の特例)の承認の申請
- d 関税法第7条の3第1項(輸出申告の特例)の承認の申請
- e 修正申告(輸入の許可後に行うものに限り。及び修正申告の手続きを行う場合で、それに基いた事務量からみて割増料を請求すべき相当の理由があるとき。
- f 更正の請求(輸入の許可後に行うものに限り。及び更正の請求手続きを行う場合で、それに基いた事務量からみて割増料を請求すべき相当の理由があるとき。
- g 特例申告貨物の輸入申告(当該特例申告貨物に係る特例申告について併せて代理の依頼を受けている場合を除きます。)
- h 関税法その他関税に関する法令以外の法令の規定により輸出又は輸入に関して必要とする許可等の申請
- i インボイス記載品目が多いため、輸出又は輸入申告書作成において、関税定率表別表の所属区分の決定(統計品目の分類を含みます)、数量又は価格の計算等に特別の手数を要したとき。
- j 戻し税手続のための特別の手数を要したとき。
- k 税関の検査・分析等の関係で特別の手数を要したとき。
- l 1件の委託に係る貨物の申告を分取するため、特別の手数を要したとき。
- m その他手続き上一般の場合と比較して特別の手数を要したとき。

(注)

- ①から9までの各種申告、申請の手続料金の対象範囲には、これらの申告、申請に先行し、後続し、又はこれと同時にされる従属的手続(例えば、検査の立会い、免税申請書の作成等)の処理を含みます。
なお、②の輸入申告欄の申告納税において、予備申告とは、「予備審査制について」(平成12年3月31日付電関第251号)における予備申告をいいます。
- 保税工場移入輸入申告及び総合保税地域転保出輸入申告(加工又は製造若しくは展示又は使用されたものに限り。下同)については、申告納税、取扱いの各区分により②の輸入申告の料金を適用します。
- 次に掲げる手続については、少額貨物簡易通関扱の料金を適用します。
(1) コンテナに関する通関業務及び区画道路運送手続による担保の下で行なう貨物の区画運送に関する通関業務(TR業務)の要請に伴う関税法の特例に優する法律施行令(昭和46年政令第257号)第2条(コンテナの輸入又は輸出の手続)の規定に基づく輸送コンテナ一貫性の提出
(2) 通関手帳(ATAカルネ)による輸入申告又は輸出申告
- 輸出(積戻し)申告書又は外国貨物船(機)用品積込申告書をもって運送申告書を用いるときは、運送申告として、運送申告の取扱料金は請求いたしません。
- ⑪の「その他の申告・申請又は届」に関する料金は、当該申請等の手続のみを独立して依頼された場合(例えば、倉庫から積戻され外国貨物簡易蔵出の手続のみを行う場合等)又は主たる手続と従属的には結びつかない場合(例えば、開作時間外の車庫の執行を求める届出手続等)に請求させていただきます。
- 輸出(積戻し)申告及び輸入申告(輸入申告には、輸入申請、届出申告、移入申請、移出申告、担保入申請、担保出申告及び輸入許可前貨物引取承認申請を含みます。以下「において同じ。下同)において、1申告が複数の欄からなる場合の通関業務の料金(単位)の適用については、次によります。
(1) 届出(積戻し)申告の場合、3欄までの申告を1件とみなし、3欄を超える申告については、1件にその超える欄数5欄までごとに1件とみなして加算した件数とします。
(2) 輸入申告の場合、2欄までの申告を1件とみなし、2欄を超える申告については、1件にその超える欄数4欄までごとに1件とみなして加算した件数とします。
- 小包、貴物品、貴物品及び貴物品等の料金は、取扱料金の2割とします。
- 用紙代、通関手続に要した通常の交通費等経費的経費は、明金に含まれますが、貨物検査のための開通運輸に要した労賃、運送料、通関地に所在する税関官署への申告、申請、届又は通関地の検査立会に要した交通費等の特別の費用については、その実費を別に申し受けます。

Tarif des frais de dédouanement

Nos tarifs des opérations de dédouanement sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

Ces tarifs peuvent être majorés ou réduits en fonction des caractéristiques du fret, du volume du fret à traiter, etc.

Yusen Logistics Co., Ltd.

1^{er} octobre 2018

Type d'opérations de dédouanement		Unité	Tarif unitaire
(1) Déclaration d'exportation (ou de réexpédition)		1 dossier	5 900 yens
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	4 200 yens
(2) Déclaration d'importation	Acquittement des droits de douane sur déclaration (déclaration préliminaire comprise)	1 dossier	11 800 yens
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	8 600 yens
	Acquittement des droits de douane sur évaluation officielle	1 dossier	10 500 yens
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	7 800 yens
	Retrait de l'entrepôt sous douane/retrait de la zone intégrée sous douane (sauf des produits qui y ont été transformés ou fabriqués, ou ceux qui y ont été exposés)	1 dossier	7 000 yens
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	5 100 yens
(3) Demande d'admission dans l'entrepôt sous douane		1 dossier	7 000 yens
(4) Demande de transfert vers la fabrique-entrepôt sous douane		1 dossier	7 000 yens
(5) Demande d'autorisation d'utilisation dans une zone d'exposition désignée par les douanes		1 dossier	7 000 yens
(6) Demande d'admission dans la zone intégrée sous douane		1 dossier	7 000 yens
(7) Demande de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation		1 dossier	5 100 yens
(8) Déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger		1 dossier	5 100 yens
(9) Déclaration de transport de fret étranger		1 dossier	5 100 yens
(10) Autres déclarations, demandes, etc.		1 dossier	1 300 yens
(11) Établissement de duplicata de diverses déclarations/autorisations, etc.		1 dossier	200 yens
(12) Pour les formalités et opérations énumérées ci-dessous, les majorations seront appliquées après concertation :			
a. Déclaration de valeur des marchandises importées (uniquement la déclaration visée au 1 ^{er} alinéa « Formulaire de déclaration globale » de l'article 4 du Décret d'application de la Loi relative aux droits de douane) et celle pour laquelle il existe des motifs raisonnables d'appliquer une majoration, vu le volume de travail effectivement réalisé ;			
b. Déclaration exceptionnelle (sauf en cas de mandat reçu parallèlement pour la déclaration d'importation des marchandises déclarées à titre exceptionnel (marchandises déclarées à titre exceptionnel définies au 2 ^{ème} alinéa de l'article 7-2 de la Loi relative aux droits de douane : cette définition s'applique également au paragraphe g. ci-dessous) ;			
c. Demande d'autorisation visée au 1 ^{er} alinéa « Cas exceptionnels de la déclaration » de l'article 7-2 de la Loi relative aux droits de douane ;			
d. Demande d'autorisation visée au 1 ^{er} alinéa « Cas exceptionnels de la déclaration d'exportation » de l'article 67-3 de la Loi relative aux droits de douane ;			
e. Déclaration rectificative (uniquement celle déposée après l'autorisation d'importation) et celle pour laquelle il existe des motifs raisonnables d'appliquer une majoration, vu le volume de travail effectivement réalisé ;			
f. Demande de rectification (uniquement celle formulée après l'autorisation d'importation) et celle pour laquelle il existe des motifs raisonnables d'appliquer une majoration, vu le volume de travail effectivement réalisé ;			
g. Déclaration d'importation des marchandises déclarées à titre exceptionnel (sauf en cas de mandat reçu parallèlement pour la déclaration exceptionnelle des dites marchandises déclarées à titre exceptionnel) ;			
h. Demande d'autorisation liée à l'exportation ou à l'importation, requise conformément aux dispositions législatives autres que celles de la Loi relative aux droits de douane et d'autres législations pertinentes ;			
i. En cas d'établissement d'une déclaration d'importation/exportation qui nécessite un travail supplémentaire, notamment pour la classification sur le tableau annexe de la Loi sur le tarif douanier (y compris classification selon le code du système harmonisé) et pour le calcul du nombre ou du prix, etc., en raison d'un nombre important d'articles inscrits sur la facture ;			
j. Lorsque les formalités pour obtenir la majeure des droits de douane ont nécessité un travail supplémentaire ;			
k. Lorsque le contrôle, l'analyse, etc., effectuée par la douane ont nécessité un travail supplémentaire ;			
l. Lorsque plusieurs déclarations de marchandises effectuées sur la base d'un seul dossier ont nécessité un travail supplémentaire ;			
m. Autres cas ayant nécessité un travail supplémentaire par rapport aux opérations courantes.			

(Notes)

1. Les opérations relatives aux déclarations ou demandes visées aux points (1) à (11) dont les tarifs sont indiqués sur le tableau incluent les diverses opérations courantes à effectuer avant, après ou pendant leur traitement (prix, assistance au contrôle, établissement d'une demande d'exonération des droits de douane, etc.)

Il est à noter que, par « Déclaration préliminaire » mentionnée dans le cas de l'« Acquittement des droits de douane sur déclaration » du point (2) « Déclaration d'importation », on entend celle visée à la notification intitulée « Sur le système d'examen préliminaire » (notification N° 251 du Directeur général du bureau de douane, Ministère des finances du 31 mars 2000).

2. Pour une déclaration d'importation à partir de la fabrique-entrepôt sous douane ou de la zone intégrée sous douane, réservées à des produits qui y ont été transformés ou fabriqués, ou à ceux qui y ont été exposés ou utilisés, les tarifs pour la déclaration d'importation visée au point (2) seront appliqués en fonction de la catégorie d'imposition (acquiescement des droits de douane sur déclaration ou sur évaluation officielle).
3. Le tarif de la formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur sera appliqué dans les cas suivants :
 - (1) Depot de la liste de conteneurs à charger/décharger conforme aux dispositions de l'article 2 (Formalités d'importation/exportation de conteneurs) du Décret d'application N° 257 (1971) de la Loi sur les dispositions spéciales de la Loi relative aux droits de douane, etc., en relation avec la mise en œuvre de la Convention douanière relative aux conteneurs et de la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets FIM (Convention TIR)
 - (2) Déclaration d'importation/exportation par le carnet de dédouanement (Carnet ATA)
4. Si la déclaration d'exportation (ou de réexpédition) ou la déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger sert également de déclaration de transport, le tarif visé au point (9) ne sera pas facturé en tant que frais pour la déclaration de transport.
5. Le tarif des « Autres déclarations, demandes, etc. » visé au point (10) ne sera facturé que dans le cas où la demande/déclaration, etc., en question serait déposée de façon indépendante (p. ex. lorsque la demande du propriétaire de l'entrepôt concerne uniquement le dépôt de la déclaration de mise au rebut de marchandises étrangères) ou qu'elle aurait un caractère exceptionnel par rapport aux opérations principales (p. ex. demande d'ouverture des bureaux de douane en dehors des heures de service, etc.).
6. Si une déclaration d'exportation (ou de réexpédition) ou d'importation y compris la demande d'admission dans l'entrepôt ou de retrait de l'entrepôt, la demande de transfert vers la fabrique-entrepôt ou le retrait de la fabrique-entrepôt, la demande d'admission ou de retrait de la zone intégrée sous douane, ou la demande d'approbation de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation - cette définition s'applique également au paragraphe (vi) ci-dessous) comprend plusieurs articles, l'« Unité » indiquée dans le tableau des tarifs des frais de dédouanement s'entend par :
 - (1) En cas de déclaration d'exportation ou de réexpédition, un dossier de déclaration pouvant comprendre au maximum 3 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 3, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 3 articles et ainsi de suite.
 - (2) En cas de déclaration d'importation, un dossier de déclaration pouvant comprendre au maximum 2 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 2, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 4 articles et ainsi de suite.
7. Le tarif pour traiter les colis, les affaires personnelles, les objets consignés, les bagages mineurs/voyageurs, etc., est de 70% du tarif de base.
8. Les tarifs indiqués dans le tableau comprennent les frais courants, tels que les frais de formulaires ou les frais ordinaires de transport, etc., pour effectuer les opérations de dédouanement, mais tous frais exceptionnels, tels que les frais de personnel pour le déballage et le transport du fret soumis au contrôle, les frais de transport du fret, les frais de déplacement pour le dépôt de la déclaration, demande, etc., à un bureau de douane éloigné, ou pour l'assistance au contrôle effectué dans un lieu éloigné, etc., seront facturés en sus sur la base des frais réels effectivement engagés.

森上組 通関業務料金表

通関業務（関連業務を含む）の種類		1件当たりの料金	備考
1	輸出申告・補正し申告	5,900円	申告欄数が3欄を超える場合は、超える欄数5欄ごとに1件分の料金を加算
2	輸入申告（予備申告を含む） ※下記3の申告を除く	11,800円	申告欄数が2欄を超える場合は、超える欄数4欄ごとに1件分の料金を加算
3	保税蔵置場蔵入申請 保税工場移入申請 保税展示場蔵置等承認申請 総合保税地域蔵入申請 保税蔵置場蔵出輸入申告 総合保税地域蔵出輸入申告	7,000円	
4	輸入許可前貨物引取申請 外国貨物船（機）用品積込申告 外国貨物運送申告	5,100円	
5	その他の申告・申請・届等	1,300円	

（注）

1. 本料金表は、通関税法第18条に基づき掲示するものです。
2. 税関貨物検査のための開梱遅延に要した労賃や運送料、通関地税関官署への申告・申請・検査立会等のため要した交通費等については、その実費を別途頂戴いたします。
3. 特例輸入者承認申請、特定輸出者承認申請、財務大臣・税関長に対する不服申立、輸入申告とは別に依頼を受けた評価申告、修正申告、更正の請求の手続き、税関検査立会、輸出入に関連する他法令手続き及び通関地の他業務に依頼した税関検査立会等に係る料金につきましては、手続きに要する業務量、難易度、委託料等を勘案した料金を別途頂戴いたします。
4. 通関業務で、書類作成や手続き等に特別の手段、時間、知識等を要する場合の料金につきましては、手続き等に要する業務量、難易度等を勘案した割増料金を頂戴いたします。
5. 通関業務が当社受注の他業務と関連する場合や、類似案件を大量又は継続的に受注する場合など、特別の事情がある場合は、お客様と協議のうえ、上記料金を割引することがあります。

Kamigumi Co., Ltd. Tarifs des frais de dédouanement

Type d'opérations de dédouanement (y compris les opérations associées)		Tarif unitaire	Remarques
1	Déclaration d'exportation (ou de réexpédition)	5 900 yens	Si le nombre d'articles est supérieur à 3, une majoration égale au tarif unitaire (qui correspond à un dossier supplémentaire pouvant comprendre au maximum 5 articles) sera appliquée.
2	Déclaration d'importation(déclaration préliminaire comprise) *Sauf pour les déclarations visées au point 3 ci-dessous.	11 800 yens	Si le nombre d'articles est supérieur à 2, une majoration égale au tarif unitaire (qui correspond à un dossier supplémentaire pouvant comprendre au maximum 4 articles) sera appliquée.
3	Demande d'admission dans l'entrepôt sous douane Demande de transfert vers la fabrique-entrepôt sous douane Demande d'autorisation d'utilisation dans une zone d'exposition désignée par les douanes Demande d'admission dans la zone intégrée sous douane Retrait de l'entrepôt sous douane Retrait de la zone intégrée sous douane	7 000 yens	
4	Demande de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation Déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger Déclaration de transport de fret étranger	5 100 yens	
5	Autres déclarations, demandes, etc.	1 300 yens	

(Notes)

(i) Ces tarifs sont publiés conformément à l'article 18 de la Loi sur les douanes.

(ii) Les frais de personnel pour le déballage et le transport du fret soumis au contrôle douanier, les frais de transport du fret, les frais de déplacement pour le dépôt de la déclaration, demande, etc., à un bureau de douane éloigné, etc., et pour l'assistance au contrôle effectué dans un lieu éloigné seront facturés en sus sur la base des frais réels effectivement engagés.

(iii) En ce qui concerne la demande d'autorisation de l'importateur spécial, la demande d'autorisation de l'exportateur spécial, le recours auprès du ministre des finances ou du directeur des douanes, la déclaration de valeur commandée séparément de la déclaration d'importation, la déclaration rectificative, la demande de rectification, l'assistance au contrôle douanier, les formalités relatives à l'exportation/importation régies par d'autres législations, l'assistance au contrôle douanier effectué par un autre courtier à un lieu éloigné, etc., les tarifs autres que ceux indiqués ci-dessus seront proposés, vu le volume de travail, la difficulté de l'opération et les frais d'externalisation.

(iv) Lorsque les établissements de documents ou les formalités administratives pour les opérations de dédouanement nécessitent un travail supplémentaire, des heures supplémentaires ou des connaissances spécialisées, une majoration sera appliquée, vu le volume de travail et la difficulté de l'opération.

(v) En cas de circonstance particulière, par exemple lorsque l'opération de dédouanement est liée à une autre opération déjà commandée, ou en cas de commandes importantes ou continues pour des dossiers similaires, les tarifs indiqués ci-dessus peuvent être réduits en concertation avec le client.

平成30年4月1日

通 関 業 務 の 料 金 表

通関業者名: 澁澤倉庫株式会社

通 関 業 務 の 種 類		単 位	基本料金(円)
輸 出 (積 戻 し) 申 告		1件	5,900
輸 入 申 告	申 告 納 税(予備申告を含む。)	"	11,800
	賦 課 課 税	"	10,500
	保税蔵置場蔵出・総合保税地域総保出(加工又は製造若しくは展示されたものを除く。)	"	7,000
保 税 蔵 置 場 蔵 入 申 請 等		"	7,000
輸 入 許 可 前 貨 物 引 取 申 請		"	5,100
外 国 貨 物 船 (機) 用 品 積 込 申 告		"	5,100
外 国 貨 物 運 送 申 告 (輸出申告(積戻し申告)で運送兼用となっているものを除く)		"	5,100
修 正 申 告、更 正 請 求		"	内容により御見積りいたします。
税関検査立会手数料、内容点検等の貨物取扱手数料		"	
そ の 他 の 申 告・申 請 又 は 届		"	
税 関 検 査 等 の 実 費 (貨物検査の開梱、運搬に要した作業料、運送料、遠隔地に所在する税関官署への申告、申請、検査立会等に要した交通費等を含む)		"	上記の料金に含まれない特別に発生した実費については、別途請求させていただきます。

(備 考)

- 表記料金は基本額であり、申告貨物の種類、量、手続内容等により、料金に割増・割引が生じることがありますので、依頼時には必ず料金のご確認をお願いいたします。
- 輸出(積戻し)申告及び輸入申告(輸入申告には、蔵入申請、蔵出申告、移入申請、移出申告、総保入申請、総保出申告及び輸入許可前貨物引取承認申請を含む。)において、1申告が複数の欄からなる場合の取扱件数については、以下の料金を適用させていただきます。
 - 輸出(積戻し)申告の場合、3欄までの申告を1件とみなし、3欄を超える申告については、1件にその超える欄数5欄までごとに1件とみなして加算した件数による料金
 - 輸入申告の場合、2欄までの申告を1件とみなし、2欄を超える申告については、1件にその超える欄数4欄までごとに1件とみなして加算した件数による料金
- その他の申告・申請又は届とは、例えば以下の手続等をいいます。
 - 事前教示照会
 - 見本持出許可申請
 - 滅却(廃棄)承認申請
 - 本船扱・ふ中扱届
 - 輸出許可内容変更届
 - 関税法その他関税に関する法令以外の法令に基づく許認可等の申告、申請 等
- その他、本表に記載のない業務については、別途御見積りいたします。

1 avril 2018

Tarifs des frais de dédouanement

Nom du courtier en douane: The Shibusawa Warehouse Co., Ltd.

Déclaration d'exportation (ou de réexpédition)		Unité	Tarif de base (JPY)
Déclaration d'exportation (ou de réexpédition)		1 dossier	5 900
Déclaration d'importation	Acquittement des droits de douane sur déclaration (déclaration préliminaire comprise)	1 dossier	11 800
	Acquittement des droits de douane sur évaluation officielle	1 dossier	10 500
	Retrait de l'entrepôt sous douane/retrait de la zone intégrée sous douane (sauf des produits qui y ont été transformés ou fabriqués, ou ceux qui y ont été exposés)	1 dossier	7 000
Demande d'admission dans l'entrepôt sous douane		1 dossier	7 000
Demande de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation		1 dossier	5 100
Déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger		1 dossier	5 100
Déclaration de transport de fret étranger (À l'exclusion des articles déclarés à la fois pour le transport et l'utilisation dans les déclarations d'exportation (ou de réexpédition))		1 dossier	5 100
Modification d'une demande de déclaration, correction		1 dossier	Devis proposé en fonction de la nature de l'opération
Frais de dédouanement telles que l'assistance au contrôle douanier, la vérification du contenu, etc.		1 dossier	
Autres déclarations, demandes, etc.		1 dossier	
Les frais réels effectivement engagés pour le contrôle douanier, etc. (y compris les frais de personnel pour le déballage et le transport du fret soumis au contrôle douanier, les frais de transport du fret, les frais de déplacement pour le dépôt de la déclaration, demande, etc., à un bureau de douane éloigné et pour l'assistance au contrôle effectué dans un lieu éloigné, etc.)		1 dossier	Les frais non indiqués ci-dessus éventuellement engagés seront facturés séparément.

(Notes)

- (i) Les tarifs indiqués ci-dessus sont des tarifs de base. Veuillez vérifier les tarifs chaque fois que vous passez la commande, les tarifs pouvant être majorés ou réduits en fonction de la nature ou du volume des marchandises à déclarer, ou encore de la nature de l'opération.
- (ii) Si une déclaration d'exportation (ou de réexpédition) ou d'importation (y compris la demande d'admission dans l'entrepôt ou de retrait de l'entrepôt, la demande de transfert vers la fabrique-entrepôt ou de retrait de la fabrique-entrepôt, la demande d'admission ou de retrait de la zone intégrée sous douane, ou la demande d'approbation de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation) comprend plusieurs articles, les tarifs ci-dessous s'appliquent en fonction du nombre d'unités :
 - a. En cas de déclaration d'exportation ou de réexpédition, le tarif unitaire multiplié par le nombre de dossiers (un premier dossier de déclaration pouvant comprendre au maximum 3 articles et, lorsque le nombre d'articles est supérieur à 3, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 5 articles et ainsi de suite).
 - b. En cas de déclaration d'importation, le tarif unitaire multiplié par le nombre de dossiers (un premier dossier de déclaration pouvant comprendre au maximum 2 articles et, lorsque le nombre d'articles est supérieur à 2, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 4 articles et ainsi de suite).

- (iii) Les « Autres déclarations, demandes, etc. » comprennent notamment les formalités énumérées ci-dessous :
- a. Consultation relative à la demande de renseignements préliminaires
 - b. Demande d'autorisation de retrait d'échantillons
 - c. Demande d'autorisation de destruction (mise au rebut)
 - d. Déclaration de dédouanement des marchandises à bord d'un navire ou d'un chaland
 - e. Déclaration de changements dans l'autorisation d'exportation
 - f. Déclaration, demande, etc., d'autorisation, requise conformément aux dispositions législatives autres que celles de la Loi relative aux droits de douane et d'autres législations pertinentes
- (iv) Les tarifs pour toute autre opération non mentionnée dans le tableau seront proposés séparément.

通関業務標準料金表
2017年10月8日

株式会社 近鉄エクスプレス

通関業務の種類		単位(件)	料金(円)	備考
① 輸出(積戻し)申告		1件	5,900	※3欄までの申告を1件とします。3欄を超える申告は、その超える欄数5欄ごとに1件とみなし加算します。(例:8欄の場合 2件)
	少額貨物簡易通関扱	1件	4,200	
② 輸入申告	申告納税(予備申告を含む)	1件	11,800	※2欄までの申告を1件とします。2欄を超える申告は、その超える欄数4欄ごとに1件とみなし加算します。(例:6欄の場合 2件)
	少額貨物簡易通関扱	1件	8,800	
	賦課課税	1件	10,500	
	保税蔵置場蔵出・総合保税地域総保出(加工又は製造若しくは展示されたものを除く)	1件	7,000	
	保税蔵置場蔵入承認申請	1件	5,100	
	保税工場移入申請	1件	7,000	
	保税展示場蔵出等承認申請	1件	7,000	
③ 保税蔵置場蔵入承認申請		1件	7,000	
④ 保税工場移入申請		1件	7,000	
⑤ 保税展示場蔵出等承認申請		1件	7,000	
⑥ 総合保税地域総保入申請		1件	7,000	
⑦ 輸入許可前貨物引取申請		1件	5,100	
⑧ 外国貨物船(機)用品積込申告		1件	5,100	
⑨ 外国貨物運送申告		1件	5,100	
⑩ その他の申告・申請・届など手続き		1件	※要相談	※下記(2)参照
⑪ 割増料		1件	※要相談	※下記(3)参照

(1) 正式なお見積もりは、弊社営業担当よりあらためてご案内申し上げます。

(2) 上記⑩その他の手続きの対象となる業務

- 輸入貨物の包括評価に関する申告
- 特例申告(引き取り申告のみ、輸入申告は除く)
- 特例輸入者・特例委託輸入者の承認申請
- 特定輸出者・特定委託輸出者の承認申請
- 修正申告
- 更正の請求
- 特例申告貨物の輸入申告
- 食品届・植物検疫・動物検疫など、関税法その他関税関係法令以外(他法令)の規定で必要な申請
- 証明書交付の申請
- その他必要な手続きがある場合

(3) 上記⑪割増料の対象となる場合

- インボイス記載品目が多いため、HSコードの分類・数量または価格の計算などに特別な手数料がかかったとき
- 戻し税手続きのため、特別の手数がかかったとき
- 税関の検査・分析などの関係で特別の手数を要したとき
- 1件の委託に係る貨物の申告を分割するため、特別の手数を要したとき
- その他、手続き上一般の場合に比較して特別の手数を要したとき

(4) 別途実費を請求させていただく場合

- 輸出入申告のための内容点検、税関検査等のための開梱、運搬に要した労賃、運送料など
- 通関地における通関業務のために要した交通費、通信費など
- 申告後、お客様の都合により申告を撤回した場合
- 証明書交付など手続きで要した収入印紙代

Tarifs standard des frais de dédouanement

8 octobre 2017

Kintetsu World Express, Inc.

Type d'opérations de dédouanement		Unité	Tarif unitaire (JPY)	Notes
(1) Déclaration d'exportation (ou de réexpédition)		1 dossier	5 900	※ Un dossier de déclaration peut comprendre au maximum 3 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 3, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 3 articles et ainsi de suite (p. ex. si le nombre d'articles est de 8, cela fait 2 dossiers au total).
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	4 200	
(2) Déclaration d'importation	Acquittement des droits de douane sur déclaration (déclaration préliminaire comprise)	1 dossier	11 800	※ Un dossier de déclaration peut comprendre au maximum 2 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 2, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 2 articles et ainsi de suite (p. ex. si le nombre d'articles est de 6, cela fait 3 dossiers au total).
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	8 600	
	Acquittement des droits de douane sur évaluation officielle	1 dossier	10 500	
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	7 800	
	Retrait de l'entrepôt sous douane/retrait de la zone intégrée sous douane (sauf des produits qui y ont été transformés ou fabriqués, ou ceux qui y ont été exposés)	1 dossier	7 000	
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	5 100	
(3) Demande d'admission dans l'entrepôt sous douane		1 dossier	7 000	
(4) Demande de transfert vers la fabrique-entrepôt sous douane		1 dossier	7 000	
(5) Demande d'autorisation d'utilisation dans une zone d'exposition désignée par les douanes		1 dossier	7 000	
(6) Demande d'admission dans la zone intégrée sous douane		1 dossier	7 000	
(7) Demande de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation		1 dossier	5 100	
(8) Déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger		1 dossier	5 100	
(9) Déclaration de transport de fret étranger		1 dossier	5 100	
(10) Autres déclarations, demandes, etc.		1 dossier	※ À consulter	※ Voir le point (ii) ci-dessus.
(11) Majoration		1 dossier	※ À consulter	※ Voir le point (iii) ci-dessus.

(i) Le devis définitif sera communiqué ultérieurement par notre responsable commercial.

(ii) Opérations entrant dans la catégorie des « Autres formalités » visées au point (10) ci-dessus.

A. Déclaration globale de valeur des marchandises importées ;

B. Déclaration exceptionnelle (uniquement la déclaration de retrait. Toute déclaration d'importation non comprise) ;

C. Demande d'autorisation de l'importateur spécial ou l'importateur spécial mandaté ;

D. Demande d'autorisation de l'exportateur spécial ou l'exportateur spécial mandaté ;

E. Déclaration rectificative ;

F. Demande de rectification ;

G. Déclaration d'importation des marchandises déclarées à titre exceptionnel ;

H. Demande requise conformément aux dispositions réglementaires autres que celles de la Loi relative aux droits de douane et d'autres législations pertinentes (autres lois), telle que la déclaration relative aux denrées alimentaires ou la demande de contrôle phytosanitaire et des animaux, etc. ;

I. Demande de délivrance de certificats ;

J. Autres formalités éventuellement nécessaires.

(iii) Cas d'application d'une majoration visée au point (11) :

K. Lorsque la classification selon le code du système harmonisé ou le calcul du nombre ou du prix, etc., a nécessité un travail supplémentaire en raison d'un nombre important d'articles inscrits sur la facture ;

L. Lorsque les formalités pour obtenir la restitution des droits de douane ont nécessité un travail supplémentaire ;

M. Lorsque le contrôle, l'analyse, etc., effectué(e) par la douane ont nécessité un travail supplémentaire ;

N. Lorsque plusieurs déclarations de marchandises effectuées sur la base d'un seul dossier ont nécessité un travail supplémentaire ;

O. Autres cas ayant nécessité un travail supplémentaire par rapport aux opérations courantes.

(iv) Cas de facturation séparée sur la base des frais réels effectivement engagés :

1. Frais de personnel pour la vérification du contenu en vue de la déclaration d'exportation/importation, le déballage et le transport pour le contrôle douanier, etc., ou frais de transport du fret, etc. ;

2. Frais de déplacement et de télécommunication, etc., pour les opérations de dédouanement effectuées dans un lieu éloigné ;

3. En cas de retrait de la déclaration déjà déposée pour des raisons imputables au client ;

4. Frais des timbres fiscaux nécessaires aux formalités de délivrance de certificats, etc.

通関業務等 標準料金表

平成29年10月8日実施

(単位:円)

通関業務の種類		単位	料金
①輸出(積戻し)申告	通関手帳(ATAカルネ)による輸出申告 積卸コンテナ一覽表の提出 携帯品・別送品申告 含む	1件	6,000
②輸入申告	予備申告 賦課課税 通関手帳(ATAカルネ)による輸入申告 携帯品・別送品申告 保税蔵置場蔵出 保税蔵置場蔵入申請 保税工場移入申請 保税工場移出輸入申告 保税展示場蔵置等承認申請 輸入許可前貨物引取申請 積卸コンテナ一覽表の提出 輸出取止再輸入 含む	1件	12,000
③外国貨物運送申告・外国貨物船(機)用品積込申告		1件	10,000
④関税関係法令に関するその他の申告・申請又は届	見本持出許可申請 船名・数量等変更申請 通知承認申請 外国貨物商運届出 証明書交付申請 含む	1件	3,000
⑤法令に関する申請又は届	食品等輸入届出 植物検疫申請 動物検疫申請	1申請/届	15,000
⑥包括評価申告・修正申告・更正の請求		1件	15,000

(備考)

- ①から③までの各種申告、申請の手続料金の対象事項には、これらの申告、申請に先行し、後続し、又はこれを同時に行われる経常的手続(例えば、検査の立会い、免税申告書の作成等)の処理を含む。なお、②の輸入申告において、予備申告とは、「予備審査制について」(平成12年3月31日付通関第251号)における予備申告をいう。また、①の輸出(積戻し)申告及び②の輸入申告において、積卸コンテナ一覽表の提出とは、コンテナに関する通関条約及び国際道路運送手帳による担保の下で行なう貨物の国際運送に関する通関条約(TIR条約)の実施に伴う関税法等の特例に関する法律施行令(昭和46年政令第257号)第2条の規定に基づく積卸コンテナ一覽表の提出をいう。
- 輸出(積戻し)申告書をもって運送申告書を兼用するときは、③の運送申告料金は請求しない。
- ④の「関税関係法令に関するその他の申告・申請又は届」に関する料金を請求できるのは、当該申請等の手続のみを独立して依頼され行った場合(例えば、倉主から依頼され外国貨物商運届出の手続のみを行う場合等)又は主たる手続と経常的には結びつかない場合(例えば、開庁時間外の執務を求める届出手続等)に限る。
- 手続上一般の場合に比較して特別の手続を要したときは料金表の料金を割増して請求することがある。また簡易な申告の場合等は割引料金を適用することがある。
- ①の輸出(積戻し)申告及び②の輸入申告において、1申告が複数の欄からなる場合の通関業務の料金表中「単位」欄の適用については、次による。
 - イ 輸出(積戻し)申告の場合、3欄までの申告を1件(1票)とみなし、3欄を超える申告については、1件にその超える欄数5欄までごとに1件とみなして加算した件数とする。
 - ロ 輸入申告の場合、2欄までの申告を1件(1票)とみなし、2欄を超える申告については、1件にその超える欄数4欄

NNR GLOBAL LOGISTICS GROUP _ Traduction en français
Tarifs standard des frais de dédouanement

Au 8 octobre 2017
(Unité : yen)

Type d'opérations de dédouanement		Unité	Tarif
(1) Déclaration d'exportation (ou de réexpédition)	Y compris les déclarations/demandes, etc., suivantes : Déclaration d'exportation par le carnet de dédouanement (Carnet ATA) ; Dépôt de la liste de conteneurs à charger/décharger ; Déclaration des affaires personnelles et des bagages non accompagnés.	1 dossier	6 000
(2) Déclaration d'importation	Y compris les déclarations/demandes, etc., suivantes : Déclaration préliminaire ; Acquittement des droits de douane sur évaluation officielle ; Déclaration d'importation par le carnet de dédouanement (Carnet ATA) ; Déclaration des affaires personnelles et des bagages non accompagnés ; Retrait de l'entrepôt sous douane ; Demande d'admission dans l'entrepôt sous douane ; Demande de transfert vers la fabrique-entrepôt sous douane ; Déclaration d'importation à partir de la fabrique-entrepôt sous douane ; Demande d'autorisation d'utilisation dans une zone d'exposition désignée par les douanes ; Demande de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation ; Dépôt de la liste de conteneurs à charger/décharger ; Réimportation des marchandises non exportées.	1 dossier	12 000
(3) Déclaration de transport de fret étranger/ Déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger		1 dossier	10 000
(4) Autre déclaration, demande, etc., requises conformément aux dispositions législatives relative aux droits de douane	Y compris les déclarations/demandes, etc., suivantes : Demande d'autorisation de retrait d'échantillons ; Demande de changement du nom du navire, du nombre de marchandises, etc. ; Demande d'autorisation de destruction ; déclaration de mise au rebut de marchandises étrangères ; Demande de délivrance de certificats.	1 dossier	3 000
(5) Déclaration, demande, etc., requises conformément aux autres dispositions législatives	Déclaration d'importation de denrées alimentaires, etc. ; Demande de contrôle phytosanitaire ; Demande de contrôle des animaux.	1 demande/déclaration	15 000
(6) Déclaration globale de valeur/déclaration rectificative/demande de rectification		1 dossier	15 000

(Notes)

(i) Les opérations relatives aux déclarations ou demandes visées aux points (1) à (3) dont les tarifs sont indiqués sur le tableau incluent les diverses opérations courantes à effectuer avant, après ou pendant leur traitement (p. ex. assistance au contrôle, établissement d'une demande d'exonération des droits de douane, etc.). Il est à noter que, par « Demande préliminaire » du point (2) « Déclaration d'importation », on entend celle visée à la notification intitulée « Sur le système d'examen préliminaire » (notification N° 251 du Directeur général du bureau de douane, Ministère des finances du 31 mars 2000). Par « Dépôt de la liste de conteneurs à charger/décharger » visé aux points (1) « Déclaration d'exportation (ou de réexpédition) » et (2) « Déclaration d'importation », on entend le dépôt de la liste de conteneurs à charger/décharger conforme aux dispositions de l'article 2 du Décret d'application N° 257 (1971) de la Loi sur les dispositions spéciales de la Loi relative aux droits de douane, etc., en relation avec la mise en œuvre de la Convention douanière relative aux conteneurs et de la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR (convention TIR).

(ii) Si la déclaration d'exportation (ou de réexpédition) sert également de déclaration de transport, le tarif visé au point (3) ne sera pas facturé en tant que frais pour la déclaration de transport.

(iii) Le tarif des « Autres déclarations, demandes, etc., requises conformément aux dispositions législatives relative aux droits de douane » visé au point (4) ne sera facturé que dans le cas où la demande/déclaration, etc., en question serait déposée de façon indépendante (p. ex. lorsque la demande du propriétaire de l'entrepôt concerne uniquement le dépôt de la déclaration de mise au rebut de marchandises étrangères) ou qu'elle aurait un caractère exceptionnel par rapport aux opérations principales (p. ex. demande d'ouverture des bureaux de douane en dehors des heures de service, etc.).

(iv) Lorsque l'opération a nécessité un travail supplémentaire par rapport aux opérations courantes, les tarifs indiqués dans le tableau peuvent être majorés. Par contre, en cas de déclaration relativement simple, le tarif réduit peut être appliquée.

(v) Si une déclaration d'exportation (ou de réexpédition) visée au point (1) ou d'importation visée au point (2) comprend plusieurs articles, l'« Unité » indiquée dans le tableau des tarifs des frais de dédouanement s'entend par :

a. En cas de déclaration d'exportation ou de réexpédition, un dossier (feuille) de déclaration pouvant comprendre au maximum 3 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 3, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 5 articles et ainsi de suite.

b. En cas de déclaration d'importation, un dossier (feuille) de déclaration pouvant comprendre au maximum 2 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 2, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 4 articles et ainsi de suite.

(vi) Les frais non inclus dans le tableau (frais de transport pour le contrôle, frais d'utilisation de l'entrepôt sous douane, autres frais de traitement, etc.) seront facturés séparément.

Schenker-Seino Co., Ltd.

通関業務料金表

通関業者がその通関業務(関連業務を含む。)につき受けることができる料金の最高額は、次の表に掲げる額とする。

法基本通関票(平成 23 年度版)

通関業務の種類		料金 (1 件あたり)
①輸出(積戻し)申告		5,900 円
	少額貨物簡易通関扱	4,200 円
②輸入申告	申告納税(予備申告を含む。)	11,800 円
	少額貨物簡易通関扱	8,600 円
	賦課課税	10,500 円
	少額貨物簡易通関扱	7,800 円
	保税蔵置場蔵出・総合保税地域総保出 (加工又は製造若しくは展示されたものを除く。)	11,800 円
	少額貨物簡易通関扱	5,100 円
③保税蔵置場蔵入申請		7,000 円
④保税工場移入申請		7,000 円
⑤保税展示場蔵置等承認申請		7,000 円
⑥総合保税地域総保入申請		7,000 円
⑦輸入許可前貨物引取申請		5,100 円
⑧外国貨物船(機)用品積込申告		5,100 円
⑨外国貨物運送申告		5,100 円
⑩その他の申告・申請又は届		1,300 円
⑪諸申告又は許可承認書写作成		200 円
⑫割増料		①から⑩までに掲げる通関業務の種類に応じ当該通関業務に係る①から⑩までに定める料金の 5 割

(備考)

- (1) ①から⑩までの各種申告、申請の手続料金の対象業務には、これらの申告、申請に先行し、後続し、又はこれと同時に行為される経常的手続(例えば、検査の立会い、免税申請書の作成等)の処理を含む。

なお、②の輸入申告欄の申告納税において、予備申告とは、「予備審査制について」(平成 17 年 3 月 31 日付蔵関第 251 号)における予備申告をいう。

- (2) 保税工場移出輸入申告及び総合保税地域総保出輸入申告(加工又は製造若しくは展示又は使用されたものに限る。)については、申告納税、賦課課税の各区分により②の輸入申告の料金を適用する。

- (3) 次に掲げる手続については、少額貨物簡易通関扱の料金を適用する。

- イ コンテナに関する通関条約及び国際道路運送手帳による担保の下で行なう貨物の国際運送に関する通関条約(TIR 条約)の実施に伴う関税法等の特例に便する法律施行令(昭和 46 年政令第 257 号)第 2 条(コンテナの輸入又は輸出の手続)の規定に基づく積卸コンテナ一覧表の提出
- ロ 通関手帳(A T A カルネ)による輸入申告又は輸出申告

- (4) 輸出(積戻し)申告書又は外国貨物船(機)用品積込申告書をもって運送申告書を兼用するとき、運送申告として⑨の運送申告の取扱料金を請求することができない。

- (5) ⑩の「その他の申告、申請又は届」に関する料金を請求できるのは、当該申請等の手続のみを独立して依頼され行った場合(例えば、倉主から依頼され外国貨物廃棄届出の手続のみを行う場合等)又は主たる手続と経常的には結びつかない場合(例えば、開庁時間外の執務を求める届出手続等)に限る。
- 6) ⑫の割増料を請求できるのは、次のような場合とする。
- イ 入申告手続の一環として輸入貨物の評価に関する申告、修正申告、更正の請求等の手続を行う場合等で、それに要した事務量からみて割増料を請求すべき相当の理由があるとき。
 - ロ インボイス記載品目が多いため、輸出又は輸入申告書の作成において、関税定率法別表の所属区分の決定(統計品目番号の分類を含む。)、数量又は価格の計算等に特別の手数を要したとき。
 - ハ 戻し税手続のための特別の手数を要したとき。
 - ニ 税関の検査・分析等の関係で特別の手数を要したとき。
 - ホ 1件の委託に係る貨物の申告を分割するため、特別の手数を要したとき。
 - ヘ その他手続上一般の場合に比較して特別の手数を要したとき。
- (7) 輸出(積戻し)申告及び輸入申告(輸入申告には、蔵入申請、蔵出申告、移入申請、移出申告、総保入申請、総保出申告及び輸入許可前貨物引取承認申請を含む。以下(7)において同じ。))において、1申告が複数の欄からなる場合の通関業務の料金表中「単位」欄の適用については、次による。
- イ 輸出(積戻し)申告の場合、3欄までの申告を1件とみなし、3欄を超える申告については、1件にその超える欄数5欄までごとに1件とみなして加算した件数とする。
 - ロ 輸入申告の場合、2欄までの申告を1件とみなし、2欄を超える申告については、1件にその超える欄数4欄までごとに1件とみなして加算した件数とする。
- (8) 小包、携帯品、託送品及び別送品等の取扱料金の最高額は、料金の7割とする。
- (9) 用紙代、通関手続に要した通常の交通費等経常的経費は、料金に含まれるものとするが、貨物検査のための開梱運搬に要した労賃、運送料、遠隔地に所在する税関官署への申告、申請、届、遠隔地の検査立会い又は関税法基本通達67の3-2-3の(1)に規定する特定委託輸出申告に係る貨物の確認に要した交通費等の特別の費用については、その実費を別に請求することができる。
- (注) 次に掲げる手続については、表(備考を含む。)に掲げる料金は適用しない。
- イ 輸入貨物の評価に関する申告(関税法施行令第4条第3項<包括申告書>に基づく申告に限る。)
 - ロ 特例申告(特例申告貨物(関税法第7条の2第2項に規定する特例申告貨物をいう。下記トにおいて同じ。))の輸入申告について併せて代理の依頼を受けた場合を除く。)
 - ハ 関税法第7条の2第1項の承認の申請
 - ニ 関税法第67条の3第1項の承認の申請
 - ホ 修正申告(輸入の許可後に行うものに限る。)
 - ヘ 更正の請求(輸入の許可後に行うものに限る。)
 - ト 特例申告貨物の輸入申告(当該特例申告貨物に係る特例申告について併せて代理の依頼を受けている場合を除く。)
 - チ 関税法その他関税に関する法令以外の法令の規定により輸出又は輸入に関して必要とする許可等の申請

Schenker-Seino Co., Ltd. _ Traduction en français

Tarif des frais de dédouanement

Le tableau ci-dessous montre le montant maximal des frais pouvant être perçus par un courtier en douane à titre de ses opérations de dédouanement (y compris les opérations associées) :

Recueil des notifications générales relatives aux lois pertinents (version 2011)

Type d'opérations de dédouanement		Tarif unitaire (par dossier)
(1) Déclaration d'exportation (ou de réexpédition)		5 900 yen
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	4 200 yens
(2) Déclaration d'importation	Acquittement des droits de douane sur déclaration (déclaration préliminaire comprise)	11 800 yens
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	8 600 yens
	Acquittement des droits de douane sur évaluation officielle	10 500 yens
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	7 800 yens
	Retrait de l'entrepôt sous douane/retrait de la zone intégrée sous douane (sauf des produits qui y ont été transformés ou fabriqués, ou ceux qui y ont	7 000 yens
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	5 100 yens
(3) Demande d'admission dans l'entrepôt sous douane		7 000 yens
(4) Demande de transfert vers la fabrique-entrepôt sous douane		7 000 yens
(5) Demande d'autorisation d'utilisation dans une zone d'exposition désignée par les douanes		7 000 yens
(6) Demande d'admission dans la zone intégrée sous douane		7 000 yens
(7) Demande de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation		5 100 yens
(8) Déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger		5 100 yens
(9) Déclaration de transport de fret étranger		5 100 yens
(10) Autres déclarations, demandes, etc.		1 300 yens
(11) Établissement de duplicata de diverses déclarations/autorisations, etc.		200 yens
(12) Majoration		Majoration de 50% du tarif indiqué aux points (1) à (11) en fonction du type d'opération de dédouanement indiqué aux points (1) à (11)

(Notes)

(i) Les opérations relatives aux déclarations ou demandes visées aux points (1) à (9) dont les tarifs sont indiqués sur le tableau incluent les diverses opérations courantes à effectuer avant, après ou pendant leur traitement (p. ex. assistance au contrôle, établissement d'une demande d'exonération des droits de douane, etc.).

Il est à noter que par « Déclaration préliminaire » mentionnée dans la case de l'« Acquittement des droits de douane sur déclaration » du point (2) « Déclaration d'importation », on entend celle visée à la notification intitulée « Sur le système d'examen préliminaire » (notification N° 251 du Directeur général du bureau de douane, Ministère des finances du 31 mars 2000).

(ii) Pour une déclaration d'importation à partir de la fabrique-entrepôt sous douane ou de la zone intégrée sous douane, réservées à des produits qui y ont été transformés ou fabriqués, ou à ceux qui y ont été exposés ou utilisés, les tarifs pour la déclaration d'importation visée au point (2) seront appliqués en fonction de la catégorie d'imposition (acquittement des droits de douane sur déclaration ou sur évaluation officielle).

(iii) Le tarif pour la formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur sera appliqué dans les cas suivants :

a. Dépôt de la liste de conteneurs à charger/décharger conforme aux dispositions de l'article 2 (Formalités d'importation/exportation de conteneurs) du Décret d'application N°257 (1971) de la Loi sur les dispositions spéciales de la Loi relative aux droits de douane, etc., en relation avec la mise en œuvre de la Convention douanière relative aux conteneurs et de la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR (convention TIR).

b. Déclaration d'importation/exportation par le carnet de dédouanement (Carnet ATA)

(iv) Si la déclaration d'exportation (ou de réexpédition) ou la déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger sert également de déclaration de transport, le tarif visé au point (9) ne peut pas être facturé en tant que frais pour la déclaration de transport.

(v) Le tarif des « Autres déclarations, demandes, etc. » visé au point (10) ne sera facturé que dans le cas où la demande/déclaration, etc., en question serait déposée de façon indépendante (p. ex. lorsque la demande du propriétaire de l'entrepôt concerne uniquement le dépôt de la déclaration de mise au rebut de marchandises étrangères) ou qu'elle aurait un caractère exceptionnel par rapport aux opérations principales (p. ex. demande d'ouverture des bureaux de douane en dehors des heures de service, etc.).

(vi) Les majorations visées au point (12) peuvent être appliquées dans les cas suivants :

a. Lorsque la déclaration de valeur des marchandises importées, la déclaration rectificative ou la demande de rectification, etc., sont déposées dans le cadre des formalités de déclaration d'importation et qu'il existe des motifs raisonnables d'appliquer une majoration, vu le volume de travail effectivement réalisé ;

b. En cas d'établissement d'une déclaration d'importation/exportation qui a nécessité un travail supplémentaire, notamment pour la classification sur le tableau annexe de la Loi sur le tarif douanier (y compris classification selon le code du système harmonisé) et pour le calcul du nombre ou du prix, etc., en raison d'un nombre important d'articles inscrits sur la facture ;

c. Lorsque les formalités pour obtenir la ristourne des droits de douane ont nécessité un travail supplémentaire ;

d. Lorsque le contrôle, l'analyse, etc., effectué(e) par la douane ont nécessité un travail supplémentaire ;

e. Lorsque plusieurs déclarations de marchandises effectuées sur la base d'un seul dossier ont nécessité un travail supplémentaire ;

f. Autres cas ayant nécessité un travail supplémentaire par rapport aux opérations courantes.

(vii) Si une déclaration d'exportation (ou de réexpédition) ou d'importation (y compris la demande d'admission dans l'entrepôt ou de retrait de l'entrepôt, la demande de transfert vers la fabrique-entrepôt ou de retrait de la fabrique-entrepôt, la demande d'admission ou de retrait de la zone intégrée sous douane, ou la demande d'approbation de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation - cette définition s'applique également au paragraphe (vii) ci-dessous) comprend plusieurs articles, l'« Unité » indiquée dans le tableau des « Tarifs des frais de dédouanement » s'entend par :

a. En cas de déclaration d'exportation ou de réexpédition, un dossier de déclaration pouvant comprendre au maximum 3 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 3, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 5 articles et ainsi de suite.

b. En cas de déclaration d'importation, un dossier de déclaration pouvant comprendre au maximum 2 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 2, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 4 articles et ainsi de suite.

(viii) Le tarif maximal pour traiter les colis, les affaires personnelles, les objets consignés, les bagages non accompagnés, etc., est de 70% du tarif de base.

(ix) Les tarifs indiqués dans le tableau comprennent les frais courants, tels que les frais de formulaires ou les frais ordinaires de transport, etc., pour effectuer les opérations de dédouanement, mais tous les frais exceptionnels, tels que les frais de personnel pour le déballage et le transport du fret soumis au contrôle, les frais de transport du fret, les frais de déplacement pour le dépôt de la déclaration, demande, etc., à un bureau de douane éloigné, pour l'assistance au contrôle effectué dans un lieu éloigné, ou pour la vérification du fret faisant l'objet de la déclaration d'exportation spécifique par les opérateurs agréés régie par (1) de 3-2-3 de la Notification générale n°67 de la Loi relative aux droits de douane peuvent être facturés en sus sur la base des frais réels effectivement engagés.

(Remarques) En ce qui concerne les opérations ci-dessous, les tarifs indiqués dans le tableau (y compris les « Notes ») ne s'appliquent pas :

a. Déclaration de valeur des marchandises importées (uniquement la déclaration visée au 3^{ème} alinéa « Formulaire de déclaration globale » de l'article 4 du Décret d'application de la Loi relative aux droits de douane) ;

b. Déclaration exceptionnelle (sauf en cas de mandat reçu parallèlement pour la déclaration d'importation des marchandises déclarées à titre exceptionnel (marchandises déclarées à titre exceptionnel définies au 2^{ème} alinéa de l'article 7-2 de la Loi relative aux droits de douane - cette définition s'applique également au point g. ci-dessous) ;

c. Demande d'autorisation visée au 1^{er} alinéa de l'article 7-2 de la Loi relative aux droits de douane ;

d. Demande d'autorisation visée au 1^{er} alinéa de l'article 67-3 de la Loi relative aux droits de douane ;

e. Déclaration rectificative (uniquement celle déposée après l'autorisation d'importation) ;

f. Demande de rectification (uniquement celle formulée après l'autorisation d'importation) ;

g. Déclaration d'importation des marchandises déclarées à titre exceptionnel (sauf en cas de mandat reçu parallèlement pour la déclaration exceptionnelle desdites marchandises déclarées à titre exceptionnel) ;

h. Demande d'autorisation liée à l'exportation ou à l'importation, requise conformément aux dispositions législatives autres que celles de la Loi relative aux droits de douane et d'autres législations pertinentes.

通関業務料金最高額表

次に掲げる料金は、依頼を受けた通関業務（関連業務を含む。）に係る料金の最高額を表示しています。

平成20年4月1日実施

(単位：円)

通 関 業 務 の 種 類		単 位	料 金
① 輸 出 (積 戻 し) 申 告		1 件	5,900
	少額貨物簡易通関扱	//	4,200
② 輸入申告	申告納税（予備申告を含む。）	●	11,800
	少額貨物簡易通関扱	●	8,600
	賦 課 課 税	//	10,500
	少額貨物簡易通関扱	//	7,800
	保税蔵置場蔵出・総合保税地域総保出（加工又は製造若しくは展示されたものを除く。）	//	7,000
	少額貨物簡易通関扱	//	5,100
③ 保 税 蔵 置 場 蔵 入 申 請		●	7,000
④ 保 税 工 場 移 入 申 請		●	7,000
⑤ 保 税 展 示 場 蔵 置 等 承 認 申 請		//	7,000
⑥ 総 合 保 税 地 域 総 保 入 申 請		//	7,000
⑦ 輸 入 許 可 前 貨 物 引 取 申 請		//	5,100
⑧ 外 国 貨 物 船 (機) 用 品 積 込 申 告		●	5,100
⑨ 外 国 貨 物 運 送 申 告		●	5,100
⑩ そ の 他 の 申 告 ・ 申 請 又 は 届		●	1,300
⑪ 諸 申 告 又 は 許 可 承 認 書 写 作 成		●	200
⑫ 割 増 料		//	①から⑪までに掲げる通関業務の種類に応じ当該通関業務に係る①から⑪までに定める料金の5割

(備考)

「単位」欄の適用については、次による。

イ 輸出（積戻し）申告の場合、3欄までの申告を1件とみなし、3欄を超える申告については、1件にその超える欄数5欄まで毎に1件とみなして加算した件数とする。

ロ 輸入申告の場合、2欄までの申告を1件とみなし、2欄を超える申告については、1件にその超える欄数4欄までごとに1件とみなして加算した件数とする。

INTERNATIONAL EXPRESS CO., LTD. _ Traduction en français

Montant maximal des frais de dédouanement

Les tarifs indiqués dans le tableau ci-dessous sont des tarifs maximaux applicables à diverses opérations de dédouanement, y compris les opérations associées.

1er avril 2008

(unité : yen)

Type d'opérations de dédouanement		Unité	Tarif unitaire
(1) Déclaration d'exportation (ou de réexpédition)		1 dossier	5 900
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	4 200
(2) Déclaration d'importation	Acquittement des droits de douane sur déclaration (déclaration préliminaire comprise)	1 dossier	11 800
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	8 600
	Acquittement des droits de douane sur évaluation officielle	1 dossier	10 500
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	7 800
	Retrait de l'entrepôt sous douane/retrait de la zone intégrée sous douane (sauf des produits qui y ont été transformés ou fabriqués, ou ceux qui y ont été exposés)	1 dossier	7 000
	Formalité de dédouanement simplifiée pour les marchandises à faible valeur	1 dossier	5 100
(3) Demande d'admission dans l'entrepôt sous douane		1 dossier	7 000
(4) Demande de transfert vers la fabrique-entrepôt sous douane		1 dossier	7 000
(5) Demande d'autorisation d'utilisation dans une zone d'exposition désignée par		1 dossier	7 000
(6) Demande d'admission dans la zone intégrée sous douane		1 dossier	7 000
(7) Demande de retrait du fret avant l'obtention d'une autorisation d'importation		1 dossier	5 100
(8) Déclaration de chargement du fret sur un cargo ou un avion-cargo étranger		1 dossier	5 100
(9) Déclaration de transport de fret étranger		1 dossier	5 100
(10) Autres déclarations, demandes, etc.		1 dossier	1 300
(11) tablisement de duplicata de diverses déclarations/autorisations, etc.		1 dossier	200
(12) Majoration		1 dossier	Majoration de 50% du tarif indiqué aux points (1) à (11) en fonction du type d'opération de dédouanement indiqué aux points (1) à (11)

(Notes)

L' « Unité » indiquée dans le tableau ci-dessus s'entend par :

- En cas de déclaration d'exportation ou de réexpédition, un dossier de déclaration pouvant comprendre au maximum 3 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 3, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 5 articles et ainsi de suite.
- En cas de déclaration d'importation, un dossier de déclaration pouvant comprendre au maximum 2 articles. Lorsque le nombre d'articles est supérieur à 2, il s'y ajoute un deuxième dossier pouvant comprendre au maximum 4 articles et ainsi de suite.

Treatment of Display Articles, etc. Used for the 2025 World Exposition (EXPO 2025
OSAKA KANSAI) by Japan Customs

Issued by the Custom and Tariff Bureau, Ministry of Finance Japan
(June 29, 2022, Circular Notice of CTB, MOF No. 499)

Treatment of Display Articles, etc. Used for the 2025 World Exposition (EXPO 2025 OSAKA KANSAI) by Japan Customs

[Table of Contents]

Chapter I General Matters (1 to 2)

Chapter II Treatment of Customs Duties, Domestic Consumption Tax, and Local Consumption Tax (3 to 24)

A. Approval for Exhibition, etc. (4 to 8)

B. Exemption from Customs Duties, Domestic Consumption Tax, and Local Consumption Tax (9 to 14)

C. Explanation of Articles for which Exhibition, etc. is Approved (15 to 24)

Chapter III Exhibition, etc. at the Venue (25 to 33)

Chapter IV Transportation to the Venue (34 to 36)

Chapter V Procedures for Completion of Approval for Exhibition, etc. (37 to 45)

A. Sending Back (37 to 40)

B. Import Declarations (41)

C. Disposal of Articles under the Supervision of Japan Customs (42)

D. Calculation of Customs Duties, Domestic Consumption Tax, and Local Consumption Tax (43)

E. Donation to the National Government or Local Government (44)

F. Transfer to Bonded Warehouses, Bonded Factories, and Other Bonded Areas (45)

Chapter VI Import Restrictions on Imported Articles (46 to 67)

Chapter I General Matters

1. Overall Concept

The venue of a world exposition has been determined to be a special bonded area for the purpose of customs duties. If the venue of this world exposition is positioned in the same way, the articles that participants bring into the venue of the world exposition from abroad, including construction machinery and appliances, construction materials, exhibits, display tools, and other articles that are used for the world exhibition (hereinafter said articles are collectively referred to as "Display Articles, etc.") may be brought into the venue without having customs duties, domestic consumption tax (meaning consumption tax, liquor tax, tobacco tax, gasoline tax, local gasoline tax, petroleum gas tax, and petroleum and coal tax; the same applies hereinafter), and local consumption tax imposed on them by declaring all articles to the Director General of Japan Customs and by obtaining approval, except for articles that cannot be brought into the venue due to the provisions of other laws and regulations. These Display Articles, etc. may be exhibited, warehoused, used, etc. (hereinafter collectively referred to as the "Exhibition, etc.") at the venue under the general supervision of Japan Customs and in cases where there is a special necessity, these Display Articles, etc. may be used outside the venue after obtaining the permission from Japan Customs. However, concerning specific articles, such as Display Articles, etc. that are sold or consumed at the venue (including articles provided for viewing or for use for value), an import (tax payment) declaration (hereinafter referred to as "Import Declaration") must be made respectively before providing them for said purposes, and customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax must be paid (or exemption from them must be obtained), and an import permission must be obtained. In addition, articles subject to the Customs Convention on the A.T.A. Carnet for the Temporary Admission of Goods (hereinafter referred to as the "A.T.A. Convention") that are imported using the A.T.A. Carnet may be imported by said carnet.

As for articles that are restricted from import by Japanese laws and regulations due to economic or sanitary reasons, permission, etc. must be obtained before or after delivering them to the venue according to the provisions herein.

Treatment of Display Articles, etc. under this Circular Notice is subject to the Convention Relating to International Exhibitions and the Circular Notice stipulates treatment in cases where the venue of the world exposition is determined to be a bonded area. In addition, the Circular Notice stipulates the treatment at this moment, and does not prejudice any future changes.

2. Definitions of Terms

In these provisions,

The term "Exposition" refers to the 2025 World Expo, which will be held in Osaka Prefecture in 2025.

The term "Association" refers to the Japan Association for the 2025 World Exposition, which is preparing, organizing, and operating the Exposition.

The term "Participating Country" refers to the states and international organizations participating in the Exposition.

The term "Participant" refers to Participating Countries and companies, groups, and individuals participating in the Exposition that obtained permission or approval for participation from the Association or the Section Commissioner-General of a Participating Country.

The term "Venue" refers to the site where the Exposition is held and that is approved as a bonded area (bonded exhibition site) by the Director General of Osaka Customs.

The term "Section Commissioner-General" refers to the representative appointed by official Participating Countries based on Article 13 of the Convention Relating to International Exhibitions.

The term "Sending Back" refers to sending Display Articles, etc. back abroad before import is permitted.

Chapter II Treatment of Customs Duties, Domestic Consumption Tax, and Local Consumption Tax

3. Relevant Laws and Regulations

Customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax related to articles that are exhibited, etc. at the 2025 World Exposition are treated based on the following conventions, laws, and regulations.

- (1) Convention Relating to International Exhibitions signed in Paris on November 22nd, 1928, and supplemented by the Protocols of May 10th, 1948, November 16th, 1966, and November 30th, 1972, and the amendment of June 24th, 1982 and the amendment of May 31st, 1988, and the Agreement Between the Government of Japan and the Bureau International des Expositions Regarding Privileges and Immunities Related to the Expo 2025 Osaka, Kansai, Japan
- (2) Customs Act, Customs Tariff Act, and other laws and regulations related to customs duties
- (3) Consumption Tax Act and other laws and regulations related to domestic consumption tax
- (4) Local Tax Act and Order for Enforcement of the Local Tax Act

A. Approval for Exhibition, etc.

4. Articles which Exhibition, etc. is approved

The following articles that are assumed to be use for acts, such as Exhibitions, etc. at the Exposition may be brought into the Venue without customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax being imposed by declaring them to the Director General of Japan Customs by Participants or their agent and obtaining approval for Exhibition, etc. However, it must be noted that articles that are delivered based on

transportation approval must obtain approval for Exhibition, etc. after delivery and are subject to the restrictions indicated in Chapter VI below.

In this case, if Japan Customs finds it necessary, Japan Customs shall inspect said articles.

- (1) Machinery, appliances, and devices used for the construction, maintenance, and removal of buildings and other facilities, and for other operations of the Exposition (including transportation equipment)
- (2) Materials necessary for the construction or maintenance of buildings and other facilities
- (3) Furniture, furnishings, decorations, and display tools related to display articles or sales products
- (4) Display articles and articles for their maintenance
- (5) Advertisement tools
- (6) Articles that are used to demonstrate performance of exhibited machinery, devices, and other articles
- (7) Articles that are used for cultural, art, or sport events
- (8) Office furniture, furnishings, decorations, and office articles that are assigned to the Section Commissioner-General of Participating Countries
- (9) Articles for which an Import Declaration is made after they are brought into the Venue from among articles for which it is not certain whether they are to be sold or consumed and articles that are sold or consumed, or provided for viewing or for use for value
- (10) Articles for which tax exemption procedures are conducted after being brought into the Venue from among duty-free articles that are listed in 9. and 10. below
- (11) In addition to the articles listed above, articles necessary for the construction, maintenance, or removal of the facilities of the Exposition or articles necessary for operating the Exposition

5. Procedures for Approval for Exhibition, etc.

A person who intends to take procedures for approval for Exhibition, etc. for articles listed in 4. above must submit a form that is stipulated in 25. below and that is normally used, "Declaration for Exhibition, etc. (Transportation Declaration Form)" (Customs Form C-3340) (hereinafter referred to as the " Declaration for Exhibition, etc.") to Japan Customs.

6. Effects of Approval for Exhibition, etc.

Articles that are approved for Exhibition, etc. as provided for in 4. above may be Exhibited, etc. at the Venue without making an Import Declaration and may be used at sites other than the Venue after obtaining permission from Japan Customs. However, concerning the following articles, an Import Declaration must be made before providing them for their purposes; customs duties, domestic consumption tax, and local

consumption tax must be paid or must be exempted; and import permission must be obtained.

- (1) Sales products and consumable products
- (2) Articles that are provided for viewing or for use for value (e.g. cinematographic films, tools for recreational activities, etc.)
- (3) In addition to the articles listed above, articles subject to tax exemption as defined in 9. or 10. below

Cement, nails, bolts, adhesives, paints, putty, varnish, wax, etc. from among materials necessary for the construction or maintenance of buildings and other facilities or materials necessary for the maintenance of display articles and other articles (excluding articles falling under (1) or (2) above) are not included in the aforementioned consumable products and may be used if they have been approved for Exhibition, etc.

7. Restriction on specific articles that have been approved for Exhibition, etc.

Concerning sales products, consumable products, or articles that are used as raw materials, etc. or articles that are expected to be sold, used, or consumed from among articles that are approved for Exhibition, etc., the person responsible for the use of freight may be required to report the use conditions of articles for which the warehousing site may be restricted by Japan Customs and the characteristics or forms have been changed or to provide security for sales products.

8. Subsequent measures for articles that have been approved for Exhibition, etc.

Concerning articles that have been approved for Exhibition, etc. (excluding articles for which an Import Declaration is made and import permission is obtained after obtaining approval for Exhibition, etc.), any of the following measures must be taken prior to expiry of the permission period for the bonded exhibition site of the Exposition Venue. In cases where these measures are not taken within said period, the Association will take the necessary measures within the period designated by Japan Customs. If said measures are not taken, customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax will be collected immediately or if said articles are not allowed to be imported due to the provisions of Japanese laws and regulations, said articles will be housed by Japan Customs.

- (1) Sending back from Japan
- (2) Import Declarations along with the payment of customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax in order to consume or use articles in Japan (if said articles conform to the provisions of tax exemption, they are exempt from customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax)
- (3) Import Declarations to transfer articles to the Japanese government or local government free of charge
- (4) Transfer to bonded warehouses, bonded factories, and other bonded areas in Japan

Participants may dispose of said articles under the supervision of Japan Customs at their own expense. Waste or scraps that may be generated in this case must be taken out of the Venue after making an Import Declaration. If the waste or scraps are taxable articles, their customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax must be paid.

B. Exemption from Customs Duties, Domestic Consumption Tax, and Local Consumption Tax

9. Unconditional exemption from customs duty

There is an exemption for customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax for official catalogs, leaflets, posters, and other articles similar thereto that are issued by Participating Countries and for which an Import Declaration is made after an approval for Exhibition, etc. is obtained by Participants or their agents and then they are brought into the Venue or before they are brought into the Venue.

10. Exemption from customs duty on goods used for specific purposes

There is an exemption for customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax for the following articles for which an Import Declaration is made after an approval for Exhibition, etc. is obtained by Participants or their agents and then they are brought into the Venue or before they are brought into the Venue and that are used only for the following purposes respectively.

- (1) Catalogs, leaflets, posters, postcards, etc. that Participants provide to visitors at the Venue free of charge. However, they are limited to those articles found to be reasonable based on their kind, quantity, etc.
- (2) Gifts (e.g. badges, medals, etc.) and samples of display articles that Participants provide to visitors at the Venue free of charge. However, they are limited to those articles found to be reasonable based on their kind, quantity, etc.
- (3) Articles that are consumed at the Venue of Exposition for the construction, maintenance, or removal of facilities of the Exhibition or for the operation thereof (articles that are consumed and damaged for the demonstration of appliances displayed at the Venue; paints, varnish, wallpapers, etc. that are consumed for the construction, equipment, or decoration of display facilities)

11. Tax exemption procedures

A person who intends to receive exemption from customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax pursuant to the provisions of 9. or 10. above, must take procedures using the Import Declaration Form defined in 32. below.

12. Restrictions on duty-free articles

Articles that are exempt from customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax pursuant to the provisions of 10. above, must not be used for purposes other than those for which they are exempt from taxation respectively.

13. Subsequent measures for duty-free articles

Any of the following measures must be taken with articles that are exempt from customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax pursuant to the provisions of 10. above, prior to the expiry of the permission period for the bonded exhibition site of the Exposition Venue. If these measures are not taken, the exempted customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax will be collected pursuant to the provisions of Japanese laws and regulations.

- (1) Re-exporting from Japan
- (2) Changes to another use requiring payment of customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax must be reported to Japan Customs (if said articles are imported and subject to tax exemption provisions for the changed use, they are exempt from customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax)
- (3) Transfer of articles to the Japanese government or local government free of charge (purpose, etc. of transfer free of charge must be considered)

Participants may dispose of said articles under the supervision of Japan Customs at their own expense. Waste or scraps that may be generated in this case must be taken out of the Venue and customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax must be paid in some cases depending on the properties of the articles after disposal.

14. Other tax exemptions, etc.

In addition to the provisions for approval of Exhibition, etc. and tax exemption above, there are provisions for reduction of or exemption from customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax under the general provisions of domestic laws. Provisions for treatment of approval and tax exemption above do not hinder the application of said general provisions for tax exemption.

General provisions for tax exemption that are considered to serve as reference for persons related to the Exposition are listed below.

- (1) The following articles are exempted from customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax without any conditions after import (articles defined in (f) from among these articles may not be exempted from domestic consumption tax in some cases).
 - (a) Articles to be used by the Emperor and the imperial family in the imperial residence
 - (b) Articles belonging to the heads of foreign countries visiting Japan and their families and attendants
 - (c) Medals, prize cups, and other similar testimonial items and badges to be awarded to residents in Japan by a foreign state, a local government thereof, or an international organization or a group or a foundation designated by the Minister of Finance or other organizations equivalent thereto

- (d) Educational or advertisement articles donated by the United Nations or its specialized agencies and educational, scientific, or cultural films, slides, sound recordings, and other articles equivalent thereto that are made by said agencies
 - (e) Documentary records and other documents
 - (f) Samples for order collection; however, they are limited to articles found to be conforming only to samples or those articles with a significantly low price
 - (g) Articles that are for personal use and tools necessary for occupation and that are found to be appropriate by Japan Customs in consideration of the reasons for entry, period of stay, occupation, etc. from among articles that are imported by a person who enters Japan temporarily for a purpose other than moving by carrying them in at entry or by sending them separately in accordance with the predetermined procedures (excluding automobiles, vessels, and airplanes)
 - (h) Equipment specially made for challenged persons and other articles equivalent thereto that are specified by cabinet order
- (2) The following articles are exempt from customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax (for (e) and (f) from among said articles are exempted from customs duties only) on the condition that they continue to be used after import for a purpose for which tax is exempted.
- (a) Reference samples and specimens that are displayed at schools, museums, galleries, research institutes, testing laboratories, or other similar facilities operated by the national government or local government or at facilities operated by a person other than said groups and that are specified by cabinet order, or items for academic research (limited to items related to a new invention or items that are found to be difficult to manufacture in Japan) or educational films (limited to exposed films), slides, records, tapes (limited to recorded tapes), and other articles equivalent thereto that are to be used at said facilities
 - (b) Articles that are donated to the facilities listed in (a) above for academic research or education
 - (c) Articles other than supplies donated for charity or relief purposes and donated to relief facilities, nursing care facilities, or other facilities for social welfare services, that are found to be directly used for social welfare at said facilities
 - (d) Articles that are donated to the national government or local government for international friendship as articles used for said purpose
 - (e) Articles that are donated to a religious organization as articles to be directly used for ceremonies or worship and that are specified by a Ministry Finance Order
 - (f) Equipment that is donated to the Japanese Red Cross Society from an international organization of the Red Cross or foreign red cross society and that is found to be used directly for medical treatment by the Japanese Red Cross Society

- (3) Temporary duty-free import is allowed for the following articles on the condition of re-exporting them within one year of the date of import permission (if there are unavoidable reasons, the period may be extended).

In this case, the provision of securities may be requested in some cases.

- (a) Cargoes that are to be processed or cargoes that are used as materials to be processed and are specified by cabinet order (raw film, etc. that journalists import in large quantities fall under said cargoes)
- (b) Containers for import cargoes that are specified by cabinet order
- (c) Cargoes that are used as a container for import cargoes and are specified by cabinet order
- (d) Articles to be used for research tools
- (e) Articles for testing
- (f) Articles that are used by a person who exports or imports cargoes in order to test the performance of cargoes related to the export or import or to inspect the quality of said cargoes
- (g) Samples for collecting orders or for the production of photographs, films, models, and other items equivalent thereto that only have use in lieu thereof
- (h) Articles that are used at international athletic contests, international conferences, and other events equivalent thereto
- (i) Articles for the entertainment purposes of visiting entertainers who enter Japan and appliances and tools for filming by filmmakers who enter Japan
- (j) Articles to be exhibited at the Exposition, exhibitions, shows, competitions and other events equivalent thereto
- (k) Automobiles, vessels, and airplanes that are imported by a person who enters Japan temporarily for a purpose other than moving by carrying them in at the entrance or by sending them separately in accordance with predetermined procedures in order to use them personally, and other articles that Japan Customs finds to be appropriate in consideration of the period of stay, etc. in Japan of said person who enters Japan
- (l) Samples that fall under the provisions of Article 3 (Temporary Duty-Free Admission of Other Samples) of the International Convention to Facilitate the Importation of Commercial Samples and Advertising Materials and that are imported and advertising films that fall under Article 5 (Temporary Duty-Free Admission of Advertising Films) of said Convention and that are imported
- (m) Tourist publicity documents and materials that fall under the provisions of Article 3 (Temporary Duty-Free Admission of Tourist Publicity Documents and Materials) of the Additional Protocol to the Convention Concerning Customs Facilities for Touring, Relating to the Importation of Tourist Publicity Documents and Material and that are imported
- (n) Articles that fall under the provisions of Article 2 (Temporary Admission of Display Articles, etc.) of the Customs Convention Concerning Facilities for the

Importation of Goods for Display or Use at Exhibitions, Fairs, Meetings or Similar Events and that are imported

- (o) Professional equipment that falls under the provisions of Article 2 (Temporary Admission of Professional Equipment) of the Customs Convention on the Temporary Importation of Professional Equipment and that is imported

The aforementioned general provisions on tax exemption may also be applied to cases where an Import Declaration is made in order to use or consume articles have been approved for Exhibition, etc. pursuant to the provisions of 4. above and to cases of changing uses of articles that are exempted from customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax pursuant to the provisions of 10. above to other uses.

C. Explanation of Articles for which Exhibition, etc. is Approved

15. Construction machinery, appliances, and equipment

The machinery, appliances, and equipment listed in 4. (1) above do not require assembly when obtaining approval for Exhibition, etc.

16. Materials necessary for the construction or maintenance of buildings and other facilities

The materials for the construction or maintenance listed in 4. (2) above regardless of whether they are unprocessed or finished products when delivered into the Venue.

In addition, the buildings and other facilities listed in 4. (2) above include offices, buildings, such as warehouses, etc., and other facilities of the Participants in the Venue.

Materials necessary for the construction or maintenance include, for example, cement, nails, bolts, adhesives, paints, putty, varnish, wax, etc.

17. Furniture, furnishings, decorations, and display tools related to display articles or sales products

Furniture, furnishings, decorations, and display tools related to display articles or sales products as listed in 4. (3) above include rugs, shades, flower arrangements, etc.

18. Display articles and articles for their maintenance

Display articles that are delivered into the Venue may be installed, maintained, repaired, adjusted, or other acts may be conducted without requiring any procedures.

19. Advertisement tools

Advertisement tools as listed in 4. (5) above include cinematographic films, slides, recording tapes, cinema projectors, etc. for the introduction or advertisement of the state of affairs, products, etc. of Participating Countries, but articles directly provided for viewing or for use for value are excluded.

In addition, in this case, admission fees of the Exposition are not included in articles for value. Articles that are directly provided for viewing or for use for value refer to, for

example, cinematographic films, tools for recreational activities, etc. (The same applies in 21. below.)

20. Articles that are used to demonstrate performance of exhibited machinery, devices, and other articles

Demonstrating tools for display articles as listed in 4. (6) above exclude fuel oils, lubrication oils, cutting oils, and other consumable articles to activate said machinery, etc.

In addition, when selling or taking outside the Venue products generated from articles to be used, an Import Declaration must be made and customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax must be paid.

21. Articles that are used for cultural, art, or sport events

Articles that are directly provided for viewing or for use for value from among said articles are excluded.

22. Office furniture, furnishings, decorations, and office articles

The office articles listed in 4. (8) above include typewriters, recording machines, copy machines, etc.

23. Articles for which it is not certain whether they are to be sold or consumed

If these articles are determined to be sold or consumed, import procedures are required immediately.

24. Articles for official receptions

For articles to be imported for the purpose of consumption at an official reception, an Import Declaration must be made and customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax must be paid.

However, if said reception is held by the host of the embassy, legation, etc. in Japan of said country (including the Section Commissioner-General approved by Japan Customs as a person equivalent to the legation, etc.; the same applies hereinafter in this paragraph), it is allowed to exempt from customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax those articles imported by the embassy, legation, etc. to the extent found to be reasonable pursuant to the provisions of tax exemption for official articles of the embassy, legation, etc.

Chapter III Exhibition, etc. at the Venue

25. Documents used for procedures for Exhibition, etc.

In cases of requesting approval for Exhibition, etc. at the Exposition, the Declaration for Exhibition, etc. that is normally used will be used.

In addition, in cases of making the Import Declaration as provided for in Chapter II, Chapter IV, and Chapter V, the normally used form, "Import Declaration Form" (Customs Form C-5020, etc.) is used.

In addition, in cases of importing articles by using "A.T.A. Carnet" as provided for by the A.T.A. Convention, said "A.T.A. Carnet" serves as an Import Declaration Form.

26. Declaration for Exhibition, etc.

When articles subject to approval for Exhibition, etc. arrive at any port in Japan (including airports; the same applies hereinafter in this Chapter), Participants or their agents may also apply for approval for bonded transportation to the Venue by submitting to the customs supervising the port three copies of the "Declaration for Exhibition, etc." stating the items related to the transportation (one each for the customs, for the Association, and for the declarant).

When these types of approval are granted, customs will create two copies of the approval form (one each for arrival certification and for customs) and deliver a copy of the approval form (for arrival certification) to the applicant.

In addition, when articles that have been approved for transportation arrive at the Venue, the applicant must immediately submit a Declaration for Exhibition, etc. (for the Association, for the declarant, and a copy of the approval form (for arrival certification)) to customs.

(Note 1) When approving bonded transportation, provision of security may be requested as needed.

(Note 2) In cases where articles do not arrive at the transportation destination within the transportation period specified by customs, customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax will be collected from the persons who obtain the transportation approval, excluding cases that are found to be due to an unavoidable accident.

27. Attachments

When making the aforementioned Exhibition, etc. declaration, two copies each of the invoice stating the details of price of contents (CIF price) and the categories of articles listed in 4. above and packing list stating the details of packed items respectively (one copy of each for customs and for the Association) must be submitted. In addition, if permission, approval, etc. of administrative organs is required for bringing said articles into the Venue pursuant to the provisions of laws and regulations defined in Chapter VI below, it must be proved to customs that said permission, approval, etc. has been obtained.

In order to complete customs clearance procedures smoothly and promptly, it is important to make accurate and clear statements in the invoice and packaging list.

28. Approval for Declaration for Exhibition, etc.

When a Declaration for Exhibition, etc. is submitted to Japan Customs, an acceptance number is indicated on it. When Exhibition, etc. is approved, an approval seal is affixed on the declaration form (for the declarant) and then the declaration form is delivered to the declarant as an approval form.

29. Use status report

Concerning articles for which a use status report is required pursuant to 7. above, three copies of "Sales Products, etc. Use Status Report (Customs Form C-3370) (one each for Japan Customs, for the Association, and for the reporter) must be submitted to Japan Customs for each period designated by Japan Customs.

30. Application Form for Permission to Use Outside the Venue

In cases of intending to use articles that have been approved for Exhibition, etc. pursuant 4. above at a site outside the Venue for processing, assembling, or repairing said articles and for other reasons, three copies of "Application Form to Use a Site Other Than Bonded Exhibition Sites and Integrated Bonded Areas" (Customs Form C-3390) stating the purpose of use, period, and site, etc. (one each for Japan Customs, for the Association, and for the applicant) must be submitted to Japan Customs and permission from Japan Customs must be obtained in advance.

In cases where articles are brought outside the Venue without permission or where articles are still placed outside the Venue even after the permitted period has elapsed, customs duties, domestic consumption tax, and local consumption tax will be collected.

31. Import Declaration Form

In cases of submitting an Import Declaration as specified in Chapter II, Chapter IV, and Chapter V, an Import Declaration Form (Customs Form C-5020) must be submitted to Japan Customs and in cases of importing articles using "A.T.A. Carnet" as provided for by the A.T.A. Convention, the "A.T.A. Carnet" must be submitted to Japan Customs respectively. In cases where articles for which an Import Declaration is to be made have been approved for Exhibition, etc., a Declaration for Exhibition, etc. (for the declarant) must be attached to the Import Declaration or "A.T.A. Carnet."

If permission, approval, etc. of administrative organs is required for importing said articles pursuant to the provisions of laws and regulations defined in Chapter VI below, it must be proved to Japan Customs that said permission, approval, etc. has been obtained.

32. Delivery Time of Articles to the Venue

- (1) Construction materials necessary for the construction or maintenance of buildings and other facilities and other machinery, appliances, equipment, and other articles necessary for the construction of facilities may be brought into the Venue after taking

the procedures using the Declaration for Exhibition, etc. immediately after arrival in Japan.

- (2) The following articles and other articles equivalent thereto may be brought into the Venue by completing the procedures using the Declaration for Exhibition, etc. after buildings and other facilities are constructed or become available.
 - (a) Furniture, furnishings, and decorations
 - (b) Office furniture, furnishings, decorations, and office articles that are assigned to the representatives of Participating Countries
- (3) Articles other than those listed above may be brought into the Venue after completing the procedures using the Declaration for Exhibition, etc. on the starting date of the bonded exhibition site permission period due to operation of the Exposition. Consequently, these articles that arrive in Japan before said date must be stored in the bonded area of a harbor area.

33. Processing, etc. of articles before bringing them into the Venue

In cases of processing articles that arrive in Japan before bringing them into the Venue or in cases of manufacturing using said articles as raw materials, operations must be conducted in a designated bonded area or bonded warehouses (in these bonded areas, simple processing is allowed) or bonded factories or integrated bonded areas (in these bonded areas, processing and manufacturing are allowed) in accordance with normal procedures based on domestic laws and regulations.

In cases of bringing articles for which said operations are completed into the Venue, they may be brought in using the Declaration for Exhibition, etc.

Chapter IV Transportation to the Venue

34. Articles that arrive by sea or air

Articles that land or are unloaded at any seaport or airport in Japan are placed in bonded areas (designated bonded areas, bonded warehouses, or integrated bonded areas) for customs clearance procedures in principle. However, if said articles are oversized and heavy, they may be placed in a site other than a bonded area after obtaining permission from Japan Customs.

The period when articles may be placed at these sites is determined to be one month for designated bonded areas and three months for bonded warehouses and integrated bonded areas (in cases of a site other than a bonded area, the period designated by Japan Customs) in principle. Any of the following procedures must be implemented with the customs supervising said bonded area and articles must be sent.

- (1) Bonded transportation procedures (in cases of transport to the Venue, bonded transportation may be requested by submitting the Declaration for Exhibition, etc. or Foreign Cargo Transportation Declaration Form in principle.)
- (2) Import procedures using an Import Declaration Form

- (3) Procedures for warehousing in bonded warehouses, for transferring to bonded factories, or for placing in integrated bonded areas

35. Articles that arrive by mail

It is required for articles for the Exposition that are imported by mail (excluding postal items provided for by Article 76, paragraph (1) of the Customs Act) to take procedures to bring them directly into the Venue using a Declaration for Exhibition, etc. or procedures as set forth in 34. (1) or (2) above at the customs office (customs office installed in a post office) in charge of customs clearance procedures for said articles.

36. Customs inspection at arrival at the Venue

- (1) If a Declaration for Exhibition, etc. is submitted for articles that arrive at the Venue, customs inspection is conducted as needed.
- (2) Required customs inspection may be implemented subsequently for articles for which their content, quantity, etc. need to be checked from among articles that are brought into the Venue by a Declaration for Exhibition, etc.
- (3) In cases of taking articles that have been approved for Exhibition, etc. out of the Venue due to processing, assembly, repair, or other reasons, the procedures specified in 30. above must be implemented to obtain the permission. In this case, customs inspection is conducted as needed.

Chapter V Procedures for Completion of Approval for Exhibition, etc.

A. Sending Back

37. Sending Back

In cases of sending back articles that have been approved for Exhibition, etc. as defined in 8. (1) above, a "Declaration Form for Sending Back Cargoes Approved for Exhibition, etc." (Customs Format C-3410) (hereinafter referred to as the "Sending Back Declaration Form") must be submitted to Japan Customs.

In cases of exporting articles that have been imported by using the "A.T.A. Carnet" as provided for by the A.T.A. Convention, said "A.T.A. Carnet" serves as a re-export declaration form.

38. Sending Back Declaration Form

Four copies of the Sending Back Declaration Form must be submitted as indicated below; one each for Japan Customs, for the Association, for the declarant, and for certification of arrival at a loading port. It is preferred for the declaration to be conducted in response to a Declaration for Exhibition, etc. as much as possible in order to take smooth and prompt customs clearance procedures.

Customs inspection is conducted for the declaration as needed. If sending back is permitted, a written permission (for the declarant) is issued along with another declaration form (for certification of arrival at a loading port). The declaration form also serves as an

application form for approval for bonded transportation to the loading port of said articles (including airports; the same applies hereinafter in this paragraph).

When articles arrive at the loading port by transportation, a written permission (for the declarant) and another declaration form (for certificate of arrival at the loading port) are submitted to the customs located at said port and thereby loading onto a vessel or airplane is permitted.

Approval for Exhibition, etc. of said article is completed by the permission in principle.

Treatment in cases where security for bonded transportation and transported articles do not arrive at the loading port is the same as the case set forth in 26. above.

39. Attachments

When submitting a Sending Back Declaration Form pursuant to the provisions of 38. above, two copies of the packaging list (one each for Japan Customs and for the Association) stating the details of the content of the articles to be sent back along with said declaration form.

40. Sending back by mail

Articles that have been approved for Exhibition, etc. may be sent back as set forth in 8. (1) above by mail. In this case, said articles may be sent back by the method of normal foreign mail pursuant to the provisions of domestic laws.

B. Import Declarations

41. When making an Import Declaration as set forth in 8. (2) above for articles that have been approved for Exhibition, etc., an Import Declaration Form must be submitted to Japan Customs.

C. Disposal of Articles under the Supervision of Japan Customs

42. When disposing of articles that have been approved for Exhibition, etc. under the supervision of Japan Customs as set forth in the proviso to 8. above, it must be implemented after submitting two copies of "Foreign Cargo Disposal Notification" (Customs Form C-3080) (one each for Japan Customs and for the notifier) to Japan Customs.

In this case, when taking waste and scraps that are generated as a result of disposal outside the Venue, an Import Declaration Form must be submitted.

D. Calculation of Customs Duties, Domestic Consumption Tax, and Local Consumption Tax

43. (1) The tax amount of customs duties in cases where an Import Declaration is made for articles that have been approved for Exhibition, etc. will be calculated in accordance with the characteristics and quantity when said articles are approved for Exhibition, etc. in principle. However, for example, in cases of the articles listed below, the amount of

customs duties is calculated based on the characteristics and quantity at the times listed in the following respectively.

- (a) In cases of importing display articles without the purpose of selling (excluding products that are processed or manufactured using raw materials that have been approved for Exhibition, etc. (excluding products specified by cabinet order)): when an Import Declaration is made.
 - (b) For articles processed or manufactured at a bonded factory based on the approval of the Director General of Japan Customs before being brought into the Venue: when approval for using them for processing or manufacturing is obtained.
- (2) The characteristics and quantity of articles that are the basis for calculation of amounts of domestic consumption tax and local consumption tax in cases where an Import Declaration is made for articles that have been approved for Exhibition, etc., are the same as the case of customs duties in principle. In addition, concerning products processed or manufactured in the Venue by using raw materials that have been approved for Exhibition, etc. or products processed or manufactured at a bonded factory before being brought into the Venue, the characteristics and quantity at the Import Declaration serve as the basis for calculation of the tax amount.

E. Donation to the National Government or Local Government

44. In cases where articles that have been approved for Exhibition, etc. are transferred to the Japanese government or local government free of charge pursuant to 8. (3) above, the national government or local government that receives the transfer or its agent must submit an Import Declaration Form to Japan Customs.

F. Transfer to Bonded Warehouses, Bonded Factories, and Other Bonded Areas

45. In cases of transferring articles that have been approved for Exhibition, etc. from the Venue to a bonded warehouse, bonded factory, or other bonded area in order to place them in said places pursuant to 8. (4) above, approval for bonded transportation must be obtained by taking normal procedures based on domestic laws and regulations.

Chapter VI Import Restrictions on Imported Articles

46. Relevant Laws and Regulations

Import restrictions on articles that are Exhibited, etc. at the 2025 World Exposition are mainly based on the following conventions, laws, and regulations.

- (1) Convention Relating to International Exhibitions signed in Paris on November 22nd, 1928, and supplemented by the Protocols of May 10th, 1948, November 16th, 1966, November 30th, 1972, and the amendment of June 24th, 1982 and the amendment of May 31st, 1988, and the Agreement Between the Government of Japan and the Bureau International des Expositions Regarding Privileges and Immunities Related to the Expo 2025 Osaka, Kansai, Japan

- (2) Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora
- (3) Foreign Exchange and Foreign Trade Act (Import trade)
- (4) Act on Stabilization of Supply, Demand and Prices of Staple Food (Import of rice, wheat, etc.)
- (5) Act on Price Adjustment of Sugar and Starch (Import of sugar, etc.)
- (6) Act on Stabilization of Livestock Management (Import of dairy products, etc.)
- (7) Ethanol Business Act (Import of alcohol)
- (8) Food Sanitation Act (Import of foods)
- (9) Act on Securing Quality, Efficacy and Safety of Products Including Pharmaceuticals and Medical Devices (Import of pharmaceuticals, cosmetics, etc.)
- (10) Narcotics and Psychotropics Control Act, Cannabis Control Act, Opium Control Act, Stimulants Control Act (Import of narcotic drugs, etc.)
- (11) Act on Domestic Animal Infectious Diseases Control, Rabies Prevention Act, Wildlife Protection, Control, and Hunting Management Act, Act on the Prevention of Infectious Diseases and Medical Care for Patients with Infectious Diseases, Act on the Protection of Marine Resources, Act on the Prevention of Adverse Ecological Impacts Caused by Designated Invasive Alien Species, Act on the optimization of Domestic Distribution of the Specified Aquatic Animals and Plants, and Plant Protection Act (Import of plants and animals)
- (12) Poisonous and Deleterious Substances Control Act, High Pressure Gas Safety Act, Explosives Control Act, and Act for Controlling the Possession of Firearms or Swords and Other Such Weapons (Import of hazardous materials)
- (13) Act on the Quality Control of Fertilizers (Import of fertilizers)
- (14) Agricultural Chemicals Regulation Act (Import of agrichemicals)
- (15) Industrial Safety and Health Act (Safety of workers)
- (16) Act on the Control of Imitating of Stamps, and Act on Control of Imitation, etc. of Postal Stamps, etc. (Import of stamps and postal stamps)
- (17) Act on the Regulation of Manufacture and Evaluation of Chemical Substances (Import of chemical substances)
- (18) Oil Stockpiling Act (Import of oil, etc.)
- (19) Customs Act, Customs Tariff Act, and other laws and regulations related to custom duties (Procedures for customs duties and customs offices)

47. Inquiries about import restrictions

Major import restrictions on import products are indicated in 46. above. For reference in more detail, please contact Japan Customs or the relevant administrative organs overseeing said laws.

48. Articles requiring import approval, etc. (Import Trade Control Order / Administrative jurisdiction: Ministry of Economy, Trade and Industry)

Concerning the following articles that are sold or consumed in the Venue or taken into Japan after the end of the exhibition, import approval must be obtained or import conformation must be received by each organization respectively prior to obtaining approval for Exhibition, etc.

- (1) Concerning cargoes listed in Import Announcement 1 requiring an import quota, such as marine products, ozone-depleting substances, etc., an import quota certificate must be obtained from the Minister of Economy, Trade and Industry in advance and an import quota and import approval must be obtained from the Minister of Economy, Trade and Industry.
- (2) Concerning cargoes listed in Import Announcement 2 for which the place of origin or place of shipment is a specific place, such as salmon and trout originating in China, North Korea, and Taiwan and their backup stocks, cargoes originating in North Korea, etc., import approval must be obtained from the Minister of Economy, Trade and Industry.
- (3) Concerning cargoes listed in Import Announcement 2-2, such as nuclear-related cargoes, explosives, weapons, etc., import approval must be obtained from the Minister of Economy, Trade and Industry.
- (4) Concerning cargoes listed in Import Announcement 3, prior confirmation by the competent minister or predetermined documents must be submitted to Japan Customs and confirmation must be received at customs clearance.

49. Import of rice, wheat, etc. (Act on Stabilization of Supply, Demand and Prices of Staple Food / Administrative jurisdiction: Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries)

In cases of importing rice, wheat, etc., a levy must be paid to the national government, excluding cases of import by the national government, cases of import based on the commission of purchase by the national government, and cases where customs duties are exempted pursuant to the provisions of Article 14 (Unconditional Tax Exemption) of the Customs Tariff Act. Consequently, when submitting an Import Declaration to sell or consume rice or wheat, etc. or provide them to visitors free of charge after delivering them into the Venue, a copy of the "Declaration Form for Payment of Levy Related to Import of Rice, etc." and "Receipt" proving that the levy has been paid must be attached and submitted to Japan Customs.

50. Import of sugar, etc. (Act on Price Adjustment of Sugar and Starch / Administrative jurisdiction: Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries)

In cases of importing sugar, etc. and where the mean import price is lower than the standard price of sugar for adjustment, etc., the importer must sell the sugar, etc. to the Agriculture & Livestock Industries Corporation (hereinafter referred to as "ALIC") and ALIC is determined to sell the sugar, etc. back to the importer.

In cases where sugar, etc. for which an Import Declaration was made requires buying and selling with ALIC, Japan Customs confirms that buying and selling have been

completed. Therefore, when an Import Declaration is made to sell or consume sugar, etc. or to provide it to visitors free of charge after delivering the sugar, etc. into the Venue, documents, such as the "Written Approval for Buying and Selling Back," etc. must be attached.

51. Import of dairy products, etc. (Act on Stabilization of Livestock Management / Administrative jurisdiction: Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries)

In cases of importing dairy products, etc., such as butter, powdered skim milk, condensed milk, etc., they must be sold to ALIC, except for cases where a person who is commissioned by ALIC imports them. Therefore, when an Import Declaration is made to sell or consume these dairy products or to provide them to visitors free of charge after delivering them into the Venue, documents, such as "Written Approval for Buying and Selling Back," etc. must be attached.

52. Import of alcohol (Ethanol Business Act / Administrative jurisdiction: Ministry of Economy, Trade and Industry)

In cases of importing alcohol (meaning anything with an alcoholic content of 90 percent or higher) on a regular basis, permission from the Minister of Economy, Trade and Industry is required. Therefore, when intending to deliver alcohol into the Venue of the Exposition, "Alcohol Import Business License" issued by the Minister of Economy, Trade and Industry must be attached to the Declaration for Exhibition, etc.

53. Import restrictions on foods, etc. due to sanitary reasons (Food Sanitation Act / Administrative jurisdiction: Ministry of Health, Labour and Welfare)

Importing foods (including additives, tools, containers, and packages related to foods) and toys (for infants) that do not conform to the standards specified by the Minister of Health, Labour and Welfare is prohibited in order to prevent sanitary hazards. Consequently, whenever an Import Declaration is made to sell or consume foods, etc. or to provide foods, etc. to visitors free of charge at the Venue, a notification must be submitted to the Minister of Health, Labour and Welfare and "Written Notification of Import of Foods, etc." must be attached.

54. Import of pharmaceuticals, etc. (Act on Securing Quality, Efficacy and Safety of Products Including Pharmaceuticals and Medical Devices / Administrative jurisdiction: Ministry of Health, Labour and Welfare and Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries)

Importing pharmaceuticals, quasi-pharmaceutical products, cosmetics, medical devices, in-vitro diagnostics, and regenerative medicine products (hereinafter collectively referred to as "Pharmaceuticals, etc.") that do not conform to the standards specified by the Japanese government or that hinder health and sanitation, etc. is prohibited. Consequently, when intending to deliver Pharmaceuticals, etc. into the Venue of the Exposition,

marketing approval, etc. issued by the Minister of Health, Labour and Welfare for each item and a document issued by the prefectural governor proving that a marketing authorization has been obtained must be attached to a Declaration for Exhibition, etc.

In addition, when intending to deliver pharmaceuticals for animals into the Venue of the Exposition, documents proving that marketing approval, etc. and marketing authorization issued by the Minister of Health, Labour and Welfare for each item have been obtained must be attached to a Declaration for Exhibition, etc.

55. Import of narcotic drugs, etc. (Narcotics and Psychotropics Control Act, Cannabis Control Act, Opium Control Act, Stimulants Control Act / Administrative jurisdiction: Ministry of Health, Labour and Welfare)

Narcotics and psychotropic drugs, cannabis, opium and opium poppies, and stimulants are prohibited from being brought into Japan in principle.

56. Import of animals, etc.

(1) Even-toed ungulates, poultries, livestock products, etc. (Act on Domestic Animal Infectious Disease Control / Administrative jurisdiction: Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries)

Concerning designated quarantine items, such as even-toed ungulates, poultries, and their meats, organs, milk, etc., sausages, hams, bacons, and other livestock products, and straw from grain, forage for feed, etc., importing anything that passed inspection conducted by the governmental organization of the exporting country but have no inspection certificate issued by said organization, is prohibited. Consequently, when intending to deliver these designated quarantine items into the Venue of the Exposition, a "Certificate of Import Quarantine," etc. must be attached to a Declaration for Exhibition, etc.

(2) Dogs, cats, raccoons, foxes, and skunks (Rabies Prevention Act / Administrative jurisdiction: Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries)

Dogs, cats, raccoons, foxes, and skunks shall not be imported unless they are quarantined. Consequently, when intending to deliver dogs, etc. into the Venue of the Exposition, a "Certificate of Import Quarantine," etc. must be attached to a Declaration for Exhibition, etc.

(3) Wildlife, etc. (Wildlife Protection, Control, and Hunting Management Act / Administrative jurisdiction: Ministry of the Environment)

Concerning birds, such as Yamadori, Oshidori, Otaka, etc., mammals, such as raccoon dogs, foxes, martens, etc., and their processed products, etc., in cases of importing wildlife, etc. subject to restriction by a country, etc. with a certification system, a "Certificate of Legal Capture" or "Certificate of Export Permission" issued by the governmental organization of the exporting country must be attached to a Declaration for Exhibition, etc.

- (4) Monkeys, prairie dogs, ferret badgers, raccoon dogs, masked palm civets, bats, mastomys, etc. (Act on the Prevention of Infectious Diseases and Medical Care for Patients with Infectious Diseases / Administrative jurisdiction: Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries and Ministry of Health, Labour and Welfare)

Importing monkeys, prairie dogs, ferret badgers, raccoon dogs, masked palm civets, bats, and mastomys is prohibited in principle.

Notification of live terrestrial mammals and birds, etc. from among animals other than those for which import is prohibited and those subject to animal quarantine must be provided to a quarantine station. Consequently, when intending to deliver said terrestrial mammals, etc. into the Venue of the Exposition, a "Certificate of Receipt of Notification" issued by a quarantine station must be attached to a Declaration for Exhibition, etc.

- (5) Aquatic animals, such as fishes, crustacea, shellfishes, etc. (Act on the Protection of Fishery Resources / Administrative jurisdiction: Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries)

Concerning fishes, such as salmonid fish, carp, goldfish, and other carassius fish, etc., crustacea, such as penaeids, palaemonidae, etc., shellfishes, such as Tokobushi, abalone, scallops, etc., and their processed products that are provided for cultivation, it is stipulated that it must be confirmed that they are not likely to spread pathogens of diseases subject to import quarantine. Consequently, when intending to deliver said aquatic animals into the Venue of the Exposition, a "Certificate for Import Permission" must be attached to a Declaration for Exhibition, etc.

- (6) Squids, sauries, mackerels, and true sardines (Act on the Optimization of Domestic Distribution of the Specified Aquatic Animals and Plants / Administrative jurisdiction: Fisheries Agency)

Consequently, when intending to deliver squids, sauries, mackerels, true sardines, and their processed products into the Venue of the Exposition, a "Certificate of Legal Catch," etc. must be attached to a Declaration for Exhibition, etc.

57. Import of plants (Plant Protection Act / Administrative jurisdiction: Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries)

In order to prevent the spread of plants or animals harmful to plants, importing specific plants in specific areas, their containers and packages, harmful plants and animals subject to quarantine (live harmful plants and animals subject to quarantine themselves fall under this category), soil, or plants to which soil is attached is prohibited. (Those permitted by the Minister of Agriculture, Forestry and Fisheries are excluded.) In some cases, plants for which import is prohibited are allowed to be imported on the condition that they conform to the standards specified by the Minister of Agriculture, Forestry and Fisheries (type/variety, place of production, disinfection method, transportation method, etc. of plants).

In addition, plants that are allowed to be imported, their containers and packages are inspected by the plant protection officer and the certificate of the exporting country's government organization is checked at the port of import (including airports). In addition, in some cases, they are not allowed to be brought into Japan unless they are found to have no abnormality after disinfecting or growing them in isolation. Consequently, when intending to deliver these plants, etc. into the Venue of the Exposition, an "Inspection Certificate," etc. issued by the plant protection station of the Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries must be attached to a Declaration for Exhibition, etc.

58. Import of poisonous and deleterious substances (Poisonous and Deleterious Substances Control Act / Administrative jurisdiction: Ministry of Health, Labour and Welfare)

Poisonous and deleterious substances cannot be imported for the purpose of selling or provision unless a person has commercial import registration. Consequently, when intending to deliver poisonous and deleterious substances into the Venue of the Exposition, a "Registration Card for Commercial Import of Poisonous and Deleterious Substances" issued by the prefectural governor must be attached to a Declaration for Exhibition, etc.

59. Import of high pressure gas (High Pressure Gas Safety Act / Administrative jurisdiction: Ministry of Economy, Trade and Industry)

In cases where high pressure gas is imported, it cannot be moved unless the imported high pressure gas and its container undergo import inspection by the prefectural governor and they are found to conform to the technical standards specified by Order of the Ministry of Economy, Trade and Industry, excluding cases where they are excluded from application of the High Pressure Gas Safety Act. Consequently, when intending to deliver high pressure gas into the Venue of Exposition, an "Import Inspection Certificate" or "Exclusion from Application Confirmation Certificate," etc. must be attached to a Declaration for Exhibition, etc.

60. Import of explosives (Explosives Control Act / Administrative jurisdiction: Ministry of Economy, Trade and Industry)

Consequently, when intending to deliver explosives into the Venue of Exposition, an "Explosives Import Permit" issued by the prefecture governor supervising the place of landing must be attached to the Declaration for Exhibition, etc.

61. Import of guns and swords (Act for Controlling the Possession of Firearms or Swords and Other Such Weapons / Administrative jurisdiction: Cabinet Office)

Possession, etc. of firearms and swords is restricted in Japan. Consequently, if importing articles are the following articles, documents issued by the Prefectural Public Safety Commission, etc. must be attached when the import is declared.

- (1) If they are firearms, pistol parts, hunting guns, or athletic guns, a “Certificate of Permission for Firearms Possession,” etc. issued by the Prefectural Public Safety Commission.
- (2) If they are swords, a “Certificate of Permission for Sword Possession” issued by the Prefectural Public Safety Commission.
- (3) If they are ancient firearms, such as matchlocks, etc., and swords that are valuable as works of art, a “Firearms and Swords Registration Card” or “Registrability Certificate” issued by the prefectural board of education.

In addition, guns and swords cannot be imported unless import approval is obtained from the Minister of Economy, Trade and Industry pursuant to the Import Trade Control Order.

62. Import of fertilizers (Act on the Quality Control of Fertilizers / Administrative jurisdiction: Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries)

When an import is declared to sell or consume fertilizers or to provide them to visitors free of charge after delivering them into the Venue of the Exposition, a “Registration Card,” etc. issued by the Minister of Agriculture, Forestry and Fisheries must be attached.

63. Import of agrichemicals (Agricultural Chemicals Regulation Act / Administrative jurisdiction: Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries)

Agrichemicals that are delivered into the Venue of the Exposition cannot be imported unless they are registered by the Minister of Agriculture, Forestry and Fisheries. Consequently, when an Import Declaration is made to sell or consume agrichemicals or to provide them to visitors free of charge after delivering them into the Venue of the Exposition, a “Registration Card,” etc. issued by the Minister of Agriculture, Forestry and Fisheries must be attached.

64. Import of harmful substances, etc. related to the Industrial Safety and Health Act (Industrial Safety and Health Act / Administrative jurisdiction: Ministry of Health, Labour and Welfare)

Harmful substances, etc. that cause severe health impairment to workers, such as yellow phosphorus matches, preparations containing benzidine, asbestos (in cases where content exceeds 0.1%), etc. cannot be imported. However, when an Import Declaration is made for harmful substances, etc. for testing and research after obtaining permission from the Director General of the Prefectural Labor Bureau, “Certificate of Import Permission for Substances for which Manufacturing, etc. is Prohibited” or “Certificate of Import Permission for Asbestos, etc.” must be attached.

65. Import of chemical substances (Act on the Regulation of Manufacture and Evaluation of Chemical Substances / Administrative jurisdiction: Ministry of Health, Labour and Welfare, Ministry of Economy, Trade and Industry, and Ministry of the Environment)

In cases of importing new chemical substances, a notification must be submitted to the Minister of Health, Labour and Welfare, Minister of Economy, Trade and Industry, and Minister of the Environment. Consequently, when an Import Declaration is made for new chemical substances, a copy of the “Written Notice” by the Minister of Health, Labour and Welfare, Minister of Economy, Trade and Industry, and Minister of the Environment must be attached.

In cases of importing polychlorinated biphenyls (P.C.B), polychlorinated naphthalenes, aldrin, DDT, dieldrin, chlordanes, bis(tributyltin)=oxide, etc. that are designated as class I specified chemical substances, permission must be obtained from the Minister of Economy, Trade and Industry.

Consequently, when an Import Declaration is made for class I specified chemical substances, a copy of the “Certification of Permission,” etc. issued by the Minister of Economy, Trade and Industry must be attached. In addition, products in which class I specified chemical substances are used (lubricant, paint, printing ink, etc.) that are specified by cabinet order cannot be imported.

66. Import of oil, etc. (Oil Stockpiling Act / Administrative jurisdiction: Agency for Natural Resources and Energy)

In cases of importing gasoline, kerosene, diesel, and other petroleum products, it must be confirmed that they conform to the standards specified by the Minister of Economy, Trade and Industry, and the Minister of Economy, Trade and Industry must be notified of their quality, quantity, etc.

In addition, in cases of engaging in the importing business of crude oil, gasoline, kerosene, diesel, and heavy oil, etc., a registration as an oil importer must be obtained from the Minister of Economy, Trade and Industry. Consequently, when an oil importer makes an Import Declaration for crude oil, etc., a “Written Notice for Registration of Oil Importer” issued by the Minister of Economy, Trade and Industry must be attached.

67. Other import restrictions

In addition to what is specified above, for example, it is prohibited to bring the following articles into Japan.

- (1) Utensils for opium smoking
- (2) Explosives specified in the Criminal Regulations to Control Explosives
- (3) Counterfeit, altered or imitated coins, money bills, bank notes, revenue stamps or postal stamps or securities and the cards (including materials used in the production of such cards) that are created unlawfully for the payment of charges or fees or for the withdrawal of depositions and that contain an electronic or magnetic record.

- (4) Books, drawings, sculptures or other goods that are detrimental to public security or that corrupt public morals, and child pornography.
- (5) Articles infringing patent rights, utility model rights, design rights, trademark rights, copyrights, neighboring rights, layout-design exploitation rights, or breeder's rights, and articles violating the Unfair Competition Prevention Act.
- (6) Articles for which the origin is directly or indirectly represented falsely or misleadingly.

Insurance Guideline (Tentative version)



Table of Contents

Abbreviation, Short Title, Unit, and Definition

Introduction.....	1
Purposes of This Guidelines Document	1
Overview of This Guidelines Document	2
Control and Guide	2
Compliance with Laws and Regulations	3
1. General Overview	4
1-1. Mandatory insurance	4
1-2. One Stop Shop (general consultation point)	4
1-3. Schedule.....	5
1-4. Coverage by insurance categories and insurance purchasing party	5
1-5. General requirements regarding insurance	6
2. Insurance concerning the construction work.....	8
2-1. Cases applicable to benefit payouts (coverage)	8
2-2. The Insured.....	9
2-3. Insurance policy period.....	9
2-4. Coverage	9
2-5. Insured objects.....	9
2-6. Maximum benefit.....	10
2-7. Optional endorsements.....	10
2-8. Deductible.....	10
2-9. Events not covered by insurance policy (grounds for exclusion)	10
3. Civil liability insurance	12
3-1. Cases applicable to benefit payouts	12
3-2. The Insured.....	12
3-3. Insurance policy period.....	12
3-4. Maximum benefit.....	13
3-5. Cases not applicable to benefit payouts	13
3-6. Payment of insurance premiums.....	13
4. Property insurance	15
4-1. Coverage	15
4-2. Insured objects.....	15
4-3. The Insured.....	16
4-4. Insurance policy period.....	16
4-5. Insurance benefits	16
4-6. Optional endorsements.....	16
5. Movable comprehensive insurance on exhibits	17
5-1. Coverage	17

5-2.	Insured objects.....	17
5-3.	The Insured.....	17
5-4.	Insurance policy period.....	18
5-5.	Insurance benefits.....	18
5-6.	Optional endorsements.....	18
6.	Mandatory Insurance in accordance with the Laws and Regulations of Japan.....	19
6-1.	Workers' compensation insurance and employment insurance.....	19
6-2.	Compulsory automobile liability insurance.....	19
6-3.	Health insurance and employees' pension insurance.....	20
7.	Optional insurance	21

Abbreviation, Short Title, Unit, and Definition

Abbreviation/Short Title	Official Name
BIE	Bureau International des Expositions

Unit	Official Name
JPN	Japanese yen
USD	US dollar

Term	Definition
The Expo	Expo 2025 Osaka, Kansai, Japan that is scheduled to be held from the 13th of April to the 13th of October, 2025 in Osaka, Japan. This may also be referred to as 'Expo 2025' or 'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japan'
Laws and Regulations	The Convention; the General Regulations; the Special Regulations; the laws of Japan; government ordinances; ministry ordinances; government notifications and notices; bylaws, regulations and controls of local governments; Guidelines, supplementary instructions and directives on administrative procedures, documents to be submitted, the details of rights and responsibilities of Participants and the Organiser and other items issued by the Organiser pursuant to the General Regulations and Special Regulations
The Convention	The international convention in the domain of international exhibitions, initially signed on the 22nd of November 1928 in Paris, subsequently amended by means of protocols dated the 10th of May 1948 and the 16th of November 1966, further followed by the amendments dated the 30th of November 1972 and the 31st of May 1988
General Regulations	The General Regulations included in Chapter 8 of the Registration Dossier approved at the 167th General Assembly of the BIE
Special Regulations	The Special Regulations set out in Article 34 of the General Regulations
Agreement	Agreement between the Government of Japan and the Bureau International des Expositions regarding Privileges and Immunities related to the Expo 2025 Osaka, Kansai, Japan
Pavilions	Buildings in which Official Participants and Non-official Participants present their exhibitions, which include Type-A (Self-Built) Pavilions, Type B (Organiser-Built (Module)) Pavilions, and Type C (Organiser-Built Shared) Pavilions, as well as any space related to the buildings that are directly under their control
Type A (Self-Built) Pavilions	Buildings/structures that Official Participants and Non-official Participants design and build on the Plot assigned to them by the Organiser
Type B (Organiser-Built Modules) Pavilions	Buildings built by the Organiser and rented to Official Participants, who can make their own interior and exterior arrangements and install their exhibits
Type C (Organiser-Built Shared) Pavilions	Buildings built by the Organiser and offered to Official Participants, who can arrange the space allocated to them and install their exhibits therein
Expo Site	All areas used and administered by the Organiser as the venue for the operation of the Expo

Term	Definition
Exhibition Space	The areas which the Organiser assigns to Participants according to their Participation Contracts
One Stop Shop	A virtual as well as physical entity established as a unique organisation to process and handle all submissions and applications from Participants via a single point of contact (Participant Portal). One Stop Shop is progressively integrated with the legal authorities, facilitating easy reciprocal communication with all Participants from the beginning to the end of its operation.
The online portal for the Official Participants	An online portal that enables smooth communication between Official Participants and One Stop Shop
Organiser	The Japan Association for the 2025 World Exposition, which was designated by the Minister of Economy, Trade and Industry on the 31st of May 2019 to carry out tasks relating to the preparation and operation of the Expo, in accordance with the 'Act on Special Measures Necessary for Preparing for and Managing of the International Exposition in 2025' and certified as a public interest incorporated association on the 21st of October 2019.
Participants	Official Participants and Non-official Participants. Official Participants are the foreign governments and international organisations that have accepted the formal invitation from the Government of Japan to participate in the Expo. Non-official Participants are those who are authorised by the Commissioner General of the Exhibition to participate in the Expo outside the sections of the Official Participants
Policy on the Sustainable Operation of the Expo	The policy which the Organiser prepares to ensure the Expo 2025 Osaka, Kansai, Japan be sustainably conducted
Insurance covering construction work	Insurance policies that cover the damage deriving from the construction, assembly and other engineering work for the buildings, structures, equipment, and apparatuses on the Expo Site, and also the damage in relation to the third-party liability associated with the aforementioned work
Cybersecurity insurance	Insurance policies that cover the third-party liability compensations incurred by cyberattack incidents, as well as various costs for containing the incident and the loss of revenue of the Insured
Deductible	The amount which will be deducted from the insurance benefit per accident, which shall be paid by the Insured
The Insured	Persons or entities that are protected by the contracted insurance policies
Policyholder	The party in the insurance contract who undergoes the application/modification procedures with the Insurance provider and becomes liable for the insurance premium payments
Event cancellation insurance	Insurance products for public events that cover the expenses already paid for in the event of its unavoidable annulation or postponement due to unforeseeable, accidental events, such as bad weather, the performers' absenteeism for the reason of accident or ill health, and the traffic accidents involving public transport; they also cover the contingency cost incurred by the annulation/postponement
Insurance premium	The amount of money the Policyholder owes to the Insurance provider based on the contract; usually this is paid in full or in instalments before the start of the insured period

Term	Definition
Insurance benefit	The amount of money the Insurance provider shall pay to the Insured upon the occurrence of the damage covered by the general insurance clauses and choices of endorsements
Insurance provider	The party in the insurance contract who is obligated to pay the insurance benefit to the Insured
Maximum benefit	The maximum amount of insurance benefit to which the Insurance provider is liable to pay to the Insured upon the occurrence of the damage covered by the contracted insurance policies
Insured objects	The objects (people, things, etc.) that are covered by the contracted insurance policies for damage compensation
Replacement cost value	The value required for rebuilding or replacing the damaged property with an equivalent in terms of its structure, quality, usage, size, model, and performance applicable to the time and place of the damage incurred
Actual cash value	The value of the insured object at the time and place of the damage incurred, which consists of the replacement cost value with wear and tear accounted for
Marine insurance and cargo insurance for transportation	Insurance that covers the loss of or damage to properties and goods during their transportation by air, sea, or land
Automobile insurance	A combination of insurance policies that cover liability compensations in relation to a car accident, personal injury and property damage suffered by a third person, personal injury of the driver and passengers of the insured vehicle, and physical damage to the vehicle insured
Civil liability insurance	Insurance that provides protection against damages incurred due to the civil liability for compensation against the physical injuries and damage to properties of a third party, which encompasses the civil liability insurance in respect to facilities and civil liability insurance in respect to products as stipulated in Articles 11 and 12, respectively, of Special Regulation No. 8.
Property insurance	Insurance that covers physical damage to properties due to a fire, winds, theft, and other risks, which encompasses the insurance in respect to buildings, equipment, apparatus, merchandise, and other movable properties stipulated in Article 13 of Special Regulation No. 8.
Movable comprehensive insurance	Insurance that provides protection for Exhibits against accidental loss or damage due to fire, lightning, explosion, theft, breakage and careless handling, as stipulated in Article 14 of Special Regulation No.8.
Workers' compensation insurance	Insurance that covers necessary compensations for workers injuries and illnesses attributable to their work or commute, pursuant to the Industrial Accident Compensation Insurance Act (Act No. 50 of 1947)
Compulsory automobile liability insurance	Mandatory insurance pursuant to the Act on Securing Compensation for Automobile Accidents (Act No. 97 of 1955), for the purpose of securing basic injury compensations for victims of motor accidents by compensating the financial burden owed by the perpetrators, and is applicable to all vehicles, including motorised bicycles (mopeds)
Employment insurance	Insurance for ensuring stable living and employment of workers as well as encouraging the job market, pursuant to the Employment Insurance Act (Act No. 116 of 1974), providing people who have lost their jobs or are undergoing vocational training with unemployment benefits

Term	Definition
Social insurance	This refers to health insurance (an insurance scheme to provide the Insured and their dependants, in case of their ill health, injury, sick leave, childbirth, or death, with co-payments for medical cost or other benefits (injury and sickness allowances, high-cost medical expenses, etc.), pursuant to the Health Insurance Act (Act No. 70 of 1922)) and the employees' pension insurance (an insurance scheme which provides benefits to employees when they retire, are unable to work due to disabilities, or at their deaths, pursuant to the Employees' Pension Insurance Act (Act No. 115 of 1954)).
Handover of the Pavilion	Handover of the Pavilion means that the Organiser hands over the Pavilion in question to the Participant to commence their construction work
Return of the Pavilion	Return of the Pavilion means that the Participant returns the Pavilion in question to the Organiser following the completion of its demolition and removal work
Handover of the Plot	Handover of the Plot means that the Organiser hands over the Plot in question to the Participant before they can move in
Return of the Plot	Return of the Plot means that the Participant returns the Plot in question to the Organiser following the completion of its removal arrangements and removal work
Rights of subrogation	The rights by which an insurance provider assumes the rights to claim of the Insured when the Insured makes compensation or other claims for damage, upon making the payout for the claim, according to the provisions of insurance clauses

Introduction

The Expo 2025 Osaka, Kansai, Japan will be participated by many Official Participants, general Participants, and commercial Participants as well as contractors that undertake civil engineering and construction work. It also expects many visitors from Japan and across the world during the Expo Period.

Given these circumstances, it is necessary to pay careful attention to disaster preparedness and, in case of an incident, have insurance arrangements in place.

According to this approach, the Expo 2025 Osaka, Kansai, Japan has prescribed some mandatory insurance schemes listed in the General Regulations and Special Regulation No. 8. The Organiser and Participants shall follow the provisions therein and arrange workers' compensation insurance, social insurance, and other insurance covering the liability to third parties, in order to enable participating parties to engage in their work in relation to the Expo operation without undue concerns.

Similarly, the Organiser and Participants shall need to arrange appropriate insurance against damage to the properties in relation to the Pavilion and exhibition under their management, in view of the Expo 2025 Osaka, Kansai, Japan General Regulations, which provides for the mutual waiver of the rights to claim for compensation between parties involved, except where claims are attributable to a fraudulent act.

Purposes of This Guidelines Document

The guidelines are prepared by the Organiser to ensure appropriate and smooth handling of insurance arrangements.

These guidelines provide Participants with information concerning the requirements and points for consideration of the insurance which the Organiser and the Government of Japan require them to arrange.

This document is intended for the Participants who construct their own Pavilions (Type A), Participants who rent a Pavilion (Type B), and Participants who opt for a shared Pavilion (Type C).

Note that this guidelines document has been prepared based on the information given in the Type A Pavilion Design Guidelines and guidelines concerning Type B/C Pavilion, and Special Regulation No. 8 should also be consulted in conjunction with this document.

Overview of This Guidelines Document

Each chapter in this guidelines document is outlined in the table below.

Chapter 1	
General overview	An overview of insurance arrangement and requirements concerning purchasing insurance policies, as well as other important points to consider
Chapter 2	
Insurance concerning the construction work	Requirements of the insurance regarding the construction, assembly, and civil engineering work of the buildings, structures, equipment, and apparatus on the Expo Site (including a civil liability endorsement)
Chapter 3	
Civil liability insurance	Requirements of the civil liability insurance in respect to facilities and civil liability insurance in respect to products against third parties covering the period of participation
Chapter 4	
Property insurance	Requirements of the insurance regarding the buildings, equipment, apparatus, merchandise, and other movable properties (except the exhibits stipulated in Chapter 5) on the Expo Site
Chapter 5	
Insurance on exhibits	Requirements of the movable comprehensive insurance on the exhibits controlled within the Expo Site
Chapter 6	
Mandatory insurance required by law	Mandatory insurance in accordance with the Laws and Regulations of Japan
Chapter 7	
Optional insurance	Various insurance options available to the Participants for complementing their operations

Control and Guide

This document provides two types of indices—Control or Guide—to help Participants to arrange insurance policies in compliance with this Guidelines document. The Organiser will also use these indices when it evaluates the certificates of insurance coverage submitted by Participants.

Control example

C-39 Participants and the Insured shall be required to bear the entire cost of managing the insurance payout claims and resolving thereof.

Guide example

G-01 Participants should, prior to effecting insurance policies, to conduct due diligence to assess the credit quality of the Insurance providers of their choices.

For the credit quality assessment, they should be accorded A-rank or above by one of the following rating agencies:

- S&P
- Moody's
- A.M. Best

Alphanumeric codes are used to designate Control and Guide.

C-00 (Control) defines requirements that Participants shall comply with, as well as what is restricted or prohibited when arranging insurance, in order to ensure that their efforts are in alignment with the ideals to which the Expo aspires to attain.

G-00 (Guide) indicates desired choices/courses of action that the Organiser expects from or proposes to Participants in the effort to conform to the purposes and objectives of the Expo.

The Controls and Guides are provided as guidance to Participants in the following contexts:

- > effecting and managing insurance policies
- > verifying whether the insurance policies in question meet the Organiser's requirements and are in compliance with Laws and Regulations of Japan
- > communicating the details of coverage and underwriting conditions to the selected Insurance provider

Compliance with Laws and Regulations

Participants shall make insurance arrangements in compliance with relevant Japanese Laws and Regulations.

- Insurance Act, Insurance Business Act, and Order and Regulation for Enforcement of the latter Act

(Insurance Act) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=420AC0000000056>

(Insurance Business Act) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=407AC0000000105>

(Order for Enforcement) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=407CO0000000425>

(Regulation for Enforcement) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=408M50000040005>

- Industrial Accident Compensation Insurance Act and Regulation for Enforcement of the Act

(Industrial Accident Compensation Insurance Act)

<https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=322AC0000000050>

(Regulation for Enforcement) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=330M50002000022>

- Act on Securing Compensation for Automobile Accidents and Order for Enforcement of the Act

(Act on Securing Compensation for Automobile Accidents)

https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=330AC0000000097_20230401_504AC0000000065

(Order for Enforcement of the Act on Securing Compensation for Automobile Accidents)

https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=330CO0000000286_20230401_505CO0000000100

- Employment Insurance Act and Order for Enforcement of the Act

(Employment Insurance Act) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=349AC0000000116>

(Order for Enforcement of the Employment Insurance Act)

<https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=350CO0000000025>

- Health Insurance Act and Order for Enforcement of the Act

(Health Insurance Act) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=211AC0000000070>

(Order for Enforcement of the Health Insurance Act)

https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=215IO0000000243_20230401_505CO0000000023

- Employees' Pension Insurance Act and Order for Enforcement of the Act

(Employees' Pension Insurance Act) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=329AC0000000115>

(Order for Enforcement of the Employees' Pension Insurance Act)

https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=329CO0000000110_20230401_503CO0000000229

1. General Overview

The Expo 2025 Osaka, Kansai, Japan has a responsibility to protect Participants, visitors, and other third parties from accidents which may take place within the Expo Site prior to, during, and following the Event Period.

It is therefore important to ensure that, when engaging in the Expo operations, Participants have all possible solutions prepared and put in place for any risks. Insurance schemes are protective tools that alleviate unforeseen damage and adverse consequences deriving from various risks and guard Participants against legal liabilities and a multitude of inconveniences inherent therein.

This chapter describes the types of insurance which Participants are required to arrange before they embark on the procedures for 'participation,' the support provided by the Organiser, and the general requirements they shall comply with upon purchasing insurance policies.

1-1. Mandatory insurance

In compliance with the Laws and Regulations of Japan and pursuant to the General Regulations and Special Regulation No. 8 of the Expo, Participants shall be required to arrange the insurance shown in Figure 1.1 prior to displaying their exhibitions or conducting official ceremonies and related events on the Expo Site.

Details of the insurance schemes are described in Chapters 2 to 6 of this Guidelines document.

Fig. 1.1 Mandatory insurance

Workers' compensation insurance	Compulsory automobile liability insurance	Employment insurance/ Social insurance
Insurance concerning the construction work	Mandatory insurance	Property insurance
Civil liability insurance in respect to facilities	Civil liability insurance in respect to products	Movable comprehensive insurance

1-2. One Stop Shop (general consultation point)

One Stop Shop is a staffed service centre which the Organiser sets up and operates in Osaka for the purpose of centrally handling all submissions and applications from Official Participants and providing advice and other support with the help of the Official Participant Portal. It shall respond to inquiries, and provide advice and support, on the following insurance-related matters:

<Supports provided>

- >Responding to inquiries by Participants regarding the insurance purchased (arranged) by the Organiser
- >Mediating inquiries/notifications to the Organiser regarding the insurance products which Participants purchase
- >Providing support regarding technical questions concerning insurance

- C-01** Participants wishing to obtain the Organiser's support with making insurance arrangements shall make appropriate requests via One Stop Shop, using the Participant Portal. All insurance-related procedures from the submission of documents to the Organiser to application for the Organiser's support shall be conducted via the One Stop Shop set up in the Participant Portal.

1-3. Schedule

Participants shall proceed to subsequent processes of installing and removing their Exhibition Spaces on the Expo Site, following the construction of their own Pavilions or using the Pavilions constructed by the Organiser. They shall be aware of that, at each process, they are exposed to potential risks of diverse types and varying sizes.

The figure below illustrates the insurance requirements relevant to Participants' various processes throughout the Expo. The requirements on the insurance procurement schedule may vary depending on the timing of starting/completing each phase.

Fig. 1.2 Insurance schedule

2023	2024	2025	2026
Handover of Plot/Pavilion	Construction work to be completed and exhibits delivered	Expo Duration	Return of Plot/Pavilion
	Insurance concerning the construction work		
	Property insurance		
	Civil liability insurance		
	Workers' compensation insurance		
	Compulsory automobile liability insurance		
	Employment insurance		
	Social insurance		

Note: the figure is for illustrative purpose only, and it should be noted that exact dates will depend on Participants' schedules and progress in their work.

1-4. Coverage by insurance categories and insurance purchasing party

The figure below illustrates the mandatory insurance schemes in terms of their coverage and insurance purchasing parties (policyholders).

Fig. 1.3 Insurance coverage and purchasing parties

Insurance category	Coverage	Policyholder	Premium bearers
Insurance concerning the construction work	Damage to properties during construction work Civil liability to third parties during construction work	Contractors *Directed by the client	Contractors
Civil liability insurance in respect to facilities	Civil liability to third parties for damages attributable to the operation and management of facilities within the Expo Site	The Organiser	Shared between the Organiser and Participants
Civil liability insurance in respect to products	Civil liability to third parties for damages attributable to the merchandise distributed within the Expo Site	The Organiser	Shared between the Organiser and Participants
Property insurance	Buildings and equipment <u>constructed and managed by the Organiser</u> *Type B/C Pavilions, administrative buildings, etc.	The Organiser	Shared between the Organiser and Participants
	Buildings and equipment <u>constructed and managed by Participants</u> *Type A Pavilions	Participants	Participants
Movable comprehensive insurance	Exhibits <u>controlled by the Organiser</u>	The Organiser	The Organiser
	Exhibits <u>controlled by Participants</u>	Participants	Participants

1-5. General requirements regarding insurance

1-5-1. Selection of Insurance providers

C-02 Participants shall be required to purchase insurance policies from the damage insurance providers duly licensed in Japan.

The latest list of licensed insurance providers and insurance-related Laws and Regulations are published on the official website of the Financial Services Agency of Japan.

<https://www.fsa.go.jp/>

G-01 Participants should, prior to effecting insurance policies, to conduct due diligence to assess the credit quality of the Insurance providers of their choices.

For the credit quality assessment, it is desirable that they are accorded A-rank or above by one of the following credit rating agencies:

- S&P
- Moody's
- A.M. Best

For verifying each Insurance provider's credit ratings, access the websites of the rating agencies or the official websites of respective Insurance providers.

1-5-2. Waiver of indemnity

C-03 The Organiser and the Participants shall be required to waive the right to claim compensation against the other party or Participant, including their personnel, for damages of any kind, unless caused by wilful act or gross negligence. The following insurance arranged by Participants pursuant to Special Regulation and this Guidelines document shall include the waiver of indemnity against the Organiser.

- Civil liability insurance in respect to facilities
- Civil liability insurance in respect to products
- Property insurance
- Movable comprehensive insurance (insurance on exhibits)
- Insurance concerning the construction work

C-04 Participants and the Organiser shall be required to ensure that these insurance policies include the above-mentioned waiver of the rights of subrogation.

1-5-3. Participants' obligations and responsibilities

C-05 Participants shall be required to submit to the Organiser a copy of policies (duplicate) or certificate of the insurance they have purchased, upon request by the Organiser, within one week of such request.

C-06 The Participants who wish to arrange their insurance independently shall pay the premiums thereof themselves.

Such Participants shall not only ensure that the terms and conditions of insurance policy match the underwriting conditions they desire, but also verify that these are in compliance with the conditions set out in this Guidelines document. The Organiser shall be held liable in no part regarding the insurance arranged by these Participants.

C-07 Where the Organiser effects insurance on behalf of Participants, the Participants in question shall be required to bear a portion of the cost of such insurance on the given calculation basis (occupying floor area, replacement cost value, etc.), unless an agreement to an otherwise effect is made in writing between the Organiser and said Participants.

G-02 The Organiser shall not arrange the event cancellation insurance on behalf of Participants for their Expo events. It is desirable that Participants consider the need for arranging such insurance if they so wish.

Exceptional cases to the Guideline may only be permitted if a written agreement is made between the Organiser and the Participants.

2. Insurance concerning the construction work

Pavilion construction requires considerable amounts of capital investment and human resources. Therefore, it is necessary to make arrangements to insure against injuries and property damage within the Expo Site.

During the period while Pavilion construction and interior work are in progress, Participants need to arrange the insurance relevant to the construction period, including the insurance concerning the construction, assembly, and civil engineering work. The insurance in question shall be of a design to cover both

- (1) physical damage to the property under construction and
- (2) damages due to civil liability

that are attributable to the on-site construction work. This chapter describes specific requirements on the coverage details upon arranging the aforementioned insurance concerning the construction work (including the civil liability endorsement).

C-08 Participants shall be required to purchase policies of insurance concerning the construction work (including the civil liability endorsement) themselves or have their contractors do so, ensuring that the coverage extends to all of design, construction, installation, extension, demolition, and removal work.

Participants may use their preferred Insurance providers to make these insurance arrangements.

C-09 Participants shall be required to provide a copy of the policies or certificates of insurance of their purchased insurance concerning the construction work without delay when requested by the Organiser.

2-1. Cases applicable to benefit payouts (coverage)

C-10 Where the insurance concerning the construction work (including the civil liability endorsement) is concerned, the protection shall be provided throughout the periods of construction, installation, and maintenance associated with the design, construction, extension, demolition, and removal work.

The coverage shall also extend to all materials which Participants manage within the Expo Site under their oversight.

In addition, the coverage shall extend to the damages Participants owe through their civil liability over the physical injury and property damage suffered by a third party which are attributable to spontaneous accidents caused by the construction work which the Participants have commissioned and implemented within the Expo Site.

Table 2.1 Period of insurance concerning the construction work (including civil liability endorsement)

Phase	Insurance policy period	
	Start date	Expiry date
During construction work	The date of Plot/Pavilion handover	The date on which the construction/equipment delivery is completed

During demolition and removal work	The date on which the demolition and removal work commences	The date of Plot/Pavilion return

2-2. The Insured

- C-11** It is necessary that the insurance covering the Participants' design, construction, installation, extension, removal, and other work includes the Organiser, contractors, subcontractors, consultants, project managers, program managers, construction managers, architects, manufacturers, suppliers, vendors, and other relevant parties, whether as contractors or subcontractors, at least for the duration of the period during which the Expo 2025 preparation work is in progress.

2-3. Insurance policy period

- C-12** The policy period of the insurance concerning the construction work (including the civil liability endorsement) shall cover the entire period of all construction and installation work within the Expo Site. The policies of the insurance in question shall be in effect during each phase period that both include the start and maturity dates for each phase as illustrated in Table 2.1.

2-4. Coverage

- C-13** Participants shall be required to verify that their insurance concerning the construction work meets the requirements specified by the Organiser.

2-5. Insured objects

Construction work

- C-14** Participants shall be required to verify that their insurance concerning the construction work (including the civil liability endorsement) protects against compensation claims attributable to the following properties under construction and other properties which they own, lease, or keep under their custody or control:
- > construction, installation, extension, demolition, and removal work
 - > materials, supplies, or equipment used in the work
 - > various properties (including equipment) provided by Participants
 - > stock materials for construction work
 - > equipment, tools, and mechanical apparatuses used at temporary facilities including workbenches, offsite/office spaces, and accommodation for workers

Civil liability coverage

- C-15** Participants shall be required to make arrangements so that the civil liability endorsement they take out with their insurance policies concerning the construction work protects against the damages incurred due to the civil liability in relation to the following:
- > death or physical injury suffered by a third party
 - > property damage suffered by a third party

2-6. Maximum benefit

Construction work

C-16 Participants shall be required to ensure that the total amount of the insurance benefit for the property under construction covered by their insurance concerning the construction work (including the civil liability endorsement) equals to the total amount for the consignment contract of this construction work.

In addition, noting that this insurance benefit shall also account for the value of the supplied materials which is not included in the amount of the consignment contract, the value that is excluded from those of the insured objects may be discounted.

Civil liability coverage

C-17 Participants shall be required to ensure that the maximum benefit of the civil liability endorsement, which pertains to their insurance concerning the construction work (including the civil liability endorsement), is no less than the following value:
> One billion yen

2-7. Optional endorsements

C-18 Participants shall be required to ensure that their insurance concerning the construction work (including the civil liability endorsement) includes the following optional endorsements to the maximum benefit proportionate to the size and type of the property under construction (unless otherwise specified):
> abandonment cost: 10% of the total benefit value
> coverage for the Organiser's existing properties and auxiliary properties (maximum of 500 million yen)

2-8. Deductible

It is permitted to set up deductibles with the insurance on the property under construction and the civil liability endorsement. The deductibles may be expressed as the Participant's (policyholder's) out-of-pocket payment amount.

C-19 Should Participants and the Insured claim insurance benefit, they shall be required to bear the amount equivalent to the deductibles they have arranged.

2-9. Events not covered by insurance policy (grounds for exclusion)

2-9-1. Insurance on the property under construction

In addition to the standard exclusions, the following damage and costs may be excluded from the insurance coverage:

- > damage to contractors' factories, tools, equipment, vehicles, offices, or temporary facilities in relation to the construction
- > damage to the insured property or cost thereof due to natural wear and tear, unique or latent faults, material changes, spontaneous combustion, spontaneous heating, oxidation, corrosion, toxic moulds, water leakage, rodents, pest insects, atmospheric changes (climate or temperature), changes in standard water levels, or other gradual changes.

- > damage to the insured property or cost thereof due to defect in raw materials, inappropriate technology, or design flaws
- > stock shortage identified during stocktaking
- > damage to licensed vehicles, vessels, or aircrafts for the public transport, or the damage already covered by other insurance policies
- > damage to personal belongings or tools
- > damage or cost thereof attributable to a war, warfare, hostile act, armed conflict, terrorism, conspiracy, rebellion, industrial act, or civil disorder
- > professional liability insurance on work in relation to architectural design or involving similar expertise

2-9-2. Civil liability coverage

The following civil liabilities may be excluded from the coverage:

- > Participant's liability in relation to their employees
- > damage to properties which the Participant owns, uses, or controls
- > civil liability for damages attributable to the vehicles which the Participant owns or uses
- > civil liability for damages attributable to aircrafts or marine vessels
- > damage or loss due to asbestos, silica, electromagnetic waves, genetically modified products, or toxic moulds
- > civil liability for damages attributable to the atmospheric pollution, soil pollution, water pollution, other non-radioactive pollutions, smokes, odours, vapours, gases, oils, or effluents
- > penalties, fines, non-penal charges, or punitive damages
- > liabilities added by a contract with third parties

3. Civil liability insurance

The Expo 2025 Osaka, Kansai, Japan shall strive to ensure security against potential accidents, thereby realising an Expo Site that provide the workers, Participants, and visitors a safe and sound environment that lets them thrive.

The Organiser shall arrange civil liability insurance in respect to facilities and civil liability insurance in respect to products in order to protect the Organiser and Participants from damages due to their civil liability for the physical injury and property damage suffered by a third party. This chapter describes the scope of this insurance clause, grounds for exclusion, and premiums.

3-1. Cases applicable to benefit payouts

The civil liability insurance protects from damages due to the civil liability at least in relation to the following:

- > physical injury and property damage suffered by a third party, attributable to activities of the Organiser or Participants
- > physical injury and property damage suffered by a third party, attributable to products or merchandise manufactured, sold, or distributed by the Organiser or Participants
- > physical injury or property damage suffered by a third party or passenger, attributable to the use of the on-site electric mobility vehicle provided by the Organiser
- > physical injury and property damage suffered by a visitor, attributable to merchandise purchased on the Expo Site
- > physical injury (such as food poisoning) suffered by a visitor, attributable to comestibles provided on the Expo Site
- > physical injury and property damage suffered by a visitor, attributable to an accidental fall of exhibits on the Expo Site

G-03 The Participants wishing to include activities outside the Expo Site in the coverage are advised to purchase a separate civil liability insurance to cover said activities.

3-2. The Insured

The civil liability insurance in respect to facilities and civil liability insurance in respect to products provide protection both to the Organiser and Participants as the Insured. The status as the Insured shall be established only after the Organiser is notified.

C-20 Participants shall be required to make a request to the Organiser if they wish to additionally include the service providers etc. that they employ among the Insured. The procedures of this request shall be provided for separately.

3-3. Insurance policy period

The civil liability insurance in respect to facilities and civil liability insurance in respect to products shall be in effect from the Expo opening date or any date before the opening designated by the Organiser at its discretion to the Expo closing date or any date after the closing designated by the Organiser at its discretion.

3-4. Maximum benefit

The maximum benefits per accident underwritten by means of the Organiser's civil liability insurance in respect to facilities and civil liability insurance in respect to products, and the total benefit value of the civil liability insurance in respect to products, shall be as follows:

- **civil liability insurance in respect to facilities: maximum of 10 billion yen per accident**
- **civil liability insurance in respect to products: maximum of 1 billion yen per accident, up to 10 billion yen in total**

These insurance clauses also apply to relevant litigation cost.

3-5. Cases not applicable to benefit payouts

The following civil liability compensations, damages and costs are not covered by the civil liability insurance arranged by the Organiser:

- > civil liability for damages attributable to a war, warfare, hostile act, armed conflict, terrorism, conspiratorial uprising, industrial act, rebellion, or civil disorder
- > civil liability for compensations ascribable to wilful misconduct or gross negligence on the part of Participants or their representatives
- > civil liability for compensations attributable, directly or indirectly, to nuclear fission, nuclear fusion, nuclear weapons, nuclear materials, radiation, or radioactive contamination
- > civil liability for damages attributable to the atmospheric pollution, soil pollution, water pollution, other pollutions, eruption plumes, odours, vapours, gases, crude oil, or effluents
- > damages attributable to asbestos, silica, electromagnetic waves, genetically modified products, or toxic moulds
- > damages attributable to earthquakes, volcanic eruptions, floods, tsunamis, or tidal surges
- > penalties for contract breach, fines, non-penal charges, or punitive damages
- > liabilities added by a contract with third parties
- > Participant's liability in relation to their employees
- > civil liability for damages attributable to vehicles owned, used, or controlled by Participants
- > damages attributable to properties owned, used, or controlled by Participants or their representatives or employees
- > damages attributable to latent defects of the buildings
- > civil liability for damages attributable to aircrafts, marine vessels, or automobiles
- > damages attributable to the performance of medical or otherwise acts not permitted for persons to perform other than medical doctors by Laws and Regulations of Japan
- > damages attributable to the events resulting from cyberattacks

3-6. Payment of insurance premiums

- C-21** Participants shall be required to pay to the Organiser the premiums for the civil liability insurance in respect to facilities and civil liability insurance in respect to products.

The amount to pay is calculated based on the Participant's occupying floor area size on the Expo Site (proportional distribution).

This amount and the payment method details shall be provided for separately.

It should be noted that the premium to be paid in this way may be on the provisional basis and the actual amount be determined and the balance be settled after the Expo Period.

C-22 Participants and the Insured shall be required to bear the entire cost of administering and resolving thereof.

C-23 Should Participants and the Insured claim insurance benefits, they shall be required to bear the amount equivalent to the deductibles arranged with the civil liability insurance in respect to facilities and civil liability insurance in respect to products.

The deductibles pertaining to these insurance policies are planned to be published on the Participant Portal no later than 6 months before the opening of the Expo.

4. Property insurance

Participants' properties on the Expo Site are categorised such as buildings, interior equipment, and so on.

In order to ensure these are insured against damage, they shall need to be covered by appropriate insurance, and their custodians shall be required to arrange it at their responsibility.

Property insurance is designed to protect buildings, equipment, and other properties from damages arising from risks such as a fire and theft. This chapter describes specific requirements in arranging property insurance policies in order to ensure appropriate coverage is in place within the Expo Site.

- C-24** Participants who are to construct their own Pavilions (Type A) shall be required to purchase designated insurance policies for these properties, covering damages due to a fire, winds, theft, and other events.
- C-25** Participants who shall be tenants in Pavilions (Type B and Type C) shall be required to purchase property insurance policies covering their own properties (equipment etc.) inside the Pavilions. Insurance on Pavilions (buildings) shall be arranged by the Organiser, and Participants shall bear the cost.
- C-26** Event organisers and participants shall take out property insurance for their own property (e.g. equipment) at the event in question.

4-1. Coverage

- C-27** Participants shall be required to ensure that their property insurance policies cover physical damage to their properties that result from various spontaneous accidents they may suffer from, including accidents of fire, lightning strike, bursts/explosions, etc., natural disasters of storms, hails, snows, and floods, and collision with incoming flying objects external to the building, as well as theft, excepting the exclusions stated in the insurance clause.
This insurance shall also cover the damages associated with other cost that may be incurred in relation to the damage caused.

4-2. Insured objects

- C-28** Participants shall be required to have the insurance cover the following items among the properties they own, rent, store, or control within the Expo Site:
 - > the building, auxiliary equipment, and other structures
 - > furniture and equipment
 - > merchandise
 - > inventory in the warehouses (excluding Organiser's Warehouse), backyards or other storages

- C-29** Regarding the properties which are stored in warehouses or other storages outside the Expo Site and which should be insured, the Participants shall be required to arrange insurance on these to cover the period from when the properties are unloaded from a transit vehicle at the Expo Site prior to the opening of the Expo to when the properties are loaded onto a transit vehicle for the removal from the Expo site after the Event Period.

4-3. The Insured

- C-30** The property insurance shall cover, in addition to the properties belonging to the Participants, the properties under the ownership of the following agents:
- > service providers contracted by Participants for entertainment/media services
 - > contractors engaged in the Expo Site for assisting Participants' operations of the Expo
 - > the Organiser

4-4. Insurance policy period

- C-31** Participants shall be required to ensure that the policy periods of their property insurance policies are as follows:
- > the building, auxiliary equipment, and other structures:
from the handover to Participants following their completion to the removal from the Expo Site
 - > machinery, apparatus, furniture, equipment, merchandise and other movable properties:
from delivery to the Expo Site to removal from the Expo Site

4-5. Insurance benefits

- C-32** Participants shall be required to ensure that the benefit of their property insurance policies matches the replacement cost value of the properties insured.

4-6. Optional endorsements

- C-33** Participants shall be required to arrange the following optional endorsements with their property insurance policies with the maximum benefits corresponding to the sizes and categories of the properties to be insured:
- > abandonment cost: equivalent to 10% of the total benefit value
 - > contingency cost: equivalent to 10% of damages or 5 million yen, whichever is smaller

5. Movable comprehensive insurance on exhibits

Exhibits are valuable properties, alongside the buildings and interior equipment, in that they represent the Participants' identities. In order to ensure these are protected against damage, each exhibit shall need to be protected by appropriate insurance.

The movable comprehensive insurance on exhibits (hereinafter, the 'movable comprehensive insurance') protects owners or properties from accidental damages in relation to the exhibits excluding buildings, equipment, and merchandise. This chapter describes specific requirements in arranging movable comprehensive insurance policies in order to ensure appropriate coverage is in place within the Expo Site.

C-34 Participants shall be required to purchase movable comprehensive insurance policies to insure the exhibits under their control against accidental damages.

C-35 The Organiser shall purchase movable comprehensive insurance policies to insure exhibits under its control against accidental damages.

5-1. Coverage

C-36 Participants shall be required to ensure that their movable comprehensive insurance policies cover damages arising from physical damage to their exhibits, resulting from spontaneous accidents (including a fire, lightning strike, bursts/explosions etc., natural disasters of storms, hails, snows, and floods, collision with incoming flying objects external to the building, and theft), excepting the exclusions stated in the insurance clause.

This movable comprehensive insurance shall also cover the damages associated with other cost that may be incurred in relation to the damage caused.

5-2. Insured objects

C-37 Participants shall be required to insure the exhibits (includes works of art) under their control on the Expo Site. However, this does not apply to the following:

- > animals, fish, and plants
- > raw materials to be used for the demonstration of machinery, appliances, apparatus, etc. on the Expo Site and products thereof
- > works of fine art valued at less than one million yen per item

5-3. The Insured

C-38 The movable comprehensive insurance shall cover, in addition to the exhibits belonging to the Participants, the exhibits under the ownership of the following agents:

- > service providers contracted by Participants for entertainment/media services
- > contractors engaged in the Expo Site for assisting Participants' operations of the Expo
- > the Organiser

5-4. Insurance policy period

- C-39** Participants shall be required to ensure that the policy periods of their movable comprehensive insurance are as follows:
- > starting from:
 - the moment the insured objects are devanned inside the Expo Site
 - > terminating:
 - the moment the insured objects are loaded onto a transit vehicle for the removal from the Expo Site

5-5. Insurance benefits

- C-40** Participants shall be required to ensure that the benefit of their movable comprehensive insurance policies matches the replacement cost value of the exhibits insured.

5-6. Optional endorsements

- C-41** Participants shall be required to arrange the following optional endorsements with their movable comprehensive insurance policies with the maximum benefits corresponding to the sizes and categories of the properties to be insured:
- > contingency cost incurred by the insured objects for being damaged: 30% of the benefit, with the maximum value no less than 1 million yen
 - > abandonment cost: equivalent to 10% of the total benefit value
 - > cost of preventing insured losses (actual damages)

6. Mandatory Insurance in accordance with the Laws and Regulations of Japan

With the aim of promoting social security and welfare for all individuals and business entities, the Government of Japan proactively applies Laws and Regulations for mandating the participation in certain insurance schemes.

Participants shall need to arrange industrial accident compensation insurance as well as employment practices liability insurance, automobile insurance, and medical insurance for the purpose of their operations at the Expo and in compliance with the basic requirements for insurance by the Government of Japan.

6-1. Workers' compensation insurance and employment insurance

Pursuant to Laws and Regulations of Japan, the workers' compensation insurance and employment insurance pay benefits when workers sustain injuries attributable to their work or transits to their workplaces to protect the injured workers and their families, for the purpose of promoting stability in their lives and employment as well as encouraging the job market.

C-42 Under the Industrial Accident Compensation Insurance Act of Japan, Participants are required to ensure that employees they hire to carry out undertakings in Japan related to the Expo participate in workers' compensation insurance to compensate for injury, disease, invalidity, or death due to work, work in relation to multiple employments at businesses managed by different operators, or commuting.

C-43 This insurance is administered by the Government of Japan. However, pursuant to Paragraph 1 of Article 11 of the Agreement, the staff of the Offices of the Commissioners General of Section who visit Japan for the purpose of the Expo and are not nationals of, or permanently reside in, Japan are not required to participate (neither nationals nor permanent residents in Japan are not required to participate).

C-44 Under the Employment Insurance Act of Japan, Participants are required to ensure that employees they hire for the purpose of carrying out undertakings related to the Expo in Japan participate in employment insurance. However, pursuant to Paragraph 1 of Article 11 of the Agreement, the staff of the Offices of the Commissioners General of Section who visit Japan for the purpose of the Expo and are not nationals of, or permanently reside in, Japan are not required to participate. This insurance is administered by the Government of Japan.

6-2. Compulsory automobile liability insurance

Compulsory automobile liability insurance aims to secure basic injury compensations for victims of motor accidents by compensating the financial burden owed by the perpetrators and is mandatory to all vehicles, including motorised bicycles (mopeds) to participate.

C-45 Under the Act on Securing Compensation for Automobile Accidents of Japan, Participants shall not make available for operation automobiles and motorcycles that are not carrying Compulsory automobile liability insurance.

- G-04** Participants may avail themselves voluntarily of the supplementary automobile insurance mentioned in Chapter 7, as protection in case the amount of loss exceeds the amount payable under the provisions of the Act on Securing Compensation for Automobile Accidents.

6-3. Health insurance and employees' pension insurance

Workers living in Japan are required to participate in public pension schemes (national pension system and workers' pensions insurance). And all Japanese citizens are required to participate in medical insurance schemes (health insurance etc.). Of these programmes, so-called 'social insurance' is the category to which workers employed by businesses etc. are eligible, including the workers' pension insurance and social health insurance.

- C-46** Under the Health Insurance Act and the Employees' Pension Insurance Act of Japan, Participants are required to ensure that employees they hire for the purpose of carrying out specific undertakings in Japan participate in social health insurance and employees' pension insurance.
- C-47** The health insurance mentioned in the preceding paragraph is administered by Japan Health Insurance Association or health insurance societies in Japan, and the employees' pension insurance mentioned in the preceding paragraph is administered by the Government of Japan. However, pursuant to Paragraph 1 of Article 11 of the Agreement, the staff of the Offices of the Commissioners General of Section who visit Japan for the purpose of the Expo and are not nationals of, or permanently reside in, Japan are not required to participate.
- C-48** Notwithstanding the provisions of the preceding paragraph, when conducting business related to the Expo, the Official Participants shall ensure that the staff of the Offices of the Commissioners General of Section who visit Japan for the purpose of the Expo and are not nationals of, or permanently reside in, Japan participate in the insurances equivalent to health insurance and the Japanese employees' pension insurance.

7. Optional insurance

It is necessary to make arrangements that allow Participants to effectively hedge various risks so that they can confidently engage in their Expo operations.

The Organiser is aware of the possibility that Participants pursue various undertakings on the Expo Site that are excluded from the scope of coverage of the insurance schemes and policies hitherto discussed.

Where this is the case, the Participants shall need to consider arranging optional insurance in supplement, in order to account for all the possible risks that they may face in pursuing those activities or during their operations.

- G-05** Participants are advised to arrange optional insurance such as ones illustrated in Figure 7.1 with insurance agencies and providers of their choice, in addition to the arrangements with mandatory insurance, corresponding to the plausible risks, in order to secure additional protection for their specific assets and operations from losses and damages.

Fig. 7.1 Optional insurance

Event cancellation insurance	Marine cargo insurance Transit insurance	International travel insurance Domestic travel insurance
Money insurance	Optional insurance	Aviation insurance
Cybersecurity insurance	Machinery insurance	Automobile insurance

Contact

The Official Participants can send inquiries concerning the content of this Guide or uncertainties concerning procedures to the Organiser using the Queries function in the online portal for the Official Participants.

If you have any trouble using the online portal for the Official Participants, please contact us by email to ; participant@expo2025.or.jp



Japan Association for the 2025 World Exposition

Lignes directrices relatives à l'assurance (version provisoire)



Sommaire

Définition des sigles, des acronymes, des unités et des termes

Introduction.....	1
Objets des présentes Lignes directrices	1
Aperçu des présentes Lignes directrices.....	2
« Contrôle » et « Guide ».....	2
Respect des Lois et Règlements	3
1. Aperçu général.....	5
1-1. Assurances obligatoires	5
1-2. Guichet unique.....	5
1-3. Calendrier	6
1-4. Périmètre couvert et partie contractante selon la catégorie d'assurance.....	7
1-5. Exigences générales en matière d'assurance	8
2. Assurance pour la période des travaux de construction.....	10
2-1. Cas dans lequel l'Indemnité d'assurance est versée (périmètre de la couverture).....	10
2-2. Assuré.....	11
2-3. Période de garantie	11
2-4. Périmètre de la couverture	11
2-5. Objets assurés	12
2-6. Montant assuré (Plafond de l'indemnité).....	12
2-7. Garantie complémentaire.....	13
2-8. Franchise.....	13
2-9. Cas de non versement de l'Indemnité d'assurance (causes d'exclusion de responsabilité).....	13
3. Assurance responsabilité civile.....	15
3-1. Cas dans lequel l'Indemnité d'assurance est versée	15
3-2. Assuré.....	15
3-3. Période de garantie	16
3-4. Plafond de l'indemnité.....	16
3-5. Cas de non versement de l'Indemnité d'assurance	16
3-6. Paiement des Primes d'assurance	17
4. Assurance des biens	18
4-1. Périmètre de la couverture	18
4-2. Objets assurés	19
4-3. Assuré.....	19
4-4. Période de garantie	19
4-5. Montant assuré.....	19
4-6. Garantie complémentaire.....	20
5. Assurance tous risques pour les biens meubles couvrant les objets exposés.....	21
5-1. Périmètre de la couverture	21
5-2. Objets assurés	21
5-3. Assuré.....	22
5-4. Période de garantie	22
5-5. Montant assuré.....	22
5-6. Garantie complémentaire.....	22
6. Assurances obligatoires imposées par les Lois et Règlements	23
6-1. Couverture des risques d'accidents du travail et Assurance-chômage.....	23
6-2. Couverture des risques d'accident automobile	24
6-3. Assurances maladie et retraite pour les salariés.....	24
7. Assurances facultatives.....	25

Définition des sigles, des acronymes, des unités et des termes

Sigles/acronymes	Nom officiel
BIE	Bureau International des Expositions

Symbole de l'unité	Nom officiel
JPN	Yen japonais
USD	Dollar US

Termes	Définition
Expo	Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon qui se tiendra dans la ville d'Osaka, au Japon du 13 avril au 13 octobre 2025, également désignée l'« Expo 2025 ».
Lois et Règlements	Convention, Règlement Général et Règlements Spéciaux ; lois du Japon, décrets du gouvernement, arrêtés ministériels, notifications et annonces du gouvernement ; arrêtés, réglementations et contrôles des collectivités locales ; directives, instructions et lignes directrices supplémentaires publiées conformément aux Règlements Général et Spéciaux par l'Organisateur relatives aux procédures administratives, aux dossiers à déposer, aux droits et obligations détaillés des Participants et de l'Organisateur, etc.
Convention	Convention concernant les expositions internationales signée à Paris le 22 novembre 1928 et modifiée par les Protocoles des 10 mai 1948, 16 novembre 1966, 30 novembre 1972 et 31 mai 1988.
Règlement général	Règlement général inclus dans le chapitre 8 du Dossier d'enregistrement approuvé lors de la 167 ^{ème} Session de l'Assemblée Générale du BIE.
Règlements spéciaux	Règlements spéciaux visés à l'article 34 du Règlement général.
Accord	Accord entre le gouvernement japonais et le Bureau International des Expositions sur les privilèges et immunités relatifs à l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon
Pavillon	Bâtiments dans lesquels les Participants Officiels et non officiels présentent leurs expositions, comprenant les Pavillons construits par les Participants (type A), les Pavillons modulaires (type B) et les Pavillons conjoints (type C), ainsi que tous les espaces liés aux bâtiments qui sont directement sous leur contrôle.
Pavillon construit par le Participant (type A)	Bâtiments/structures conçus et construits par les Participants Officiels et non officiels sur les Parcelles qui leur sont allouées par l'Organisateur.
Pavillon modulaire (type B)	Bâtiments construits par l'Organisateur et loués aux Participants Officiels qui peuvent effectuer l'aménagement intérieur/extérieur et y installer leurs expositions.
Pavillon conjoint (type C)	Bâtiments construits par l'Organisateur et mis à disposition des Participants Officiels qui peuvent aménager les espaces qui leur sont alloués et y installer leurs expositions.
Site de l'Expo/Site	Toute la zone utilisée par l'Organisateur pour l'organisation de l'Expo.
Espace d'exposition	Espace alloué par l'Organisateur aux Participants tel que précisé dans le contrat de participation.

Termes	Définition
Guichet unique	Entité virtuelle et physique mise en place comme service unique qui traite et gère tous les dossiers déposés par les Participants via le portail unique (Portail en ligne pour les Participants Officiels). Le Guichet unique est intégré dans le système de l'autorité judiciaire et permet ainsi de faciliter l'intercommunication avec l'ensemble de Participants depuis le lancement d'un projet jusqu'à sa clôture.
Portail en ligne pour les Participants Officiels	Site portail sur Internet pour une communication fluide entre les Participants Officiels et le Guichet unique.
Organisateur	Association japonaise pour l'Exposition Universelle de 2025, désignée par le ministre de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie le 31 mai 2019 pour exécuter la préparation et le fonctionnement de l'Expo, conformément à la « Loi sur les mesures spéciales nécessaires pour la préparation et à la tenue de l'Exposition universelle en 2025 », et reconnue d'utilité public le 21 octobre 2019.
Participants	Participants Officiels et non Officiels. Les Participants Officiels sont les gouvernements étrangers et les organisations internationales qui ont accepté l'invitation officielle du gouvernement du Japon à participer à l'Expo. Les Participants non Officiels sont les parties qui ont été autorisées par le Commissaire Général de l'Exposition à exposer en dehors des sections allouées aux Participants Officiels.
Ligne directrice pour assurer la durabilité de l'Expo	Ligne directrice établie par l'Organisateur pour assurer la durabilité dans l'organisation de l'Expo.
Assurance des travaux de construction	Assurance couvrant les préjudices subis et les conséquences financières liées à la responsabilité civile à l'égard des tiers dans le cadre de la construction, l'assemblage et les travaux de génie civil réalisés sur le Site relatifs aux bâtiments, ouvrages, équipements ou appareils.
Cyber-assurance	Assurance couvrant la responsabilité civile à l'égard des tiers due à un cyber incident, les frais occasionnés par la survenance d'un tel incident et le manque à gagner de l'assuré, etc.
Franchise	Somme déduite du montant du préjudice indemnisé pour chaque sinistre et donc restant à la charge de l'assuré.
Assuré	Personne indemnisée par l'assurance.
Titulaire de la police d'assurance	Une des parties au contrat d'assurance qui le souscrit, demande une modification, etc., et est redevable d'une prime.
Assurance contre l'annulation des événements	Assurance couvrant, en cas d'annulation ou de report d'un événement en raison de circonstances imprévisibles telles que les conditions météorologiques défavorables, la blessure ou la maladie des artistes, l'accident de transport, etc., les frais engagés pour la préparation de cet événement et ceux occasionnés exceptionnellement par l'annulation ou le report.
Prime d'assurance	Somme à payer à l'assureur par le Titulaire de la police d'assurance conformément au contrat d'assurance en une seule fois ou par versements échelonnés, en principe avant l'entrée en vigueur du contrat.
Indemnité d'assurance	Somme à payer par l'assureur en cas de préjudice indemnisable en vertu des termes et conditions générales de la police d'assurance et ses avenants.

Termes	Définition
Assureur	Une des parties au contrat redevable d'une Indemnité d'assurance à l'égard de l'Assuré.
Montant assuré/Plafond de l'indemnité	Montant maximal des indemnités versées à l'Assuré par l'Assureur en cas de préjudice indemnisable en vertu du contrat d'assurance.
Objet assuré	Objet couvert par le contrat d'assurance en cas de sinistre. (personnes ou biens, etc.).
Valeur de remplacement	Montant nécessaire pour reconstruire ou racheter un objet identique ou comparable à l'Objet assuré au moment et au lieu du sinistre, en termes de structure, qualité, usage, volume, modèle et performance.
Valeur actuelle	Valeur de remplacement de l'Objet assuré au moment et au lieu du sinistre, déduction faite de la vétusté.
Assurance de transport maritime/assurance cargo	Assurance couvrant les biens et les marchandises contre les risques de perte ou de dommage pendant le transport par voie aérienne, maritime ou terrestre.
Assurance automobile	Assurance facultative regroupant différentes garanties contre divers risques d'accidents routiers : blessures ou dommages matériels causés à des tiers, blessures subies par l'Assuré ou le passager, dommages matériels au véhicule de l'Assuré, etc.
Assurance responsabilité civile	Assurance couvrant les conséquences financières liées à la responsabilité civile légale pour les dommages corporels ou matériels subis par des tiers et comprenant l'assurance responsabilité civile des installations et l'assurance responsabilité civile des produits visées aux articles 11 et 12 du Règlement spécial N°8.
Assurance des biens	Assurance couvrant les dommages matériels causés aux biens par l'incendie, le vent violent, le vol ou d'autres risques, notamment l'assurance couvrant les bâtiments, les équipements, les appareils, les marchandises et autres bien meubles visée à l'article 13 du Règlement spécial N°8.
Assurance tous risques pour les biens meubles	Assurance couvrant les objets d'exposition assurés en cas de dommages causés par des accidents tels que l'incendie, la foudre, la rupture ou l'explosion, le vol, le bris ou la manipulation négligente des objets d'exposition qui font l'objet de l'assurance visées aux articles 14 du Règlement spécial N°8.
Couverture des risques d'accidents du travail	Assurance garantissant l'indemnisation en cas d'accident du travail et de maladie professionnelle sur le lieu et le chemin du travail, selon la Loi sur la couverture des risques d'accidents du travail (Loi n° 50 de 1947).
Couverture des risques d'accident automobile	Assurance obligatoire pour tous les véhicules y compris les motocyclettes, garantissant l'indemnisation de base en cas d'accident de la route dans le but d'aider les victimes en compensant les charges financières que doit supporter l'auteur de l'accident, selon la Loi sur la couverture des risques d'accident automobile (Loi n° 97 de 1955).
Assurance-chômage	Assurance qui prévoit le versement d'une allocation de chômage, etc., aux chômeurs et aux personnes suivant une formation professionnelle pour garantir les moyens de subsistance, stabiliser et promouvoir l'emploi selon la Loi sur l'assurance-chômage (Loi n° 116 de 1974).

Termes	Définition
Assurances sociales	Assurance maladie (Loi sur l'assurance maladie (Loi n° 70 de 1922)), qui prévoit des prestations d'assurance en cas de maladie, d'accident, d'arrêt de travail pour maladie ou blessure, d'accouchement et de décès, etc., de l'Assuré ou d'une personne à charge, et l'assurance retraite pour les salariés (Loi sur l'assurance retraite des salariés (Loi n° 115 de 1954)), qui prévoit des prestations d'assurance en cas de vieillesse, d'invalidité ou de décès des salariés.
Réception du Pavillon	~~Processus selon lequel~~ La remise du Pavillon par l'Organisateur ~~remet~~ au Participant le Pavillon prêt à être aménagé.
Restitution du Pavillon	~~Processus selon lequel~~ La remise du Pavillon par le Participant ~~restitue~~ à l'Organisateur le Pavillon après l'achèvement des travaux de démolition et de retrait.
Réception de la Parcelle	Processus selon lequel l'Organisateur remet au Participant la Parcelle prête à être occupée par celui-ci.
Restitution de la Parcelle	Processus selon lequel le Participant restitue à l'Organisateur la Parcelle après l'achèvement des travaux d'enlèvement et de retrait.
Droit de recours subrogatoire	Créance acquise par l'Assureur en vertu des termes et conditions de la police d'assurance, lorsqu'il a versé l'Indemnité d'assurance réparant les préjudices subis par l'Assuré qui avait obtenu le droit de recours en dommages-intérêts ou d'autres créances en raison desdits préjudices subis.

Introduction

L'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon réunira non seulement de nombreux intervenants tels que les Participants Officiels et non officiels, les concessionnaires, les entrepreneurs de travaux de génie civil et de construction, etc., mais aussi de nombreux visiteurs venant de tout le Japon et du monde entier pendant sa tenue.

Dans ce contexte, il convient d'accorder une attention particulière à la prévention des catastrophes et de prendre des mesures complètes en matière d'assurance pour parer à toute éventualité.

Ainsi, le « Règlement général » et le « Règlement spécial N°8 » énumèrent les assurances à souscrire obligatoirement dans le cadre de l'Expo. Conformément aux dispositions de ces règlements, l'Organisateur et les Participants devront souscrire les assurances telles que la Couverture des risques d'accidents du travail, les Assurances sociales et les assurances couvrant les conséquences financières liées à la responsabilité civile à l'égard des tiers, pour permettre à l'ensemble des intervenants de s'engager dans les activités de l'Expo en toute sécurité et confiance.

Par ailleurs, le Règlement général de l'Expo prévoit une renonciation mutuelle à recours entre l'Organisateur et les Participants ou entre les Participants sauf en cas de fraude et ils doivent ainsi souscrire une assurance adéquate couvrant les dommages matériels causés au Pavillon ou aux objets exposés sous leur gestion.

Objets des présentes Lignes directrices

Les présentes Lignes directrices sont établies par l'Organisateur dans le but de faciliter la souscription d'assurances appropriées par l'ensemble des intervenants.

Elles visent à fournir aux Participants les informations notamment sur les exigences et les points à prendre en compte relatifs au contrat d'assurance imposés par l'Organisateur et le gouvernement japonais.

Elles sont destinées aux Participants qui ont opté pour le Pavillon construit par le Participant (type A), le Pavillon modulaire (type B) et le Pavillon conjoint (type C).

Les présentes Lignes directrices sont établies principalement sur la base des informations contenues dans les « Lignes directrices relatives à la conception du Pavillon de type A (à construire par le participant) » et les Lignes directrices relative aux Pavillons modulaire et conjoint (types B et C) et doivent être lues en parallèle avec le Règlement spécial N°8.

Aperçu des présentes Lignes directrices

Les présentes Lignes directrices se composent principalement de chapitres suivants :

Chapitre 1	
Aperçu général	Aperçu sur les exigences et les points essentiels sur la souscription d'assurances et la conclusion de contrats d'assurance
Chapitre 2	
Assurance pour la période des travaux de construction	Exigences en matière d'assurance dans le cadre de la construction, l'assemblage et les travaux de génie civil réalisés sur le Site relatifs aux bâtiments, ouvrages, équipements ou appareils (comprenant l'avenant d'assurance responsabilité civile)
Chapitre 3	
Assurance responsabilité civile	Exigences en matière d'Assurance responsabilité civile des installations et Assurance responsabilité civile des produits à l'égard des tiers pendant la période de participation
Chapitre 4	
Assurance des biens	Exigences en matière d'assurance couvrant les bâtiments, les équipements, les appareils, les marchandises et d'autres bien meubles qui se trouvent sur le Site de l'Expo (sauf les objets exposés visés au chapitre 5)
Chapitre 5	
Assurance couvrant les objets exposés	Exigences en matière d'assurance tous risques pour les biens meubles couvrant les objets exposés qui sont gérés sur le Site de l'Expo
Chapitre 6	
Assurances obligatoires imposées par la loi	Assurances obligatoires imposées par la législation japonaise
Chapitre 7	
Assurances facultatives	Assurances complémentaires éventuellement nécessaires pour les activités menées par les Participants

« Contrôle » et « Guide »

Nous avons défini deux catégories de critère, « Contrôle » et « Guide », pouvant servir de référence aux Participants lors de la conclusion des contrats d'assurance suivant les présentes Lignes directrices. Ces critères servent de référence à l'Organisateur en phase d'approbation des certificats d'assurance déposées par les Participants.

Exemple du « Contrôle »

C-39

Les Participants et les Assurés doivent prendre en charge tous les frais nécessaires à la gestion des procédures de demande d'Indemnité d'assurance et à sa résolution.

Exemple du « Guide »

G-01

Il est recommandé aux Participants d'évaluer la santé financière de l'Assureur avant toute conclusion du contrat d'assurance.

Il est souhaitable de sélectionner un Assureur noté « A » ou plus selon l'une des agences de notation suivantes :

- S&P
- Moody's
- A.M. Best

Ces critères du Contrôle et du Guide sont indiqués sous forme de lettre alphabétique accompagnée d'un chiffre.

C-000 : le « Contrôle » correspond aux éléments obligatoires tels que l'exigence, la restriction ou l'interdiction dans les phases de la conclusion des contrats d'assurance par les Participants pour qu'ils s'alignent sur les objectifs de l'Expo.

G-000 : le « Guide » correspond aux éléments souhaitables tels que les actions attendues des Participants ou des propositions faites par l'Organisateur afin de se conformer aux objectifs et finalités de l'Expo

Ces « Contrôle » et « Guide » sont fournis comme guide pour les Participants dans les situations suivantes :

- Lors de la conclusion et dans la gestion des contrats d'assurance ;
- Lors de la vérification de la conformité d'une police d'assurance aux exigences imposées par l'Organisateur et à la législation japonaise ;
- Lors de la communication à l'Assureur sélectionné les détails du périmètre de la couverture et des conditions de souscription.

Respect des Lois et Règlements

Lors de la souscription d'assurances, les Lois et Règlements pertinents du Japon doivent être respectés.

- Loi sur l'assurance, Loi sur les entreprises d'assurance et leurs ordonnance d'exécution et règlement d'exécution

(Loi sur l'assurance) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=420AC0000000056>

(Loi sur les entreprises d'assurance) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=407AC0000000105>

(Ordonnance d'exécution) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=407CO0000000425>

(Règlement d'exécution) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=408M50000040005>

- Loi sur la couverture des risques d'accidents du travail et règlement d'exécution

(Loi sur la couverture des risques d'accidents du travail Loi sur les normes du travail)

<https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=322AC0000000050>

(Ordonnance d'exécution de la Loi sur la couverture des risques d'accident Règlement d'exécution)

<https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=330M50002000022>

- Loi sur la couverture des risques d'accident automobile et son ordonnance d'exécution

(Loi sur la couverture des risques d'accident automobile)

https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=330AC0000000097_20230401_504AC0000000065

(Ordonnance d'exécution de la Loi sur la couverture des risques d'accident automobile)

https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=330CO0000000286_20230401_505CO0000000100

- Loi sur l'assurance-chômage et son ordonnance d'exécution

(Loi sur l'assurance-chômage) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=349AC0000000116>

(Ordonnance d'exécution de la Loi sur l'assurance-chômage) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=350CO0000000025>

- Loi sur l'assurance maladie et son ordonnance d'exécution

(Loi sur l'assurance maladie) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=211AC0000000070>

(Ordonnance d'exécution de la Loi sur l'assurance maladie)

https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=215IO0000000243_20230401_505CO0000000023

- Loi sur la retraite pour les salariés et son ordonnance d'exécution

(Loi sur la retraite pour les salariés) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=329AC0000000115>

(Ordonnance d'exécution de la Loi sur la retraite pour les salariés)

https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=329CO0000000110_20230401_503CO0000000229

1. Aperçu général

Dans le cadre de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon, les Participants, les visiteurs et d'autres tiers doivent être protégés contre tout accident susceptible de survenir sur le Site avant, pendant et après cet événement.

Il est important pour chaque Participant d'anticiper sur les risques potentiels dans la gestion de l'Expo et de s'y préparer. L'assurance permet d'atténuer l'impact financier et les conséquences négatives inattendus de divers risques et constitue un outil de défense pour les Participants contre la responsabilité légale et divers types de problèmes.

Ce chapitre fournit les informations sur les assurances à souscrire obligatoirement avant que chaque Participant se lance dans la démarche pour la participation et sur le soutien apporté par l'Organisateur, ainsi que sur les exigences générales à respecter lors de la conclusion de contrats d'assurance.

1-1. Assurances obligatoires

Les Participants doivent, conformément à la législation japonaise, au Règlement général de l'Expo et au Règlement spécial N°8, souscrire les assurances énumérées dans la figure 1-1 lors de l'exposition, l'organisation des cérémonies officielles et des manifestations associées sur le Site.

Les détails de chaque assurance seront présentés dans les chapitres 2 à 6 des présentes Lignes directrices.

Figure 1.1 : Assurances obligatoires

Couverture des risques d'accidents du travail	Couverture des risques d'accident automobile	Assurance-chômage Assurances sociales
Assurance pour la période des travaux de construction	Assurances obligatoires	Assurance des biens
Assurance responsabilité civile des installations	Assurance responsabilité civile des produits	Assurance tous risques pour les biens meubles

1-2. Guichet unique

Le Guichet unique est un centre de services doté de personnel mis en place à Osaka et géré par l'Organisateur, qui traite de manière centralisée tous les dossiers déposés par les Participants Officiels et fournit des conseils et d'autres formes de soutien à l'aide du Portail en ligne pour les Participants Officiels. Il répond à toute question et consultation procédurale relative aux soutiens apportés éléments énumérés suivantes en matière d'assurance.

— Soutiens apportés —

- Répondre aux questions posées par les Participants sur les assurances souscrites par l'Organisateur ;

- Répondre aux questions posées par les Participants et aux rapports, etc., sur les assurances qu'ils vont souscrire ;
- Répondre aux questions techniques en matière d'assurance et apporter le soutien.

C-01 Les Participants qui souhaitent obtenir le soutien de la part de l'Organisateur lors de la souscription d'une assurance doivent déposer la demande au Guichet unique via le Portail en ligne pour les Participants Officiels.

Tout dépôt de documents relatifs à l'assurance et toute demande de soutien de la part de l'Organisateur doivent passer par le Guichet unique accessible via le Portail en ligne pour les Participants Officiels.

1-3. Calendrier

Les Participants suivront les différentes étapes du processus de participation à l'Expo sur le Site : construction de leur propre Pavillon ou utilisation du Pavillon construit par l'Organisateur, aménagement de leur Espace d'exposition, retrait des objets exposés, etc. Ils doivent prendre conscience des risques potentiels de diverses natures et d'importance dans chaque étape du processus.

La figure suivante montre les exigences en matière d'assurance dans chaque étape du processus de participation à l'Expo. Les exigences en termes de calendrier de souscription d'assurances peuvent être variées en fonction des dates de démarrage et d'achèvement de chaque phase.

Figure 1.2 : Calendrier en matière d'assurance

2023	2024	2025	2026
Réception de la Parcelle ou du Pavillon	Construction, achèvement des travaux, installation des objets exposés	Tenue de l'Expo	Restitution de la Parcelle ou du Pavillon
	Assurance pour la période des travaux de construction		
	Assurance des biens		
	Assurance responsabilité civile		
	Couverture des risques d'accidents du travail		
	Couverture des risques d'accident automobile		
	Assurance-chômage		
	Assurances sociales		

Note : La figure ci-dessus n'est qu'un aperçu global du calendrier. Il convient donc de noter que le calendrier précis peut être différent d'un Participant à l'autre en fonction de la planification et de l'avancement des travaux, etc.

1-4. Périmètre couvert et partie contractante selon la catégorie d'assurance

La figure suivante précise la partie contractante (Titulaire de la police d'assurance) et le périmètre couvert selon la catégorie des assurances obligatoires.

Figure 1.3 : Périmètre couvert et partie contractante

Catégorie d'assurance	Périmètre couvert	Titulaire de la police d'assurance	Payeur des Primes d'assurance
Assurance pour la période des travaux de construction	Dommages matériels survenus pendant les travaux Réparation des préjudices subis par des tiers pendant les travaux	Entrepreneur *Dirigé par le donneur d'ordre.	Entrepreneur
Assurance responsabilité civile des installations	Réparation des préjudices subis par des tiers imputables à l'exploitation/gestion de l'installation sur le Site	Association	Partagées proportionnellement entre l'Association et le Participant
Assurance responsabilité civile des produits	Réparation des préjudices subis par des tiers imputables aux marchandises proposées sur le Site	Association	Partagées proportionnellement entre l'Association et le Participant
Assurance des biens	Bâtiments et installations <u>construits par l'Association</u> et gérant appartenant à celle-ci ※ Pavillons modulaire (type B) ou conjoint (type C), bâtiment administratif, etc.	Association	Partagées proportionnellement entre l'Association et le Participant
	Bâtiments et installations <u>construits par le Participant</u> et gérant appartenant à celui-ci ※ Pavillons construit par le Participant (type A)	Participant	Participant
Assurance tous risques pour les biens meubles	Objets exposés qui sont <u>gérés par l'Association</u>	Association	Association
	Objets exposés qui sont <u>gérés par le Participant</u>	Participant	Participant

1-5. Exigences générales en matière d'assurance

1-5-1. Sélection des Assureurs

- C-02** Les Participants doivent conclure un contrat d'assurance avec une compagnie d'assurance non-vie agréée au Japon.

La liste actualisée des Assureurs agréés et les Lois et Règlements en matière d'assurance sont publiés sur le site web officiel de l'Agence des services financiers :

<https://www.fsa.go.jp/>

- G-01** Il est recommandé aux Participants d'évaluer la santé financière de l'Assureur avant toute conclusion du contrat d'assurance.

Il est souhaitable de sélectionner un Assureur noté « A » ou plus selon l'une des agences de notation suivantes :

- S&P
- Moody's
- A.M. Best

Les résultats d'évaluation de la santé financière des Assureurs peuvent être consultés sur le site web des agences de notation ou le site web officiel des Assureurs.

1-5-2. Renonciation mutuelle à recours

- C-03** L'Organisateur et les Participants renoncent à tout recours qu'ils seraient en droit d'exercer contre la partie adverse ou un autre Participant et leur personnel en raison de tout dommage provoqué, exception faite des cas de faute intentionnelle ou de négligence grave. Les assurances énumérées ci-dessous à souscrire par chaque Participant conformément au Règlement spécial et aux présentes Lignes directrices doivent comporter la renonciation à recours contre l'Organisateur.

- Assurance responsabilité civile des installations
- Assurance responsabilité civile des produits
- Assurance des biens
- Assurance tous risques pour les biens meubles (Assurance couvrant les objets exposés)
- Assurance pour la période des travaux de construction

- C-04** Les Participants et l'Organisateur doivent s'assurer que leurs contrats d'assurance comprennent la clause de renonciation au Droit de recours ci-dessus. ~~subrogatoire.~~

1-5-3. Obligation et responsabilité du Participant

C-05 Les Participants doivent, à la demande de l'Organisateur, lui remettre les polices d'assurance souscrite (copies) ou les certificats d'assurance dans un délai d'une semaine à compter de la date de demande.

C-06 Les Participants qui souhaitent conclure individuellement leurs propres contrats d'assurance doivent supporter eux-mêmes les Primes.

Ces Participants doivent s'assurer, non seulement que les termes et conditions de la police d'assurance correspondent bien aux conditions de souscription souhaitées, mais aussi qu'ils sont conformes aux dispositions de présentes Lignes directrices. L'Organisateur décline toute responsabilité en ce qui concerne les assurances souscrites par les Participants.

C-07 Lorsque l'Organisateur souscrit une assurance au profit des Participants, ces derniers devront payer auprès de l'Organisateur le prorata des Primes calculées sur la base d'éléments prédéterminés (surface occupée, Valeur de remplacement, etc.), sauf accord écrit entre l'Organisateur et le Participant.

G-02 L'Organisateur ne prévoit pour les Participants aucune souscription d'Assurance contre l'annulation des événements qui seront organisés dans le cadre de l'Expo. Les Participants qui souhaitent être couverts par une telle assurance spécifique doivent examiner la nécessité de souscription.

Toute exception aux présentes Lignes directrices ne peut être autorisée qu'avec un accord écrit entre l'Organisateur et le Participant.

2. Assurance pour la période des travaux de construction

La construction du Pavillon nécessite des investissements et des ressources humaines importants. Ainsi, il est nécessaire de souscrire un contrat d'assurance approprié couvrant d'éventuels dommages corporels ou matériels survenus sur le Site de l'Expo.

Pendant les travaux de construction et de décoration intérieure du Pavillon, etc., les Participants doivent souscrire des assurances pour la période des travaux de construction telles que l'assurance construction, l'assurance montage, l'assurance génie civil, etc. Elles doivent couvrir l'ensemble des dommages énumérés ci-dessous survenus pendant les travaux de construction sur le chantier :

- (1) Dommages matériels aux biens de construction ;
- (2) Conséquences financières liées à la responsabilité civile.

Ce chapitre porte sur les exigences concrètes relatives au périmètre de la couverture imposées lors de la souscription de l'assurance pour la période des travaux de construction décrite ci-dessus (comprenant l'avenant d'assurance responsabilité civile).

C-08 Les Participants doivent souscrire de leur propre initiative une assurance pour la période des travaux de construction (comprenant l'avenant d'assurance responsabilité civile) ou exiger de leur entrepreneur de souscrire une telle assurance pour que l'ensemble des opérations (conception, construction, installation, extension, démolition, retrait, etc.) soit parfaitement couvert.

Les Participants sont autorisés à conclure des contrats d'assurance avec les Assureurs de leur choix.

C-09 Les Participants doivent, à la demande de l'Organisateur, lui remettre sans délai la police de l'assurance pour la période des travaux de construction souscrite ou le certificat d'assurance.

2-1. Cas dans lequel l'Indemnité d'assurance est versée (périmètre de la couverture)

C-10 L'assurance pour la période des travaux de construction (comprenant l'avenant d'assurance responsabilité civile) doit être valide durant toute la période de la conception, de la construction, de l'installation, de la maintenance, de l'extension, de la démolition et du retrait.

De plus, cette assurance doit couvrir l'ensemble des matériaux gérés par chaque Participant sur le Site de l'Expo.

En outre, cette assurance doit couvrir les conséquences financières liées à la responsabilité civile légale pour les dommages corporels ou matériels subis par des tiers imputables aux accidents dans les travaux de construction commandés ou exécutés sur le Site par le Participant.

Tableau 2.1 : Durée de l'assurance pour la période des travaux de construction (comprenant l'avenant d'assurance responsabilité civile)

Phase	Période de garantie	
	Date d'effet	Date d'échéance
Construction	Réception de la Parcelle ou du Pavillon	Achèvement des travaux de construction ou de l'installation des équipements
Démolition et retrait	Début des travaux de démolition et de retrait	Restitution de la Parcelle ou du Pavillon

2-2. Assuré

- C-11** En ce qui concerne la couverture des opérations de conception, de construction, d'installation, d'extension/modification et de retrait menées par les Participants, quelle que soit les entrepreneurs et les sous-traitants et au moins pour la période de préparation de l'Expo, les personnes suivantes doivent être désignées comme Assurés : Organisateur, entrepreneurs, sous-traitants, consultants, chefs de projet, administrateurs de programmes, directeurs de travaux, architectes, fabricants, fournisseurs, vendeurs, etc.

2-3. Période de garantie

- C-12** L'assurance pour la période des travaux de construction (comprenant l'avenant d'assurance responsabilité civile) doit être valide durant toute la période des travaux de construction ou d'installation effectués sur le Site de l'Expo. Les termes et conditions de la police d'assurance doivent être valides entre la date d'effet et la date d'échéance pour chaque phase indiquée dans le tableau 2.1.

2-4. Périmètre de la couverture

- C-13** Les Participants doivent s'assurer que le contrat d'assurance pour la période des travaux de construction répond aux exigences imposées par l'Organisateur.

2-5. Objets assurés

Travaux de construction

- C-14** Les Participants doivent s'assurer que l'assurance pour la période des travaux de construction (comprenant l'avenant d'assurance responsabilité civile) couvre les travaux et biens de construction énumérés ci-dessous et la responsabilité civile pour les dommages imputables aux biens possédés, loués, stockés ou gérés par eux-mêmes :
- Travaux de construction, d'installation, d'extension, de démolition et de retrait ;
 - Matériaux, articles ou fournitures utilisés dans ces travaux ;
 - Biens fournis par le Participant (y compris les fournitures) ;
 - Matériaux de construction stockés ;
 - Équipements, outils et machines utilisés pour les opérations menées dans le bureau hors Site, la résidence des travailleurs ou d'autres installations temporaires.

Assurance responsabilité civile

- C-15** Les Participants doivent souscrire une assurance pour la période des travaux de construction dont l'avenant d'assurance responsabilité civile couvre les conséquences financières liées à la responsabilité civile pour les dommages suivants :
- Dommages corporels à autrui et leurs conséquences sur sa vie
 - Dommages matériels causés aux biens d'autrui

2-6. Montant assuré (Plafond de l'indemnité)

Travaux de construction

- C-16** Les Participants doivent s'assurer que le Montant assuré sur les travaux et biens de construction par leur assurance pour la période des travaux de construction (comprenant l'avenant d'assurance responsabilité civile) est égal au montant total du contrat des travaux concernés.
- Il est à noter que le Montant assuré doit comprendre le montant des matériaux fournis mais non prévus dans le contrat des travaux, déduction faite, le cas échéant, du montant non inclus dans l'Objet assuré.

Assurance responsabilité civile

- C-17** Les Participants doivent fixer un montant minimum du Plafond de l'indemnité dans l'avenant d'assurance responsabilité civile de leur assurance pour la période des travaux de construction (comprenant l'avenant d'assurance responsabilité civile) à :
- 1 milliard de yens (JPN)

2-7. Garantie complémentaire

- C-18** Les Participants doivent s'assurer que leur assurance pour la période des travaux de construction (comprenant l'avenant d'assurance responsabilité civile) comprend des garanties complémentaires énumérées ci-dessous avec un Plafond de l'indemnité fixé selon l'importance et la nature des travaux et biens de construction (sauf mention spécifique) :
- Frais d'enlèvement des résidus : 10% du Montant total assuré
 - Garantie sur les biens existant de l'Organisateur et les biens situés aux alentours (environ 500 millions de yens (JPN))

2-8. Franchise

Une Franchise peut être fixée pour la couverture des travaux et biens de construction et dans l'avenant d'assurance responsabilité civile. La Franchise peut être mentionnée comme montant à prendre en charge par le Participant (Titulaire de la police d'assurance).

- C-19** Les Participants et les Assurés doivent, lorsqu'ils procèdent à la demande d'Indemnité d'assurance, prendre en charge le montant de la Franchise fixée par eux-mêmes.

2-9. Cas de non versement de l'Indemnité d'assurance (causes d'exclusion de responsabilité)

2-9-1. Indemnisation des travaux et biens de construction

Outre les cas où l'Indemnité d'assurance n'est généralement pas versée, les dommages et les frais énumérés ci-dessous peuvent être exclus de la couverture :

- Dommages causés aux usines de construction, outils, équipements, véhicules, bureaux ou installations temporaires de l'entrepreneur ;
- Dommages causés aux biens assurés par l'usure naturelle, des défauts inhérents ou latents, l'évolution substantielle, la combustion spontanée, l'échauffement spontané, l'oxydation, la rouille, des moisissures toxiques, la fuite d'eau, des rats ou insectes nuisibles, le changement atmosphérique (climat ou température), le changement habituel des niveaux d'eau et d'autres évolutions graduelles, ou frais en découlant ;
- Dommages causés aux biens assurés par des matières premières défectueuses, des techniques inappropriées et des erreurs conceptuelles, ou frais en découlant ;
- Quantité insuffisante découverte lors de la vérification du stock ;
- Dommages causés aux véhicules, navires ou avions autorisés à effectuer du transport public, ou d'autres dommages couverts par un autre contrat d'assurance ;
- Dommages causés aux effets personnels et outils ;
- Dommages causés par la guerre, des actes similaires, des actes d'hostilité, des conflits armés, le terrorisme, le complot, des émeutes, des grèves et la guerre civile, ou frais en découlant ;

- Assurance responsabilité professionnelle couvrant les dommages causés dans le cadre de la conception de la construction ou d'autres activités professionnelles similaires.

2-9-2. Assurance responsabilité civile

Les responsabilités civiles énumérées ci-dessous peuvent être exclues de la couverture :

- Responsabilité civile pour les dommages causés aux employés du Participant ;
- Responsabilité civile pour les dommages causés aux biens possédés, utilisés ou gérés par le Participant ;
- Responsabilité civile pour les dommages causés par les véhicules possédés ou utilisés par le Participant ;
- Responsabilité civile pour les dommages causés par l'avion ou le navire ;
- Dommages causés par l'amiante, la silice, l'onde électromagnétique, des produits génétiquement modifiés ou des moisissures toxiques ;
- Responsabilité civile pour les dommages causés par la pollution atmosphérique, la pollution des sols, la pollution de l'eau et d'autres pollutions non radioactives, la fumée, l'odeur, la vapeur, le gaz, l'huile ou d'autres déchets liquides ;
- Pénalités, amendes, contraventions ou dommages-intérêts punitifs ;
- Responsabilité civile aggravée par un contrat conclu avec un tiers.

3. Assurance responsabilité civile

Dans le cadre de l'Expo 2025 Osaka, Kansai, Japon, nous réaliserons un site sain et sûr où la « vie » des travailleurs, des Participants et des visiteurs sera plus belle et brillante, grâce à un dispositif d'assurances complet mis en place contre tout risque d'accidents.

L'Organisateur souscrit une Assurance responsabilité civile des installations et une Assurance responsabilité civile des produits afin de couvrir au profit de lui-même et des Participants les conséquences financières liées à la responsabilité civile légale pour les dommages corporels ou matériels subis par des tiers. Ce chapitre fournit les informations sur le périmètre d'application des termes et conditions de la police desdites assurances, les causes d'exclusion de responsabilité et les Primes d'assurance.

3-1. Cas dans lequel l'Indemnité d'assurance est versée

L'Assurance responsabilité civile couvre les conséquences financières liées à la responsabilité civile légale au moins pour les dommages suivants :

- Dommages corporels et matériels causés à des tiers dus aux activités menées par l'Organisateur ou les Participants ;
- Dommages corporels et matériels causés à des tiers dus aux produits ou marchandises fabriqués, vendus ou distribués par l'Organisateur ou les Participants ;
- Dommages corporels et matériels causés à des tiers ou aux passagers dus aux mobilités électriques mises en place par l'Organisateur pour la circulation à l'intérieur du Site ;
- Dommages corporels et matériels causés aux visiteurs dus aux marchandises achetées sur le Site de l'Expo ;
- Dommages corporels causés aux visiteurs dus à la nourriture et aux boissons servis sur le Site de l'Expo (intoxication alimentaire, etc.) ;
- Dommages corporels et matériels causés aux visiteurs dus à la chute d'objets exposés sur le Site de l'Expo.

G-03 Il est recommandé aux Participants qui souhaitent être couverts par une assurance pour diverses activités menées en dehors du Site de l'Expo de souscrire de manière supplémentaire l'Assurance responsabilité civile couvrant ces activités.

3-2. Assuré

L'Assurance responsabilité civile des installations et l'Assurance responsabilité civile des produits peuvent couvrir à la fois l'Organisateur et les Participants en tant qu'Assurés. Toutefois, la qualité d'assuré n'est établie qu'après notification à l'Organisateur.

C-20 Les Participants qui souhaitent désigner les sous-traitants, etc., comme assurés additionnels doivent en informer préalablement l'Organisateur. Les modalités d'information seront définies ultérieurement.

3-3. Période de garantie

L'Assurance responsabilité civile des installations et l'Assurance responsabilité civile des produits seront valides entre la date d'ouverture de l'Expo ou celle désignée par l'Organisateur avant l'ouverture et la date de clôture de l'Expo ou celle désignée par l'Organisateur après la clôture.

3-4. Plafond de l'indemnité

Le plafond par sinistre de l'indemnité de responsabilité civile prise en charge par l'Assurance responsabilité civile des installations couvrant l'Organisateur, ainsi que les plafonds par sinistre et pour l'ensemble des sinistres de l'indemnité prise en charge par l'Assurance responsabilité civile des produits couvrant l'Organisateur sont les suivants :

- **Assurance responsabilité civile des installations : le plafond par sinistre de l'indemnité est de 10 milliards de yens (JPN).**
- **Assurance responsabilité civile des produits : le plafond par sinistre de l'indemnité est de 1 milliards de yens (JPN) et le plafond pour l'ensemble des sinistres est de 10 milliards de yens (JPN).**

Les termes et conditions de ces assurances couvrent également les frais de contentieux associés.

3-5. Cas de non versement de l'Indemnité d'assurance

Les responsabilités civiles, les dommages et les frais énumérés ci-dessous ne sont pas couverts par l'Assurance responsabilité civile souscrite par l'Organisateur :

- Responsabilité civile pour les dommages causés par la guerre, des actes de combats, des actes d'hostilité, des conflits armés, le terrorisme, le soulèvement/complot, des grèves, des émeutes ou des troubles civils ;
- Responsabilité civile pour les dommages causés par une faute intentionnelle ou négligence grave du Participant ou de son représentant ;
- Responsabilité civile, que ce soit directe et indirecte, pour les dommages causés par la fission nucléaire, la fusion nucléaire, des armes nucléaires, des matières nucléaires, le rayonnement nucléaire ou la contamination radioactive ;
- Responsabilité civile pour les dommages causés par la pollution atmosphérique, la pollution des sols, la pollution de l'eau et d'autres pollutions, ou la fumée volcanique, l'odeur, la vapeur, le gaz, le pétrole brut ou d'autres déchets liquides ;
- Dommages causés par l'amiante, la silice, l'onde électromagnétique, des produits génétiquement modifiés, ou des moisissures toxiques ou similaires ;
- Dommages causés par le séisme, l'éruption volcanique, l'inondation, le tsunami ou la marée de tempête ;
- Pénalités, Amendes, contraventions ou dommages-intérêts punitifs ;
- Responsabilité civile aggravée par un contrat conclu avec un tiers ;

- Responsabilité civile pour les dommages causés aux employés du Participant ;
- Responsabilité civile pour les dommages causés par les véhicules possédés, utilisés ou gérés par le Participant ;
- Dommages causés aux biens possédés, utilisés ou gérés par le Participant, son représentant ou ses employés ;
- Dommages causés par des vices cachés du bâtiment ;
- Responsabilité civile pour les dommages causés par l'avion, le navire ou le véhicule ;
- Dommages causés par des actes médicaux ou d'autres actes autorisés uniquement aux médecins en vertu de la législation japonaise ;
- Dommages causés par des événements résultant de cyber-attaques.

3-6. Paiement des Primes d'assurance

C-21 Les Participants doivent payer à l'Organisateur les Primes de l'Assurance responsabilité civile des installations et de l'Assurance responsabilité civile des produits.

Le montant de la Prime est calculé sur la base de la surface totale occupée par le Participant concerné sur le Site de l'Expo (prise en charge proportionnelle).

Les détails sur le montant et les modalités de paiement seront définis ultérieurement.

Il est à noter que le montant du Prime d'assurance à payer peut être provisoire et il est possible qu'un règlement final soit effectué après la clôture de l'Expo.

C-22 Les Participants et les Assurés doivent prendre en charge tous les frais nécessaires à la gestion des procédures de demande d'Indemnité d'assurance et à sa résolution.

C-23 Les Participants et les Assurés doivent, lorsqu'ils procèdent à la demande d'Indemnité d'assurance, prendre en charge le montant de la Franchise fixée dans les contrats d'Assurance responsabilité civile des installations et d'Assurance responsabilité civile des produits.

Les Franchises de ces contrats d'assurance seront publiées sur le Portail en ligne pour les Participants Officiels au plus tard 6 mois avant l'ouverture de l'Expo.

4. Assurance des biens

Les biens des Participants qui se trouvent sur le Site de l'Expo sont constitués notamment des bâtiments, des équipements de décoration intérieure, etc.

Afin de couvrir les dommages causés à ces biens, chacun d'eux doit être protégé par une assurance appropriée et son gestionnaire doit souscrire lui-même une telle assurance.

L'Assurance des biens protège les bâtiments, les équipements, etc., contre les dommages causés par l'incendie, le vol et d'autres risques. Ce chapitre porte sur les exigences concrètes relatives à la souscription d'une Assurance des biens pour assurer une couverture adéquate des biens sur le Site de l'Expo.

- C-24** Les Participants qui ont opté pour le Pavillon construit par le Participant (type A) doivent souscrire une assurance prescrite couvrant ce bien pour le protéger contre les dommages causés par l'incendie, le vent violent, le vol, etc.
- C-25** Les Participants qui ont opté pour le Pavillon modulaire ou conjoint (types B, C) doivent souscrire une Assurance des biens couvrant leurs propres biens (équipements, etc.) qui se trouvent dans leur Pavillon. L'assurance couvrant les Pavillons (bâtiments) sera souscrite par l'Organisateur et les frais découlant seront à la charge de chaque Participant.
- C-26** Les Participants à l'Expo doivent souscrire une Assurance des biens couvrant leurs propres biens (équipements, etc.) qui se trouvent dans l'Expo. L'assurance couvrant le Site de l'Expo (bâtiments et équipements, etc.) sera souscrite par l'Organisateur et les frais découlant seront à la charge de chaque Participant.

4-1. Périmètre de la couverture

- C-27** Les Participants doivent s'assurer que leur Assurance des biens couvre les dommages matériels à leurs biens causés par des accidents y compris l'incendie, la foudre, la rupture/explosion, des catastrophes naturelles telles que le vent violent, la tempête de grêle ou de neige, l'inondation, ainsi que l'impact d'objets volants provenant de l'extérieur du bâtiment, le vol, etc., à l'exception des causes d'exclusion de responsabilité en vertu des termes et conditions générales de la police d'assurance.

Cette Assurance des biens doit couvrir également des frais éventuels liés aux dommages précités (dépenses temporairement engagées).

4-2. Objets assurés

- C-28** Les Participants doivent, parmi les biens possédés, loués, stockés ou gérés par eux-mêmes sur le Site de l'Expo, couvrir ceux énumérés ci-dessous par une assurance :
- Bâtiments, équipements associés et d'autres ouvrages ;
 - Meubles/ustensiles et fournitures ;
 - Marchandises ;
 - Articles stockés dans l'entrepôt (à l'exclusion du Entrepôts de l'Organisateur), l' arrière-cour, etc..
- C-29** Les Participants doivent souscrire un contrat d'assurance couvrant les biens devant être assurés qui se trouvent dans les entrepôts ou d'autres lieux de stockage situés en dehors du Site de l'Expo, à partir du déchargement sur le Site depuis le matériel de transport avant l'ouverture de l'Expo et jusqu'au chargement pour le retrait du Site après la clôture.

4-3. Assuré

- C-30** L'Assurance des biens doit couvrir, en plus des biens appartenant aux Participants, au moins ceux dont les personnes énumérées ci-dessous ont la propriété :
- Personnes à qui le Participant a confié les services de divertissement/média ou l'exposition ;
 - Personnes à qui le Participant a confié les services d'appui à l'activité menée par celui-ci sur le Site dans le cadre de l'Expo ;
 - Organisateur.

4-4. Période de garantie

- C-31** Les Participants doivent s'assurer que les Périodes de garantie de leur Assurance des biens correspondent à celles énumérées ci-dessous :
- Bâtiments, équipements associés et d'autres ouvrages :
Une période comprise entre la date de livraison aux Participants après l'achèvement et la date de retrait du Site de l'Expo.
 - Machines, équipements, meubles/ustensiles, fournitures, marchandises, autres biens meubles :
Une période comprise entre la date de déchargement sur le Site de l'Expo et la date d'enlèvement en dehors du Site.

4-5. Montant assuré

- C-32** Les Participants doivent s'assurer que le Montant assuré de leur Assurance des biens est égal à la Valeur de remplacement des biens assurés.

4-6. Garantie complémentaire

C-33

Les Participants doivent inclure les garanties complémentaires énumérées ci-dessous dans leur Assurance des biens souscrite avec un Plafond de l'indemnité fixé selon l'importance et la nature des Objets assurés :

- Frais d'enlèvement des résidus : 10% du Montant total assuré
- Dépenses temporairement engagées : montant moins élevé entre 10% du montant des dommages ou 5 millions de yens (JPN)

5. Assurance tous risques pour les biens meubles couvrant les objets exposés

Les objets exposés sont, tout comme les bâtiments et les équipements de décoration intérieure, constituent des biens importants qui représentent l'identité du Participant.

Ainsi, chaque objet exposé doit être protégé par une assurance appropriée qui garantit la réparation des éventuels dommages.

L'Assurance tous risques pour les biens meubles couvrant les objets exposés (ci-après désignée l'« Assurance tous risques pour les biens meubles ») protège le propriétaire des objets exposés à l'exclusion des bâtiments, des équipements, des marchandises, etc., contre les dommages accidentels. Ce chapitre porte sur les exigences concrètes relatives à la souscription d'une Assurance tous risques pour les biens meubles pour assurer une couverture adéquate des objets sur le Site de l'Expo.

C-34 Les Participants doivent souscrire une Assurance tous risques pour les biens meubles pour protéger les objets exposés gérés par eux-mêmes contre les dommages accidentels.

C-35 L'Organisateur souscrit une Assurance tous risques pour les biens meubles pour protéger les objets exposés gérés par lui-même contre les dommages accidentels.

5-1. Périmètre de la couverture

C-36 Les Participants doivent s'assurer que leur Assurance tous risques pour les biens meubles couvre les dommages matériels à leurs objets exposés causés par des accidents (y compris l'incendie, la foudre, la rupture/explosion, des catastrophes naturelles telles que le vent violent, la tempête de grêle ou de neige, l'inondation, ainsi que l'impact d'objets volants provenant de l'extérieur du bâtiment, le vol, etc.), à l'exception des causes d'exclusion de responsabilité en vertu des termes et conditions générales de la police d'assurance.

Cette Assurance tous risques pour les biens meubles doit couvrir également des frais éventuels liés aux dommages précités (dépenses temporairement engagées).

5-2. Objets assurés

C-37 Les Participants doivent couvrir les objets exposés (y compris les Œuvres d'art) gérés par eux-mêmes sur le Site de l'Expo par une assurance sauf les objets suivants :

- Animaux, poissons et coquillages, plantes ;
- Matières premières utilisées pour des démonstrations de machines, dispositifs et appareils sur le Site de l'Expo, ainsi que produits qui en résultent.
- Œuvres d'art estimées à moins d'un million de yens (JPN) par pièce

5-3. Assuré

- C-38** L'Assurance tous risques pour les biens meubles doit couvrir, en plus des objets exposés appartenant aux Participants, au moins ceux dont les personnes énumérées ci-dessous ont la propriété :
- Personnes à qui le Participant a confié les services de divertissement/média ou l'exposition ;
 - Personnes à qui le Participant a confié les services d'appui à l'activité menée par celui-ci sur le Site dans le cadre de l'Expo ;
 - Organisateur.

5-4. Période de garantie

- C-39** Les Participants doivent s'assurer que la Période de garantie de leur Assurance tous risques pour les biens meubles correspond à celle indiquée ci-dessous :
- Moment de prise d'effet :
Lors du déchargement sur le Site de l'Expo des Objets assurés depuis le matériel de transport
 - Échéance :
Lors du chargement des Objets assurés sur le matériel de transport pour l'enlèvement en dehors du Site

5-5. Montant assuré

- C-40** Les Participants doivent s'assurer que le Montant assuré de leur Assurance tous risques pour les biens meubles est égal à la Valeur de remplacement des objets exposés.

5-6. Garantie complémentaire

- C-41** Les Participants doivent inclure les garanties complémentaires énumérées ci-dessous dans leur Assurance tous risques pour les biens meubles souscrite avec un Plafond de l'indemnité fixé selon l'importance et la nature des Objets assurés :
- Dépenses temporairement engagées en cas de dommages aux Objets assurés : au moins 30% du Montant assuré, plafond d'au moins 1 million de yens (JPN)
 - Frais d'enlèvement des résidus : 10% du Montant total assuré
 - Dépenses engagées pour la prévention des dommages (dépenses réellement engagées)

6. Assurances obligatoires imposées par les Lois et Règlements

Le gouvernement japonais adopte de manière active les Lois et règlements qui imposent la souscription aux assurances obligatoires pour le bien-être de tous les individus et de toutes les entreprises.

Les Participants doivent souscrire dans le cadre de l'Expo une Couverture des risques d'accidents du travail, une Assurance responsabilité civile pour couvrir les dommages subis par l'employeur, une assurance automobile et une assurance maladie afin de se conformer aux exigences de base en matière d'assurance imposées par le gouvernement japonais.

6-1. Couverture des risques d'accidents du travail et Assurance-chômage

Conformément à la législation japonaise, la Couverture des risques d'accidents du travail et l'Assurance-chômage proposent une indemnisation, etc., pour protéger les travailleurs victimes et leurs survivants en cas d'accident du travail survenu au cours et sur le chemin du travail afin de garantir les moyens de subsistance des travailleurs, de stabiliser et de promouvoir l'emploi.

- C-42** En application de la loi sur la Couverture des risques d'accidents du travail du Japon, les Participants doivent s'assurer que le personnel qu'ils emploient pour mettre en œuvre au Japon les activités relatives à l'Expo souscrit une Couverture des risques d'accidents du travail, afin de leur garantir à une indemnisation en cas de blessure, maladie, invalidité ou décès causés par le travail ou des travaux pour plusieurs entreprises gérées par différents opérateurs, ou lors des trajets.
- C-43** Cette assurance est gérée par le gouvernement japonais. Toutefois, conformément au 1^{er} alinéa de l'Article 11 de l'Accord, le personnel des Bureaux des Commissaires Généraux de section qui se rend au Japon dans le cadre de l'Expo et qui n'est ni ressortissant ni résident permanent au Japon n'est pas obligés de souscrire ces assurances.
- C-44** En application de la loi sur l'assurance-chômage du Japon, les Participants doivent s'assurer que le personnel qu'ils emploient pour mettre en œuvre au Japon les activités relatives à l'Expo souscrit une assurance-chômage. Toutefois, conformément au 1^{er} alinéa de l'Article 11 de l'Accord, le personnel des Bureaux des Commissaires Généraux de section qui se rend au Japon dans le cadre de l'Expo et qui n'est ni ressortissant ni résident permanent au Japon n'est pas obligés de souscrire cette assurance. Cette assurance est gérée par le gouvernement japonais.

6-2. Couverture des risques d'accident automobile

La Couverture des risques d'accident automobile vise à garantir l'indemnisation de base en cas d'accident de la route dans le but d'aider les victimes en compensant les charges financières que doit supporter l'auteur de l'accident. Elle est obligatoire pour tous les véhicules y compris les motocyclettes.

C-45 En application de la loi japonaise sur la Couverture des risques d'accident automobile, les Participants s'engagent à ne pas mettre en circulation des véhicules automobiles ou des motocyclettes qui ne soient pas couverts par la Couverture des risques d'accident automobile.

G-04 Les Participants peuvent souscrire, à titre optionnel, l'Assurance automobile décrite au chapitre 7 pour couvrir des dommages qui seraient supérieurs au montant prévu par les dispositions de la loi sur Couverture des risques d'accident automobile.

6-3. Assurances maladie et retraite pour les salariés

Tout travailleur et plus vivant au Japon sont tenus de souscrire un régime public de retraite (assurance pension nationale ou assurance retraite pour les salariés) et en outre, tous les citoyens japonais sont tenus de souscrire un régime d'assurance médicale (assurance maladie, etc.). Parmi ces assurances, celles destinées aux personnes travaillant dans une entreprise, etc., sont appelées les « Assurances sociales » qui englobent l'assurance retraite pour les salariés et l'assurance maladie.

C-46 En application des lois japonaises sur l'assurance maladie et retraite pour les salariés, les Participants doivent s'assurer que le personnel qu'ils emploient pour effectuer certaines activités au Japon souscrit une assurance maladie et une assurance retraite.

C-47 L'assurance maladie est gérée par l'Association japonaise d'Assurance maladie (Japan Health Insurance Association) ou les sociétés d'assurance maladie au Japon et l'assurance retraite pour les salariés est gérée par le gouvernement du Japon. Toutefois, conformément au 1^{er} alinéa de l'Article 11 de l'Accord, le personnel des Bureaux des Commissaires Généraux de section qui se rend au Japon dans le cadre de l'Expo et qui n'est ni ressortissant ni résident permanent au Japon n'est pas obligés de souscrire ces assurances.

C-48 Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent les Participants Officiels doivent s'assurer que, lorsqu'ils mettent en œuvre les activités relatives à l'Expo, le personnel des bureaux des Commissaires Généraux de Section qui se rendent au Japon dans le cadre de l'Expo et qui ne sont ni ressortissants ni résidents permanents au Japon, souscrit les assurances équivalentes à l'assurance maladie et à l'assurance retraite japonaise pour les salariés.

7. Assurances facultatives

Afin que tous les Participants puissent mener leurs activités en toute sérénité dans le cadre de l'Expo, des moyens de couverture des différents risques doivent être mis en place de manière efficace.

L'Organisateur est conscient que les Participants peuvent mener des activités sur le Site de l'Expo non couvertes par les assurances citées précédemment.

Dans ce cas, les Participants doivent envisager de souscrire des assurances facultatives de manière complémentaire pour couvrir les différents risques auxquels ils peuvent être exposés durant ces activités et projets.

- G-05** Les Participants peuvent souscrire, en plus des assurances obligatoires, les différentes assurances citées dans la figure 7.1 auprès des agences et Assureurs qu'ils auront sélectionnés pour protéger leurs biens et projets spécifiques de manière complémentaire en fonction de la réalité des risques.

Figure 7.1 : Assurances facultatives

Assurance contre l'annulation des événements	Assurance de transport maritime Assurance transport	Assurance voyage à l'étranger Assurance voyage domestique
Assurance pour le transport d'argent liquide et de valeurs mobilières	Assurances facultatives	Assurance d'aviation
Cyber-assurance	Assurance des machines	Assurance automobile

Contact :

Pour toute question concernant le contenu de ce guide et pour plus d'informations sur les procédures, les Participants Officiels peuvent contacter l'Organisateur en activant l'option Requêtes du Portail en ligne pour les Participants Officiels.

En cas de difficulté liée à l'utilisation du Portail en ligne pour les Participants Officiels, veuillez envoyer un courriel à l'adresse suivante : participant@expo2025.or.jp.



**Bureau
International
des Expositions**

Association japonaise pour l'Exposition universelle de 2025

保険ガイドライン

(暫定版)

(公式参加者用)



目次

略語、略称、単位および用語の定義

はじめに

本ガイドラインの目的	1
本ガイドラインの概要	2
規制と推奨事項について	2
法令等の遵守	3
1. 全体概要	5
1-1. 強制保険	5
1-2. ワンストップ・ショップ(総合窓口)	6
1-3. スケジュール	6
1-4. 保険種目ごとの補償の対象と契約締結主体	7
1-5. 保険に関する一般的な要件	7
2. 建設工事中の保険	10
2-1. 保険金が支払われる場合(補償内容)	10
2-2. 被保険者	11
2-3. 保険期間	11
2-4. 補償内容	11
2-5. 保険の対象	11
2-6. 保険金額(支払限度額)	12
2-7. 拡張補償の付帯	12
2-8. 免責金額	12
2-9. 保険金を支払わない場合(免責事由)	12
3. 賠償責任保険	14
3-1. 保険金が支払われる場合	14
3-2. 被保険者	14
3-3. 保険期間	14
3-4. 支払限度額	15
3-5. 保険金が支払われない場合	15
3-6. 保険料の払込	16
4. 財産保険	17
4-1. 補償内容	17
4-2. 保険の対象	17
4-3. 被保険者	18
4-4. 保険期間	18
4-5. 保険金額	18
4-6. 拡張補償の付帯	18
5. 出典物に関する動産総合保険	19
5-1. 補償内容	19
5-2. 保険の対象	19

5-3. 被保険者.....	20
5-4. 保険期間.....	20
5-5. 保険金額.....	20
5-6. 拡張補償の付帯	20
6. 法令等に基づき付保が義務付けられる保険.....	21
6-1. 労働者災害補償保険および雇用保険	21
6-2. 自動車損害賠償責任保険	21
6-3. 健康保険および厚生年金保険	22
7. 任意保険	23

略語、略称、単位および用語の定義

略語／略称	正式名称
BIE	博覧会国際事務局

単位	正式名称
JPN	日本円
USD	アメリカドル

用語	定義
博覧会	日本国大阪において2025年4月13日から10月13日まで開催される2025年日本国際博覧会 「Expo2025」または「大阪・関西万博」とも表記する。
法令等	条約、一般規則、特別規則、日本国の法律、政令、省令、通達および通知、自治体の条例、規則および規制、開催者が一般規則および特別規則に準拠して、事務手続、提出書類、参加者および開催者の権利および義務の詳細ならびにその他の事項について発行するガイドライン、追加の指針および指令
条約	1928年11月22日にパリで署名され、1948年5月10日、1966年11月16日、および1972年11月30日、1988年5月31日の議定書で改正された国際博覧会に関する条約
一般規則	第167回BIE総会で承認された登録文書の第8章に含まれる一般規則
特別規則	一般規則の第34条に記載されている特別規則
協定	二千二十五年日本国際博覧会に関する特権及び免除に関する日本国政府と博覧会国際事務局との間の協定
パビリオン	公式参加者および非公式参加者が出展を行う建物であり、パビリオンタイプA（敷地渡し方式）、パビリオンタイプB（建物渡し方式）、パビリオンタイプC（共同館方式）ならびにその他公式参加者および非公式参加者が直接管理する建物に関連する区域
パビリオンタイプA （敷地渡し方式）	開催者により割り当てられた敷地について公式参加者および非公式参加者が設計し建設する建物および構造物
パビリオンタイプB （建物渡し方式）	開催者が建設し公式参加者に賃貸する建物で、公式参加者が内装と外装の造作および自身の展示品の設置を行うことができるもの

用語	定義
パビリオンタイプC (共同館方式)	開催者が建設し公式参加者に引き渡される建物で、公式参加者が割り当てられた区域を造作し自身の展示品の設置を行うことができるもの
博覧会会場/会場	開催者が博覧会の運営に係る会場として使用するすべての区域
展示エリア	開催者により、参加契約書に従って参加者に割り当てられた区域
ワンストップ・ショップ	単一の窓口(参加者ポータル)を介し、参加者による提出および申込を処理および対応するための単一機関として設定された仮想的かつ物理的なエンティティ。ワンストップ・ショップは法務当局と統合化が図られており、事業開始からその閉鎖に至るまで、参加者すべてとの相互通信を容易化するものである。
公式参加者ポータルサイト	公式参加者とワンストップ・ショップの間の円滑な連絡を行うためのインターネット上のポータルサイト
開催者	令和七年に開催される国際博覧会の準備および運営のために必要な特別措置に関する法律により2019年5月31日に経済産業大臣から博覧会の準備および運営に関する業務を行う法人として指定を受け、2019年10月21日に公益社団法人として認定を受けた2025年日本国際博覧会協会
参加者	公式参加者と非公式参加者を指す。公式参加者とは日本国政府による博覧会への公式参加招請を受諾した外国政府および国際機関。非公式参加者とは博覧会政府代表により公式参加者の陳列区域外で参加することが認められた者
持続可能な大阪・関西万博開催に向けた方針	持続可能性に配慮した大阪・関西万博の実現に向け開催者が策定した方針
建設工事に関する保険	博覧会会場における建築物、構築物、設備および装置に関する建設、組立および土木に関連する損害、ならびに当該建設等に起因する第三者への損害賠償責任を負担することによって被る損害を補償する保険
サイバー保険	サイバー事故により生じた第三者に対する損害賠償責任のほか、事故時に必要となる各種費用や、被保険者の喪失利益などを補償する保険
免責金額	保険金としてお支払いする1事故ごとの損害の額から差し引く額で、被保険者の自己負担となる金額
被保険者	保険契約により補償を受ける者
保険契約者	保険契約の当事者のうち、保険会社に対して申込・変更手続等を行い、保険料を支払う義務を負う者

用語	定義
興行中止保険	悪天候、出演者の傷害や疾病による出演不能、交通機関の事故等の不測かつ突発的な事由により、興行（イベント）の中止・延期を余儀なくされた場合に、その興行の準備のために既に支出していた費用や、中止や延期に伴って臨時に支出が必要となった費用を補償する保険
保険料	保険契約者が保険契約に基づいて保険会社に払い込むべき金銭であって、原則として保険始期までに一括または分割払により払い込まれるもの
保険金	普通保険約款および付帯された特約により補償される損害が発生した場合に、保険会社が支払うべき金銭
保険会社	保険契約の当事者のうち、被保険者に対して保険金支払いの義務を負う者
保険金額/支払限度額	被保険者が、保険契約により補償される損害が発生した場合に、保険会社が支払う保険金の限度額
保険の対象	損害が発生した場合に保険契約により補償される対象（人や物など）
再調達価額	損害が発生した時の発生した場所における保険の対象と同一の構造、質、用途、規模、型、能力のものを再築または再取得するのに必要な金額
時価額	損害が発生した時の発生した場所における保険の対象の価額であって、再調達価額から使用による消耗分を差し引いた金額
輸送に際する海上保険および積荷保険	空路、海路または陸路による輸送中における損失または損害に対する財物および物品に対する補償を提供する保険
自動車保険	車の事故による様々な損害、相手にケガをさせたり、相手のモノを壊してしまったりした場合に補償する保険や、自分や同乗者がケガをしてしまったり、自分の車が壊れてしまったりした場合に補償する保険などを組み合わせて加入する保険
賠償責任保険	第三者の身体障害および財物損壊について法律上の損害賠償責任を負担することによって被る損害を補償する保険であり、特別規則第8号第11条および第12条に規定する施設賠償責任保険および生産物賠償責任保険がある。
財産保険	火災、風災、盗難またはその他の危険による財物の物理的損害に対して補償する保険であり、特別規則第13条に規定する建築物、設備、装置、商品その他の動産に関する保険をいう。
動産総合保険	保険の対象である出展物について、火災、落雷、破裂・爆発、盗難、破損、取扱上の不注意等の偶然な事故によって損害が生じた場合に、補償する保険であり、特別規則第8号第14条に規定する出展物に関する保険をいう。

用語	定義
労働者災害補償保険	労働者災害補償保険法（昭和22年法律第50号）に基づき、労働者の業務上の事由または通勤による労働者の傷病等に対して必要な給付を行う保険
自動車損害賠償責任保険	自動車損害賠償保障法（昭和30年法律第97号）に基づき、交通事故による被害者を救済するため、加害者が負うべき経済的な負担を補てんすることにより、基本的な対人賠償を確保することを目的とし、原動機付自転車（原付）を含むすべての自動車に加入が義務付けられている保険
雇用保険	雇用保険法（昭和49年法律第116号）に基づき、労働者の生活および雇用の安定と就職の促進のために、失業された方や教育訓練を受けられる方等に対して、失業等給付を支給する保険
社会保険	被保険者や被扶養者の病気やケガ、傷病による休業、出産、死亡などに対して、保険給付を行う健康保険（健康保険法（大正11年法律第70号））と労働者の老齢、障害または死亡に対して、保険給付を行う厚生年金保険（厚生年金保険法（昭和29年法律第115号））をいう
パビリオン受領	開催者が参加者に対し、建設開始に資する当該パビリオンを引き渡すことをいう
パビリオン返納	参加者が開催者に対し、解体および撤去作業完了後、当該パビリオンを引き渡すことをいう
区画受領	開催者が参加者に対し、当該箇所への移入に先立ち当該区画を引き渡すことをいう
区画返納	参加者が開催者に対し、撤退措置および撤去作業完了後、当該区画を引き渡すことをいう
代位求償権	損害が生じたことにより被保険者が損害賠償請求権その他の債権を取得した場合において、保険会社はその損害に対して保険金を支払ったときに保険約款の定めに基づいて保険会社が取得する債権

はじめに

大阪・関西万博は、公式参加者、一般参加者、営業参加者および土木・建設工事等の請負業者をはじめ、多数の人々が参画し、かつ会期中には日本国内のみならず世界中各国から多数の来場者が訪れる予定である。

このような状況では、災害対策について特に留意する必要があると共に、万一の際に備え、万全の保険手配を講じておくことが肝要である。

こうした考えの下、大阪・関西万博では「一般規則」および「特別規則第8号」において、加入が義務付けられる保険契約を列挙している。開催者および参加者は、これらの規定に従い、関係者が安心して万博事業に従事できるよう、労働者災害補償保険や社会保険のほか、第三者への損害賠償責任を補償する保険等に加入することとなる。

また、開催者および参加者は、不正行為があった場合を除き、相手方当事者に対する損害賠償請求権を相互に放棄することが大阪・関西万博の一般規則で規定されていることから、自らが管理するパビリオン・展示物の財物損害を補償する保険についても適切に加入する必要がある。

本ガイドラインの目的

本ガイドラインは適切かつ円滑な保険手配のために、開催者が作成したものである。

参加者に対し、開催者および日本国政府が求める保険契約についての要件および検討事項といった情報が、本ガイドラインにより提供される。

本書は、主に自らパビリオンを建設する参加者（タイプA）、パビリオンを賃借する参加者（タイプB）および共同館方式のパビリオン（タイプC）の参加者に向けて作成されたものである。

本ガイドラインはパビリオン タイプAの設計に係るガイドラインおよびパビリオン タイプB、Cに係るガイドラインに関する情報を基準に作成されており、特別規則第8号とあわせて一読されるべきものである。

本ガイドラインの概要

本ガイドライン各章の主な概要は、次表のとおりである。

第1章	
全体概要	保険手配および保険契約締結における要件ならびにその他重要事項の全体像
第2章	
建設工事中の保険	博覧会会場における建築物、構築物、設備および装置に関する建設、組立および土木に関する保険（含む損害賠償責任補償特約）の要件
第3章	
賠償責任保険	参加期間中における、第三者に対する施設賠償責任保険および生産物賠償責任保険に関する保険要件
第4章	
財産保険	博覧会会場における建築物、設備、装置、商品その他の動産（第5章に定める出展物を除く）に関する保険要件
第5章	
出展物に関する保険	博覧会会場において管理する出展物に関する動産総合保険の保険要件
第6章	
法令義務のある保険	日本国の法令により義務付けられる保険
第7章	
任意保険	参加者による業務補完に必要とされうる付随的保険

規制と推奨事項について

参加者が本ガイドラインに従って保険契約を手配する際の指標とするため、規制（Control）と推奨（Guide）の2つの基準を設けた。これらの基準は、参加者が提出する付保証明書を開催者が承認する際の指標となる。

規制（Control）の例

C-39 参加者および被保険者は、保険金請求の管理および解決に要する費用のすべてを負担しなければならない。

推奨（Guide）の例

G-01 参加者は、保険契約に先立ち、当該保険会社の財務安定性を評価すべきである。財務安定性の判断に際しては、いずれかの格付機関でA以上の評価を有すべきこととする。

- ・S&P
- ・Moody's
- ・A.M. Best

規制と推奨の基準をそれぞれアルファベットのコードと数字で示している。

C-00 規制 (Control) は「～こと。～しなければならない。」事項を示し、大阪・関西万博の目指す姿に合致するよう、参加者が保険を手配する過程での要求事項や制限・禁止事項を定めている。

G-00 推奨 (Guide) は「～ことが望ましい。」事項を示し、大阪・関西万博の目標および目的に適合するために、開催者が参加者に期待する取組または提案を示している。

規制および推奨事項は、次の場面における参加者に対するガイダンスとして提供される。

- 保険契約を締結および管理する際
- 当該保険証券の内容が開催者の要件および日本国の法令に準拠しているか否かを確認する際
- 補償内容・引受条件の詳細を、起用する保険会社に伝達する際

法令等の遵守

保険手配にあたっては、日本国の関係法令等を遵守すること。

- ・保険法、保険業法、同法施行令および同法施行規則

(保険法) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=420AC0000000056>

(保険業法) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=407AC0000000105>

(施行令) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=407CO0000000425>

(施行規則) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=408M5000004005>

- ・労働者災害補償保険法および同法施行規則

(労働者災害補償保険法) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=322AC0000000050>

(労働者災害補償保険法施行規則)

<https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=330M5000200022>

- ・自動車損害賠償保障法および同法施行令

(自動車損害賠償保障法)

https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=330AC0000000097_20230401_504AC0000000065

(自動車損害賠償保障法施行令)

https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=330C00000000286_20230401_505C00000000100

・雇用保険法および同法施行令

(雇用保険法) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=349AC00000000116>

(雇用保険法施行令) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=350C000000000025>

・健康保険法および同法施行令

(健康保険法) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=211AC00000000070>

(健康保険法施行令)

https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=215IO00000000243_20230401_505C000000000023

・厚生年金保険法および同法施行令

(厚生年金保険法) <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=329AC00000000115>

(厚生年金保険法施行令)

https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=329C00000000110_20230401_503C000000000229

1. 全体概要

2025 年日本国際博覧会は、イベント開催前、開催中、そして閉幕後において、会場で発生する様々なアクシデントから参加者、来場者およびその他の第三者を守る役割を担っている。

2025年日本国際博覧会の運営に際し、参加者があらゆるリスクに対するソリューションを準備しておくことが重要である。保険は、様々なリスクから生じる予期せぬ損害と悪影響を軽減し、参加者にかかわる法律上の責任や各種のトラブルに対する防御ツールとして機能する。

本章では、参加者が「参加」の各ステップに着手し始める前に契約締結しなければならない保険、開催者が提供するサポートおよび保険契約締結に際して遵守すべき一般的な要件について記載している。

1-1. 強制保険

日本国の法令、2025年日本国際博覧会一般規則、および同特別規則第8号に準拠し、参加者は博覧会会場における出展、公式式典および関連催事等の実施にあたり、図1.1 に示す各保険への加入が必要となる。

各保険の詳細については、これを本ガイドライン第2章から第6章に記載する。

図1.1 強制保険

労働者災害補償保険	自動車損害賠償責任保険	雇用保険・社会保険
建設工事中の保険	強制 保険	財物保険
施設賠償責任保険	生産物賠償責任保険	動産総合保険

1-2. ワンストップ・ショップ（総合窓口）

ワンストップ・ショップとは、公式参加者ポータルを活用しながら、公式参加者からの提出物や申請書を一元的に処理し、相談等に対応するため、開催者が大阪に設置し運営する有人のサービスセンターである。保険に係る次の支援内容につき、手続に関する質問・相談への対応を行う。

<支援内容>

- 開催者が契約（手配）している保険に関する参加者からの問い合わせ対応
- 参加者が契約を締結する保険に関する開催者への問い合わせ・報告等の対応
- 保険に関するテクニカルな質疑に対するサポートおよび対応

C-01 保険加入に際し、開催者によるサポート要請を希望する参加者は、参加者ポータルを通じたワンストップ・ショップを介し当該申込を行う。
各保険に関して、開催者に対する提出作業および開催者へのサポート要請はすべて、参加者ポータル内、当該ワンストップ・ショップを通じて実施される。

1-3. スケジュール

参加者は、博覧会会場において自らのパビリオンを建設、または開催者が建設したパビリオンを利用し、展示空間の設営、撤去といった行程に取り掛かることとなる。参加者は、それぞれの行程において、様々な種類、大きさのリスクにさらされる可能性があることに留意する必要がある。

下図は、2025年日本国際博覧会で、参加者の各行程における保険要件を図示している。保険調達スケジュールの要件に関しては、各フェーズの開始・完了に関するスケジュールによって異なる場合がある。

図1.2 保険スケジュール

2023年	2024年	2025年	2026年
区画／ パビリオン受領	建設～完了および 出展品搬入	博覧会開催期間	区画／ パビリオン返納
	建設工事中の保険		
	財産保険		
	賠償責任保険		
	労働者災害補償保険		
	自動車損害賠償責任保険		
	雇用保険		
	社会保険		

注記：本図は、あくまでもイメージであり、正確な日付については、参加者のスケジュールと作業進行により異なることに留意が必要である。

1-4. 保険種目ごとの補償の対象と契約締結主体

強制保険の保険種目のうち、補償の対象、契約締結主体（保険契約者）を例示すると下図のとおりとなる。

図1.3 補償対象と契約締結主体

保険種目	補償の対象	保険契約者	保険料負担者
建設工事中の保険	工事中の財物損壊 工事中の第三者への賠償	請負業者 ※発注者が指示する。	請負業者
施設賠償責任保険	会場内での施設の運営・管理に起因する 第三者への賠償	協会	協会・参加者の按分
生産物賠償責任保険	会場内で提供される商品に起因する 第三者への賠償	協会	協会・参加者の按分
財産保険	協会が建設し、管理する建物・設備 ※タイプB/Cパビリオン、管理棟等	協会	協会・参加者の按分
	参加者が建設し、管理する建物・設備 ※タイプAパビリオン	参加者	参加者
動産総合保険	協会が管理する出展物	協会	協会
	参加者自身が管理する出展物	参加者	参加者

1-5. 保険に関する一般的な要件

1-5-1. 保険会社の選定

C-02 参加者は、日本国において免許を受けた損害保険会社と保険契約を締結しなければならない。

免許保険会社に関する最新リストおよび保険に関連する法令等については、金融庁公式ウェブサイト
に公開されている。

<https://www.fsa.go.jp/>

- G-01** 参加者は、保険契約に先立ち、当該保険会社の財務安定性を評価すべきである。
財務安定性の判断に際しては、いずれかの格付機関でA格以上の評価を有することが望ましい。
- ・S&P
 - ・Moody's
 - ・A.M. Best

各保険会社の財務安定性評価の閲覧に際しては、格付機関のウェブサイトまたは各保険会社公式ウェブサイトにアクセスのこと。

1-5-2. 損害賠償請求権（求償権）放棄

- C-03** 開催者と参加者は、故意または重大な過失により生じた場合を除き、いかなる種類の損害に対する損害賠償請求権(求償権)についても、相手方または他の参加者、およびそれらの構成員に対して、相互に放棄しなければならない。特別規則および本ガイドラインに基づき参加者が契約する次の保険については、開催者に対する求償権の放棄を含むものとする。
- ・施設賠償責任保険
 - ・生産物賠償責任保険
 - ・財産保険
 - ・動産総合保険(出展物に関する保険)
 - ・建設工事中の保険
- C-04** 参加者および開催者は、その保険契約に上記の求償権放棄が含まれることを確認しなければならない。

1-5-3. 参加者の義務と責任

- C-05** 参加者は、開催者から要請を受けた場合、契約締結を完了した保険に関し、要請後1週間以内に開催者へ当該保険証券(写)または付保証明書を提出しなければならない。
- C-06** 個別に自らの保険契約を希望する参加者は、その保険料を自ら負担することとする。
そのような参加者は、その保険約款が自らの希望する引受条件であることだけでなく、本ガイドラインに規定される内容に準拠することを自ら確認しなければならない。開催者は当該参加者が契約する保険に関し、いかなる責任も負わない。
- C-07** 開催者が参加者のために保険契約を行う場合、当該参加者はその保険料の計算根拠(専有面積、再調達価額等)に従い、開催者と参加者との間に特段の書面合意のない限り、当該保険の負担割合に応じた費用を開催者に支払わなければならない。

G-02 開催者は、本国際博覧会イベントについて参加者のために興行中止保険(イベントキャンセル保険)の加入を行わない。参加者は、希望する場合、当該保険加入の必要性を検討することが望ましい。

本ガイドラインに対する例外については、開催者および参加者により書面にて合意される場合に限
り、許可されるものとする。

2. 建設工事中の保険

パビリオン建設には、多大な投資と人的資源が必要とされる。このため、本国際博覧会場内における身体障害および財物損壊を補償する適切な保険契約を準備する必要がある。

パビリオン等の建設工事中および内装工事中、参加者は建設工事保険・組立保険・土木工事保険など、建設工事中の保険を手配する必要がある。これは、工事現場における建設工事に関連して発生する

- ① 工事物件の物理的な損害
- ② 損害賠償責任を負担することによって被る損害

の双方が補償されるよう設計されなければならない。本章では、上記 建設工事中の保険（損害賠償責任補償特約を含む）加入に際し、補償内容についての具体的な要件を示す。

C-08 参加者は、建設工事中の保険（損害賠償責任補償特約を含む）に自ら加入するか、請負業者等が加入するよう手配したうえで、設計、建設、設営、増設、解体および撤去作業等のすべてが補償されるようにしなければならない。

参加者は自ら希望する保険会社を通じた保険契約の締結が許されている。

C-09 参加者は、自らの締結した建設工事中の保険契約について、開催者に求められた場合、当該保険証券または付保証明書を遅滞なく提供しなければならない。

2-1. 保険金が支払われる場合（補償内容）

C-10 建設工事中の保険（損害賠償責任補償特約を含む）は、設計、建設、増設、解体および撤去作業に起因する建設、設置およびメンテナンスのすべての期間において、補償が提供されるものなければならない。

また、博覧会会場において自らの監督下で管理する各資材についても補償されるものでなければならない。

あわせて、博覧会会場において、参加者が発注・実施する建設作業により生じた偶然な事故に起因する他人の身体障害・財物損壊について、法律上の損害賠償責任を負担することによって被る損害が補償されなければならない。

表2.1 建設工事中の保険（損害賠償責任補償特約を含む）適用期間

フェーズ	保険期間	
	始期日	満期日
建設中	区画受領またはパビリオン受領	建設完了または設備搬入完了
解体および撤去中	解体および撤去作業開始	区画返納またはパビリオン返納

2-2. 被保険者

- C-11** 参加者の設計、建設、設置、増改築、撤去作業等に対する補償に関して、請負業者か下請であるかを問わず、少なくとも大阪・関西万博の準備に係る作業を実施している期間について、開催者、請負業者、下請業者、コンサルタント、プロジェクトマネージャー、プログラクマネージャー、コンストラクションマネージャー、建築家、製造業者、サプライヤー、ベンダー等を被保険者として設定する必要がある。

2-3. 保険期間

- C-12** 建設工事中の保険(損害賠償責任補償特約を含む)は、博覧会会場すべての建設作業または設置業務の全期間を保険期間に含めなければならない。当該保険約款は表2.1 に図示される各フェーズごとの保険始期・終期を充足するよう手配しなければならない。

2-4. 補償内容

- C-13** 参加者は、建設工事中の保険契約が開催者の定める要件を充足していることを、確認しなければならない。

2-5. 保険の対象

建設工事

- C-14** 参加者は、自らの建設工事中の保険(損害賠償責任補償特約を含む)が、次に掲げる工事物件、および所有、賃借、保管または管理する財物に起因する損害賠償責任を補償対象としていることを確認しなければならない。
- 建設、設営、増設、解体および撤去作業
 - 当該作業で使用される材料、用品または備品
 - 参加者が提供する諸財物(備品を含む)
 - 建設工事用在庫資材
 - 作業、オフサイト・オフィススペース、労働者居住地、その他の一時的施設で使用される機器、工具および機械設備

損害賠償責任補償

- C-15** 参加者は、建設工事中の保険に付帯する損害賠償責任補償特約が、次の項目に対する損害賠償責任を負担することによって被る損害を補償するよう手配しなければならない。
- 他人の生命または身体の障害
 - 他人の財物の損壊

2-6. 保険金額（支払限度額）

建設工事

- C-16** 参加者は、自らの建設工事中の保険（損害賠償責任補償特約を含む）における工事物件の保険金額が、当該工事のすべての請負契約金額の合計であることを確認しなければならない。
加えて、保険金額には、請負契約金額に算入されていない支給材料の金額を加算しなければならないが、保険の対象に含まれない金額がある場合には、これを差し引くことができる。

損害賠償責任補償

- C-17** 参加者は、自らの建設工事中の保険（損害賠償責任補償特約を含む）における、損害賠償責任補償特約の支払限度額を、次に掲げる金額以上としなければならない。
○ 10億円

2-7. 拡張補償の付帯

- C-18** 参加者は、自ら加入する建設工事中の保険（損害賠償責任補償特約を含む）に、当該工事物件の規模および種類に応じた限度額で次に掲げる拡張補償が含まれることを確認しなければならない。（特段の明記がない限り）
○ 残存物取片づけ費用：保険総額の10パーセント
○ 開催者の既存物件および周辺物件補償（5億円限度）

2-8. 免責金額

工事物件および損害賠償責任補償特約には、免責金額を設定することができる。免責金額は、参加者（保険契約者）が自ら支払うべき自己負担額と表記される場合もある。

- C-19** 参加者および被保険者は、保険金請求を行う場合、自ら設定した免責金額に相当する金額を負担しなければならない。

2-9. 保険金を支払わない場合（免責事由）

2-9-1. 工事物件の補償

標準的な保険金を支払わない場合に加え、次に掲げる損害および費用等は補償対象外とすることができる。

- 請負業者の建設工場、工具、設備、車両、事務所または仮設施設に生じた損害
- 自然損耗、固有または潜在的瑕疵、実質的变化、自然発火、自然加熱、酸化、さび、有毒カビ、漏水、ねずみ、害虫による被害、大気の変化（気候または温度）、通常の水位の変化、その他段階的な変化により保険物件に生じた損害または費用

- 原材料の欠陥、不適切な技術、設計上の誤りにより被保険物件に生じた損害または費用
- 在庫確認時に発見された数量不足
- 公共交通機関の運行許可を受けている車両、船舶、航空機に生じた損害、または既に他の保険契約で補償されている損害
- 携行品・工具類に生じた損害
- 戦争、戦争行為、敵対行為、武力紛争、テロリズム、陰謀、暴動、ストライキ、内乱に起因する損害または費用
- 建設設計または類似の専門的業務に関連する作業に対する専門家賠償責任補償

2-9-2. 損害賠償責任補償

次に掲げる、損害賠償責任は補償対象外とすることができる。

- 参加者の従業員に対する損害賠償責任
- 参加者が所有、使用または管理する財産に発生した損害
- 参加者が所有または使用する自動車に起因する損害賠償責任
- 航空機または船舶に起因する損害賠償責任
- アスベスト、シリカ、電磁波、遺伝子組換え製品、または有毒カビに起因する損失
- 大気汚染、土壌汚染、水質汚染およびその他の非放射性汚染、または煙、臭気、蒸気、ガス、油、廃液に起因する損害賠償責任
- 違約金、罰金、過料または懲罰的賠償金
- 他人との契約により加重された責任

3. 賠償責任保険

2025 年日本国際博覧会は、万一のアクシデントに対する安心を確保することにより、健全かつ安全で、労働者、参加者、そして来場者の「いのち」が輝く博覧会会場を実現する。

開催者は、施設賠償責任保険および生産物賠償責任保険に加入し、開催者や参加者が、他人の身体障害および財物損壊について法律上の損害賠償責任を負担することによって被る損害に対し補償することとなる。本章では、当該約款の適用範囲およびその免責事由および保険料について記載する。

3-1. 保険金が支払われる場合

賠償責任保険は、最低限、次に掲げるものに対し法律上の損害賠償責任を負担することによって被る損害を補償する。

- 開催者および参加者の諸活動によって生じる第三者の身体障害および財物損壊
- 開催者および参加者により製造、販売または配布された製品または商品によって生じる第三者の身体障害および財物損壊
- 開催者の会場内専用電動モビリティにより生じる第三者または搭乗者の身体障害および財物損壊
- 博覧会会場において購入した商品に起因し、来場者に生じる身体障害および財物損壊
- 博覧会会場において提供された飲食物に起因し、来場者に生じる身体障害（食中毒など）
- 博覧会会場における展示物の落下に起因し、来場者に生じた身体障害および財物損壊

G-03 博覧会会場外の諸活動に係る補償を希望する参加者は、当該活動を保険の対象とした賠償責任保険に別途加入することが望ましい。

3-2. 被保険者

施設賠償責任保険および生産物賠償責任保険は、開催者および参加者双方を被保険者として補償を提供する。すべての被保険者は、開催者が報告を受けてはじめて補償の対象となる。

C-20 参加者は、業務委託先などを追加被保険者に含めたい場合、事前に開催者に対して報告を行う必要がある。報告の手順等は別途定める。

3-3. 保険期間

施設賠償責任保険および生産物賠償責任保険の効力は、本国際博覧会開催日、または開催者の裁量による開催前所定の日付から、同閉幕または開催者の裁量による閉幕後所定の日付までの間である。

3-4. 支払限度額

開催者に係る施設賠償責任保険および生産物賠償責任保険に基づく、1事故に対する損害賠償責任の支払限度額、および生産物賠償責任における総支払限度額は、次に掲げるとおりである。

- ・施設賠償責任保険：1事故支払限度額100億円
- ・生産物賠償責任保険：1事故支払限度額10億円、総支払限度額100億円

当該約款は、関連する争訟費用も支払対象となっている。

3-5. 保険金が支払われない場合

次の損害賠償責任、損害および費用等は、開催者が加入する賠償責任保険の保険金支払対象とならない。

- 戦争、戦闘行為、敵対行為、武力紛争、テロリズム、陰謀蜂起、ストライキ、暴動または市民騒乱に起因する損害賠償責任
- 参加者またはその代表者による故意または重大な過失による損害賠償責任
- 直接または間接を問わず、核分裂、核融合、核兵器、核物質、放射線または放射能汚染による損害賠償責任
- 大気汚染、土壌汚染、もしくは水質汚染およびその他の汚染または噴煙、臭気、蒸気、ガス、原油、廃液に起因する損害賠償責任
- アスベスト、シリカ、電磁波、遺伝子組換え製品または有毒性カビ類に起因する損害
- 地震、噴火、洪水、津波または高潮に起因する損害
- 違約金、罰金、過料または懲罰的賠償金
- 他人との契約により加重された責任
- 参加者の従業員に対する損害賠償責任
- 参加者により所有、使用または管理される車両に起因する損害賠償責任
- 参加者またはその代表者もしくは従業員により所有、使用または管理される財物に対する損害
- 建築物の潜在的欠陥に起因する損害
- 航空機、船舶または自動車に起因する損害賠償責任
- 医療行為その他日本国の法令により医師以外の個人が行うことを許されていない行為に起因する損害
- サイバー攻撃により生じた事象に起因する損害

3-6. 保険料の払込

- C-21** 参加者は、施設賠償責任保険および生産物賠償責任保険に係る保険料を開催者に対し払い込まなければならない。

当該払込は、参加者が博覧会会場に占有する総床面積に基づき算出される(比例配分)。

当該金額および払込方法の詳細については、別途定める。

なお、払い込む保険料は、暫定保険料方式として会期末終了後に確定精算を行う可能性がある。

- C-22** 参加者および被保険者は、保険金請求の管理および解決に要する費用のすべてを負担しなければならない。

- C-23** 参加者および被保険者は、保険金請求を行う場合、この施設賠償責任保険および生産物賠償責任保険に設定された免責金額に相当する金額を負担しなければならない。

この保険契約の免責金額は、本国際博覧会開催の遅くとも6か月前に、参加者ポータルに公開することを予定している。

4. 財産保険

博覧会会場における参加者の財物は、建物・内装設備等に分類される。

それらの損害に対する補償を確保するため、それぞれの財物が適切な保険によって守られていなければならない、その管理者は自ら適切な保険を手配しなければならない。

財産保険とは、火災、盗難およびその他の危険による損害から、建物および設備等を守るものである。本章では、博覧会会場における適切な補償を実現するため、財産保険加入における具体的要件について記載する。

C-24 自らのパビリオンを建設する(タイプA)参加者は、当該財物の火災、風災または盗難等による損害を補償するため、かかる財物を対象とした所定の保険契約に加入しなければならない。

C-25 パビリオンを賃借する(タイプB、タイプC)参加者は、当該パビリオン内における自らの財物(設備等)を対象とした財産保険に加入しなければならない。パビリオン自体(建物)に関する保険は、開催者によって保険加入され、その費用は参加者が負担する。

C-26 催事参加者は、当該催事における自らの財物(設備等)を対象とした財産保険に加入しなければならない。催事会場(建物・設備等)に関する保険は、開催者によって保険加入され、その費用は参加者が負担する。

4-1. 補償内容

C-27 参加者は、自らの財産保険が、当該約款に明示される免責事由を除き、火災、落雷、破裂・爆発といった事故、風災、雹災、雪災、水災といった自然災害、および建物外部からの物体の飛来・衝突、盗難など、当該財物が被るさまざまな偶然な事故による物理的な損害に対する補償が提供されることを確認しなければならない。

また、当該財産保険では、それらの損害に関連して生じうるその他の費用支出(臨時費用)に対する補償も提供されなければならない。

4-2. 保険の対象

C-28 参加者は、博覧会会場にて自らが所有、賃借、保管または管理する財物のうち、次に掲げるものについて、保険の対象としなければならない。

- 建物、付属設備およびその他構築物
- 什器備品
- 商品
- 倉庫(協会倉庫を除く)、バックヤード等の在庫品

- C-29** 参加者は、博覧会会場外の倉庫または保管場所に所在する保険対象とすべき財物について、本国際博覧会開催前に同会場で輸送用具から荷卸しされた時から、博覧会閉幕後に会場から搬出されるため輸送用具に積載されるまでの期間を含むよう、保険契約に加入しなければならない。

4-3. 被保険者

- C-30** 財産保険は、参加者の財物に対する補償に加えて、最低限、次に掲げる者が所有権を有する財物に対しても補償を提供しなければならない。
- 参加者がエンターテインメント／メディアサービスまたは展示を委託した者
 - 大阪・関西万博において、参加者の運営を支援するために同会場で業務を行う委託先
 - 開催者

4-4. 保険期間

- C-31** 参加者は、自らの財産保険における保険期間が次に掲げるとおりであることを確認しなければならない。
- 建物、付属設備およびその他の構築物：
完成後、参加者に引き渡されてから、博覧会会場から撤去されるまでの間
 - 機械、設備、什器、備品、商品等その他の動産：
博覧会会場での荷降しから、会場敷地外への搬出までの間

4-5. 保険金額

- C-32** 参加者は、自らの財産保険の保険金額について、当該財物の再調達価額としなければならない。

4-6. 拡張補償の付帯

- C-33** 参加者は、自ら加入する財産保険に、当該保険の対象の規模および種類に応じた限度額で、次に掲げる拡張補償を含めなければならない。
- 残存物取片付け費用：保険総額の10パーセント相当額
 - 臨時費用：損害額の10パーセント相当額または500万円のいずれか少ない額

5. 出展物に関する動産総合保険

出展物は、建物・内装設備とともに、参加者のアイデンティティを表現する重要な財物である。

それらの損害に対する補償を確保するため、それぞれの出展物が適切な保険により保護されなければならない。

出展物に関する動産総合保険（以下「動産総合保険」）とは、建物・設備、商品などを除く出展物に対する偶然な損害から、その所有者を守るものである。本章では、博覧会会場における適切な補償を実現するため、動産総合保険加入における具体的要件について記載する。

- C-34** 参加者は、自らが管理する出展物について、当該出展物の偶然な事故による損害を補償するため、かかる出展物を対象とした動産総合保険契約に加入しなければならない。
- C-35** 開催者は、自らが管理する出展物について、当該出展物の偶然な事故による損害を補償するため、かかる出展物を対象とした動産総合保険契約に加入する。

5-1. 補償内容

- C-36** 参加者は、自らの動産総合保険が、当該約款に明示される免責事由を除き、偶然な事故（火災、落雷、破裂・爆発、風災、雹災、雪災、水災といった自然災害、および建物外部からの物体の飛来・衝突、盗難などを含む）により、当該出展物が被る物理的な損害に対する補償が提供されることを確認しなければならない。
また、当該動産総合保険では、それらの損害に関連して生じうるその他の費用支出（臨時費用）に対する補償も提供されなければならない。

5-2. 保険の対象

- C-37** 参加者は、博覧会会場にて自らが管理する出展物（美術品を含む）について、保険の対象としなければならない。ただし、次に掲げるものを除く。
 - 動物、魚介類および植物
 - 博覧会会場における機械、器具、装置の実演のために使用される原材料および実演により生成された物
 - 1点の価額が100万円未満の美術品

5-3. 被保険者

- C-38** 動産総合保険は、参加者の出展物に対する補償に加えて、最低限、次に掲げる者が所有権を有する出展物に対しても補償を提供しなければならない。
- 参加者がエンターテインメント／メディアサービスまたは展示を委託した者
 - 大阪・関西万博において、参加者の運営を支援するために同会場で業務を行う委託先
 - 開催者

5-4. 保険期間

- C-39** 参加者は、自らの動産総合保険における保険期間を次に掲げるとおりとしなければならない。
- 開始：
保険の対象が博覧会会場内において輸送用具から荷卸しされた時
 - 終了：
保険の対象が博覧会会場外への搬出のため、輸送用具に積載された時

5-5. 保険金額

- C-40** 参加者は、自らの動産総合保険の保険金額を、当該出展物の再調達価額としなければならない。

5-6. 拡張補償の付帯

- C-41** 参加者は、自ら加入する動産総合保険に、当該保険の対象の規模および種類に応じた限度額で、次に掲げる拡張補償を含めなければならない。
- 保険の対象が損害を受けたため臨時に生じる費用：保険金額の30%、限度額100万円以上
 - 残存物取片付け費用：保険総額の10パーセント相当額
 - 損害防止費用（実損害額）

6. 法令等に基づき付保が義務付けられる保険

日本国政府は、すべての個人および事業者の厚生と福祉のために、強制保険への加入義務化を図る法令・規則を積極的に適用している。

参加者は、本国際博覧会における運営をその目的とし、日本国政府による基本的な保険要件を遵守するための、労働者補償および雇用者損害賠償責任保険、自動車保険、ならびに医療保険を取得することが要求される。

6-1. 労働者災害補償保険および雇用保険

日本国における各種法令に従い、労働者災害補償保険および雇用保険は、労働者が事業への従事や通勤が原因で負傷した場合等に、被災労働者やそのご遺族を保護するための給付等を行い、労働者の生活・雇用の安定と就職の促進を図っている。

- C-42** 日本国の労働者災害補償保険法に基づき、参加者自身が日本国において博覧会に関連する事業を行うために使用する者に関し、業務上の事由、事業主が同一人ではない二以上の事業に使用される労働者の当該二以上の事業の業務を要因とする事由または通勤による負傷、疾病、障害または死亡に対する補償について、保険に加入させなければならない。
- C-43** この保険は、日本国政府が管掌している。ただし、協定第11条1に基づき、博覧会を目的として日本国を訪問する陳列区域代表事務所の職員(日本国民でなく、かつ、日本国に通常居住していない者に限る。)は、その加入を要請されない。
- C-44** 参加者は、日本国の雇用保険法に基づき、自身が日本国において博覧会に関連する事業を行うために使用する者に関し、保険に加入させなければならない。ただし、協定第11条1に基づき、博覧会を目的として日本国を訪問する陳列区域代表事務所の職員(日本国民でなく、かつ、日本国に通常居住していない者に限る。)は、その加入を要請されない。この保険は日本国政府が管掌している。

6-2. 自動車損害賠償責任保険

自動車損害賠償責任保険は、交通事故による被害者を救済するため、加害者が負うべき経済的な負担を補てんすることにより、基本的な対人賠償を確保することを目的としており、原動機付自転車(原付)を含むすべての自動車に加入が義務付けられている。

- C-45** 参加者は、日本国の自動車損害賠償保障法に基づき、自動車損害賠償責任保険を付した自動車および原動機付自転車でなければ運行の用に供してはならない。

- G-04** 参加者は、損害の額が自動車損害賠償保障法の規定に基づき支払われる金額を超過する場合の保険として、第7章に記載の自動車保険を任意に利用することができる。

6-3. 健康保険および厚生年金保険

日本国に住む労働者は、公的年金制度（国民年金や厚生年金保険）に加入することになっている。また、全ての日本国民は、医療保険制度（健康保険など）に加入することになっている。このうち、企業などで働く者が加入対象となるのが、厚生年金保険や健康保険といった「社会保険」である。

- C-46** 日本国の健康保険法および厚生年金保険法に基づき、参加者は、日本国において所定の事業を行うために使用する者に関し、健康保険および厚生年金保険に加入させなければならない。
- C-47** 前項の健康保険は、全国健康保険協会または健康保険組合が管掌し、前項の厚生年金保険は、日本国政府が管掌している。ただし、協定第11条1に基づき、博覧会を目的として日本国を訪問する陳列区域代表事務所の職員（日本国民でなく、かつ、日本国に通常居住していない者に限る。）は、その加入を要請されない。
- C-48** 前項の規定に関わらず、公式参加者は、博覧会に関連する事業を行う際は、博覧会を目的として日本国を訪問する陳列区域代表事務所の職員であって、日本国民でなく、かつ、日本国に通常居住していない者に、健康保険および日本の厚生年金保険に相当する保険に加入させるものとする。

7. 任意保険

参加者が安心して万博事業に従事できるよう、各種リスクをヘッジする手段が効果的に手配される必要がある。

開催者は、これまで記載した保険契約の補償対象外となる各種事業を、博覧会会場において参加者が実施する可能性のあることを認識している。

そのような場合、参加者は、当該活動およびその事業実施中に直面しうる各種リスクを補償するため、追加的に任意保険への加入を検討する必要性がある。

- G-05** 強制保険に加えてそのリスク実態に応じ、自らの特定の資産および事業に関する追加的な補償を確保するため、参加者は自ら希望する代理店および保険会社との間で、図7.1 に掲げるような各種保険に加入するものとする。

図7.1 任意保険

興行中止(イベント キャンセル)保険	貨物海上保険 運送保険	海外旅行保険 国内旅行保険
現金・貨紙幣・有価証券 運送保険	任意 保険	航空保険
サイバー保険	機械保険	自動車保険

お問合せ

この実施要領の内容に関するお問い合わせや、手続きに関してご不明な点等については、公式参加者は、公式参加者ポータルの Queries 機能をご活用頂いて開催者にお送りください。公式参加者ポータルのご利用について支障のある場合は、participant@expo2025.or.jp にメールにてコンタクト下さい。



Bureau
International
des Expositions

公益社団法人 2025 年日本国際博覧会協会

Suppliers List of Telecommunication Service Providers

This list will be a reference list for exhibitors to consider and select contractors Telecommunication Services (proposal, design, construction, operation, and other services) of exhibitors exhibiting at the Expo 2025 Osaka, Kansai, Japan, and is provided in accordance with Article 48(3) of the Special Regulation No.10. Exhibitors are not obliged to use these companies.
We are not responsible for any information provided by each supplier as described. Exhibitors are responsible for reviewing the content of the information provided and determining which suppliers are eligible to contract. Please note that the Association will not participate in any transactions as a mediator or any other transaction, nor will it participate in any communication between the exhibitor and the listed suppliers in principle. All communications, contracts, corresponding negotiations and business transactions must take place directly between the exhibitor and the supplier.

Ref No.	Service type							Company name	Communication langage	Country	
	1	Internet connection service : best effort									
	2	Internet connection service : Guaranteed bandwidth									
	3	Closed network service									
	4	Dedicated line service									
	5	IP phone									
	6	TV, video service									
Business experience with foreign clients											
001	✓	✓	✓	✓	✓			Yes	OPTAGE Inc.	Japanese	Japan
002	✓	✓	✓	✓				—	ARTERIA Networks Corporation	Japanese, English	Japan
003	✓			✓	✓	✓	✓	International event(2019), Major international sports event(2021), etc.	NIPPON TELEGRAPH AND TELEPHONE WEST CORPORATION	Japanese, English (Information available: Japanese, English, Chinese, Korean, Portuguese)	Japan
004	✓	✓	✓			✓	✓	—	KDDI CORPORATION	Japanese	Japan
005	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Yes	NTT Communications Corporation	Japanese, English	Japan

1. Company name	OPTAGE Inc.
2. Representative (CEO)	Masahiko Nabe
3. Established (D/M/Y)	02/04/1988
4. Head Office Location (address)	OPTAGE BLDG., 2-1-5 Shiromi, Chuo-ku, Osaka, 540-8622, Japan
5. Capital Stock (optional)	33 Billion JPY
6. Corporate performance	Telecommunications business, Information systems, System development, operation, and maintenance work related to telecommunications and broadcasting
7. Number of employees	2,768 (as of April 1, 2022)
8. Available phase of work; Please indicate which phases of the following work you are able to handle in the Telecommunication Services. (Multiple selections allowed) 1. Proposal 2. Design and Construction 3. Operation 4. Other services	①②③
9. Available Telecommunication Services; Please describe the type of Telecommunication Service and line speed. (For more information, you can also fill in the URL)	1. Internet connection service : best effort All include Internet Service Providers (price-orient) Office eo Hikari Lineup : 1Gbps BE URL : https://office-eo.jp/internet/ (high speed) Internet Office Lineup : 1GbpsBE/10GbpsBE URL : https://optage.co.jp/business/service/network/internet/office/ (SLA Guaranteed) Internet High-grade Lineup : 100MbpsBE/1GbpsBE URL : https://optage.co.jp/business/service/network/internet/high-grade/ 2. Internet connection service : Guaranteed bandwidth All include Internet Service Providers Internet Office Lineup : (fixed amount)10Mbps~100Mbps (pay-as-you-go-billing)1Gbps/10Gbps URL : https://optage.co.jp/business/service/network/internet/high-grade/ 3. Closed network service (L2) EtherVPN (L3) IP-VPN (L2/L3 multi-layered) Ether VPN Advance Lineup : (best effort) 100MbpsBE~1GbpsBE (Guaranteed)
10. Others, any PR informaiton (optional) (You can also fill in the URLs, etc described PR)	Optage is a company of the Kansai Electric Power Group that provides various communication services centered on its own optical fiber network that spreads throughout the Kansai region. We have a wide range of product lineups, including high quality, lower-priced edition cloud and security solutions. We confirm each customer's requests and requirements individually and make a appropriate proposal totally for the optimal network environment, so please feel free to contact us at the contact information below.
11. Communication language	Only Japanese
12. Business experience with foreign clients (arbitrary)	Yes
13. Home page URL	https://optage.co.jp/en/
14. Business Contact	
(1) Department/ Section	OPTAGE Inc. Business Information Desk
(2) Address	2-1-5 Shiromi, Chuo-ku, Osaka, 540-8622, Japan
(3) Phone number	0120-944-345
(4) E-mail	biz-support@optage.co.jp
(5) Fax number	

1. Company name	ARTERIA Networks Corporation
2. Representative (CEO)	Koji Kabumoto
3. Established (D/M/Y)	04th November 1997
4. Head Office Location (address)	Sumitomo Fudosan Shimbashi Building, 6-9-8 Shimbashi, Minato-ku, Tokyo 105-0004, Japan
5. Capital Stock (Optional)	5,150 million Japanese Yen
6. Corporate performance	Telecommunications business under the Telecommunications Business Law Data communication service business Data center business Telecommunications construction business Whole business related or incidental to each above business
7. Number of employees	997 (as of March 2022)
8. Available phase of work; Please indicate which phases of the following work you are	1. 2. 3. 4
9. Available Telecommunication Services; Please describe the type of Telecommunication Service and line speed. . (For more information, you can also fill in the URL)	1. Internet connection service : best effort ■ FLET'S Access An optical fiber internet connection service with a bandwidth of 100Mbps Circuit's bandwidth: 100Mbps ~ 1Gbps ■ Xpass An internet connection service that uses the FLET'S HIKARI service provided by NTT EAST and NTT WEST Circuit's bandwidth: 100Mbps ~ 10Gbps ■ Fast Gigabit Access A high-speed, large capacity internet connection service with upload and download speeds of up to 10 Gbps provided via a dedicated line Circuit's bandwidth: 100Mbps ~ 10Gbps https://www.arteria-net.com/en/business/service/internet/line/internet/ 2. Internet connection service : Guaranteed bandwidth ■ Premium Gigabit Access An internet connection service offering guaranteed minimum bandwidth up to 1Gbps and an SLA as standard Circuit's bandwidth: 10Mbps ~ ■ Virtual Leased Circuit A virtual dedicated line service connecting two points with an Ethernet interface Circuit's bandwidth: 1Gbps, 10Gbps 3. Closed network service ■ Closed IP Networks A secure, closed VPN service that supports multiple carriers and bypasses the internet Circuit's bandwidth: 10Mbps ~ ■ Closed IP-VPN Access A comprehensive VPN service providing all elements from a dedicated access line to a closed backbone Circuit's bandwidth: 10Mbps ~ ■ Multipoint Access Circuit's bandwidth: 10Mbps ~ ■ DynaEther Wide A multipoint connection service to connect multiple LANs over layer 2 Circuit's bandwidth: 100Mbps ~ 1Gbps https://www.arteria-net.com/en/business/service/leaseline/dynaetherwide/ 4. Dedicated line service ■ Virtual Leased Circuit A virtual dedicated line service connecting two points with an Ethernet interface Circuit's bandwidth: 100Mbps, 500Mbps, 1Gbps ■ DynaEther A dedicated line service connecting two points with a fully guaranteed bandwidth Ethernet interface Circuit's bandwidth: 1Gbps, 10Gbps, 100Gbps, 400Gbps https://www.arteria-net.com/en/business/service/leaseline/dynaether/ 5. IP phone 6. TV, video service
10. Others, any PR information (optional) (You can also fill in the URLs, etc. described PR)	ARTERIA Networks's circuits have been used in many exhibitions and large-scale events. At Interop Tokyo, an Internet technology event, we participated in the Shownet project and contributed to the construction of the entire venue network, including the Wi-Fi used by visitors at Makuhari Messe and access to the exhibition booths of various companies and external network servers. Interop Tokyo is a member of the Show Net project. 【Reference】 - About Interop Tokyo "Show Net" https://www.interop.jp/2022/shownet/noc/ - Case study https://www.arteria-net.com/business/casestudy/case035/
11. Communication language	Japanese, English
12. Business experience with foreign clients (arbitrary)	
13. Home page URL	https://www.arteria-net.com/en/
14. Business Contact	
(1) Department/ Section	West Japan Sales Dept. Sales Div.
(2) Address	9F, Sakaisuji-Hommachi Center Bldg., 2-1-6 Hommachi, Chuo-ku, Osaka city, Osaka 541-0053, Japan
(3) Phone number	+81-6-4400-1102
(4) E-mail	saleswest-w-ml@arteria-net.com
(5) Fax number	

1. Company name	NIPPON TELEGRAPH AND TELEPHONE WEST CORPORATION
2. Representative (CEO)	Masaaki Moribayashi
3. Established (D/M/Y)	1/7/1999
4. Head Office Location (address)	4-15-82 Higashinoda-cho, Miyakojima-ku, Osaka
5. Capital Stock (optional)	312 billion yen
6. Corporate performance	Information and communication industry
7. Number of employees	1500
8. Available phase of work; Please indicate which phases of the following work you are able to handle in the Telecommunication Services. (Multiple selections allowed) 1. Proposal 2. Design and Construction 3. Operation 4. Other services	1. proposal, 2. design/construction, 3. operation, 4. other (maintenance) - Please contact your sales representative, or if you don't know of one, please connect us through: https://www.ntt-west.co.jp/smb/ 4. other services (application and general inquiries) - Internet connection services: https://flets-w.com/service/next/ - VPN, Closed network, and leased line services: https://www.ntt-west.co.jp/smb/
9. Available Telecommunication Services; Please describe the type of Telecommunication Service and line speed. . (For more information, you can also fill in the URL)	1. Internet connection service : Best Effort - FLET'S Hikari https://www.ntt-west.co.jp/english/ *Internet access requires a service provider contract separate from this service. 2. Internet connection service : Guaranteed bandwidth * * * * 3. L3VPN services - FLET'S VPN Wide (100M~10Gbps) https://www.ntt-west.co.jp/smb/vpn_top/vpn_wide/ 4. Dedicated line service - Interconnected WAN (10M~100Gbps) https://www.ntt-west.co.jp/business/solution/interconnected-wan/ - High speed broadband access service (10G~400Gbps) https://www.ntt-west.co.jp/business/solution/broadband/ - APN IOWN 1.0 https://www.ntt-west.co.jp/business/solution/apn/ 5. IP phone - Hikari Denwa(including Hikari Denwa Next) https://flets-w.com/english/price/hikaridenwa/ - Hikari Denwa Office *1 https://www.ntt-west.co.jp/smb/hikari_service/office/ - Hikari Denwa Office A *1 https://www.ntt-west.co.jp/smb/hikari_service/office-a/ 6. TV, video service * * * * *1 A separate FLET'S Hikari (family type) line contract is required.
10. Others, any PR information (optional) (You can also fill in the URLs, etc described PR)	
11. Communication language	Japanese, English (Information available: Japanese, English, Chinese, Korean, Portuguese)
12. Business experience with foreign clients (arbitrary)	International event(2019), Major international sports event(2021), etc.
13. Home page URL	https://www.ntt-west.co.jp/ (Japanese) https://www.ntt-west.co.jp/english/ (English)
14. Business Contact	
(1) Department/ Section	NTT Telephone Reception Center
(2) Address	-
(3) Phone number	Please refer to the website of each service
(4) E-mail	- Internet connection services reception department To avoid character corruption within the e-mail body, please use the following web inquiry form: https://www.ntt-west.co.jp/ (Japanese) https://www.ntt-west.co.jp/english/ (English) - VPN, Closed network, and leased line services reception department Please contact your sales representative
(5) Fax number	-

1. Company name	KDDI CORPORATION
2. Representative (CEO)	Makoto Takahashi
3. Established (D/M/Y)	1/6/1984
4. Head Office Location (address)	2-3-2, Nishishinjuku, Shinjuku-ku, Tokyo, Japan
5. Capital Stock (optional)	141,852 million yen
6. Corporate performance	Telecommunications business
7. Number of employees	48,829 (consolidated base)
8. Available phase of work; Please indicate which phases of the following work you are able to handle in the Telecommunication Services. (Multiple selections allowed) 1. Proposal 2. Design and Construction 3. Operation 4. Other services	1. Proposal 2. Design and Construction 3. Operation 4. Other services
9. Available Telecommunication Services; Please describe the type of Telecommunication Service and line speed. . (For more information, you can also fill in the URL)	1. Internet connection service : best effort • https://biz.kddi.com/english/ 2. Internet connection service : Guaranteed bandwidth • https://biz.kddi.com/english/ 3. Closed network service • https://biz.kddi.com/english/ 4. Dedicated line service × 5. IP phone • https://biz.kddi.com/english/ 6. TV, video service • https://biz.kddi.com/english/
10. Others, any PR information (optional) (You can also fill in the URLs, etc described PR)	
11. Communication language	japanese
12. Business experience with foreign clients (arbitrary)	
13. Home page URL	https://www.kddi.com/english/
14. Business Contact	
(1) Department/ Section	Business Design Division / Solusion KANSAI Regional Sales Office
(2) Address	KDDI-Osaka Daini Bldg, 2-2-72, Shiromi, Chuou-ku, Osaka 540-0001, Japan
(3) Phone number	+81-6-4965-8214
(4) E-mail	osaka-niss@kddi.com
(5) Fax number	

1. Company name	NTT Communications Corporation
2. Representative (CEO)	Toru Maruoka
3. Established (D/M/Y)	July 1, 1999
4. Head Office Location (address)	Otemachi Place West Tower, 2 -3 -1 Otemachi, Chiyoda-ku, Tokyo
5. Capital Stock (optional)	230.9 billion yen
6. Corporate performance	Information and communications
7. Number of employees	9,000 (NTT Com Group: 16,850) * As of July 2022
8. Available phase of work; Please indicate which phases of the following work you are able to handle in the Telecommunication Services. (Multiple selections allowed) 1. Proposal 2. Design and Construction 3. Operation 4. Other services	① Proposals, (2) Design and construction, (3) Operation (service maintenance)
9. Available Telecommunication Services; Please describe the type of Telecommunication Service and line speed. . (For more information, you can also fill in the URL)	1. Internet connection service : Best effort access type • OCN Optical IPoE Service Standard Plan (Line Speed : ~1Gbps) (https://www.ntt.com/business/services/network/internet-connect/ocn-business/ftth/ipoe.html) • Home5G (Line Speed : ~1Gbps) (https://www.ntt.com/business/lp/cp/con_manu.html?utm_source=google&utm_medium=cp&utm_campaign=home5G_smdm_g_search&argument=vB1Q3WL&dmail=a636b1e45675a8&gclid=EAlaQobChMI6IOcmJfd_AIVg3ZgCh12PA9eEAAyAIAAEgIJh_D_BwE) 2. Internet connection service : Guaranteed bandwidth access type • Super OCN Ether Access (Line Speed : 1 Mbps ~ 10 Gbps) (https://www.ntt.com/business/services/network/internet-connect/ocn-business/jouji/super_ocn.html) 3. Closed network service • Arcstar Universal One (IP-VPN, Wide Area Ethernet) (https://www.ntt.com/business/services/network/vpn/vpn.html) (*) Various types of services can be provided, from best-effort services to bandwidth-guaranteed services. 4. Dedicated line service • Arcstar Universal One Ethernet leased line (Line Speed : 1Mbps~10Gbps) (https://www.ntt.com/business/services/network/private-network/arcleasedline.html) 5. IP phone - x 6. Mobile service • docomo Smartphone (https://www.ntt.com/business/mobile/charge/hajimete_plan.html) • docomo SIM (https://www.ntt.com/business/mobile/charge/hajimete_plan.html)
10. Others, any PR information (optional) (You can also fill in the URLs, etc described PR)	(1) Internet connection service We provide various types of services such as bandwidth-reservation network, redundant lines, variable bandwidth services, and security options such as DDoS protection, so we can provide a stable internet connection environment for customer's exhibition. (3) Closed network service We can provide closed network services that can be connected to overseas locations in customer's own country. We can also provide optional services that can be connected to cloud services such as Azure and AWS. (4) Leased line service Our Ethernet leased line service provides stable communications because bandwidth between customer locations is completely dedicated and is not affected by other customer's traffic at all. Customers can use our high-quality, reliable, and secure leased lines in a wide range of products from 1 Mbps to 100 Gbps. (6) Mobile We can provide 4G and 5G services. Customer can use various data plans according to their usage. ■ About acceptance of inquiries • Inquiries are accepted by e-mail only. • Inquiries are accepted from 9:30 a.m. to 5:30 p.m. on weekdays (Japan Standard Time).
11. Communication language	Japanese/English
12. Business experience with foreign clients (arbitrary)	Yes
13. Home page URL	https://www.ntt.com/en/index.html
14. Business Contact	
(1) Department/ Section	docomo Business Solutions, Inc.
(2) Address	Kansai Branch, Solution Sales Division, Group II, Team III
(3) Phone number	— (Mail only)
(4) E-mail	expo2025-nw-info@ntt.com
(5) Fax number	—

Guidelines for Security Operations and Inspection Activities



OSAKA, KANSAI, JAPAN

EXPO
2025

Table of Contents

1. Definitions of abbreviations, contracted names, units and terms	1
2. Introduction	4
2-1 Purpose of this Guideline	4
2-2 Control and Guide	4
2-3 Method for inquiries	4
2-4 Relevant laws and regulations	4
3. Basic approach to Security Operations and Inspection Activities	5
4. Security Operations and Inspection Activities by Participants during the Expo event period	8
4-1 Security Operations and Inspection Activities	8
4-2 Main responsibilities of Participants	9
4-3 Main roles of the security officer	9
4-4 Measures for large-scale events	10
4-5 Measures and communication for incidents and accidents	10
4-6 Preparation of Security Operation plans	10
5. Guidelines on specific Security Operations and Inspection Activities of Participants	12
5-1 Details on Security Operations and Inspection Activities	12
5-2 Guidelines on executing Security Operations	13
5-3 Security Operations at events	15
5-4 Management of facilities and exhibits	15
5-5 Patrol-based and Stationary Security Operations	16
5-6 Cooperation with Security Operations for guests	17
5-7 Surveillance and guidance for compliance with Respective Rules	18
5-8 Use of Security Operations materials	19
6. Guidelines on preparing Security Operation plans	20
6-1 Submission of Security Operation plans	20
6-2 Standard allocation of Security Personnel	21
7. Contract with security service providers	24
8. Participants' Security Operations and Inspection Activities before and	

after the Expo event period	25
8-1 Inspection Activities before the Expo event period	25
8-2 Security Operations before the Expo event period	25
8-3 Inspection Activities after the Expo event period	26
9. Other	27
Appendix	27
Main guidelines on measures and points of attention	29

*This Guideline is subject to changes that will be made as needed.

1. Definitions of abbreviations, contracted names, units and terms

Abbreviation / contracted name	Official name
BIE	Bureau International des Expositions
Term	Definition
Convention	“Convention Relating to International Exhibitions” signed in Paris on the 22nd of November, 1928, and subsequently amended and supplemented.
the Expo	Registered exhibition which will be held in Osaka, Japan from the 13th of April to the 13th of October, 2025.
General Regulations	General Regulations included in Chapter 8 of the Registration Dossier approved at the 167th General Assembly of the BIE.
Special Regulations	Special Regulations set out in Article 34 of the General Regulations.
Guideline	Guidelines for the Expo issued by the Organiser in relation to items stipulated in the Special Regulations. The guidelines are intended to assist the Official Participants in all aspects of the preparation and operation of the Expo.
Laws and Regulations	The Convention, the General Regulations and Special Regulations; the laws of Japan, government ordinances, ministry ordinances, government notifications and notices; bylaws, regulations and controls of local governments; supplementary directives, instructions and guidelines issued by the Organiser.
Commissioner General of the Exhibition	The representative of the Government of Japan for the Expo appointed by the Government of Japan in accordance with Article 12 of the Convention.
Organiser	The Japan Association for the 2025 World Exposition, which was designated by the Minister of Economy, Trade and Industry on the 31st of May, 2019 to carry out tasks relating to the preparation and operation of the Expo, in accordance with the ‘Act on Special Measures Necessary for Preparing for and Managing of the International Exposition in 2025’, and which was authorised as a public interest incorporated association on the 21st of October, 2019.

Official Participants	Foreign governments and international organisations that have accepted the formal invitation from the Government of Japan to participate in the Expo.
Non-official Participants	Those who were authorised by the Commissioner General of the Exhibition to participate in the Expo outside the sections of the Official Participants.
Concessionaires	Those mentioned in Article 35 of the General Regulations who have been granted rights from the Organiser to engage in Commercial Activities within the Expo Site.
Other Expo Participant Business Operators	Sponsoring business operators such as participants of the Future Society Showcase Project, TEAM EXPO 2025 participants and event participants, excluding Official Participants, Non-official Participants and Concessionaires.
Participants	Official Participants, Non-official Participants, Concessionaires and all other business operators participating in the Expo.
Expo Site	All areas used and administered by the Organiser as the venue for the operation of the Expo.
Control Areas	Locations and facilities assigned to Participants (refers to all areas that Participants are responsible of managing, including: Sections and their facilities [e.g., Pavilions]; visitor queues for entry to facilities; events spaces that Participants are in charge of and visitor queues for events that Participants host; and visitors in areas where such queues occur).
Security Operation	Vigilance and preventive measures for theft and other accidents (e.g., fire, crowd disasters).
Respective Rules	General Regulations, Special Regulations, Guidelines and supplementary directives and instructions issued by the Organiser.
Inspection Activities	Surveillance and guidance for maintenance of public order and compliance with Respective Rules that are performed within the extent of authority granted to the Organiser or Participants.
Expo Security Officer	A role assigned to the Secretary General of the Japan Association for the 2025 World Exposition.
Organiser's Security Officer	A role assigned to the head of the division in charge of crisis management within the Japan Association for the 2025 World Exposition.

Organiser's Security Unit	Organisation established by the Organiser pursuant to Article 28 of the General Regulations and Article 15 of Special Regulations No. 10 to provide Security Operations and Inspection Activities in the Expo Site overall.
Security Services	Businesses that operate security activities.
Security Personnel	Persons who perform security activities, such as employees of security service providers. When subcontracting Security Operations to providers that operate Security Services, they must be subcontracted to security service providers that have received from prefectural public safety commissions Security Service certifications defined in Article 4 of the Act on Security Services. Provided, however, that in cases where Pavilion Directors and Pavilion-operating staff perform Security Operations in their Control Areas, such certifications are not required.
Machine-based Security Operations	Security activities to monitor and prevent theft and other accidents using machine-based apparatuses for security activities (i.e., apparatuses that transmits and receives theft and accident-related information detected by equipment installed in facilities subject to security activities to and from equipment installed in facilities not subject to security activities, excluding phones and other apparatuses that transmit and receive the transmitters audio).
Event Security Operations	Security Operations for events.
SOGIESC	Combined initial letters of the constituent terms in the four gender-related dimensions: sexual orientation, gender identity, gender expression and sex characteristics.
Official Participant Portal	An online portal website to enable smooth communication between the Official Participants and the Organiser.
Radio Devices	Equipment used for wireless communication.
Participants' Radio Devices	Radio Devices that Participants bring to the Expo Site.

2. Introduction

This Guideline describes matters pertaining to Security Operations and Inspection Activities at the Expo.

2-1 Purpose of this Guideline

This Guideline provides for matters concerning the prevention of theft, other accidents and fires; crowd disasters; and violations of Respective Rules of the Expo, pursuant to Special Regulations No. 10, to maintain an environment where all persons who visit Control Areas can view exhibitions with safety, a sense of security and comfort, and to enable smooth operation of the Expo.

2-2 Control and Guide

In light of the fact that Participants will use this Guideline as reference when planning operations within the Expo Site, this Guideline sets forth two standards, **Control** and **Guide**.

C-00 Control indicates items that are required and provides for restrictions and prohibitions regarding planning and operations.

G-00 Guide indicates items that are preferred and describes methods and suggestions to meet the Expo's targets and purposes.

Note that Participants are required to comply with relevant laws in Japan and ordinances of Osaka Prefecture and Osaka City. Participants should also comply with and refer to other Guidelines, documents and standards shared by the Organiser, including this Guideline.

2-3 Method for inquiries

For inquiries on the details of this Guideline or uncertainties regarding procedures, Official Participants are asked to send such inquiries to the Organiser using the Queries function of the Official Participant Portal. For any trouble in using the Official Participant Portal, email to participant@expo2025.or.jp (or other email address).

Non-official Participants are asked to email to pavilion-shutten@expo2025.or.jp (or other email address). Other Expo Participant Business Operators are asked to email to respective parties in charge.

2-4 Relevant laws and regulations

Act on Security Services <https://elaws.e-gov.go.jp/document?lawid=347AC0000000117>

3. Basic approach to Security Operation and Inspection Activities

The Organiser and respective Participants are to maintain public order; prevent theft, other accidents, fires and crowd disasters; and prevent violations of Expo-related Respective Rules within the Expo Site by respectively establishing Security Operation and Inspection Activity systems with clearly identified security officers and receiving guidance and cooperation from law enforcement, fire brigade and other relevant bodies. Provided, however, that Participants should be mindful of SOGIESC and interact with visitors in a respectful manner when engaging in Security Operations.

C-001 Participants must control and attend to theft, damages and accidents that occur in their Control Areas under their own responsibility. This also applies to visitor queues that inevitably extend outside of each Participant's Control Area and to events held in outdoor event spaces.

(1) Security Operations and Inspection Activities by the Organiser

The Organiser will establish the Organiser's Security Unit for Security Operations and Inspection Activities of the Expo Site overall pursuant to Article 28 of the General Regulations and Article 15 of Special Regulations No. 10.

The Expo Security Officer is authorised for and responsible of Security Operations and Inspection Activities for the Expo overall, and the Association Security Officer will oversee Security Operations and Inspection Activities in the Expo Site overall.

The Association Security Officer will convene Participants' security officers for discussion, coordination, guidance and advice on matters pertaining to Security Operations and Inspection Activities.

(2) Security Operations and Inspection Activities by Participants

C-002 Participants must perform Security Operations and Inspection Activities in their Control Areas at their own cost and responsibility, pursuant to Article 28 of the General Regulations and Article 18 of the Special Regulations No. 10.

C-003 Participants should appoint a security officer upon discussions with the Association Security Officer and prepare and establish a voluntary Security Operation system as needed for their Control Areas at their own cost and responsibility. Additionally, Security Personnel's protective equipment and security methods should be within the extent stipulated in Japanese Laws and Regulations.

(3) Relationship between *Security Operations and Inspection Activities performed*

by the Organiser and Security Operations and Inspection Activities performed by Participants

The Association Security Officer will liaise with Participants' security officers and provide necessary cooperation, support and instructions.

If events that cannot be managed by Participants' Security Operations occur, the Participants may request necessary support to the Association Security Officer. If the Association Security Officer deems it necessary, the Association Security Officer will have the Organiser's Security Unit provide support. The Participants are to cooperate and adequately liaise with the supporting Organiser's Security Unit.

In the following instances, even if the cases pertain to Participants' Control Areas, the Association Security Officer may have the Organiser's Security Unit attend to events in cooperation with the security officer of the Control Area. In such case, the Organiser's Security Unit will be allowed to enter and perform necessary activities in the Participant's Control Area.

- When Participants request support
- When it is deemed that the event may affect others, such as when the extent of an event is expanding
- When support is otherwise deemed necessary

C-004 Security officers must maintain liaison with the Association Security Officer and cooperate as needed. Moreover, in the event theft and other accidents occur within their Control Areas, the security officers must immediately take necessary measures; notify the Organiser's Security Unit and law enforcement and fire brigade bodies; and cooperate with or follow instructions of such organisations.

(4) Liaison with relevant organisations

The Organiser will establish the General Directive Centre (facility within the Expo Administrative Function Wing that directs and manages the Organiser's Security Unit, law enforcement activities, and fire-fighting activities) within the Administrative Function; maintain a communication and cooperation system between the Organiser and law enforcement, fire brigade and other relevant bodies; closely liaise with such bodies; and establish an emergency response system for theft prevention, accidents and disasters.

C-005 The Organiser and Participants must actively cooperate with the activities of law enforcement, fire brigade and other relevant bodies.

(5) Holding security officer meetings

To align Security Operations, the Association Security Officer may convene security officers on an as-needed basis. The purpose of security officer meetings (of which the details will be separately notified by the Organiser) will be: to exchange opinions regarding Security Operations and Inspection Activities overall, and to discuss, coordinate, guide, advice or decide necessary matters concerning the contents of Security Operation plans (i.e., Form 1, Security Operation Plan provided for in 9. Other; the same will apply hereinafter); methods to guide visitors; and measures for extraordinary situations.

Note that if the Association Security Officer deems it necessary, the attendance of law enforcement, fire brigade and other relevant bodies may be requested.

4. Security Operations and Inspection Activities by Participants during the Expo event period

Participants must comply with the code of conduct for the Expo Site.

C-006 Participants should have their workers involved in exhibitions, Commercial Activities and other activities comply with Respective Rules.

4-1 Security Operations and Inspection Activities

(1) Period: from the 13th of April, 2025 through the 13th of October, 2025

(2) Extent (area) and policies on measures

C-007 Participants must designate zones within their Control Areas and establish boundaries of areas that will be physically protected from entry by unauthorised persons. Participants must then take necessary measures such as entry and exit control and perform necessary Security Operations and Inspection Activities.

Example of zoning

Green zone (area where all persons can enter)

Blue zone (area where visitors use)

Yellow zone (area where only associated parties can enter)

Red zone (area requiring entry restrictions on even associated parties)



(Example of zoning)

C-008 As a general rule, visitor queues must be kept within Control Areas. Provided, however, that if visitor queues inevitably extend outside of Control Areas, Participants must manage them under their responsibility. Additionally, the same applies to events held in outdoor event spaces.

C-009 Visitor queues outside of Control Areas that interrupt the passage of other visitors are not allowed. In such case, Participants are to coordinate and

take measures as required, such as promptly breaking queues, based on guidance from the Association Security Officer.

4-2 Main responsibilities of Participants

(1) Appointment of security officers

C-010 Participants must appoint security officers upon discussion with the Association Security Officer.

(2) Selection of security officers

C-011 Directors, Deputy Directors or their representatives should be assigned as security officers. In addition, representative deputy security officers and Security Operation assistants must be designated to prepare for any absences by the security officers or to assist the security officers.

C-012 Security officers must be appointed by the time Security Operation plans are submitted.

C-013 When security officers are selected or changed, Participants must revise subject parts within Security Operation plans in red and re-submit Security Operation plans each time.

4-3 Main roles of the security officer

C-014 Security officers hold authorities for and are responsible of security-related events that occur within their Control Areas. They must assemble a Security Operation organisation and attend to Security Operations and Inspection Activities.

C-015 Security officers must discuss Security Operations and Inspection Activities with the Association Security Officer, prepare a Security Operation and Inspection Activity plan for their Control Areas (hereinafter referred to as “Security Operation plan”), perform Security Operations and Inspection Activities based on such plan, and thus secure safety and peace within their Control Areas.

C-016 Security officers should establish a system for communication, coordination and cooperation with associated parties and relevant organisations, including cooperation with and emergency notification to law enforcement bodies, fire brigade bodies and the Organiser’s Security Unit.

C-017 When preparing Security Operation plans, Participants must anticipate terrorist and cyber attacks as well and prepare crime prevention measures

for various equipment and exhibits within their Control Areas (including protective measures to prevent wrongful acts, such as suspicious items being loaded in electronic equipment used for facility management or operation and in telecommunication equipment that constitute the information system; the same will apply hereinafter).

C-018 Participants must prepare a system that enable English or Japanese communication (Japanese is preferred) within their Control Areas, for communication and coordination with the Organiser and for emergency response.

4-4 Measures for large-scale events (emergencies including incidents, accidents and disasters)

In case of large-scale events, the General Directive Centre will facilitate liaison between law enforcement and fire brigade bodies and respective reporting lines, and effect an emergency response system. Further, if a crisis management function is established depending on the event, the Expo Site as a whole will jointly secure safety; the General Directive Centre will notify Participants of the function's establishment, and the Participants will cooperate with the Organiser as necessary.

*The Organiser will separately provide for guidelines on emergency evacuation.

4-5 Measures and communication for incidents and accidents

C-019 When incidents and accidents occur in Control Areas, Participants must immediately take necessary measures, notify and liaise with the Organiser's Security Unit and attend to measures.

4-6 Preparation of Security Operation plan (For preparation guidelines and preparation period, refer to 6. Guidelines on preparing Security Operation plan.)

C-020 Security officers should communicate, coordinate and adequately discuss about Security Operations in general with the Association Security Officer before deciding on Security Operation plans for their Control Areas. When doing so, the Association Security Officer may provide necessary advice and guidance regarding the Security Operation plans prepared by the security officers.

C-021 Participants should submit Security Operation plans for Security Operations of facilities (Pavilions) and events, respectively.

5. Guidelines on specific Security Operations and Inspection Activities of Participats

5-1 Details on Security Operations and Inspection Activities

Item	Details
Visitor guiding	• Guide visitors in Pavilions, secure smooth entry route and sort visitor queues within Control Areas (and attend to queues that extend beyond Control Areas as well).
Event Security Operations	• Clearly indicate viewing locations and pay effort to prevent crowd disasters (and attend to visitors and queues that extend beyond Control Areas of the events as well).
Facility and exhibit management	• Maintain the environment in Control Areas, implement crime prevention measures for various equipment and exhibits, maintain an all-hour contact system in preparation of emergencies and carefully manage facilities.
Patrol-based and Stationary Security Operations	• Patrol, detect and eliminate suspicious persons and items, and perform searches and monitoring in Control Areas, and allocate stationary Security Personnel in high-risk locations.
Cooperation with Security Operations for guests	• Cooperate with police escort by law enforcement and guarding by the Organiser's Security Unit • Secure route and entrance/exit for guests • Attend to prior meetings and communication/coordination (designate person in charge of contacting guests)
Surveillance and guidance for compliance with Respective Rules	• Provide guidance and warnings regarding prohibited acts, violations of Respective Rules and unauthorised sales of goods
Response to emergencies	• Attend to and take measures for any accidents that occur • Rescue lives, prevent disasters from expanding, preserve emergency sites and guide evacuation • Immediately report to the Organiser's Security